

# LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

## DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°17 • SESSION ORDINAIRE 2010-2011

### Bilan avant la fin de session parlementaire



Le jeudi, 14 juillet 2011 aurait dû avoir lieu la dernière séance publique de la session parlementaire 2010-2011 avant que les députés ne se réunissent à nouveau le mardi, 11 octobre - le deuxième mardi du mois d'octobre étant traditionnellement consacré à l'ouverture d'une nouvelle année parlementaire - pour entamer la nouvelle session 2011-2012.

Or, en cette année 2011, particulièrement riche en événements politiques et économiques, où la crise des dettes souveraines européennes tient en haleine les marchés financiers et les gouvernements de la zone euro, les mandataires élus se sont revus le 15 septembre à l'occasion d'une séance publique spécialement dédiée à la ratification de certaines mesures européennes en faveur d'un renforcement des moyens du Fonds européen de stabilité financière (FESF) décidées le 21 juillet à Bruxelles.

#### Hausse sensible du pourcentage des femmes parlementaires

Dans son traditionnel discours de fin de session, le Président de la Chambre des Députés, M. Mosar, a évoqué la présence de désormais 15

députées dans l'enceinte du Marché-aux-Herbes, ce qui fait augmenter le taux de présence des femmes parmi les élus à un niveau de 25%. Mmes Diane Aehm, Tessy Scholtes et Josée Lorsché ont ainsi pu hériter des sièges laissés vacants par M. Jean-Louis Schiltz, M. Mill Majerus, décédé lors d'un tragique accident de la route, et M. Jean Huss.

Le vote d'un nouveau statut pour les agents de l'administration parlementaire, la mise en place probable d'une future plate-forme permettant aux citoyens de communiquer avec les députés via pétition électronique ainsi que la signature d'une convention entre la Chambre et l'Université du Luxembourg pour établir une chaire de recherche en études parlementaires constituent autant de motifs de satisfaction aux yeux du Président.

#### Crise économique et financière

Concernant l'Europe touchée par la crise économique et financière, M. Mosar s'est montré préoccupé du sentiment croissant de mécontentement parmi les citoyens européens qui souvent considèrent comme injuste de devoir contribuer de ma-

nière aussi substantielle au sauvetage des pays membres en naufrage financier, et ce d'autant plus que les États visés se sont manœuvrés par leur propre faute, voire parfois par malhonnêteté dans cette situation précaire.

Pour prévenir tout sentiment d'injustice dans le cadre des mesures à mettre en œuvre pour sauver l'euro, M. Mosar a souligné qu'il faudra à tout prix éviter de privatiser les bénéfices et de mutualiser les dettes.

#### Droit de participation dans les décisions européennes

En outre, M. le Président a discerné un important malaise du côté des parlementaires tant européens que nationaux quant à leur droit de participation dans les décisions européennes qu'ils voient se réduire. Il met en garde contre toute amputation de ce droit, base de toute démocratie et compétence primordiale de tout parlement, surtout dans le contexte des mesures et décisions budgétaires à prendre dans le cadre du mécanisme de sauvetage européen.

Enfin, M. le Président a regretté la vitesse parfois non justifiée avec laquelle certaines décisions, européennes et nationales, sont prises et il a souligné la nécessité de réserver plus de temps à une discussion parlementaire approfondie ainsi que l'importance d'une politique d'information plus ciblée, afin de favoriser une large acceptation par l'opinion publique.

Pour clore son discours, M. le Président a déploré que si peu de non-Luxembourgeois se soient inscrits pour les prochaines élections communales du 9 octobre 2011. M. Mosar a tenu à rappeler que l'atout majeur du Luxembourg a toujours été constitué par la diversité de ses habitants qui, dans le respect mutuel et le dialogue, ont su façonner le Luxembourg tel que nous le connaissons aujourd'hui.

45 <sup>e</sup> séance	jeudi	14 juillet 2011
46 <sup>e</sup> séance	jeudi	14 juillet 2011
47 <sup>e</sup> séance	jeudi	15 septembre 2011

### Décès inopiné de M. Lucien Thiel: «Une perte pour le pays tout entier.»

C'est avec consternation que la Chambre des Députés a appris la nouvelle de la disparition inopinée de M. Lucien Thiel, député et président du groupe CSV, décédé au cours de la matinée du 25 août 2011 à l'âge de 68 ans.

M. Thiel était marié et père de deux enfants. Après avoir suivi l'École Supérieure de Journalisme et l'Institut des Hautes Études Internationales à Paris, il exerçait pendant de longues années la profession de journaliste, carrière durant laquelle il fut également rédacteur en chef des journaux «Revue» et «Lëtzebuerger Land». En tant que directeur de l'ABBL, il a défendu les intérêts de la place financière luxembourgeoise avec l'engagement et les compétences qui lui étaient propres.

En 2004, M. Lucien Thiel a été élu député de la circonscription du centre au sein du Parti chrétien social. Lors des élections législatives du 7 juin 2009, les électeurs lui ont largement renouvelé la confiance. À partir du 1<sup>er</sup> mars 2011, il a pris la présidence du groupe politique CSV. Il assurait par ailleurs depuis le début de la législature la présidence de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace.

Lors de sa séance publique du 15 septembre, la Chambre des Députés a honoré la mémoire du défunt. Dans son discours d'hommage, dont voici quelques extraits, M. le Président Laurent Mosar a tenu à souligner qu'à côté des grandes qualités humaines de M. Lucien Thiel, c'est surtout son expertise dans ses domaines de prédilection - place financière et finances publiques - qui fera défaut.

«Den Thiels Luss (...) wosst ëmmer mat sengem Fachwëssen ze iwwerzeegen. Zënter 2004 ass hien net manner wéi 61-mol zum Rapporteur



vun engem Gesetzesprojet ernannt ginn. Et gëtt sécherlech net vill Deputéierten, déi esou eng Bilanz opzeweisen hunn!

Ech wollt awer vun dëser Plaz aus ganz besonnesch säin Engagement ervirsträichen, wat hien zudag geuecht huet, wéi hien 2008 d'Spezialkommissioun „Wirtschaftskris“ presidéiert huet. Ech hat selwer de Plésier, Member vun där Kommissioun ze sinn, an ech muss am Réckbléck soen, datt déi Sëtze vun där Kommissioun déi waren, wou ech a menger gesamter parlamentarescher Carrière am meeschte bäigeliert hunn a wichteg Erfahrung gesammelt hunn.

Perséinlech verléieren ech e ganz gudden Frënd. Seng Partei a Fraktioun verléiert ee vun hire Beschten. Den Thiels Luss wäert eis op ville Plaze feelen, virun allem a senger Famill, awer och an dësem Haus wéi awer och um Kräizberg, ganz besonnesch bei sengen handicapéierte Matmënschen.»

### Non aux mines et bombes à sous-munitions



Mme Lynn Bradach, M. Pierre Delandmeter (2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> de gauche) et des jeunes ambassadrices de Handicap International reçus par M. Laurent Mosar.

«Les tragédies humaines ne sont pas inévitables!» C'est ainsi que s'est exprimée Mme Lynn Bradach dont le fils, un US Marine, a été tué en 2003 en Iraq par une sous-munition américaine. Face au Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, elle a témoigné de la souffrance des familles de victimes ainsi que du calvaire des mutilés. «L'atti-

tude du Luxembourg est exemplaire. Motivez d'autres pays à agir contre les sous-munitions» a-t-elle lancé, entourée du Président de Handicap International, M. Pierre Delandmeter, du Directeur, M. Martin Lagneau, et de jeunes Luxembourgeoises issues de l'École privée Fieldgen faisant campagne contre les mines et bombes à sous-munitions.

«Les témoignages personnels sont d'une très grande valeur. Votre fils serait fier de vous.»

Ce furent les paroles de M. Laurent Mosar, qui a encore souligné l'importance de l'action de Handicap International et félicité les jeunes pour leur engagement.

#### DANS CE NUMÉRO

Hommage à M. Lucien Thiel	p. 637
Stabilité de l'euro	
- Interpellation sur la crise de la dette	p. 629
- Garantie de l'État au EFSF	p. 639
Sommaire des séances publiques n <sup>os</sup> 45-47	p. 647
Table analytique 2010-2011	p. 648
Sommaire des questions parlementaires	p. Q263



d'Chamber online op  
[www.chd.lu](http://www.chd.lu)



## Le SIDEC focalise l'attention

Le traitement des déchets ménagers en milieu rural diffère de celui des déchets collectés en ville. Des trajets de ramassage plus longs impliquent des frais de transports élevés. La nature des déchets varie aussi: les ménages vivant à la campagne produisent davantage de déchets organiques (comme des coupes d'arbres ou d'arbustes) qui ne se prêtent pas à la fermentation (production de biogaz). Dans le cadre d'une visite le 8 septembre 2011 des installations du SIDEC, les députés de la Commission du Développement durable ont été informés de ces aspects.

Le centre du Fridhaff près d'Etterbruck récolte tous les ans des dizaines de milliers de tonnes de déchets dont quelque 40.000 tonnes sont soumises à un traitement spécifique dans une installation mécano-biologique. Un procédé spécial, unique au Luxembourg, permet de réduire le poids et le volume des déchets. Au cours du traitement, les machines séparent les matières qui peuvent encore être valorisées, notamment à des fins de production d'énergie. Ainsi, au bout de six semaines, la quantité des déchets se trouve réduite de 50% pour ensuite être mise en décharge.

Créé en 1972, le syndicat intercommunal SIDEC assure la gestion complète des déchets ménagers et assimilés, collectés dans les 55 communes membres réparties dans la moitié nord du pays. La visite des députés s'est effectuée dans le cadre des discussions sur le projet de loi 6288 concernant la gestion des déchets. Les représentants du SIDEC n'ont pas manqué de faire connaître aux députés leurs points de vue et convictions pour une gestion optimale des déchets produits. Dans cette optique, ils plaident notamment pour une prise en compte des spécificités régionales.



Visite du SIDEC par des membres de la Commission du Développement durable.

## Le Luxembourg contribue à lutter contre la faim

«Fill the cup» - «Une tasse remplie, un enfant nourri»: les Nations Unies (ONU) ont choisi une tasse rouge pour représenter la quantité de nourriture dont doit disposer un enfant pour pouvoir se développer. Depuis la mise en place des premiers programmes internationaux pour combattre la faim dans le monde, la lutte contre la famine a dû développer de nouvelles stratégies. Le 14 septembre 2011, les membres de la Commission des Affaires étrangères se sont entretenus avec la directrice du Programme alimentaire mondial (PAM), Mme Josette Sheeran, sur les nouveaux visages et formes de la faim ainsi que sur les moyens de lutte mis en place par l'ONU.

Catastrophes naturelles, sécheresse, guerres civiles: les Nations Unies estiment à près d'un milliard le nombre de personnes sous-alimentées. Souvent, ce n'est pas la nourriture qui manque, mais les moyens pour y accéder. À travers le PAM, les Nations Unies ont introduit des «bons d'achat alimentaires électroniques», des cartes à rations numériques qui permettent aux plus démunis de s'approvisionner auprès des commerçants locaux. De meilleures techniques de stockage permettent en plus de conserver la nourriture sur place dans des conditions hygiéniques adéquates. «À travers la gestion d'entrepôts, nous contribuons à la création d'activités locales et à réduire la dépendance» a

expliqué Mme Sheeran. Le PAM soutient la mise en place d'infrastructures locales et le développement de programmes de formation. Il met en garde contre le «landgrabbing», l'achat et l'exploitation de terres par des pays étrangers au continent africain ne disposant pas de suffisamment de terres arables.

La directrice a remercié le Luxembourg pour son engagement dans la lutte contre la faim.

Avec un budget de 31 millions d'euros engagés sur les années 2012-2015 et le système de télécommunication «emergency.lu», le Grand-Duché figure parmi les 23 principaux pays donateurs dans le monde.



Mme Josette Sheeran (au milieu) a rencontré des membres de la Commission des Affaires étrangères.



M. Laurent Mosar et M. J. Dennis Hastert.

## L'ancien «speaker» à Luxembourg

Le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, a eu une entrevue le 9 septembre 2011 avec M. J. Dennis Hastert, ancien Président de la Chambre des Représentants des États-Unis d'Amérique, en visite privée au Luxembourg.

Lors de leur entretien à la Chambre des Députés, les deux hommes politiques ont évoqué les origines luxembourgeoises du «speaker», les activités actuelles de M. Hastert, les relations bilatérales ainsi que la situation

économique aux États-Unis. M. J. Dennis Hastert fut Président de la Chambre des Représentants de janvier 1999 à janvier 2007.

Il a visité le Grand-Duché à plusieurs reprises, notamment en 2001, 2002, 2004 et 2005. À l'occasion de chacune de ces visites, M. Hastert se rendait également à Osweiler, le village luxembourgeois dont ses ancêtres étaient originaires avant d'émigrer aux États-Unis au cours de la deuxième moitié du 19<sup>e</sup> siècle.

## Réunion des présidents des commissions des affaires étrangères à Varsovie

Début septembre, la traditionnelle conférence des présidents des commissions des affaires étrangères (réunion bisannuelle ayant lieu à chaque fois dans le pays membre de l'Union européenne qui préside le Conseil) s'est tenue à Varsovie. En sa qualité de Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes de la Chambre, M. Ben Fayot (LSAP) y a pris part.

Deux points essentiels figuraient à l'ordre du jour des discussions:

- le partenariat oriental, dont la Pologne, qui depuis le 1<sup>er</sup> juillet assume pour la toute première fois la présidence tournante de l'Union européenne, a fait l'une de ses priorités;

- l'avenir des conférences réunissant deux fois par an les présidents des commissions des affaires étrangères et des commissions de défense des parlements des 27 pays membres de l'Union européenne (UE).

M. Andrzej Halicki, Président de la Commission des Affaires étrangères du Parlement polonais, s'est prononcé pour une revitalisation des relations entre l'UE et les pays de l'Europe orientale, composée notamment par l'Ukraine, la Géorgie, la Moldavie et la Biélorussie. Des accords de libre échange, un régime de visas assoupli ainsi que des contacts au niveau de la société civile et des parlements devraient à terme rapprocher ces pays de l'Union. M. Halicki a saisi l'occasion pour stigmatiser

une nouvelle fois la situation des droits de l'Homme en Biélorussie qui à ses yeux constitue une honte pour l'Europe.

Pour ce qui est du futur suivi parlementaire des politiques de sécurité et de défense (la question se pose avec une certaine acuité depuis le démantèlement de l'Union de l'Europe occidentale) ainsi que de la politique étrangère de l'UE, rien n'est encore acquis. La seule chose sur laquelle les parlementaires s'accordent pour l'instant est la création d'un organe léger, sans grand appareil bureaucratique, purement consultatif qui puisse assumer cette fonction de suivi. Une décision définitive en ce sens devrait être prise à l'occasion de la réunion des présidents des parlements nationaux de l'UE en avril 2012.

Finalement, un dernier point de discussion portait sur l'aide que l'Union est susceptible de fournir aux pays arabes qui viennent de se débarrasser du joug des régimes autocratiques qui les dirigeaient. Le secrétaire général adjoint du Service d'action extérieure de l'UE précisa que l'Union offrira son aide (conseils, expertise et fonds dédiés à la construction d'institutions démocratiques respectueuses de l'État de droit et des droits de l'Homme) sans imposer quoi que ce soit. En Libye notamment, où un besoin pressant de sécurité élémentaire se fait sentir, l'UE agira sous l'égide de l'ONU.





## Mission d'information auprès de l'OCDE

Des membres de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle de la Chambre des Députés se sont rendus en date du 16 septembre passé à Paris au siège de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE). Le but déclaré de la visite était de s'informer sur certains programmes en matière d'éducation auprès de la Direction de l'Éducation de cette organisation internationale.

L'OCDE, dont une des missions consiste à comparer la façon dont les systèmes éducatifs de ses pays membres (34 pays à travers le monde) préparent les jeunes à la vie moderne, promeut toutes politiques susceptibles d'améliorer le bien-être économique et social partout dans le monde.

À l'ordre du jour figuraient notamment des entrevues avec

- Mme Barbara Ischinger, directrice de l'Éducation,

- M. Dirk Van Damme, chef du Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement,

et

- M. Andreas Schleicher, conseiller spécial du secrétaire général, en charge de la politique de l'éducation, et chef de la division des indicateurs et des analyses.

Les députés luxembourgeois se sont particulièrement intéressés à l'enquête TALIS (Enquête internationale sur les enseignants, l'enseignement et l'apprentissage) qui est susceptible de fournir maintes informations sur les conditions de travail des enseignants, l'enseignement et les

pratiques d'apprentissage dans les établissements scolaires. Une deuxième enquête de ce genre - TALIS 2013 - est actuellement en préparation.

Étant donné qu'à l'heure actuelle le Luxembourg ne figure pas parmi les pays participant à l'étude, les membres de la commission se sont interrogés sur l'opportunité d'une éventuelle participation du Grand-Duché.

Les autres échanges de vues avec les responsables de l'OCDE ont en outre porté sur les programmes PISA (Programme international pour le suivi des acquis des élèves) et PIAAC (Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes), programmes qui renvoient à la stratégie de l'OCDE en matière de compétences.



Des membres de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et l'Ambassadeur du Luxembourg à Paris, S.E. M. Georges Santer (5<sup>e</sup> de gauche) au siège de l'OCDE à Paris.

## Entretien avec des députés koweïtiens



Des parlementaires koweïtiens et luxembourgeois.

Les révolutions populaires dans certains pays arabes («Printemps arabe») et le rôle de l'ONU ont figuré au centre des entretiens entre députés koweïtiens et luxembourgeois le 7 septembre 2011.

Les parlementaires se sont montrés préoccupés par la situation en Libye, en Tunisie, en Égypte, en Syrie et au Yémen et ont exprimé l'espoir que les mouvements de libération respectifs pourront bénéficier à tous les pays des régions concernées.

Les représentants koweïtiens et luxembourgeois ont souligné leur soutien au processus de démocratisation en cours. Ils ont été d'accord pour dire que les Nations Unies devraient jouer un rôle important dans la recherche de solutions durables. Le Président de la Commission des Affaires étrangères de la Chambre, M. Ben Fayot, a rappelé la position du Luxembourg pour lequel il est inacceptable que les dirigeants encore en place usent de violence contre leur propre population et ordonnent aux

membres de l'armée de tirer sur leurs propres concitoyens.

La délégation du groupe d'amitié parlementaire est présidée par M. Mubarak Al Kherainej, qui est également le Président de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée du Koweït (Majiles Al Omrah). Accueillis par le Président de la Chambre, M. Laurent Mosar, les députés ont notamment soutenu l'idée d'un renforcement des relations commerciales et économiques entre le Koweït et le Luxembourg.

XXXVII<sup>e</sup> session de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie

## Élection d'un nouveau Président

La XXXVII<sup>e</sup> session de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) qui s'est tenue à Kinshasa du 6 au 8 juillet 2011 à l'invitation de M. Evariste Boshap, Président de l'Assemblée nationale de la République démocratique du Congo, a réuni plus de 250 participants dont une douzaine de présidents d'assemblées.

Les débats de la session, à laquelle ont participé Mme Anne Brasseur (DP) et M. Michel Wolter (CSV), étaient placés sous le thème «paix, démocratie et élections» au sein de la communauté francophone. Ils étaient marqués par le discours du Secrétaire général de la Francophonie, M. Abdou Diouf, qui a évoqué la tendance dangereuse de la remise en cause de la légitimité, voire du principe même du processus électoral dans nombre de pays. Il a souligné l'importance de la volonté d'admettre que la démocratie confère un caractère provisoire à l'exercice du pouvoir et de la volonté d'admettre que la démocratie n'est pas une fin en soi, mais le moyen le plus sûr de favoriser la stabilité, la paix et les conditions propices à un développement durable.

Lors de la séance solennelle d'ouverture, l'Assemblée a également entendu les allocutions de M. Jacques Chagnon, Président de l'Assemblée nationale du Québec et Président de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie, et de M. Joseph Kabila Kabange, Président de la République démocratique du Congo.

Lors de la session, M. Roch Marc Christian Kaboré, Président de l'Assemblée nationale du Burkina Faso, a été élu comme nouveau Président de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie, alors que M. Michel Wolter a été réélu dans sa fonction de trésorier de l'APF. C'est dans cette qualité que M. Wolter a présenté à l'Assemblée et au Bureau de l'APF, dont la réunion a précédé la session, les comptes de l'exercice 2010 et le



Le trésorier de l'APF, M. Michel Wolter (CSV).

budget rectifié pour 2011 qui prévoit notamment la création d'un Fonds de soutien à la coopération parlementaire.

Suite aux travaux des commissions parlementaires de l'APF, les parlementaires de la Francophonie ont adopté des résolutions portant sur le renforcement de la coopération interparlementaire, la lutte contre le VIH/SIDA et l'élimination de toute forme de violence sexuelle, notamment dans les conflits armés.

Sur le plan politique, l'APF a constaté qu'à Madagascar la situation reste plus que préoccupante tandis qu'au Niger, en Haïti et en Côte d'Ivoire des améliorations peuvent être constatées bien que la situation reste très fragile. Le printemps arabe avec le renversement des régimes autocratiques en Tunisie et en Égypte et le changement de la constitution au Maroc ont été salués. Au vu des violations des principes fondamentaux de l'APF, la section syrienne a été suspendue.



## NOUVELLES LOIS

SESSION ORDINAIRE 2010-2011

### Garantie de l'État au EFSF

**6314 - Projet de loi modifiant la loi du 9 juillet 2010 relative à l'octroi de la garantie de l'État dans le cadre de l'instrument européen de stabilisation de la zone euro**

Le projet de loi n°6314 adapte le cadre législatif en vigueur afin de tenir compte de la modification de l'accord concernant la Facilité euro-

péenne de stabilité financière (EFSF). La modification vise à renforcer la capacité de prêt effective de l'EFSF.

Dans ce mécanisme, le Luxembourg se porte actuellement garant pour un montant maximal de 1,15 milliard d'euros. Par le vote du présent projet de loi, cette garantie sera portée à 2 milliards d'euros.

Au total, les garanties apportées par les pays membres de la zone euro passeront de 440 milliards à 780 milliards d'euros.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 08.08.2011

Rapporteur: M. Michel Wolter

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Michel Wolter):

08.09.2011 Désignation d'un rapporteur

Examen de l'avis du Conseil d'État

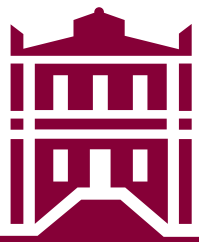
09.09.2011 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.09.2011

Loi du 22 septembre 2011

Mémorial A, n°201, page 3632





## Sommaire

1. Débat de consultation sur les conclusions du Conseil de l'Union européenne relatives au Programme de stabilité et de croissance et au Programme national de réforme
  - Exposé: M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*
  - M. Lucien Thiel, M. Claude Meisch, M. Lucien Lux, M. François Bausch (*dépôt d'une demande d'organiser un débat d'orientation*), M. Gast Gibéryen, M. André Hoffmann
  - M. Luc Frieden
2. 6266 - Projet de loi complétant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée
  - Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Norbert Hauptert
  - Discussion générale: M. Lucien Thiel, M. Claude Meisch, M. Roger Negri, M. François Bausch, M. Gast Gibéryen
  - M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
3. Résolution relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à l'efficacité énergétique et abrogeant les directives 2004/8/CE et 2006/32/CE (COM(2011)370) - Art. 168 (5) du Règlement de la Chambre des Députés
  - Vote sur la résolution (adoptée)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; M. Luc Frieden, Ministre.

(Début de la séance publique à 9.00 heures)

► **M. le Président.** - Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **M. Luc Frieden, *Ministre des Finances.*** - Neen, Här President.

► **M. le Président.** - Als éischte Punkt hu mer haut eng Konsultatiounsdebatt iwwert d'Konklusioun vum EU-Conseil iwwert de Stabilitéits- a Wuesstumsprogramm an iwwert den nationale Reformprogramm. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Hären Thiel, Meisch, Lux, Bausch, Gibéryen an Hoffmann. An elo kritt fir d'Alleréischte d'Wuert de Finanzminister, den Här Luc Frieden.

### 1. Débat de consultation sur les conclusions du Conseil de l'Union européenne relatives au Programme de stabilité et de croissance et au Programme national de réforme

#### Exposé

► **M. Luc Frieden, *Ministre des Finances.*** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, wann d'Finanz-, d'Wirtschafts- an elo d'Scholdekris an Europa eis eng Lektioun vermëttelt huet, dann ass et ganz sécher déi, dass mer méi wéi jee extrem ee vun deem aneren ofhänken, dass d'Interdependenz tëscht eise State méi grouss ginn ass an dass dat, wat op där enger Plaz geschitt, en Effet huet op enger anerer Plaz, respektiv dass dat, wat mir oder anerer maachen, och ëmmer erëm Konsequenze fir Drëtter huet.

Mir liewen net fir eis eleng a mir liewen net op enger Insel. An duerfir mengen ech, ass et richtig a gutt, dass mer och an Europa, wa mer nei Krise wëllen évitieren, eis Wirtschafts- a Finanzpolitik besser openeen ofstëmmen.

Dat ass keng Amëschung vu baussen an dat, wat mir maachen, mä dat ass einfach enger neier Realitéit Rechnung droen a Souveränitéitsrechter och gemeinsam ausüben.

Wa mir iwwer Griichenland oder Portugal schwätzen, da schwätze mer doriwwer, well dat och eis betrëfft. A wann anerer mat eise Budget an eis Wirtschaftspolitik kucken, da maache se dat och, well dat, wat bei eis geschitt, en Effet op si huet.

Dat ass d'Konsequenz vun enger Wirtschafts- a Währungsunioun. Dat ass d'Konsequenz vun engem Europa, wat eis viles bruecht huet politesch, sozial a wirtschaftlech. An dat ass, mengen ech, net weider ze ënnerleeën an engem Land, wat esou eng oppen Economie wéi eis huet.

De Moie kënn d'Regierung an d'Chamber, well se gären am Kader vun dem Europäesche Semester d'Meenung vum Parlament héiert iwwert dat, wat an Europa iwwer eis gesot gëtt opgrond vun deene Propositiounen, déi d'Regierung gemaach huet, engersäits am Kader vum Stabilitéitsprogramm, dee sech méi mat den öffentleche Finanze beschäftegt, an anerersäits am Kader vum nationale Reformprogramm, deen eng Rei wirtschaftspolitesch Ziler, déi an Europa definéiert ginn an déi national mussen deklinéiert ginn, ëmsetzt.

Ech mengen, et ass wichteg, dass mer realisieren, dass d'Europäescht Semester zwou Dimensionen huet: engersäits, dass an all de Länner vun der Europäescher Unioun am éischten Hallesjoer gekuckt gëtt, wat geschitt an deene respektive Politiken. Wéi kënnen mer se esou gestalten, dass net deen een dohinner zitt an deen aneren dohinner zitt, mä dass mer gemeinsam zu engem Zil komme vun enger Economie, déi wettbewerbsfäeg ass, an dass mer Statsfinanzen hunn, wou net een deen aneren an e Lach eranzitt, well en eng irresponsabel Finanzpolitik mécht?

Mä niewent dem Timingsaspekt, dass an deenen éischte sechs Méint vum Joer jiddweree seng grouss Orientatiounen eragëtt an déi am Kader vun enger Debatt am Europäesche Ministerconseil gekuckt ginn, huet et awer och eng zweet Dimension: An dat ass déi, dass mer Wirtschaftspolitik a Finanzpolitik méi enk musse matenee verknäppen.

Et kann ee sech net Ziler ginn an der nationaler Reformpolitik, sief dat eng europäesch Strategie wéi déi „2020“, déi virdrun eng Lissabon-Strategie war, an dann de Contraire maachen an der Budgetpolitik, oder ëmgedréit.

Duerfir ass et och positiv ze bewäerten, dass mer an Europa eis derzou beweegt hunn, dass mer alles zesumme maachen an all de Länner engersäits, an dass den nationale Reformprogramm an de Stabilitéits- a Wuesstumsprogramm och mussen zesummegeen. Et geet ëm d'Kohärenz vun eiser Politik.

An deem Kader wësst Der, dass d'Lëtzebuenger Regierung am Abrëll dëst Joer déi zweet Programm bei d'europäesch Institutione geschéckt huet. D'Europäesch Kommissioun huet se analyséiert, an déi Konklusioun vum der Europäescher Kommissioun sinn duerno an de Conseil vun de Finanzministere transmettéiert ginn. A souwell d'Finanzministere wéi duerno d'Ausseministere wéi duerno d'Stats- a Regierungschefen hunn déi Konklusiounen ugeholl, déi de Moien den Objet vun där Debatt hei am Parlament sinn.

D'Konklusioun vum Europäesche Conseil si véier Stéck, mat deene mer eis, mengen ech, de Moien hei mussen auseruesetzen a wou et wichteg ass, dass déi eenzel politesch Fraktiounen hir Meenung derzou soen, well dat soll afléissen an d'Aarbecht, déi d'Regierung an deenen nächste Méint mécht.

Ech géif se fir d'Éischt eng Kéier rappeliieren, eier se vläicht e puer Commentairen och vu Re-

gierungssäit mat sech zéien. Déi éischt Recommendation ass déi, dass d'Finanzministere respektiv de Conseil vun de Ministeren an Europa seet, dass, wa mer zousätzlech onerwaarten Einnahme kréien, da solle mer méi schnell op eist mëttelfristegt Budgetszil kommen an dass mer dat Budgetszil 2012 scho sollten erreechen.

Zweetens soen d'Kollegen an Europa, dass mer missten eng grouss Reform vun eisem Pensionssystem maachen, fir seng Viabilitéit à long terme, also seng Finanzierbarkeet laangfristeg ofzesécheren. A se weisen drop hin, dass mer virun allem missten den Taux de participation vun den eelere Mataarbechter vergréisseren, dass mer also d'Leit méi laang sollen an der Aarbecht halen, dass mer den effektiven Alter vum Antrëtt an d'Pension sollte versichen ze héijen.

Drëttes seet de Conseil vun den europäesche Ministeren, dass mer sollte Moosnamen ënnerhuelen, fir zesumme mat de Sozialpartner eisen Négociatiouns- an Indexatiounssystem vun de Gehälter ze reformieren, fir sécherzestellen, dass d'Evolution vun de Gehälter besser d'Evolution vun der Produktivitéit refléiert.

An déi véiert Moosnam ass déi, dass de Conseil proposéiert, dass mer Moosnamen huelen, fir d'Jugendarbeitslosigkeit ze reduzieren.

Dat sinn déi véier Recommendationen, déi Lëtzebuerg kritt. Recommendationen, déi net einfach eng Bewäertung vu bausse sinn an eng Amëschung vu baussen, mä Analysen, déi gläichzäitig mat deene gemaach gi vun anere Länner, fir ze kucken, ob net Diskrepanzen tëscht der wirtschaftlecher an der sozialer Entwécklung an engem Land par rapport zu engem anere Land geschéien; mat all deene Konsequenzen, déi dat fir d'gesamt Wirtschafts- a Währungsunioun kann hunn, an natierlech och fir eist Land selwer.

Ech kann lech soen, dass d'Lëtzebuenger Regierung déi véier Zilsetzungen, déi hei gi gi sinn, voll a ganz deelt. An et ass elo ze kucken, och opgrond vun där Debatt, déi hei am Parlament stattfënnt, wéi mer déi Zilsetzungen an deenen nächste Méint ëmsetzen. Well et ass kloer, dass Europa net virschreift, wéi een dat soll maachen, mä eng Appréciatioun gëtt, wou ee soll higoen.

E puer Wuert vläicht zu deenen eenzelne Punkten. D'Finanz- a Budgetsituatioun, wou de Conseil seet, dass, wann zousätzlech onerwaarten Einnahme kommen, mer dann eisen Defizit méi schnell solle reduzieren: D'Finanz- a Budgetsituatioun vun eisem Land ass besser wéi déi an deene meeschten anere Länner vun Europa. Et gëtt fir de Moment nëmmer dräi Länner an Europa, déi net ënner eng exzessiv Defizitsprozedur vun der Europäescher Unioun falen: Dat ass Schweden, dat ass Estland an dat ass Lëtzebuerg. Dat ass gutt esou! An et ass wichteg, dass mir och hei am Land weider versichen, wa méiglech an engem gemeinsamen Effort, dass mer un deem Zil kënnen festhalen.

Well et ass kloer, dass ee klengt Land vill méi Schwierigkeiten huet wéi ee grouss Land, fir, wann deen een oder anere Schock kënn, dorop kënnen ze reagieren. An et ass och noutwendeg, dass mer e wettbewerbsfäeg Einfeld behalen, wa mer och wellen an Zukunft an enger oppener Economie Investisseuren op Lëtzebuerg kréien an domadder Aarbechtsplaze schafen.

Duerfir deele mer déi Zilsetzung, déi d'Europäesch Unioun eis do setzt. Mä och wann d'Europäesch Unioun se net géif setzen, mengen ech, wär et déi richtig Zilsetzung. Dat ass konform zu der Budgetpolitik, déi mer joren-, jorzéngtelaang hei zu Lëtzebuerg gemaach hunn.

Wann ech d'Situatioun vun deenen éischte sechs Méint vun eise Statsfinanze kucken, da gesi mer, dass déi sech an déi richteg Richtung entwéckelt. Mir hunn an deenen éischte sechs Méint ronn sechs Milliarden Dépense gehat an och ronn sechs Milliarde Recetté gehat. Dat ass, virun allem, wann ech d'Recettésäit kucken, eng Evolution, déi sech positiv entwéckelt par rapport zum Budget vum Joer 2010. An déi Mehreinnahmen, déi dat mat sech gezunn huet, déi sinn och en ligne mat deem, wat mer am Budget virgesinn haten.

Dir wësst, dass mer eng relativ staark Croissance vun den Einnahmen am Budget 2011 virgesinn haten. An déi Croissance ass och, an doriwwer freeën ech mech, agetrueden.

Et dierf een doriwwer eraus awer net iwwersinn, och wann no deenen éischte sechs Méint

mer also Einnahmen an Ausgabe relativ équilibréiert hunn, dass do op der Recettésäit eng Rei exzeptionell Elementer dra waren an dass een op der Dépensesäit net dierf iwwersinn - an dat beweist och d'Vergaangenheet - dass, wann d'Recetten op zwielef Méint erakommen a gerechent ginn, d'Dépenses op 15 Méint gerechent ginn. Et kann een also net einfach soen: Wat am Juni ass mol zwee ass d'Resultat vum Enn vum Joer.

Traditionell ginn an deenen éischten dräi Méint vum Joer, wat duerno kënn - wou nach op de Budget vun deem Joer ka gebucht ginn -, nach eng ronn 500 Milliounen zousätzlech ausginn. Dat ass wéi an de Betriber: Den Ofschloss gëtt am Mäerz dat Joer duerno gemaach.

Ech géif also kënnen soen, wann ee versicht, an deem Moment eng provisoresch Bilanz ze zéien, da kann ee soen, dass d'Steierenevolution gutt ass, dass mer héchstwahrscheinlech den Defizit kënnen domadder méi reduzieren, mä dass beim Stat selwer, beim Zentralstat en Defizit bleift, och wann deen Defizit héchstwahrscheinlech méi kleng gëtt.

Dat Zweet, mengen ech, wat een an deem Moment ka soen, dat ass, dass mer d'Dépenses am Grëff hunn. Et gëtt keng Ausrutscher op der Säit vun den Dépenses, déi net am Budget virgesi waren.

Mä drëttes mengen ech, dass een net dierf iwwersinn, dass d'Situatioun extrem onstabel ass, volatil ass an dass, wann een déi rezent Analys och liest vum Stater, een da gesäit, dass de Finanzsecteur, wat ëmmerhi bei Wäitem de gréisste Secteur ass, wat d'Steierereinnahmen ubelaangt, dass dat dee Secteur ass, dee sech bis elo no der Kris an mannstlech erholl huet, an dass an deem Secteur natierlech och déi äusserst schwierig Situatioun vun der Dette souveraine, also vun dem Scholdestand an Europa an deem, wat doraus nach kann entstoen, zu äusserster Virsicht plädéiert.

Mir kënnen eis also freeën iwwer e Resultat an der budgetärer Entwécklung - och dank deene Moosnamen, déi mer d'lescht Joer geholl hunn; dat hei entsteet net vum selwen, et si konjunkturell Elementer an et si politesch Elementer, déi zu deem bessere Resultat féieren, an dass mer eis doriwwer kënnen kollektiv freeën.

Mä ech mengen, dass et falsch wär, wa mer doraus géifen d'Konklusioun zéien, dass mer elo direkt kënnen erëm esou maachen, wéi wa mer virun der Kris wären. Ech plädéiere fir Virsicht weinst deem ganz onsécheren Einfeld, iwwert dat mer jo och de Mëtting am Kader vun der Interpellatioun vum Här Meisch iwwert d'Dette souveraine wäerte méi am Detail schwätzen. An ech plädéiere fir Virsicht, fir ze kucken, dass mer deen Defizit, dee mer beim Stat behalen, dass mer dee reduzieren.

Wa mer e méi schnell kënnen reduzieren, da wëlle mer dat maachen. Well dat ass gutt, fir dass mer net mussen een Defizit iwwer nei Schold finanzieren. Wien Defizit mécht, muss Scholden ophuelen. An et ass, mengen ech, eist gemeinsam Zil, fir dass mer keng Scholden oder keng gréisser Scholde mussen an deenen nächste Jore maachen.

Duerfir mengen ech och, dass alles, wat méi erakënn, wat nei erakënn net dierf zu neie permanenten Dépense féieren, dass mer also musse ganz gutt oppassen, dass mer virun allem eis drop konzentréieren, d'Schold an den Defizit ze reduzieren, an net eng längerfristeg nei Scholdesituatioun an Defizitsituatioun preparieren.

Wann also Ännerunge musse kommen, sinn ech - sou wéi dat iwwerengs am Spuerprogramm ëmmer meng Meenung war - éischer der Meenung, dass ee muss bei de Steiere Reduktiounen maache wéi bei den Dépenses Augmentatiounen maachen. Dir wësst, dass ech als Finanzminister ni waarm war fir Steuererhéijungen, well ech gären hätt, dass mer eng leeschungsfrëndlech a sozial gerecht Steuerlandschaft hätten, an dass mer duerfir och séchergestallt hunn - wann een eis Steuerlandschaft kuckt par rapport zu den Nopeschlänner -, dass mer dat och bäibehalen hunn.

Ech plädéieren also derfir, dass, wa mer Reflexiounen maachen, mer éischer op Steiermoosnamen zrëckkomme wéi nei Dépense bäisetzen. Leeschungsfrëndlechkeet an enger Steuerlandschaft, Wettbewerbs-elementer an der Betriebsbesteuerung sinn noutwendeg, fir dass d'Leit Loscht hunn ze schafen a fir dass d'Betriber, wa se eng Plaz sichen, wou se hir Aarbechtsplaze schafen, Lëtzebuerg op hirem Radschierm net vergiessen.



Mir wäerte muer an der Finanzkommissioun an an der Budgets kontrollkommissioun am Detail déi eenzel Chiffere vun deenen éischte sechs Méint kucken. Mä ech wollt lech haut hei an der Séance publique vun der Chamber éischt Indikatioun ginn, wéi déi éischt sechs Méint ausgesinn. A mir wäerte sécherlech an deenen nächste Méint, och en vue vun der Élaboration vum Budget, wou mer déi Debatte vun de Moie mathuelen, do am Detail dat méi kucken.

Eng zweet Proposition vum Conseil betrëfft d'Pensionsreform. Och do deelt d'Regierung d'Meenung vum Europäesche Conseil vun de Ministeren. Duerfir huet d'Regierung jo och éischt Propositionen op den Dësch geluecht, wéi esou eng Pensionsreform kéint ausgesinn.

Et dierf een awer net iwwersinn, och nach eng Kéier hei, firwat esou eng Pensionsreform noutwendeg ass: De Conseil schreift zu Recht, datt d'Augmentatioun vun den öffentlechen Dépenses, déi mam Alter zesummenhängen, zu Lëtzebuerg an deenen nächste Jorzénge déi stärksten Augmentatioun vun der ganzer Europäescher Unioun ass.

Et gëtt also a kengem Land esou eng Situatioun, bedéngt och duerch de Pensionssystem, dee mir hunn, dee finanziert gëtt vun deene Leit, déi schaffen, a wëssend, datt mer eng ganz staark Croissance an deene leschte Joren haten, datt mer also e Problem net kuerzfristig an eise Pensionssystem hunn - deen ass ofgesécher - , mä datt mer méttel- a laangfristig e Finanzierungsproblem hunn an datt mer duerfir wëllen als Regierung déi Pensionsreform maachen. A mir si fir de Moment, wéi Der wësst, an de Konsultatiounen, och mat de Sozialpartner, fir déi éischt Iddien, déi d'Regierung op den Dësch geluecht huet, ze iwwerkucken.

Déi aner Ministere weisen och drop hin, a mir wëssen dat och hei zu Lëtzebuerg, datt mir en Taux d'emploi vun den eeleren Arbeitnehmer hunn, dee mat deen niddregsten an der Europäescher Unioun ass. An der Alterskategorie 55 bis 64 Joer hu mer zu Lëtzebuerg nëmmen en Taux d'emploi vun 38,2%. D'Moyenne an der Europäescher Unioun ass 46%.

Dat verlaangt natierlech, wa mer wëllen dee System finanzierbar halen, datt mer müssen iwwert déi dote Situatioun och am Kader vun där Pensionsreform Weeër fannen, fir datt den effektiven Antrëtsalter an d'Pension, aus engem Bléckwénkel vu Finanzierung, mä och wëssend, datt d'Leit - ech soe Gott sei Dank fir d'Mënschen - haut vill méi al ginn, datt mer dee Problem och domat limitéiert kréien, wat d'Finanzierung an d'Ofsicherung vun de Pensionen à la longue betrëfft.

Zum Index an zur Evolutioun vun de Salären ass scho villes gesot a geschriwwen ginn. Fir d'Regierung ass et kloer, datt mer eis där Problematik net kënnen verschléissen, ëmsou méi, wou och hei och nach eng Kéier ennerstrach gëtt, datt an der Period 2000 bis 2010 d'Coûts salariaux unitaires annerhalefmol méi schnell zu Lëtzebuerg evolüiert hu wéi an der Moyenne vun deene vun den Euro-Memberstaaten, datt dat also zu enger Distortioun vun de Konkurrenzelementer och zu Lëtzebuerg féiert.

Duerfir menge mer och, sou wéi mer dat d'lescht Joer och gesot hunn, datt et net kéint sinn, datt innerhalb vun enger kuerzer Zäitspan zwou Indextranché géifen erfalen. Den Index, dee mer d'Joer l'icht no hanne verréckelt hunn, erfält den 1. Oktober. D'Regierung ass der Meenung, datt et net denkbar ass weinst der Wettbewerbsfäegkeet vun de Betriber - besonnesch a virun allem vun deenen, déi an der internationaler Konkurrenz tätég sinn, déi also Konkurrenten hunn am Ausland, déi net dese Regeln ennerwurf sinn -, datt mer müssen driwwer diskutieren esou schnell wéi méiglech, wéi ee kann éitéieren, datt am Ufank vum nächste Joer eng nei Indextranche erfält.

D'Regierung ass och der Meenung, datt déi Propositionen, déi de Statsminister gemaach huet am Kader vun där leschter Tripartite an déi och heibanne schon emol diskutiert gi sinn, datt déi müssen op eng sachlech Aart a Weis - a vläicht brénge mer dat jo och eng Kéier fäerdeg - och an dësem Haus nach eng Kéier diskutiert ginn.

Wat de Chômage ubelaangt, bleift dat eng riseg Eraufuerderung fir d'Regierung a virun allem och fir den Aarbechtsminister an d'Schoulministesch, well mer feststelle müssen - leider! -, datt mer beim Jugendchômage schéngen e strukturelle Chômage ze hunn an datt d'Jugendarbeitslosigkeit zu Lëtzebuerg vill méi héich ass wéi d'Aarbechtslosigkeit am Allgemengen. An deem europäeschen Dokument gëtt rappeliert, datt d'Jugendarbeitslosigkeit zu Lëtzebuerg bei 16% ass, woubäi mer wëssen, datt mer fir d'gesamt aktiv Populatioun e Chômage vu 6% hunn.

Et ass also eng äusserst schwierig Aufgab och fir déi zoustänneg Ministeren, fir derzou bäize droen, datt déi sëllecchen Aarbechtsplazen, déi mer schafen - a mir schafen der vill -, datt déi och kënnen besat gi mat Leit, déi aus eise Schoulsystem kommen. Dat hu mer bis elo leider net genuch fäerdeg bruecht. Well all Element vu Jugendarbeitslosigkeit féiert à la longue net nëmmen zum Drama fir déi eenzel betrafte Leit, mä fir déi ganz Gesellschaft, well dat Jugendlecher sinn, déi keng Perspektiv hunn an déi domadder en fait net dierfe fir d'Gesellschaft verluer goen. An dat kann een net nëmme mat Sue beäntweren, do muss ee versichen, déi mat op de Wee vun enger Schaff ze bréngen!

Dat sinn déi véier Recommandatiounen mat hiren Erklärungen, wéi d'Kommissioun an de Conseil vun der Europäescher Unioun se presentieren. D'Regierung féint, datt desen Exercice vum Nolauschten och vun de politesche Kräften hei am Land, déi Dir representiert als Vertrieeder vun de Lëtzebuerg, datt dat äusserst wichteg ass, fir deenen nozelauschten. Duerfir wëlle mer haut nolauschten.

An alles dat, wat hei gesot gëtt, wëlle mer mathuelen an déi Debatten, déi mer am Kontext vum Budget am Mount September an der Regierung féieren an am Kontext vun de strukturelle wirtschaftlechen a soziale Reformen och bis Enn dës Joers wëlle maachen. Well d'Regierung bleift der Meenung, datt déi Froe vum Pensionssystem, déi Froe vun der Indexierung vun de Léin am Gläichklang mat dem Wuesstum vun der Produktivitéit an d'Diskussionen ronderëm eventuell Moosnamen, fir de Chômage kënnen ze reduzieren, bis Enn dës Joers muss geféiert ginn. Et kann een déi Problemer do net op d'laang Bänk schieben!

Dat maache mer och net, well mir sinn eis bewosst vun eiser grousser Responsabilitéit, fir datt dat hei e Land bleift, an deem et agréabel ass ze wunnen an ze schaffen. Mä duerfir brauch een en Ëmfeld, an deem och Aarbechtsplaze geschafe ginn an an deem d'Statsfinanze gesond ginn. An duerfir wëlle mir eis beméien.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Finanzminister. An als éischte Riedner ass den Här Lucien Thiel agedroen. Här Thiel, Dir hutt d'Wuert.

**Débat**

► **M. Lucien Thiel (CSV).** - Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, bis elo schéngt déi nei Budgetsprozedur eben, iwwert déi eis de Minister dann elo och nach eng Kéier am Detail geschwat huet an déi déi e bëssen enigmatesch Bezeichnung „Europäesch Semester“ dréit, net onbedéngt vill Mënschen hei am Land - an ech géif bal gär soen, och bei eis hei am Haus - vum Stull gerappt ze hunn.

Dobäi handelt et sech ëm ee vun deene gréisste Souveränitéitstransferte bis elo, mat deem d'EU-Memberstaaten alt erëm eng Kéier e weidert Stéck vun hirer nationaler Chasse gardée u Bréssel oftrieden. Do gëtt een den Androck net lass, datt sech bei eis net sonnerlech Gedanken iwwert déi Verlagerung gemaach gëtt an datt mir eis méi oder weiniger domat offonnt hunn - domat offonnt hunn, datt d'Musek ëmmer manner bei eis spillt an datt Bréssel eis ëmmer méi diktiert, wat mer ze maachen hunn.

Déi Remarque soll awer elo beileiwe wann ech gelift net als Kritik un Europa an um Integrationsprozess opgefaasst ginn. Am Contraire zu gewëssen Zäitgenossen am Ausland, déi verzeent a verzweifelt versichen, den Euro an domadder Europa kapottzerieden - a mir wäerten de Mëtteg nach doriwwer schwätzen -, si mir der Meenung, datt et kee Wee méi zréck aus der europäescher Eenegung gëtt an datt et dofir viru mam europäesche Jabel goe muss.

Dozou gehéiert och déi wirtschaftlech an déi finanzpolitesch Integratioun, déi nach laang net wäit genuch geet an déi dofir nach méi wéi een zolitten Hoff néideg mécht. D'Beispill Griichenland huet eis dat jo méi wéi däitlech gewisen. Am Semestre européen geet et elo dorëm, e gewëssene Streamlining vun de Wirtschafts- a Finanzpolitiken an Europa fäerdeg ze bréngen, wat enner anerem och bedéngt, datt Bréssel säi Wuert bei der Budgetpolitik vun deenen eenzelne Memberländer matrieden dierf.

An der Praxis fonctionnéiert dat da folgendermoossen: Am Januar stellt d'EU-Kommissioun hir Wuesstumsprognose fir d'Unioun a fir déi eenzel Memberstate vir. Am Februar ginn de Conseil an d'Europaparlament hir Commentairen zu deene Prognosen of. Am März formuliert de Sommet, den EU-Sommet seng Recommandatiounen fir déi eenzel Memberstaaten an am Abréll ginn déi national Reformpläng an d'Konvergenzprogrammer - a mir hunn déi zwee Elementer haut op der Lee - vun de Memberländer un d'Kommissioun op Bréssel geschéckt.

An da ginn am Mee déi national Propositionen vun der Kommissioun ënnert d'Lupp geholl an am Juni schéckt d'Kommissioun hir Recommandatiounen, déi um Sommet vum Europäesche Rot ofgeseent goufen, un déi eenzel Membren, déi da gebiede sinn, sech méiglechst dono ze riichten.

Mir krute just um Virowend vun eise Nationalfeierdag eis Zensur vu Bréssel. Si resümeiert a 15 Punkten eis Situatioun. A si leeft op véier Konklusiounen eraus, déi mir eis elo zu Gemitt féieren an eis zu Häerten huele sollen, éier iwwert de Summer de Budget an domat de politesche Fahrplang fir dat anert Joer opgestallt gëtt.

Déi éischt vun deene véier Konklusiounen, déi eis de Minister elo grad explizéiert huet an zu deenen d'Experten zu Bréssel komm sinn, bezitt sech op d'Budgetpolitik comme telle: Do heescht et, mir sollten déi erfreelech Konjunkturbeiwung am Moment an déi domat verbonnen zousätzlech Steuerrecetten natierlech dofir benotzen, fir eise Budgetsdefizit weider erofzeschrauwen a fir eventuell schonn dat anert Joer erëm am Équilibre ze sinn. Woubäi „am Équilibre sinn“ soe wëllt, datt mir en Iwwerschoss vun 0,5% vum PIB packe missten, well mir fir Belaaschtungen an der Zukunft - an ech soen do nëmmen d'Stéchwuert „Pensionen“ - virzesuergen hunn.

Dat kléngt ganz schéin, datt alles esou gutt geet. Mä et ass vläicht net realistesch genuch. Wuel geet et am Moment erfreelecherweis erëm biergop mat eiser Economie, an dat esou däitlech, datt de Statec seng Wuesstumsprognosen elo kierzlech fir d'Joer bis op 4% eropgeschraufft huet, dat heescht op en Niveau, wéi mer e fréier gewinnt waren. Datt dem Finanzminister seng Recetten ähnlech an d'Luucht ginn, hu mer elo héieren an et läit och op der Hand. Mä genausou läit et op der Hand, datt dat Appetit mécht bei deem engen oder bei deem aneren!

Mä och wa mir bis un d'Enn vum Joer sollten eng Milliard méi wéi geplangt erakréien, géif dat nach ëmmer net duergoen, fir de Budget - yum Zentralstat, mengen ech - erëm an den Équilibre ze bréngen. An anere Wieder: Et wäert eis trotz dem Boom kaum geléngen, eis bannent engem Joer vun engem Defizit vun 1,5 op deen Iwwerschoss vun 0,5% eropzeschaffen, dee mir brauchen, fir op Dauer am Gläichgewicht ze sinn.

Souwäiso wiere mer souguer mat engem équilibréierte Budget - dat wësst Der all - nach ëmmer net ganz aus eise Scholdelach eraus. An dat misste mer jo awer och bal fäerdeg bréngen, well Der wësst jo: Scholde kaschten och Zësen!

Op alle Fall ass de Message vu Bréssel kloer: D'Plus-valué gehéieren net an de Konsum, mä an de Rééquilibrage vun de Statsfinanzen. A wat dann nach Rescht bleiwe sollt, huet prioritär an d'Infrastrukturen an an d'Modernisierung vun eise Land gestach ze ginn, well do si mer duerch d'Kris och an d'Hannertrefe gerdren.

Mir sollten eis elo vun der Euphorie vum Ablack net dozou verféiere loosser, d'Strenz erëm aus dem Schaf ze huelen an - jo, éierlech gesot - op Käschte vun deenen, déi no eis kommen, eis ze zerwéieren. Wann ee sech ze vill um Buffet zerwéiert, kéint ee jo och emol eng Indigestioun kréien. Mä dat ass en anert Thema.

Déi zweet Recommandatioun befaasst sech mat eise Pensionen, méi genee mat der Noutwendegkeet, eng ëmfaassend Rentereform an Ugrëff ze huelen, déi d'Finanzierung op laang Siicht ofsécher an déi domat ufänke soll, datt déi eeler Leit méi laang am Aarbechtsprozess bleiwe sollen. Mir kommen net derlaanscht, de Pensionalter un déi däitlech gewuesse Liewenserwaardung unzepassen, heescht et vu Bréssel. Dat heescht op Lëtzebuergesch, mir kommen net derlaanscht, de Pensionalter eropzesetzen.

Bal kéint ee mengen, hei géifen oppen Dieren agerant, well genee op déi Solutioun leeft jo och dee Konzept fir eng Pensionsreform eraus, dee kierzlech vun der Regierung virgestallt gouf an dee virgesäit, datt een entweder eng Kierzung vu senger Pension a Kaf huelen oder awer dräi Joer méi laang schaffe goe muss,...

**(Interruption)**

...fir déiselwecht Pension wéi haut ze kréien.

Ech hunn d'Wuert, Här Hoffmann, Dir kritt et herno. Mir wëssen, mir wëssen, Här Hoffmann, datt dat e waarmt Eisen ass an datt notament d'Gewerkschafte ganz a guer net mat där Iddi averstane sinn. Dir och net!

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Richteg!

► **M. Lucien Thiel (CSV).** - Mä alternativ eleng iwwert d'Cotisation de Problem ze léisen, woubäi natierlech d'Belaaschtung nëmmen no uewe wuesse soll, schmaacht nach laang

net jiddwerengem, well hei ganz eendeiteg de Wonsch, mir wëssen et, no weiderer Ëmverdeelung de Papp vum Gedanken ass. Doriwwer muss ee sech dann eens ginn.

D'Recommandatioun Nummer dräi huet, wéi kéint et aneschtens sinn, mat eise léiwene Index ze dinn. Mir sollten, sou heescht et, am soziale Konsens eise Salairesystem reformieren, fir datt d'Louentwécklung am Aklang mat der Produktivitätssteigerung a mat der Evolutioun vun eiser Kompetitivitéit evolüiert.

Am Kloertext heescht dat jo wuel, datt mir den Index endlech ofschafe sollen. Well mat deem gëtt d'Louentwécklung just nëmme mat der Deierecht synchroniséiert, derbanst weder op d'Evolutioun vun der ekonomescher Leeschtung nach op déi vun der Konkurrenzfäegkeet Rücksicht geholl gëtt. Mir kennen dat Lidd, well mir kréien et ëmmer erëm vun Ausland virgetrottert. Do kenne se esou en Index net, well hie fir déi meescht tatsächlech kee Sënn mécht - wuelgemierkt kee ekonomesche Sënn -, awer fir eis wuel e soziale Sënn.

D'Kritik um Index ass bestëmmt an der Theorie berechtigt, mä an der Praxis geet et e bësse méi nuanciéiert zou. An normalen Zäiten deet den Index kengem wéi. A wann et méi kriddeleg gëtt an d'Ekonomie riskéiert, duerch den Index Schued ze erleiden, da gesäit bei eis d'Gesetz jo vir, datt d'Brems ageworf ka ginn. Wéi dat jo d'Joer erëm geschitt ass, wéi mer den Tranchenerfall volontaristesche op den Oktober festgesat an domat d'Indexautomatik kuerzerhand ausgeschalt hunn.

Doriwwer eraus wier et awer net vu Muttwüll, wa mir eis och Gedanken iwwer Alternativléisunge maache géifen, sief et eng Neutralisierung vun de Spritpräisser - déi ass jo schonn oft erwähnt ginn hei -, sief et eng Indexdeckung, mat där ech awer Problemer hunn, well een da muss en „cap“ maachen, a bei engem „cap“ gëtt et ëmmer Schwieregkeeten. Oder nach besser, an dat wier meng Suggestioun, nach besser eng no uewe ofgeflachten Indextranche, datt den Index och wierkelech eng sozial Dimension kritt. Och déi Iwwerleungen, mengen ech, missten eigentlech op den Ordre du jour vun der nächster Tripartitesronn am September gehéieren.

Déi véiert a lescht Recommandatioun dréit sech ëm eis Educatioun. Wuel ass d'Jugendarbeitslosigkeit den Ophänker fir des Recommandatioun. Mä eigentlech geet et ëm d'Ursaach vun deem Chômage. An dat ass, Dir wësst et, d'Inadéquation tëscht der berufflecher Qualifikatioun an den Uspréich vun eise Aarbechtsmaart.

Och deene Bréisseler ass opgefall, datt do eppes net bei eis klappt: Mir hunn iwwer 2.000 Demandeurs d'emploi, déi enner 26 Joer sinn, an op där anerer Säit kommen iwwer 150.000 Grenzgänger all Dag an d'Land schaffen, wat jo weist, datt et net un Aarbechtsplaze bei eis feelt. De Problem ass d'Ausbildung vun deene Jonken, wat dann erëm ëmsou méi verwonnerlech ass, well mir op där anerer Säit wëssen, datt eis Educatioun mat Ofstand déi deierst wäit a breet ass. Trotz eise miserabele PISA-Zensuren di mir eis awer nach ëmmer schwéier domat, hei Neel mat Käpp ze maachen. A mat „Neel mat Käpp“ mengen ech, datt mer eis endlech virhuelen, esou séier wéi méiglech ënnert déi zéng Bescht vu PISA ze kommen an net enner déi zéng Lescht.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, et kéint een natierlech soen, déi véier Recommandatiounen wieren näischt Neies a mir hätten net op déi Bréisseler mat hirem Europäesche Semester gewaart, fir eis mat dese Problemer ausernezesetzen - allerdéngs net op déi Bréisseler Fassong, mä op eis eegen Aart a Weis.

Mä amplaz elo op déi bekannte Lëtzebuerg Manéier op déi Recommandatiounen ze reagieren an eis domat erauszieren, déi auslännesch Experté wësst jo dach net, wat fir eis gutt ass, well mir eng Rass fir sech sinn, sollte mir eis vläicht seriö mat deene véier Recommandatiounen beschäftegen. Firwat se net elo mat an d'Vakanz huele muer an och e bëssen doriwwer nodenken? Da kéinte mer vläicht am Hierscht d'Budgetdiskussiounen wierkelech virbereet an en connaissance de cause ugoen.

Well, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, op déi Bréisseler Recommandatiounen eis gefalen oder net: Esou ganz aus de Féiss si se awer net!

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Thiel. Als nächste Riedner ass den Här Claude Meisch agedroen. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.



► **M. Claude Meisch (DP).** - Merci, Hâr President. Dir Dammen an Dir Hären, an dësער Debatt iwwert de sougenannten „Semestre européen“ an de Stabilitéitsplang vun der Regierung beschäftege mer eis mat deene Recommendationen, déi Europa Lëtzebuerg mat op de Wee ginn huet.

Datt Europa sech ëm eis Affär këmmert, mengen ech, ass net falsch, well dann, wa mer wëllen a Richtung vun enger Konvergenz vun der Finanz- a vun der Wirtschaftspolitik kommen, dann dierf eben net jiddwereen - just wann et ëm Finanz- a Wirtschaftspolitik geet - op sengem eegenen Terrain dat maachen, wat e fir richtig féinnt. Mir erliewe jo haut Dag fir Dag, wa mer d'Zeitungen opschloen, wéi mer offhänken ee vun deem aneren, wat dat, wat mir hei maachen, wat dat fir Répercussioune op déi aner huet, a ganz besonnesch eben och, wat op anere Plazen an Europa gemaach gëtt, wéi mir domadder kënnen entweder profitieren oder awer och uerg a Matleedenschaft gezu ginn.

An dofir: Wa mer fuerderen a wa mer mengen, mir mussen och déi aner e bëssen an eng gemeinsam Linn eragedrift kréien, da muss mir och selwer akzeptieren, datt Europa sech mat deem engen oder anere Sujet, deen eis hei ugeet, dann och eng Kéier méi seriö beschäftegt. Et mécht ganz besonnesch Sënn, wa mer eng gemeinsam Währung hunn, well dat ass jo och eng Schicksalsgemeinschaft. An dat gesi mer och hei Dag fir Dag, dann ass et eben eng Noutwendegkeet, datt d'Wirtschafts- an d'Finanzpolitik, ech géif souguer soen, e bësse méi wéi koordinéiert sinn, mä e Stéck an eng gemeinsam Linn kënnen afléissen.

Wa se a Griichenland déi zahlreich Recommendationen, déi hinne sécherlech an de leschte Joren a Jorzéngte gemaach gi sinn, wa se déi respektéiert hätten, wa se hiert Beschta gemaach hätten, fir déi ëmzesetzen, dann hätte mer haut eng aner Situatioun. Da bräichte mer déi Debatt iwwert d'Scholdekris vun haut de Mëtteg net ze féieren. Da wär Griichenland sécherlech à même gewiescht, fir seng eege Problemer selwer kënnen ze léisen an hätt net no der Solidaritéit vun den europäesche Partner misse jäizen.

Mä a Griichenland wäert et esou gewiescht sinn, wéi et a villen anere Länner och de Fall war, wéi et heiansdo och hei zu Lëtzebuerg war, dann, wa vu baussen ee komm ass an huet gesot, iwwerleet lech emol dat heiten oder maacht emol eppes do, an eng Rei vun Hausaufgaben opgeléicht huet. Dann ass dee grouse Kreesch komm an et huet jiddweree gemengt: „Neen, wat soll deen doten da wëssen? Mir loossen eis dach vun deem nääsch soen. Mir wëssen et besser, wat fir eis hei noutwendeg ass!“

Mä wéi hale mir et als Lëtzebuerg mat de gudder Ratschléi vu baussen? Hu mir ëmmer nogelauschert an dat gemaach, wat eng OECD, wat en FMI, wat Europa, wat e Professor Fontagné oder soss gescheit Leit eis mat op de Wee ginn hunn? Ech erënnere mech och, datt oft gejaut ginn ass: „Wat soll deen da wëssen, wat kennt dee vu Lëtzebuerg? Mir wëssen dat besser, Dir kennt eis net.“ Also verstoppe mer deen Dossier do, déi Etüd do, déi Recommendationen do ganz, ganz schnell an engem ganz, ganz déiwen Tirang, mir spären zou a mer geheien de Schlëssel dach nëmme wäit ewech.

Dofir verwonnert et net, datt an deene véier Recommendationen, déi do formuliert sinn, jo, den Index nach eng Kéier en Thema ass, datt de Pensionssystem nach eng Kéier en Thema ass, well et ass jo net fir d'Éischt, datt mer dorobber opmierksam gemaach ginn, datt do Handlungsbedarf wär.

Et gëtt zwee Sujeten an deene véier Recommendationen, jo, wou mer nach net esou laang opgefuerdert ginn, eppes ze maachen. Et ass dat den Ofbau vum Budgetsdefizit, well mer bis ewell an enger glécklecher Situatioun waren déi lescht Jorzéngten, datt mer kaum Budgetsdefiziter kann hunn. Dat gëtt awer och ze denken! Do huet sech also och eng Verschlechterung vun der Situatioun bemierkbar gemaach.

Gradesou eng Verschlechterung vun der Situatioun huet sech bei der véierter Recommendation, beim véierte Sujet bemierkbar gemaach, nämlech der Jugendarbeitslosigkeit, déi jo zum Deel dramatesch ass. An ech hoffen, datt mer, wa mer elo d'Problemer vun der Jugendarbeitslosigkeit wëllen ugoen, wa mer de Budgetsdefizit wëllen ofbauen, datt mer dann net nach eng Kéier esou laang brauchen an esou oft mussen opgefuerdert ginn, wéi dat

beim Index a bei de Pensionen de Fall war, datt mer déi Problemer do vill méi eescht huelen.

Wann Europa eis recommendéiert, de Budgetsdefizit elo mat Hëllef vun enger gudder konjunktureller Situatioun méi schnell ofzebauen, da muss ech soen, da rennt ee bei der Demokratescher Partei do oppen Dieren an. Well mir hunn déi Logik vun der Regierung ni matgedroen, datt ee seet: „Mir wëllen eigentlech den Defizit reduzieren, mä 2014 gi mer eis awer zefriden, wa mer am Zentralstat nach ëmmer eng Milliard Defizit pro Joer schreiwen, déi mer dann och pro Joer missten zousätzlech léine goen.“

An et war jo esou, an dat war jo den Zeenario, deen nach quasi am Ufank vun dësem Joer respektiv bei de Budgetsdebatten vum leschte Joer gegollt huet, datt mer dann och ab 2014 pro Joer nach ronn eng Milliard misste léine goen. Dat huet eis op jidde Fall keng Satisfaktioun ginn.

Mir bleiwen awer och derbäi, datt mer soen: „Dat, wat mer momentan u Wuesstumsschub zu Lëtzebuerg erliewen, dat ass gutt an dat muss mer nutzen.“ Mä dat eleng geet net duer. Mir brauchen zwee Pilieren, op deene sech eis Ustrengunge baséieren, fir den Defizit ze reduzieren. Deen een, dat muss ebe sinn, fir d'Croissance weider ze encouragéieren, an deen aneren, dat muss awer dann och de Pilier vun enger zolitter Spuerpolitik sinn, déi mer bis ewell hei zu Lëtzebuerg vermësst hunn.

Firwat brauche mer déi zwee? Mir mierken, datt mer zu Lëtzebuerg eis Systemer, nottament eis Sozialsystemer, esou opgestallt hunn, datt mat weidere Recetten d'Dépenses automatesch mat klammen, datt mat weidere Recetten, déi duerch d'WirtschaftsCroissance, duerch zousätzlechen Emploi generéiert sinn, eis Sozialausgaben direkt mat an d'Luucht gezu ginn. Dofir kënnen mer eis eben net eleng dorobber konzentréieren, datt mer den Defizitproblem duerch d'Croissance geléist kréien, och wann et guttdeet, och wann et sécherlech hëllef.

Et geet also net ouni weidere Spuerereffort. Woubäi mer do nach eng Kéier d'Terminologie wëllen eigentlech kloerstellen: Wann d'Regierung vu Spuerereffort schwätzt, da waren haapt-sächlech Steiererhéijunge gemengt. Dat ass net deen Effort, dee mir gären hätten. An et wonnert mech schonn elo, datt dann dräi Méint virun de Gemengewahlen téscht de Regierungsparteien elo quasi d'Konkurrenz eragebrach ass, wien dann elo als Éischten an am stäerksten d'Ofschaffung vun der Krisesteier wëllt fuerderen, a wéini datt se dann effektiv géif kommen.

Ech wëll just drun erënnere: Mat der DP wär et keng Krisesteier ginn. Et wäeren och aner Steiererhéijungen net ginn, well mer dat schonn deemools, scho virun engem Joer net gutt fonnt hunn, well mer dat net sënnavoll fonnt hunn aus deene Grënn, déi de Finanzminister eigentlech hei développéiert huet: well eng Steiererhéijung engem eben d'Loscht hält, fir ze investéieren a fir ze schaffen a fir et besser ze maachen a fir sech ze engagieren. Dat ass haut absolut richtig, mä et war virun engem Joer gradesou richtig. Dofir hätte mer déi Steiererhéijunge virun engem Joer solle si loossen, da bräichte mer elo net driwwer ze debattéieren, wéini datt mer se da géifen zrëckhuelen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Wou e Recht huet, huet e Recht.

► **M. Claude Meisch (DP).** - Hätte mer iwwert den Index eng vernünfteg an eng sozialverträglech Lösung fonnt, och dat hätt zu engem däitlechen Erspuernis fir de Statsbudget kënnen féieren.

Wäre mer déi lafend Ausgabe méi seriö ugaangen a mir hätten eis net zefridde gi mat engem Aspuepotenzial vun engem Joer op ronn dräi Promille vun de gesamten Ausgaben!

Hätte mer eis scho viru Joren op de Wee gemaach an eng nei Familljepolitik, wou mer kloer Prioritéite gesat hätten, net weider zu Gonschte vun de Geldleeschungen, mä méi zu Gonschte vun de Sachleeschungen, amplaz datt mer weiderhi béides finanzéiere missten!

Hätte mer eis Subventionpolitik emol eng Kéier am Detail gekuckt a wierklech analyséiert: Jo, wat hëllef dann eppes, wou erreeche mer duerch déi zahlreich Subventionen, déi mer de Bierger, awer och den Entrepreneuren hei am Land zegutt komme loossen, da wierklech eppes? Wou erreeche mer en Anneren am Verhalten? Wou verhalen d'Entrepreneuren an d'Bierger vun deem Land sech dann esou, wéi mer et eigentlech herno gären hätten? Oder wou verpuffen déi grouss Budgeten, déi mer do zur Verfügung stellen, eigentlech ganz schnell ouni Resultat, ausser datt se herno de Stat ganz vill Geld kascht hunn?

Hätte mer schonn eng Klimabank, ech mengen, da wäre mer och an der Ennerstëtzung vun erneuerbaren Energien a vun der Albusanierung e gutt Stéck méi wäit a mir hätten doduerjer virun allem de Statsbudget manner belascht, wéi et mat der jëtzege Politik de Fall wär.

Da wäre mer sécherlech - mat där doter Politik, wa mer déi gemaach hätten - de Recommendationen vun der Europäescher Unioon schonn e ganz Stéck méi no komm a mir hätten haut schonn eise Budgetsdefizit däitlech méi staark am Griff, wéi et haut de Fall ass, a mir bräichten eis eben net nëmme op déi Croissance, déi mer momentan glécklecherweis hunn, ze verloossen!

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Meisch (DP).** - 16,1% vun deene Jonken hei zu Lëtzebuerg sinn am Chômage, hu keng Plaz. Dat heescht, déi kréien eigentlech gesot: „Mir brauchen dech hei net!“ An dat ass e mënschlecht Schicksal, et ass eng Vergeudung vu Ressourcen. An ech hoffen net, datt mer elo nach eng Kéier probéieren, mat darselwechter Politik d'Impressioun ze maachen, mir kéinten de Problem dann elo léisen.

Mir hu virun... - et ass nach net laang hier - hei e Gesetzesprojet, en hat d'Ziffer 5611, diskutéiert. Et ass vill driwwer gestridde ginn am Land. En ass ëmgesat ginn. An et ass gesot ginn: „Domadder kënnen mer dann elo d'Jugendarbeitslosigkeit bekämpfen.“ Dee 5611 do muss gescheitert sinn, soss hätte mer net 16,1% vun deene Jonken hei am Land am Chômage!

Mir brauchen also, wa mer dee Problem do wëlle seriö ugoen, net nëmme nach eng Kéier an nach eng Kéier an nach eng Kéier d'Opkache vun darselwechter Politik! Mir brauchen do eng aner Politik, soss komme mer aus där doter Situatioun net eraus. A mir riskéiere jo, datt dee Jonken, deen haut keng Plaz huet, datt dee muer och keng wäert fannen, an datt mer den Taux an der Moyenne, dee mer haut bei 6% leien hunn, datt mer deen duerch déi Generation vu Jonken, déi eropwiisst, déi Schwierigkeiten huet, an den Aarbechtsmaart eranze kommen, datt mer deen Taux vu 6% iwwert déi nächst Joren däitlech nach wäerten no uewen drécken.

Wou de Minister Recht huet, huet e Recht: Et ass net nëmme den Aarbechtsminister, deen och an der Verantwortung ass, et ass och d'Éducation. An ech mengen, et ass och eng kollektiv Aufgab vun der Politik hei am Land, dat doten unzegoen, wa mer deene Jonken hei am Land wëllen eng Chance ginn, fir hiert Liewen ze gestalten. An e Liewe gestalte kann een eben nëmme, wann een op zolitte Bee steet. An op zolitte Bee steet een, wann een eng Aarbecht huet.

Déi Kritik un der jëtzege Politik ass jo net nëmme en Discours, deen hei vun der Opposition gefouert gëtt. Mir hu viru Kuerzem e Rapport presentéiert kritt vun der Cour des Comptes, wou eigentlech d'Ineffektivitéit vun deene Mesuren, déi en place sinn, nach eng Kéier ënner Beweis gestallt gëtt. Mir hu viru enger Rei vu Joren eng Etüd gehat vum CEPS, déi scho quasi datselwecht gesot huet. An och wann d'Mesuren dann en neien Numm kréien, nei ugestrach ginn, dann hëllef dat doten eigentlech nääsch.

De Minister ass amgaangen, ganz vill Ännerungen, ganz vill Neies unzekënnegen. Wann ech dann awer emol kucken, wat mer momentan an eisen Dokumenter hei am Parlament erëmfannen, an deene Gesetzesprojeten, déi déposéiert sinn, da si mer do nach ganz, ganz wäit dovunner ewech. A wéi ech viru gesot hunn, géilt et awer, do keng Zäit ze verléieren, well dee Jonken, deen haut mat 18, 19, 20 Joer keng Plaz féint, wa mer net reagieren, riskéiert deen, datt en a fënnf Joer mat 23, 24, 25 Joer och nach keng Plaz féint. An et kennt nach eng Kéier eng Generation vu jonken Demandeur-d'emploien no.

Et gëtt momentan vun enger Reform vun der ADEM geschwat. Ech fäerten, datt déi eleng net duergeet. D'Reform vun der ADEM, datt se muss gemaach ginn, do si mer eis alleguerten eens. Datt mer aus där Verwaltungsstruktur e Stéck mussen erauskommen, aus der aktueller Logik e Stéck mussen erauskommen, datt mer en anere Service mussen ubidden, datt mer méi a Richtung vu Proximitéit mussen kommen, datt mer méi a Richtung vu personaliséiertem Service mussen kommen, do si mer eis alleguerten eens.

Ech bliiwen awer derbäi, datt, wa mer den Hauptakzent net op d'Weiterbildung vun den Demandeur-d'emploie setzen a wa mer den Hauptakzent net op d'Aktivierung vun den Demandeur-d'emploie setzen, da wäert all nei Mesure an da wäert och d'Reform vun der ADEM scheitern.

Et geet net duer, einfach ze soen, d'Beschäftigungsinitiativen, dat wär eng Weiterbildungs-

mesure. Et geet och net duer, fir ze soen, e virtuellen Job an iergendenger anerer Mesure, dat wär eng Aktivierung. Mir muss wierklech all d'Forcen dorobber konzentréieren, soss geet et net duer.

Mir hunn eben hei eng spezifesch Situatioun, wou mer Aarbechtsplaze schaffen, mä wou mer et net fäerdeg bruecht hunn, déi Leit, déi hei am Land op der Sich sinn no enger Aarbecht, esou ze forméieren, hinnen dee Bagage mat op de Wee ze ginn, datt se eng vun deenen nei geschafenen Aarbechtsplaze kënnen unnuelen.

A ronderëm eis, do gëtt et Honnerttausende vu jonke Leit, déi gären op Lëtzebuerg schaffe kommen, déi Diplomer an der Täsch hunn. A mat deene si mer a Konkurrenz. A mer kënnen de Problem vu Jugendarbeitslosigkeit an de Problem vum Chômage tout court nëmme léisen, wa mer fit sinn, fir där doter Konkurrenz och kënnen entgéintzekucken.

Den Index wäert dann nach eng Kéier en Thema sinn. Mir hätten eis eigentlech gewünscht gehat, datt mer d'lescht Joer eng vernünfteg Lösung do fonnt hätten. Dann hätt den Europäesche Conseil eis net nach eng Kéier missen déi Recommendationen do mat op de Wee ginn. Da misste mer elo net nach eng Kéier ziddere virun deenen Diskussiounen, déi dann offensichtlech mat onkloerem Ausgang am Hierscht sollen op eis duerkommen: onkloer fir déi Beschäftegt, onkloer fir d'Patronen hei am Land, onkloer fir déi, déi wëllen op Lëtzebuerg investéieren kommen, an onkloer, mengen ech, och fir de Finanzminister, dee säi Budget muss ficeléieren.

De Luc Frieden huet hei gesot, et wär evident, datt Ufank 2012 keng nächst Indexbranche géif erfalen no där, déi dann ofgemaach war fir den Oktober 2011. En huet gesot, doriwwer géif geschwat ginn. De Lucien Thiel huet nach eng Kéier op d'Tripartite verwisen. Wann een eng Regierung huet, déi dat dote wëllt ugoen, da kennt een heihinner an et seet een, wéi een et wëilt maachen.

Den Hâr Thiel huet am perséinlechen Numm hei eng Propos op den Dësch geluecht fir den Index, deen no uewen hin nach e bëssen net géif gedeckelt ginn, mä auslafen, wat eng Propos ass, déi dem Deckele vum Index relativ no schéngt ze kommen.

Mä wou d'Regierung steet, wat d'Regierung da gedenkt ze maachen, mat wat fir enger Propos d'Regierung an déi Tripartite am September wëllt eragoen, dat weess nach keen. An ech wëll nach eng Kéier ze bedenke ginn, datt et d'lescht Joer ee vun de grouse Problemer war, datt d'Regierung net eng kloer an eng unanime Position hat an deem doten Dossier, an datt dat mat zum Scheitern vun där Tripartite bäigedroen huet. Ech hoffen, mir erliewen dëst Joer net nach eng Kéier deeselwechten Zeenario.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Meisch (DP).** - Fir d'Demokratesch Partei ass d'Position zum Index ganz kloer. Si ass bekannt: Mir gesinn den Index weiderhin als e wichteg Sozialinstrument, an dofir muss en net muttwëlleg füttigemaach ginn. An e wäert mat der Demokratescher Partei och net muttwëlleg füttigemaach ginn.

Den Index ass fir eis awer och e Punkt, iwwert deen, wann d'Situatioun um Aarbechtsmaart et erfuerdert, wann d'Situatioun vun der Kompetitivitéit vu ganzen net nëmme Betriber, mä vu ganze Branchen hei am Land et erfuerdert, muss vernünfteg kënnen diskutéiert ginn. Dat schéngt mat der aktueller Majoritéit awer schwierig ze sinn, wann net gesot, schlecht méiglech ze sinn, obschonn eigentlech am Land eng relativ breet Majoritéit vu Leit jo d'accord gewiescht wär, och schonn d'lescht Joer, fir am Domän vum Index zu sënnavolle Lösungen ze kommen.

Eng vun de sënnavolle Lösungen, déi d'Demokratesch Partei ustriift, ass den nohaltegen Index, wéi ech en esou gären nennen, wou mer d'Energiepräisser eraushuelen, manner pondéréieren. Well ech mengen, wa mer wëllen an en Zäitalter vun der Nohaltegkeet anrieden, mécht et kee Sënn méi, datt dat, wat ech op der Pompel oder fir de Mazoutstank ze féllen oder bei der Gasrechnung méi muss bezuelen, datt mäi Patron dat mat iwwerhëlt an ech selwer keen Ureiz hunn eigentlech, an erneierbare Energien ze investéieren oder mäin Haus ze sanéieren.

Esou eng Politik, mengen ech, muss awer och flankéiert ginn. Esou eng Politik dierf net einfach elo decidéiert ginn a soen: „Elo hu mer den nohaltegen Index. D'Energiepräisser, déi zielen net méi, well mer wëssen, datt ganz vill Leit am Land ënnert de méi héijen Energiepräisser leiden.“ Et si ganz besonnesch déi, déi drënnen leiden, déi och den Index brauchen, déi et spieren, wann et op der Pompel oder am Mazoutstank oder op der Gasrechnung méi deier gëtt.





Dofir brauche mer eben och aner Modeller, fir de Leit ze hëllefen, der Energiefal ze entkommen, fir an erneierbar Energien ze investéieren, fir hir al Haiser ze sanéieren. An ech erënneren do nach eng Kéier un eis Propos vun der Klimabank, wou mer de Leit wëllen hëllefen, déi Investitiounen virzefinanzéieren, sou datt se herno kënnen rembourséieren mat deem, wat se Mount fir Mount aspueren.

D'Energiefro ass am 21. Jorhonnert eng ganz zentral Fro. Et ass och eng zentral Fro vu sozialer Gerechtheet, de Leit ze hëllefen, der Energiefal ze entkommen.

Den Index wäert also da spéitstens am Hierscht en Thema sinn. Dat Thema wäert eis also net a Rou loosse. Gitt dach einfach emol eng Kéier richteg dorunner! Fannt eng Léisung, sou datt mer net Joer fir Joer dat doten Thema nees erëm eng Kéier hei an der Aktualitéit erëmfanen.

D'Pensioune solle reforméiert ginn. Mir solle kucken, der Rentemauer ze entkommen. Bis dohinner si mer eis jo alleguerten eens a mer wäerten och haut de Moien hei keen Dissens feststellen. Wann ech dann awer kucken, wat fir eng Weeër ee wëllt beschreiben, fir dohinner ze kommen, souwuel vum Inhaltlechen hier wéi awer och vum der Form hier, da wëll ech awer dach eng Rei vu Remarquë maachen.

Zur Form bedauern ech nach eng Kéier, datt et hei eigentlech zu deem Entworf vun där Rentereform komm ass ouni e breet ugeluechtenen Dialog, och mat der Opposition hei am Haus. Mir froen zënter 2006 e Rentendesch zwee, well mer dervun iwwerzeegt sinn, datt, och wann et em déi laangfristeg Ofsécherung vun de Pensioune geet, mer e parteiiwwergräifende Konsens hei am Haus brauchen, datt bei enger Rentepolitik, wou et em Systemer geet, déi iwwer 40 Joer mussen d'Strooss halen, datt et do net duergeet just, datt eng Majoritéit sech eens mécht an dann e Projet duerchbaatscht.

Mir brauchen hei och iwwert déi nächst Legislaturperioden eraus eng Stabilitéit an der Rentefro. An déi kritt een awer nëmmen an der Rentefro, wann eng Regierung do ass, déi de Courage huet, sech och mat der Opposition an deem dote Punkt un den Dësch ze setzen. Zënter 2006 fuerdere mer dat. Et ass bis haut leider net seriö dozou komm.

Inhaltlech zu deem, wat um Dësch läit, kann ee soen, datt et eng Rei vu gudden Usätz gëtt. Den Usatz, fir de Leit ze proposéieren, méi laang ze schaffen, fir datselwecht ze kréien, oder éischter aus dem aktive Liewen kënnen ausscheiden an da vläicht och eng Rei vun Abousen um Niveau vun hirer Pensioun ze maachen, hunn ech scho gesot hei op dëser Plaz, ass eigentlech eng gutt Iwwerleeung a ka matgedroe ginn. Et ass e Stéck Wahlfreiheet an deem System, deen nei geschafte géif ginn. An do dergéint ass net ganz vill ze soen.

Et bleiwen awer nach eng ganz Rei vu Froen, déi och bis haut net beäntwert sinn, wou och de Sozialminister keng Äntwert konnt drop fanen. Wéi ass et mat deene Leit, well se laang Joren, Jorzéngte schwéier kierperlech geschafft hunn, déi net kënnen fräiwëllig méi laang schaffen a wou de Patron och seet: „Ech brauch déi Leit do am Betrib net méi“ oder „Ech ka se net méi halen“, wéi maache mer deenen et méiglech? Wéi ass et mat dem Encouragement vu privater Virsuerger? An aner Froe si bis haut do net beäntwert.

Wann et em Rentepolitik geet, dann ass et fir d'Demokratesch Partei eng Fro vu Generatiounegerechtheet, wou eng fir déi aner Generation mat soll astoen, esou wéi déi nächst Generation dann och fir déi jonk vun haut soll astoen. Dat heescht awer an eisen Aen, datt all Generation e Bäitrag zu esou enger Reform muss leeschten. An dat vermessen ech e Stéck.

**► M. le Président.**- Här Meisch, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

**► M. Claude Meisch (DP).**- Ech si bei de Pensiounen, also bei deenen eelere Matbierger ukomm, dann huelen ech un, datt ech gläich wäert en Enn hei fanen.

**► Plusieurs voix.**- Oohhhh!

**► M. Claude Meisch (DP).**- Dat heescht, datt ech mer dat flott agedeelt hunn, an ech hu mer de wichtegsten Thema fir zum Schluss opgehuewen.

**► Une voix.**- Déi sinn och dann ze vill.

**(Interruptions)**

**► M. Claude Meisch (DP).**- Neen, neen, neen. Lauschtert no! Wann all Generation e Bäitrag soll leeschten, da verstinn ech net, datt bei där vun der Regierung proposéierter Reform et esou soll sinn, datt eigentlech do déi zukünfteg Pensionären déi sinn, déi hire Bäitrag leeschten, datt déi, déi haut ufänke mat schaffen, dee gréisste Bäitrag ze leeschten hunn, an déi, déi haut an der Pensioun sinn, eigentlech

am ale System bleiwen. Net nëmmen, datt se d'Héicht vun hirer Pensioun agefruer kréien, wou ech absolut domadder d'accord wär, mä datt och duerch de System vum Ajustement se nach weider géif an d'Luucht gesat ginn.

Et mécht fir eis kee Sënn, haut engem nach eppes méi ze ginn, fir muer engem aneren eppes méi mussen ewechzehuelen. Dat ass net Rentegerechtheet an dat ass net Generatiounegerechtheet, wéi d'Demokratesch Partei sech se virstellt. An dofir muss nach eng Kéier doriwwer hei am Haus diskutéiert ginn.

**► Une voix.**- Très bien!

**► M. Claude Meisch (DP).**- Wa mer also déi Recommendationen do wëllen escht huelen, da muss mer eis un d'Aarbecht maachen, da muss d'Regierungsmajoritéit sech un d'Aarbecht maachen. Wa mer nees déi Recommendationen do bei déi vill aner Dokumenter an den Tirang spären, da ware se de Pabeier net wäert, wou se drop geschriwwen waren.

Wa mer vernünfteg Léisunge wëlle sichen a wa jiddweree fir sech selwer sech d'Fro stellt: „Wou kann ech vu menger Positioun e Stéck ofwäichen?“ - an dat géillt da besonnesch fir déi Diskussionen, déi am Hierscht hei musse gefouert ginn -, fir deem aneren, och deem anere Sozialpartner, vläicht e Stéck entgéintzekommen, amplat datt eigentlech just inakzeptabel Forderungen ëmmer nees widderholl ginn, da mengen ech, da kéinte mer en nationale Konsens fannen.

Wann des Debatt dann och e Stéck Ouverture vun de Positioune mat sech bréngt, wéi déi Debatt iwwert de Semestre européen an iwwert de Stabilitéitsprogramm vun der Regierung, dann, mengen ech, komme mer och e Stéck méi wäit wéi dat bei deenen Debatte virdrun. Mir hate viru Kuerzem eng iwwert den État de la nation, do ass et em déiselwecht Sujete gaangen. Mir schwätzen all Joer hei iwwert de Stätsbudget, och do geet et em déiselwecht Sujeten, mä mer mierken, datt mer eigentlech kee richteg Stéck méi wäit komm sinn.

Dir wësst scho laang, wat d'Demokratesch Partei zu deene véier Themen do wëllt maachen. Dir wësst, wou mer och eng Regierung bereet si mat ze ënnerstëtzen. Wann d'Regierung sech eens wär, kéinte mer e gutt Stéck virukommen.

Merci.

**► Plusieurs voix.**- Très bien!

**► M. le Président.**- Merci dem Här Meisch. An als nächste Riedner ass den Här Lucien Lux agedroen. Här Lux, Dir hutt d'Wuert.

**► M. Lucien Lux (LSAP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn als LSAP-Fraktioun vun Ufank un déi Method vun der noutwendeger Koordinéierung vun de Politiken an der EU ënnerstëtzt. Mir hu beim Débat d'lescht Joer iwwert d'Method, déi mer eis do gewielt hunn, kloergemaach, dass mer d'accord si mat enger Obligation de résultat zu deenen eenzelne Politiken.

Mir hunn awer och däitlech gemaach - an ech mengen, dat gëtt jo haut och méi wéi kloer no deenen éischte Wuertbeitrag, déi mer héieren hunn, dass mer awer kloergemaach hunn -, dass d'Souveränitéit vun deem Wee, dee mer sichen, fir zu deem Zil ze kommen, dass déi muss garantéiert bleiwen, dass d'Souveränitéit vun den nationale Weeër, d'Souveränitéit awer och vun der Legitimitéit vun den national gewielte Parlamenten muss kloer si betreffend wéi mer zu wat fir engen Ziler kommen. An an deenen Nuancen, déi mer haut wäerten zu deene véier Recommendationen héieren, läit jo och, mengen ech, den demokrateschen Débat, dee mer zu Lëtzebuerg wéi an allen anere Länner musse féieren.

Mir deelen also dem Finanzminister Luc Frieden seng Feststellung, déi e ganz am Ufank gemaach huet, vun der Interdependenz vun deenen eenzelne Politiken. Et ass richteg: Wann et eng Solidaritéit gëtt an de Konsequenze vun deem, wat mer an eenzelne Länner haut erliewen, da mengen ech, muss et och kloer sinn, dass een d'Recht muss hunn, en A op den Noper kënnen ze geheien an deem eng Rei vu Saachen ze soen. Nach, wéi gesot, ass et um Noper ze kucken, wéi en zu sengen Ziler soll kommen.

Ech sinn och e bëssen erstaunt driwwer, wann de Moie bal vun Einzelne gemaach gëtt, wéi wann déi véier Recommendationen, wéi wann dat ganz nei Saache wäeren, wéi wa mer do Saache gewuer gi wäeren elo op eemol, déi mer net scho laang gewosst hätten. Heiansdo hunn ech bei deene véier Recommendationen d'Gefill, dass awer do och Saache gesot ginn, déi mer selwer scho laang wëssen,...

**(Interruption)**

...déi mer scho laang maachen.

**► Une voix.**- Ohoho!

**► M. Lucien Lux (LSAP).**- Ech mengen, dass dat also heiansdo oppe Scheierpaarte sinn, wa mer déi véier Saachen huelen. Ech mengen, d'Konsolidéierung an eng virsiichteg Finanzpolitik, ech mengen net, dass mer domadder ufänke mat der Recommendation, déi mer elo gelies hunn. All déi Regierungen, déi mer kann hunn an deene leschte Joren, hu sech esou enger Politik verschriwwen. An Tatsaach ass, dass d'Resultater, déi mer gesinn, wa mer déi nëmme mat de Maastrichter Kritäre vergläichen oder nëmmen emol mat deenen aneren EU-Länner vergläichen, weisen, dass mer hei och gutt Resultater gewisen hunn.

D'Froe vun der Rentereform, do wëll ech just drun erënneren, dass de Sozialminister am Ufank 2008 déi éischt Aarbechtsgruppen agesat huet, ënner aneren och mat de Sozialpartner, well mer bei der Rentereform jo am Beräich si vun de Beitragszahler, vun der Solidaritéit innerhalb vun der Sécurité sociale.

An dass den Index en Thema ass, wat eis säit 20, 30 Joer begleet, wësse mer. Nach rezent hu mer am Joer 2006 an engem Tripartitesaccord eng Modulation vum Index virgeholl. A mir hunn nach net méi spéit wéi am September d'lescht Joer an der Bipartite mat de Gewerkschaften eng Modulation vum Index virgeholl.

Mir hunn also och net op déi Recommendation do misse waarden, fir feststellen, dass mer do heiansdo am Accord - wa méiglech am Accord - mat de Sozialpartner och zu Décisioune kommen. An dass eis de Chômage, besonnesch dee bei deene Jonken, Suerge mécht - ech kommen herno nach eng Kéier drop zrëck -, ass, mengen ech, och en Dauerthema vun deene leschte Jore gewiescht.

Ech wëll trotzdem zwou méi generell Bemierkungen zu der Method maachen, déi mer hei wielen, an och zu de Recommendationen e bëssen an hirem Ganzen.

Déi éischt ass déi, dass mer dobausse vis-à-vis vum Public, vun der Opinion publique musse gutt oppassen, dass mer deene Recommendationen och e Sënn ginn, dass mer kloermaachen, dass dat net eng technokratesch Übung ass, déi zu Bréissel gemaach gëtt, a kloermaachen - an de Finanzminister huet dat de Moie probéiert, zu deenen eenzelne Punkten de Leit kloerzemaachen -, firwat dass mer verschidde Saache maachen, wat dat mat de Mënche konkret dobaussen ze dinn huet, em wat et schlussendlech geet.

Zum Beispill an der Fro vum Euro, wat dat zum Beispill fir déi kleng Leit géif bedeuten, wa mer eng weider Eurokris géife kréien, dass dat virun allem déi géif treffen an dass mer also dofir all Effort musse maachen, fir dobaussen och bei de Leit kloerzemaachen, wat de Sënn vun deenen eenzelne Moosnamen, déi mer maachen, ass.

Et kann ee sech dann awer och d'Fro stellen, firwat et just déi do véier Recommendationen sinn. Et hätt ee sech och kënnen virstellen, dass et och aner Recommendationen fir Lëtzebuerg hätt kënnen ginn. Ech kéint mer virstellen, dass eng fënneft Recommendationen geheescht hätt, dass mer Efforté misste maachen, fir derfir ze suergen, dass zum Beispill all déi elengerziend Fraen hei zu Lëtzebuerg, déi zu 51% no beim Aarmutrisiko sinn, dass mer hei eng Recommendation ausgeschwat hätten, fir Efforten an horizontale Politiken, awer och a prezise Moosnamen ze maachen, fir deem entgéintzekommen.

Dat hätt kloergemaach, dass et eis net nëmmen em makroekonomesch Donnéeë geet, em makroekonomesch Resultater geet, mä dass et eis och doriwwer eraus an soziale Beräich, an deem, wat - ech géif soen - d'Feinmechanik an d'Feinmotorik an der Gesellschaft ass, dass et eis och em déi Froen dobausse géif goen.

Eng zweet Bemierkung, déi ech wëll maachen, dat ass, dass mer ganz gutt mussen oppassen, dass mer hei net engem demokrateschen Defizit ënnerleien. Mir mussen och kloermaachen, dass déi Politiken do op Plaze geholl ginn, wou et eng Legitimitéit gëtt, fir se ze huelen.

Wann d'Leit d'Gefill kréien, dass munches einfach alternativlos ass, dass et eis vu Bréissel diktéiert gëtt a wann et vu Bréissel kënn, einfach esou muss sinn, da gëtt et, mengen ech, bei ville Leit dobaussen dach awer e Gespierz ze wëssen: Wou ass d'Legitimitéit vun nationale Parlamenten? Wou ass d'Legitimitéit vun engem Europäesche Parlament? Sinn all déi Leit, déi eis do virschreiwen, wat fir eng Weeër mer ze goen hunn oder wat fir eng Moosnamen ze huele sinn, sinn déi legitimeert, fir eis dat kënnen an deenen eenzelne Punkten ze soen? Ech mengen, dass déi Fro vun der Legitimitéit a vun der demokratescher Gestaltung vun där Method, déi mer hei maachen, eng ass, op déi mer ganz gutt mussen oppassen!

Zu deene véier Recommendationen - grad wéi meng Virriedner - e puer Remarquen. Ech

mengen, mir wäerten zu eenzelne vun hinne souwiso an deenen nächste Wochen a Méint Zäit hunn, fir eis och am Detail an dësem Haus doriwwer ze ënnerhalen.

Zu där Fro vun den öffentleche Finanzen a wéi schnell mer wat fir een Zil mussen errechen an där Recommendation, elo eis Trajectoire ze accélérieren, fir nach méi schnell - an zwar 2012 - zu engem ausgeglachene Budget an der genereller öffentlecher Hand ze kommen, soe mer als LSAP-Fraktioun ganz kloer, dass mer bei där Recommendation der Meinung sinn, dass dat kaum realistesch ass an et och net wünschenswäert ass, dat Zil ze errechen. An ech wäert och soen, firwat dass mer zu där Konklusioun kommen.

Ech deelen déi Meinung, déi de Finanzminister hei ausgedréckt huet, dass d'Bild vun eisen öffentleche Finanzen weder schwaarz nach wäiss ass, dass et e kontrastéiert Bild ass vun Entwécklungen, déi positiv sinn, an awer och vu Suergen, déi mer eis am Beräich vun den öffentleche Finanzen weiderhi musse maachen.

Et kann een ouni Weideres soen, dass mir - an ech hu mer déi Trajectoire, déi mer Ufank d'lescht Joer zu Bréissel am Pacte de stabilité eragin hunn, nach eng Kéier ugekuckt, bei där Trajectoire gesäit een -, dass mer a sech zwee Joer en avance si vun deem, wat mer eis Ufank 2010 virgeholl haten.

Ech mengen, dass dat opgrond vun deene Méi-Recetten, déi mer kann hunn, vun enger Croissance, déi mer erëmgewonnen hunn a ville Secteuren... An de Finanzminister huet zu Recht drop higewisen, dass och dat Bild vun der Croissance e kontrastéiert ass: Mir hu ganz gutt Zuelen an eenzelne Beräicher - an der Bauindustrie, an der Industrie, an der Energie -, mä mir hu weiderhin an dem wichtigste Secteur, deem vun de Finanzen, eng Entwécklung, déi Suerge mécht an déi zu engem Deel nach ëmmer negativ bleift.

Mä wann een déi Trajectoire vun Ufank 2010 hëlt, da si mer deemools dervun ausgaangen, dass mer am Joer 2011 an der öffentlecher Hand en Defizit hätte vu minus 3%. Dat war déi Trajectoire, déi mer eis virgeholl haten. Gëschter huet de Statec eisen Defizit fir d'öffentlech Hand op minus 0,8% fir dëst Joer fixéiert. Et gesäit een also den Ennerschied zwësche minus 3%, Trajectoire Ufank d'lescht Joer, a minus 0,8%, dat, wat de Statec haut fir dëst Joer virusgesäit: wat fir ee Wee mer gaange sinn, och duerch déi Spuermoosnamen, déi mer geholl hunn, mä net nëmmen, an ech mengen, dat ass also och e Resultat vun där Politik, déi mer gemaach hunn.

Et bleift awer, wann ee feststellt, dass mer am Joer 2014 dat Resultat vun engem ausgeglachene Budget an der Administration publique kënnen errechen, et bleift, dass an der Administration centrale - an dofir soen ech, ass et e kontrastéiert Bild -, et bleift, dass mer do en Defizit behalen, an et mécht och weider Suergen, dass mer um Niveau vun der Verschëldung bis d'Joer 2014 vun enger Verschëldung vun 23% ongeféier kënnen ausgoen.

Dat ass eng héich Verschëldung fir eist Land. Och wann een nach déi Mise vum Aktiëpaquet vu BGL BNP Paribas géif erausrechnen, bleift dat eng Suerg, an et ass vläicht am beschten auszudrücken, wann ee seet, dass wa mer un de Politiken näischt änneren oder wann d'Croissance eis net dobäi hëlleft, da wäerte mer am Joer 2014 eng Zënslaascht hunn, déi no bei 250 Milliounen Euro läit.

Ech mengen, eleng déi Zuel geet duer, fir kloerzemaachen, dass hei e kontrastéiert Bild bleift, mä dass mer der Meinung sinn, dass mer um gudden Wee sinn an dass mer also net eng Accélération elo musse maachen, sief et d'duerch, dass mer erëm Investitioune géifen ofbremsen, sief et, dass mer nei Spuermoosnamen opleeën.

Dofir si mer och am Zesammenhang mat der Krisesteier der Meinung - an dat war jo iwwrengs och esou ofgemaach -, dass mer d'Krisesteier vun 0,8% zwar am Gesetz fir 2011 an 2012 schonn decidéiert hunn, mä awer ganz kloergemaach haten, dass et en Acquis wär fir 2011, mä dass mer iwwer 2012 nach eng Kéier géifen am Hierscht unhand och vun den neisten Zuelen a muer de Mëtteg kréie mer jo déi neisten Zuelen am Detail vun dem éischte Semester - dann insgesamt doriwwer haart nodenken.

Déi zweet Fro, vum Rentenalter, ech mengen, och do ass et kloer - an de Finanzminister huet déi Zuele genannt vun der Beschäftegung vun eelere Matbierger. Hien huet festgestallt, dass mer do nach ëmmer e Strapp ënnert der



Moyenne leie mat ronn 38%, 39% Taux d'emploi bei eelere Matbierger, déi tëschent 55 a 64 Joer géife leien, par rapport zu enger europäescher Moyenne vu 46%.

Mä et muss een awer och, Här Finanzminister, soen, wann een dat do feststellt - a mir hunn also do nach en Effort ze maachen, dee jo an de Virschléi vun der Regierung och mat dran enthalten ass -, et bleift awer och ze soen, dass mer am Joer 2000 nach bei engem Taux d'emploi an deem dote Beräich louche vu 26%!

Dat heescht, mir hunn also an deene leschten zéng Joer an deem Beräich e ganz groussen Effort gemaach duerch eng Rei vu Moosnamen, op déi ech elo net aginn, mä ech mengen, mir sinn och hei an der Tendenz op engem gudden Wee. An déi Pensiounsreform, déi mer elo ze maachen hunn, ech mengen, do sollt een ophalen, déi eng oder déi aner Solutiounen ze tabuiséieren.

Et ass ze fannen op deem Gebitt vun der Pensiounsreform dat intelligent, géif ech soen, dat intelligent Dräieck tëschent op där enger Säit méi laang ze schaffen - a mat enger Liewens-erwaardung, déi sech entwéckelt huet, wéi mer se kennen, schéngt dat mer, erschéngt dat eis als LSAP en normale Wee ze sinn, en normale Prozess ze sinn -, dat ass deen ee Pilier.

Deen zweeten ass sécherlech dee vun de Leeschtungen, déi méi flexibel mussen gestalt ginn - woubäi mir mengen, dass deen Ofbroch vun 1,85 beim Taux de majoration proportionnelle op 1,60 net esou brutal ka geschéien, wéi een dat an den Texter esou erausliest, mä dass et do e progressiven Ofbau bis op 1,60 muss ginn -, an op där anerer Säit, an dréttens, och déi Fro vun den neie Recetten: Och dorauer soll ee keen Tabu maachen.

Ech soen hei ganz däitlech: Fir eis ass de Wee kuerzfristeg vun neie Recetten eng Solution de facilité, dee mer net wëlle goen. Mir mengen och, an dat soll een ëmmer erëm däitlech maachen, dass - an ech kommen herno beim Punkt vum Index dozou - bei der Produktivitéit, wou mer hei an eisem Land an alle Rankingen extrem gutt dostinn, et och drop ukënn, wa mer eng gutt an eng héich Lounentwécklung hunn, derfir ze suergen, dass mer déi aner Trémp, déi mer dozou hunn, déi zum Beispill vu ganz niddrege Lounniewekäschten, dass mer do ganz gutt mussen oppassen, wat mer maachen. An ech mengen, dofir soll een also do e vernetzt Bild kucken, an net nëmme eng Politik kucken, mä all d'Politiken an engem gesamte Mosaik, an engem gesamte Bild sech virun Aen halen.

An ech stelle fest, an dat ass jo emol dat Positiv, dass d'Fronte bei de Sozialpartner an der Fro vun der Pensiounsreform awer a Bewegung sinn. D'Gewerkschaften, déi nach viru Méint proposéiert hunn, den Déplafonnement bei de Cotisationsen ze maachen, hunn déi Iddi ewechgeloo, hu se net méi an hirem Paquet vun deenen dräi Gewerkschaften, a si proposéieren eng nei Iddi, déi déi ass vun enger Cotisation sociale généralisée mat derselwechter Assiette wéi bei der Fleegeversécherung als zousätzleche Recettenaarm fir d'Pensiounsreform.

Dat ass eng interessant Iddi, well mer hei och géifen derfir Suerg droen, fir net Betriber direkt ze decken, déi bei där Fro vu Cotisationen net touchéiert wäeren. Mir hätten an deem Aarm en Déplafonnement a mir hätten och aner Recetten, déi mer géife mat eranhuelen. Dat schéngt eis en interessante Wee ze sinn. Jiddefalls, dat ass den Dräieck, wéi mir e gesinn, an dass mir dee maachen am Rahme vun dem Émlageverfahren, schéngt eis eng gutt Saach ze sinn.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Däerf ech dem Här Lux eng Fro stellen?

► **M. le Président.**- Den Här Hoffmann stellt lech gär eng Fro.

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Sécher!

► **M. le Président.**- Här Hoffmann.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Wann ech dat dann elo richtig interpretéieren, dann heescht dat jo, dass Dir mat där Recommendation, déi mer hei vum Conseil kruten, net averstane sidd. Well dat, wat do drasteet, dat entsprécht net deenen Alternativen oder Méiglechkeeten, déi Dir elo opgezielt hutt an déi vun de Gewerkschaften kommen.

Misst dat dann net bedeiten - well den Här Minister huet jo de Moie gesot, alles, wat haut hei gesot gëtt, dat huele mer mat -, misst dat also elo net bedeiten, dass mer mathuelen, dass dee Punkt Nummer zwee - mengen ech, war et - an de Recommendationen, dass deen also vun eisem Parlament hei net esou akzeptéiert gëtt,

sondern muss ëmgeännert ginn am Sënn vun aneren Alternative wéi dat, wat do an deem Abschnitt steet?

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Ech mengen, Här Hoffmann, wann Der gutt nogelauschert hutt, dann hunn ech am Ufank gesot, mir ënnerleeën eis enger Obligation de résultat an deenen eenzelne Recommendationen, mä mir fillen eis absolut fräi ze decidéieren, national a ganz souverän hei zu Lëtzebuerg, wéi mer déi eenzel Saachen errechen.

An ech hunn och beim Punkt vun den öffentleche Finanzen gesot, dass mer déi Zilsetzung, fir ze soen, mir sollen dann 2012 schonn den Équilibre errechen, dass mer déi Zilsetzung, déi do genant gëtt, net deelen, dass mer der Meenung sinn, dass een do och net soll - wéi géifen d'Gewerkschaften soen? - sech „kapottspueren“, mä dass een och bei dem Punkt vun der Rente soll kucken, wéi mer do op eis Aart a Weis an am intelligentesten an natierlech och am Konsens mat de Beitragszahler, déi dobausse sinn, déi d'Gewerkschaften si fir d'Assuréeen, déi d'Betriber sinn, wéi mer do zu Solutiounen solle kommen.

Ech wëll zu deem drëtten Punkt vum Index net ze wäit aushuelen. Mir hunn en Accord vum 29. September 2010, an deen Accord, sou hunn ech d'Gefill, soll elo mat Liewe geféllt ginn. Dat war, mengen ech, dat, wat gëschter no der Bipartite kloergemaach ginn ass, fir am September sech an enger Tripartite ze gesinn an ze kucken: Wéi bréngt mer et fäerdeg - natierlech, an ech mengen, doriwver brauche mer jo net vill ze diskutéieren, den Indexsystem, deen net zur Disposition steet! -, derfir ze suergen, wéi bréngt mer et fäerdeg, wann innerhalb vun engem Rhythmus vun zwielef Méint, enger Periode vun zwielef Méint méi wéi eng Tranche erfält?

Da gëllt et fir d'Éischt emol, eng stringent Analyse ze maachen, firwat dass dat esou ass, an net einfach, an dofir plädéiere mer haut de Moien, fir ergebnisoffen, „open minded“ an déi Diskussionen eranzegoen, an da wierklech ze kucken: Wat sinn d'Grënn, firwat dass mer zum Beispill um Niveau vun der Inflation, zum Beispill um Niveau vun dem Undeel vun den administréierte Präisser an der Inflation, dem Undeel vum Pétrol an esou virun..., wéi ass d'Situatioun an deenen eenzelne Secteuren?

An ech muss soen, wann ech eenzel Länner kucken, déi eis hei elo relativ heftig - konservativ bis rietspopulistesch gefouert Länner -, déi eis elo soen, hei, mir sollen den Index ofschafen: Ech stelle just fest, humblement fest, dass dëst Land och mam Index wäitgehend besser Resultater, wirtschaftlech a sozial a finanziell Resultater mam Index huet, wéi vill aner Länner ouni Index! Dofir géif ech all deene Länner soen...

#### (Interruptions)

Dofir géif ech all deene Länner soen, e bësse Bescheidenheet wär do gutt, mengen ech, a besonnesch dann, wann een och gesäit - an et gëtt ëmmer de Lien gemaach, dee richtig ass -, dass een d'Lounentwécklung och par rapport zu der Produktivitéit soll kucken.

Ech stelle just fest, dass virun e puer Wochen de Conference Board säin neiste Ranking gemaach huet um Niveau vun der Analys vun der Produktivitéit an deenen eenzelne Länner, an en huet dann net nëmme d'Lounentwécklung gekuckt, mä och dat, wat ech viru gesot hunn: Wéi sinn d'Lounniewekäschten, wéi ass d'Aarbechtszäit vun de Salariéen - déi zu Lëtzebuerg ganz héich ass -, wéi ass d'fiskal Landschaft - déi zu Lëtzebuerg ganz interessant fir d'Entreprises ass. An e kënn dann zum Resultat, dass an der Produktivitéit ënner 39 Industrienatiounen Lëtzebuerg op der éischter Plaz mat der beschter Produktivitéit läit.

A wann ech d'Resultater kucken, déi de Statec eis viru Kuerzem nach gerechent huet an der Groussregioun - dat ass also net, dass mer eis da vergläiche mat Länner, wou et vläicht net vergläichbar ass, mä wa mer an der Groussregioun kucken -, dann hu mer och do beim Statec senger Analys festgestallt, dass mer an deene meeschte Secteuren an der Produktivitéit an am Coût vun enger geschaffener Aarbechtsstonn, dass mer do besser do leien, souguer par rapport zu Däitschland, déi jo hei, mengen ech, eng geziilt Politik an deene leschte Jore gemaach hunn. Souguer an Däitschland, an der Industrie an Däitschland ass eng geschaffener Aarbechtsstonn 3,10 Euro méi deier wéi zu Lëtzebuerg.

Dat, wann een also, wéi gesot, e Gesamtbild kuckt, an net nëmme sech op ee Beräich konzentriert a fokusséiert. Dofir menge mer, dass mer also déi Analys ergebnisoffen am September solle maachen a kucken, wa méiglech zu engem Resultat mat de Sozialpartner ze kommen. Mir géifen et wierklech wënschen, dass d'Tripartite dann e gewëssene Revival géif erliewen! Wann een zwar d'Aussoen héiert, da fällt et engem schwéier, dorunner ze gleewen.

Mä ech mengen, dass een - d'Hoffnung stierft jo bekanntlech zulescht -, dass een also soll hoffen, dass d'Tripartite erëm an en Trëtt kënn, deen et erlaabt, zu Accorden do ze kommen.

E lescht Wuert zu der Proposition vun der Recommendation um Niveau vun der Aarbechtslosegkeet. Ech mengen, dass dat eng Recommendation ass, déi richtig ass, déi berechtigt ass, déi mer eis zu Härze mussen huelen. An ech stinn, wéi munch Kolleegen heibannen, nach ënner dem Androck, ech wollt scho bal soen „ënnert dem Schock“ vu gëschter Moien, vun der Réunioun, déi mer haten, der Commission jointe - Travail a Comexbu -, an ech muss éierlech soen, mir feelen heiansdo d'Wierder, wann ech dat héieren, wat mer gëschter aus dem Mond mer eis zu Härze mussen huelen. Anne Brasseur, nach eng Keier héieren hunn a wat mer dann och héieren hu vum Aarbechtsminister selwer.

Dann, mengen ech, gëtt et héich Zäit, dass mer wierklech e Big Bang an der ADEM kréien, fir derfir ze suergen, dass mer hei net - och hei an deem héijen Haus - permanent Moosnamen decidéieren, wéi mer dat nach 2006 an deem groussen Hoff gemaach hunn a säit praktesch 1979 bei deenen éischte Jugendbeschäftigungsmoosnamen decidéiert hunn, mä, dass mer eis och eng Method ginn an der ADEM, déi derfir suert, dass effektiv d'Saachen uerdentlech éngesat ginn, dass se uerdentlech suivéiert ginn, dass se uerdentlech evaluéiert ginn. Dass also wierklech e professionellen, e moderne Management gemaach gëtt!

Ech mengen, dozou ass jo gëschter munches gesot ginn. Et geet jiddefalls net duer, dat ass emol ganz kloer - an ech mengen, heibanne si mer eis doriwver eens, an ech mengen och, mä Virriedner hätt dat och gesot -, et geet net duer, eng Reform ze maache vum Kadergesetz vun enger Verwaltung, vun der ADEM an demsem Fall, fir ze mengen, dass dann alles géif besser goen. Nach muss dann och innerhalb vun där Verwaltung wierklech derfir gesuergt ginn, dass dann och déi eenzel Saachen och wierklech seriö attackéiert ginn.

An, dass mer eng Inadéquation hu par rapport zu enger positiver Entwécklung, dat ass nach ee vun de positiven Zeechen, déi ee kéint nennen, dass mer an demsem Land an deene leschte Joren, souguer während de Jore vun der Kris, e positive Saldo hate vun der Schaffung vun Emploien. Am Moment leie mer eppes Klenges iwwer 2%, wou mer Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg schafen.

Dass mer et domadder, mat esou enger Entwécklung, net fäerdeg bréngen, och wierklech signifikativ d'Aarbechtslosegkeet bei alle Leit, mä virun allem och bei eise jonke Leit erfrozesetzen, ass u sech eng eenzeg Katastroph! An ech mengen, dorunner muss och d'ADEM wéi vill aner Acteuren dobaussen am soziale Liewen e Beitrag leeschten. An d'Regierung, mengen ech, muss do derfir suergen, déi néideg Rahmebedingungen ze schafen, fir dass dat och geet.

Summa summarum: Déi véier Zilsetzungen, déi véier Recommendationen stoussen net op daf Oueren. Ech mengen, et sinn zum Deel Dauerthemen vun der Lëtzeburger Politik. Mir hunn a ville vun deene Beräicher gutt Resultater. Mä mir hunn a ville vun deene Beräicher och nach eng ganz Rei vun Hausaufgaben a vun Eerausforderungen ze attackéieren. Mir sinn als LSAP-Fraktioun bereet, bei all deene Punkten do eis Verantwortung ze iwwerhuelen.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Lux. An als nächste Riedner ass den Här François Bausch agedroen. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Merci, Här President, fir d'Wuert. Mir hu véier Recommendationen kritt vun der Commission op Basis vun deem Pabeier, dee mer eragin hunn am Kader vum Semestre européen. Ech wëllt mat deem éischte Punkt, der éischter Recommendation ufänken, nämlech déi Efforten, déi mer misste maachen, fir den nominale Budgetsdefizit ze reduzéieren.

Ech mengen, et kann ee vill driwwer diskutéieren, wat d'Grënn dofir sinn, dass de Budgetsdefizit, dee mer kann hunn an nach kennen, méi schnell zrëckgeet wéi erwaart. Sécherlech en Deel vun dem Budgetsdefizitsrëckgang ass zrëckzeféieren op eng Rei Efforten, déi gemaach gi sinn um Niveau vun der Regierung. Dat ass net ze négligéieren.

Mä ech géif awer wëlle behaupten, dass de Fait, dass de Budgetsdefizit insgesamt esou vill méi séier zrëckgeet a wierklech spronghaft ufänkt zrëckzegaen, dat huet eiser Meenung no ausschliesslech ee Grond, an zwar déi dach iwwerraschend schnell Erhuelung vun eiser Wirtschaft an deen iwwerraschend schnellen Ustieg vun

dem Wuesstum an deementsprechend natierlech och vun de Recetté vum Stat.

Dofir, déi éischt Fro, déi ee sech emol scho muss stellen, wann ee wëllt iwwer de weideren Ofbau vum Defizit schwätzen, dat ass, ob ee geséichert kann dovun ausgoen, éischters, dass dee Wuesstum, dee méi schnellen oder méi héije Wuesstum, dee mer elo kann hunn Enn des leschte Joers an och dat éischt Trimester dëst Joer, ob et wierklech esou sécher ass, dass deen unhält. Zweetens: ob déi Mehreinnahmen, déi mer do erakriegen, ob dat wierklech Sënn mécht, déi zu groussen Dealer direkt nëmme anzesetze fir d'Schold vun der Ver-gaangenheet.

Op déi zwee Punkte wëll ech agoen, fir dann awer zu engem drëtten ze kommen, wou mir mengen, dass misst generell diskutéiert ginn, nämlech iwwer de Rôle vum Stat am Kontext vun eisem wirtschaftlechen Handeln a wirtschaftlechen Émfeld vun haut.

Mir sinn net esou iwwerzeugt dovunner an esou euphoresch wéi verschidde Leit, dass dat wirtschaftlech Émfeld an dee Wuesstum vun em déi 4%, dass deen esou ofgeséichert ass. Mir hunn éischter gewësse Bedenken a mir fäerten, dass dat op relativ sandegem Ennergrond steet. Dofir gëtt et eiser Meenung no zwee ganz kloer Parameteren, déi eis do Suerge maachen.

Deen éischten, dat ass, dass d'Finanzkris net eriwver ass. An ech mengen, dat, wat mer an deene leschten Deeg a Wochen erliewen an och wäerten nach erliewen an deenen nächste Méint, nämlich d'Scholdekris an Europa, dat ass ee Volet dovunner. Mä awer och de Fait, dass déi Regulation vun de Finanzmäert nach net gemaach ginn ass, déi eiser Meenung no hält misse kommen aus der Léier eraus vun der Kris vun 2008.

Wann ee gesäit, wat fir eng Risike mer lafen duerch déi Scholdekris, an där mer eis de Moment befannen, da kann et ganz schnell passéieren, dass dee Wuesstum, dee mer haut hunn an dee mer do prognostizéiert kréien aus verständleche Grënn, op Basis vun de Chiffere, déi mer haut hu vum Statec fir dëst Joer a souguer fir d'nächst Joer, dass dee sech erëm no enne wäert bewegen.

Dat heescht, dass déi positiv Iwwerraschung, déi mer erlieft hu beim Wuesstum - well do wëll ech emol eng Keier drun erënneren, et ass keen dovunner ausgaangen, dass Enn dës leschte Joers an am éischten Trimester dëst Joer de Wuesstum esou géif an d'Luucht goen! -, dass dat och eng Keier an de Contraire ka passéieren, dass mer dann zwar vläicht e positive Wuesstum prognostizéiert hu fir dëst Joer a fir d'nächst Joer, deen em déi 4% läit, mä dee wahrscheinlech net esou wäert ausfallen.

Deen zweete Grond, dat ass, dass d'Konjunktur nach ëmmer engem grouse Risiko ausgesetzt ass, an dat ass dee vun den héijen Energiepräisser. Dat ass natierlech en Däiwelskrees, an deem mer do dra sinn. Well et ass kloer: Soubal éischt Zeechen ukomme vu Risike fir d'Konjunktur, ginn d'Energiepräisser zrëck, well da gerechent gëtt, dass d'Demande no Energie an haaptsächlech no Pétrol zrëckgeet.

Mä gradesou gutt: Wann éischter positiv Unzeechen ze vermelle sinn, dass d'Konjunktur sech gutt wäert weiderentwéckelen, dat heescht, dass mer eng gewësse Stabilitéit géife kréien, da ginn d'Energiepräisser erop, well natierlech da jiddwereen dovunner ausgeet, dass d'Demande no Energie an dann och no Pétrol wäert steigen. An duerch déi Verknappung, déi mer kréie bei de fossilen Energieträger, riskéiere mer dann, dass de Pétrolspräis an donc d'Energiepräisser insgesamt eropginn. Wat natierlech dann erëm eng Keier direkt negativ Konsequenzen huet fir d'Ekonomie duerch méi héich Inflation, duerch verdeiert Produktioun, déi domadder verbonnen ass, an deementsprechend dann och erëm riskéiert, de Wuesstum schonn direkt erëm ofzebriechen.

Dat heescht, mir hunn zwee Facteuren, déi wierklech eeschthaf kënnen op de Wuesstum drécken, an donc och op d'Recetté vum Stat. A wann ech dann nach en drëtten derbäikucken, dat ass, dass mer extrem ofhängeg si bei eise Recetté vum Stat virun allem vum Finanz- an Déngschtlechtungssecteur, a wann ech weess, dass den éischte Facteur, deen ech genannt hunn, nämlich d'Verschuldungsproblematik an d'Risiken, déi fir de Finanzsecteur do derhannert stiechen, dass dat natierlech kann direkt fir eis vill méi e groussen Impakt hunn!

Mir si vill méi vulnérabel - et kann een et bal esou soen - bei eisen öffentleche Finanzen duerch déi Ofhängegkeet vum Finanz- an Déngschtlechtungssecteur wéi vläicht déi aner Länner, déi méi breet opgestallt sinn. Donc huet dat direkt en Impakt op eis Recetten.

Donc ass fir eis déi Diskussioun iwwer d'Bekämpfung vun der..., also d'Erofsetze vun de Scholden, gesi mir dat éischter an deem



Bléckwéckel a vläicht net esou optimistesches wéi aner Leit.

Mir mengen awer och, an dat ass den zweete Punkt, deen ech wëll uschneiden an deem Kontext, datt, wa mer besser Recetten hunn, da muss mer bei deem Méi u Recetten d'uerch dee méi héije Wuesstum, dee mer kritt hunn, da muss mer do och iwwer zwee aner Punkten diskutéieren, déi méi wichteg sinn, oder ganz wichteg si fir d'Risiken, déi ech virdu beschriwwen hunn haaptsächlech beim drëtten Punkt, bei eise Defizit, dee mer hunn, bei eiser gesamter wirtschaftlecher Opstellung, där ze vill grousser Ofhängegkeet, da muss mer déi méi Recetten notzen, fir doraus erauszekommen, eis méi breet opzestellen, wirtschaftlech ze diversifiéieren.

Dat heescht, een Deel vun de Suen, vun deene Mehreinnahmen, déi mer da kréien d'uerch méi een héije Wuesstum, missten eiser Meenung no direkt agesat ginn net fir d'Scholden vun der Vergaangenheet, mä zum Beispill fir d'Investitiounspolitik, déi jo och an der Zäit gestreckt ginn ass, fir déi erëm méi staark an de Vierdergrond ze bréngen, dat heescht, méi Suen ze investéieren.

An zweetens awer: Souguer och en Deel vun de Sue missten op d'Säit geluecht ginn an en Zukunftsfong, deen nëmme dierft genotzt ginn, fir Ausgaben ze tätigen, déi eis Ekonomie diversifiéieren, dat heescht, eis méi breet opstellen, donc eis och besser Chancen verschafen, eisem Land, fir d'Zukunft.

Wann ech dat soen, dann ass et relativ kloer, da muss een natierlech och den Ofbau vun de Scholden an deem Liicht kucken an da muss ee wëssen, datt een d'Fonctionnementskäschten engersäits beim Stat an anersäits awer och d'Gesamtausgabe vum Stat muss am A behalen an deenen nächste Joren, an da kann ee sech net vill Spréng erlaben.

Mir sinn awer och der Lwwerzeegung, datt, wann et em den Ofbau vun de Scholden geet, net nëmme iwwert d'Ausgabesäit dierf diskutéiert ginn, mä och iwwert d'Einnahmesäit muss diskutéiert ginn. Ech gesinn dat natierlech virun allem och am europäeschen Kontext - an de Mëtteg wäert ech dorobber zréckkommen a meng Ried, wann et em d'Scholdekris geet -, mä och am nationale Kontext.

Mir hu gesot bei deene Mesuren, déi getraff gi si vun der Regierung am Kader vun der Scholdebekämpfung, am Kader vun de Folge vun der Kris, datt mir bei deene steierlech isoléierte Mesuren, déi do getraff gi sinn, verschidener vläicht kënnen novollzéien, anerer ware mer guer net domadder averstanen, datt mir léiwergesinn hätten, datt de Stat higaange wär an en hätt eng wierklech seriö, fundamental Reform gemaach vun eise Steiersystem an de Steiersystem méi no sozialen, awer och no ekologeschen Kritären ausgerichtet.

Dat géif eis e bësselche Spillraum ginn, fir an anere Beräicher kënnen Saachen ze maachen. Et hätt awer och sécherlech als Haaptgrond, fir éischters de Steiersystem no de Steiergerechtgeekskritären an eiser Gesellschaft emol méi genau ze kucken, dat heescht, d'Veerdeelung vu Chargen an eiser Gesellschaft: Wie bezilt iwwerhaapt nach haut Steieren? Wéi vill? A wie bezilt der vläicht manner? Dat ass eng wichteg Debatt, déi eiser Meenung no misst gefouert ginn. Dat Zweet ass awer och deen ëmweltpolitesche Lenkungscharakter, deen ee misst do dralleen. Dee wär och wichteg. An dat géif ënnert dem Stréch och sécherlech op der Einnahmesäit eng Rei Ressourcen fräi maachen, fir kënnen verschidde Saachen ze finanzéieren.

Dofir, wéi gesot, ass déi Diskussioun fir eis, déi eigentlech ugefaangen huet mat der Kris. Well d'Kris, do si mer der fester Lwwerzeegung, huet eis sécherlech d'Lag verschlëmmer, an där mer sinn, mä si huet eis awer virun allem och eng Rei strukturell Schwächen an Defiziten, déi mer hunn an och hate virun der Kris, just méi däitlech virun Ae gefouert. A mir dierfen déi net aus den Ae verléieren. Mir sollen elo net mengen, well d'Konjunktur besser geet a méi Recetten doduerch erakommen, datt mer eis erëm kéinten zrécklehnen an zréckverfallen an déi al Situatioun an net méi müssen doriwwer schwätzen.

Da wollt ech awer nach, Här President, Dir Dammen an Dir Hären..., well mer der Meenung sinn, datt an deem dote ganze Kontext eng Debatt misst gefouert ginn hei zu Lëtzebuerg iwwert de Rôle vum Stat, de Rôle régulateur a redistributif vum Stat an eiser Ekonomie, virun allem och am Kontext vun dem Opercherhale vun enger gewëssener sozialer Gerechtegkeet, datt mer eng Kéier missten eng fundamental Debatt doriwwer féieren. Mir müssen déi eng Kéier lassgeliest féieren an och méi intensiv virbereeden, géif ech soen, an enger Kommissioun.

Dofir huet meng Fraktioun..., wäert ech och hei elo eng Demande déposiere fir en Débat

d'orientation, wou mer am Detail erklären, wéi mer déi Debatt wëlle gesinn, wéi mer se wëlle strukturéieren, a wou mer hoffen, datt all Fraktiounen bereet sinn, mat op dee Wee ze goen.

Ech si souguer der Meenung, datt ee soll kucken, an der Finanzkommissioun doriwwer ze diskutéieren, ob een hei net souguer en Débat d'orientation misst maache mat engem Rapport, dat heescht, dee wierklech intensiv virbereet gëtt. Well hannert där Diskussioun hei verstoppe sech all zukünftig Diskussiounen iwwert d'finanziell Situatioun vum Stat, awer och iwwert d'sozial Gerechtegkeet an deem Land. Ech wëll dat heimadder an engems déposieren, Här President.

**(M. François Bausch dépose une demande d'organiser un débat d'orientation.)**

Den zweete Punkt, dat ass dee vun de Renten. Eis Fraktioun huet do eng kloer Meenung. Mir sinn der Meenung, datt mer zwee fundamental Problemer hunn. Dat eent ass dee vun dem Kippe vun der Alterspyramid. Eise Rentensystem ass opgebaut op e Generatiounenvertrag. An ass eigentlech esou opgebaut ginn zu enger Zäit, wou den Altersduerchschnitt vun de Leit net wéi haut bei éischer 80 Joer, mä éischer tëschent 50 a 60 Joer louch an der Moyenne.

Et ass relativ kloer, datt, wann een dat Kippe kuckt vun der Alterspyramid an déi wierklech dramatesch Konsequenzen, déi dat kann hu fir d'Ofsicherung an de Finanzement vun eise Rentensystem, da muss ee ganz kloer eppes änneren. Da muss een eiser Meenung no iwwert de Rentenalter kënnen schwätzen. Mir sinn awer der Lwwerzeegung, datt awer eppes muss garantéiert ginn: datt muss en Ennerscheid gemaach ginn an eiser Gesellschaft tëschent Leit, déi pénibel Aarbechtskonditiounen hunn a Leit, déi enner normalen Aarbechtskonditiounen schwätzen (veuillez lire: schaffen).

Dat heescht, soen ech elo emol, Leit, déi op Schichte mussen schaffen: Et ass haut ganz kloer medezinesch bewisen, datt déi Leit eng vill manner héich Liewenserwaardung hunn d'uerch de Fait, datt se esou onregelméisseg schaffen. Oder Leit, déi ganz schweier Aarbechte mussen maachen: Fir déi mussen selbsterständlech aner Konditiounen gëlle wéi fir Leit, déi sécherlech och vill schaffen, mä net enner esou penibelen Aarbechtskonditiounen mussen schaffen, wéi zum Beispill Leit, déi enner Schichtkonditiounen mussen schaffen.

Da menge mir awer och, datt ee muss iwwer Saachen diskutéieren, wéi vläicht e luesen Ausstieg an de Rentenalter, wou ee Kombinatiounen kéint maachen. An ech fannen, datt eigentlech d'Richtung, déi do vum Sozialversicherungsminister elo virgezechent ginn ass, wat de Rentenalter ubelaangt, eigentlech e Wee ass, dee mir kënnen matgoen, deen eigentlech ee richteg Wee ass, deen d'Regierung geet. An dat hu mer och vun Ufank en ëmmer gesot.

Wat d'Finanzen ubelaangt, esou gëtt et do e puer Saachen awer nach ze soen. Éischters, mir müssen eis awer och d'Fro stellen, ob den öffentliche Rentensystem dofir do ass - dat heescht, den öffentliche garantierte Rentensystem dofir do ass -, fir Renten an egal wat fir enger Héicht ofzesécheren. An ob een net muss wierklech dee Méi-Pilier-System, dee mer jo schon opgebaut hunn, ob een deen net nach misst weider verstärken an dann eng Diskussioun féieren: Wat ass dann dee Rentenniveau, deen den öffentliche Rentensystem fir jiddwieren an deser Gesellschaft soll garantiieren?

A wat ass dat, wat ee sech wëllt doriwwer eraus nach leeschten als Einzelpersoun, well een a sengem aktive Liewe vläicht vill méi verdéngt an a senger Rent herno och weider wëllt méi en héije Revenue hunn, wou ee jo dann och selwer méi Méiglechkeeten huet, fir sech ofzesécheren zousätzlech zu dem öffentliche garantierte Rentensystem, deen een huet?

Doriwwer muss ee kënnen diskutéieren. Well mir sinn net der Lwwerzeegung, datt déi 4%-Wuesstumseuphorie iwwer Jorzéngten éischters machbar ass an zweetens och wëschenswäert ass! Well ech mengen, d'Berechnungen, déi gemaach gi si vum Robert Kieffer, schwätzen hei eng kloer Sprouch. Mir müssen eis hei d'Fro stellen: Wëlle mer ee Land, wou mer bis 2050 oder 2060 iwwer eng Millioune Aarbechtsplaze müssen hunn, mat alle Konsequenzen, déi dat huet fir d'Entwécklung vun deem Land hei an och dem Käschtepunkt, deen do hannendrustéicht?

Mir als Gréng soen do op alle Fall: Mir wëllen dat net! Mir wëlle sécher, datt dat Land soll weider sech ekonomesch weiterentwéckeln, mä mir wëlle keng verréckelt Zeenarien, wou mer souwisou enner dem Stréch der Meenung sinn, datt se onrealistes sinn, well iwwer Jorzéngten e Wuesstum vu 4% en moyenne ze halen, dat, si mer der Lwwerzeegung, datt dat net haltbar wäert sinn, scho guer net méi an eiser Zäit, an där mer haut liewen.

Mir mengen awer och, datt dat, wat den Här Lux ugeschwat huet elo virdu, eng richteg Pist ass, déi ee soll och verfolge. Well beim Rentensystem an de Sozialversécherunge geet et och dréms ze kucken, wéi ee wierklech kann nei Finanzierungsquelle fannen a wéi een d'Aarbecht kann entlaaschten. A mir mengen, de Wee, dee mer haut scho bei der Fleegeversécherung hunn, fir Cotisatiounen ze berechnen, datt ee soll och iwwer esou ee supplémentaire Wee nodenke fir bei der Renteversecherung, fir iwwert dee Wee verschidde Revenuen, déi dann net op der Aarbecht leien, mä éischer, géif ech soen, op der Kapitalsäit leien, fir déi mat anzebeziehen an de Finanzement.

Den drëtten Punkt, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ass dee vun der Lounentwécklung am Land an der Kompetitivitéit. Ech mengen, et ass sécherlech richteg a wichteg, datt een, wat d'Lounentwécklung an d'Kompetitivitéit ubelaangt, net kann einfach d'Aen zoomaachen a maachen, wéi wann de Rescht, wat an Europa geschitt, eis näischt géif ugoen.

Mir müssen awer hei och relativéieren: De Moment läit Lëtzebuerg, wat d'Lounentwécklung ubelaangt a wann ee se mat dem europäeschen Niveau vergläicht, ongeféier am Mëttelefeld. Dat heescht, mir leien net bei deene Beschten a bei den „best of class“. Do wëll ech awer direkt soen, datt de Moment jo, wann een Däitschland kuckt, wat an de Statistiken do ganz gutt läit, dat awer och e Wee ass, wou Europa sech soll iwwerleeën - an de Mëtteg wäert ech och nach dorobber zréckkommen -, ob dat ustriewenswäert ass, datt mer all op den Niveau vun Däitschland eropginn, oder ob et net ustriewenswäert ass, datt mer müssen an Europa derfir surgen, datt Däitschland éischer op eisen Niveau kënt, wat d'Lounentwécklung ubelaangt, wéi emgedréit.

Dat heescht, wann een iwwert déi Kompetitivitéitsaspekter diskutiert am Kontext mat der Lounentwécklung, da geet et och dréms ze diskutéieren: Wat fir en Europa, wat fir eng Welt a Gesellschaft wëlle mer iwwerhaapt? A wéi e Stellwäert soll dee soziale Volet an och d'Lounverhältnissen deementsprechend hunn?

Mä enner dem Stréch leie mer awer och net esou schlecht. Dat huet awer natierlech virun allem dermat ze dinn - an dat solle mer eis och bewusst sinn -, datt mer hei zu Lëtzebuerg ganz niddreg Lounniewekäschten hunn. A wa mer kucken, wat fir eng Risiken op deene leien, da muss mer eis bewusst sinn, datt dat Verhältnis ganz schnell effektiv kann zu Lëtzebuerg kippen zu Ongonschte vun eis, wa mer un de Lounniewekäschten vill maachen, also dat heescht, do d'Aarbecht méi belaschten.

Déi Indexdebatt: Do wëll ech just haut och kuerz soen, datt mir der Lwwerzeegung sinn, datt den Index sécherlech net hei als Bouc émissaire soll duerhalen oder ka geholl ginn, fir iwwert d'Lounentwécklung ze diskutéieren, well den Index ass jo eigentlech keng Lounerhéijung. Et ass en Inflationsausgläich, et ass en Ausgläich fir e Verloscht vu Loun, deen een eigentlech virdu hat.

Elo wëll ech awer net niieren evidenterweis, datt den Index, esou wéi en zu Lëtzebuerg fonctionnéiert, a vu datt mer déi Problematik vun den Energiepräisser hunn, datt dat Problemer ka fir eis schafen. An doriwwer muss een a Rou diskutéieren. Mir hunn eng Rei Propose gemaach a wäerten der och weider maachen.

Mir sinn awer der Lwwerzeegung, datt den Indexsystem, esou wéi en zu Lëtzebuerg besteet, op kee Fall dierf a Fro gestallt ginn, mä soll opercherhale ginn. Et missten eiser Meenung no just eng Rei Ajustementer gemaach ginn, selbsterständlech mat soziale Begleitemesuren. An déi sozial Begleitemesuren do kann een eiser Meenung no och nëmme iwwert déi ekologesche Steierreform - eng ekologesche a sozial Steierreform - maachen.

Mir bedauern et dofir, datt d'Regierung net op dee Wee gaangen ass an datt mer eigentlech vill ze vill ofwaarden esou vun enger Indexbranche zur anerer an dann enner erëm esou momentan Saachen diskutéieren, wéi datt mer eis emol endlech géife wierklech méi laangfristeg iwwerleeën, fir e System ze kréien, wou dann net enner erëm déi Spannungen opkommen a wou dann och eng gewësse Garantie vu sozialer Gerechtegkeet kéint garantiert ginn.

Dee leschte Punkt, Här President, well meng Zäit leeft esou lues of...

► **M. le Président.**- Jo, si ass schon ofgelaf. Ech ginn lech nach...

► **M. François Bausch** (déi gréng).- Just nach eng Minutt.

► **M. le Président.**- ...eng Minutt kuerz, an da kommt Der awer zum Schluss, Här Bausch.

► **M. François Bausch** (déi gréng).- Ech kommen direkt zum Schluss, Här President. Dee leschte Punkt, do brauch ech och net vill ze soen, well meng Fraktioun huet viru Kuerzem e Pabeier virgeluecht, well et geet jo hei... Also, mir hunn e Pabeier virgeluecht zur ADEM, mä an deem Text, an der Recommandatioun vun der Kommissioun geet et manner em d'ADEM wéi iwwert de Bildungssystem an iwwert d'Qualifikatioun, déi op eise Aarbeitsmaart verlaangt ass, an d'Schwächen, déi mer bei der Orientierung vun eise Bildungssystem hunn.

An och do, Här President, hu mir e ganze Koup Propose gemaach, ugefaange vun de Schwächen, déi mer an eise Bildungssystem hunn, wou mir eng Gesamtschoul proposiere mat Ganztagsbetreiwung, bis iwwert d'Reform vun der Berufsausbildung, vun der Orientation scolaire, vun dem Service de psychologie et d'orientation scolaires. An ech géif dofir op dee Pabeier verweisen, fir dann déi Zäit ze spueren, wou een alles kann noliesen, wat eis Positioun ass an eis Recommandatiounen an deem Beräich sinn.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Bausch. An als nächste Riedner ass den Här Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, et ass gutt, datt mer déi Diskussiounen haut hei iwwert de Stabilitéts- a Wuesstumsprogramm féieren, iwwert déi véier Recommandatiounen, déi eis vun der Europäescher Union proposiert ginn.

Et ass d'eng nei Prozedur, déi am Fong nach an enger Testphas ass an déi och am Prinzip nach keng legal Basis huet. Mir müssen awer wëssen, wa mer an déi Richtung géifen definitiv goen, datt mer da géifen eng weider Souveränitéitsverlagerung vun den Nationalstaten an Europa maachen. Eng Souveränitéitsverlagerung, déi mir als ADR net wäerte matdroen!

D'Konsequenzen, firwat datt mer an déi Situatioun hei komm sinn a firwat datt elo solle weider Pouvoiren an d'Europäesche Union goen, si gewosst. Et ass d'Kris. Et ass d'Eurokris. Et sinn d'Defiziter, déi an enger Rei vu verschidde EU-Staten enorm lwwerschëss gemaach hunn.

Ech mengen, Griichenland ass dat beschte Beispill, wat mer an deene leschte Wochen a Méint hei a ganz Europa diskutiert hunn. Et ass awer och dat Beispill, dat beweist, datt d'Europäesche Union hir Aarbecht net gemaach huet. Well jiddweree weess haut, datt deemools, wéi d'Europäesche Union (veuillez lire: Griichenland) an den Euro opgehall ginn ass, woussten déi Responsabel an der Union, datt se falsch Chiffere geliwwert kritt hunn. A si hunn awer Griichenland trotzdem an den Euro opgehall!

An och, mengen ech, huet Europa d'Méiglechkeet gehat, ze agieren am Kader vun de Stabilitétskritäre vu Maastricht. Wann déi respektiert gi wieren, wiere verschidde Länner net an déi Situatioun komm. Mä si sinn esou laang respektiert ginn, bis verschidde grouss Länner bis op eng Kéier net méi déi Stabilitétskritäre respektiert hunn oder respektiert kritt hunn. Du si se einfach opgelackert ginn.

D'Europäesche Union hat also d'Méiglechkeeten, fir Kontrollméiglechkeeten ze hunn, mä si huet se bewusst net genotzt. Duerfir kann et net sinn, well se hir Aarbecht net gemaach huet, datt se duerfir als Merci, als Dank soll zousätzlech Pouvoire kréien.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Här President, kuerz zu deene véier Punkten.

Zousätzlech Einnahmen: D'Zil muss sinn, an ech mengen, do si mer eis heibannen eens, datt een als Land een Intérêt drun huet, fir d'Budgetdefiziter op Null ze bréngen, d'Scholden esou kleng wéi méiglech ze halen. Et muss ee sech awer duerfir net - wéi een dat seet - futtispueren. Mä d'Zil soll och duerfir net sinn, datt mer onbedéngt müssen 2012 erëm an engem équilibréierte Budget sinn. Mä mir hu schonn en Intérêt drun, fir mëttelfristeg '13, '14 oder '15 ze kucken, datt eise Statsbudget erëm an en Équilibre kënt.

Mir hunn d'lescht Joer hei d'Krisesteier agefouert. Ech mengen, et war eng vun den Ursachen, firwat datt eis Partei och géint de Budget gestëmmt huet, well mer gesot hunn, datt dat eng Steier wier, déi net hätt missen agefouert ginn. An deemools war och den Ac-



cord mat de Gewerkschafte getraff ginn, datt déi Krisesteier sech nëmme géif op den Exercice 2011 limitéieren. Am Gesetz stoung herno awer 2011 an '12. A mir sinn duerfir selbstverständlech och Demandeur, datt déi Krisesteier d'nächst Joer erëm ofgeschaaft gëtt.

Mä mir hunn awer och hei, mengen ech, vu Bréssel eppes confirméiert kritt, wat mer ëmmer hei am Kader vun de Budgetsdebatten an och iwwert d'Lag vun der Natioun gesot hunn, nämlech datt de Budgets- a Finanzminister de Budget esou presentéiert huet, andeem datt en d'Recetten ënnerschat an d'Dépenses iwwerschat huet, fir domadder een iwwerdriwwenen Defizit ze presentéieren a sech domadder en Argument ze ginn, fir kënnen Sozialofbau hei zu Lëtzebuerg ze bedriewen. Dat ass em 2006 gegléckt. D'lescht Joer ass dat him nëmme méi zum Deel gegléckt. An ech hoffen, datt dat déi leschte Kéier war, datt dat gegléckt ass.

Mir hoffen also, datt mer zesummen op eng vernünfteg Aart a Weis versichen, eise Budget erëm an den Équiliber ze bréngen, kee Budgetsdefizit ze maachen, d'Scholden esou niddreg wéi méiglech ze halen, an datt mer op där anerer Säit awer de Leit doduerch d'Kafkraaft net huelen an de Betriber och an Zukunft d'Méiglechkeet ginn, weider hei zu Lëtzebuerg ze investéieren. Mir gesinn a Griichenland, wou am Fong füttigespuert gëtt, wéi do alles zesummebrécht. Dat ass dee falsche Wee. Mä eng Ekonomie kann nëmme fonctionnéieren, wann de Stat se net aussuckelt.

Den Index, mengen ech, ass fir d'ADR kloer. Mir stinn zum Index, an zwar zum Indexsystem, wéi mer en am Abléck kennen. Déi nächst Tranche, déi elo am Oktober erfällt, do ass d'Gesetz gemaach ginn, datt déi no hanner verreckelt ginn ass. An et gëtt elo diskutéiert iwwert déi Tranche, déi uganks d'nächst Joer soll erfalen, an do gëtt dann elo gesot, déi Tranche géif ze séier hannert där nächster Tranche erfalen.

Mä et ass net esou, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, datt déi Tranche vun nächste Joer ze séier no där Tranche vun dësem Joer erfällt, mä d'Ursach ass, well déi Tranche vun dësem Joer ze spéit erfällt! Déi Tranche hätt dëst Joer missen uganks des Joers erfalen. An elo ass déi no hanner geréckelt ginn. An déi gëtt dann als Ursach geholl, fir ze soen: „Ma elo erfällt déi nächst Tranche schon erëm ze fréi no där doter.“

Wa mer also elo déi nächst vun uganks des Joers erëm géifen no hanner réckelen, da wier datselwecht Argument erëm bei där nächster Indextranche. Da géife mer erëm soen: „Hei, elo erfällt déi schon erëm ze no hannert där nächster Tranche, da musse mer déi erëm no hanner verréckelen.“

Also, d'Ursach ass net, well déi d'nächst Joer am Fréijoer erfällt oder uganks des Joers erfällt, mä d'Ursach ass, well dës Regierung e Gesetz gemaach huet an déi lescht Indextranche no hanner verréckelt huet. Ech mengen, duerfir soll een dat ganz kloer soen: Wann elo d'Argumenter hei opgefouert ginn, datt déi nächst Indextranche d'nächst Joer ze vill fréi géif erfalen, dat ass net d'Ursach. D'Ursach ass, well déi dëst Joer ze spéit erfällt.

E weidere Punkt: d'Jugendarbeitslosigkeit, wou d'Kommissioun sécherlech richtig läit. An ech mengen, dat ass dee Punkt, wou ech géif soen, wou mir eis wierklech als Land mussen schummen, datt mer an engem Land wéi Lëtzebuerg eng Jugendarbeitslosigkeit hunn, déi am Abléck bei 16% ass. De Kollege Lucien Lux huet elo grad d'Sitzung vu gëschter Moie vun der Comexbu ugeschwat, wou den Arbeitsminister präsent war a wou en am Fong zwou kloer Aussoe gemaach huet.

Déi éischt Ausso war, datt d'ADEM net fonctionnéiert. An déi zweet Ausso, déi e gemaach huet, dat ass, datt d'Schold am Fong bei senger Virgänger louch, also bei dem Arbeitsminister, dee virun him war, dem Här Biltgen. An dee virun dem Här Biltgen, ech mengen, dat war e gewëssenen Här Juncker.

Wa mer also dem aktuellen Arbeitsminister seng Aussoe richtig hei zur Kenntnis huelen, dann ass d'Schold vun dem grouse Chômage, dee mer hunn, d'Schold vun der Jugendarbeitslosigkeit, d'Schold, datt d'ADEM net fonctionnéiert, zréckzeféieren op seng Virgänger: d'CSV-Ministèren. Also ass d'CSV Schold un deem Chômageproblem, där Situation, wéi mer se haut hei virfannen.

Ech mengen, léif Kolleginnen a Kollegeen, Dir Dammen an Dir Hären, mä och den aktuellen Arbeitsminister ass an der Zwëschenzeit zwee Joer am Amt! A wann en och déi richtig

Analys an déi richtig Konklusiounen zitt, datt d'Schold bei senger Virgänger läit, da mécht dat awer net d'Situation méi propper a méi einfach fir hien. An hie muss awer elo agéieren! Hien ass zwee Joer am Amt an et ass nach näischt geschitt!

Mir fäerte ganz, wann deen nächsten Arbeitsminister kënnt, da fällt deen datselwecht Uerteel iwwer hien, wéi dat, wat hien iwwer seng Virgänger fällt. An domadder ass de Leit, déi am Chômage sinn, awer net gehollef. Mir stellen also fest, datt déi viregt Arbeitsministeren näischt gemaach hunn - certifiéiert vum aktuellen Arbeitsminister. A mir kënnen selwer certifiéieren, datt den aktuellen Arbeitsminister och nach näischt opweises huet. A monter ginn d'Zuele vum Chômage an d'Luucht, a virun allem och vun der Jugendarbeitslosigkeit!

D'Schoulpolitik ass selbstverständlech deen zweete Punkt, wou mer wëssen, datt do d'Haaptursach vum Chômage a vum Jugendchômage läit. Hei, mengen ech, sinn déi verschiddene successiv Regierungen dru schold, déi iwwer Joren - et kann ee bal soe Jorzéngten - eng falsch Schoulpolitik gemaach hunn, déi laanscht d'Oriëntatioun vun de Besoiné vum Arbeitsmaart orientéiert ausgebild hunn. An haut sinn et déi Jugendlech, déi keng Aarbecht fannen, déi an der Konkurrenz vun engem decken Drock vun der Groussregioun stinn, dat sinn am Fong déi, déi d'Konsequenze vun där falscher Schoulpolitik do mussen droen.

Här President, dee véierte Punkt: d'Renten. D'ADR huet am Februar hir Propositionen iwwer eng Reform am Rentewiese kloer op den Dësch geluecht. Lëtzebuerg huet, géif ech soen, an der Vergaangenheet seng Aarbecht am Rentendossier gemaach a mir brauchen duerfir och keng Lektione vu Bréssel ze kréien.

Ech war iwwerhaupt iwwerrascht, datt Bréssel gemengt huet, si missten eis Lektione maachen, wat d'Renten ubelaangt. An do hunn ech bei mir geduecht, datt déi Leit, déi déi Propositionen gemaach hunn, vläicht neidesch sinn op de Lëtzebuerger Rentensystem, datt déi eis net kënnen vergonnen, datt mir esou ee Rentensystem hei zu Lëtzebuerg hunn, an datt si wahrscheinlech selwer e Rentensystem hunn, dee vill méi schlecht ass, datt si souwuel am aktive wéi am pensionéierte Liewe regelrecht Hongerleider wieren.

Dunn hunn ech geduecht: „Géi emol dohinne kucken, wéi dann de Rentensystem an der Europäescher Unioun ass.“ An et gëtt do zwee Systemer. Déi normal europäesch Fonctionnairen, déi bezuelen 10,9% Cotisation. Mä da gëtt et eng Kategorie, am Abléck sinn et 129 „très hauts fonctionnaires“ - esou ginn déi an der Europäescher Unioun genannt -, an déi bezuelen - lauschtert gutt! - guer keng Cotisation, mä déi kréien einfach eng Pension.

Déi verdéngen och guer net esou schlecht. Wann ech kucken, déi 129, déi hunn an der Moyenne ee Gehalt vun 21.260 Euro de Mount. Dee Klengste bei hinnen ass de Greffier mat 16.329 Euro. An deen Dëcksten, dat ass de President vun der Kommissioun mat 29.504 Euro. De Vizepräsident, oder d'Vizepräsidentin - ech weess net, wien dat ass - vun der Kommissioun verdéngt der 22.122.

Selbstverständlech ass dat Ganzt ouni Indemnitéiten. Esou kréie se zum Beispill, wa se dräi Kanner hunn - ech weess net, wien der dräi huet -, 2.000 Euro bei hiert Gehalt netto de Mount derbäi. Et kritt een och eng Pension bei hinnen, an zwar 70%. An duerfir brauch ee keng 40 Joer bei hinne schaffen ze goen, mä déi kritt ee schon no 16 Joer. Da kritt ee och 60% vun deene Paien do als Pension.

Wann een elo kuckt...

► **M. André Hoffmann** (déi Lénk).- Här President, kann ech eng Fro stellen?

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Här President, wa genuch Zäit ass.

► **M. le Président**.- Jo, Dir hutt der zwar net méi ganz vill. Déi ass a sech schon ofgelaf. Den Här Hoffmann stellt lech... Da kritt Der déi guttgerechent. Här Hoffmann, stellt Är Fro.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Niewent där, Här President, déi ech dann normal zegutt hunn.

► **M. André Hoffmann** (déi Lénk).- Här Gibéryen, déi, déi Der elo genannt hutt, sinn déi mat bedeelegt un deene Recommendationen, déi mer elo kritt hunn a wou drasteet, mir sollen zum Beispill den Index manipuléieren?

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Selbstverständlech!

► **M. André Hoffmann** (déi Lénk).- Sinn dat déiselwecht?

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Dat si ganz genau déiselwecht! Et war eng kuerz Fro an eng kuerz Äntwert.

(Hilarité)

D'Renten.

► **M. le Président**.- Den Här Finanzminister wëllt lech...

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Ech hu scho gesot: selbstverständlech...

► **M. le Président**.- Neen, Här Finanzminister, fuert Dir virun. Oder...

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Stellt Dir och eng Fro?

(Interruption)

Neen.

► **M. le Président**.- Den Här Finanzminister huet d'Wuert gefrot. Dat kann d'Regierung ëmmer maachen, Här Gibéryen.

► **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*.- Ech wëll just d'Chamber informéieren, datt et Recommendationen si vum Conseil vun de Finanzministèren, an net vun der Kommissioun oder vu Beamte vun der Kommissioun. Ech...

(Interruption)

Neen, neen. Dat ass eng wichteg Prezisioun, well et ass de Conseil. Et sinn also d'Finanzministere vun all de Länner vun der Europäescher Unioun, déi déi Konklusiounen émetéieren, an et ass net en Dokument vun der Kommissioun.

► **Une voix**.- Här Gibéryen, sot eis och, wat déi verdéngen.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Här President, dat hunn ech och net gesot. Ech hu gesot, et ass en Dokument vun der Europäescher Unioun, wat natierlech de Conseil décidéiert huet. An de Conseil huet dat Dokument decidéiert, wat vun de Fonctionnairen ausgeschafft ginn ass.

(Interruption)

Et war och de Conseil, deen deene Fonctionnairen, deenen 129 „très hauts fonctionnaires“, déi Gehälter an déi Pensionen zugestanen huet.

Här President, wann een ee Mandat Kommissär ass, da kritt ee 5.000 Euro Pension. Wann een zwee Joer an der Kommissioun ass, kritt ee schon 2.000 Euro Pension.

Här President, dat ass méi wéi d'Mindestpension hei zu Lëtzebuerg, wou een hei zu Lëtzebuerg muss 40 Joer derfir schaffen. Déi kritt een, wann een zwee Joer an der Kommissioun ass, da kritt een do schon 2.000 Euro. Wann een zwee Mandater huet, huet een 11.000 Euro Pension. Selbstverständlech - ech wëll dat nach eng Kéier ernimmen - ouni Cotisation!

An, Här President, wat een och nach net dierf vergiessen: Déi si cumulemat mat allen anere Revenuen. Se falen net ënner Anticumulbestimmungen. A well dat net duergett, kréien déi Leit dann, wa se an der Kommissioun op helen, eng Indemnité de déménagement an eng Indemnité de transition. Dat géif zum Beispill beim Här Barroso - deen huet säi Mandat elo Gott sei Dank verlängert kritt, mä da kritt e se eben an e puer Joer -, deen hätt zum Beispill niewent senger Pension nach eng Indemnitéit vu 439.609 Euro niewent senger Pension kritt, well e President vun der Kommissioun war.

Duerfir ass e Rapport gemaach ginn. Déi sinn zur Konklusioun komm: «C'est un comble, l'administration européenne, garante de l'orthodoxie budgétaire et si prompte à jouer les gendarmes vis-à-vis des États membres qui ne respectent pas les principes de bonne gestion et de rigueur économique, mène, pour elle-même, aux frais des contribuables, une politique laxiste totalement coupée des réalités.»

An déi Leit, Här President, déi maachen dann eiseem Conseil des Ministres Recommendationen, déi deen dann unhélt. Mir soen lech ganz kloer - Här President, ech wëll dem Här Frieden dat soen an dem Här Juncker; si si ganz dacks zu Bréssel: Fänkt zu Bréssel un! A soulaang wéi Der et net fäerdeg bréngt, déi iwwerdriwwe Paien a Pensionen ofzeschaffen, soulaang braucht Der eis och net heihinner Recommendationen ze bréngen. Dann ass dat e Wësch, deen net méi wäert ass, wéi an de Pabeierkuerf gehäit ze ginn!

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. le Président**.- Merci dem Här Gibéryen. Als leschte Riedner ass den Här André Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

► **Une voix**.- Wat denken d'Leit iwwert d'Deputéiert hei zu Lëtzebuerg, iwwert deenen hir Paien?

► **M. André Hoffmann** (déi Lénk).- Här President, ech kann an zwou Minutten net differenziéiert... Et deet mer leed. Ech proposéieren lech also emol ganz einfach: Mir huelen eng grouss, schéin Enveloppe an doranner leed mer déi Recommendationen, déi mer elo kritt hunn, an déi schécke mer op Bréssel zréck. Mat engem Begleitbréif, si missten hir Kopie emol nach eng Rei Donnéeë sammelen, déi se guer net gekuckt hunn, wéi zum Beispill d'Entwécklung vun der Lounquot hei zu Lëtzebuerg an an Europa, respektiv iwwerhaupt am Allgemengen d'Veerdeelung vun geschafene Rächturen.

Ech wär och bereet, un deem Begleitbréif ze hëllefen. Ech géif als Éischt eigentlech schreiwen: Hutt Dir se eigentlech nach all? Europa ass amgaangen ausenanerzefalen. Europa ass amgaangen, seng Legitimitéit ze verléieren. Europa, esou schreift de Jürgen Habermas, gëtt zu engem „Verein, der seine Energien in Hahnenkämpfen um die Besetzung seiner einflussreichsten Posten mit den farblosesten Figuren verschleißt“. An Dir kacht weider un Är klengkaréierter Kontabilitéit. An Äre Projet fir Europa beschränkt sech dran, d'Salariat ënner Drock ze setzen, de Sozialstat aufzubauen, deen awer zu engem gudden Deel bäigedroen huet zu der Legitimation vun den Nationalstaten an deen also och eigentlech misst zu der Legitimation vun engem vereenten Europa bäidroen.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. André Hoffmann** (déi Lénk).- Méi laang schaffen, manner verdéngen. Dat ass ganz einfach den zentrale Message an deene Recommendationen. Méi laang schaffen oder manner Rent.

Fir vill Leit ganz einfach béides, well se zwar méi laang schaffen, an awer net un hir 43 Joer Cotisationen erukommen, wéi dat jo elo geplangt ass, well se et einfach net méi packen oder well se keng Aarbecht méi fannen. Manner verdéngen, well d'Ofschaffung oder d'Manipulation vun Index heescht jo a Wierklechkeet: Reduktioun vun reale Loun. Also: de Lounquotenundeel vun de Lén nach eng Kéier erf.

Da kënnen mer also weider kräfteg Dividenden a Bonus ausdeelen, an esou ka sech da weider de Rächturen uweilen accumuléieren. An dann däre mer deen och nach net méi staark besteieren, well, wéi den Här Frieden gesot huet, d'Leeschung muss sech lounen.

An dann däre d'Stat, déi hire Budget net méi an d'Gleichgewicht bréngen, déi däre da bei deem accumuléierte private Rächturen no Empruntë biederle goen, mat zum Deel iwwerhéichten Zënsen, un deene sech d'Banken dann nach eng Kéier eng gellen Nues verdéngen, sou dass d'Konzentration vun Finanzkapital ka weidergoen.

An esou rétsche mer da lues a lues an en Zäitalter an Europa eran, wat vu verschiddene gescheite Leit schon als „Postdemokratie“ bezechent gëtt. Ech mengen, dat, wat mir haut hei erliewen, dat ass eigentlech schon e Beispill vu Postdemokratie. Well ech froe mech - ech froe mech! -, wéi een Afloss mir wierklech hei als Parlament nach op dat hunn, wat um europäeschen Niveau geschitt!

Also ëmmer méi wäit ewech, mengen ech, vun deem politeschen Europa mat engem staarke Sozialstat, och mat enger ekonomescher gemeinsamer Gouvernance, déi sécher verschiddene vun de Grënner vun der Europäescher Unioun virgeschwieft huet, mä vun deem Zil, wéi gesot, mer eis ëmmer méi wäit ewechbewegen!

► **M. le Président**.- Merci dem Här Hoffmann. Da kritt nach eng Kéier d'Wuert den Här Finanzminister Luc Frieden.

► **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*.- Här President, ech géif just gären der Chamber Merci soe fir dës Debatt. Et ass jo eng Konsultationsdebatt. Ech muss soen, an de groussen Zich, wann ech déi vläicht virleschten Intervention ewechloossen, war et eng sachlech, konstruktiv, netzelech Debatt. An, wann ech mer déi Bewäertung dierf erlaben, zu ganz groussen Deeler eng responsabel gefouert Debatt, déi eis hëllef, mengen ech, och déi grouss Erausforderungen, déi an deene véier Recommendationen vum Conseil sinn, ëmzesetzen.

Dat ass vill Aarbecht. Mä ech hunn lech gesot, datt de Kalenner vun der Regierung deen ass, fir déi bis Enn des Joers ëmzesetzen. Duerfir mengen ech, datt mer och do géifen opgrond vun dëser Debatt Nätzlech mathuelen, fir dat kënnen ze maachen.

Merci!

► **M. le Président**.- Merci dem Här Finanzminister. Domadder wier d'Diskussion ofgeschloss, a mir kommen elo zum Projet de loi



6266 iwwert d'TVA. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Hären Thiel, Meisch a Gibéryen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Norbert Hauptert. Här Hauptert, Dir hutt d'Wuert.

## 2. 6266 - Projet de loi complétant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

### Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **M. Norbert Hauptert** (CSV), rapporteur.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de Projet 6266 huet als Objet, de juristesche Kader ze schafen, fir hei zu Lëtzebuerg Fräizonen ze etabléieren. Dat heescht, Zonen, an deenen Aktivitéiten op Wueren - de Projet schwätzt vum „biens meubles corporels“ - realiséiert kënnen ginn, ouni datt op all eenzel Aktivitéit TVA berechent muss ginn an och keng TVA dee Moment erhewe gëtt sou laang, wéi déi Wueren an der Zon dra sinn.

Dat wëllt also net heeschen, datt déi Aktivitéiten net der TVA ënnerworfen sinn. Si sinn nëmme vum deem Moment un, wou se an déi Fräizon erakommen, bis zu deem Moment, wou se do erëm erausginn, vum der TVA suspendéiert.

Dëse Projet reit sech an d'Politik vum der Regierung an, déi Lëtzebuerg zu engem Logistikzenter wëllt dévloppéieren. Duerch seng zentral Lag an Europa a besonnesch duerch säin dévloppéierte Cargocenter um Findel huet eist Land am Fong geholl zwou Trémp an der Hand, fir am Beräich vum der Logistik méi aktiv ze gi wéi bis elo an do och op europäeschem, op internationalem Plang eng wichteg Roll ze spillen.

Wéi fonctionnéiert dee System? Ben, et ass esou, datt all déi Operatiounen op Wueren, déi am Prinzip der TVA ënnerworfen wieren, vum Moment, wou d'Wueren an d'Fräizon erakommen, bis zu deem Moment, wou se nees erausginn, vum der TVA suspendéiert sinn. Also alleguer dës Operatiounen, déi begräifen ënner aneren den Transport vum de Wueren an d'Zon, de Stockage vum de Wueren an der Zon, d'Verlueden an den Transport bannent der Zon, d'Beaarbechtung an d'Wäertopbesserung, déi op de Wueren virgeholl ginn, a souguer d'Cessiounen; dat heescht, all déi Verkeef vum de Wueren, déi an der Zon virgeholl ginn, profitéieren vum System a sinn also vum der TVA suspendéiert.

Am Moment, wou déi Wueren aus der Zon erausginn, gëtt d'TVA fällig, an de Besëtzer vum deem Moment - vu datt jo de Besëtzer oft ka changéiert hunn -, dat heescht, de Besëtzer vum de Wueren am Moment, wou se erausginn, deen ass verflücht, d'TVA ze deklaréieren an och ze bezuelen.

Wat sinn d'Virdeeler vum deem Regime? Ben, d'Virdeeler vum deem Regime leien an der administrativer Vereinfachung. All déi Fournisseuren vum den Dängschtleeschungen, déi bannent der Zon virgeholl ginn, brauche sech zu Lëtzebuerg net der TVA ze identifizéieren a brauchen och mathi keng Deklaratioun ze maachen. Si brauche keng TVA virzestrecken, fir se dann erëm als TVA en amont ofsetzen ze kënnen.

Well de System de Remboursement vum der TVA - an dat ass wichteg - en amont och staark reduzéiert, gëtt d'Méiglechkeet vum der „fraude carrousel“ vum der TVA och wesentlech beschränk; ee Bedruch, deen an der Europäescher Unioin an zweestellige Milliarden Euro evaluéiert gëtt!

D'Gestioun an d'Opsiicht vum esou enger Zon ënnerläit der Responsabilitéit vum engem agréierten Opérateur. Dee muss hei zu Lëtzebuerg etabléiert sinn an der TVA identifizéiert sinn. Deen ass verflücht, eng „comptabilité matières“ unzuleeën a Buch ze féieren iwwer all Operatiounen, déi an der Fräizon un deene Wueren realiséiert ginn.

Well d'Douanesverwaltung zoustänneg ass fir ähnlech Dépöten, wéi den Entrepôt fiscal an den Entrepôt douanier, gëtt se och duerch d'Gesetz, aus evidente Grënn vu Rationalisatioun, mat de Froiden, wat de Régime suspensiv TVA ugeet, beoptragt.

D'Avisé vum den zoustännege Beruufschambere si gedeelt. D'Chambre de Commerce ass wéinst dem Apport zu eiser Wirtschaft fir de Projet, während d'Salariatskummer éischter skeptesch ass wéinst de Gefore vu Wäisswäsche vun illegal verdéngte Gelder, wat net zum positiven Image vum eiser Land kéint bäidroen.

Mat dësem Gesetz gëtt dës Gefore kengesweegs vergréssert. Déi agréiert Opérateuren sinn engersäits strenger Reglementatioun ënnerworfen, an anerersäits ass eis Léiglatioun, wat de Kampf géint d'Wäisswäschen ugeet, eng vun

deene strengste Léiglatiounen. Och huet d'Regierung sech bereit erklärt, d'Evolutioun vum där Léiglatioun am A ze behalen an d'Opérateuren aggréés op d'Lëscht vum deene Leit ze setzen, déi eng extra Opmierksamkeet iwwert déi suspekt Operatiounen, wat d'Geldwäscherei betrëfft, walte solle loosse.

De Conseil d'État huet eng Rei vu Redaktiounsännerunge virgeschloen, deenen eis Kommissioun sech zum gréissten Deel uschlësse konnt. Wat den Detail vum Projet ubelaangt an d'Erklärung, firwat mer verschidden Änderungsverschlëi vum Statsrot net ugeholl hunn, verweisen ech op de schrëftleche Rapport.

D'Finanz- an d'Budgetskommissioun hat mäi Rapport den 8. Juli mat grousser Majoritéit ugeholl a schlëit der Chamber vir, den Text esou ze stëmmen, wéi en hei un deem Rapport unhänt. Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Rapporteur Norbert Hauptert. Als éischte Riedner ass den Här Thiel agedroen. Här Thiel, Dir hutt d'Wuert.

### Discussion générale

► **M. Lucien Thiel** (CSV).- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, mir Lëtzebuerger hunn an deene leschten zwee Jorhonerten zweemol geluusst: eng Kéier mam Stol an duerno mat de Banken. De Finanzsektor féllt eisem Stat ëmmer nach d'Keesen, mä mir wëssen, datt dat net wäert éiweg de Fall sinn oder net éiweg de Fall muss sinn, an datt mir dofir eis Economie diversifizéieren müssen - a sief et och nëmme, fir eis aus där geféierlecher Ofhängegkeet vum Geldsektor erauszeschaffen an eis Eeër op méi Kierf ze verdeelen.

Mir hu Gott sei Dank nach eng zolidd Exportindustrie, déi, obwuel geschrompt, nach e gewëssent Zukunftspotenzial huet. Mä mir wëssen och, datt mir ëmmer méi an eng Servicegesellschaft erarutschen. Do hu mir eis jo dofir schon e bëssen en Nascht gemaach, wéi mer voll op den ICT, de berühmten „information and communications technology“-Beräich gesat hunn. Ronderëm eng huerteg héichgezunnen Infrastruktur mat Datenzentre queesch duerch d'Land hu mir eis am Internet an entre-temps och am Cloud-Beräich breet gemaach an esou en neie Piler fir eis Economie opgebaut.

### (Brouhaha)

Mä virun deem ICT-Cluster hate mir schon eng aner Grappe, wéi dat och esou schéin heescht, déi mer probéiert hunn, an déi heescht Logistik. Si ass ronderëm eis Cargolux entstanen, deenen hir Jumboen d'gaus, d'gann Honnerte vum Tonne Frachtgutter an Findel oplueden oder austippen. An déi Gidder, déi mussen schliesslech erbäi- oder weidertransportéiert ginn.

Wann een elo dee Logistikfuedem do weider spénnt, da muss et net beim Op- an Ofuede bleiven, mä et kann ee sech och nach aner Aktivitéiten an deem Kontext virstellen: zum Beispill Servicer, déi mam temporäre Stockage, mam Émpaken oder souguer mat enger Weiderveraarbechtung vum den ugeliwwerte Gidder ze dinn hunn.

Genee dat hat eis Regierung an der Nues, wéi si dëse Gesetzesprojekt ausgeschafft huet, deen eis elo eise Kolleeg Norbert Hauptert esou gutt beschriwwen huet. Obwuel déi sougenannt Fräihandelszonen, am Sënn vun Tax-free-Zonen, am Marché commun net méi méiglech waren, gouf dach mat enger Direktiv vum 2006 iwwert d'TVA eng Hannerdier vu Bréssel agebaut, déi ënner gewëssene Konditiounen esou eng Zone franche erlaabt, an zwar andeems d'TVA zäitweilg suspendéiert gëtt. Also keng steierfräi Zon, mä eng Zon, wou d'Steier vürübergend opgehewen ass. Awer nëmme vürübergend!

D'Iddi ass guer net domm, well domat stousse mir an eng Maartlück, déi bis elo an der EU nach kaum genotzt gouf. Neen, iwwerhaupt net genotzt gouf! Deen eenzeg Entrepôt an Europa ass zu Genf, an dee platzt aus allen Néit, well d'Nofro esou grouss ass. An zu Singapur - eis gutt Frënn a Konkurrenten - riichte se am Ablack e Megadépôt op, well se och do gesinn hunn, datt domat Suen ze verdéngen.

Mat dësem Gesetz maache mir d'Dier nach e bësse méi wäit op fir eis Wirtschaft a ginn eiserem Land domat eng zousätzlech Zukunftsperspektiv. Et ass natierlech schwéier ze soen, wat fir Ausmoossen déi nei Aktivitéit kriéiert wäert a mat wéi enge Retombée fir de Stat ze rechnen ass. Et däreft awer elo scho feststoen, datt an där Zon um Findel eng Rëtsch vun Aarbechtsplazen entstoe wäerten an datt déi Valeur ajoutée, déi do realiséiert gëtt, sech och

an de Bicher vum Finanzminister däreft neierschloen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, souguer eis Finanzplaz kéint hir Freed un där neier Zone franche hunn, well fir hir Fongindustrie, déi jo zu hirem Haaptpillar ginn ass, deet sech och hei eng nei Dier op. Niewent deene villen anere Fonge gëtt et nämlech och zu Lëtzebuerg OPCen, déi an esou Saache wéi Wäin, wéi Tableauen oder souguer Sammlerueren investéieren. Well et hei ëm ganz konkret Wäerter geet, muss logescherweis déi Wäerter dann och iergendwou physesch sinn. Dofir ass d'Fro berechtigt, firwat dat dann net an engem Entrepôt um Findel ka sinn, dat heescht, an direkter Noperschaft zur Fongindustrie selwer.

Dat mécht Sënn an et kann ausserdeem nëmme dozou bäidroen, datt wéinst der geographescher Proximitéit engersäits an d'arselwechter Juridictioun - dat spillt och eng Roll - d'Vetraue vum den Investisseuren an déi Fonge nëmme nach wiisst. Deemo eng Win-win-Geschicht op der ganzer Linn!

Här President, deen neie Créneau, dee sech do fir eist Land opdeet, ass wuel net deen eenzeg, mä awer e Grund weider, fir dësem Gesetz zoustëmmen. D'CSV-Fraktioun wäert dat op jidde Fall maachen.

Merci!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Thiel. Als nächste Riedner ass den Här Claude Meisch agedroen. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Meisch** (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, meng zwee Virriedner hunn et gesot: Et ass hei en Element vun Diversifizierungspolitik, wat souwuel seng Répercussioune kann hunn, a virun allem seng Répercussioune wäert hunn op d'Logistikbranche, mä awer och de Finanzsektor kéint dovunner profitéieren. Mir wäerten dat Gesetz do och stëmmen - ech wëll dem Här Norbert Hauptert Merci soe fir säi schrëftlechen an och mëndlechen Rapport -, well mer nach e grouss Besoin gesinn u weider Efforten, fir eis Economie méi breet opzestellen, nei Piliere opzebauen.

Wat een e bësse bemängele kann an dësem Domän, dat ass, datt et dach en isoléiert Element ass, souwuel wat d'Logistikbranche ubelaangt wéi dach och vläicht déi positiv Répercussioune op de Finanzsektor, an datt mer wéineg gesinn, souwuel momentan d'Logistik wéi och d'Finanzplaz, wat déi grouss Zukunftsstrategie solle sinn, an datt eenzel kleng, punktuell Mesurë sécherlech net duerginn, fir do prett ze si fir d'Zukunft.

An dësem konkrete Projet hätt ech awer nach eng ganz Rei vu Froen, déi de Minister vläicht ka beäntwerten. Wéi wäit si mer? Ech liesen, datt d'Entrée en vigueur vum dësem Gesetz soll ee Mount no der Publikatioun stattfannen. Mir wëssen awer, datt mer eng Infrastruktur brauchen. Mir wëssen, datt mer Acteure brauchen, déi déi Operatiounen do iwwerhuelen, datt mer déi och mussen agréieren. Wéi wäit si mer? Hu mer do e Konzept? Wéi grouss och soll déi Infrastruktur do ginn? Op wéi vill Aktivitéit wäerte mer eis do mussen ausrichten? A wéini si mer prett?

Virun allem awer och d'Fro: Wéini ass eis Administratioun do prett? Well wann Acteure wëllen déi doten Aktivitéit hei exercéieren, da kënnen mer dat nëmme maachen, wa mer dann och wirklech schnell als déi zoustänneg Administratiounen do kënnen drop reagéieren.

Mir müssen och, mengen ech, grad hei dorop uechtginn, datt mer weider virbildhaft do virginn, wat souwuel dann d'Zuvorkommenheet vun deenen zoustännegen Administratiounen ubelaangt, wat awer och dann dee ganze Volet Applikatioun vum eiser dach restriktiver Gesetzgebung iwwert de Blanchiment ubelaangt.

Et war jo an deem enger oder an deem aneren Avis ze liesen, datt et hei kéint sinn, datt déi eng oder déi aner Hannerdier kéint opgoe fir de Blanchiment. Dat muss natierlech eis gemeinsam Suerg sinn, fir dat op alle Fall ze evitéieren. Mir wëssen, wéi schnell mer an der internationaler Kritik sinn. Mir wëssen, wat fir eng negativ Répercussioune dat sécherlech net nëmme fir déi heiten Aktivitéiten, mä fir ganz vill aner Aktivitéiten hei zu Lëtzebuerg, nottamment de Finanzsektor, kéint hunn.

Dofir muss mer virun allem do prett sinn, d'Aen opzehalen, déi néideg Kontrollen och kënnen ze maachen, wann dat Gesetz dann hei net nëmme a Kraaft getrueden ass, mä och um Terrain wäert émgusat ginn.

Ech soen lech Merci a bréngen nach eng Kéier d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Claude Meisch. Als nächste Riedner ass den Här Roger Negri agedroen. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Roger Negri** (LSAP).- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dem Rapporteur Norbert Hauptert e grouss Merci soe fir seng exzellente Rapporten. Mir als LSAP wäerten dëse Projet hei voll ënnerstëtzen. Och an deem Sënn, well dat ee vun de Créneuen ass, deen eise Wirtschaftsminister Jean-Not Krecké schon ëmmer virgedriwwen huet. An deem Sënn gi mer den Accord vum eiser Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Villmools Merci!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Negri. Als nächste Riedner ass den Här Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

### (Interruption)

Jo, Dir waart net agedroen.

### (Interruption)

Jo, et ass kee Problem. Den Här Bausch huet dann d'Wuert.

► **M. François Bausch** (déi gréng).- Jo, Här President, ech muss leider dee positive Cortège hei e bësslechen duerjernerbebréngen an enttäuschen, well meng Fraktioun wäert dee Projet hei net stëmmen.

► **Une voix.** - Oooohhh!

► **M. François Bausch** (déi gréng).- Mir si selbsterständlech der Meenung, datt et wichteg ass, datt mer eist Land diversifizéieren. Mä mir fäerten, datt mer hei eppes maache fir d'Diversifikatioun, wat net nëmme op ganz wackelege Féiss steet, mä wat doriwwer eraus och kéint zu gréisserer Kollateralschied fir eis Finanzplaz féieren.

Firwat? Mä éischens: Ëm wat handelt et sech hei? Et kann ee vläicht nach, wann een dat emol esou einfach logesch kuckt, driwwer sech ënnerhalen, ob et net Sënn mécht, datt, vu datt mer e Flughafen hunn, wou vill Wueren „gehandlet“ ginn, ob een am Fong aus deem Handling do net sollt eng gewësse Plus-value erauszeien, aus deenen Transporter, déi iwwer Lëtzebuerg hei kommen. Dat heescht, an engem gewëssene Sënn déi Nuisancen, déi mer och doduerjeren hunn, datt déi an engem gewëssene Sënn positiv géife genotzt ginn, fir do Plus-valuen erauszeschloen.

Mir mengen awer, éischens, datt den Transportsektor an deenen nächste 15, 20 Joer, haaptsächlech wat de Fluchverkéier ubelaangt, gewaltig Émbréch wäert erliwien duerch d'Problematik vum der Energie an den Energiepräisser. A mir sinn als Gréng zimlech sécher, datt a 15, 20 Joer eis Economie, esou wéi se haut fonctionnéiert, mat haaptsächlech Opbau op „just in time“, wou quasi keng Stockagé méi gemaach ginn a wou den Transport, dee bëllegen Transport eng ganz grouss Roll spillt, ganz anescht wäert fonctionnéieren.

Duerfir si mir net esou euphoesch, éischens, datt dat doten e Créneau ass, dee gréisser Retombéeën, positiv Retombéeën kann hunn. En huet op där anerer Säit awer eng ganz Rei sécherlech negativer. Ech wëll hei nëmme un d'Engagementer vu Lëtzebuerg an dem Beräich vum de Reduktioun vum CO<sub>2</sub> denken. A wann heiderjer zum Beispill den Transportsektor, den internationalen Transportsektor och nach an d'Luucht geet, wäert dat eis sécherlech och Problemer schafen, och finanzieller Natur.

Mir sinn awer och der Iwwerzeugung, datt hei ganz zweifelhaft Saache kënnen geschéien. An ech zitieren dat, wat den Avis geschriwwen huet vum der Chambre des Salariés, deem mer an där Fro eigentlech nëmme kënnen zoustëmmen. Déi schreien: «En effet, la CSL se demande si ces dispositions ne permettent pas d'établir un écran de fumé, derrière lequel peuvent agir en tout secret des opérateurs douteux et si elles ne favorisent pas dans une certaine mesure des opérations de blanchiment.»

Elo kann een natierlech soen, an dat hu mer och an der Kommissioun diskutéiert: Ben, alles ass ëmmer e gewëssene Risiko vu Blanchiment! Mä ech mengen, wann ech kucken, den Här Thiel huet virdrun hei e puer Saachen opgezielt, Fonge, déi mat Wäin handeln, Tableauen oder Sammlerobjeten. Also ech mengen, datt sinn awer Saachen, déi sech besonnesch gutt eegnen, fir „écrans de fumé“ opzebauen, a wou besonnesch héich Risikoe si fir Blanchiment oder fir „douteux“ Geschäfte.

Duerfir si mir och der Iwwerzeugung, datt hei eis Finanzplaz gewësse Risiken dréit. Mir mussen jo derfir suergen - a mir suergen och gar derfir! -, datt déi Finanzplaz am internationale Kontext positiv dosteet, datt se net dauernd an der Schosslinn steet. A mir fäerten, datt dat heiten





eng Geschäftsgrundlage kéint ginn, déi éischer dozou bäi kéint droen, datt mer an Zukunft kéinten an e ganz schlecht Liicht geroden, dat heescht, datt mer Imageverloschter doduerjer kéinte kréien.

Dat heescht, mir sinn net iwwerzeegt, datt dat doten an iergendengem Sënn eppes Positives ka bréngen fir d'Finanzplaz. Mir si souguer der Meenung, wéi gesot, datt et mëttelfristeg ganz grouss Risiko kann droe fir d'Image de marque vun eiser Finanzplaz.

Jo soe mir zur Diversifizierung, och fir eis Finanzplaz. Mir hunn do aner Saache proposéiert. Mir gesinn haaptsächlech fir d'Fongenindustrie dee ganze Beräich vun der nohalteger Entwécklung, wou mer mat Schmäerzen drop waarden, datt mer endlech Initiativen huelen, fir zum Beispill e Label ze schafe fir déi Fongen, an am Kontext vun der nohalteger Entwécklung, fir datt mer eng Finanzplaz, eis Finanzplaz, dee Créneau, deen do op wäert goen, dee Milliounen Aarbechtsplaze wäert schafe weltwäit an deenen nächste Jorzénge, datt mer eis do positiv abréngen. An ech mengen, dat sinn och Beräicher, wou et sécherlech vill ze verdénge géif gi fir eis Finanzplaz a wou et och aarbechtsplazméisseg gesi wierklech ganz positiv Retombéee kéinte ginn.

Mä mir soen Neen zu esou enger Diversifikatioun wéi déi heiten, wou mer der Meenung sinn, datt et just nëmme en äusserst zweifelhaft Schlupfloch ass, wat hei geschafe gétt, wat eng kéier ganz dramatesch Konsequenz kéint fir eist Land a fir eis Finanzplaz kréien.

Ech soen Iech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bausch. Elo kritt dann d'Wuert den Här Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. D'ADR wäert dësem Projet zoustëmmen. Mir sinn der Meenung, datt dat heiten eng Nisch ass, wou mer als Land gutt drun dinn, fir déi opzuehelen. Wa mer esou retizent an der Vergaangenheet virgaange wiere wéi eis Virgänger, wa mer esou Bedenken, wéi de Kolleg François Bausch se elo hei geäussert huet, gehat hätten, dann hätte mer ni hei zu Lëtzebuerg och eng Finanzplaz dierfe maachen, mat engem Bankgeheimnis, wou mer jo aver bis elo alleguer der Meenung waren, datt dat richteg war an datt d'Land dovunner och seng richtig Friichte gedroen huet.

Mir hunn och déi Remarquen, souwuel déi, déi de Conseil d'État, wéi déi, déi d'Chambre des Salariés geschriwwen huet, gelies. Mir hunn dat diskutéiert a mir sinn awer zur Konkursioun komm, datt mer hei als Lëtzebuerg géint näischt verstoussen, weder géint internationaalt Recht, datt mer op där anerer Säit hei zu Lëtzebuerg och déi Instrumenter hunn, déi kënnen effikass Kontrolle maachen. An ech mengen, d'Lëtzebuerg Finanzplaz steet weltwäit do als eng gutt Finanzplaz, déi sech näischt zuscholden komme gelooss huet an a keng Skandal verweckelt ass.

Mir sinn net an d'grouss Krisen eragezu ginn. Et ass en Zeechen, datt hei zu Lëtzebuerg dat no engem System funktionéiert, wat international Renommée huet. An ech mengen, wa mer dat heiten och an där Optik an an där Richtlinn kucken, da kann dat heiten och eng nei positiv Entwécklung fir d'Lëtzebuerg Plaz mat sech bréngen.

Mir kënnen net ëmmer nëmme schwätzen, datt mer Logistikzentre wëllen entwéckelen, datt mer nei Aarbechtsplaze wëllen heihinnerkréien, virun allem op dësem Niveau. Hei wësse mer, datt et dat schon zweemol op der Welt gétt. Et gétt et zu Genf an zu Singapur. Et ass e Maart do. Et ass och e Maart an Europa do.

Firwat soll net Lëtzebuerg an deem Maart opgoen an eis déi Méiglechkeete ginn, fir hei zu Lëtzebuerg eng Offer ze ginn, un där mer kënnen Aarbechtsplaze schafen an un där och nach de Stat ka verdéngen, wou mer allegueren Intérêt drun hunn? An duerfir bréngen ech d'Zoustëmmung vun eisem Grupp.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Gibéryen. Da kréich elo nach d'Wuert den Här Finanzminister Luc Frieden.

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.** - Jo, Merci, Här President. Ech géif gär fir d'Éischt dem honorabelen Här Hauptert Merci soe fir säi Rapport an alle Kollege fir hire Bäitrag.

Bei dësem Projet de loi gesäit een, wéi d'Steierpolitik e wesentlecht Instrument ass vun enger erfollegräicher Wirtschaftspolitik. Duerch dëse

Projet, wou mer, wéi den Här Hauptert dat zu Recht erkläert huet, eng Suspensioon vun der TVA maachen, erlabe mer mat deem Instrument eng Diversifikatioun vun der Wirtschaft a virun allem och, nei Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg ze schafen. An alles, wat zu deem ka bäidroen, mengen ech, sollte mer ënnerstëtzen!

Dëse Projet, wéll ech soen - och dem Här Bausch -, steet net op wackelege Féiss, weder juristescht nach praktescht. Juristescht net, well e sech baséiert op eng TVA-Direktiv, wou mer heimadde all d'Méiglechkeeten aus där Direktiv ausschöpfen. A mir hunn och, esou wéi dat an där Direktiv virgesinn ass, den Aval gefrot zu dësem Projet vun engem TVAs-Comité, deen an der Europäescher Unioen besteet a wou d'Kommissioun, d'Europäesch Kommissioun dran ass an d'Memberstaten. Mir kruten den 1. Juli, virun e puer Deeg also, ouni Commentaire d'Approbatioon vun deem Comité de TVA, sou datt also och nom europäesche Recht dëse Projet an der Rei ass.

Déi praktesch Observatiounen, déi sech deem géifen unhänken: Selbstverständlech ass bei all Aktivitéit ëmmer e Risiko vun illegalen Aktivitéiten! Ech gesinn awer dee Risiko hei net méi grouss wéi bei all aneren Transport- a Stockageaktivitéiten. An et ass duerfir selbstverständlech, datt souwuel den Operateur vun där Zon wéi och déi Propriétaire vun deene Gidder, déi do stockéiert sinn, a voller Transparenz vis-à-vis vun de Lëtzebuerg Autoritéite mussen bekannt sinn. Dat heescht, datt mer souwuel juristescht duerch d'Gesetz iwwert de Blanchiment souwéi praktescht duerch déi Autoritéiten, déi fir d'Applikatioun vun deem Gesetz zoustänneg sinn, mussen kucken, wat do leeft.

An dat ass, wéi gesot, d'nämlecht wéi bei all Aktivitéit économique stockage, dépôt, déi mer och elo schonn haut zu Lëtzebuerg hunn, dat gétt heimadde net vergréissert. Selbstverständlech dierf een d'Aen net zoumaache virun der Tendenz vu Leit, fir ëmmer erëm illegal Aktivitéiten ze maachen. Mir wäerten alles drusetzen, datt dat net geschitt.

Den Agrément, an domadder kommen ech och zu där Fro, déi zu Recht den Här Meisch gestallt huet: Mir mussen kucken, datt dat elo net nëmme e Gesetz ass, mä datt et och an der Praxis funktionéiert. Et ass eng Firma do, déi och déi Erfahrung schonn am Ausland huet, déi sech fir dee Projet interesséiert. Déi ass relativ wäit an hire Preparative virukomm. Et ass en Terrain identifiziéiert ginn um Findel, wou déi Hal kann operéiert ginn. Dat gétt e relativ groussen Investissement. Also dovunner profitieren dann och Lëtzebuerg Entrepreneuren, déi dat mussen bauen.

Dee Bau, wa meng Informatiounen richteg sinn, soll geschwënn ufänken, wann dat Gesetz hei gestëmmt ass. Den Agrément muss gi gi vun der Douanesverwaltung. Ech hunn der Douanesverwaltung Instruktiounen ginn, datt se alles a Plaz setzen, fir datt se kënnen net nëmme en Agrément ginn - dat ass net esou komplizéiert -, mä och duerno de Monitoring vun där Aktivitéit maachen.

Mä déi Aktivitéit kann natierlech eréischt ulafen, wann déi ganz Hal do gebaut ass. Dat gétt eng ganz sophistiquéiert Hal, esou datt dat awer wäert ee bis annerhalft Joer daueren, bis déi Aktivitéit richteg un d'Roll kéint.

Dat Gesetz, wéi gesot, dat wäert am Oktober a Kraaft trieden.

Ech si frou fir déi breet Zoustëmmung hei an der Chamber. Vlächten kënnen souguer och déi gréng Kollegen dem Projet zoustëmmen, wann ech hinne soen, datt mer, och opgrond vun där Erfahrung, déi mer gemaach hunn am Kampf géint d'Geldwäsch, och all Instrumenter wäerten asetzen, fir ze kucken, datt um Finanzsektor, am allgemengen Transport, am Stockage an och hei keng illegal Aktivitéiten iwwer Lëtzebuerg kommen. An ech muss soen, d'Er-fahrungen, déi Genève a Singapur gemaach hunn, och an deem dote Beräich, beweisen, datt dat méiglech ass.

Ech soe soss Merci fir d'Ënnerstëtzung bei dësem Projet.

► **M. le Président.** - Merci och dem Finanzminister. Domadder wier d'Diskussioun ofgeschloss, a mir kéimen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi et des dispositions de second vote constitutionnel**

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6266 ass ugeholl mat 51 Jostëmme, géint 7 Neen-Stëmme.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par M. Lucien Clement), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée

Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Paul-Henri Meyers (par M. Fernand Boden), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Marc Spautz), Raymond Weydert (par Mme Sylvie Andrigh-Duval) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Fernand Etgen), Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Jean Colomera (par M. Jacques-Yves Henckes), Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser (par M. Gast Gibéryen).

Ont voté non: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Camille Gira), Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter (par M. Henri Kox).

Gétt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

Et ass also esou decidéiert.

### 3. Résolution relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à l'efficacité énergétique et abrogeant les directives 2004/8/CE et 2006/32/CE (COM(2011)370) - Art. 168 (5) du Règlement de la Chambre des Députés

An hirer Réunioun vum Mëtwoch, den 13. Juli, hunn d'Commission du Développement durable an d'Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire eestëmme decidéiert, en Avis politique un d'Europäesch Kommissioun ze riichten iwwert d'Proposition de directive COM(2011)370, déi d'energetesch Effikassitéit betrëfft. D'Nohaltekeetskommissioun an d'Ekonomieskommissioun hu wuelverstanee kee Problem, wat de Respekt vum Subsidiaritätsprinzip ugeet, mä wëlle politesch Bedenken zum Ausdrock bréngen, esou wéi et den nationale Parlamenten an där sougenannter Barroso-Initiativ erlaabt ass.

D'Prozedur, déi applizéiert gétt, ass geregelt am Artikel 168 vun eisem Chambersreglement. Den Avis vun der Nohaltekeetskommissioun an der Ekonomieskommissioun ass Iech a Form vun enger Resolutioun verdeelt ginn.

#### Résolution

La Chambre des Députés,

- considérant l'article 168 du Règlement de la Chambre des Députés;

- rappelant que la Commission du Développement durable ainsi que la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire ont été saisies d'une proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à l'efficacité énergétique et abrogeant les directives 2004/8/CE et 2006/32/CE (document COM(2011)370);

- constatant que les commissions parlementaires précitées ont adopté, lors de leur réunion jointe du 13 juillet 2011, un avis politique au sujet de la proposition de directive précitée;

décide de faire sien cet avis politique de la Commission du Développement durable et de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire ayant la teneur suivante:

«La proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à l'efficacité énergétique et abrogeant les directives 2004/8/CE et 2006/32/CE (document COM(2011)370) porte sur un domaine politique qui ne relève pas de la compétence exclusive de l'Union européenne.

Or, l'Union européenne s'est fixé comme objectif de parvenir à une économie d'énergie primaire de 20% en 2020 et en a fait un des grands objectifs de la stratégie «Europe 2020», objectif partagé par le Luxembourg.

Toutefois, même les estimations les plus récentes de la Commission européenne, qui tiennent compte des objectifs nationaux d'efficacité éner-

gétique pour 2020 fixés par les États membres dans le cadre de la stratégie «Europe 2020», suggèrent que l'Union européenne parviendra à la moitié seulement de l'objectif de 20% pour cette date.

L'initiative législative communautaire sous rubrique, qui répond à une demande du Conseil européen et du Parlement européen, vise donc principalement à stimuler les efforts en matière d'efficacité énergétique afin d'exploiter le potentiel considérable qui continue à exister en ce domaine.

Ainsi, cette proposition de directive transforme certaines mesures définies par la Commission européenne dans le nouveau Plan pour l'efficacité énergétique, présenté le 8 mars 2011, en mesures à caractère contraignant.

La proposition de directive ne fixe pas d'objectifs contraignants à atteindre par les différents États membres. Les progrès réalisés par les États membres seront par contre surveillés de près par la Commission européenne qui est chargée d'évaluer, pour le 30 juin 2014, si l'Union est susceptible d'atteindre son objectif en ce domaine. Le cas échéant, une nouvelle proposition de directive sera élaborée qui fixera des objectifs contraignants pour chaque État membre.

Même si les auteurs de la proposition de directive affirment vouloir simplifier l'acquis en remplaçant certaines obligations de communication d'informations par une seule série de rapports annuels (approfondis tous les trois ans) et ainsi réduire la charge administrative pesant sur les États membres, l'analyse du texte de la proposition de directive fait apparaître que les nouvelles mesures proposées et le contrôle étroit que la Commission entend exercer en ce domaine sont de nature à accroître cette charge administrative.

Ainsi, les États membres sont tenus de rendre compte, le 30 avril de chaque année au plus tard, des progrès enregistrés dans la réalisation de leurs objectifs nationaux d'efficacité énergétique. À cela s'ajoutent des rapports détaillés à transmettre tous les trois ans, le premier le 30 avril 2014 au plus tard, qui contiennent des informations sur la politique nationale en matière d'efficacité énergétique, les plans d'action, les programmes et les mesures mis en œuvre ou prévus au niveau national et communal en vue d'améliorer l'efficacité énergétique afin d'atteindre l'objectif national d'efficacité énergétique.

Ces rapports additionnels sont en plus à compléter par des estimations actualisées de la consommation globale d'énergie primaire escomptée en 2020 et par une estimation des niveaux de consommation d'énergie primaire dans certains secteurs.

Compte tenu des effectifs de l'administration gouvernementale luxembourgeoise et plus précisément des départements ministériels compétents dans le domaine de l'énergie, de fortes réserves ont été exprimées quant à la fréquence et l'étendue des rapports à établir par l'exécutif national pour le compte de la Commission européenne.

Par conséquent, et sans remettre en cause l'intention et la visée de la proposition de directive sous examen, les commissions parlementaires insistent, en ce qui concerne sa mise en œuvre, qu'il soit veillé à ce que la charge administrative imposée ne soit pas disproportionnée.

En ce qui concerne les mesures prévues, les commissions parlementaires tiennent à exprimer leurs doutes quant à la relation coût-effet de certaines des mesures prévues et plaident en faveur d'une plus grande flexibilité pour les États membres dans le choix des instruments leur permettant d'atteindre leur objectif.»

(s.) Alex Bodry, André Bauler, Fernand Boden, Norbert Hauptert, Henri Kox.

#### Vote sur la résolution

E Vote sans débat gétt virgeschloen. Ass d'Chamber domadder averstanen?

**(Assentiment)**

Wie mat dëser Resolutioun d'accord ass, ass gebieden, d'Hand ze hiewen.

Dat schéngt mer d'Unanimitéit vun dësem Haus ze sinn. Domadder ass dës Resolutioun ugeholl. Ech soen Iech Merci an ech leeden den Avis un déi zoustänneg europäesch Instanz weider.

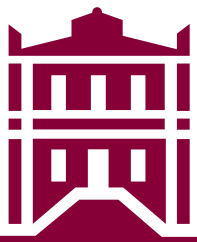
Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung vun de Moien ukomm. D'Chamber kennt de Mëtteg um hallwer dräi nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehewen.

**(Fin de la séance publique à 11.32 heures)**







Présidence: M. Laurent Mosar, Président

## Sommaire

1. Interpellation de M. Claude Meisch sur la crise de la dette européenne
  - Exposé: M. Claude Meisch
  - Débat: M. Lucien Thiel, M. Alex Bodry, M. François Bausch, M. Jacques-Yves Henckes, M. André Hoffmann
  - M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*
2. Discours de M. le Président
  - M. le Président

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Luc Frieden et Mme Octavie Modert, Ministres.  
**(Début de la séance publique à 14.30 heures)**

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **M. Luc Frieden, *Ministre des Finances.***- Neen, Här President.

► **M. le Président.**- Dann hu mer haut de Mëtteg eng Interpellatioun vum Här Claude Meisch iwwert déi europäesch Scholdekrise. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Hären Thiel, Bodry, Bausch, Henckes an Hoffmann. D'Wuert huet elo den Auteur vun der Interpellatioun, den honorabelen Här Claude Meisch.

### 1. Interpellation de M. Claude Meisch sur la crise de la dette européenne

#### Exposé

► **M. Claude Meisch (DP), *interpellateur.***- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, jo, zënter ronn bal engem Joer diskutéiert Europa d'Scholdekrise, Griichenland, ënner aneren europäesche Länner, d'Auswierkungen dovunner. Zënter engem Joer si mer amgaange mat der Griichenland-Rettung, an den Dossier ass haut méi akut wéi jee, wann een déi rezent Entwécklungen am Laf vun dëser Woch emol eng Kéier kann novollzéien.

Et ass nach keng Léisung en vue, dat hu mer déi lescht Deeg gesinn. Et feelt un engem kohärente Konzept, an dat, wat een u Virschléi héiert, dat, wat een u Reaktiounen héiert, an och dat, wat bis ewell emgesat ginn ass, erënnert een dach éischer un d'Method „Lernen durch Versuch und Irrtum“ wéi un e Konzept, wat aus engem Grrr wier a wou jiddwereen 100% géif dru gleewen.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Claude Meisch (DP), *interpellateur.***- Dës Woch sot den europäesche Währungskommissär, den Olli Rehn: „Mir schlësse keng Optioun aus.“ Elo kann dat sinn, datt dat e virsiichtege Mann ass, deen hei net ze vill wollt soen. Déi Ausso kann een natierlech awer och anescht interpretéieren, als eng Zort vun Hëlleflosegkeet, well wann ee jo weess, wou et soll higoen, dann äntwert een net, andeems ee seet, mir schlësse keng Optioun aus.

Fait ass, datt d'Spekulatioun nach wie vor net ënnerbonnen ass. Fait ass, datt en Iwwergräife vun engem Land op dat anert net verhënnert ginn ass bis ewell. Fait ass awer och, datt den europäesche Steuerzueler an och de Lëtzebuerger Steuerzueler mat an der Verantwortung, mat am Risiko stinn.

Griichenland krut zwar eng Rei vun Oplage gemaach. Griichenland huet sech och un e gudde Deel vun deenen Oplage gehalen. Et ass net esou, wéi wann do keng Efforté gemaach gi wieren. An trotzdem huet d'Situatioun sech net verbessert, mä éischer am Contraire, si huet sech verschlechtert. Dat weist, datt mer an där doter Problematik nach keng Léisung fonnt hunn.

Wéi konnt et iwwerhaupt zu där doter Situatioun kommen? Do muss mer nach eng Kéier zréckgoen an d'90er Joren an uganks vun de Joren 2000, 2001. Mëttlerweil wësse mer, datt e Land wéi Griichenland gefuddelt a getrickt huet. Mir wëssen awer och - mä mir woussten och déi Zäit! -, datt d'Griichen en héijen Defizit haten an den 90er Joren.

Wa mer den Defizit, de griichesche Statsdefizit an de Joren 2000 bis 2010 kucken, da war deen an der Moyenne iwwer 7%. En hätt, laut dem

Stabilitéitspakt, allerdéngs missen ënner 2% leien. Haut läit e bei iwwer 13%! Am Laf vun deenen zéng Joer do huet d'griichesche Gesamtschuld sech méi wéi verduebelt, fir dann elo e Gesamtstatsdefizit vun 160% vum PIB auszemaachen.

De Jean-Claude Juncker wusst dat dote schonn, huet en op d'mannst virun e puer Méint am „Quotidien“ gesot. En hätt et och ëmmer gesot, en hätt drop higewisen, mä et muss keen op e gelauschert hunn! De Wonsch, fir a Richtung vun engem groussen Euro ze goen, de Wonsch, fir méiglechst vill Länner mat eranzehuelen, de Wonsch, fir Griichenland, Spuenien, Portugal, Italien mat an den Euro eranzehuelen, muss zu deem Zäitpunkt also méi grouss gewiescht sinn, wéi d'Warnunge vun enger ganzer Rei vun wëssenschaftleche Sachverständ, an och wéi d'Vepflichtungen zu enger maximaler Transparenz.

Europa ass dee Moment awer och um hallwe Wee stoe bliwwen, well trotz engem groussen Euro, wou méiglechst vill Länner matgemaach hunn, et eben net zu enger grousser Solidaritéit tëschent deene Länner komm ass, wou jiddwereen eigentlech mat deem anere responsabel ass a jiddwereen deem anere seng Aktiounen och mat muss..., fir d'Konsequenze vu sengen Aktiounen och mat muss gruedstoen, mä wou awer eigentlech, wann et ëm d'Wirtschaftspolitik geet, ëm d'Finanzpolitik geet, jiddweree seng eegen Zopp doheem ka kachen.

Et ass also net zu enger méi wäit reechender politescher Unioun komm, et ass also net zu enger méi wäit reechender wirtschaftlecher Unioun komm, virun allem, wann et ëm eng gemeinsam Wirtschafts- a Finanzpolitik soll goen.

Déi maximal Äntwert, déi dee Moment méiglech war, war den europäesche Stabilitéitspakt, deen e klore Kader sollt setze fir déi eenzel Wirtschafts- a Finanzpolitiken, dee Limité sollt setze fir d'Statsdefiziter.

Mä haut wësse mer och, a mir mussen eis d'Fro stellen: Wat ass esou e Stabilitéitspakt wäert, wa beim Antrëtt an den Euro schonn eng Rei vu Länner déi Kritären net erfëllt hunn, wann am Laf vun deene Joren déi 3% Defizit-Limite méi wéi eng Kéier dépasséiert ginn ass, ouni datt et zu Konsequenze komm ass? An et sinn net nëmme déi Länner gewiescht, vun deene mer haut schwätzen, déi déi Limiten do dépasséiert hunn; et war entre-temps dann eben och eng Kéier Frankräich, et war eng Kéier Däitschland, wou dat de Fall war, ouni datt do agegraff ginn ass.

Et gesäit een, datt d'Europäesch Unioun sech d'Moyenen net ginn huet, fir genee kënnen ze kontrolléieren, an d'Suité waren dann och déi Trickserieien an déi Fälschungen, déi mer kennen.

Et gouf Warnungen och am Laf vun deene Joren do, virun allem dee Moment, wou d'Sanktionsmechanisme beim Dépassement vum Defizitkritär net ugewannt gi sinn. Beim franséischen a beim däitschen Defizit hunn der vill gewart: Wann dat dote Schoul mécht, da wäerten nach ganz vill anerer och nokommen a wäerten de Krunn erëm opdréien, wann et drëms geet, fir Dépensen ze maachen an d'Scholden einfach weiderlafen ze loossen!

Et si Warnunge ginn, déi gesot hunn: Mir kennen net e puer Zonen a Europa mat enger gemeinsamer Währung hunn, wou awer d'Inflatioun däitlech ënnerschiddlech ass. Mir kennen net bei enger gemeinsamer Währung an deene Länner e puer Zonen hunn, wou

d'Lounentwécklung däitlech ënnerschiddlech ass - déi méi schnell komescherweis a Südeuropa gaangen ass, wéi dann an Nordeuropa.

Et ass awer relativ einfach, dat muss ech zouginn hei, d'Feeler vu gëschter ze analyséieren, ze dokumentéieren a Virschléi dorauer ze zéien - dat ass deen einfachsten Deel vum Exercice sécherlech vun haut de Mëtteg. D'Erausfuerrunge vun haut sinn awer vill méi gewaltig. Et geet nach wie vor drëms, en Iwwergräife vun der Scholdekrise ze vermeiden, ze évitéieren, datt mer déi akut Situatioun, déi mer haut a Griichenland fannen, muer a Portugal, a Spuenien, an Irland, an Italien fannen. All déi Länner do sinn an de leschten Deeg an an de leschte Woche jo méi wéi eng Kéier genannt ginn, datt do Zweifel wieren.

Well wann et zu esou engem Iwwergräife kënn, da schwätze mer hei net méi nëmme vun engem zwee Prozentegen Undeel vum europäesche PIB, deen do betraff wier duerch eng Scholdekrise, mä wann zum Beispill e Land wéi Italien do wierklech a Schwierigkeete géif geroden, dat déi drëttréisste Wirtschaftskraaft am Euro ass, dann hätte mer sécherlech eng aner Situatioun, an d'Auswierkungen op déi gemeinsam Währung wieren nach eng Kéier vill méi gewaltig.

Den Zesummenhalt vum Euro ass sécherlech eng vun deenen anere Geforen dann och, déi momentan besteet. Et gëtt kee Fahrplan, fir aus dem Euro nees erauszekommen, et gëtt kee Fahrplan zréck zu anere Währungen, weder fir eng eenzel Währung, fir en eenzelt Land wéi Griichenland, nach fir aner Länner.

Woubäi ech awer momentan wëll soen, datt mer eigentlech, haut gekuckt - dat muss awer net esou bliwwen, mä haut gekuckt -, keng Eurokrise hunn. Den Euro ass stabil, virun allem, wann een e mam Dollar vergläicht. Elo wësse mer awer och, datt natierlech d'USA hir Problemer hunn, hir Defizit-Problemer hunn, hir Scholde-Problemer hunn a gradesou riskéieren, dann an d'Mille vun de Ratingagencen ze kommen, mat all deem, wat hannendrunhänkt, wéi esou munecht europäesch Land.

Mä mir mussen haut - a Gott sei Dank, nach kënnen mer vun enger Scholdekrise schwätzen, an eben net vun enger Eurokrise -, mä d'Eurokrise muss évitéiert ginn! Déi grouss Erausfuerrung ass dann, fir déi Scholdekrise do an deenen eenzelnen europäesche Länner ze bekämpfen.

Do läit dann eigentlech och den Iwwel, an et ass dat, wat mer am meeschte Suerge mécht: Wéi kréie mer et hin, déi betraffe Länner do erëm wirtschaftlech op eegestänneg Féiss ze setzen, wa mer gläichzäiteg eng Spuerronn no där anerer mussen lancéieren? Wéi gëtt an deene Länner do och d'Europäesch Unioun gesinn, wa vu Bréssel, zum Deel vun eis, vun aneren EU-Memberstate permanent eng Rei vun neien Oplage kommen, déi sécherlech indiquéiert sinn, mä déi natierlech an deene Länner ganz aneschters wäerte gesi ginn? Dat wäert sech och net nëmme positiv op d'Bild vun der Europäescher Unioun an deene betraffene Länner do auswierken.

An d'Fro: Wéi stabil sinn déi Demokratien an deene Länner?, där, mengen ech, och gestallt ginn, wann ee gesäit, wat fir eng Efforten déi Länner do mussen maachen, wat vun hinne verlaangt gëtt a wat fir eng Répercussiounen dat fir déi eenzel Leit an deene Länner och kann hunn. Et war jo scho méi wéi eng Kéier, datt et do héich hiergaangen ass op de Stroossen.

Sécherlech hunn déi Länner Feeler gemaach. D'Griichen hu getrickt, Bréssel gouf beduckt, Bréssel huet sech awer gläichzäiteg och beducktse gelooss. Och aner Länner sécherlech hunn ee Feeler gemaach: an den éischte Jore vum Euro vun deenen niddregen Zënsen ze profitéieren. Amplaz dovunner ze profitéieren, fir de Scholdenofbau an d'Weeër ze leeden, ass éischer gekuckt ginn, datt dee finanzpolitesche Spillraum, deen doduerjer fir déi Länner entstanen ass, benotzt ginn ass fir nei Dépenseprogrammer.

Et hätt éischer misse gekuckt ginn, Scholden ofzebauen. Et hätt éischer misse gekuckt ginn, sënnvoll vläicht an d'Zukunft ze investéieren. Do ass sécherlech net Griichenland eleng, déi dat falsch ugepaakt hunn.

An et ass versäumt ginn, an déi wirtschaftlech Substanz vun deene Länner kënnen ze investéieren, déi ze stäerken, déi opzebauen. A virun allem hu vun där doter Situatioun vum Euro bis ewell och déi méi entwéckelt Länner profitéiert, duerch hir Exportindustrie, duerch e grouse Marché, deen do opgaangen ass, duerch d'Méiglechkeet och, datt eng Rei vu Länner

mam Euro d'Méiglechkeet haten, eben och op Importproduiten aus aneren Euroländer kënnen zréckzegräifen.

Fir mech ass kloer, datt ouni wirtschaftlech Perspektiv fir déi betraffe Länner keen Auswee aus der Scholdekrise ze fannen ass. Länner, déi um Wee aus dem Defizit sinn - a mir hunn de Moien nach eng Kéier festgestallt, datt dat fir Lëtzebuerg gëllt; mir wëssen och, datt dat zum Beispill fir Däitschland gëllt -, déi hunn dee Wee jo net nëmme mat Spuerforté gemaach, déi hunn dee Wee virun allem mat engem wirtschaftlechen Opschwung gemaach, mat enger gudder Konjunktur. Nëmme mat Spuerforten erauszekommen, ass sécherlech ze schwéier a fir munecht wirtschaftlech méi schwacht Land einfach onméiglech.

Dozou mussen allerdéngs och déi betraffe Länner selwer bäidroen, duerch eng Hällewull vun den noutwendige strukturelle Reformen an deene Länner; andeems se sech attraktiv maache fir Privatinvestitiounen vu bausen; andeems se sech wirtschaftlech e Stéck méi opmaache wéi se dat haut sinn; andeems se weider op eng gudder Formatioun, virun allem fir déi jonk Leit, setzen; andeems se awer och attraktiv gutsch bleiwen, fir déi jonk Leit, déi gudder forméiert jonk Leit am Land ze halen, wou mer jo Dag fir Dag liesen an et heiansdo och mierken, wa mer engem hei an de Stroosse begeien, datt dat och net ëmmer selbstverständlech ass.

An esou enger ähnlecher Situatioun wier et virum Euro eigentlech aneschters gewiescht: E Land wéi Griichenland, mat enger eegestänneger Währung virum Euro, hätt ofgewäert. Et wier dozou komm, datt déi, déi griichesche Schold gehalen hätten an der griichescher Währung, eigentlech manner an hirer Landeswährung herno zréckkritt hätten, wat an deem Sënn och verkaaftbar gewiescht wier, well sech jo eigentlech duerch déi méi héich Zënsen do och dee Risiko, dee se op sech gelueden hunn, relativ gudder bezuele gelooss huet.

Déi Ofwäertung vun der Landeswährung hätt dann zu enger Verstärkung vun der Kompetitivitéit gefouert, hätt zu engem Ukuerbele vun der Exportwirtschaft gefouert a virun allem an deene Länner, déi dann e bësse méi mat Sonn geseent si wéi mir, sécherlech och dem Tourismus net schlechtgedoen.

Dat dote geet haut net méi. Haut, mat enger gemeinsamer Währung, ass eben deen dote Wee ausgeschloss. Dat, wat dann haut proposéiert gëtt, dat ass esou eng soi-disant virtuell Ofwäertung, déi esou ausgesäit, datt déi Länner dozou verdonnert ginn ze spueren, datt déi Länner gesot kréien, si missten hir Léin zréckschrauwen, datt se missten hir Sozialleeschungen zréckschrauwen, fir iwwert deen dote Wee dann déi Kompetitivitéit ze errechen, déi se virun iwwer eng Ofwäertung hätte kënnen fannen.

Mir wëssen awer - virun allem, well mer wëssen, wéi et an eisem Land heiansdo ass, wa mer dann nëmme iwwert den Index diskutéieren -, datt deen dote Wee a munecht betraffene Land vill méi e schwierige Wee ass an datt deen natierlech demokratesch vill méi schwéier ëmzesetzen ass an ze goen ass.

Ech bleiwen awer derbäi, datt eng Rei vu Spuerforté méiglech sinn an engem Land wéi Griichenland, dat, mengen ech, ouni deem Land ze no ze treden an ouni mech do a seng Politik wellen anzemëschen, awer vill ze héich Militärausgaben huet fir e Land, wat net akut bedroht ass, wou sécherlech nach Spuerpotenzial ass.

A Griichenland kéint een d'Steierrecetté sécherlech verbesseren, wann een e gerechten, och e performante Steiersystem hätt, wann een och déi Steieren, déi geschëllt wieren, géif andreiwen. Ech hunn de Moien nach eng Kéier gelies, datt de griichesche Premierminister elo op d'Iddi komm ass, fir Privatentreprisen ze chargéieren, Steiere vu senge Bierger a vu sengen Entreprisen anzudreiwen. Dat ass vläicht eng innovativ Iddi, iwwert déi ee vläicht laang misst diskutéieren, ob se dann elo richtig ass oder falsch, mä et weist awer, datt sécherlech do an deene Länner e grouse Problem och besteet, mä datt do awer och nach Marge de manoeuvre besteet, fir et besser ze maachen.

#### (Interruption)

Dann ass et déi vill diskutéiert Privatiséierung, déi, mengen ech, och Risike ka mat sech bréngen.





gen, gläichzäitig awer och eng Chance kann duerstellen. Wann d'Privatisierung intelligent ugaange gëtt, dann däerf et net en einfach Verselwere vum Tafelsilber sinn, mä da muss et, mengen ech, dozou féieren, datt mer duerch dee Schratt privat Kapital an dat Land erakréien. Da muss et dozou féieren, datt mer duerch dee Schratt do déi griichesche Economie méi performant kënnen opstellen, datt och duerch dee Schratt do se nei strukturéiert gëtt an international méi kompetitiv gëtt. Da kann et d'Initialzündung sinn, fir datt och an Zukunft nach privat Kapital aus dem Ausland an deem Land investéiert gëtt.

A bei aller Zréckhalung, déi ee sech och hei erëm eng Kéier, mengen ech, muss operleëen, wann een iwwer en anert Land schwätzt, mengen ech awer, datt et sännvoll wier, datt déi europäesch Länner sech do géife Gedanke maachen, wéi se Griichenland bei der Privatisierung, bei där ustehender Privatisierung kéinten énnert d'Äerm gräifen, net andeems gesot gëtt, dat dote muss un deen doten zu deem dote Präis verkaaft ginn, mä datt een awer dee Sachverstand, iwwert deen zum Beispill eng Europäesch Kommissioun verfügt an esou Dossieren, do zur Verfügung stellt, fir eng adequat Berodung kënnen ze maachen.

Wat kann Europa mittelfristeg maachen? Bon, fir d'Alleréischt, mengen ech, gëllt et, an der éischter Phas deene Länner de finanzpolitische Spillraum ze loosse, dee se net méi hunn, well se einfach momentan op de Kapitalmäert kee Geld méi zu vernünftigen Tauxe geléint kréien a se doduerjer riskéieren, ganz schnell an d'Situatioun vun der Zuelungsonfäegkeet ze kommen.

Ech hunn d'Impressioun, den Här Kartheiser...

► **M. le Président.**- Jo, den Här Kartheiser wëllt lech eng Fro stellen, Här Meisch.

► **M. Claude Meisch (DP), interpellateur.**- Selbstverständlech!

► **M. le Président.**- Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Ech hu mäi Knäppchen elo net hei. Ech weess net, ech hoffen, dat kann enregistriert ginn, well ech hunn elo keng Méiglechkeet, mäi Mikro unze stellen, et fonctionnéiert net. Geet dat?

**(Interruptions diverses)**

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Et ass gutt, mir héieren lech, Här Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Ma da sinn ech ganz frou, Här Bettel.

**(Hilarité)**

Här President, Merci, datt Der mer d'Wuert giit. Ech hunn elo nogeduecht, wou den Här Meisch geschwat huet. Den Här Meisch huet gesot, datt a Griichenland notament géif Potenzial bestoe bei de Militärausgaben, fir déi ze reduzéieren. Ech wollt den Här Meisch froen, wéi e sech dat virstellt, well ech mengen, mir sinn eis jo all hei bewosst, a wéi enger besonnescher Situatioun Griichenland ass, souwuel wat d'Agäis ugeet wéi d'Loftverletzung wéi déi onkloer territorial Revendicatiounen vun der Türkei an d'Sécherheitsgarantié fir Zypern.

Meng Fro un den Här Meisch ass: Wou mengt den Här Meisch, datt Griichenland ka Militärausgaben aspieren, a wéi soll dann d'Sécherheet vun der Region gewährleescht ginn, wann dat net méi vu Griichenland gemaach gëtt?

Merci.

► **M. Claude Meisch (DP), interpellateur.**- Ech wëll dem Här Kartheiser soen, datt ech weder de griicheschen Arméiminister nach de griichesche Finanzminister sinn an hei elo keng Propose ka maachen, wat fir eng Kasären datt sollte geschloss ginn an op wat fir eng Acquisitiounen datt do sollt verzicht ginn.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Claude Meisch (DP), interpellateur.**- Ech stelle just fest, datt fir e Land wéi Griichenland d'Militärausgaben am Verhältnis vun de gesamten Ausgaben extrem héich sinn, an ech mengen, wëssend, datt et eng Rei vu Konflikter ginn huet, déi nach net alleguerte bäigeluecht sinn, stellen ech net fest, datt Griichenland muer géif vun enger grousser Invasioun bedroht ginn.

► **Une voix.**- Richtig!

► **Une autre voix.**- Très bien!

► **M. Claude Meisch (DP), interpellateur.**- D'Invasioun an dat, wat Griichenland haut Problemer mécht, dat ass eben dat, wou mer haut de Mëtteg driwwer schwätzen. Dat sinn déi

Leit, déi keng Aarbecht hunn, dat sinn déi Jonk, déi keng Perspektiv hunn, an dat geet eis allequerten och hei eppes un. Dofir mengen ech, datt, wann en Effort do méiglech ass, da sollt deen och gemaach ginn. A wann ech vergläichen, wat déi griichesche Militärausgabe sinn, a wat se an anere vergläichbare Länner sinn, da sinn ech dovunner iwwerzeegt, datt do Efforten dra sinn.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **Une voix.**- Elo geet den Här Kartheiser erëm an d'Luucht.

**(Brouhaha et hilarité)**

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Ech hunn dat net héieren!

**(Interruptions et hilarité)**

► **M. Claude Meisch (DP), interpellateur.**- Kuerzfristeg ass et drëms gaangen, fir de Griichen e gewëssene finanzpolitische Spillraum ze loosse, dee se net méi haten, well se Scholden, déi se hu missen zréckbezuelen, erëm mat neie Scholden hu misse finanzéieren, wou d'Zëse méi héich waren, an doduerjer dach d'Situatioun vun der Zuelungsonfäegkeet ganz, ganz no komm ass.

Dofir waren Iwwerleungen, fir d'Scholden zu deenen identesche Konditiounen ze verlängere. Deelweis ass geschwat gi souguer vu bessere Konditiounen zu méi gönschtegen Zësen - sécherlech richtig, fir eben deem Land ze erméiglechen, aus der Zënsfal erauszekommen.

Domadder konnt déi sécher Statsfaillite évitéiert ginn, well d'Griiche momentan zu vernünftige Konditiounen eben net méi geléint kritt hunn, an et ass awer och Zäit gewonne ginn. Et ass Zäit gewonne ginn, fir datt virun allem déi, déi déi griichesche Statsschold halen, an dat si ganz vill Banken, an net nëmme griichesche Banken, ganz vill aner Banke queesch uechtert d'Welt, datt déi och Zäit hunn, fir sech ze restrukturéieren, fir eventuell Verloschter, déi dann op se wäerten duerkommen, duerch eng Réévaluation vun deenen Obligatiounen do, fir déi kënnen ze provisionéieren.

Domadder ass op jidde Fall e grouse Schratt gemaach gewiescht an enger akuter Situatioun, fir eng zweet Bankekris ze verhënneren, an et war richtig, dat als éischt Zil an der Nout dann unzestriewen.

D'Fro stellt sech awer haut a sécherlech och nach an nächster Zäit: Ka Griichenland mat enger gesamtstaatlecher Verschuldung vun 160% vum PIB jee aus där doter Situatioun erauskommen? Kënne se jee erëm eng Kéier op eegene Féiss stoen? Si se mat 160% Verschuldung vum PIB à même, muer, iwwermuer oder nach en Dag méi spéit nees selwer op de Kapitalmäert aktiv ze ginn an do Kreditter opzehuelen zu vernünftigen Zësen, déi hir Budgeten dann och kënnen hierginn?

Wa mer éierlech sinn, dann ass dat wuel kaum de Fall. Dat heescht dann awer och, datt nëmme doduerjer, datt d'Scholde verlängert ginn, nëmme doduerjer, datt mer aner Mechanismen - op déi ech nach wëll zréckkommen - en place gesat hunn, de Problem net definitiv wäert geléist sinn, an datt eng Émschuldung, e Scholde-Cut oder eng Émstrukturierung vun der griichescher Schold nach wie vor um Ordre du jour steet.

Et sinn eng Rei vun anere Modeller jo och schon applizéiert gi respektiv diskutéiert ginn, proposéiert ginn. Een dovunner war de Modell, deen de Jean-Claude Juncker, de Chef vum Eurogroup an d'Diskussioun bruecht huet vun de sogenannten „Euro-Bonds“, wou en Deel vun der Schold éischer iwwert dann déi europäesch Länner zesumme soll opgeholl ginn, wat erlaabt hätt, dann zu rasonabelen Tauxe kënnen ze léinen. Tauxen, déi fir Griichenland da méi gönschteg gewiescht wieren. Tauxen, déi natierlech awer och fir déi aner Länner méi ongönschteg gewiescht wieren.

Eng relativ rezent Iwwerleung aus deser Woch schéngt gewiescht ze sinn, datt de Rettungsfong, dee jo konstruéiert ginn ass, datt dee selwer sollt aktiv ginn a griesch Obligatiounen sollt zréckkafen, wat ee vläicht dann och als eng „bad bank“ vun der Scholdekrise kéint bezeichnen.

Tatsaach op jidde Fall ass, datt bei all deenen dote Mechanismen, vun deene mer schwätzen, déi am Raum stinn an och déi, déi schon applizéiert goufen, et esou ass, datt et wäert Répercussiounen hunn, datt et Répercussiounen op déi aner Länner wäert hunn, datt et och herno eis eppes wäert kaschten, datt et dee lëtzebuergesche Steierzueler, déi aner europäesch Steierzueler net wäert einfach indemne loosse.

Déi Garantien zum Beispill, déi mer ginn hu fir de Rettungsschiem, do wësse mer, datt et esou ass, datt mer déi haut honoréiert kréien, datt mer do haut déi Zënsdifferenz iwwerwise kréien. Mä wann awer eng Kéier de Fall antrëtt,

datt d'Griichen hir Schold wierklech net méi kënnen zréckbezuelen, wann et zu enger Émstrukturierung kënnt, da wësse mer awer och, datt do muss Geld an déi aner Richtung flëssen.

Mir hunn och festgestallt, datt d'Europäesch Zentralbank jo aktiv ginn ass déi lescht Méint, ganz vill griichesche Statstiteren als Garantie geholl huet, fir Banken neit Geld auszeléinen. Jo, och do erëm eng Kéier: Wann et zu enger Émschuldung kënnt, wann et zu enger Émstrukturierung vun der europäescher Schold kënnt, och da wësse mer, datt dat zu Defiziter um Niveau vun der Europäescher Zentralbank wäert féieren, déi dann och erëm eng Kéier répercutéiert wäerte ginn op d'EU-Memberlänner, also och op déi europäesch Steierzueler.

Hei sti mer also och alleguerten am Risiko. E Risiko, dee bis ewell op jidde Fall net komplett konnt évitéiert ginn.

Wichtig, mengen ech, ass et, och dat eng Kéier hei ze betounen. Et geet net duer, fir ze soen: „Momentan kréie mer déi Zënsdifferenz vun de Garantien, déi mer ginn hunn, iwwerwise.“ Mer mussen, mengen ech, awer och soen, wat de Risiko ass, wéi héich datt en ass a wat fir eng Zommen datt och eng Kéier Lëtzebuerg do riskéiert mussen bäizeleëen.

Ee Punkt, dee momentan ganz staark diskutéiert gëtt, dat ass de Rôle vun de Ratingagencen. Et ass net nei, datt dee Punkt diskutéiert gëtt. De Rôle vun de Ratingagencé war schonn à la une kuerz nom Ausbroch vun der Finanzkris. Deemools ass gemengt ginn, si wieren net streng genuch. Haut gëtt gemengt, se wieren eigentlech ze vill streng.

De Problem kënnt dohier, datt, wann et elo zu enger Émschuldung géif kommen oder zu enger Émstrukturierung oder nëmme zu enger Verlängerung vun der griichescher Schold, datt dat vun de Ratingagencé kéint als Ausfall vu Griichenland gewäert ginn. Vläch ass et och net ganz falsch; wann e Land seng Schold net méi kann zréckbezuelen, wann e Land do muss gehollef kréien derbäi, wann e Land seng Schold muss verlängert kréien, well et eben och keng nei Gelder méi geléint kritt, fir déi al Scholden zréckbezuelen: Jo, wat ass dat aneschters wéi eigentlech en Ausfall vun deem Land?

Wat bedenklech ass, ass natierlech, datt en Erosfette vum Rating vun engem Land direkt och zu deem féiert, wat dann eigentlech déi Ratingagencé do wollt feststelle respektiv prognostizéieren. An do muss ee sech da scho froen, wat dee ganzen Zirkus da soll, ob e wierklech hëllefreich ass?

Eng aner Fro ass déi vun deenen dräi führende Ratingagencen, déi jo eigentlech gedroe gi vun der amerikanescher Finanzindustrie: ob et do gutt ass, datt mer der nëmme dräi hunn. Ob et gutt ass, datt se alleguerten aus den USA kommen. Ob et gutt ass, datt se eigentlech Interessien och an der Finanzindustrie selwer, op d'mannst indirekt, hunn. Mä och dat do, d'Äntwert drop wier: ob et eng europäesch Ratingagencé wier, wem déi énnestallt wier, wat fir eng Interessien datt déi am gegebene Fall hätt, och an enger ganz konkreter Situatioun wéi där, déi mer momentan an der Scholdekrise erliwien, dat bleift nach alles ze diskutéieren.

Ech mengen, datt dat e Punkt ass, wou sollt driwwer nogeduecht ginn. Ech mengen op jidde Fall awer net, datt et zu esou einfache Solutiounen soll féieren, wéi mer se am Laf vun deser Woch och héieren hunn. Déi eenzeg Schold hei bei de Ratingagencen ofzeleëen; ech mengen, datt dat et sech dach e bëssen ze einfach gemaach ass an datt dat riskéiert, vun den eigentlechen Ursaache vum Problem ofzelenken. Gelift?

► **Une voix.**- Wat ass dann Är Meenung, Här Meisch?

► **M. Claude Meisch (DP), interpellateur.**- Ech hu gesot, datt een iwwer eng europäesch Agence kéint nodenken. Ech hunn awer Bedenken doriwwer, wann dat eppes wier, wat vun der europäescher Politik géif geschafe ginn, aus der Daf gehuewe gi quasi, an dann och weider vun der europäescher Politik géif suiivéiert ginn. Wéi soll een do d'Onofhängegkeet am Fall vun enger Scholdesituatioun vun engem europäesche Memberland da wierklech garantéieren, wann et esou ass, datt een eigentlech dann do sech selwer erëm eng Kéier misst kontrolléieren?

Dofir sot ech: „Kommt, mir denken doriwwer no.“ D'Ratingagencé waren net „helpful“ an deemem Fall. Si waren net „helpful“, well dat, wat se prognostizéiert hunn, direkt agetratt ass duerno. De Mechanismus ass awer esou, mä ech mengen, datt mer nach kee bessere bis ewell do fonnt hunn. Do sinn eng Rei vu Reflexiounen noutwendeg.

An, nach eng Kéier: Eenzeg an eleng just mam Fanger op d'Ratingagencen ze weisen, dat fanen ech dach hei ze kuerz gesprongen.

Mittelfristeg, mengen ech, sollte mer alles dru setzen, fir ähnlech Situatiounen ze évitieren, fir wierklech aus där heiter Situatioun ze léieren, fir kloer Regeln ze definéieren, eis d'Moyenen ze ginn, déi dann awer och ze kontrolléieren an dann awer och - onofhängeg dovunner, wien da betraff ass - kënnen ze sanktionéieren.

An déi kloer Regele sinn einfach, ganz einfach. Se si quasi banal: Ech kann net op Dauer méi Geld ausgi wéi ech erakréien. Ech muss Scholden zréckbezuelen, déi ech maachen. Wa jiddweree sech un déi Regele bis ewell gehalen hätt, da wiere mer net an deser Situatioun!

Mittelfristeg awer gradesou wichteg sinn déi wirtschaftlech Perspektive fir Südeuropa. Mir däerfen net drop drécken, datt déi Länner sech kapott mussen spieren. Mir mussen alles maachen, fir datt si och e Stéck méi attraktiv gi fir Privatinvestitiounen vu bausse. Och do muss Innovatioun gefördert ginn. Mir mussen kucken, datt si hir Röll fannen an enger gesamteuropäescher Wirtschaftskette, datt och si vun deem, wat u Plus-valuë geschafe gëtt hei an Europa, hiren Deel dozou kënnen bei ganz, ganz prezise Produktkette bäidroen.

Dat kënne mer net nëmme vu bausse maachen. Do si grouss Ustrengungen an deene Länner selwer noutwendeg. Déi éischt Virussetzung natierlech: datt Privatinvestitiounen vu bausse erakommen. Dat sinn och zolid Statsfinanzen. Et sinn transparent Marchéen, déi net ëmmer an iwwerall gi waren. Et ass eng performant Infrastruktur.

Et ass sécherlech och eng aner Form vu Governance. Wa Griichenland net à même ass, fir en Deel vun deenen europäesche Strukturfonnen, déi hinnen zougeschwat ginn, ofzeruffen, well se net eege Projete kënnen entwéckelen, op d'Féiss setzen, fir da vun deenen europäesche Gelder, déi do waren, déi reservéiert si fir se, fir déi da kënnen ofzeruffen, dann huet dat Land sécherlech och e Problem mat senger eegener Governance.

Tatsaach op jidde Fall ass, datt jo mat Tourismus an Oliveneuelech et sécherlech net duergeet an datt mer wäerten enger fragil Konstruktioen als Euro behalen, wa mer an där Eurozon do, wirtschaftlech gesinn, wierklech an zwee Tempoen énnertwee sinn. Südeuropa hëllef, nees op d'Féiss ze kommen, datt ass dann och dat, wat mer eis och hei missten als Missioun operleëen. Aneschtens, fäerten ech, wäert et net goen. Aneschtens wäerte mer och kee stabilen Euro op Dauer kënnen behalen.

An och déi aner europäesch Länner kënnen vun deem Prozess do profitéieren. E stabilen Euro fir d'ganz Eurozon, also och fir Lëtzebuerg, ass e Plus fir eis Economie. E stabilen Euro a stabil Länner am südeuropäesche Raum, datt ass am Interessien och vun eise Banken. Stabilitéit an deene Länner ass och am Interessien vun eise Betriber, virun allem och vun eisen Exportbetriber. Wann déi Länner do wirtschaftlech op de Féiss stinn, dann ass déi wirtschaftlech Zesummenaarbecht och e Plus fir déi mittel- an nord-europäesch Länner.

Et kann och nëmme bénéfique si fir déi politesch Stabilitéit an deene betraffene Länner. Wa mer Situatiounen op Dauer behalen, datt 50% - 50%! - vun deene Jonken ouni Aarbecht sinn an deene Länner, da solle mer net mengen, datt esou d'politesche Stabilitéit op Dauer ze gewährleisten ass. Do ass en enorme politesche Sprengstoff, dee bis ewell nach net kontrolléierbar ass. An et ass einfach och eng Virussetzung, fir datt déi ganz Europäesch Unioun no deser Krisituatioun eng nei Zukunftschance kritt, wa mer et net fäerdeg bréngen, datt souwuel Nord- a Südeuropa an engem dach vergläichbare wirtschaftlechen Tempo kënnen an d'Zukunft fueren.

Gëtt et aner Alternativen? Wieren aner Alternativen nach ginn, betraffe Länner aus dem Euro auszuschléissen? Et konnt kee mir op jidde Fall bis ewell erklären, wéi dat géif goen. Wéi d'Scholdekrise fir dat Land dann évitéiert géif ginn, konnt och nach kee mer erklären, well et jo esou ass, datt déi Länner momentan hir Scholden an Euro hunn. Wa se géifen eng ege Währung erëm maachen, déi dann dramatesch géif ofgewäert ginn, misste se jo nach vill méi eigentlech vun der eegener Währung op den Dësch leeën, fir deier Euroen ze kafen, fir dann hir Euroschold kënnen ze rembourser.

Och deen Zeenario, fir datt ee Land, vläch et puer Länner, aus dem Euro géifen ausscheren, a mir hätten herno nach e Käreuro oder en Nordeuro - ech weess net, ob et e gudde wier fir déi verbleiwend Länner am Euro. Et géif sécherlech zu enger Ofwärtung vun deenen neien individuelle Währungsfeieren a gläichzäitig zu enger Opwärtung vun deem, wat mer als verbleiwenden Euro da géife bezeichnen.

Eng däitlech Opwärtung heescht dann awer och eng Rei vu Problemer fir d'Exportindustrie,





déi op Dauer och schiedlech wiere fir déi ganz wirtschaftlech Situatioun an deene Länner, déi dann nach an deem Euro do wieren. D'Schwäiz muss momentan wierklech Ustrengunge maachen, fir mam héije Schwäizer Frang eens ze ginn. Déi Schwäizer Zentralbank huet daitlech missen intervenéieren. An esou Interventioune wäerten och net op Dauer méiglech sinn. A wann deen héije Schwäizer Frang nach laang Zäit wäert unhalen, da wäert et sécherlech och an der Schwäizer Exportindustrie deen een oder deen anere ginn, deen dat net oui Schued wäert iwwerstoen.

Et gëtt an esou Fäll wéi deenen heiten ebe kee konkrete Modell. Et kann een net hei an d'Léiberbicher kucke goen a kucken ënner Kapitel 7.3, wat een do mécht. Et gëtt keng Prezedenzfäll. Dofir, mengen ech, sollt ee sech un eng Rei Grondprinzipien orientéieren.

Een dovunner hunn ech genannt. Dat ass nämlech, an enger éischer Phas Zäit gewannen, fir en Dominoeffekt ze verhënneren. Et dierf hei net zu engem zweeten „Lehman Brothers“ kommen. Mir dierfen hei net einfach emol teste goen, sou wéi an Amerika gestest ginn ass: Wat geschitt dann, wann eng grouss international vernetzte Bank an d'Faillite geréit? Packe mer dat? Packe mer dat net? Mir dierfen hei net higoen a soen: „Wat geschitt dann elo, wann en Euroland an d'Faillite geréit. Packe mer dat? Packe mer dat net?“ Mir wëssen haut besser wéi nach virun dräi Joer, datt d'Konsequenzen enorm wieren an desastréis kéinte sinn.

Mir wäerte mëttelfristeg net laanscht eng Ëmstrukturéierung vun der Schold kommen. Ech gehéieren och do zu deenen, déi soen, datt ee muss déi, déi d'Schold gehalen hunn; déi, déi an Obligatioune - griichesche Obligatioune oder vun anere Länner - investéiert hunn; déi, déi awer och do vun héijen Zënse profitéiert hunn an déi Zënse gären a Kaf geholl hunn als Contrepartie zu deem Risiko, dee se dann och matgedroen hunn, jo, datt och déi awer net dierfen déi sinn, wou anerer herno dann - notamment déi europäesch Staaten an europäesch Steierzueler - fir se mussen asprangen!

Et kann net esou sinn, datt eben nëmmen op där enger Säit een e Risiko op sech hält, an am Fall, wou et gutt geet an ech da Gewënn gemaach hunn, deen a meng eegen Täsch stiechen, an dann, wann et schifgeet, ruffen, datt iergende Land mam Steierzueler, mat der Force vum Steierzueler mech soll aus der Patsch eraus rette kommen.

Dofir, mengen ech, sollen och déi, déi d'Schold halen, participéieren, virun allem och, wann ee gesäit, wat an der leschter Woch lass war, wou ganz vill Banken hir griichesche Statistitäre verkaf hunn, virun allem u Spekulant, déi se elo ganz niddreg akaf hu mat vläicht 50% vum Nominalwäert. Loosse mer e Beispill emol eng Kéier duerchrechnen: Wann et dann zu enger Rettungsaktioun kënt an dann de Wäert nëmmen op 75% vum Nominalwäert géif eropgoen, dann hätten déi mat hirer Interventioun e Benefiss vu 50% gemaach op där doter Operatioun.

Ech mengen, och dat soll e Grond sinn, datt mer déi, déi d'Schold halen, sollen an där enger oder anerer Form mat participéiere loos-sen.

Kloer Regele fir d'Zukunft sinn deen anere Grondprinzip; Hëllef fir déi wirtschaftlech an och déi demokratesch Stabilitéit an deene be-treffene Länner. Ech mengen awer och, datt mer hei de Steierzueler sollte kloer soen, wat op eis duerkënt, wat fir e Risiko datt mer schonn agaange sinn a wat dann eventuell am Fall, wou eben net alles riicht ausgeet, muss vun eis och u Geldmëttel da wierklech op-bruecht ginn.

Da mengen ech awer och, datt déi Politik, déi mir maachen als Lëtzebuurger Land, als aner Länner, datt déi och hei an dese Länner demo-kratesch muss legitiméiert sinn. Mir hunn dat richtig gemaach, wat de Rettungsschiem ubelaangt. Do hu mer hei an der Chamber e Gesetz gestëmmt. Mir hunn doriwver de-battéiert, an et war eng large Majoritéit, déi deem Gesetz d'Zoustëmmung ginn huet.

Dee Risiko, dee mer momentan ginn, well zum Beispill d'Europäesch Zentralbank griichesche Statsobligatioune a Garantie geholl huet, do gi mer e Risiko an, well wann déi Stats-obligatioune net méi ganz zrëckbezuelt ginn, da féiert dat zu engem Defizit vun der Zentral-bank, deen dann och de Lëtzebuurger Steier-zueler zum Deel mat muss iwwerhuelen. Dat ass eng Method, déi eben net demokratesch legitiméiert ass, well d'Décisiounen net hei am Parlament konnte falen.

Mä ech mengen, datt mer awer dofir mussen gréisst Transparenz gëlle loos-sen an datt mer Weeër mussen fannen, fir datt och déi doten In-terventiounswëeër, wou finalement de Steier-zueler nach de Risiko muss droen, demo-kratesch legitiméiert sollte sinn.

Dann, wann déi Situatioun do sech berouegt sollt hunn - ech hoffen, datt et net méi allze laang wäert sinn -, mengen ech, mussen mer och erëm eng Kéier an eng Welt zrëckkommen, déi no ganz normale Prinzipien fonctionnéiert: an eng Welt, wou eng Bank, wa se schlecht ge-schafft huet, och ka faillite goen; an eng Welt, wou e Land dann, wann et sech ze vill Schol-den oppeluecht huet, dann, wann et mat deem Geld dat Falscht gemaach huet, och ka faillite goen.

Dat ass keng Wonschvirstellung, mä dat sinn awer ganz normal Regeln. Well et kann op Dauer eben net esou sinn, datt jiddwereen emol einfach Geld ophëlt, datt jiddwereen emol einfach spékuléiere geet, datt jiddwereen emol einfach probéiert, an am Fall, wou et gutt geet, de ganze Benefiss dovunner astécht, an am Fall, wou et schlecht geet, da ganz schnell nom Stat oder no engem Stateverbond rufft, fir da fir d'Defiziter opzecommen.

Dat ass op jiddwer Fall net esou, wéi ech mer eng fonctionnéierend Maartwirtschaft op Dauer virstellen. An der Maartwirtschaft ass de Prinzip vun der Faillite och en Element doranner. Dofir mussen mer ebe kucken, datt mer weiderhin dru schaffen, déi systemesch Risiken ofzebauen, datt mer net herno a Situatioune sinn, datt, wann ee Land géif ausfalen, oder datt, wann eng Bank Schwierigkeeten hätt, et dann e Flächebrand géif ginn.

An där Situatioun si mer haut nach net. Mä fir zrëck an eng normal Welt ze kommen, wou deen, dee Risiken iwwerhëlt, och muss gru-edstoe fir déi Risiken, déi en iwwerholl huet, mussen mer kucken, weiderhin déi systemesch Risiken ofzebauen.

Mam Vote virun enger Rei vun Deeg vum griichesche Parlament zum Spuerplang, dee jo knapp ausgegangen ass, mä trotzdem positiv ausgegangen ass, hu ganz vill Commentateure gesot, Griichenland ass gerett bis de Sep-tember. Ech fäerten och, datt dat heiten net déi lescht Debatt an deem Haus ass. Ech fäerten och, datt mer nach méi wéi eng Kéier hei zu Lëtzebuerg, um europäesche Plang a vläicht och doriwver eraus eis mussen Gedanke maachen, wat mat Griichenland, wat mat anere Länner geschitt, wat mer an deser Scholdekrise maachen a wat deen nächste Schratt ass, deen ze maachen ass.

Ech hoffe just net, datt et eis geet wéi dem Si-syphus, deen all gudden Dag erëm eng Kéier sai Steen eropgerullt huet an e moies erëm ënen um Fouss vum Bierg erëmfonnt huet. Ech hoffen net, datt mer am September erëm hei zesummekommen an da mussen feststellen, datt déi Efforten, déi momentan gemaach ginn, fir aus der Scholdekrise erauszekommen, alle-guerten ëmsoss waren, an datt d'Situatioun sech vläicht nach eng Kéier verschlechtert huet.

Mir kréien d'Vertrauen an Europa nëmmen dann, mir kréien d'Vertrauen an den Euro och nëmmen dann, wa mer - jo! - och als euro-päesch Länner eng zolidd an eng gemeinsam Strategie hunn, fir deser Scholdekrise Meeschter ze ginn. Déi Strategie konnt ech bis ewell an all hire Konturen nach net entdecken. Dorunner muss nach geschafft ginn.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Meisch. An als nächste Riedner ass den honorabelen Här Thiel agedroen. Här Thiel, Dir hutt d'Wuert.

**Débat**

► **M. Lucien Thiel (CSV).** - Merci, Här Pre-sident. Kolleginnen a Kollegen, no villem Ge-deessems gouf d'lescht Woch jo eng weider Hëllefstranche fir Griichenland fräigemaach, mat där sech dat Land, dat um Bord vun der Faillite ass, fir déi nächst Méint, op d'mannst fir déi nächst Méint iwwer Wasser hale kann. Vun deenen 110 Milliarden Euro, déi de Griichen am Kader vun der grousser Rettungsaktioun vun EU a Währungsfong an Aussicht gestallt gi sinn, goufen zwielef Milliarde labber gemaach, nodeems d'Parlament zu Athen sech zu wei-deren drastesche Spuermoosname bereet erkläert hat. Ouni déi Finanzsprëtzt wier Griichenland deser Deeg net méi amstand gewiescht, senge Verflüchtunge vis-à-vis vum Ausland nozekommen - dat heescht, seng Scholden zrëckbezuelen -, a wier domat de facto faillite gewiescht.

Mä wat heescht dat fir e Stat, deen enger land-leefeger Meenung no als souverän Entitéit ei-gentlech guer net faillite goe kéint, well hien ëmmer erëm op seng Steierzueler zrëckgräife kann?

Dat stëmmt an der Theorie. Mä déi Rechnung geet spéitstens dann net méi op, wann näischt méi beim Steierzueler ze huelen ass, well d'Wirtschaft am Eemer ass. Da kann och de

Stat senge Verflüchtungen am Land selwer net méi nokommen a keng Paien a keng Pen-siounen u seng Statsdänger méi bezuelen. Dat wier grad a Griichenland mat sengem krass i-werdimensionéierte Statsapparat en Drama a géif wuel direkt an e Biergerkrich féieren. An un deem war d'Land jo scho ganz no an deene leschte Wochen drun, wéi et ëm d'Spuermoosname goung, déi der Regierung vun hiren auslännesche Créancierien opge-zwonge goufen.

Déi zwielef Milliarde goufen eréischt fräi-gemaach, nodeems d'Parlament zu Athen mat enger hauchdënner Majoritéit - dat ass elo grad gesot ginn - déi Oploe vun der EU a vum IWF akzeptéiert hat. D'griichesche Regierung hat sech iwwert déi Spuermoosnamen eraus, déi se scho virun drun zougesot hat, wéi se déi éischt Finanzhëllef erkaaft hat, dozou engagéiert, wei-der 28 Milliarde bis 2015 anzespuren - wat net näischt fir e Land ass, dat ausser dem Tou-rismus kaum Ressourcen huet.

An domat net genuch huet, Athen och missen akzeptéieren, een Deel vum Statsbesëtze ze pri-vatiséieren, wat weider 50 Milliarden an déi ei-del Keess bréinge soll. Och déi Moosnam wërft eng Rëtsch vu Froen op, déi nach net be-äntwert sinn.

Op där enger Säit ass d'Skepsis grouss, datt mam Verkaf vu staatlechen Immobilien, wéi zum Beispill deem alen Athener Flughafen oder dem Schëffshafe vu Piräus, all déi erhoffte Mil-liarden ze louse sinn, well d'Clienté fir esou Sol-dekeef an engem kranke Land éischer denn uechtert d'Welt geséit sinn an dofir d'Präisser séier am Keller wäerte sinn.

Op där anerer Säit wäert d'griichesche Vollek kaum zouloossen, ka kaum zouloossen, datt sai Statsbesëtze verschierbelt gëtt, datt d'Milliardäre sech seng Inseln ënnert den Nol räissen an datt en Ueelscheich sech d'Akropolis keeft. Vum Widerstand vun de Gewerkschaften net ze schwätzen, wann et un d'Privatiséierung vun deene sëlliche Statsbetriber geet.

Dat alles ass also nach net gelaf. Och net déi Participatioun vun de private Créancierien, meeschtens Banken, un der Rettungsaktioun, déi méi oder wéineger fräiwëlleg gezwonge sech d'lescht Woch bereet erkläert hunn - méi oder wéineger bereet erkläert hunn -, hiren Deel bäizedroen.

Dat soll jo iwwer en zimlech komplizierten Ëmscheldungsmodell geschéien, deen d'Fransouse virgeschloen hunn - hir Banke si schliesslech mat 96 Milliarden dee gréisste Créancier a Griichenland - an deen zimlech kri-tesch vun den Experté bewäert gëtt, well hien um Enn méi virdeelhaft fir d'Banke wéi fir d'Griiche kéint sinn.

Dobäi riskéiert déi ganz opwendeg an deier Rettungsaktioun nuren d'Wierkung vun enger Drëps op e gliddege Steen ze hunn. Well hei gëtt just e Land fir den Ament, dat heescht fir déi nächst dräi, véier Méint, virun der Faillite gerett. D'Ursaachen awer, déi Griichenland do-hinner bruecht hunn, wou et haut ass, sinn do-mat nach laang net eliminéiert. Et wäert nach Joren, wann net Jorzéngten daueren, bis datt d'Griichen aus dem Schneider sinn. Datt si dat net eleng aus eegener Kraaft fäerdeg bréngen, ass kloer. Dofir gouf jo de Rettungsprabbeli er-fonnt an dofir krute si déi Päerdskur verschriw-wen, déi anerer sech kaum gefale gelooss hät-ten.

Mä domat ass et net gedoen. D'Griiche mussen och verstoen, datt si selwer, an zwar si als Aller-éischt, schold un deem Misär sinn an datt a leschter Instanz si selwer derfir ze suergen hunn, datt op laang Siicht hiert Iwwerliewen assuréiert gëtt.

Mä et geet hei scho laang net méi nëmmen ëm Griichenland. Et geet och ëm Portugal. An ëm Spuenien an ëm Irland. A sait deser Woch erëm Italien, wat um wackelen ass.

**(Interruption)**

Well dem Här Berlusconi sai Land - ëmmerhin déi drëttréist Wirtschaftsmuecht an der Euro-zon - an deenen nächste Méint 130 Milliarden op den Dësch biederere muss, fir senge Finanz-verflüchtungen nozekommen, an d'Finanzmäert drun zweifelen, datt Italien dat am Ablack stemme kéint, ass net méi ausgeschloss, datt do en neie Client drop waart, ënnert de Prab-beli ze kommen. Wann dat awer sollt de Fall sinn, da wieren déi 120 zousätzlech Milliarde Garantien, déi elo fir Griichenland an d'A ge-faasst ginn, Peanuts am Verglach zu deenen 1.300 bis 1.500 Milliarden, déi da fälleg géifen.

Här President, Kolleginnen a Kollegen, well esou vill Suen am Spill sinn, kann a muss d'Roll, déi Europa an deem Ganzen ze spillen huet, an der Zäit limitéiert sinn, an der Hoffnung, datt d'Finanzmäert sech endlech vun der Soliditéit vum Euro iwwerzeege loos-sen a mat hirer wël-ler Spekulation géint eenzel Länner an der Eu-rozon ophalen.

Déi Roll, déi Europa ze spillen huet, erënnert iergendwéi un dat, wat nom Zweete Weltkrich geschitt ass, wéi mat Hëllef vun den Amerika-ner an hirem Marshallplang eisen zerstéierte Kontinent erëm opgebaut ginn ass. Dës Kéier sinn d'Mëttelmierlänner an enger ähnlecher Si-tuatioun wéi deemools Westeuropa. An d'Roll vun den USA huet d'Europäesch Union ze i-werhuelen.

Et ass dofir scho méi wéi traureg, wa gewëssen EU-State sech elo aus där Solidargemeinschaft, déi jo eng Währungsgemeinschaft ëmmer ass, verabschiede wëllen, well si an d'Keess gebiede ginn.

Eis däitsch Noperen zum Beispill schénge ver-giess ze hunn, datt kee méi vun der euro-päescher Währungsunion profitéiert huet wéi si. Wéi wiere se soss zum Exportchampion ginn? A si gi mam schlechte Beispill vir, elo, wou et gëllt, Solidaritéit spillen ze loos-sen.

Op eemol entdecken angeblech gescheit Leit, datt laut Lissabonner Vertrag eigentlech keen EU-Land deem aneren aus der Schold eraus-hëllefën dierf. Dofir gi se da bis virun hiert Ver-fassungsgericht, dat jo eigentlech nëmme fir d'Inlandsrecht zoustänneg ass, fir mat hirer ju-ristescher Hoerspléckerei Recht ze kréien. Dat ass lamentabel, an et wier un der Politik, fir géint déi europafeindlech Stëmmung, déi do-mat am Land geschafe gëtt, unzegoen an de Leit kloerzemaachen, datt Europa net nëmmen do ass, fir datt een dovou profitéiere kann, an datt et net geet, datt ee sech aus dem Stëbs mécht, wann et ëm d'Bezuele geet.

Wien nach net verstanen huet, datt Griichen-land retten - egal wéi retten - och heescht, den Euro ze retten, an datt dat um Enn erëm eng Kéier heescht, iwwerhaupt Europa ze retten, deem ass wierklech net méi ze hëllefën! Och, wann hien nach esou vill Dokter- a Professerti-tele ronderëm sech spadséiere féiert.

Här President, ee vun de Grënn, firwat am Mo-moment déi iwwerzeegten Europäer - een dovun ass jo de Chef vun der Eurozon, dee mer gutt kennen - sech esou an d'Geschir geheien, fir Griichenland an déi aner Failliteskandidate ron-derëm d'Mëttelmier ze retten, ass och d'Ustiechungsgefor, déi vun deene Kranken ausgoe kann.

Iwwert déi dramatesch Rettungsaktioun fir Gri-ichenland ware scho bal déi aner Länner op der Intensivstatioun a Vergiess geroden. Dobäi sinn d'Spuenier an d'Portugisen an neierdëngs och d'Italiener nach laang net aus dem Schneider. A souger d'Iren, vun deene scho gesot gouf, si wiere spéitstens an zwee Joer iwwert de Bierg, dat heescht, an zwee Joer wiere se erëm amstand, sech zu normale Konditioune un Maart ze finanzéieren, hu virgëschert erëm eng gewéitscht kritt, wéi se vu Moody's nach eng Kéier erof-„gerate“ gi sinn.

D'Contagiounsgefor an der Eurozon ass esou laang net gestoppt, wéi monter weider iwwer e Kollaps vun der Währungsunion a vum Euro droplassspekuléiert gëtt, an esou laang d'Finanzmäert méi op d'Ratingsagencé wéi op d'Politik lauschteren.

Entre-temps hu mer jo agesinn, datt et e grouse Feeler war, fir deenen dräi amerika-nesch „Rater“ den Terrain komplett ze i-werlooosen an et esou wäit kommen ze loos-sen, datt si ganz eleng de Reen an d'gutt Wieder op de Finanzmäert maachen. Well kënne anere wéi si entscheet doriwver, wie wéi vill Zënse op senge Kreditter bezuele muss; wat bei deenen Zommen, déi hei um Spill stinn, grad fir déi Länner net näischt ass.

Elo, nodeems de Portugisen an den Iren hir Em-prunten op den Niveau vun „Junk-Bonds“, dat ass e Fachausdrock fir Schrott, erfogestuuft gi sinn, si se zu Bréissel erwächt a si hunn deenen dräi „Rater“, deenen dräi groussen „Rater“ - well et gëtt och anerer - de Krich erkläert. Dat soll dann esou ausgesinn an der Realitéit, datt an Zukunft Länner, déi ënnert de Rettungsprab-beli geholl ginn - oder um Wee dohinner sinn -, net méi dierfen „gerate“ ginn.

Hei hu mer et vläicht, an dat ass en Hoffnungs-schimmer, mat deem éischte konkrete Versuch vun der Politik ze dinn, fir endlech erëm d'Iwwerhand iwwert d'Finanzmäert ze kréien, déi hinnen an de Jore virun 2008 total aus den Hänn gerutscht waren. Mä et ass, wéi gesot, nëmmen den Ufank, an eng Garantie de bonne fin fir dee Virstouss gëtt et leider och nach net.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Thiel. Als nächste Riedner ass den Här Bodry agedroen. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.



► **M. Alex Bodry** (LSAP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kollegeen, et ass, mengen ech, no villen Zuelen an Aussoen, déi scho vun de Virriedner gemaach gi sinn, vläicht gutt, wann ee versicht, dat Ganzt, déi ganz Situation ronderëm Euroland a ronderëm Griichenland vläicht och bildlech ze ëmschreiw.

Den Androck, deen een ëmmer méi huet, nach verstärkt duerch déi Diskussiounen och an deene leschten Deeg, dat ass deen, dass d'Euroland krank ass, dass mer et mat engem risege Lazarett ze dinn hunn, wou Griichenland an der Intensivstation läit, wou Irland, Portugal ënner Perfusion stinn an aner Spidolsbetter scho preparéiert sinn. Si waarden op de Patient Spuenien, op de Patient Griichenland (veuillez lire: Italien), jo anscheinend - gëtt behaapt - och d'Belsch wier schon op der Waardlésch.

Deene Patiente geet et schlecht. Dobäi sinn d'Ursaache vun der Kränkt bekannt, och wa se net iwwerall déiselwecht sinn. Mä iwwert d'Heelungsmethode besteet Oneenegkeet, Oneenegkeet bei deem medezinesche Personal, dat bei de Patienten um Bett steet. Do gëtt et Adepte vun den doucen Heelungsmethoden, et gëtt déi vun der staarker Medezin. An och iwwert d'Verhënnerung vun enger Verbredung vun der Krankheet gëtt tëscht den Dokteren an der Eurozon ganz hefteg gestriden, an dat och an aller Öffentlechkeet.

D'Gefor vun enger Ustiechung ass also haut net ewech. An dobäi kënnt nach derbäi, dass déi medezinesch Experte vu baussen, déi berühmterüchtert Ratingagenturen, all Heelungsprognosticë vun den Dokteren ëmmer erëm a Fro stellen a mat ganz pessimistesche Liewensprognosen doruechter lafen.

Euroland ass mat enger Kris vun de Statschold konfrontéiert, déi sech keen nach, mengen ech, virun zwee Joer hätt kënnen an deem doten Ausmooss virstellen. D'EU brauch also, dat kéint scho bal eng Konklusion sinn, d'EU brauch méi wéi jee eng staark politesch Féierung, fir an esou Krisenzäite kënnen ze reagéieren, anstatt en Hin an Hier, dee sech iwwer laang Méint hinzitt. D'EU brauch eng iwwerzeegend gesamtheetlech Äntwert op de Phenomeen vun der Zahlungsfäegkeet vun eenzelnen europäesche Länner oder e Risiko dovunner, an d'EU brauch sécherlech och eng Preventiounspolitik an deem dote Beräich.

Dës Problematik gëtt sécherlech net vereinfacht doduerjer, dass mer et hei mat engem Domän ze dinn hunn, wou op där enger Säit et eng ganz Rëtsch vu sachlechen Objektiv, rationell novollzëibaren Elementer an der Diskussioun gëtt, mä awer och ganz vill Elementer, déi éischer am Beräich vum Irrationellen unzesiedele sinn.

Mir hunn et hei sécherlech och mat Froe vu Vertrauen ze dinn. Mir hunn et awer och sécherlech mat Froe vu Spekulation ze dinn. Spekulation, an dat huet och den Interpellant nach gewisen am Beispill vu Griichenland, déi monter elo och weidergeet, déi monter erëm amgang ass, déi elo opgebaut ass op de Verkauf, den Akaf an de Verkauf vu Statsobligatiounen. Spekulation, déi zu engem gudden Deel och eigentlech d'Ursach ass vun deem ganze Misär. Zumindest huet dee Phenomeen zu enger däitlecher Verschlechterung vun der Situation bägedroen.

Duerfir mengen ech, dass des Kris och eppes erëm eng kéier däitlech mécht - dat ass schon duerch d'Finanzkris vun 2008 kloer ginn -, dat sinn d'Onzulänglichkeeten, dat sinn zum Deel och d'Perversitéite vun dem liberale kapitalistesche System.

Eenzel Eurolänner weisen, dat ass kloer, ze vill héich Statscholden aus, deelweis - mä net ëmmer - gekoppelt och mat engem ganz zolitte Statsdefizit, déi hiren Handlungs- an Zahlungsspillraum verengen. Mä dach awer ass et wichtig - ech mengen, mir sollten hei net nëmmen op Griichenland kucken, mä och op all déi aner Dossieren, déi momentan opleien -, dorop hinweisen, dass d'Situation eigentlech net déiselwecht an all Land ass. Ech hu gesot, d'Ursaache sinn anescht, mä awer och d'Envergere ass anescht, wann een einfach nëmmen déi blank Zuele sech virun Aen hält.

Griichenland ass ganz kloer: 142,8% Verschuldung vum PIB. D'Zuele vun 2010, do brauch een net vill driwwer ze diskutieren. Derbäi kënnt och nach e lafende Statsdefizit, deen och bei gutt 10% läit. Dann hu mer Irland mat 96,2% PIB-Verschuldung, Portugal bei 93%, mä dann huet een dann Italien mat 119%. Also, méi eng staark Verschuldung wéi déi Länner, déi ech virun opgezielt hunn. An d'Belsch, mat 96,8%, louch 2010 och méi héich wéi Ir-

land, méi héich wéi Portugal. An och aner, souguer grouss Länner, wéi Groussbritannien, wéi d'Belsch, wéi Frankräich leien net ganz wäit ewech vun deenen doten Zuelen.

Spuenien läit do zum Beispill nëmme bei 60%; géif also eigentlech nach, wat deen dote Punkt ugeet, den urspringleche Stabilitéitskritären entsprechen. Mä bei Spuenien ass et éischer de Problem vum lafende Statsdefizit, deen immens héich ass.

Wann een déi Zuelen natierlech kuckt an et d'ärf een awer kuerz hei e Bléck op Lëtzebuerg werfen, gesäit een, dass d'Aueren hei nach anescht ticken. Mir leien 2010 bei enger Statschold vun 18,4% vum PIB. Mir sinn no Estand an no Bulgarien deen am geréngste verschëlte Stat hei an der ganzer EU. A wann een och elo déi lafende öffentlech Defiziter kuckt 2010, si mer och d'Nummer dräi. Just Schweden an Estland hunn do besser Wäerter wéi Lëtzebuerg.

Natierlech schléisst dat net aus, dass mer och an där ganzer Operatioun éischters mat engem Risiko ausgesat sinn an dass mer och mat implizéiert sinn an déi ganz Rettungsversich. Well mir hunn et awer nach ëmmer mat Versich ze dinn, déi um Niveau vun der Europäescher Unioun respektiv vun der Eurozon geholl si ginn respektiv momentan an der Diskussioun sinn.

Mir hunn net wäit bräichten an d'Täsch ze gräife bis elo, dat ass wouer. Mä de Risiko ass grouss. Déi Garantien, déi mer bereet sinn ze ginn - an do huet d'Chamber jo och hiren prinzipiellen Accord schon zu engem Deel zumindest vun deene Garantien ginn -, se sinn héich, se sinn och fir Lëtzebuerg ganz héich. Also duerfir muss et eng Fro sinn, déi eis och muss beschäftegen, net nëmmen haut an deser Debat, mä och intensiv an deenen nächste Wochen a Méint weider muss beschäftegen.

Ech wëll net weider op d'Situation vu Griichenland agoen. Ech mengen, d'Virriedner hunn dat schon zu engem gudden Deel gemaach. Ech wëll just eng zousätzlech Fro och hei opwerfen, déi bis elo net esou séier behandelt ginn ass, déi mer eis awer muss besonnesch och als Lëtzebuurger Chamber stellen. Dat ass, wéi mir eigentlech als politesch Institution weider enk mat agebonne bleiwen an déi ganz Froen, déi sech do wäerte stellen, mat hiren direkte Répercussionen op Lëtzebuerg.

Bis elo ass et esou gewiescht, et ass eng gängeg Praxis hei zu Lëtzebuerg, dass d'Regierung dach eigentlech éischer informéiert, wann Décisionen op europäeschem Plang, um Niveau vum Ministerot geholl sinn. D'Fro stellt sech, ob mer och hei zu Lëtzebuerg net sollten awer an e Wee iwwergoen, wou déi Implikatioun och um Parlament schon éischer stattfënt. Vläicht net onbedéngt esou wäit goen, wéi dat an Däitschland an anere Länner ass: An Däitschland ass dat zum Deel jo och vum Bundesverfassungsgericht imposéiert, dass d'Parlament do praktesch d'Décisionen muss guttheeschen, ier d'Regierung sech formell engagéiert.

Mä et muss ee sech also hei d'Fro stellen. Dat wier e Wonsch vun der sozialistescher Fraktion, dass mer, wéi gesot, als Parlament net nëmmen ex post informéiert ginn, wann Décisionen geholl ginn, mä dass wa méiglech och kéint eng Consultatioun, zumindest um Niveau vun den zoustännege Chamberskommissionen, vun der Regierung stattfannen, ier wirklech wäit gräifend Décisionen op europäeschem Niveau geholl ginn.

Dat schéngt eis méi konform ze sinn zu engem uerdentleche Fonctionnement vun engem parlamentaresche System, wéi mer en hei zu Lëtzebuerg kennen. Do schéngt et eis wichtig ze sinn, dass d'Legislativ, also och déi national Vollektivverriedung, ganz fréizäiteg an den europäeschen Décisionsprozess agebonne gëtt bei esou wichtigen Décisionen, déi hei an deenen nächste Wochen a Méint grad an där doter Fro wäerten ustoen, mat deem direkten Impakt, deen dat och huet op den Engagement, och de finanziellen Engagement op laang Joren hin, vun eisem Land.

Wichtig schéngt eis ze sinn - an déi Iddi mécht hire Wee; dat hate mer scho gesot bei enger Heure d'actualité, déi mer hei zu deem Thema viru Kuerzem am Parlament haten -, dass ee bei all Diskussioun ronderëm Griichenland, alle Messuren, déi ee virschléit, och do dat Ganzt a sengem Kontext gesäit an net nëmmen ausschliesslech insistéiert op Spueren, op Aschnëter bei den Ausgaben, op Verkauf vun Aktiva respektiv op Erhéijung vu Steieren.

Dat ass e wichtige Deel, mä dass een och probéiert, dat ze verbanne mat awer och Entwécklungs- a Wuesensperspektive fir déi Länner, déi an där doter Situation sinn, well ouni dat ass praktesch keng Chance, do erauszekommen. Well alles, wat een do versicht ze maachen, risquéiert een eigentlech duerch eben eng Rezession, déi sech verlängert, erëm ze verleieren op där anerer Säit; och alles, och den

Dosage vun der Medezin bleift do eng ganz wesentlech Fro.

Des Weidere muss, mengen ech, och eng Suerg bleiwen, och wann dat momentan net méi esou un éischer Plaz vun der Aktualitéit steet, awer trotzdeem, déi Roserei, déi Verzweiflung vu ganz breede Bevölkerungsschichten an deenen dote Länner, och déi Desillusion vun der jonker Generatioun par rapport och zu Europa, déi duerch déi ganz Diskussiounen do opkommen, an et d'ärf een, mengen ech, also och deen negativen Impakt do op d'Opinion publique par rapport zum europäesche Gedanken net ënnerschätzen. Duerfir soll een och weider do ganz versichteg sinn a mat Aemooss eigentlech un déi Situation do eruegen.

Vill ass geschwat ginn och hei vun de Ratingagenturen. Och eis Lëtzebuurger Kommissärin huet sech jo mat deem gewinnete Panache eigentlech zu Wuert gemellt an där doter Fro. Dat kléngt jo och alles ganz gutt.

#### (Interruption)

Dat kléngt jo alles ganz gutt. Wie seet net: Maache mer dann eng europäesch Ratingagentur? Jo, wie soll déi opbauen? Wéi soll se fonctionnéieren? Wie soll se bezuelen? Wéi gesäit dat alles am Detail aus? Do hunn ech weineg eigentlech driwwer héieren.

An duerfir, esou sympathesch engem déi Iddi och ass, muss een awer wëssen, dass dat sécherlech net vun haut op muer geschitt an dass domadder och net einfach all Problemer vum Dësch wieren. Och wann ech net ënnerschätzen, dass Ratingagenturen net nëmmen en Thermometer sinn, wéi dat oft duergestallt gëtt, mä awer schon och mat schold sinn un deem Emballement, dee praktesch déi ganz Finanzkris do an deene leschte Méint kritt huet.

Et stellt sech och d'Fro, ob e Stat kann eigentlech mat ähnelche Kritäre bewäert ginn, wéi ee Privatbetrib bewäert gëtt. Do si menger Usicht no awer vill aner Considérations mat erunzeiéien, déi een net bei engem normale Privatbetrib erfëmfent. Duerfir, de Rating fir Staten ass sécher méi eng kriddelech, méi eng sensibel Fro, wéi dat fir eenzel Betriber de Fall ass.

Ech mengen, Dréi- an Aangelpunkt vun der aktueller Äntwert vun Europa zur Griichenland-Fro ass jo eigentlech dee Rettungsprabbeli, den europäesche Rettungsprabbeli a senger klenger Versioun elo, a senger méi grousser Versioun dann ab 2013. Do muss ee soen, dass ee sécherlech den Androck kritt - an all Diskussioun ronderëm jo weider Moossname beleen dat -, dass den Hëllesmechanismus, esou wéi en elo besteet, sécherlech net wäert duergoen, sécherlech net duergeet, och wat seng Missioun ugeet, fir all Äntwerten op déi Froen ze ginn, déi sech elo stellen.

Ech deelen d'Aschätzung vu ganz ville Leit, déi soen, dass ee fréier oder spéider sécherlech net laanscht Emstrukturéierung vun de Statscholden, besonnesch och vun der griichescher Schold kennt, ob dat elo den Zënsofuss ass, ob dat elo eng Verlängerung ass vun de Lafzäiten, ob dat och - dat ass jo elo eng Fro, déi weider soll gepréift ginn - d'Rückgab ass vu griichesche Statsobligatiounen.

Mir kennen d'Haltung vun der Europäescher Zentralbank zu där doter Fro, wëssen awer och, dass et awer eng ganz Rei vun Iwwerleeunge gëtt, déi dote Pist net scho virzäiteg ewechzeleossen, mä nach ëmmer seriö ze iwwerpräiwen. An net méi spéit och wéi haut hu sech jo och eng Rei vun eminente Politiker an Europa zu Wuert gemellt, fir och déi Iddi vun den „Euro-Bonden“ erëm eng kéier frësch opzegräifen. Och déi ass sécherlech net definitiv vum Dësch.

Wat ech selwer e bëssen als fatal Entwécklung bezeichnen, dat ass, dass all nei Iddi, déi kënnt, zugläich erëm zerrappt gëtt. Bal ass se do, huelen déi eng Stellung dergéint an, an dat bréngt och no baussen e schrecklech Bild eigentlech vun Europa eriwuer, e Bild awer vun enger gewëssener Hëlleslosigkeit. Europa bréngt et momentan net fäerdeg, eigentlech geuerdet iwwer all déi Froen och öffentlech ze diskutieren, an et verstärkt sech ëmmer méi den Androck, dass mer wirklech an enger Spiral dra sinn, déi eis weider kéint erozféieren. Dat ass sécherlech net gutt.

Fir eis Partei ass et och wichtig bei alle Léisungen, no enger technesch propperer, no enger politescher Léisung, dass een awer och net dierf aus den Ae verleieren, dass am Endeffekt och d'Akzeptanz vun der öffentlecher Meinung an Europa, déi spillt jo och mat herno. Dat eent ass jo en Accord, deen een ënnert Techniker, ënner Politiker fënt. Dat anert ass och d'Akzeptanz eigentlech bei der öffentlecher Meinung an Europa zu deem, wat un Décisionen geholl gëtt.

D'Akzeptanz hänkt an eisen Ae ganz vill dovunner of, wéi wäit och dat Resultat do als sozial

gerecht emfonnt gëtt: dass d'Leit wirklech hei d'Emfannen hunn, dass probéiert ginn ass, eng ausgegliche Léisung ze fannen, dass net déi Kris do um Bockel vu bestëmmte Kategorien ausgedroe gëtt, mä dass do jiddweree Säint dozou bäidreit.

Dat geet un natierlech bei den Nationalstaten, déi d'Ausléiser si vun där ganzer Diskussioun, dass déi hire Bäitrag muss leeschten. Dat geet awer och weider iwwer eng gerecht Opdeelung an Europa. An dozou gehéiert selbstverständlech och eng ugemiesse Bedeelegung vum Privatsecteur an der Maîtrise hei vun der Statscholdekris. Et geet jo drëm, fir se eigentlech hei net zu engem Schued féieren ze loossen. Also muss se och selwer e Bäitrag leeschten zu deem Ganzen.

Et d'ärf net esou sinn, dass dat aalt Spréchwuert, dat seet: Ma loosse mer d'Defiziter kollektivieren a loosse mer u sech d'Gewënner natierlech weider privatisieren, dat d'ärf an deem heite Fall sécherlech net spillen. Duerfir ass u sech e gemeinsamen Effort vun allen Acteuren hei verlaangt, well soss fäerten ech, dass d'Akzeptanz an der Opinion publique, och hei zu Lëtzebuerg, wäert géint null tendieren, deemno wat am Endeffekt bei deenen europäeschen Décisionen erauskënn.

Do ergëtt sech selbstverständlech, dat muss een, mengen ech, och kloermaachen, och hei zu Lëtzebuerg, dass de Fait, dass mer hei asprangen, de Fait, dass hei d'Solidaritéit spillt, dass dat net eleng en altruistesche Geste ass, mä dass dat natierlech och ganz kloer verbonnen ass mat der Verteidigung vun nationalen Intérete vun deenen eenzelne Länner, déi do mat upaken.

Et gëtt eng ganz Rëtsch vu Statistiken. Och wa Lëtzebuerg - mengen ech -, onse Bankesecteur iwwert de Fongesecteur bei Griichenland net direkt concernéiert ass, wann een awer déi Lëscht do weider kuckt an et stellt ee sech vir, et géif eng kéier bis Italien goen, da wësse mer, dass mer da ganz no beim GAU ukomm sinn! Da si mer wirklech, da gëtt de System u sech a Fro gestallt, wann esou e Land géif mat eng kéier an eng Kris erarutschen. An da wier och den Impakt op Lëtzebuerg immens.

Ech mengen, do si ganz aner Zuelen, déi da mat an d'Spill kommen, wéi déi, déi mer elo bei deenen éische Länner eigentlech gewinnt waren. Also, dat ass schon eng Entwécklung, déi ee muss ganz kloer am A behalen.

Ech schlësse vläicht mat enger anerer Fro, déi haut nach net opgeworf ginn ass, déi sech awer - an dat gesäit een an de Kommentaren, déi gemaach ginn - ëmmer méi stellt. Dat ass déi, ob dee ganze Froekomplex ronderëm déi Kris hei vun de Statscholden, an déi Bedrohung, déi eigentlech op dee ganze System an op den Euro ausgeet, ob sech dann d'Äntwert eigentlech net schlussendlech herno wäert och op eng ganz politesch Fro konzentréieren: Dat ass déi vun der zukünfteger Ausrichtung vun der Europäescher Unioun.

Eenzel Leit hunn dat op déi plastesch Form reduzéiert: en Ausenanerbriefeche vun der Unioun oder de Federalstat Europa? Et stellt sech selbstverständlech d'Fro, ob mer et fäerdeg bréngen, hei déi richteg Äntwert, eng wirksam Äntwert, eigentlech eng nohalteg Äntwert op déi Kris ze fannen, ouni eppes un eise fundamentale Fonctionnementsregele vun der Unioun ze änneren.

Ass eng Verdéiwung eigentlech vun der Zesummenaarbecht an der gesamter Wirtschafts- a Finanzpolitik net déi eenzeg gangbar Äntwert op déi dote Kris, déi mer amgang sinn ze vollzéien? Mat deem, wat dat heescht: dass d'Nationalstaten - dat ass och schon undiskutiert ginn haut hei - ëmmer mander eigentlech vun eegene Befugnissen an deem ganze Beräich hunn.

Et ass vläicht keng Entwécklung, déi jiddwereen hei gären huet. Ech perséinlech sinn och net onbedéngt e Frënd vun deem Ganzen, mä ech fäerten awer, dass sech herno wäert politesch och déi dote Fro ganz akut stellen, sou dass een, mengen ech, och bei deenen heiten Diskussiounen kann dat zréckbehalen, wat och am Ausland net anescht ass: Hei gi vill Froen opgeworf, mä eng Äntwert, mengen ech, fanne mir och haut an deser Chamber net.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Bodry. Als nächste Riedner ass den Här Bausch agedroen. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

► **M. François Bausch** (déi grëng).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëllt zum Ufank vu menger Ried fir d'Éischt e puer Saachen an Erënnerung ruffen. D'Gewicht vun der griichescher Schold an der Eurozon ass net méi grouss wéi 3,7% vum PIB vun der gesamter Eurozon. Souguer mat Irland a Portugal mécht et net méi wéi 7,4% aus. Wann also op ee Coup géif een Drëttel vun deser Schold ge-





strach ginn, wieren dat net méi wéi 2,5% vum PIB vun der Eurozon.

Natierlech ass et net esou einfach. Mä d'ëst weist awer, datt mer net virun engem onléisbare Problem stinn, deen eis och an den Ae vun..., also deen eis kéint d'Aen aus dem Kapp kaschten. Wa mer et awer net fäerdig bréngen, dës Kris ënner Kontroll ze kréien, da gesäit et aneschtens aus: Italien ass déi drëttréisssten Ekonomie am Euroraum a seng Schold ass méi wéi duebel esou grouss wéi déi vu Griichenland, Portugal an Irland zesummen.

D'Ursaache vun der griichescher Schold sinn och bekannt. An den 2000er Jore gouf ënner enger konservativer Regierung massiv gelunn, wat de Statsbudget, de PIB an d'Steieren ugeet. Steierhannerzierung war d'Regel, an de griichesche Statsapparat war u sech sécher net deen effikassten.

► **Une voix.** - Elo beim PASOK awer och net!

► **M. François Bausch** (déi gréng). - Mä dat war och schonns virun zéng Joer gewost. D'Banke woussten dat. D'Kommissioun zu Bréssel wusst et. Si waren all mat eigentlech Komplizen an där Geschicht. Mä et ass och kloer awer duerfir - dat entschëllegt näischt -, datt d'Griichen duerfir mussen ëmdenken a spueren an och ganz vill mussen spueren. Dat weist awer och de Grondiwwel an der Eurozon, de Mangel u Solidaritéit am ekonomeschen a fiskaleschen Beräich.

Dat heescht, mir mussen en Déséquilibre am Aussenhandel, an der Statsverschuldung, an der Aarbechtslosigkeit, bei de Mindestlén an esou weider op europäeschem Niveau ugoen. De Modell vun engem gemeinsame Marché, dee fir de Rescht awer nëmme op Kompetitivitéit setzt, dee kann net fonctionnéieren. Steierkompetitivitéit féiert zum Ausbludde vum Stat. Dese soll awer gläichzäitig gutt ausgebildet, sozial ofgesécher a flexibel Aarbechtskräften zur Verfügung stellen. Dat kann net fonctionnéieren!

D'Eurokris ass also un éischer Stell och eng vun der schlechter politescher Gouvernance. An datt déi europäesch Finanzministeren dese Méindeg erëm keng Décisioun geholl hunn, mécht dat och nach eng Kéier méi kloer.

Am Fréijoer 2010 gouf schonns eng Kéier vill iwwert déi griichesche Situatioun an Europa geschwat an ee risegen Hëllefspak op de Wee bruecht: 110 Milliarden Euro iwwer dräi Joer! Firwat féiert dat eis dann elo op eemol erëm eng Kéier no engem Joer an déi Situatioun, datt Griichenland d'Eurozon erëm virun esou Schwierigkeete stellt?

Well sech deemools d'Europäer an d'Täsch gelunn hunn, géif ech soen, well et war och schonns deemools kloer, datt 110 Milliarden iwwer dräi Joer net kéinten duergoen. Mä deemools wollt déi däitsch Bundesregierung net méi wäit goen. Also mussen mer elo eis nach eng Kéier vun de Finanzmäert driewe loosser an ënner onnéidegem Drock eng besser Léisung fannen.

Genau wéi an den 2000er Joren hu mer also och d'lescht Joer de Kapp an de Sand gestach a gemengt, wa mer de Stuermer net géife gesinn, da kéint en och net esou schlëmm sinn! Allerdéngs kann ee Rettungspak, egal wéi grouss en ass, den Euro net retten, soulaang net gekuckt gétt, fir och déi verschidden Acteuren um Finanzmarché an d'Gitt ze huelen.

Ech denken do un éischer Stell un dat geféierlech Zesummenspiel tëschent Ratingagenturen a Finanzbanken. Déi eng setzen d'Quot vun de Länner erof, déi aner setzen d'Zënsen an d'Luucht. D'Resultat ass eng massiv Spekulation géint souverän Staaten an der Eurozon. Esou eppes passéiert net, well déi fundamental Daten an der Eurozon esou schlecht wieren, mä well gewost ass, datt d'Gouvernance économique an der Europäescher Unioen net wäert capabel sinn, fir dorobber ze reagieren.

D'Griichen hunn een onheemlechen groussen Effort gemaach an deene leschten dräi Joer. D'Léin, déi sinn ëm bal 9% gefall. Gläichzäitig sinn d'Präisser awer massiv geklommen, nottamment duerch d'Erhéijung vun der TVA op 23%. An der Moyenne sinn awer an Europa d'Léin ëm 1,6% geklommen. De Griichen hir Importatiounen sinn ëm 30% gefall, méi wéi a kengem aneren EU-Land. An de Statsdefizit ass ëm 6,2% vum PIB zréckgaangen. Nëmme Ungarn huet nach e bësse méi agespuert wéi Griichenland.

Also d'Griiche maachen en onheemlechen, kolossal groussen Effort, fir ze spueren. De Chômage huet sech verduebelt. Déi sozial Konsequenzen dovunner si bal onerdreglech ginn. An elo soen Europa, d'Kommissioun, den FMI an d'Zentralbank hinnen trotzdem: „Et geet net duer. Dir musst op d'mannst nach 30 Joer esou weiderfuere, an ausserdeem verkafe mer elo nach de ganze Statssëlwer.“ Alles, wat do

ass, wat nach iergendwéi rentabel ass, soll privatiséiert ginn!

Kee Wonner, datt do d'Griichen net méi matmaachen, well dat ass keng Léisung, datt ass den Doutschlag vun enger Natioun. A souguer d'Finanzmäert si sech eens, datt dat keng Léisung ass, och wa se op déi Privatiséierung gierke wéi d'Kaz op d'Maus.

Ech denken awer och, datt mer net nëmme sollten op Griichenland kucken. Wou am Fréijoer an Däitschland honnerttausend Leit géint d'Atomkraaft manifestéiert hunn, sinn zur gläicher Zäit schonns zu London honnerttausend Leit wéinst de soziale Spuermoosnamen do op d'Strooss gaangen. Déi viregt Woch waren an England erëm honnerttausend Proffen a Justizbeamten am Streik, well se géint der Regierung hir Spuerpläng protestéiert hunn. Och an Italien, Irland sinn d'Leit op d'Strooss gaangen zu Zéngtausenden. A Spuenien huet d'Jugend während Wochen öffentlech Plaze besat. Déi arabesch Revolten, déi jo och Revolte géint ekonomesch Ongläichheet sinn, strahlen aus op Europa.

All dat weist, datt d'Leit es och hei genuch hu mat enger Politik, déi zënter 20 Joer déi sozial Ongläichheet verschäerft, wou d'Précaritéit, d'„working poor“, Hartz IV a sozial Polarisierung zum Alldag gehéieren an déi politesch Entmündegung beim RMGist voll amgaangen ass.

Wéi stelle mir eis de Wee aus der Kris vir? Op alle Fall si mer der Meenung, datt déi europäesch Solidaritéit muss spillen. D'Griichen hu genuch gespuert. Si hunn et verdéngt, datt mer hinnen elo eng Hand ausstrecken. Si brauchen eng Perspektiv, eng europäesch, eng ekonomesch a virun allem eng sozial.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. François Bausch** (déi gréng). - Et kéint een natierlech elo higoen an an all Euroland eng Kontributioun vun 2,5% vun hirem PIB froen an domadder jeeweils en Dréttel vun der griichescher, portugisescher an iredescher Schold bezuelen. Esou kéint een d'Kris entschäerfen, well déi Länner dann erëm kéinten op eegene Bee stoen. Mä mir hätten da sécherlech nach ëmmer keng besser Gouvernance, Gouvernance économique an der Europäescher Unioen.

Déi nächst Entgleisung géif sécher net laang op sech waarde loosser. Italien kënnegt sech jo schonns un. An derhannert sti Spuenien an Holland nach prett. Mir hätten och d'Finanzmarchéen nach net reguléiert, fir d'Spekulation géint d'Statscholden a géint den Euro ze ënnerbannen. Virun allem awer wäerte mer duerfir keng Majoritéit an der Eurozon fannen. Zum Deel sécher zu Recht, well esou virun allem de Steierzueler misst blechen. Dat schéngt eis am Moment sécherlech net ubruecht ze sinn.

Duerfir gétt elo diskutéiert, eng sougenannte fräiwëlleg an awer substanzuell Participatioun vun de Banken an d'Spill ze bréngen. De Conseil huet dat jo elo decidéiert, an den Här Frieden wollt eis virun dräi Woche wäissmaachen, dat wier d'Léisung. Do geet et dann net méi ëm Scholde strächen, mä drëms, déi Scholden no Oflaf nach eng Kéier ze verlängeren, wann néideg ëm 30 Joer, vläicht mat méi niddregen Zënsen.

Nach maachen d'Banken do net mat. Mä et ass och schonns kloer, datt, wa mer déi griichesche Schold op 30 Joer strecken, dat eng fantastesch Finanzrendit gétt. All Joer ginn Zënsen bezuelt, an d'Griiche wäerte weider bludde fir eis Banken. Dat kann et sécherlech och net sinn. Dat ass sécherlech och dat falscht Spill an et wäert mat Sécherheet och net opgoen!

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. François Bausch** (déi gréng). - Ass et sënnavoll, elo vun de Griichen ze verlaangen, datt si hire Stat privatiséieren, fir wéinstens en Deel vun de Scholden direkt kënnen zréckbezuelen? Den Här Frieden wollt eis jo virun dräi Wochen och dovunner iwwerzeegen an huet gemengt, dat wier keng ideologesch Fro. Den Här Juncker huet duerfir de Modell vun der däitscher Treihand - „Treuhand“ - virgeschloen. Also, wann dat awer keng Fro vun Ideologie ass, da froen ech mech, wat Ideologie ass!

Ekonomesch ass et op jidde Fall net besonnesch sënnavoll. Déi puer Betriber, déi wierklech sech verkafe loosser, sinn déi wéineg, déi dem griichesche Stat och nach laangfristeg Einnahme bréngen. Se ze verkafe, ass wéi wann de Bauer seng eenzeg Mëllechku geif verkafe. Da bleift him geschwéi guer näischt méi iwwreg. A grad d'Beispill vun der Treuhand weist, datt e puer Joer, nodeems déi hiert Onwiese gedriwwen hat, an Osttäitschland quasi keng Steiereinnahme méi ze verzechnen waren, virun allem keng lerschaftssteiere méi. Ee kloert Zeechen, datt dat ganz Land, déi ganz Regioun an d'Ausland verkaaft ginn ass.

► **Une voix.** - Blühende Landschaften!

► **M. François Bausch** (déi gréng). - Et ass och dat, wat mer de Griiche wëllen undoen: hir Statsbetriber, déi nach fonctionnéieren am Moment, déi nach gutt fonctionnéieren, an d'Ausland ze verkafe, d'Servicer, déi se leeschten, ze reduzéieren a kommerzialiséieren an de Benefiss an d'Ausland ze féieren. Esou ka sécherlech Griichenland net gerett ginn!

Mir si jiddefalls net averstane mat där doter Logistik, wou d'Privatiséierung de Griiche vun der EU soll opgezwoenge ginn. Dat leeft dorop eraus, datt d'ëst Land net gehollef kritt. Mir mussen duerfir awer als Géigeleschtung derfir suergen - dat ass ganz wichteg -, datt dat Land net nach weider geplëmmt gétt.

An natierlech sinn et och nëmme d'Filetsstécker, déi sech grouss europäesch Konzern dierften esou erausschneiden. Ech hunn hei eng Lëscht leien, wou ee ka kucken, wat rentabel wier a wat sécherlech déi Beräicher sinn, wou potenziell interesséiert Gesellschaften sech och schonn ugemellt hunn, fir se ze kafen. An dorobber fanne mer RWE, Katar, d'Gesellschaft vum Frankfurter Flughafen, déi - ech soen et awer e bëssen ironesch - potenziell Lëtzebuerger Gesellschaft Gazprom, de Rüstungskonzern Rheinmetall an divers chinesesch Entreprises. Do stierze se sech drop wéi d'Hyänen, evidentterweis, well dat natierlech déi Beräicher sinn, déi nach rentabel sinn. De Rescht wëllt keen, do kënnen d'Griiche kucken, datt se domadder eens ginn.

Do, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, maache mir net mat, well mer der Iwwerzeugung sinn, datt esou en Europa an esou eng Logik net kënnen fonctionnéieren an zu sozialen Opstänn wäerte féieren.

Ass d'Scholde strächen dann déi besser Léisung? Mir denken, och net, well dat géif d'Laasch ze vill eesäitig op Griichenland leeën. Déi griichesche Banke wieren op ee Coup faillite a Griichenland géif sécher op e puer Joer guer keng Sue geléint kréien. Ausserdeem wësse mer och net, wéi eng Auswierkungen d'ëst op Portugal, Irland, Italien a Spuenien hätt.

Ausserdeem ass et och dann esou, datt iwwer reduzéiert Steierrecettë vun de Banken de Stat an also déi aner Steierzueler missten dru gleewen, a Griichenland selwer, vläicht och an anere Länner. Och dann hätte mer déi net zur Keess gebieden, déi am meeschten d'Moyenen hätten an och zum gudden Deel d'Verantwortung eigentlech missten awer mat iwwerhuelen.

Eiser Meenung no ass duerfir de Wee aus där Kris, aus där Scholdekris insgesamt an Europa vill méi komplex. Mir mengen, datt een éischten eng europäesch koordinéiert Steierpolitik bräicht, fir do mëttel- a laangfristeg wierklech draus erauszekommen. Mir brauchen eng koordinéiert Steierpolitik an Europa, fir datt mer d'Statsdefiziter net nëmme iwwer onsozial Spuermoosname reduzéiert kréien, mä och iwwer eng volontaristesche Einnahmepolitik, déi aktiv Steierschlupflächer zoumécht a sozial Ongläichheet reduzéiert.

Déi Steierpolitik muss virun allem op Kapitalverméigen a Finanztransaktiounen orientéiert ginn, an net onbedéngt op déi Leit, déi souwiesou schonn net vill hunn, respektiv déi, déi fir Loun a Gehalt musse schaffe goen a keng Méiglechkeeten hunn, fir Steierflucht ze maachen.

No gudde Schätzunge kéinten esou tëschent 500 an 1.000 Milliarden Euro pro Joer zousätzlech an d'Statskeesen an der EU fléissen. Domadder kéint een déi griichesche, portugisesche, iredsch an awer och déi ungaresch, estnesch, lettesch, italiensch Staaten ënnerstëtzen. Gläichzäitig géif eis esou eng Steierreform och déi néideg Moyeré ginn, fir aktiv do a Beräicher ze investéieren, wou d'Ressourceneffizienz, den Émbau vun Energiesystemer an eng nohalteg Mobilitéit dat verlaangen. Also dat, wat mir scho längst fuerderen: e Green New Deal.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. François Bausch** (déi gréng). - Esou eng Steierpolitik muss awer och begleet gi vun enger besserer Zesummenaarbecht an enger wierklecher Transparenz a Steierfroen, sou datt Steierhannerzierung an -evasioun innerhalb vun der Europäescher Unioen opheieren.

De Gilles Carrez vun der UMP a Frankräich huet d'lescht Woch am fransésche Parlament nach ee Rapport publizéiert, no deem Kleng- a Mëtzelbetriber - ech betoune: Kleng- a Mëtzelbetriber! - bis zu 20 Prozentpunkte méi Steiere bezuele wéi grouss transnational Konzern, déi Steierparadäiser benotzen, fir mat legalem fiskalem Engineering quasi sämtlech Steieren ze ëmgoen!

Een, dee mengt, en Europa kéint weider nach laang esou fonctionnéieren, dee läit wierklech falsch an dee wäert sozial Spannungen erliewen, wéi mer se scho laang net méi erlieft

hunn. Dat dierft et an Europa an eisen Aen net méi ginn! Mir sinn och iwwerzeegt, datt Europa glat keng Perspektiv huet, wa mer dat doten net endlech opgehewe kréien. Fir datt et kloer ass: Kleng- a Mëtzelbetriber bezuelen an der Regel 20% bis 30% Steieren, grouss Konzern, transnational Konzern null bis zu 10%!

Transparency Däitschland fuerdert deementspreichend den däitsche Stat op, sech och fir Schwarzgelder vun de Griichen an der Schwäiz zum Beispill anzesetzen. Mir wëssen, datt grad Däitschland amgaangen ass, duerch e Steieroffkommens mat der Schwäiz jorelaang Efforten an der EU no méi Steiergerechtegkeet an Transparenz ze torpedéieren.

Transparency schätzt, datt räich griesch Bierger 600 Milliarde Gelder an der Schwäiz schwaarz deponéiert hunn! Dat ass net näischt! Dat ass bal dat Duebelt vun der griichescher Schold! An et weist, datt Verméigen do ass, wat kéint besteiert ginn a wat eigentlech och misst besteiert ginn.

Mir gesinn also ëmmer méi däitlech, datt d'ëst extrem Konzentratioun vun héije Verméigen a Finanzzentren de soziale Friden an déi ekonomesch Liewensfäegkeet vun allen europäesche Staaten op d'Spill setzt.

Zweete Punkt: Mir brauchen „Euro-Bonds“! D'Europäesch Zentralbank ass sécher och keen Onscholdengel, an et gétt ëmmer méi kloer, datt d'Europäesch Zentralbank eng eminent Roll spillt an deem Ganzen. Wann de Jean-Claude Trichet den Eurostaten domadder dréit, d'EZB géif d'griichesche Banken net méi refinanzéieren, wann d'Euroländer deem Land op eng aner Aart a Weis géifen hëllefen, wéi hien et fir richtig féint, dann ass dat e staarkt Stéck! Dann ass dat Erpressung, déi eng europäesch Politik sech net dierft bidde loosser. Da verléisst iwwregens och d'Europäesch Zentralbank den Terrain vun der politescher Neutralitéit, well et ass ganz kloer politesch Amëschung.

Wa se da weider esou strikt Austeritéitsmoosname fuerdert, ass et evident, datt, wéi gesot, d'Europäesch Zentralbank an der Politik konkret matmëcht. Duerfir si mer och der Meenung, datt ee muss hir absolut politesch Onofhängegkeet a Fro stellen, esou wéi se haut ass. Si brauch zumindest eng streng demokratesch Kontroll, eiser Meenung no, duerch d'Europäesch Parlament.

► **Une voix.** - Très juste!

► **M. François Bausch** (déi gréng). - Dat gesot, gesi mer d'Europäesch Zentralbank awer an enger wichtiger Roll, nämlech déi „Euro-Bonds“ erauszegi fir all déi Länner, déi sech un enger gemeinsamer Fiskal- a Wirtschaftspolitik bedeelegen. An enger éischer Stell soll d'Europäesch Zentralbank d'Verschuldung vun esou State garantéieren a se dann an e gemeinsamt Dëppe fléisse loosser, d'„Euro-Bonds“. Doduerch géif sech och fir stabil Länner wéi Däitschland den Zënsaz vun der öffentlecher Schold net wesentlech änneren. Au contraire: De Finanzmarkt kéint net méi wéi bis elo déi eng Länner géint déi aner ausspillen.

Drëtte Punkt: Mir mussen d'Finanzmäert ënner Kontroll bréngen. An ech kann nëmme stauen: Vill Saachen, iwwregens och vun deenen, déi ech elo virdu gesot hunn, wéi och elo deen drëtte Punkt, déi waren 2008, um Héichpunkt vun der Kris, quasi Konsens an Europa tëschent alle politesche Kräften, mä dat schéngt elo schonn erëm a Vergiessenheet geroden ze sinn.

Drëtte Punkt: Mir mussen d'Finanzmäert ënner Kontroll bréngen. Am Moment ass et jo esou, datt sech d'Politik vun de Finanzmäert driewe léisst. Dat gétt spéitstens kloer, wann een déi fundamental Date vun der Eurozon ukuckt: manner Verschuldung, privat an öffentlech, besser Aussenhandelsbilanz, besser virbereet op Ressourcëknappheet, besser sozial Systemer wéi all aner Regiounen an der Welt. Trotzdem gétt wéinst der politescher Schwächt géint den Euro spekuléiert, an net, well den Euroraum esou schlecht opgestallt wier.

D'Europaparlament huet do eng Rei intelligent Décisiounen geholl, op Initiativ zum Beispill vum gréngen Europadeputéierten Pascal Canfin. Et geet do virun allem drëms, fir d'Spekulation géint d'Staten ze verhënnern, andeems verschidden Type vu Geschäfte verbuede ginn. Mir wëssen haut, datt verschiddne Spekulationsgeschäfte de Marché méi destabiliséieren, wéi se em hëllefen. Wann et ëm d'Erspueris a wann et ëm d'Aarbechtsplaze vu Millioune Leit geet, gehéieren esou Geschäfte eiser Meenung no verbuede.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. François Bausch** (déi gréng). - Mir hof-



fen, datt de Conseil de Courage huet, fir dese Verbesserungen, déi d'Europaparlament décidéiert huet, zouzestëmmen an esou deene schlëmmste Spekulationen endlech e Rigel virzeschieben, well dat wier déi wichtegst Voraussetzung, fir datt mer aus där Kris erauskommen.

Als Konkusioun, Här President, Dir Dammen an Dir Hären: Mir sinn éischtens der Meenung, datt an deem Fall vu Griichenland wéi och an allen aneren europäesche Länner, déi an där Situatioun sinn, d'europäesch Solidaritéit, den europäesche Solidaritéitsgedanke muss spillen. D'Griichen hu genuch gespuert. Si hunn et verdingt, datt mer hinnen elo eng Hand ausstrecken. Si brauchen eng Perspektiv, eng europäesch, déi e sozialen an en ekonomesch Charakter huet, déi fir si fir d'Zukunft och eng Perspektiv bitt.

Europa huet de Choix an deenen nächste Joren, fir an zwou Richtungen ze goen: entweder esou weiderzefuere wéi an deene leschten zéng Joer an dann all Kredibilitéit ze verléieren, oder Symbolcharakter ze kréien, Modellcharakter ze kréien, fir eng sozial Perspektiv, fir e Modell ze ginn, wou Räichtum gerecht verdeelt gëtt, wou Nohaltegkeet esch geholl gëtt. An et ass fir eis ganz kloer, datt et déi zweet Variant ass fir dat Europa, fir dat mir astinn.

Mir sinn och fest iwwerzeegt, datt, wa mer net dee Wee aschloen, da wäerte mer Renationaliséierungen erliewen an Europa, déi extrem dramatesch politesch Auswierkungen a Konsequenzen wäerten hunn, an da wäerte mer den europäesche Modell, un deem mer elo während Jorzéngte geschafft hunn, an de Koup schéissen - selwer!

Deen zweete Punkt a menger Konkusioun ass: D'Finanzmarché mussen enner Kontroll geholl ginn. An ech hu virdrun opgezielt, wat eiser Meenung no misst geschéien.

Deen drëtten Punkt, Här President, ass: Mir brauchen eng europäesch harmoniséiert Steuerpolitik, déi Kapital, Verméigen an och Betriebssteieren an engem Mooss besteiert, datt och en uerdentleche Bäitrag dozou gedroe gëtt, zu dem Finanzement vun allen öffentlichen Déngschtleeschungen, datt se e Bäitrag leeschten zu enger sozial gerechter Emverdeelung vu Räichtum.

A virun allem: Mir müssen derfir suergen, datt et esou ass, datt d'Évasion fiscale a den „Engineering fiscal“ innerhalb vun der Europäescher Unioun konsequent bekämpft ginn.

Nëmme wa mer dat errechen - si mir iwwerzeegt -, wäert Europa eng Perspektiv hunn a wäerte mer aus där Kris erauskommen. Sollt dat net de Fall sinn, wäerte mer eis méi wéi eng Kéier mat deem Misär hei musse beschäftegen a wäerten d'Konsequenzen ëmmer méi dramatesch ginn.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bausch. An als nächste Riedner ass den Här Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Merci, Här President. Den Euro hat als Zil, déi europäesch Economien ze stabiliséieren an d'Integratioun vun der europäescher Economie ze accélérieren. Deemoos ass schonn drop higeweis ginn, datt, wann en Euroland an ekonomesch Schwierigkeete kéim, et net méi dévaluéiere kéint an op drastesch Spuermoosnamen a Reformen zréckgräife misst. D'Entscheidung, fir Länner an d'Eurozon opzehuelen, déi ekonomesch op schwache Féiss stoungen an och haut nach stinn, wor e Feeler. Et wor eng Dremerei, déi geholl gouf ënnert dem Afloss vun der Eurodrog.

Duerch den Euro sollten déi schwach Eurolänner vun deeneselwechten niddregen Zénse profitéiere wéi Däitschland. Et gouf vun den Eurofinanzministere gedreemt, doduerch géifen déi schwach Eurolänner zukunftsorientéiert investéieren, Scholden ofbauen, déi national Economie stäerken opbauen a méi kompetitiv gestalten. A Wierklechkeet hu vill Eurolänner haaptsächlech zousätzlech Ausgabe beschloss. D'Resultater sinn Defiziter, déi net méi kleng, mä méi grous goufen.

Ouni den Euro wieren dës Länner séier an ekonomesch Schwierigkeete komm a si hätten also misse séier reagéieren, dévaluéieren an aner Mesuren huelen. D'Zil vun Euro ass also net errecht ginn.

Et muss een och festhalen, datt zënter der Grënnung vun dem Euro den Eurogroup selwer mech un déi dräi Afen erënnert: Nächst gese-

sinn, nächst soen an nächst héieren. Déi Situation do - gesäit een - ass eng Verantwortung, déi den Eurogroup muss droen. Dei ablacklech Situatioun wäert och déi ekonomesch Differenzen ënnert de Länner nach weider vergrösseren.

De Credo geet elo drop lass, fir op jidde Fall egal wéi den Euro ze verteidegen, an datt all Remaniement, all Annerung um Eurosystem absolut net ze veräntwerten an ze diskutéieren wier. D'Angela Merkel huet un Forum vun Davos gesot: „Wann den Euro échouéiert, dann ass Europa och un Enn.“

Duerch esou eng Ausso gëtt gesot, datt den Eurosystem net därer geännert ginn, datt den Euro an de bestehende Strukture mat allen Eurolänner muss verteidegt ginn, egal wat et kascht.

Mir gesinn zënter engem Joer, wat esou eng stur Haltung kascht, a Griichenland, Portugal, Irland, Spuenien an och anere Länner. Europa ass gegrennt ginn, fir d'Liewensqualität, de Wuelstand vun de Bierger ze verbesseren, ze maximiséieren. Haut geet et deen anere Wee. Dëst Zil muss awer d'Haapt-EU-Zil bleiwen, well soss brauche mer keng Europäesch Unioun.

Déi ablacklech Eurogroup-Politik, fir ëmmer méi Schold ze schafen, déi net kann an och net wäert zréckbezuelt ginn, muss op en Enn kommen. Si kënn och zum Enn, well d'Bierger an all deene Länner, a ville Länner an Europa net méi matmaachen, a mat Recht net méi matmaachen!

Den Albert Einstein huet gesot: „Et ass verréckt, fir ëmmer datselwecht ze maachen an aner Resultater ze erwaarden.“ Dofir si mir der Meenung, datt den Eurosystem muss reforméiert ginn. Et ass falsch, fir iwwer finanziell Mesurë permanent Zäit ze gewinnen, ouni datt u wesentleche Problemer iergendepes geännert gëtt.

Et ass och elo falsch, wéi d'EU-Kommissäarin, d'Madame Reding, kierzlech gesot huet, datt déi ganz Schold net beim Eurogroup wier, mä just nëmme bei de Ratingagenturen. A si proposéiert dann eng europäesch Ratingagentur. Jo, mä wie sëtzt dann an där europäesch Ratingagentur? Nees erëm Leit, déi vun private Secteur, vu Banke kommen, vu Spekulationsfongen? Oder sinn et Représentantë vun de Staten? Dat hätt also absolut nächst geännert. Dat heite wier vläicht nützlich, mä et ass op jidde Fall keng Schold un der Kris; et ass éischer, datt jorelaang nächst gemaach ginn ass, obwuel jiddweree wouss, wat géif gemaach ginn.

Da wëll ech méi kuerz oder méi ausféierlech och op d'Problematik a Griichenland agoen. D'Fro, déi ee sech stellt, ass: Geet et drëm, Griichenland ze retten, oder geet et drëm, d'Banken ze retten? Geet et drëm, Griichenland an de Griichen ze hëllefen, oder geet et drëm, se ze bestrofen? Fir den Ablack ass déi Politik éischer dann, fir de Banken ze hëllefen an d'Bierger a Griichenland ze bestrofen.

Et muss een och festhalen, datt déi ablacklech Mesuren, déi elo geholl gi sinn zënter der Kris, a Griichenland nächst bréngen. Awer glat nächst! De Budgetdefizit an den éischte sechs Méint a Griichenland ass elo vun 12,8 Milliarden Euro - e Plus vun 28%! D'Steiereinnahme sinn ëm 8,3% op d'Joer 2010 zréckgaangen an 13% op d'Joer 2009. D'Ausgabe vum Budget sinn 8% an d'Luucht gaangen. D'konsolidéiert Schold konnt net reduzéiert ginn. Et ass also alles net besser ginn. Et ass schlëmmer ginn.

Woufir? Ma well d'Bierger op eng Kéier net méi matmaachen. Et entsteet eng parallell Economie. An den administrative Stat kritt och net méi dat duerchgefouert, well en net préparéiert ass. Sou muss een zum Beispill festhalen, datt den europäesche (veuillez lire: griichesche) Stat 10.000 Leit besteiert huet an déi misste 37 Milliarden Euro bezuelen. Mä si ginn net agedriwwen. Dat ass eng Problematik, déi ee misst ugoen. Dat ass relativ schwéier, well dat brauch seng Zäit. Dat ass e System, dee muss funktionéieren. An dat geet net vun haut op muer.

Déi aner Fro, déi ee sech stellen: Ka Griichenland een Dag seng Schold zréckbezuelen? Neen! Et si 780 Milliarden Euro, déi geschéllt sinn, dovunner de griichesche Stat 350 Milliarden Euro, an dat sollen eelef Milliounen Leit zréckbezuelen.

Dat ass, wéi wa bei der Commission de surendettement hei zu Lëtzebuerg ee sech géif virstelle goe mat engem Revenu vun 2.000 Euro, an e misst eng Millioun Euro oder zwou Milliounen Euro zréckbezuelen. Dee System geet net. Dat steet gutt um Pabeier, mä jiddweree weess, datt de Surendettement, dat hei déi Schold net kann zréckbezuelt ginn. Folglech sinn déi Austéritéitsmesuren och net kredibel.

Da muss een och festhalen, datt et a Griichenland ekonomesch gesinn u Kompetitivitéit feelt an datt doduerjer och d'Situatioun sech net

verbessert. Or, wann een engem Land wëll hëllefen, da muss ee senger Economie hëllefen. Dat ass dat, wat hei net geschitt.

D'Méiglechkeeten, déi elo bestinn, dat ass, datt mer permanent datselwecht maachen - 2010, 2011. Domadder kann een also de System eng Zäitche weiderlaffe loossen, mä et léist kee Problem. Et léist de Problem a Griichenland net!

Dat Zweet ass méi europäesch Integratioun. Dat féiert dann derzou, datt mer en europäesche Stat hu mat eenheetleche Steieren, wéi déi gréng Kolleegen dat hei wëllen. Mä deen, deen haut antrëtt fir en eenheetleche Steiersystem um europäeschen Niveau, deen trëtt dofir an, datt d'Kompetitioun ënnert de Länner net méi um Niveau vun de Steiere geschitt, mä um sozialen Niveau, an dann ass de Sozialdumping d'Tromp. Méi héich Steieren heescht méi Sozialdumping. Dat ass de Choix, mat deem mir op jidde Fall net wëllen d'accord sinn, an et muss een och feststellen,...

(**Interruption**)

...datt et elo scho relativ schwéier ass...

► **M. le Président.** - Den Här Hoffmann stellt lech gär eng Fro, Här Henckes.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Jo.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Här Henckes, Dir sidd jo awer net der Meenung, dass eng Steierharmoniséierung no uewen, dass dat eng Sozialharmoniséierung ausschléisst? Béides misst sinn.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Ech wëll dem Här Hoffmann just nure soen, datt et besser ass, 10% Steieren ze hu vun eppes wéi 70% vun nächst! Well déi ginn nämlech dann an anere Länner récupéiert, a soss ass et just nuren en Transfert.

Dofir mengen ech och, datt een haut scho gesäit, datt bei der europäescher Integratioun - kucke mer dach nuren d'Belsch, et gesäit een, datt e belsche Flamänner, dee wëllt haut schonn dem französische Flamänner, dee just an der Nopeschstad wunnt, kee Sou ginn -, do gesi mer, wéi wäit mer hei mat esou Illusiounen vu grousser europäescher Integratioun kënne fueren! Dat dote bréngt guer nächst.

Déi aner Solutioun wier d'Faillite. Fir Spekulationsfongen ass dat eppes Wonnerbares, well déi sinn ofgeséichert iwwer eppes, wat een nennt „credit default swaps“. Déi kréichen also voll d'Suen eran, déi si gutt ofgeséichert. Alleguerten déi aner, déi géife gläich mat der Geess goen. Mä ech weess, datt verschidde Parteien dovunner dreemen, well da wier dat grouss Kapital füttigemaach ginn.

Mä et muss een awer och festhalen, datt bei der griichescher Schold 50% vun de Stéit a Griichenland där Schold hunn. Et sinn also déi griichesche Bierger, déi géifen haaptsächlech heirënner leiden, wann et op eng Faillite géif kommen.

Déi aner Méiglechkeet, déi an der Diskussioun steet, dat ass, datt Griichenland aus dem Euro erausgeet. Dat ass eng Méiglechkeet, déi ze envisagéiere muss sinn.

Woufir? Well Griichenland an enger ganz spezieller Situatioun ass. Et ass dat eenzegt Euroland, wat dee mannste Commerce huet mat der Eurozon. Et sinn eng 30% nure vu sengem Commerce mat der Eurozon. Alleguerten déi aner Importer kommen aus anere Länner, aneren EU-Länner, oder ausserhalb vun der EU.

Eng véiert Méiglechkeet ass, fir d'Scholden ofzebauen, dat, wat een an techneschen Termen en „haircut“ nennt. Dat heescht, datt een déi Schold, déi muss zréckbezuelt ginn, reduzéiert, dat heescht also, datt déi, déi Suen zegutt hunn, zwëschen zéng a 60% vun hirer Schold missten oppginn. Eng aner Méiglechkeet wier, datt een d'Schold op eng länger Zäit géif verdeelen, zum Beispill vun zéng op 15 Joer.

An da gëtt et eng drëtt Méiglechkeet, dat ass dat, wat een nennt den „rollover“. Dat heescht, dat wier e Mix vun deenen zwee. Dat heescht, datt déi, déi Suen zegutt hunn, géifen op een Deel vun hirer Schold verzichten a si géifen och déi Schold strecken.

Ech mengen, et muss ee Prinzip hei gellen, dat ass: Et muss Schluss si mat der Privatiséierung vun de Profitter an der Nationaliséierung vun de Perten.

Mir sinn als ADR der Meenung, datt mer müssen den europäeschen Eurosystem reforméieren, grondleend nei diskutéieren, an datt een dann natierlech muss lwwergangsmesuren treffen, bis een do zu enger Eenegung kënn a gutt Propositione ka maachen.

Wat Griichenland ugeet, esou plädéiere mir fir en „rollover“. Dat heescht, datt d'Schold muss obligatoresch erofgesat ginn an datt se och soll gestreckt ginn.

Mir sinn och der Meenung, datt Griichenland misst eng direkt Hëllef kréien, fir de Bierger, de Banken, hiren Entrepreneuren ze hëllefen - och der Europäescher Zentralbank -, an dat misst eng direkt Hëllef sinn an deem Kontext vun dem „rollover“.

Mä da misst et awer och eng Konditioun ginn dobäi: Dat ass, datt Griichenland sech misst aus der Eurozon erauszéien. Dat schéngt ons déi richtig Léisung ze sinn, well deen Ablack Griichenland an d'Griichen d'Méiglechkeet hätt, fir sech selwer aus hirer komplizierterer Situatioun erauszeginn. A mir géifen deen Ablack och hinnen hëllefe mat deene Suen aus Europa, fir datt se aus där Scholdekris kéinten erauskommen. A mir géifen och deen Ablack dem Euro selwer hëllefen, en éischte Schratt an déi richtig Richtung ze maachen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Henckes. An als leschte Riedner ass den Här André Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Här President, den Här Bodry huet gemengt, iwwert d'Diagnos vun der Kris wäere mer eis eigentlech eens, mä net iwwert d'Therapien.

Ech mengen dat net. Ech mengen, dass mer eis iwwert d'Diagnos esou wéineg eens sinn, wéi iwwert d'Therapien, well wa mer eis iwwert d'Diagnos eens wäeren, géife mer eis wahrenscheinlech och iwwert d'Therapien eens ginn.

Wa mer d'Diagnos géife seriö eigentlech huelen, da géife mer net weiderfuere mat der Verdeelung vun ennen no uewen. Well dat geet nach ëmmer esou weider wéi virdrun. Da géife mer émgedréit verdeelen. Da géife mer eis net vun de Finanzmäert un der Nues ronderëmfeiere loossen, mä da géife mer se an d'Gitt huelen.

«La crise de l'euro est d'abord une défaite intellectuelle. Nous sommes tellement pénétrés par l'idéologie néolibérale que nos neurones sont aussi oxydés que la volonté politique de nos dirigeants. La sortie de crise passe tout autant par une désintoxication des esprits et par une mise en cause de tabous que par des mesures techniques, nécessaires, et des inflexions de politique.»

Dat steet net an engem Traktat vun der Lénker, sondern an engem Artikel vun engem fréiere Commissaire au plan aus Frankräich. Déi Mise en cause de tabous an déi Désintoxication fallen offensichtlech deenen europäesche sougenannten Eliten enorm schwéier. An do stinn natierlech och gradesou enorm Interessen dohannert.

D'Banken, déi zu engem groussen Deel verantwortlech si fir d'Finanzkris duerch abenteuerlech Produkter an Aktivitéiten... Neen, ech huele mech erëm, well d'Banken, dee ganze Finanzsecteur huet jo nëmmen dat gemaach, wouzou d'Politik en encouragéiert huet, huet nëmmen dee Spillraum ausgenotzt, deen en opgemaach kritt huet duerch politesch Mesurë vun deene leschten zwee, dräi Jorzéngten.

Dass a Griichenland déi politesch Responsabel Feeler gemaach hunn, wéi och op anere Plazen, dat sief net bestridden, mä firwat sinn déi Feeler dann zougelooos ginn - och vun den europäesche Responsabelen? Wien huet dann Objectiounen virbruecht, wéi d'griichesche Regierung innerhalb vun 20 Joer den Taux vun de Steieren op de Benefisser erofgesat huet vu 46% op 25%?

Keen huet sech do zu Wuert gemellt, am Géigendeel, oder bal keen, op jiddwer Fall net déi Verantwortlech an Europa, well a ganz Europa déi Verantwortlech bei dem Steirdumping matgemaach hunn. Well wat do a Griichenland geschitt ass e bëssen extrem, dat ass an anere Länner och geschitt, an och do gesäit een net wierklech eng Émorientéierung.

Am Joer 2008 hu mer d'Banke gerett mat öffentleche Gelder. Géint d'Wirtschaftskris hu mer probéiert virzogie mat Relance-Pläng, erëm eng Kéier öffentlech finanzéiert. An elo hu mer e Problem mat öffentleche Scholden an enger ganzer Rei vu Länner, net nëmmen a Griichenland, an deenen engen natierlech e bësse méi wéi an aneren, mä eigentlech a ganz Europa.

Ech zitieren e franséschen Auteur, well dat Bild mer gutt gefall huet, wat e gebraucht: «Le secteur bancaire s'est écroulé. L'État s'est porté à son secours et est tombé à sa suite. La banque a alors grimpé sur les épaules de l'État, ce qui lui a permis de sortir du trou. L'État, lui, y est resté.»

A wann dann d'Gefor besteet, well „l'État est dans le trou“ - am Lach hänke bleift -, dass d'Staten hir Schold net kënnen an hir privat Créancier, also un d'Banken zréckbezuelen, och well d'Zénse klammen, da muss een erëm eng Kéier mat öffentleche Gelder hëllefen, fir dass d'Banken zu Hirem kommen. An da muss een der europäescher Populatioun eng Päerds-





kur vun Austeritéit opzwéngen, net nëmmen a Griichenland, mä iergendwéi iwverall an Europa.

Da komme mer natierlech an deen Däiwelskrees, dass mer d'Demande ofwiergen - well dat jo net nëmmen eng Fro ass vu sozialer Gerechtheet, dat ass och eng ekonomesch Fro -, d'Demande ofwiergen, domadder d'Rezessioun verschäerfen, an erëm eng Kéier d'öffentlech Finanzen doduerch enner Drock geroden. Op déi do Aart a Weis komme mer net eraus!

An deem leschte Rapport vun der UNO iwwert d'sozial Situatioun vun der Welt steet zu deem, wat mer am Moment hei an Europa maachen, enner anerem dat hei: «Les mesures d'austérité prises par certains pays comme la Grèce et l'Espagne face à un endettement public excessif non seulement menacent l'emploi dans le secteur public et les dépenses sociales, mais rendent la reprise plus incertaine et plus fragile.» Dat gëtt dee Cercle vicieux, aus deem mer dann net méi erauskommen.

Nach méi streng e Rapport vun enger Kommissioun vum Conseil de l'Europe, en Text vun enger Kommissioun, deen ennerschriwwen ass - dat huet mech e bëssen erstaunt awer - vu Vertrieeder vun alle groussen europäesche Parteien, alleguerten, deene konservativen, deene liberalen, deene lénken, an déi schreiwen dat hei: «De l'avis de la commission,...», dat ass d'Sozialkommissioun vum Europarat: «De l'avis de la commission, ces mesures...», also déi Mesures d'austérité, «...ces mesures risquent de représenter un danger pour la démocratie et les droits de la personne humaine, en particulier les droits sociaux, tout aussi grave que l'endettement des États qu'elles visent à combattre.»

Also, esou komme mer net weider! Esou maache mer net nëmmen d'sozial Gerechtheet an Europa kapott, esou geet och de Projet Europa insgesamt d'Baach eran.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Hoffmann. Elo kritt d'Wuert den Här Finanzminister Luc Frieden.

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, d'Situatioun ass ganz schwierig a si ass eescht. Duerfir mengen ech, dat et gutt a richtig ass, dass mer de Mëtteg opgrond vun der Interpellatioun vum Här Claude Meisch nach eng Kéier iwwert dës Thematik schwätzen. A wann ech soen, nach eng Kéier, da soen ech direkt derbäi: Et ass sécherlech, au vu vun de Schwierigkeeten, net fir d'Lescht, wou mer iwwert dëst wichtegt Thema mussen schwätzen.

Ech géif och duerfir wëllen dem Här Bodry soen, dass et fir d'Regierung eng Selbstverständlechkeet ass, an d'Parlament ze kommen, net nëmmen, wann eng netzlech Interpellatioun ass, mä och do dertëscht, fir virun allem an der Finanz- a Budgetskommissioun iwwert déi Erausforderungen, déi Méiglechkeeten, déi Optiounen, déi um Dësch leien, ze diskutéieren, an ech si frou ze héieren, dass och d'Parlament dat esou gesäit.

Ech mengen, och an deenen nächste Wochen, och am August wäerten déi Diskussiounen weidergoen, sou dass mer do och mussen mat der Finanzkommissioun kucken, wéini mer déi Sitzung maachen, well dee Problem ass net ze léisen dës Mount a muss an deenen nächste Wochen a Méint weiderdiskutéiert ginn. Ech wäert also do regelméisseg weider an d'Chamberskommissioun kommen, sou wéi mer dat och an der Vergaangenheet gemaach hunn.

D'Situatioun ass ganz schwierig, an et gëtt och keng einfach Léisung. De Problem ass jo am Fong, dass mer aus enger Finanzkris evoluéiert hunn an eng Wirtschaftskris, déi schlëmmst zënter den 30er Joren, an déi huet sech weiderentwéckelt an eng Scholdekrise, woubäi déi Scholdekrise verstärkt ginn ass doduerch, dass d'Staten op eng responsabel Aart a Weis de Finanzsystem ennerstëtzt hunn. Dat hu se net gemaach, fir de Banken d'Suen nozegeheien, mä fir d'Clienté vun de Banken an de Finanzsystem am Intérêt vun de Leit, déi op eisem Kontinent wunnen, ze retten.

Mir hu Konjunkturprogrammer opgeluecht an Europa, fir déi privat Nofro, déi méi kleng ginn ass, ze kompenséieren duerch eng staatlech Nofro. Dat huet natierlech den Defizit an de Länner verstärkt, a wien Defizit mécht, mécht och Schold.

De Problem awer wier nëmmen hallef esou schlëmm, wann déi aner Länner Finanzpolitike gemaach hätten, wéi Lëtzebuerg se traditionell gemaach huet, well mir hunn an deene gudden Jore Suen op d'Säit gesat a mir konnten zu engem groussen Deel Konjunkturprogramm- a Finanzstabiliséierungsmoosnamen bezuelen aus de Reserven. Déi Länner, déi awer scho virun engem groussen Schold haten, hunn also net kënnen

op Reserven zréckgräifen, mä hunn déi Schold, déi se haten, nach vergréissert.

Dat bréngt eis an eng Situatioun, déi quasi onléisbar haut ass, an trotzdeem mussen mer se léisen, wa mer net wëllen, dass alles zesummebrécht. Mir hunn also hei en duebele Problem: eng ze grouss Schold an deene meeschte Länner an e ganz massive Kompetitivitéitsproblem vun den Ekonomien vun enger Rei vu Staten.

Wann ech kucken, dass d'öffentlech Schold an der Moyenne an Europa haut bei bal 90% vum Bruttoinlandsprodukt läit, da gesäit een, wéi substanzuell de Problem ass, net nëmmen an deene Länner, déi fir de Moment Hëllef kréien, mä och a villen anere Länner.

Nëmmen, an dat hu mer och de Moien hei rappeléiert, nëmmen dräi Länner, an zënter virgëschter véier Länner si fir de Moment net an enger exzessiver Defizitprozedur. Dat sinn an der Eurozon Estland a Lëtzebuerg; zënter dëser Woch hu mer d'Prozedur bei Finnland erëm opgehewen, well d'finnescht Resultat besser ass, wéi dat am Ufank erwaart gi war. An ausserhalb vun der Eurozon hu mer nach Schweden, wat net an esou enger Defizitprozedur dran ass. All déi aner Länner, dat heescht, 24 oder 23 vu 27, hunn e Problem vun öffentleche Finanzen.

Elo mussen mer also kucken, wéi kënnen mer do erauskommen, well et ass eng Saach, e Constat ze maachen, et ass eng aner, Léisungen ze fannen. Et gëtt net eng Léisung, déi een op den Dësch leet an dann huet ee se. Mir mengen, dass et e Pak vu Moosnamen muss ginn, mä och do sinn der derbäi, och déi, déi fir de Moment an der Diskussioun sinn, déi alleguerten déi eng oder déi aner Konsequenz hunn.

Zu deem Pak gehéieren eng hallef Dose Saachen, an ech géif der e puer wëllen opzielen.

Fir d'Éischt mussen déi Länner, déi e grouss Problem hunn an déi gehollef kréien, déi Programm, déi ofgemaach gi si mat deenen anere Länner an der Europäescher Unioun, ëmsetzen. Dat gëllt fir Griichenland, dat gëllt fir Irland, dat gëllt fir Portugal.

Firwat mussen se dat maachen? Well, wa se jee eng Kéier wëllen d'Chance hunn, erëm als normal Land op d'Finanzmarchéen ze goen, fir Sue geléint ze kréien, wa se net hiert eegent Haus an Uerdnung hunn, kréien déi ni méi Sue geléint. Duerfir gëtt et kee Wee derlaanscht, fir dass se déi sécherlech ganz schwierig, fir d'Mënschen a fir d'Politik schwierig Moosnamen mussen ëmsetzen.

Zweetens, an dat découleiert och vun deem, wat ech virdu gesot hunn, mussen och all déi aner Länner hir Budgetsdefiziter reduzéieren an hir Scholde reduzéieren. Mir kënnen net weiderfuere mat 80, 90% Scholdemoyenne an der Europäescher Unioun; mir mussen op 60% an drënner kommen, sou wéi dat och am Ufank vun der Wirtschafts- a Währungsunion ofgemaach gi war. Also, Budgetsdisziplin muss en Zil si fir all d'Länner vun der Europäescher Unioun, well mer alleguerten dorunner hänken, wann een irresponsabel an der Budgetpolitik ass.

Drëtens, ech hu gesot, dass eng Rei Länner enorm strukturell Problemer hunn. Déi Länner hu sech missen iwverleeën, wéi se hir Ekonomie kënnen méi konkurrenzfähig maachen. Eng Rei vun deene Problemer sinn am Fong négligéiert ginn, well déi Länner - zu Recht, wéi ech fannen - aus den europäesche Solidaritéitsmechanisme Sue kritt hunn, fir Infrastrukturen ze bauen. Dat huet hinne gehollef, hiert Émfeld ze verbesseren, mä si hunn négligéiert, sech och drëms ze bekümmern, dass hir Ekonomie net nëmmen aus Infrastrukture besteet, déi vu bause finanziert ginn, mä dass och hir Betriber mussen Qualitéit a Präis am internationale Konkurrenzfeld kënnen produzéieren. An dat ass leider an enger Rei vun de Länner net de Fall.

Véiertens - et gëtt keng Hierarchie an dese Punkten, si mussen an eisen Ae gemeinsam realiséiert ginn -, dass d'Verstärkung vum Stabilitéits- a Wuesstumspakt a vun deem, wat mer déi makroekonomesch Iwwerwaachung nennen. Et gëtt oft geschwat vun enger europäescher Wirtschaftsregierung. Ech hunn deen Term net ganz gären, well eng Regierung ass een Organ, an dat hu mer net, well mir sinn net an enger politescher Unioun, mä mir sinn an enger Wirtschafts- a Währungsunion.

Dat kann also nëmmen heeschen, dass mer eis mussen gemeinsam Regele ginn, an der Ofwieseneheet vun enger Regierung an engem Parlament, quitte dass déi parlamentaresch Entwécklung vläicht méi wäit ass an Europa wéi déi gouvernemental Entwécklung. Da mussen mer gemeinsam Spillregelen hunn. A wann déi Spillregelen net agehale ginn, da muss et och Strofe ginn. Leider ass dat esou, well mir hu gemierkt virun, dass an der Ofwieseneheet vu Sanktiounen eng Rei Länner sech net un d'Spillregele gehalen hunn.

Ech bedauern, dass et net méiglech war bis haut, an de Gespréicher tëscht der Kommissioun, dem Europaparlament an dem Europäesche Conseil vun de Finanzministere eng Solutioun ze fannen iwwert déi verschidde legislativ Moosnamen, fir de Stabilitéits- a Wuesstumspakt ze verstärken!

Dat scheitert fir de Moment virun allem nach op engem Punkt, nämlech no wat fir engen Ofstëmmungsmechanismen am preventiven Aarm vum Stabilitéitspakt - also éier et schifgaangen ass - ee ka Sanktiounen decidéieren. Mir hunn dës Woch am Conseil vun de Finanzministere nach eng Kéier wärmstens deene Länner empfohlen, déi do bremsen, fir dass déi sech hibewegen op déi Propositionen vum Europaparlament, déi d'Lëtzebuerg Regierung als rasonabel a responsabel an deem Kontext féint.

Fënneftens menge mer, dass mer Mechanisme mussen hunn, déi ähnlech si wéi den Internationale Währungsfong, dass, wann e Problem an engem Land entsteet, och hors crise, dann Instrumentarien op der Plaz sinn, fir kënnen deem Land ze hëllefen, verbonne mat strikten Oplagen. Duerfir hu mer zäitweilig d'europäesch Finanzstabilitéitsfacilitéit op d'Bee gesat, déi och dës Chamber approvüert huet. A mir hunn och dës Woch deen neie permanenten europäesche Stabilitéitsmechanismus ennerschriwwen, an deem virgesinn ass, dass no 2013 eng Zort „Europäesche Währungsfong“ steet.

Deen temporäre Rettungsmechanismus, dee beleeft sech, wéi Der wësst, op 440 Milliarden Euro. Dovunner si Gott sei Dank bis elo eréischt ganz weineg der gebraucht ginn. Do huet Lëtzebuerg jo keng Suen draginn, mä mir gi Garantien. Allerdéngs hu mer festgestallt, dass mer dee mussen net a sengem Gesamtvolumen opstocken, mä dass mer mussen d'Effikasitéit vun deem verbesseren.

An duerfir wäerte mer d'Chamber am September mat engem Projet de loi saiséieren, fir de Montant vun deene Garantien nach eng Kéier eropzesetzen. Datselwecht maache selbstverständlech déi aner Länner an Europa och. Mir wäerten zugläich och d'Chamber saiséieren mam Projet de loi iwwert den europäesche Rettungsmechanismus, dee permanente Stabilitéitsmechanismus.

Dat alles hëlleft awer näischt, wa mer net déi kuerzfristeg Problemer och an de Grëff kréien. Well déi fënnf éischt Punkten, déi ech elo grad genannt hunn, sinn der, déi mer fir noutwendeg fannen, fir laangfristeg d'Stabilitéit vun der Eurozon ze garantéieren.

Kuerzfristeg mussen mer kucken, wat mer kënnen maachen a puncto vun deene Liquiditéitshëllef, déi mer enger Rei vu Länner ginn hunn, also Griichenland, Portugal an Irland, verbonne mat ganz strikte Konditionalitéiten. Dat heescht, mat anere Wieder, mir hunn net einfach Sue ginn, geléint, mä mir hu gesot: „Dir kritt déi Suen nëmme geléint, wann Der och eng Rei Moosnamen huet, fir bei lech selwer entweder nei Einnahmen ze schafen oder den Defizit duerch Dépenséeréierung méi kuerz, méi kleng ze maachen.“

De Problem ass, dass mer hu misse feststellen am Fall vu Griichenland, dass déi Moosnamen, déi mer decidéiert hunn an deem éischte Rettungspak, et net erlaabt hunn, och weinst Problemer, virun allem Problemer an deem Land selwer, fir dass dat Land erëm ab 2012, wéi dat initialemat erwaart war, kéint op d'Marché goen. Mir hunn eis also duerfir missen iwverleeën, wat mer weider kënnen maachen, fir dass Griichenland iwver seng Problemer, déi et fir de Moment huet, ewechkëent.

Déi Diskussioun ass schwierig genuch, well et jo net einfach ka sinn, dass mer Sitzung fir Sitzung zousätzlech Hëllef engerem Land ginn, wann een net d'Perspektiv och zugläich huet, dass dat Land erëm eng Kéier selwer op seng Féiss këent. Et muss een also kucken, dass Griichenland och gehollef kritt, och déi noutwendeg technesch Assistenz kritt, fir dass och seng Verwaltungen - an dee Problem ass och virdu vum Interpellant ugeschwat ginn - à même sinn, op eng effikass Aart a Weis Privatiséierung ze maachen, mä och zum Beispill Steieren adequat anzedeieren. Den IWF hëlleft do, mä och eng Rei Memberstate schécken elo Experten an dat Land, fir d'Effikasitéit vun där Administratioun ze verbesseren.

D'Schwierigkeet ass nach méi grouss ginn doduerch, dass - zu Recht oder Onrecht, dat wëll ech emol guer net a Fro stellen, well déi Debatt hate mer och schonn eng Kéier hei an dëser Chamber - eng Rei Länner gesot hunn: „Et kann net nëmmen esou sinn, dass mer zu honnert Prozent staatlech Suen als Hëllef ginn, mä och de Privatsecteur muss seng Hëllef leeschten.“

A priori lücht dat jiddwerengem an, mä eréischt an der Analys vun deene Problemer - an dat

erkläert, firwat mer och nach keng Léisung hunn -, an der Analys vun deene Problemer hu mer gemierkt, dass, wann ee seet, de Privatsecteur muss hëllefen, dat heescht also de Finanzsecteur, da kann dat ganz gutt heeschen, dass um Enn vum Lidd awer erëm den öffentleche Secteur muss hëllefen. Nämlech dann, deemno wéi dee Mechanismus ausgesäit, wann dat zu enorme Schwierigkeete fir all déi Banke féiert, déi deem Land Sue geléint hunn. A wann déi Länner, wann déi Banken a Schwierigkeete kommen, dat heescht, och deenen hir Clienten, da stellt sech erëm d'Fro vun der Stabilitéit vum gesamte Finanzsecteur.

An dorobber, Dir Dammen an Dir Hären, hu mer bis elo keng Léisung fonnt! Well an de Konklusiounen vum Conseil européen stoung, dass d'Participatioun vum Privatsecteur misst dräi Konditiounen entsprechen: Éischtens misst se substanzuell sinn, zweetens misst se fräiwëlleg sinn an drëtens - fräiwëlleg wéinst der Ustiechungsgefor -, an drëtens dierft dat net zu engem „event of default“, zu enger Zahlungsonfähigkeit, zu engem Zahlungsausfall vun deem Land considéiert ginn.

An all d'Modeller, déi op den Dësch komm sinn, och déi, déi hei zitéiert gi si vun de franséische Banken, mä et goufen och aner, hunn net deenen dräi Kritären entsprach. Mat anere Wieder: Bei all Modell si Froen opkomm, si Méiglechkeeten opkomm, dass, wa géif an engem Land dat do als Zahlungsausfall ugesi ginn, dat kéint interpretéiert ginn och vun de Mäert, dass déi Situatioun och kéint an anere Länner antrieden, dass missten d'Banken an hire Bicher déi Obligatioun zu engem ganz anere Wäert aschreiwen, mat all deene Konsequenzen, déi dat mat sech zitt.

Duerfir sinn ech och zréckhalend mat där Proposition, dass ee Land an der Währungsunion kéint Faillite maachen. Et gouf an enger Währungsunion nach ni eng Situatioun, wou e Land Faillite mécht, an duerfir huet een och keng empiresch Elementer, fir ze kucken, wat fir eng Konsequenzen dat kéint hunn an der Appréciatioun, déi d'Mäert op aner Länner hunn, déi och ganz héich Verschëldungen hunn.

Mir mussen absolut évitéieren, dass et zu enger Ustiechungsgefor këent fir och all déi aner Länner, well dat déi ganz Eurozon an domadder och de Finanzsystem an der Eurozon kéint mat an e Lach eranzéien.

Och eng Restrukturatioun, dat heescht, wat hei genannt ginn ass en „haircut“, wann een also net méi 100% zréckbezitt, mä nëmme 50 oder 60%, féiert zur Konsequenz, dass selbstverständlech all déi, déi Sue geléint hunn, kënnen a gréisser Schwierigkeete kommen, an dat kann och interpretéiert ginn, dass déi Regel géif duerno och bei Statsobligatiounen vun anere Länner applizéiert ginn. Och do kann een d'Ustiechungsgefor net ausschléissen.

Duerfir ass eis Meenung net, dass mir géint eng Participatioun vum Privatsecteur sinn, well déi kléngt logesch, mä eis Suerg ass, an d'Suerg ass vun deene meeschte Finanzministere, ob mer e System fannen, deen d'Ustiechungsgefor op aner Länner évitéiert. Ustiechungsgefor, déi en fait fir d'Éischt aner Länner géif betreffen an duerno d'Finanzinstitute, also eis als Clienté vu Finanzinstitute och iwverall an Europa.

Elo bréngt et näischt, an der öffentlecher Debatt all Dag en anert Land an d'Diskussioun mat eranzéien. Leider ass dat geschitt. Leider geschitt dat ëmmer erëm. Dat mécht natierlech d'Nervositéit vun de Mäert nach méi grouss, a mir sichen no Mëttele, fir dat gestoppt ze kréien. Mä dat schéngt eis äusserst schwierig.

Ech mengen och net, bei aller Suerg, déi ee kann iwwert d'Ratingagenturen hunn, dass dat de fundamentale Problem ass. Mech stéiert och e bëssen an där Debatt, soen ech, dass ee mengt, duerch de Fait, dass dat amerikanesch Ratingagentur wieren, géifen déi sech anescht behuelen, wéi wann et Europäer wieren. A wann et Europäer wieren, da géifen déi eng gutt Bewäertung ausstellen.

De Problem ass net d'Ratingagentur. De Problem ass dat, wat se bewäerten. An eng Rei Länner hunn eben e fundamentale Problem. An dee Problem gëtt refléiert - heiansdo vläicht lücht accentuéiert oder um falsche Moment - duerch d'Bewäertunge vun de Ratingagenturen. Mä ech wiere mech am Fong géint d'Iddi, dass ee seet, wa mir eng europäesch Ratingagentur hätten, dass déi géif all déi Länner do mat enger ganz positiver Bewäertung unhiewen.

Iwwregens wëll ech och soen, dass, wann zum Beispill d'Europäesch Zentralbank där Obligatiounen als Garantien hält - an och dat ass e



fundamentale Problem, deen een hei net dierf négligéieren -, wann also déi Obligatiounen net méi géifen zréckbezuelt ginn, datt dat och e Problem fir d'Europäesch Zentralbank ass. Mä d'Europäesch Zentralbank baséiert sech an hirer Bewäertung net nëmme op déi Rating-agenturen, mä déi mécht och hir eege Bewäertung. An och d'Europäesch Zentralbank seet, datt eng Rei vun deene Länner - an duerfir brauch een och net an enger Ratingagentur ze schaffen, fir dat ze wëssen -, eng Rei vun deene Länner e fundamentale Problem hunn.

A wa mer dee fundamentale Problem net geléist kréien, da kréien déi och ni weder vun enger amerikanescher nach vun enger asiatescher nach vun enger europäescher Rating-agentur positiv Bewäertungen!

Elo diskutéiere mer e ganze Koup Léisungen, zum Beispill och d'Erofsetze vun den Zënsen, eng Verlängerung vun de Maturitéiten - also vun den Délaïen, wou ee muss zréckbezuelen -, e Réckkaf vun de Scholden. Mä keng vun deene Méiglechkeeten eleng bréngt eis zur Solutioun.

Héchstwahrscheinlech komme mer net derlaanscht, en zweete Rettungsprogramm ze maachen, deen zu engem ganz groussen Deel aus öffentleche Gelder finanziert gëtt, well nëmme esou kréie mer d'Marchéë berouegt an nëmme esou kënne mer sécherstellen, datt et net eng substanzuell Ustiechungsgefor op aner Länner an der Eurozon gëtt.

Mir sinn zu 17, an et sinn eng Rei Länner, déi Schwierigkeeten hunn. Duerfir muss eisen Intérêt sinn, och deen als Lëtzeburger, déi vläicht weénege direkt finanziell Engagementer bei Griichenland hunn, awer wäit aus méi finanziell Engagementer - dat heescht, Sue geléint hunn - an anere Länner an Europa, och mir hunn also en direkten nationalen Intérêt, datt déi Ustiechungsgefor op aner Economien an Europa net kënnt.

Mir hunn eng gemeinsam Währung. An eng gemeinsam Währung verflucht zur Solidaritéit an zur Responsabilitéit. Loosse mer net vergiesen, datt den Euro eis grad och hei am Land enorm vill Avantagé bruecht huet. Et gëtt keng Wiesselcoursschwankunge méi. Et gëtt keng Transaktionskäschte méi. E Land, wat esou vill exportéiert an aner Länner vun der Europäescher Unioun, huet e massiven Intérêt drun, datt et eng gemeinsam Währung gëtt.

Mir hunn en Intérêt drun, keng Währung méi ze hu mat engem Land, wéi mer laang Zäit eng Währungsunioun haten, wat zënter iwwer engem Joer keng Regierung huet. Mir kënne vu Gléck schwätzen,...

#### (Interruption)

Mir kënne vu Gléck schwätzen...

Ech wëll net... Wa se hir national Währung hätten a keng Regierung, mengen ech, datt et scho laang net méi géif goen. Besonnesch mat deem Scholdestand, deen eis belsch Noperen hunn.

Et koun keng Dévaluatioun. Et ka keng Dévaluatioun méi ginn an iergendengem europäesche Stat - och während der Kris -, wat eiser exportorientierter Industrie an Economie geholfen huet.

All déi Phenomeener, all déi Avantagen, loosse mer déi an dese schwierigen Deeg net vergiesen. Et bleift, datt et keng einfach Léisung gëtt, mä datt mer eng Léisung mussen fannen. Mir hate ganz konstruktiv Gespréicher an deene Sitzungen. Mä well et net eng Léisung gëtt a well och eng Rei ënnerschiddlech Interpretatiounen sinn iwwert d'Konsequenz vun deene Léisungen, brauche mer nach e bëssen Zäit. Déi Zäit kënne mer hunn, well déi nächst Tranche, déi Griichenland muss bezuelt kréien, de 15. September erfällt.

Et gëllt also, an deenen nächsten Deeg op europäeschem Plang u weidere Léisungen ze schaffen. Mir maachen dat Stonn fir Stonn - all d'Finanzministeren an der Eurozon -, fir ze kucken, wat fir eng Léisung méiglech ass.

En fait awer mengen ech, datt et iwwert den Euro eraus nach em vill méi geet. Et geet en fait em Europa, wat eis vill bruecht huet a wat d'Léisung ass zu ganz ville Problemer, déi grenziwwerschreidend sinn. Kaum ee Problem - sief et an der Energie, sief et an der Economie, sief et an der Sécherheet, sief et an der Immigratioun - ass vum Nationalstat eleng ze léisen. An duerfir geet et drëm, bei allem Misär, bei alle Schwierigkeeten dat grousst Bild vun deem, wat Europa eis bréngt, net ze vergiesen.

En attendant mussen mer d'Problemer vun der Eurozon léisen. An do gëlle fir eis d'Wieder vu Solidaritéit a Responsabilitéit. Wa mer déi zwee

zesummebréngen, ech mengen, da geet d'Schéff net ënner.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Finanzminister. Domadder wäre mer um Enn vun dëser Diskussioun.

## 2. Discours de M. le Président

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn elo um Enn vun eiser leschter öffentlecher Sitzung vun dëser Sessioun ukomm. Wéi dat schonn Traditioun ass, wëll ech vun dëser Sitzung profitéieren, fir nach eng Kéier op d'Aarbechten an dësem Haus an op d'Evenementer vun de leschte Méint kuerz zréckzueucken an och en Ausbléck no vir ze maachen.

Fir d'Éischt, fir emol ze ënnersträichen, datt et dach aussergewöhnlech ass, datt an enger normaler Sessioun dräi nei Deputéiert hiren Eed ofgeluecht hunn. Dat eng Kéier fir d'Éischt duerch den trageschen Doude vun eiselem Léiw Kolleeg Mill Majerus, an des Weideren duerch d'Demissioun vun eise Kolleeg Jean-Louis Schiltz a Muck Huss. Si sinn duerch dräi Dammen ersat ginn: d'Diane Aehm, d'Tessy Scholtes an d'Josée Lorsché, esou datt d'Zuel vun de Fraen an der Chamber vun zwielef op elo 15 an domadder hire Prozentsaz op ee Véirel eropgeangen ass.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Dëst ass eng äusserst erfreelch Tendenz, an ech hoffe perséinlech, datt se och wäert undauern.

Wat déi statistesch Auswärtung vun de legislativen Aarbechten ugeet, wëll ech lech de Mëtteg net mat Zuele langweilen, mä Dir hutt vir drun e Relevé ausgedeeelt kritt, wou Dir all Detailler erëmfannt.

All dës Zuele virausgesat, erlaabt mir, kuerz op e puer Sujeten anzugehen, déi mer perséinlech um Häerz leien. Fir d'Éischt emol, wat déi intern Aarbechten an dësem Haus ugeet.

Ech si frou, datt mer gëschter den neie Statut vun de Fonctionnaire gestëmmt hunn, deen dann och endlech kann haut a Kraaft treden. Ech wëll op dëser Plaz dann och profitéieren, fir niewent eiselem Generalsekretär, dem Claude Frieseisen, deen à l'origine vun dësem Projet ass, och sengem Adjoint, dem Benoît Reiter, Merci ze soe fir hir wäertvoll Aarbecht an dësem Dossier. Net ze vergiessen d'Madame Benassutti an den Här Agnes, déi hinne bei der Redaktioun vun dësem wichtege Projet mat hirer Kompetenz zur Säit stoungen.

E Merci geet awer och un d'Personaldelegatioun an d'Leit aus deem Groupe de travail, dee si sech zur Säit gestallt haten, fir déi gutt Zesammenaarbecht an d'Disponibilitéit, déi si ëmmer erëm gewisen hunn, fir datt mir eis an dëser dach komplexer Matière konnte virubewegen. E leschte Merci dann un de Chambersbureau, d'Reglementskommissioun an de Rapporteur François Bausch souwéi säi Remplaçant, de Gast Gibéryen, dee gëschter de mëndleche Rapport virgedroen huet.

Deen nächste wichtege Schrétt ass elo d'Proposition de loi iwwert de Changement d'administration, fir datt de ganze statutäre Kader komplett ass. Ech hoffen, datt mir dëst bis Enn des Joers nach kënne fäerdeg bréngen an och dës Proposition de loi approuvéieren. Mat den Exekutivreglementer wäert de Bureau sech am Hierscht beschäftegen.

En aneren Dossier, deen ech wollt ervirhiewen, well e fir d'Haus, awer och fir d'Bierger do bausse vu Bedeitung ass, ass dee vun der elektronischer Petitioun. Hei geet et drëm, déi nei Technologien ze notzen, fir de Bierger et méi einfach ze maachen, der Chamber hir Präoccupatiounen an hir Suerge matzedeelen.

Ech wëll hei e grouse Merci ausriichten un de President an un all d'Membere vun der Petitiounskommissioun fir hir exzellente Viraarbecht, déi si an dësem Dossier geleescht hunn. D'Präsidentenkonferenz huet dann och an engem éischten Échange de vues e Préjugé favorable fir d'Propositionen gehat, a mir wäerten dann och an deenen nächste Méint dru schaffen, fir op déi Froen iwwert d'praktescht Émsetze vun esou enger elektronischer Petitioun konkret Äntwerten ze fannen.

Finalemment sinn ech dann haut de Mëtteg frou, lech kënne matzedeelen, datt net méi spéit wéi muer de Mëtteg ech fir d'Chamber mat dem Recteur vun der Uni Lëtzebuerg eng Konvention iwwer eng Chaire de recherche en études parlementaires wäert ënnerschreiwen, duerch déi mir gemeinsam Recherchen an dem Domän vun der Demokratie an dem Parlamentarismus ënnerstëtzen.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mir, kuerz iwwer Europa an d'Europäesch Unioun ze schwätzen. Ech wëll hei d'Geleeënheet notzen, fir der Secrétaire générale adjointe Isabelle Barra mat all hire Kolleeginnen a Kolleeg vum der Cellule européenne Merci ze soe fir déi exzellente Aarbecht, déi si bei der Virbereedung an der Gestiou vun den europäeschen Dossiere maachen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Dese Merci geet natierlech och un déi zoustänneg aussen- an europapolitesch Kommissioun ënner hirem engagéierte President Ben Fayot.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

#### (Brouhaha)

► **M. le Président.** - D'Matbestëmmung vun den nationale Parlamenten bei der EU-Politik gëtt ëmmer méi wichteg. Hei huet de Vertrag vu Lissabon viles verbessert an et gëtt sécherlech haut vill méi a méi intensiv iwwer europäesch Sujeten an deenen diverse Fachkommissiounen vun de Parlamenten an och hei an eiser Chamber diskutéiert.

Nach gëtt et awer op dësem Punkt verschidden Defiziter, wou ech just de Mëtteg ee wëll ervirsträichen, nämlech dee vun de Fiches d'impact zu europapoliteschen Dossieren, déi eis leider nach ëmmer net virleien. Ech géif hei nach eng Kéier d'Regierung invitéieren, eis déi Fichen zur Verfügung ze stellen, wat eis Diskussiounen iwwert déi Punkten an deenen duerfir zoustänneg Kommissiounen géif erlichteren.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wa mir bei der Europapolitik a bei Europa sinn, fale mir verschidde Phenomeener op, déi eis als Politiker mussen beschäftegen: engersäits d'Verdresslecheit vu ville Leit, ganz besonnesch vis-à-vis vun der Europapolitik.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - An de leschte Méint gongt et hei virun allem drëm, wéinst der Wirtschaft- a Finanzkris Krisenmanagement ze maachen. Dat war an dat ass ëmmer absolut noutwendeg, well et hei virun allem drëm geet, an et ass de Mëtteg och e puermol scho gesot ginn, den Euro an domadder eigentlech och Europa ze retten.

Dës Politik ass allerdéngs net ëmmer einfach no bausse ze vermëttelen, a vill Bierger kënnen net novollzéien, datt mat hire Steiersuen aner State finanziell gerett mussen ginn; dëst ganz besonnesch, wann dës State deelweis mat gefälschtem Zuelematerial operéiert hunn, fir kënne Member vun der Eurozon ze ginn.

Hei hu vill Bierger d'Gefill, datt et net gerecht zougeet an dësem Europa an datt et eenzel State gëtt, déi mussen bezuelen, an anerer, déi profitéieren, ouni selwer finanziell zum Fonctionnement vun dëser Europäescher Unioun bäizedroen.

Op där anerer Säit gëtt et besonnesch an der Finanzwelt eenzel Institutiounen a Persounen, déi State mat grouse Scholde versichen an d'Faillite ze driewen an hoffen, datt dës State vun der Politik opgefaange ginn, fir domadder erëm eng Kéier gutt ze verdéngen.

Bei der Diskussioun vun all deene Krisepäck mussen mer oppassen, datt et net zu enger Privatiséierung vun de Bonië kënnt an d'Scholde vun der Allgemengheet mussen gedroe ginn. D'Bierger hei am Land an iwwer eis Grenzen eraus reagéieren äusserst emfindlech, wa se d'Gefill hunn, datt d'Prinzipië vu Gerechtheit verletzt ginn. Gerechtheit ass en urmenschlecht Bedierfnis a si ass och d'Viraussetzung, fir datt d'Solidaritéit tëschent de Staten an der Europäescher Unioun an de Mënsche ka funktionéieren.

En zweete Punkt, dee mer um Häerz läit, ass deen, datt ech spieren, datt et an der Europäescher Unioun ëmmer méi Politiker an och Parlamentarier gëtt, déi verdresslech sinn, well se d'Gefill hunn, net genuch matbestëmmen ze kënnen an deenen Décisiounen, déi an den EU-Conseils geholl ginn, wou d'Roll souwuel vum Europaparlament wéi vun den nationale Parlamenten just nëmme nach ëmmer méi oft dra besteet, fir Décisiounen ofzeseenen.

Dat ass dem Parlamentarismus säi Fundament ewechgeholl. Vertrauen, Transparenz a Matbestëmmung fir d'Bierger an de Parlamentarier sinn d'Basis fir eng Demokratie, déi gutt funktionéiert. Déi national Parlamenten mussen méi an déi wichteg europäesch Décisiounen agebonne ginn.

Dëst muss de Fall sinn och bei de Moosnamen iwwert den europäesche Rettungsmechanismus, wou et schlussendlech em net méi an net manner geet wéi d'Budgetrecht vun de Parlamenten, wat zu deene Kärkompetenze gehéiert, déi och an enger politesch méi integréierter Europäescher Unioun de Parlamenten op kee Fall dierfen entzu ginn.

En anere Punkt, dee mir Suerge mécht, ass d'Vitesse, mat där vill Décisiounen op europapoliteschem Niveau geholl ginn. Et ass wuel esou, datt dëst a verschiddene Situatiounen duerch d'Urgence net anescht méiglech ass, well d'Situatioun se forcéiert, kuerzfristeg ze handelen. Et gëtt allerdéngs niewent dësen Themen och nach eng Rei Gebidder, wou net dëselwecht Urgence besteet a wou mir eis erëm sollten Zäit huelen, fir iwwert d'Problemer an d'Erausforderungen ze diskutéieren. Dëst gëllt sécherlech net nëmme fir europapolitesch, mä och fir national Sujeten, déi eis beschäftegen.

Zu der Demokratie gehéiert nun emol, datt een deem aneren nolauschtert, Argumenter a Géigenargumenter austauscht an aus der Diskussioun sech Décisiounen erginn, déi dann och solle geholl ginn.

D'Rapiditéit, mat där oft ouni Nout haut Entscheedunge getraff ginn, beonrouegt a féiert derzou, datt bei ville Bierger, awer och Politiker, d'Impressioun opkënn, datt hei iwwert d'Kapp vun de Parlamentarier an domadder och vun de Bierger do bausse ewech Décisiounen geholl ginn.

D'Politik muss doniewent awer och oppassen, datt se sech genuch Zäit hëlt, fir déi Entscheedungen, déi geholl ginn, de Mënschen do bausse besser ze erklären, fir datt keng falsch Meenungen an Ängschten entstinn.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, zu deene geschilderten Ängschten gehéiert och d'Ängscht virun deem, wat een net kennt, d'Ängscht virun deem, wat friem ass. An duerfir erlaabt mir nach kuerz op ee Punkt anzugehen, dee mer besonnesch um Häerz läit, nämlech d'Integratioun vun den auslännesche Matbierger hei am Land.

Et sinn an deene leschte Wochen a Méint vill Effortéit gemaach ginn, an dat net nëmme am Kontext vun de Gemengewahlen am Hierscht. Do hält de Succès, trotz dese villen a gudden Efforten, vun den Aschreiwungen op de Wielerléschte sech dach a Grenzen. Net nëmme dat mécht mir Surgen, mä och vereenzelt Aussoen, déi ee vun de Leit do bausse matkritt.

Ech wëll duerfir drun erënneren, datt d'Stäerkt vun dësem Land all déi Leit sinn, déi hei liewen oder hei schaffen. Hir Gemeinsamkeeten, mä och hir Diversitéit, maache Lëtzebuerg zu deem, wat et ass. Jiddwereen, deen hei leeft, soll, egal wou en hierkënn, sech hei doheim fillen an dëselwecht Chancen hunn.

An do wëll ech un eng Ausso vun däitsche Bundespräsident Christian Wulff erënneren, dee sot: „Wat mir manner derno froen, wou eng Persoun hierkënn, mä éischer, wou se hiwëllt, wa mir net méi no deem froen, wat eis trennt, mä no deem, wat eis verbënnt, da gëtt d'Zesummeliewe méi mënschlech a méi e grouse Succès.“

Jiddweree ka vun deem anere léieren a grad d'Diversitéit maachen de Räichtum vun eiselem Land aus. Déi Problemer, déi do sinn, mussen fréi genuch a richtig erkannt ginn a mir mussen se da léisen. Dialog ass heifir déi éischt Viraussetzung fir e gesond Zesummeliewen am Respekt ee vun deem aneren.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, um Enn vun der leschter öffentlecher Sitzung vun dëser Sessioun soen ech lech alleguerten e ganz häerzlechen an déiwe Merci: de Mataarbechter aus dësem Haus, mat virop dem Generalsekretär Claude Frieseisen,...

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - ...de Mataarbechter aus de Fraktiounen a politesche Sensibilitäten, der parlamentarescher Press, dem Sécherheetspersonal. Mäi Merci geet awer och un d'Membere vun der Regierung.

Erlaabt mir, lech dann elo alleguerten eng ganz erhuelsam Vakanz ze wënschen, an ech freeë mech schonn, lech spéitstens Ufank September gesond a monter erëmzugesinn, fir déi vill Aarbecht, déi eis do wäert erwaarden, zesummen ze bewältegen.

Ech soen lech Merci.

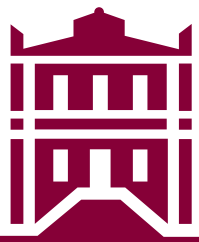
► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Une voix.** - Merci, Här President!

► **M. le Président.** - Mir sinn domadder um Enn vun dëser Sitzung ukomm, an d'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.58 heures)





Présidence: M. Laurent Mosar, Président

## Sommaire

1. Hommage à la mémoire de M. René Putzeys, Député honoraire  
- M. le Président
2. Hommage à la mémoire de M. le Député Lucien Thiel  
- M. le Président, Mme Martine Mergen, M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État
3. Communications  
- M. le Président
4. Résolution relative au Livre vert «Moderniser la directive sur les qualifications professionnelles» (document COM (2011) 367) - Art. 169 du Règlement de la Chambre des Députés  
- M. le Président  
- Vote (résolution adoptée)
5. Ordre du jour  
- M. le Président
6. 6314 - Projet de loi modifiant la loi du 9 juillet 2010 relative à l'octroi de la garantie de l'État dans le cadre de l'instrument européen de stabilisation de la zone euro  
- Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Michel Wolter
7. Dépôt d'un projet de loi et de deux arrêtés grand-ducaux de retrait par Mme Octavie Modert, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative  
- Mme Octavie Modert, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative
8. 6314 - Projet de loi modifiant la loi du 9 juillet 2010 relative à l'octroi de la garantie de l'État dans le cadre de l'instrument européen de stabilisation de la zone euro (suite)  
- Discussion générale: M. Claude Meisch, M. Alex Bodry, M. François Bausch, M. Gast Gibéryen, M. André Hoffmann, M. Ben Fayot  
- M. Luc Frieden, Ministre des Finances  
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; Mmes Marie-Josée Jacobs, Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler, Nicolas Schmit, Mme Octavie Modert, M. Marco Schank, Mme Françoise Hetto-Gaasch et M. Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

► **M. le Président.** - Ech maachen d'Sitzung op.

### 1. Hommage à la mémoire de M. René Putzeys, Député honoraire

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, während dëse Summerdeeg huet eis déi traureg Noriicht vum Doud vun engem fréiere Kolleeg, dem René Putzeys, erreicht. Hien ass no laanger Krankheet den 23. August am Alter vun 80 Joer gestuerwen.

1957 huet de Minister Jean Wolter den deemo-lege Scoutschef fir d'Politik gewonnen.

Obwuel de René Putzeys en engagéierte Mënsch war, op déi verschiddenst Aart a Weisen an der Politik gewierkt huet, huet hien awer eréischt am Joer 1984 fir d'Éischt u legislative Wahlen deelgeholl. Hien ass och direkt an d'Chamber gewielt ginn, wou hien zéng Joer laang als Sûddeputéierten an de Reie vun der CSV war.

De Sozialpolitiker huet wäertvoll an zukunftsorientéiert Aarbecht hei an dësem Haus geleescht. Sou war hie Rapporteur fir den neien „Fonds pour l'emploi“ a fir d'Gesetz, dat e garantéiert Mindestakomes geschaf huet.

Dem René Putzeys säin Häerz huet eendeiteg op der sozialer Säit geschloen. Laang Joren huet hien déi vill geschate Sozialrubrik am „Wort“ geschriwwen a war säit 1965 Member vum LCGB, deem säi Vizepresident hien och zäitweis war.

Vun 1974 bis 1982 war hie Member vum Verwaltungsrat vun der ARBED an ass do fir d'Interessi vun den Aarbechter agetrueden an huet an där Zäit esou munches fir si erreicht.

Am Joer 1987 huet de biergernoer René Putzeys beim éischten Ulaaf an de Gemengewahlen esou vill Stëmme kritt, datt hien direkt Buergermeeschter vun der Gemeng Péiteng ginn ass an dat Mandat bis 1993 ausgefouert huet. Hien huet sech hei ganz besonnesch fir eng grenziwerschreidend Zesummenaarbecht staarkgemaach a fir seng Beméiungen huet hien d'Sëlwermedail vun der Fondation du Mérite européen kritt.

De René Putzeys war kee Mann vun de Wierder, mä e Mann vun den Doten. D'Uleie vun deene sozial Schwaachen a Benodeelegate koun

him vum Häerz. Et ass deemno fir hie selbstverständlech gewiescht, Sozialsekretär vu senger Partei, der CSV, gewiescht ze sinn. Hien hat an dëser Fonctioun ëmmer en oppent Ouer an hat dat richteg Gespier fir dem Vollek seng Problemer. Sou konnt hien och seng beruflech Erfahrungen als Haaptinspekter vun der Assurance sociale am soziale Beräich an der Politik asetzen.

De René Putzeys ass vun eis gaang. Der Famill vum Verstuerwene wëll ech am Numm vun der Chamber mäin déifste Matgefill ausdrécken.

Ech géif lech bieden, e Moment opzestoen, fir dem Här René Putzeys senger ze gedenken.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen lech Merci.

### 2. Hommage à la mémoire de M. le Député Lucien Thiel

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, léif Famill vum Här Lucien Thiel, ech hunn op dësem Dag erëm déi traureg Flicht, am Ufank vun eiser Sëtzung engem léiwéi Kolleeg Äddi ze soen, deen eis op tragesch Manéier, viru genau dräi Wochen, fir ëmmer verlooss huet.

Wéi ech de 25. August iwwer Mëtteg, wéi wahrscheinlech déi meescht vun lech, déi schrecklech Noriicht vun eisem Frënd Thiel Luss sengem plötzlechen Doud matgedeelt kritt hunn, war ech schockéiert a konnt et net gleewen. Eréischt den Dag virdrun hat hie mir um Téléfon gesot, datt hie seng Vakanz wéi all Joer zu Lignano genoss hätt a sech mat neier Energie op d'Erausforderungen an dat komend parlamentarescht Joer stierze wéilt. Ganz besonnesch gefreet huet hie sech op déi ausseruerdentlech Sëtzung vun haut de Mëtten, wou hie jo ursprénglech sollt Rapporteur vun deem Projet sinn, dee mer herno hei wäerten diskutéieren.

Mam Thiels Luss verléiert d'Chamber, nëmmen e puer Méint nom trageschen Doud vum Mill Majerus, e weidere kompetenten an engagéierten Deputéierten, dee sech nach vill virgeholl hat fir d'Zukunft. Hien hannerléisst dann och an dësem Haus en déift Lach, mä awer och vill Spuren, op déi ech wëll agoen.

Dem Thiels Luss säi Berufsliewe war duerch dräi grouss Etappe markéiert. Fir d'Éischt war

hie Journalist, duerno Direkter vun der Bankenassociatioun ABBL a schlussendlech Politiker.

Ech wëll haut an hei virun allem déi politesch Aarbecht vum Verstuerwene beliichten.

Den Thiels Luss huet am Alter vun 61 Joer eng nei Erausforderung ugeholl an huet sech bei de Landeswahlen 2004 als Kandidat vun der CSV Zentrum presentéiert. Hien ass fir seng éischt Kandidatur op déi exzellente sechst Plaz komm an domadder direkt an d'Chamber gewielt ginn. 2009 hunn d'Wieler him d'Veutrauen erneiert, an hien ass nach mat engem bessere Resultat wéi 2004 an d'Chamber erëmgewielt ginn.

Den Thiels Luss huet sech gutt an dësem Haus zurechtfont a wosst ëmmer mat sengem Fachwëssen ze iwwerzeegen. Zënter 2004 ass hien net manner wéi 61-mol zum Rapporteur vun engem Gesetzesprojet ernannt ginn. Et gëtt sécherlech net vill Deputéierten, déi esou eng Bilanz opzeweisen hunn!

Hien ass och ee vun deene ganz wéinegen Deputéiertkollege gewiescht, déi de Privileg haten, zweemol de Budgetsrapport ze maachen. An hien huet dat mat grousser Asaz gemaach an och net gefaart, a senger jeeweilege Budgetsrapporten eng Rei Wourechtchen ze soen, fir déi en net ëmmer hei am Haus an och ausserhalb applaudéiert kritt huet.

Ech wollt awer vun dëser Plaz aus ganz besonnesch säin Engagement ervirsträchen, wat hien zudag geluecht huet, wéi hien 2008 d'Spezialkommissioun „Wirtschaftskris“ presidéiert huet. Ech hat selwer de Pléséier, Member vun där Kommissioun ze sinn, an ech muss am Réckbléck soen, datt déi Sëtzung vun där Kommissioun déi waren, wou ech a menger gesamter parlamentarescher Carrière am meeschte bäigeliert hunn a wichteg Erfahrung gesammelt hunn. Dëst zulescht dank der Aart a Weis, wéi de Luss d'Sëtzung vun där Spezialkommissioun organiséiert a presidéiert huet.

Eng vu senger Konklusiounen aus sengem Rapport ass jo dann och gewiescht, ëmmer erëm virun der Kris hannert der Kris ze warnen. A wa mir haut d'Evolution weltwäit, awer och an der Eurozon kucken, huet hien och hei erëm Recht behalen.

Niewent de Finanzen huet hie sech nach am Beräich vum Enseignement supérieur an der Fuerschung grad ewéi de moderne Medien engagéiert, wou him d'Uni Lëtzebuerg besonnesch um Häerz louch. Sou gouf hien 2009 zum President vun der Héichschoukkommissioun ernannt an als Matgrënner vun der „Luxembourg School of Finance“ huet hie sech fir de verstärkten Austausch vu Wirtschaft a vu Fuerschung agesat.

Den 1. Mäerz dëst Joer ass den Thiels Luss nom Récktrëtt vum Jean-Louis Schiltz Fraktiouns-president vun der CSV ginn an huet ouni vill ze kloen a mat Begeescherung dës nei Erausforderung ugeholl.

Leider Gottes hate mir an der Presidentekonferenz nëmmen d'Geleehheit, e puer Méint zesumme mam Luss ze schaffen. Mä an där kuerz bemoossener Zäit, wou hie bei eis war, huet hien duerch seng mënschlech Qualitéiten et fäerdeg bruecht, eng Rei Dossiere virunzebréngen, woufir mir him e grouse Merci schëlleg sinn.

Den Thiels Luss ass e Politiker gewiescht, deen iwwert d'Meenungsverschiddenheeten ëmmer erëm den Dialog gesicht huet an deen eigentlech ni nodroend war, och par rapport zu deene Kolleeginnen a Kolleegen, déi eng aner Meenung hate wéi seng.

Hien huet eis alleguer duerch seng Kompetenz, awer och duerch seng Korrektheit iwwerzeegt.

Den Thiels Luss ass awer och e Mënsch gewiescht, deen en oppent Ouer fir déi Schwaach an der Gesellschaft hat, déi eis Hëllef ganz besonnesch brauchen. An dofir huet hie sech niewent senger politescher a professioneller Aarbecht ganz besonnesch an der Fondation Kräizbiere engagéiert, där hire President hie säit dem 1. Mäerz war.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, léif Famill Thiel, hannert dem Journalist, Bankmënsch a Politiker stoung awer och e léiwéi Mënsch, e Papp, e Grousspapp, e Mann, dee gär klassesch Musek gelauscht huet an deen a senger knapp bemoossener Fräizäit mat Begeescherung Tennis gespillt huet. En Gentleman, deen en Handkuss nach perfekt beherrscht huet a mat deem een oft a vill konnt laachen.

Perséinlech sinn ech awer ëmmer erëm impressiounéiert gewiescht vum Luss, wann ech ge-

sinn hunn, mat wat fir enger Begeescherung hie sech deenen neien Technologie ver-schriwwen hat. Sou huet hie mir oft mat Liicht-tegheet all meng Froen iwwert de Fonctionnement vun neien iPhone oder iPad kënnen erklären. An ech war ëmmer e bësselche jalous, wéi schnell de Luss sech an deenen neien Technologien erëmfonnt huet.

Niewent all dëse Qualitéiten ass awer eng, déi eis sécherlech allegueren an Erënnung wäert bleiwen, nämlech déi vu senger grousser Gentillesse, mat där hien op seng Matmënschen zougang ass.

Perséinlech verléieren ech e ganz gudden Frënd. Seng Partei a Fraktioun verléiert ee vun hire Beschten. Den Thiels Luss wäert eis op ville Plaze feelen, virun allem a senger Famill, awer och an dësem Haus wéi awer och um Kräizbiere, ganz besonnesch bei sengen handicapierte Matmënschen.

Wéi mir de 5. Abrëll dëst Joer op dëser Plaz eise Kollege Mill Majerus Äddi gesot hunn, huet de Lucien Thiel fir d'CSV d'Wuert ergraff, an ech wëll zum Ofschluss e puer Wuert aus senger Ried iwwerhuelen, well se och op hie selwer zoutreffen:

„Mir vernäipen eis haut virun dir an déifster Trauer, mä och am Gedenken un ee vun eis, dee sech no engem schonn iwwerräiche Liewen nach eng Kéier opgemaach hat, fir sech dës Kéier als Deputéierte voll a ganz fir seng Matmënschen anzesetzen. D'Schicksal huet dech net gelooss, däi Wierk bis un d'Enn ze féieren, mä du solls wëssen, datt s du och esou iwwert d'Moosse Grousses geleescht hues, an datt deng Famill, deng Kolleegen hei am Haus an deng Frënd houfreg op dech kënnen sinn!“

Äddi Luss!

Ech géif dann, esou wéi dat hei am Haus Gebrauch ass, elo der Fraktioun vum Verstuerwene d'Wuert ginn. An deem Sënn ass et d'Madame Martine Mergen vun der chrëschtlech-sozialer Vollekspartei, déi elo d'Wuert ergräift, fir e puer Wiederer zu deem Ulass un eis ze riichten.

Madame Mergen, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Martine Mergen (CSV).** - Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, léif Familljen Thiel, de Laurent Mosar huet elo grad eng Biographie virgestallt, déi esou exzeptionell, esou villfältig an esou intensiv ass, dass ee sech bal net ka virstellen, dass se vun nëmmen engem eenzege Mënsch schwätzt.

Dem Luss säi Liewe war e Mosaik, deem seng faarweg Steng, déi elo ugeschwat goufen, seng dräi Berufsliewen, seng Fra Maggy, seng Kanner Corinne an Tom, seng dräi Enkelen, de Yann, den Tun an de klengen Toni, säi sozialen Engagement, virun allem um Kräizbiere, mä och op villen anere Plazen, a seng villfältig Hobbyen, d'Konscht an all hiren Ausdrucksformen, säi Motorrad, säin Tennis; e konschtvolle Mosaik also, dat zesummegehale gouf an och op eng voluntaristesche Aart a Weis gestalt gouf vun Mënsch Luss Thiel.

Hien hat dräi Qualitéiten, déi haut an der Éducatioun an der Formation professionnelle ugestriift ginn, an zwar de Savoir, de Savoir-faire an de Savoir-être. Dat an allem, wat e gemaach huet, well alles, wat e gemaach huet, huet en och gutt gemaach.

Dëst alles war an de leschte Wochen ausféierlech an der Press ze liesen, a mir als Fraktioun heibannen an um Knuedler hunn nach ëmmer Problemer, fir den Ausmooss vun onsem Verloscht ze erfassen.

Hie war net nëmmen e gudden a faire Kolleeg, en Gentleman - den Här Chamberspräsident huet schon op säin eleganten Handkuss ugespillt -, mä och fir vill vun ons e Frënd, dee mer op Reesen an an der Fräizäit konnte kenneleieren. Hien hat ëmmer en oppent Ouer fir en Uleies, an dat huet hien als onse President vun der Fraktioun prédestinéiert.

E puer vun ons haten d'Chance, dem Maggy an dem Luss hir Hospitalitéit zu Lignano ze erliewen a mat hinnen duerch Venedig ze trëpelen, op de Spure vum Thomas Mann sengem Gustav von Aschenbach oder dem Commissario Brunetti vun Donna Leon, an esou Saache vergësst een net.





En ass scho vill gelueft ginn an en ass zu Recht gelueft ginn. Vill Stëmme hunn awer och verlaude gelooss an de Fait kritiséiert, dass hie sech net geschount hat. Mä grad dat, Dir Dammen an Dir Hären, war ee vu senger wesentleche Charakterzich.

Hien huet awer och alles gemaach, fir sech fit ze halen. Hien huet regelméisseg säit Jorzéngte mat deem nämlechte Partner, dem Pit Ludwig, Tennis gespillt. Hien huet ëmmer virum Dessert ons Fraktiounsiesse verlooss. Dir hutt en awer emol öfters mat engem Apel vum Angèle vum Stater Maart gesi goen oder mat engem Täsch voller Nëss ugetraff. Hie war e Genossmënsch, awer net am pejorative Sënn, hien hat och ëmmer eng immens Disziplin.

Gradesou wéi en alles, wat e gemaach huet, mat ganzem Engagement gemaach huet, huet hien och alles genoss, wat d'Liewen em geschenkt huet a wat e sech duerch haart Aarbecht erschafft hat: seng Familljen, Konscht, a jo, en huet et sécher och genoss, am öffentleche Liewen ze stoen.

Ech wéilt hei e Mann zitieren, deen am selwechten Alter war wéi hien, wéi e gestuerwen ass, deem seng lescht Deeg ech als jonke Stagiaire zu Wien erlieft hunn. Och e Genossmënsch an e groussen Artist, de Curd Jürgens, deen eemol gesot huet: „Léiwere de Stonne méi Liewen, wéi dem Liewe méi Stonnen.“

Dëse Sproch passt genee op de Luss, an dat muss mer all verstoen, a wann hie sech net geschount hat, da war dat säi Liewen a schlussendlech seng Décisioun, déi mer all mussen akzeptieren.

En ass plötzlech gestuerwen an en huet net laang gelidden. Dat ass natierlech e schwachen Troust fir déi, déi em en trauerer, ganz besonnesch fir seng Familljen a fir seng vill Frënn.

Ech hunn nach haut de Reflex, wann eppes ass oder war, wann ech eng Fro hunn oder e Problem, säi Rot ze froen, den Telefon erauszehuelen an him eng SMS ze schécken, an da fällt engem an: En ass net méi do!

Luss, mir vermessen dech!

► **M. le Président.** - Den Här Statsminister kritt elo d'Wuert.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat.** - Här President, léif Famill Thiel, léif Kolleegen, den Doud, esou mengen ech jiddwerfalls, dee wier oft eng Erléisung. Besonnesch, wann e kënnt no enger laanger Streck vu Peng a vu Leiden a vun ängstleche Froen.

Wann en dann awer einfach esou kënnt, onvireet - zack -, dann ass den Doud eppes, wat keen Troust a sech dréit, mä eppes, wat ee mat ville Froe féllt a wourop ee keng Äntwert huet, well déi Zort vu Stierwen een total sprachlos mécht. An och, wann ee sech dann enner Frënn a Kolleegen zesummesetzt, wann een déi béis Noriicht kritt huet, fir ze schwätzen a fir se ze tréischten, da mierkt een, dass all Schwätzen näischt hëllef, well et kritt ee jo keng Äntwert formuliert, net fir sech an net fir anerer.

An esou war dat och, wéi de Lucien Thiel gestuerwen ass. A rar waren déi am Land, déi sech net erfieret hätten iwwert déi Noriicht!

An der Bibel steet, an ech zitieren déi selten: „Du sollst dir kein Bildnis machen von Gott.“ A wat do wouer ass, ass och wouer iwwert d'Mënschen. An trotzdem mole mer eis ëmmer eis eege Biller iwwert déi aner, klasséiere se, kategoriséiere se, stufen an, an da liewe mer net mat deem, wat dee Mënsch ass, mä mat deem Bild, dat mer eis iwwert dee Mënsch gemaach hunn.

An esou ass et mir eigentlech och, well ech ka jo hei net eng Liewensbeschreiwung maachen, mä nëmme meng Skizz entwerfen, mam Lucien Thiel gaangen. Ech hunn e laang Jore kann als Journalist. Ech hunn dës Deeg eng Rei vun Artikelen, déi en iwwer mech geschriwwen huet, nogelies. Et war net ëmmer gutt, wat e geschriwwen huet; doriwier hu mer awer och zesumme ganz oft de Geck gemaach.

Ech ka mech éiweg erënneren, wéi ech deen éischte Budget gemaach hunn, dat war de Budget vum Joer 1985, huet en am „Lëtzebuerger Land“ geschriwwen: „No deem Budget do an no deem Budgetsminister do: Von nun an geht's bergab.“ An huet herno missen zouginn, dass dat zoufälligerweis awer net esou gaange wier.

De Lucien Thiel war ee Mënsch, an deen ech mech mat wuessender Freed, lues a lues iwwer laang Joren, jo Jorzéngten, erugetaacht hunn, an ëmmer nach Sträit mat em hat. Wéi en

Direkter vun der ABBL war, war ech net mat alle Statements, déi en ofginn huet iwwert d'Regierungspolitik, averstanen. Ech hale se och haut nach fir falsch. Mä lues a lues, well mer eis mat deeneselwechte Saache beschäftigt hunn, ass fir d'Éischt eng Complicitéit an der Saach entstanen, an duerno eng Complicitéit tëschent Persounen.

An dat hu mer weider wuesse gelooss, bis dat eng richteg Frëndschaft ginn ass, déi als sichtbar Form den Ausdrock vun enger gemeinsamer Landeplaz, Dir wéist wou, stattfonnt huet.

An dunn hunn ech e vu méi no gekuckt. An dunn hunn ech gesinn, dass dat een aussergewöhnleche Mënsch wier. Ee Liberalen, jo, mä net ee Liberalen am parteipolitesche Sënn vum Wuert. E Liberalen am fräisënnege Sënn vum Wuert. Ee Liberalen, deen déi filosofesch Dimensionen, déi de Liberalismus, dat liberale Denken, dat onofhängegt Denken huet, a sech gedroen huet, dat en derzou bruecht huet, dat Denken, dat fräisënnegt Denken, fir anere Mënschen nozelauschteren, sech net anzepären an deem Denken, wat an him selwer iwwer eng laang Erfahrung erugewuess war, mä Eenzelnes vun deem, wat e sech zesummegeuecht hat, wat en als sécher emfonnt hat, erëm a Fro ze stellen.

Mech huet ëmmer beandrockt, wéi e konnt op aner Leit zougooen a wéi e konnt aus deem Material, wat en do geliwwert kritt huet, sech eng Usichtelandschaft erubilde loosse, déi, wann e se virgedroen huet, anerer impressiounéiert huet, well se viles vun hirem eegenen Denken an deem, wat e gesot huet, erëmfonnt hunn.

Et war ee Mënsch, dee villfältig Interessen hat an dee gebilt war. Et gëtt ëmmer manner Leit, déi eng breet Bildung hunn. En ass nach aus enger Schoulzäit komm, wou een automatesch dorop gestouss ginn ass, well een et och wollt a well anerer een dohinner bruecht hunn.

A mech huet ëmmer zu mengem groussen Nodeel impressiounéiert, dass e fir Argumenter, déi keng sinn, mä déi sech hannert der Autoritéit vun deem, dee se virbréngt, verstoppen, iwwerhaupt net zougängelech war. Ech hunn ni eng Explikatioun mat em gewonnen, wann ech gesot hunn: „Dat ass esou, well ech et soen!“

### (Hilarité)

Dat geléngt mer och mat aneren ëmmer manner.

Et war ee Mënsch, dee selbstänneg geduecht huet an deen net anzepäre war a Parteikategorien oder a filosofesch zougspaarte Raim, mä hien hat Freed un der Kraaft vun den Argumenter, wann déi op Iddi gefouss hunn, déi ausgewuess waren. An esou huet hien, dee Liberalen - an deem fräisënnege Sënn vum Wuert -, sech och gutt zurechtfonnt an deem Milieu, an deem en dann no deem laange Wee gelant war an dee méi Allgemengwuel orientéiert ass; wat hie jo och war, wann een déi aussergewöhnlech vill, déi aussergewöhnlech grouss Zuel vu senger multiplen Engagementer gekuckt huet.

An esou ass et e Mënsch, dee mir vill bruecht huet - ech kann dat net anescht soen -, hie mir mat Sécherheet méi wéi ech him; dee menger Partei - fir déi ech hei net schwätzen, mä an där ech awer sinn - vill bruecht huet, och dësem Haus, well et een Deputéierte war, deen duerch Kompetenz, duerch gutt Preparatioun, duerch gutt gefächert Fachwëssen ze beandrocken an ze glänze wosst.

Ech muss soen, mir vermessen en. Ech muss och soen, ech vermessen en all Dag. Ech vermessen e wierklech! An dat Vermessen, dat ass kleng géint dat Vermesse vu senger Famill. Ech si frou, dass ech e begéint hunn a mengem Liewen.

► **M. le Président.** - Ech wëll dann och am Numm vun der ganzer Chamber dem Lucien Thiel senger Fra, senger Kanner an der ganzer Famill eist déift an opriichtegt Bäileed ausdrécken.

Ech géif lech bieden, opzestoen, fir dem Verstuerwenen eng lescht Eier ze erweisen.

### (Respect d'une minute de silence)

Ech soen lech Merci.

D'Sitzung ass ennerbrach.

**La séance est suspendue à 15.54 heures.**

\*\*\*

**La séance est reprise à 15.55 heures.**

Déi öffentlech Sitzung geet weider.

### 3. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

Fir d'Éischt ass d'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten um Bureau déposiert. An d'Lëscht vun de Projeten, déi während dem Summer an der Administration parlementaire déposiert goufen, ass och um Bureau déposiert a gëtt un d'Fraktioun verdeelt.

#### Communications du Président - séance publique du 15 septembre 2011

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et les projets de règlement grand-ducaux suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

**6305** - Projet de loi portant modification de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF»)

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 15.07.2011

**6306** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, le 18.07.2011

**6307** - Projet de loi modifiant et complétant l'article 76 de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental

Dépôt: Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 26.07.2011

**6308** - Projet de loi modifiant le Code du Travail

Dépôt: Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 26.07.2011

**6309** - Projet de loi portant approbation de la Convention sur le droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation, faite à New York, le 21 mai 1997

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 03.08.2011

**6310** - Projet de loi portant transposition de la directive 2009/12/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2009 sur les redevances aéroportuaires et portant modification de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 05.08.2011

**6311** - Projet de règlement grand-ducal relatif à la production d'électricité basée sur la cogénération

Dépôt: M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce

**6312** - Projet de règlement grand-ducal modifiant

1. le règlement grand-ducal modifié du 30 novembre 2007 concernant la performance énergétique des bâtiments d'habitation;

2. le règlement grand-ducal du 31 août 2010 concernant la performance énergétique des bâtiments fonctionnels

Dépôt: M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 05.08.2011

**6313** - Projet de loi relatif à la carte d'identité pour les membres des Corps diplomatique et consulaire résident et les agents de l'Union européenne et des organisations internationales ayant leur siège au Luxembourg

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 08.08.2011

**6314** - Projet de loi modifiant la loi du 9 juillet 2010 relative à l'octroi de la garantie de l'État dans le cadre de l'instrument européen de stabilisation de la zone euro

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 08.08.2011

**6315** - Projet de loi - portant réorganisation de l'Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services et portant organisation du cadre général pour la surveillance du marché dans le contexte de la commercialisation des produits, - modifiant

\* la loi modifiée du 17 mai 1882 sur les poids et mesures,

\* la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique,

\* la loi modifiée du 31 juillet 2006 relative à la sécurité générale des produits,

\* la loi du 25 mars 2009 relative à la compatibilité électromagnétique,

\* la loi du 27 mai 2010 relative aux machines, et

\* la loi du 15 décembre 2010 relative à la sécurité des jouets

- abrogeant la loi modifiée du 20 mai 2008 relative à la création d'un Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services

Dépôt: M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 10.08.2011

**6316** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1<sup>er</sup> août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité

Dépôt: M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 10.08.2011

**6317** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1<sup>er</sup> août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel

Dépôt: M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 10.08.2011

**6318** - Projet de loi portant modification de la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 12.08.2011

**6319** - Projet de loi:

- portant transposition de la directive 2010/73/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 modifiant la directive 2003/71/CE concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation et la directive 2004/109/CE sur l'harmonisation des obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé;

- portant modification de la loi du 10 juillet 2005 relative aux prospectus pour valeurs mobilières;

- portant modification de la loi du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 12.08.2011

**6320** - Projet de loi portant approbation de l'Accord de libre échange entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, signé à Bruxelles, le 6 octobre 2010

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 29.08.2011

**6321** - Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, signé à Bruxelles, le 10 mai 2010

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 29.08.2011

**6322** - Projet de loi modifiant l'article 24 du Code de la Sécurité sociale

Dépôt: M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale, le 30.08.2011

**6323** - Projet de loi sur la sécurité maritime

Dépôt: M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 30.08.2011

**6324** - Projet de règlement grand-ducal abrogeant le règlement grand-ducal du 4 juin 2001 relatif à certaines modalités d'application et à la sanction du règlement CE n°2037/2000 du Parlement européen et du Conseil du 29 juin 2000 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, tel que modifié par les règlements CE n°2038/2000 et 2039/2000

Dépôt: M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le 02.09.2011

**6325** - Projet de loi relative à la mise en application du Règlement (UE) n°211/2011 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2011 relatif à l'initiative citoyenne

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 06.09.2011

**6326** - Projet de loi portant transposition de la directive 2010/24/UE du Conseil concernant l'assistance mutuelle en matière de recouvrement des créances relatives aux taxes, impôts, droits et autres mesures

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 12.09.2011

**6327** - Projet de loi relative aux titres dématérialisés et portant modification de:





- la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

- la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;

- la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;

- la loi modifiée du 3 septembre 1996 concernant la dépossession involontaire de titres au porteur;

- la loi modifiée du 1<sup>er</sup> août 2001 concernant la circulation des titres et d'autres instruments financiers;

- la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif;

- la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;

- la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés;

- la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la trisitation

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 12.09.2011

**6328** - *Projet de loi sur l'accueil de jeunes au pair, modifiant 1. la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration 2. la loi du 4 juillet 2008 sur la jeunesse*

Dépôt: Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 14.09.2011

**6329** - *Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation du Luxembourg à la mission d'observation de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe des élections présidentielles au Kirghizistan*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 14.09.2011

#### 4. Résolution relative au Livre vert «Moderniser la directive sur les qualifications professionnelles» (document COM (2011) 367) - Art. 169 du Règlement de la Chambre des Députés

D'Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports, d'Commission des Classes moyennes et du Tourisme an d'Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire hunn an hire jeeuweilege Réunionen décidéiert, en Avis politique un d'Europäesch Kommission ze riichten iwwert d'Dokument COM (2011) 367, déi de Livre vert «Moderniser la directive sur les qualifications professionnelles» betrëfft.

Déi dräi Kommissiounen hu wuelverstane kee Problem, wat de Respekt vum Subsidiaritätsprinzip ugeet, mä wëlle politesch Bedenken zum Ausdrück bréngen, esou wéi et den nationale Parlamentar an där sougenannter Barroso-Initiativ erlaabt ass. D'Prozedur, déi applizéiert gëtt, ass geregelt am Artikel 169 vun eisem Chambersreglement.

Den Avis commun vun der Commission de l'Éducation nationale, vun der Mëttelstandskommission an vun der Ekonomieskommission ass lech a Form vun enger Resolutioun verdeelt ginn. E Vote sans débat gëtt virgeschloen.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

**(Assentiment)**

Dat schéngt esou de Fall ze sinn.

**Vote**

Wie mat dëser Resolutioun d'accord ass, ass gebieden, d'Hand ze hiewen.

Wien ass géint déi Resolutioun?

Een, dee sech enthält?

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Domadder wier déi Resolutioun à l'unanimité ugeholl. Ech soen lech Merci, an ech leeden den Avis dann un déi zoustänneg europäesch Instanz weider.

#### 5. Ordre du jour

D'Präsidentekonferenz schléit fir haut de Mëtteg folgenden Ordre du jour vir: d'Diskussion iwwert de Projet de loi 6314 iwwert d'Erweiterung vum Euro-Rettungsschirm, nom Modell 2.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

**(Assentiment)**

Dann ass dat esou décidéiert.

Mir kommen dann och elo zu deem Projet de loi 6314 iwwert d'Erweiterung vum Euro-Rettungsschirm. D'Riedezäit ass hei nom Modell 2 festgeluecht. Et hu sech bis elo age-

schriwwen: déi Häre Meisch, Bodry, Bausch, Gibéryen a Fayot...

► **Une voix.**- An Hoffmann!

► **M. le Président.**- ...an Hoffmann; net ze vergiessen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Michel Wolter. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

#### 6. 6314 - Projet de loi modifiant la loi du 9 juillet 2010 relative à l'octroi de la garantie de l'État dans le cadre de l'instrument européen de stabilisation de la zone euro

**Rapport de la Commission des Finances et du Budget**

► **M. Michel Wolter (CSV), rapporteur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass mat enger gewëssener Emotioun, wou ech am Numm vun der Finanz- a vun der Budgetskommission de Rapport zum virleiende Gesetzestext maachen. Eigentlech hat ech als President vun der Kommission - an Dir hutt et, Här President, scho gesot - mat mengem Frënd, dem Lucien Thiel, ofgemaach, dass hien dëse Rapport géif maachen, esou wéi hien och de Rapport zum Gesetz vum 9. Juli 2010 gemaach huet, wou mer fir d'éischte Keier iwwert dëse Sujet geschwat hunn. Leider huet d'Liewen oder den Doud et aneschters décidéiert, esou dass ech dee Rapport am Numm vun der Kommission hei maachen an him en och speziell wëll widmen.

Well mam Luss verléiere mer och an der Finanzkommission net nëmmen e gudden Frënd, e gudden Kolleg, mä virun allem och ee vun eise versiersten a kompetenteste Finanzexperten, deen op seng Aart a Weis an op déi Aart a Weis, déi hie charakteriséiert huet, och bei eis an der Finanzkommission zum Deel ganz schwierig Dossierien eis op eng ganz verständlech Aart a Weis duergeluecht huet. An ech kann lech soen, als President vun der Finanzkommission, wann een dem Luss e Projet ze maache ginn huet, da war ee sécher, dass dat ouni vill Schwierigkeete géif iwwert d'Bühn goen.

Dann ass dat hei e Projet, deen an deem Sënn och speziell ass, dass mer matzen an der Summervakanz, wann een dat emol esou ka soen - där parlamentarescher op jidde Fall -, zesummekommen, fir e Projet de loi ze stëmmen. Dat géife mer sécher net fir all Projet de loi maachen en séance publique.

Selbstverständlech maache mer dat hei an dat weist och op de Charakter vun dësem Projet de loi hin, dee sech zu engem Sujet ausschwätzt aus eiser Sicht, dee brandaktuell an Europa ass an deem seng Konsequenzen ee jo quasi vun Dag zu Dag oder vu Woch zu Woch muss am A behalen.

De Projet u sech ass den 8. August vun dësem Joer vum Finanzminister Luc Frieden déposiert ginn an huet als Objet, fir de Montant vun der Lëtzebuurger Staatsgarantie am temporären europäesche Rettungsschirm - kuerz EFSF genannt - vun 1,15 Milliarden op 2 Milliarden Euro maximal opzestoecken.

Ech wëll drun erënneren, dass den EFSF de 17. Mee 2010 am Kader vun enger Réunion vum Eurogroup an d'Liewe geruff ginn ass. Et handelt sech hei ëm eng Spezialgesellschaft mat Sëtz zu Lëtzebuerg, déi am Numm vun Länner aus der Eurozon anere Länner, déi a finanziell Schwierigkeete gerode sinn, ka Suen um Finanzmarché léine goen. Wann déi Gesellschaft Sue léine geet, da garantéieren déi 17 Eurostaten dee Prêt, deen da vun der EFSF gemaach gëtt. D'Länner aus der Eurozon sti souzese Bierg fir déi Prëten.

Dës Prët gëtt et natierlech net zum Nulltarif. Et gëtt se weder fir d'Banken nach fir déi betraffe Länner. Si ginn nëmmen ënnert der Bedéngung accordéiert, dass déi betraffe Länner zolidd musse spueren, fir hir Defiziter ze reduzéieren. An dat schéngt normal, wann ee bedenkt, dass aner Länner Bierg fir Sue stinn, déi do geléint ginn. Géif deemno an Irland oder a Portugal, zwee Länner, déi ënnert dem Rettungsschirm sinn, de Spunnes mat de Sue bedriwwen ginn, da wieren et net méi déi Länner eleng, mä quasi all déi aner Länner aus der Eurozon, déi dofir bleche missten.

Am Mee 2010 ass festgehale ginn, dass dës Zweckgesellschaft bis zu 440 Milliarden Euro Kreditter kann ophuelen. Déi Garantie vu 440 Milliarden ass opgedeelt tëschent deene 17 Memberstate vun der Eurozon, konform zu hirem Schlëssel am Kapital vun der Europäescher Zentralbank.

Fir de Moment heescht dat, dass Lëtzebuerg fir 1,15 Milliarden Euro geruedstoe muss. Lëtzebuerg, wéi déi aner Länner och, muss dann ansprangen, wann dat Land, wat de Kredit krut, deen net méi zréckbezuele kann. Soulaang déi betraffe Länner zréckbezuelen, fléisst e gewë-

senen Zënsertrag souguer an eise Budget eran. Géife si dat net méi maachen, da krit déi ganz Geschicht en negativen Impakt op eise Staatsbudget. Dës Garantie vun 1,15 Milliarden ass duerch d'Gesetz vum 9. Juli 2010 autoriséiert ginn.

Här President, Léif Kolleegen, iwwert déi lescht Méint huet sech d'Vetrauenskrise op de Finanzmarché weider zougespëtt, an den Euro, wéinst de groussen Scholdeproblemer a villen Euro-Länner, kënnert enner Drock. Esou hunn Irland a Portugal missen ënnert de Rettungsschirm geholl ginn. Si si bis elo déi zwee eenzeg Länner, déi Kreditter vum EFSF zur Verfügung gestallt kruten.

Fir där Vertrauenskrise an Europa an an den Euro entgéintzewirken an e staarkt Signal un d'Finanzwelt ze senden, ass am Conseil européen vum 24. a 25. Juni dëst Joer décidéiert ginn, den europäesche Rettungsschirm ze stäerken. Et huet sech nämlech erausgestallt, dass fir den „rating AAA“, fir déi Prëten ze behalen, dës net bis zu 120%, mä bis zu 165% musse garantéiert sinn.

Fir dass den EFSF deemno 440 Milliarden am Marché léine kann, musse Garantie vun insgesamt 780 Milliarden zur Verfügung stoen. Dës Erhéijung bréngt mat sech, dass och fir Lëtzebuerg sech d'Garantie no uewen upasst, nämlech vu momentan 1,15 Milliarden op 2 Milliarden Euro. Dofir musse mer d'Gesetz vum 9. Juli 2010 ofänneren, wat mer dann och haut solle maachen.

Säit dem Vote vum Gesetz hu sech da weider nach zwee Elementer geännert. Éischters, den EFSF ass entre-temps autoriséiert, um Primärmarché Statsobligatiounen vun de betraffene Länner opzekafen. An zweetens ass Estland dem Euro bäigetritt an deemno och Garant vum Instrument ginn.

De Statsrot gëtt a sengem Avis gréng Luucht fir d'Opstocke vun der Staatsgarantie, well et fir de Moment keng Alternativ zum Rettungsschirm géif ginn. Hie weist awer drop hin, dass laut den europäesche Verträge keen „bail-out“ kann zougelooes ginn. Am Kloertext heescht dat, dass laut EU-Recht kee Land fir engem anere Memberland seng Scholden a Verpflichtunge muss riichtstoen. Hien zitëiert an dësem Kontext den Artikel 125 iwwert de Fonctionnement vun der Europäescher Unioun.

De Statsrot versteet awer, dass déi exceptionell wirtschaftlech Émstänn an der Eurozon d'Memberstate obligéiert hunn, sech fir eng gewëssen Zäit vum Prinzip vum „no bail-out“ ewechzebewegen. De Statsrot geet dovun aus, dass d'Finanzhëllef kompatibel si mam Artikel 125, well hie weist drop hin, dass d'Hëllef en ganz strikt Bedéngunge geknappt sinn.

Esou mussen déi betraffe Länner hir Budgete sanéieren an hir Wirtschaft nei ukuerbelen. Dofir fuerdert de Statsrot d'Regierung dann och op, derfir ze suergen, dass d'Finanzhëlfe hiren exceptionelle Charakter behalen a zäitlech begrenzt bleiwen an dass d'Bestëmmunge vum Artikel 125 iwwert de Fonctionnement vun der Europäescher Unioun respektéiert ginn.

Här President, zum Schluss nach zwou Remarquen.

Éischters, de griichesche Rettungspak vun 110 Milliarden, deen ass net iwwert den EFSF ofgewéckelt ginn. Bei dësem Pak handelt et sech ëm en Accord tëschent de Finanzministere vun der Eurozon, der Europäescher Zentralbank an dem Internationale Währungsfong. D'Europäesch Unioun bedeelegt sech mat 80 Milliarden un dësem Pak ënnert der Form vu bilaterale Prëten. Déi aner 30 Milliarden, déi kommen iwwert den Internationale Währungsfong. Déi Lëtzebuurger Participatioun beleeft sech iwwer dräi Joer op 200 Milliounen Euro.

Zweetens, den aktuelle Rettungsschirm, dee leeft bis 2013 a soll duerno duerch en endgültigen europäesche Stabilitätsmechanismus, den EMS, ersat ginn. Dofir muss awer en neie Projet de loi déposiert ginn, op dee mer da le moment venu an dëser Chamber wäerten ze schwätze kommen, an dee jo och schonn an enger ganzer Rei vun anere Länner an der Diskussion steet.

Schlussendlech hate mer an der Kommission mam Minister och nach eng Diskussion iwwert d'Relatioun tëschent der Chamber an der Regierung an dësem Zesummenhang. Mir hunn déi Démarche formaliséiert, déi mer an deene leschte Jore scho praktesch applizéiert hunn, an zwar déi, dass de Minister sech engagéiert huet, bei neien Engagementer, dat heescht wann nei Länner ënnert de Schirm solle kommen, au préalable eng Consultatioun vun der Chamber a Form vun der Finanzkommission stattfannen ze loossen, déi dann décidéiert, ob eng öffentlech Debatt an der Chamber an der Plénière stattfënnt oder net.

Zweetens, bei substanzuellen Ännerunge vu bestehenden Engagementer gëtt d'Chambers-

kommission duerch de Finanzminister informéiert.

Dat gesot, hate mer eng Diskussion iwwert déi eenzel Aspekter vun deem Projet de loi an der Kommission. Et war eng grouss Majoritéit vun de Kollege mat enger Géigestëmm der Meinung, dass mer dem Plenum vun der Chamber solle recommandéieren, de Projet de loi, iwwert deen ech elo hei exposéiert hunn, unzehuelen. An ech géif dat dann och am Numm vun der Finanzkommission maachen a gläichzäiteg den Accord vun der CSV-Fraktioun ginn.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Michel Wolter. Ier mer an der Diskussion virufieren, wollt nach d'Regierung en Dépôt vun engem Projet de loi maachen.

#### 7. Dépôt d'un projet de loi et de deux arrêtés grand-ducaux de retrait par Mme Octavie Modert, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Här President, ech géif lech viru warnen, lech an d'Séileliewe vun der Regierung anzeméschen.

**(Hilarité)**

► **M. le Président.**- Dat, mengen ech, hunn ech iwwerhaupt net wëllen, Här Statsminister.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Et notzt och näischt.

► **M. le Président.**- Madame Kulturministeresch, wann ech gelift.

**(Interruption et hilarité)**

► **Mme Octavie Modert, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative.**- An enger vun deenen anere Qualitéiten, nämlech als Minister vun öffentlechen Dénsgsch, hunn ech vum Grand-Duc iwwer groussherzoglechen Arrêt vum 18. August erlaabt kritt fir hei ze hannerleeën de Projet de loi relative à l'identification des personnes physiques, au registre national des personnes physiques, à la carte d'identité, aux registres communaux des personnes physiques, deen e ganze Koup Gesetzer ännert. A gläichzäiteg wëll ech och de Retrait maache vun zwee Gesetzer, N°5950 an N°5949.

**6330** - *Projet de loi relative à l'identification des personnes physiques, au registre national des personnes physiques, à la carte d'identité, aux registres communaux des personnes physiques et portant modification de 1) l'article 104 du Code civil; 2) la loi modifiée du 22 décembre 1886 concernant les recensements de population à faire en exécution de la loi électorale; 3) la loi modifiée du 30 mars 1979 organisant l'identification numérique des personnes physiques et morales; 4) la loi communale modifiée du 13 décembre 1988; 5) la loi électorale modifiée du 18 février 2003.*

Merci, Här President.

► **M. le Président.**- Ech ginn lech Akt vun Ärem Dépôt. An elo fuere mer an der Diskussion virun. Als éischte Riedner zum Projet de loi ass den honorabelen Här Claude Meisch agedroen. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

#### 8. 6314 - Projet de loi modifiant la loi du 9 juillet 2010 relative à l'octroi de la garantie de l'État dans le cadre de l'instrument européen de stabilisation de la zone euro (suite)

**Discussion générale**

► **M. Claude Meisch (DP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an der leschter Chamberssëtzung vum leschte parlamentaresche Joer hat ech eng Interpellatioun zu genau deem dote Sujet ugefrot, nämlech der Scholdekrise an Europa. An d'Diskussion, wéi se deemools gefouert ginn ass, wäert ganz der heiteger Diskussion ähnelen. Mäi Schlusswuert war, dass Griichenland elo gerett wier, virleefeg, wahrscheinlech bis de September.

Mir sinn am September, an den Dossier steet nees um Ordre du jour, nämlech mat esou enger Drénglechkeet, dass mer eis an der parlamentarescher Summerpaus hei nees zesumme gesinn, fir dann dem Eurorettungsschirm eng zweet Stuf bäizesetzen.



De Rapporteur huet et gesot, an ech wëll em Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport.

D'Demokratesch Partei stëmmt dëst Gesetz. Mir hunn och déi éischt Stuf vum europäesche Rettungsschirm fir den Euro matgedroen. Hei gëtt d'Garantie vun 1,15 Milliarden Euro op 2 Milliarden eropgesat. An och de Rettungsschirm, déi Struktur, déi sech EFSF nennt, kritt eng zweet Kompetenz derbäi, nämlech datt se kann um *Marché secondaire* intervenéieren a Statistiken do opkafen. Wat mer ausdrécklech eigentlech och begreifen, well dat jo en *Exercice* ass, deen an der Lescht virun allem d'Europäesch Zentralbank gemaach huet. Wat net falsch war, fir et ze maachen, wat positiv Auswirkungen hat, virun allem wat derzou gefouert huet, datt d'*Marché* sech dach e *Stéck* wäit stabiliséiert a berouegt hunn.

Mä et kann ee sech awer d'Fro stellen, ob dat doten d'Aufgab war vun der Europäescher Zentralbank, a wéi wäit dat doten och demokratesch legitiméiert war, fir vun der Europäescher Zentralbank esou virzegoen. Mat deem Schrëtt, dee mer hei maachen, gi mer déi Kompetenz do eriwuer an d'Struktur vum Rettungsschirm. An domadder ass also och esou eng Interventioun an Zukunft demokratesch legitiméiert.

Mir stëmme mat Jo, well mer keng aner Alternativ gesinn. Wat wieren Alternativen? Et gëtt der, déi bréngen der an d'Diskussion. Et gëtt vun enger direkter Émscheldung vu Griichenland geschwat. Et gëtt och vun engem Austrëtt vu Griichenland aus dem Euro geschwat. Nun, eiser Meenung no hätt dat awer néfaste Konsequenze fir Griichenland, awer net nëmme fir Griichenland, mä och fir Europa, fir eise Banksystem a schlussendlech och domadder fir Lëtzebuerg.

Griichenland wier direkt faillite bei esou engem Schrëtt. Den Aussenhandel géif zesummebréchen, domadder ganz, ganz vill griichesche Entreprises. D'Banke géife grouss Verloschter maachen, an de Risque fir eng zweet Bankekris no där vum 2008 wier ganz, ganz héich anzuschätzen.

D'DP wëllt mat hirem Jo haut hei esou en Szenario évitéieren. Mir brauchen also d'Interventioun vun aneren europäesche Länner. Mir brauchen haut elo an dëser Situatioun, wou mer sinn, déi europäesch Solidaritéit. An d'Fro, déi sech muss gestallt ginn, an, ech mengen, se ass sech gestallt ginn an deene leschte Wochen, ass: Wat gëtt méi deier, retten oder net retten?

D'UBS, Schwäizer Bank, huet eng Etüd virgeluecht, déi seet, datt et daitlech manner deier géif ginn, iwwer e Mechanismus wéi deen heiten elo d'Situatioun ze stabiliséieren, Griichenland an aner Länner virun der Statsfaillite ze bewahren. Et kéint een dervunner ausgoen, datt dat e Käschtpunkt vu ronn dausend Euro pro Awunner aus der Eurozon wier, also un all de Länner aus den Euro-Memberstaaten. Wa mer Griichenland géife fale loosse, hätt dat eng multipel Mol méi héich Auswirkung, wéi wa mer se probéieren iwwert dësse Mechanismus hei ze retten.

Och ass do gekuckt ginn, wat d'Ausscheede vum zum Beispill engem staarken Euroland wéi Däitschland géif bewierken. Dat hätt och enorm Käschten, déi daitlech méi héich wieren, mat bis zu 8.000 Euro op de Kapp fir all daitische Statsbürger dat éischt Joer a 4.500 Euro, laut där Etüd, fir all Joer duerno. Et gëtt also zu deem, wat hei probéiert gëtt ze maachen, keng Alternativ, och wann nach ganz vill Froen opstinn.

Mir mengen och, datt déi zweet Stuf vum Eurorettungsschirm net wäert duergoen, an datt et haut sécherlech net déi leschte Kéier ass, datt mer doriwwer an dësem Haus mussen diskutéieren. Et konnt nach keen erklären, wéi Griichenland et zum Beispill sollt fäerdeg bréngen, mat senger enormer Statsschuld, déi et accumuliert huet, nees en *équilibré* Budget déi nächst Joren ze presentéieren, jo déi Schuld do iergendwéi probéiere kënnen ofzebauen.

Mat ronn 160 Prozent vum PIB, mat enger Rezessioun, an där dat Land dran ass, well och déi Spuerforten, déi gemaach ginn, derzou féieren, datt d'Ekonomie nach eng Kéier méi lues dréit, mat enger Situatioun, wou ee mierkt, datt de Wëlle vun der Regierung, de Courage vun der griichescher Regierung an d'Force vun der Politik och do par rapport zum Drock vun der eegener Populatioun lues a lues an d'Wanke kënnt, fir deen ugefouerten an och dee vum Europa gefuerderte Spuerkurs weiderzeféieren.

Mat engem Mangel u wirtschaftleche Perspektive fir dat Land, mat ville jonke Leit, déi ouni

Aarbecht, ouni Perspektive sinn an hirem Land ganz oft och de Réck dréien. Mat engem wuesenden Zweifel un der Europäescher Unioun, déi fir villes, wat da schlecht leeft momentan, responsabel gemaach gëtt, mat engem gewëssenen Zweifel un der sozialer Maartwirtschaft a sécherlech och iergendwann eng Kéier mat engem gewëssenen Zweifel un der Demokratie.

Mir brauchen also eng *Émstrukturéierung* à moyen terme, op déi eng oder op déi aner Manéier, vun der griichescher Statsschuld, fir deem Land eng *Méiglechkeet* ze ginn, och do kënnen erauszekommen.

An ech mengen, wann ee momentan d'*Marché* kuckt, da gleewen déi och net drun, datt Griichenland eleng erauskënnt. Ech mengen, haut oder gëschter huet ee misse véier Milliarden Euro bezuelen, fir sech géint de Risiko ze verséieren, datt een zéng Milliarden, déi ee Griichenland geléint hat, net méi géif erëmkréien, wat e Rekordpräis ass. Dat weist eigentlech, wéi de Risiko momentan ass, datt Griichenland seng Schuld net kann zréckbezuelen, wéi dee vum *Marché* ageschat gëtt.

Wat mer awer maachen a firwat dat heite richtig ass, dat ass, datt mer Zäit gewonnen, bis mer eng definitiv Solutioun kënnen ugoen. Zäit gewonnen, bis mer d'Risiken, déi momentan och bei der Europäescher Zentralbank leien, Risiken, déi momentan bei ganz villen anere grouse private Bankhaiser leien, eenegermoossen an de Grëff kënnen kréien.

Dat heescht awer gläichzäitig och, datt d'Rettung vum Euro an déi Interventioun, déi mer haut hei stëmme, datt déi eis finalement risquéiert eppes ze kaschten! An ech mengen, et ass ze einfach, se heihinnerstellen an ze soen: Mir ginn eigentlech hei nëmme Garantien, mir kréie souguer Zësen, a wann dann alles gutt ausgeet, dann huet dat eis finalement näischt kascht an énnert dem Stréch hu mer vläicht nach e kleng Boni gemaach.

Nieft deem, wat mer haut hei *décidieren* als Garantie ze erhéije fir d'EFSF, nieft där Kompetenz, déi déi Struktur derbäikritt, fir um *Marché secondaire* Titren opzekafen - a wa se dat mécht, ee jo och dovunner kann ausgoen, datt se vläicht herno net méi den Nominalwäert géif erëmkréien -, do dernieft wësse mer, datt duerch déi Interventioun vun der Europäescher Zentralbank e weidere Risiko besteet, datt och doduerjer eng Kéier de lëtzebuergesche Statsbudget géif belastscht ginn, nämlech dann, wann déi Titren, déi d'Zentralbank a Garantie geholl huet, respektiv déi se um *secondaire* *Marché* opkaaft huet, wann och déi net méi komplett géife bedéngt ginn, da géif dat dozou féieren, datt mer fréier oder spéider och iwwer eise Statsbudget missten eng vun deene Laaschten do droen.

An ech mengen, datt muss een de Lëtzebuerg och ganz kloer soen. Et muss ee soen: Wat kascht et herno Lëtzebuerg, wann et zu enger Verlängerung zum Beispill vun der griichescher Statsschuld kënnt? Et muss ee ganz kloer soen: Wat kascht et Lëtzebuerg, wa mer e Scholde schnétt maache vum 20, 30, 40, 50%? Wat kascht et Lëtzebuerg, wa bei der Europäescher Zentralbank, duerch hir Interventiounen, herno e Verloscht muss *équilibréiert* ginn?

Ech mengen, wa mer gären hätten, datt déi Politik, déi mer haut hei maachen, eng Akzeptanz soll kréien, och bei de Lëtzebuerg dobaussen, da brauche mer och eng Rei vu méi Transparenz, fir de Leit kloer ze soen, wat mer maachen an zu wat dat finalement och ka féieren a wat et eis och, als Lëtzebuerg Land, finalement wäert oder kéint kaschten.

Europa ass an eisen Aen awer och weider gefuerdert, Här President, an d'Demokratesch Partei mengt net, datt mer mat manner Europa aus dëser Kris erauskommen. Mir gehéieren éischer zu deenen, déi mengen, datt mer mat méi Europa kënnen déi Kris do bewältegen. A mir menge virun allem, datt mer mat engem Europa déi Kris kënnen bewältegen, datt besser funktionéiert wéi dat, wat mer bis ewell haten.

Méi Europa brauche mer zum Beispill, wann et dréms geet, ze hëllef Südeuropa wirtschaftlech nees op d'Féiss ze kréien. Wat momentan net de Fall ass! Well, wa mer gären den Euro a senger jetzeger Kompositioun halen, wa mer gäre Länner an engem Wirtschaftsraum, an engem Währungsraum halen, déi haut - ech kucken do och zum Beispill op Däitschland - wirtschaftlech héich Performancé produzéieren, staark produktiv sinn, an aner Länner, virun allem an südeuropäesche Raum, déi dach wirtschaftlech ganz staark Problemer hunn, fir do kënnen matzehalen, da riskéiert dat op Dauer net ze goen, souwuel den Euro, all déi Länner am Euro ze halen, een eenheetleche Währungsraum ze halen an awer esou komplett verschidden Ekonomien ze hunn.

Wa mer gesinn, wat déi ekonomesch Problemer an deene Länner sinn, wéi héich d'Aarbechts-

losegkeet ass, d'Jugendarbeitslosegkeet am ganz Besonnenen, wann ee gesäit, wéi un der Maartwirtschaft do gezweifelt gëtt, a wann ee weess, datt dat ganz oft herno dozou féiert, datt och d'Demokratie nach eng Kéier an Zweifel gefouert gëtt, dann, mengen ech, muss mer eis an Europa d'Fro stellen, wéi mer Südeuropa méi staark kënnen énnert d'Äerm gräifen, fir et wirtschaftlech dach nees op eng richtig Bunn ze kréien. Den Europadeputéierte Charles Goerens huet eigentlech do en Term geprägt, deen ech hei nach eng Kéier wéilt an d'Diskussion bréngen, vun engem „*Marshall-Plang*“ fir Südeuropa.

Ech mengen och, datt mer méi Europa brauchen, wann et em d'*Gouvernance* geet vum Europa. Mir hu festgestallt déi lescht Méint a Wochen, datt d'Politik sech eigentlech vun de *Marché* joe léisst. Dat huet a mengen Ae virun allem ee Grond, nämlech dee Grond, datt d'Politik net konnt reagéieren, datt d'Politik ganz oft net handlungsfäeg war, an datt mer eben net déi Institutionen um europäesche Plang haten, déi do ganz schnell konnten intervenéieren. Déi eenzeg Institution, déi do war, d'Europäesch Zentralbank, huet intervenéiert an huet dat och gemaach - och wann et vläicht net hiren Optrag initialement war -, mä huet awer do zu enger Berouegung kënnen bäidroen.

Mat där Struktur, déi mer haut hei ausweiten, der EFSF, wäerte mer dann och dozou bäidroen, datt mer eng zweet Struktur kréien, déi handlungsfäeg ass an Europa an déi op de *Marché* kann intervenéieren, wann et dann noutwendeg ass.

Ech mengen awer och, datt mer weider mussen driwwer nodenken iwwert déi wirtschaftlech an déi finanzpolitesch Koordination an der Eurozon, datt mer och vläicht nei Mechanisme brauchen, déi fir eis och als Demokratesch Partei keen Tabu sinn. Dat hu mer virum Summer gesot, dat soe mer elo nom Summer. Mat eis kann een iwwer „*Euro-Bonds*“ zesummen nodenken, mat eis kann een och iwwer eng Scholdebremms nodenken.

Woubäi ech wéilt ze bemerke ginn, datt mer am Maastrichter Vertrag, an de Konvergenzkriterien, eng Scholdebremms haten, a wéi se dunn hätt solle gräifen, dunn ass se ganz schnell ausser Kraaft gesat ginn. Amerika huet eng an der Verfassung, a wéi se hätt solle gräifen, ass se och nees ganz schnell ausser Kraaft gesat ginn. Also dat schéngt mer och net den eenzege wichtege Mechanismus ze sinn! Ech mengen och, datt ee mat eis kann driwwer diskutéieren, den europäesche Stabilitéitspakt weiderzedenken, automatesch oder semiautomatesch Sanktiounen kënnen mat a Kraaft tueden ze loosse.

Et gëtt eng aner Diskussioun momentan um europäesche Plang gefouert, nämlech déi vum engem haaptamtliche Chef vum Eurogroup. Ech mengen, datt och dat eigentlech nëmme ee Schrëtt ka sinn. Ech gesinn den Här Premierminister, wéi e beschäftegt war déi lescht Méint a senger Fonctioun als Chef vum Eurogroup, an ech mengen, hie weess wéi keen aneren, wat dat dote bedeit huet. A wann do de Wonsch no engem haaptamtliche Chef vum Eurogroup da genannt gëtt, dann, mengen ech, gëtt et eigentlech keen Argument, wat do dergéint schwätzt. Mir mengen awer och, datt dat just ee Schrëtt därfer sinn, datt dat och just ee Schrëtt da ka sinn a sécher net d'Léisung vum ganze Problem kann heeschen.

Deen hätt als Aufgab, mengen ech, virun allem de Konsens tëschent de Länner an enger ganzer Rei vu wichtege an akute Froen ze organiséieren. Ech menge virun allem, datt et och dréms geet, de Länner nach eng Kéier méi daitlech kloerzemaachen, op där enger Säit vläicht e klengt *Stéck* vum hire Kompetenz mat opzeginn, fir op där anerer Säit e *Stéck* méi Mat-sprooch um europäesche Plang bei deene grouse Froen dann och kënnen ze kréien.

Mir sëtzen an dëser Fro, spéitstens zënter mer den Euro hunn, alleguerten an engem Boot a mir mussen an déiselwecht Richtung rudder. Mir muss virun allem am Takt rudder, fir dat Boot do nees a roueg Gewässer kënnen ze kréien. Dat ass net einfach, déi Aufgab do, an och en haaptamtliche Chef vum Eurogroup wäert et net einfach hunn!

D'europäesch Press, Deeler vun der europäescher Politik mengen, datt dee Chef vum Eurogroup net soll Jean-Claude Juncker heeschen. Dat si virun allem d'Schwësterpartei vum der CSV, déi konservativ an déi chérschtlech-demokratesch Parteien an Europa, déi mengen, datt et besser wier, de Jean-Claude Juncker sollt net méi un deem Posten do interesséiert sinn, wat hien dann och eis an dem Rescht vum Europa matgedeelt huet.

Do dernieft, mengen ech, hu mer awer och eng zweet Tendenz, déi mer feststellen, nämlech déi, datt Europa ëmmer méi d'Affär gëtt vum deene Groussen. Merkel a Sarkozy diktéieren a vill anerer notéieren. An ech mengen,

datt dat net gutt ass. Ech mengen, datt mer eis hei zu Lëtzebuerg kënnen schnell eens sinn, datt dat doten net gutt ass. An ech mengen och, datt et un der Zäit ass, datt mer et erëm eng Kéier méi kloer a méi daitlech soen, datt Europa gedroe gëtt vu ganz ville Länner, vu groussen a vu manner groussen, an datt et net esou ka sinn, datt déi eng virginn an d'Richtung uginn an déi aner eigentlech nëmme op deemselwechte Pad herno kënnen hannendrolafen.

Da wéilt ech nach eng lescht *Remarque* maachen, Här President. Europa leit énnert der ablécklecher Scholdekrise, déi europäesch Ekonomie leit énnert der ablécklecher Scholdekrise a virun allem d'Vetraue vum de Mënsche leit énnert der ablécklecher Scholdekrise. A zu Lëtzebuerg och an Zukunft soll weider kënnen prosperéieren, dann, mengen ech, muss mer d'Fanger ganz schnell ewechloosse vum enger weiderer Verscheldung hei zu Lëtzebuerg, da solle mer dee Wee net nogoen, deen aner europäesch Länner gaange sinn, well soss verléiere mer fréier oder spéider dach eng Kéier eis On-ofhängegkeet an dësem kleng Land.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Claude Meisch. Als nächste Riedner ass den Här Alex Bodry agedroen. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, duerch dëst Gesetz soll déi Lëtzebuerg Statsgarantie am Kader vum europäesche Stabilisatiounsinstrument fir d'Eurozon - EFSF - vu maximal 1,15 Milliarden em 850 Milliounen Euro op zwou Milliarden Euro eropgesat ginn.

Mat dësem Vote gëtt d'Chamber hiren Accord zu där europäescher *Décision*, fir d'Mëttele vum deem EU-Schirm, dee jo bis Mëtt 2013 gëllt, vu 440 Milliarden op 780 Milliarden Euro eropzesetze. Déi Zuelen, déi ech virdu genannt hu fir Lëtzebuerg, entsprechen also dem Undeel, deen eist Land um Kapital vum der Europäescher Zentralbank huet: 0,17%.

De Michel Wolter huet et scho gesot, an ech ka mech ëmmer nëmme wonneren, wann een och Berichter iwwer ähnlech Debatten am Ausland liest, dass een ëmmer liest, et géif iwwert d'Griichenland-Hëllef ofgestëmmt ginn an de Parlament. Dat geschitt och hei zu Lëtzebuerg net iwwert deen heite Vote! Hei geet et eenzeg an eleng drëm, fir eben déi Lëtzebuerg Statsgarantie eropzesetze par rapport zu deem, wat mer am bestehende Gesetz festgeluecht haten.

Bis elo huet och eigentlech Griichenland nach net vum deem Mechanismus direkt profitéiert, well bis elo déi Hëllef fir Griichenland iwwer e bilaterale Wee ausbezuelt si ginn, an dat gëllt och fir Lëtzebuerg. Lëtzebuerg huet also eng bilaterale Garantie gi par rapport zu Griichenland, an dat wäert sech eréischt kuerzfristeg änneren. Länner, déi bis elo vum deem Hëllefprabbeli profitéiert hunn, si virun allem Irland a Portugal gewiescht. Fir Griichenland wäert dat an Zukunft de Fall och kënnen sinn.

Wann also dës erhéichte Lëtzebuerg Statsgarantie spillt, dann ass dat net onbedéngt fir Griichenland. Dat kann och fir Griichenland de Fall sinn. An et weess ee jo net - et wëllt een den Däiwel net un d'Wand molen -, wat fir eng Entwécklungen nach kënnen an Zukunft kommen.

Ech mengen, e Bléck op d'Veerscheldung vum eenzelne State gëtt awer Indikatioun iwwert de Schwieregkeetsgrad, mat deem mer eigentlech momentan hei an Europa konfrontéiert sinn, well wann een déi Statistik kuckt, gesäit een, dass hanner Griichenland, déi effektiv eng Statsschuld hu vum iwwer 140% vum hirem PIB, gläich duerno Italien kënnt mat 119% vum PIB Statsschuld, gefolgt vum der Belsch un drëtter Plaz mat knapp 97% vum hirem PIB. Dat sinn Eurostat-Zuele vum 2010.

An och bei deene Länner, déi sech ëmmer gär als Lokomotiv vum Europa gesinn - Däitschland vum der Madame Merkel a Frankräich vum Här Sarkozy -, och do ass een nëmme verwonnert, wann een déi Statistike kuckt - dat si jo och déi grouss Verfechter vum de gëllene Regeln haut -, dass déi alleguerte wäit iwwert dem eigentleche Scholdeplaffong vum Stabilitéitspakt leien, dee jo bei 60% initial festgeluecht ginn ass. Si leien - Däitschland wéi Frankräich - bei iwwer 80% Statsschuld vum hirem PIB!

D'LSAP-Fraktioun wäert dëst Gesetz stemmen, a) well et zurzäit keng valabel a manner risikoraich Alternative gëtt zu deenen Hëllefspäck, deene garantiéierten Emprunté fir iwwerschëllt Euroländer, déi sech um Kapitalmaart net méi kënnen zu vertriebbarer Bedéngunge finanzéieren, a b) well an dësen onsécheren Zäiten, wou iwwert d'Zukunft vum Euro, also och d'Zukunft vum Europa, vill diskutéiert gëtt, jo, wou se um Spill steet, all Zeechen, all Zweifel, all Réckzug als Zeeche vu Schwächt gedeit gëtt, wat erëm zu neien zousätzleche spekulative Bewegunge géif féieren.





Et ass net ze erkennen, awéiwäit d'Faillite vun engem Euroland oder -aner Hypothees - den Ausschloss vun engem Land aus der Eurozon eng besser Léisung wier wéi deen Hëllefsmechanismus, deen elo iwwert déi lescht 18 Méint an Europa opgebaut ginn ass.

Keen Expert kann haut mat eenegermoosse Sécherheet berechnen, wat fir prezis Konsequenzen esou Entwécklungen hätten. Loosse mer also net den Zauberlehrling an Europa spillen! Virun allem d'Gefor vun enger Ausweitung vun esou engem Präzedenzfall vun enger staatlecher Faillite op aner Defizitländer ass völeg onberechenbar. Eng Insolvenz, och wa se organiséiert, kontrolléiert wier - ass dat iwwerhaapt méiglech, eng Insolvenz vun engem Stat wierklech ze kontrolléieren an all hiren Auswierkungen? -, dréit wuel kaum zu enger Berouegung op de Finanzmäert bäi. Just de Contraire ka passéieren: Aner Staten, déi an enger ähnlech schwieriger Situatioun sinn, kéinte schnell an nei Turbulenzen erarutschen, well dann d'Vertraue völeg ewech wier. Fält ee vun den Dominosteng, kënnen déi aner ganz liicht nofallen.

D'EU ass eng Gemeinschaft. Eng Gemeinschaft leeft vu Solidaritéit. Solidaritéit ass also och an dese Stonne gefrot. Mä Solidaritéit ass keng Eebunnstrooss, kee Sens unique. Déi, déi gehollef kréien, mussen och eng Géigeleeschtung bréngen, hir eege Verantwortung iwwerhuelen an derfir suergen, dass se hir Statsschuld, hir Budgetdefiziter, hir strukturell Insuffizienzen an de Grëff kréien, zumindest mëttelfristeg.

Solidaritéit ass och op dem Gläichheitsprinzip opgebaut. Eng Gemeinschaft vu gläiche Partner, do passt déi Extrawurscht fir Finnland, déi bei de Griichenlandgarantië concédéiert ginn ass, einfach net an d'Bild eran. Sou bilateral Zousazgarantië si Géift fir eng Solidar-gemeinschaft. Do muss zréckgeruddert ginn.

Mir aner sollten, wéi och international Institutionen dat ëmmer méi maachen -Experte vum IWF, Experte vun der UNO -, an d'A faassen an net de Feeler maachen, dass mer ausschliesslech an deenen Diskussiounen eis op d'Kappe vu Staatsausgaben, op d'Reduzierung vu Scholde limitéieren. Mir mussen och d'Suerg hunn, mat deem méi lese Wuesstum, dee sech an Europa zurzäit ofzeechent, dass mer net vergiessen, dass mer iwwer esou Moosnamen, eesäiteg Moosnamen, och déi zaart wirtschaftlech Reprise, déi mer an deene leschte Semester kennt hunn, erëm eng Kéier ganz liicht kéinten a Fro stellen an eventuell souguer de Wee fir eng nei Rezessioun an Europa géifen opmaachen.

D'Efforten, déi bei der Konsolidierung vun den öffentleche Finanzen verlaangt ginn, mussen och gerecht opgedeelt ginn. Dozou gehéiert och an eisen Aen eng Bedelegung vun Privat-secteur, a besonnesch och vun de Banken.

Déi rezent Explosione vun de Statsdefiziter hu schliesslech all am Endeffekt an der leschter Phas ze di gehat och mat de Statshëlfe, déi bei de Bankerettungen hu misse bezuelt ginn. De Bankeseक्टर huet also am meeschten och bei enger Statsfaillite ze verléieren. Duerfir ass et nëmme richteg, dass bei der Sich vu Léisungen, beim Schnüre vun Hëllefspäck och eng Participatioun vun Privatsecteur a vum Finanz-secteur mat berücksichtegt gëtt.

D'Sanëiere vun de Statsfinanze ka sech net eesäiteg um Bockel vun deene klengen a mëttleren Akommesse maachen. Länner wéi Griichenland mussen och eng fair Chance behalen, erëm wirtschaftlech wuessen ze kënnen, an op deem A soll Europa och net blann sinn an deenen nächste Méint a Joren.

Wann d'LSAP-Fraktioun dëst Gesetz haut stëmmt, da gëtt se domadder selbstverständlech kee Blankoscheck fir d'Regierung, wat den Émgang mat där Statsgarantie ueget. Hei gëtt e Maximum festgesat. Wann et da konkret gëtt, muss d'Chamber informéiert ginn. A wann nei Hëllefspäck geschnürt ginn, wa bei der Ausféierung vun deene bestehenden Hëllefspäck et zu wesentleche Changementer kënn, wann zum Beispill Divergenzen an Europa optrieden, wat d'Aschätzung vun der Erfüllung vun de Bedéngungen ueget, fir esou Suen ausbezuelen, da menge mir, dass d'Chamber vun der Regierung muss consultéiert ginn - consultéiert ginn, ier Décisionen definitiv op europäischem Plang gefall sinn.

Et ass och am Interessi vun der Regierung, vum Finanzminister, dass bei esou grouse finanziellen Engementer, bei esou Risiken d'Deputéierten, d'Vollektivrieder enk mat agebonne bleift an déi europäesch Entscheidungsprozess. Dat stäipt och hinnen am Endeffekt politesch de Réck.

Am Regelfall soll déi Consultatioun iwwert de Wee vun eiser Budgets - a Finanzkommissioun hei an der Chamber lafen. An exzeptionelle Fäll, wann et ëm wierklech existenziell Froe geet, schéngt mer selbstverständlech ze sinn,

dass d'Chamber als Plénière och muss iwwert déi dote Froen diskutéieren.

Dës Prozedur brauche mer net onbedéngt gesetzlech festzeleeën, mä se muss fest Bestanddeel si vun engem breede politeschen Accord, dee mer hei tëscht der Legislativ an der Exekutiv hunn. An de Minister Frieden huet jo an eiser leschter Sitzung vun der Finanzkommissioun och ze erkenne ginn, dass e prinzipiell mat esou enger Aart a Weis, fir virzegoen, och averstanen ass.

Essenziell ass et, dass deesen Dialog Regierung/Parlament net ex post, nodeem d'Décisionne gefall sinn, stattfint, mä am Virfeld vun definitiven Entscheedungen op europäischem Plang. Nëmme esou kënnen mer zumindest usazweis och eng öffentlech Debatt iwwert déi Froen och hei zu Lëtzebuerg hunn.

Mir hu jo momentan de ganz seriöse Problem, dass an där relativ konfuser Diskussioun, wou déi Professionell scho Schwierigkeiten hunn, sech erëmzefannen an Europa, ronderëm den Euro, ronderëm d'Statsfinanzen d'öffentlech Meenung sech bal net méi kann erëmzefannen.

Ech mengen, dass et och eng Aufgab ass vun dëser Chamber, déi dat jo och emol am Virfeld vun dem Referendum iwwert d'europäesch Vertrag gemaach huet, do méi eng aktiv Roll vläicht och no baussen ze spillen.

Déi doten essenziell Froen - wéi et an Europa weidergeet, wéi et mam Euro weidergeet, wat d'Souveränitätsrechter vun deenen eenzelne Staten ubelaangt, wéi vill méi Europa dass mer an der Eurozon vläicht brauchen -, dat dierfte Froe sinn, déi mer net dierfen de Populisten iwwerloossen. Dat si Froen, déi mer müssen de Courage och hunn, un d'Leit selwer erunzuedoen. Mir müssen als Chamber, als politesch Parteien de Kontakt mat de Leit, mat de Bierger an deenen dote Froe sichen, well et existenziell Froen och vläicht fir Lëtzebuerg sinn, déi sech am Endeffekt an där ganzer Diskussioun do wäerten erausstellen.

Wat och wichteg ass nach eng Kéier heizou ze betounen, dat ass, dass mat deem Vote vun deem heite Gesetz sech nëischt ännert un den Décisionsprozeduren a -mechanismen, déi gëllen an Europa, wat déi konkret Bereestellung vun Hëlfelefen un aner Staten ueget. Et wäert och an Zukunft esou bleiwen, dass all Regierung muss hiren Accord ginn, ier eng weider Tranche un iergende Land ausbezuelt gëtt iwwert dee Rettungsprabbeli fir den Euro. Dat ass, mengen ech, och eng ganz wesentlech Fro, déi et wichteg ass, och weinst där Konfusioun, déi an der öffentlecher Meenung heiansdo entsteet, no baussen och kloerzemaachen.

Nach eng Kéier: Hei gëtt net iwwert de Griichenlandpak an d'Ausbezuelen vun deenen nächsten Tranchen an der Chamber ofgestëmmt. Dat gëtt op aneren Niveaue gemaach. Awer do muss ëmmer d'Lëtzebuerg Regierung och mat d'accord sinn, fir dat ze maachen.

Déi mécht dat jo opgrond vun de Berichtchen, déi se kritt vun der Troika, vun der Kommissioun, vun der Europäischer Zentralbank, vum Internationale Währungsfong, a si mécht dat och no Récksprouch mat deenen anere Regierungen. An ech denken, dass kee Stat en Interessi huet selbstverständlech, Geldgeschenke ze maachen. Wa schlussendlech déi Tranchen ausbezuelt ginn, dann ass e gudder Grond do, fir dat ze maachen.

Och wann ee selbstverständlech perséinlech den Androck huet, soufern ee selwer duerchgesäit, dass de Risiko, dass eventuell dat eent oder dat anert Land, an notament Griichenland, méi Schwierigkeiten huet, fir déi geléinte Suen zréckbezuelen, sécherlech haut als méi grouss kann ageschat ginn, wéi dat nach virun etleche Méint de Fall war. Dat soll een och ganz daitlech soen. Dat soll eis awer net drun hënneren, fir op deem getrëppelte Pad awer konsequent virunzefueren.

Wichtig schéngt mer och ze sinn, dass bei där Décision iwwert d'Opstocke vun de Statsgarantien och op europäischem Niveau d'Décision gefall ass, fir deem Rettungsprabbeli och eng Rei vun zousätzleche Méiglechkeeten ze ginn, fir anzegräifen. Dat geschitt eben iwwer en Accord tëscht der Regierung, wou och Texter scho virleien.

Do ass eben ënner anerem och festgehal ginn, dass an Zukunft net nëmme dee Rettungsfong do kann, wéi dat elo d'Zentralbank mécht, och Obligatiounen um Marché secondaire opkafen, mä och kann indirekt zumindest Banke preventiv Sue léinen. Dat schéngt mer eppes ganz Wesentlech ze sinn. Egal a wat fir Hypotheesen dass mer erarutschen an nächster Zäit, bleift dat doten e ganz wichtegt Handlungsinstrument, wat Europa sech iwwert deen heite Wee gëtt. An dorobber, mengen ech, kënnen mer op jidde Fall net lichtfankeg och verzichte.

Wat d'Aschätzung vun der däitsch/franséischer Initiativ ueget, fir eng sougenannte Scholdenoder Defizitbremms an déi national Verfassungen anzuschreiwen, bleift eis Fraktioun bei hirer Meenung: Si mécht fir Lëtzebuerg kee Sënn. D'Regierung war jo och esou klug, wéi se iwwert d'Verfassungsännerungen am Juni/Juli diskutéiert huet, an hiren Proposen, an hirer Stellungnahme och net nëmme undeutungsweis eng Propos an déi dote Richtung hei an der Chamber eranzerechen.

Et ass ganz kloer, dass mer als LSAP zu enger Budgetpolitik stinn, déi mëttelfristeg muss équilibréiert sinn. Dorausser ergëtt sech dann och selbstverständlech eng begrenzte Statschuld. Mir brauchen eng gewësse Budgetdisziplin och hei zu Lëtzebuerg. Mä mir brauche keng gëlle Regel an der Verfassung, well ech der Meenung sinn, dass esou eng Regel politesch net oportun ass a juristescht komplett ineffikass ass. Mir kennen hei zu Lëtzebuerg zum Beispill keng abstrakt Normekontroll. Et ass kee Verfassungsgericht do, wat e Budgetgesetz géif kontrolléieren.

An drëttsen fannen ech et och relativ verwegen, dass d'Regierungen eigentlech d'Constituanten opfuerderen, an engem gewëssene Sënn hir national Verfassungen ze änneren.

Ech sinn eigentlech a menger Skepsis zu där ganzer Entwécklung do ronderëm déi Règle d'or bestätegt ginn doduerjer, wéi ech probéiert hunn emol déi Texter unzekucken, déi elo gestëmmt si ginn. Et ass ganz interessant. De franséischen Text, de spueneschen Text, dat, wat an Italien diskutéiert ginn ass, den däitschen Text: Dat si grondverschieden Texter. Do steet a kengem datselwecht dran! D'Definitione vun den Defiziter, d'Definitionen, wat gekuckt gëtt fir déi Defizitberechnung, dat variéiert total vun engem Stat an deen aneren.

Dat heescht, wat eigentlech hei duerch déi Ukënnung sollt erreicht ginn, dat heescht, eng kloer Linn eranzubringen an déi eenzelne Staten, ass amgaang total erëm eng Kéier aus dem Rudder ze lafen, well jiddwereen aner Dispositionen drasetzt.

An esou eng Regel mécht jo eigentlech och nëmme Sënn, wa se nach eng gewësse Flexibilität och zouléist. Et muss ee jo och kënnen eng antizyklesch Budgetpolitik nach eng Kéier féieren. Et muss een also erëm eng Kéier déi Regel ofschwächen duerch aner Bestëmmungen, déi dann erëm eng Kéier net méi an der Verfassung stinn, mä déi stinn an normale Gesetze dran. Alles dat - mengen ech - féiert dozou ze soen, dass dat Ganz am Endeffekt eng gutt Ukënnung ass, déi a priori gutt kléngt, mä déi ech awer nach ëmmer an d'Kategorie vun der Symbolik oder, méi graff gesot, vun der Schaumschleierei géif wëllen aklasséieren.

E lescht Beispill zu där ganzer Fro do: Däitschland huet zënter 1949 och eng Aart Scholdebremms a senger Verfassung dran. No deene Rapporten, déi ech konnt liesen, ass insgesamt zéngmol bis elo déi däitsch Verfassung op deem dote Punkt violéiert ginn. Esou wäit zur Wierksamkeit vun esou enger gëllener Regel!

Ech mengen och, dat hunn ech och scho gesot, dass et net vill bréngt, d'Budgetpolitik eleng op den Équibler ze reduzéieren, mä dass d'Budgetpolitik och méi ass wéi nëmme d'Recherche vun engem Gläichgewicht. Mä Budgetpolitik huet eppes mat Inhalter ze dinn, huet eppes mat Infrastrukturpolitik ze dinn, huet eppes mat Ausgaben am soziale Beräich ze dinn. A wa mer iwwer esou Froen diskutéieren och an der Verfassung, mussen déi doten Elementer selbstverständlech och mat berücksichtegt ginn. Mir kënnen net nëmme eis op esou eng gëlle Regel reduzéieren.

An ech wëilt, fir dat ofzeschlëssen, nach e lescht Zitat uféieren. Et ass méi rezent. Et ass vun engem - mengen ech - groussen Europäer geprägt gi geschicht, dem Jacques Delors, deen iwwert d'Règle d'or am Allgemengen - en huet net nëmme iwwer Frankräich geschwat - Folgendes gesot huet: «On se fout du monde. La règle d'or, d'abord, ça fait rêver, c'est une bonne opération de marketing, mais derrière, c'est le vide.» Méi ass, mengen ech, dozou net ze soen.

Mä wat mer brauchen, an dat ass méi seriö, dat ass selbstverständlech Efforté fir d'Gouvernance économique an Europa ze verbessern, besonnesch natierlech an der Eurozon. Europa an d'Eurozon brauche méi eng staark wirtschaftlech Zesammenarbecht. Wichtig ass natierlech och, dass all déi politesch Accorden, déi bis elo getraff si ginn, och am Stabilitéitspakt a verbindlech Texter hëmgasat ginn. Souwisou deen Text, deen huet suprakonstitutionelle Charakter an et ass eigentlech deen, deen am Fong am Endeffekt zielt. An do sinn d'Discussionne jo och nach amgaang tëscht dem Europaparlament an dem Conseil, fir sech do eens ze setzen an zu enger Rei vun neie Proposen ze kommen.

Nei Proposen, där gëtt et der ganz vill. Et vergeet keen Dag, wou net iergende Politiker an Europa mat neie Propose kënn. Et sinn där seriöer derbäi; et sinn der och e bësse farfeluer derbäi, déi sech mam Fändel jo ofginn. Quitte dass e Fändel och eppes ganz Wichtiges ass, wat mir jo och emol zu Lëtzebuerg diskutéieren. Mä ech mengen, dass déi Halbmaast-Diskussioun an Europa eis net wäit féiert.

A wat virun allem opfällt: Soubal eng Iddi kënn, da kënn direkt eng Géigeproposition mat derbäi. An dat ass en desastréist Bild, wat Europa als Ganz momentan gëtt. Dat muss ech soen. Dat ass eng kollektiv Verantwortung, déi d'europäesch Politiker do vun alle Borden hunn. Mä et ass evident, dass dat Bild, wat Europa gëtt, éischters e Bild ass vun enger Gemeinschaft, déi wierklech an der Kris ass, net nëmme mat enger Kris konfrontéiert ass, mä wierklech an enger déiwer Kris stécht. An et kann ee roueg soen, dass d'EU dee Stresstest, deen hir d'Finanzmäert eigentlech opgezwoogen hunn, amgaangen ass ze verfeelen.

E Wuert vläicht och awer iwwert déi Finanzmäert, wéi mer dat esou léif ausdrécken. Dat kléngt jo alles relativ positiv. Ech hat den Androck, dass déiselwecht zum gudden Deel och responsabel waren enger décker Kris, déi virun zwee, dräi Joer lassgetrëppelt ginn ass. An déiselwecht Finanzmäert, déi joen eigentlech - déi joe momentan! - d'europäesch Politik an deelweis och d'Nationalpolitik viru sech hir.

Wie sinn dat - déi Finanzmäert? Wie stécht do hannendrun? Sinn dat nëmme Leit, déi dat legitim Interessi verrieden, fir d'Sécherheet vun hire Placementer garantéiert ze hunn? Oder sinn net do och vill Spekulant hannedrun? Spekulant um Bockel vun der Gesondheet vun den eenzelne Länner hei an Europa?

Et ass eigentlech dat, wat net akzeptabel ass. An et ass duerfir, wou mer och als Sozialisten drop drängen, dass an där ganzer Diskussioun iwwert de Wee, deen Europa geet, mer net vergiessen, och iwwert d'Regulatioun vun de Finanzmäert ze schwätzen, an och net vergiessen, iwwert de Verbuet vun eenzelnen Transaktiounen ze schwätzen.

Och eng Finanztransaktionssteuer, wa se breet ugeluecht ass, däerf net aus der Diskussioun eraus sinn. Do gëtt et also eng ganz Rëtsch vu Froen, déi een net däerf aus den Ae verléieren an déi et wichteg ass, och gläichzäiteg ze behandelen.

Mäi Frënd, de Fayots Ben, wäert a senger Interventioun och nach am Detail op eng Rei vu méi institutionelle Froen, déi Europa betreffen, agoen.

Ech wëll just zum Schluss soen, dass mer als LSAP-Fraktioun dëst Gesetz wäerte stëmmen, net mat Begeeschterung - wie mécht dat schonn? -, et gëtt ëmmer e gewëssene Risiko, net nëmme e gewëssene, mä e reelle Risiko, dee mat der Operatioun hei verbonden ass, mä awer aus der Gewëssheet eraus, dass an allen Hypotheesen zousätzlech Hëlfele fir eenzel Eurolänner noutwendeg wäerte bleiwen.

Egal wat geschitt, mir kommen net un engem gewëssene Deel vu Solidaritéit derlaanscht. An dat heiten Instrument, dat gemeinsam Instrument ass nach ëmmer dat bescht, fir déi Solidaritéit do konkret auszeüben. An dat haut ze refuséieren, ass a mengen Aen net nëmme géint d'Interesse vun Europa, mä och géint d'Interesse vu Lëtzebuerg.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Alex Bodry. Als nächste Riedner ass den Här François Bausch agedroen. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, jo, och déi gréng wëllen deesen Ausbau vun der europäescher Stabilitéitsfacilitéit stëmmen an allen Dimensionen, wéi se scho vu menge Virriedner duergeluecht goufen. Dat erspuert mer och souwisou nach eng Kéier op déi Detailler anzegoen, well ech lech net heibanne wëll langweilen. Ech wäert awer duerfir meng Zäit wëllen notzen, fir e bësse méi ausféierlech iwwert d'Scholdekris an dee ganze politeschen Imbrogljo, dee sech de Moment do opbraut ronderëm, ze diskutéieren.

Mir sinn éischters der Meenung, datt dat, wat mer haut stëmmen, néideg ass, a mir sinn zweetens der Meenung, datt e klengt Land mat enger grousser Bankeplaz eng besonnesch Verantwortung an dëser Finanzkris huet. Där mussen mer eis stellen, an dat heescht, mir mussen mat deem, wat mer hunn, zu der Léisung vun deem Problem do bäidroen.



Elo ass et jo esou, datt, wann ee kuckt, wat fir eng Diskussiounen an Europa lafen, an Däitschland am Moment virun allem, wou ee Verschiddener bal net méi erëmerkennt an deem, wat se soen an deene leschte Wochen... Ech fäerten och, datt mer haut de Mëtteg wäerten nach esou Saachen ze héiere kréien, datt gemengt gëtt: „Ma, wat hu mir eigentlech domat ze dinn? Mir bezuelen do fir d'Banken, fir d'griicheschen Banken, fir e griichescht Land, e Land, wat jo eigentlech nëmme Misswirtschaft gemaach huet déi lescht 20 Joer.“ An esou weider an esou virun. „A wär et net méi einfach, kommt, mir loosse se faillite goen an da kënne se eraus aus dem Euro goen, an dann hu mir dee Problem net hei op eise Schëllere leien.“ An esou weider.

Ech wëll éischtens emol drop hiweisen, datt eigentlech d'griichescht Schold, déi gesamt Schold, 2% vum PIB vun der Europäescher Unioun ausmécht. A wann et wierklech nëmme géif drëm goen, ech schwätzen emol net vu Facteuren, datt déi Saachen, déi gesot ginn, net stëmmen, respektiv datt et engem net kann egal sinn, ob e Vollek zugronn geet, mä eleng déi 2% do, et ass net dat, wat d'Banken an och net d'Europäesch Unioun un de Rand vum Ofgrond oder vum Ruin wäert bréngen.

De Problem, dee sech stellt, an dee schéngt nach ëmmer net esou richtig verstan ginn ze sinn, oder - loosse mer et besser esou ausdrécken - et gëtt der ëmmer méi, déi léiwer nationalpolitesch op déi nächst Wahlchéance kucken oder op hir sinkend Umfragewäerter an dann d'Kaart vun dem Nationalismus wëllen ausspillen, wat ganz geféierlech ass, an dann de Leit egal wat zielen an eigentlech da laanscht den Thema wëllen diskutieren.

Well, em wat geet et hei eigentlech? Et geet wéi gesot net em déi griichescht Schold, déi also nëmme 2% - ech betounen nach eng Kéier: 2% - vum europäesche PIB ausmécht. Dat verkaaft mer locker. Mä et geet drëms, datt, wann d'griichesche Ekonomie zesummebrécht respektiv - also, déi ass jo schonn zesummegebrach -, mä wann de griichesche Stat faillite geet, dann ass et glaskloer, da kommen déi nächst Etappen hannendrun.

Déi si jo schonn amgaangen, déi gi jo scho virbereet. Da kënnt Irland, da kënnt Spuenien, da kënnt Portugal, da kënnt Italien. A spéitstens bei deene Genannte wéi Spuenien an Italien, dann hu mer net nëmme e Schnapp an en Houscht, mä dann hu mer méi wéi eng Longenentzündung an der Europäescher Unioun an och hei zu Lëtzebuerg. Et muss jo awer kee mengen, mir géifen hei op enger Insel am loftleere Raum wunnen a mir kéinten eis där Situatioun do entzéien.

Et geet also hei drëms kloerzemaachen, datt mer an enger Schicksalsgemeinschaft sëtzen, wou mer ee vun deem aneren ofhänken a wou souwisou mer keen anere Choix hunn, wéi d'Solidaritéit spillen ze loosse a versichen ze verhënnere, datt deen Dominoeffekt do weider spillt.

Ech ka jo och nëmme staunen, wann ech Leit héieren esou Saachen zum Beschte ginn, egal och wann et an engem grouse Land ass wéi an Däitschland, wann da gesot gëtt: „Mir hunn näischt domadder ze dinn an et ass eis egal.“ An esou weider an esou virun. „Mir sinn dichteg, kuckt emol eis Konjunktur, wat ass déi esou gutt gaangen d'lescht Joer.“

Da vergësst een ze soen zum Beispill e klengen Detail, also éischtens emol, datt Däitschland zum Beispill en absolut Exportland ass an datt Däitschland esou gutt dosteet, dat huet näischt domat ze dinn, datt innerhalb vun Däitschland esou brillant alles tipptopp ass, mä well Däitschland als grouss Exportnatioun enorm konnt exportieren déi lescht zwee Joer an datt iwwer 50% vun den Exporter innerhalb vun der Europäescher Unioun zum Beispill ginn. An datt, wa mer einfach higinn a mir loosse Länner zesummebréchen a verfaulen - Griichenland, Italien, Spuenien, wien och nach ëmmer -, dann ass et séier eriwuer mat deem Export vun Däitschland. An da wäert jo awer kee mengen, datt och e grousst a wirtschaftlech staarkt Land wéi Däitschland net och relativ séier an der Rezessioun sténg an an deem nämlechte Schlamassel stieche géif wéi déi Länner, déi elo betraff sinn.

An da froen ech mech iwwerhaupt, wat ee sech wëll virstellen, wann ee gesäit, a wat fir enger Welt datt mer de Moment liewen, wou mer konfrontéiert sinn an enger globaliséierter Welt mat Giganten, wirtschaftleche Gigante wéi China, déi sech entre-temps esou lues - ech soen emol op gutt Lëtzeburgeresch - de Spunnes erlaben a soen: „Mir kafe ganz alles op, wann et muss sinn. Mir si bereet, lech ze hëlle-

fen, mir ginn lech d'Geld.“ - an esou weider an esou virun -, wou een dann de Courage nach wëllt eraushuelen, fir heihinnerzekommen an ze soen: „Eis ass Griichenland an alles, wat elo geschitt, komplett egal. Mir si Lëtzebuerg a mir hunn eis Souveränitéit hei ze verteidegen a mir géifen eleng ganz gutt eens ginn an där Situatioun, wou mer do liewen.“

Also, beim beschte Wëllen, dat mag vläicht kuerzfristeg populistesch ganz gutt kléngen, mä de Schued, deen een domadder urriicht an de Käpp vun de Leit an der Bevölkerung, deen ass gewaltig. An de Schued, deen ee mëttelfristeg domadder urriicht, dat ass fir mech irresponsabel. An ech muss lech och ganz éierlech soen, deelweis iwwer verschidden Aussoen do kënnt mer esou lues den Dégoût héich, wann ech lauschteren, wat eenzel Leit zielen, well se eigentlech mat der eegener Bevölkerung spillen aus wierklech klengkaréierten, primitivste politeschen Iwwerleungen eraus. An dat ass net méi nozelauschteren.

Wa mir dat awer matstëmmen an och der Meinung sinn, datt et souwisou keen anere Choix gëtt, aus deene Grënn, wou ech genannt hunn, dann ass dat awer net, well mer der Meinung sinn, datt mer schrecklech zefridde si mat deem, wat d'Regierungen eis an Europa zum Beschte ginn a wéi se mat där Kris do ëmginn. An et gëtt duerfir och erëm Zäit, mengen ech emol, fir nach eng Kéier erëm de Bilan ze zéien, fir ze soen, datt et hei net nëmme drëms geet, wa mer hei müssen hëllefen, em e puer onverantwortlech Regierungen em d'Mëttelmier, déi an deene leschte Joren iwwer hir Verhältnissen gelieft hätten a fir déi mer elo musse vun eise batter verdéngte Suen e puer hierginn.

Natierlech gëtt et eng Rei Länner, déi méi Scholde gemaach hunn oder vill ze vill gemaach hunn an déi och eng schlecht Governance haten. Griichenland ass sécher eent vun deenen. Mä dat ass awer net de Grondproblem vun där Kris, an där mer dra sinn.

Et muss een awer vläicht drun erënneren, vu wou déi Kris ausgegangen ass. Genau virun dräi Joer ass Lehman Brothers an den USA zesummegebrach. Dat war den Ausléiser vun enger dramatescher Bankekris, déi zur gréisster Rezessioun zënter 1929 gefouert huet. D'Ursach awer war an ass a bleift och, datt d'Liberaliséierung vun de Finanzmäert iwwer déi lescht 30 Joer am Fong den Ausléiser dovu war.

Déi Liberaliséierung vun de wichtege Regeln, déi bis dohinner geholl ge sinn, déi huet et méiglech gemaach, datt Privatleit sech konnten iwwerschëlde, datt d'Banken hir risikoräich Kreditter ausgelagert hunn, de Risiko esou verstoppt gouf an d'Banke vill ze wéineg Egekapital fir vill ze vill Kreditter haten an och de State vill ze einfach Kredit ginn hunn an deene leschten 20 Joer.

No der Bankekris vun 2008 gouf zwar vill geschwat iwwer d'Reguléierung vun de Finanzmäert, de Banken an den Investitionsgesellschaften, awer eigentlech ass bis elo nach net schrecklech vill gemaach ginn an der Praxis. Zu den noutwendige Reguléierung vun de Finanzmäert gehéiert zum Beispill eiser Meinung och, datt ee sech Gedanke mécht oder muss maachen iwwer dee reelle Schued, deen Offshore-Finanzgeschäfte maachen. Offshore-Banking ass eng Realitéit mat dramatesche Konsequenze fir vill Länner. An nëmme wéineg Leit profitieren dovunner.

D'Bankekris vun 2008 gouf iwwerdreem, andeems eng Rei State mat Milliardenzommen d'Banke gerett hunn an hir faul Kreditter iwwerholl hunn. Dat ass zum Beispill fir Irland de Fall. An dat ass och dat, wat oft vergiess gëtt, wa mer iwwer déi Länner diskutieren, datt et grondsätzlech ënnerschiddlech Situatiounen gëtt, jee nodeem wat fir ee Land mer kucken a wou déi Verscholdung hierkënn.

A Griichenland ass ganz sécherlech e ganz gudde Deel hausgemaach. An Irland awer net! Irland ass esou héich verschëllt haut, well Irland natierlech déi grouss Finanzplaz hat oder huet, an do déi Finanzplaz an déi Banke mat deene Geschäfte besonnesch getraff gi sinn. Irland huet missen als kleng Stat eng Rei Banke carément retten. An déi ganz irlännesch Schold kënnt haaptsächlech duerch d'Rettung vu Banken.

A Spuenien huet et erëm aner Grënn. A Spuenien huet et Grënn vun enger Immobilienblos, déi gepläzt ass, déi awer ënner dem Stréch och mat de Finanzmäert ze dinn huet, well et si jo a Spuenien net normal kleng Leit, déi déi Immobilienblos verursaacht hunn, mä och oft erëm eng Kéier Fonzen, déi am Immobilienberäich tätég waren.

A Portugal ass d'Situatioun erëm eng aner. A Portugal ass effektiv éischer eng typesch Statsverscholdung, e Stat, deen iwwer seng Verhältnissen gelieft huet. An Italien zu engem groussen Deel och. Duerfir, wéi gesot, alles dat muss ee bedenken, wann een doriwwer diskutiert.

An elo, wann ech kucken, wat an deene leschte Méint respektiv zënter 2008 geschitt ass, quasi zur gläicher Zäit hunn d'Banken an d'Investitionsfongen ugefaange mat de Statsscholden, virun allem vun den Eurolänner, ze spekuléieren. An zënterhier lafen eis europäesch Regierungen nëmme nach hannendrun, huelen hir Décisiounen ze spéit an ze hallefhäerzeg!

An elo kënnt d'Diskussioun op, well natierlech d'Vertrauenskris téschent de Banken nach ëmmer net behuewen ass, d'Banke sech ënnereneen nach ëmmer - déi grouss, ech schwätzen hei natierlech vun deene grouse Banken -, sech nach ëmmer net Geld léien. Elo gëtt gesot, da muss weider Geld op de Marché gepompelt ginn, Geld gedréckt ginn, wéi een esou schéi seet. An da gëtt gemengt, dat wier de richtige Wee.

Mä wat ass dann d'Konsequenz dovunner? Mir iwwerschwemmen d'Marchéen dauernd mat Geld, wat gedréckt gëtt vun den Zentralbanken, fir et emol salopp auszedrécken. Wat ass dann d'Konsequenz dovunner? Et soll jo awer kee mengen, datt dat d'Vertrauenskris ophieft. Au contraire!

Déi Suen, déi do op d'Marché gespullt ginn an der gudder Hoffnung, datt se genotzt ginn, fir datt d'Investissementer erëm ugekuerbelt ginn, dat heescht, datt d'Kreditklemm ofgediert gëtt oder ofgebremst gëtt, déi ginn erëm eng Kéier genotzt vun deenen nämlechten, déi eis an d'Kris vun 2008 gefouert hunn, fir Spekulation ze bedriewen, virun allem zum Beispill géint d'Eurolänner a géint den Euro!

Ech wëll lech nëmme just zitieren, et ass en Zitat, wat ech huele vun engem däitschen Economist, deen éischer aus dem sougenannte léns-kathoulesche Milieu kënnt - et ass en Zitat aus enger Zäitschrëft, déi heescht „Publik-Forum“, wat eng däitsch kathoulesch Zäitschrëft ass, mä et ass awer en Economist, dee ganz gutt ass; mir haten deen och eng Kéier schonn op Lëtzebuerg invitéiert -, deen dozou Folgendes schreift, a wat menger Meinung no ganz zoutreffend ass, hie seet:

„Die europäische Zentralbank drückt immer mehr Geld und pumpt es in die Schuldnerländer Europas. Christine Lagarde, die neue Chefin des Internationalen Währungsfonds, will der Bankenwelt am liebsten noch mehr Geld zur Verfügung stellen, weil diese sich gegenseitig immer weniger leihen. Immer neue Geldschwemmen sind jedoch nicht Teil der Lösung, sondern Teil des Problems! Statt die weltwirtschaftlichen Probleme anzugehen, füllen sie die Taschen derer, die ohnehin schon genug haben und nichts zur Lösung der Probleme beitragen. So nehmen die Banken und Investmentfonds das Geld und spekulieren einfach weiter wie bisher bis zum nächsten Crash!“

An dat ass genau deen Zeenario, dee mer de Moment erliewen!

Wa mer dann op där anerer Säit kucken, wat d'Léisungen - entre Guillemetts d'„Léisungen“ - sinn, déi d'Politik oder d'europäesch Regierungen oder d'Europäesch Unioun sech afaale loosse, esou ass et ëmmer erëm dat nämlech: ausschliesslech Austeritéitspolitik, also d'Ausgabe reduzieren, virun allem natierlech bei de Sozialausgaben, an d'Steieren, un de Steierschrauwen dréien.

A wann un de Steierschrauwe gedréit gëtt, gëtt un deene falsche gedréit, well et gëtt an der Regel un der TVA gedréit. A wien trëfft d'TVA am häertsten? Souwisou déi Leit, déi am mannsten hunn! Well d'TVA ass, wéi mer wëssen, net progressiv, keng progressiv Steuer, et ass eng Konsumsteuer. A wa mer esou d'TVA erhéije ginn, wéi et zum Beispill a Griichenland de Moment geschitt oder och an anere Länner, da kréien déi der virun allem laanscht d'Läffelen, déi souwisou schonn d'Verléierer si bei der Kris a bei deem Ganzen. Da menge mer, domadder géife mer de Problem léisen. Dobäi ass gewosst, datt dës sougenannte fiskalesch Konsolidatioun net dem Stat hëllef, säi Budget an den Équiliber ze bréngen.

An da gëtt och nach niewebäi, an dat muss een awer och emol eng Kéier soe wéi et ass, och wa mer wëssen, datt et strukturell Problemer am Pensionswieser an am Krankeesewiese gëtt, mä et gëtt awer hei ganz kloer niewebäi versicht vu verschiddene Kräften, déi Kris entre-temps auszenotzen, fir ratzkel de Sozialstat wierklech auszehielechen an en an eng Richtung ze dréien, déi contraire ass zu deem, wat mer an der europäescher Sozialstatstraditioun an deene leschte 50 Joer kann hunn.

An do schwätzen ech elo net... Ech weess, datt et do an den einzelne Partei ganz ënnerschiddlech Meinunge gëtt. Ech wëll elo net behaupten, datt an iergendenger Partei eng Partei unisono där doter Meinung wier, mä et gëtt der awer entre-temps vill ze vill, déi där doter Meinung sinn an déi där doter Strategie nolafen.

Duerfir gëtt och, eiser Meinung no, eng grondsätzlech falsch Politik gemaach, déi

grouss Risiken dréit, déi zum Vertrauensverloscht an der Europäescher Unioun vun de Bevölkerungen an d'Institutiounen féiert, ëmmer méi staark an deene Länner, wou de Moment déi Austeritéitsprogrammer lafe souwisou, mä och ëmmer méi an deenen anere Länner. Well et soll ee sech näischt virmaachen: D'Leit gesi jo, wat geschitt, a si spieren och, wat op se zoukënn, a si gesinn eigentlech, datt et net ganz gerecht zougeet.

A well mer souwisou, eiser Meinung no, duerch esou eng Politik an déi nächst Rezessioun wäerten erarutschen, verréngere sech natierlech net d'Scholde vun de Staten. Au contraire! Dat wäert dozou féieren, datt d'Scholde riskieren nach méi an d'Luucht ze goen. An dann, an der Konterpartie, wa mer näischt maachen an dat Spill do net duerchbréchen, wäerten d'Finanzmäert et weider rüchten a weider spekuléiere géint den Euro, géint eenzel Länner, an dozou bäidroen, datt mer wierklech an den Ofgrond rutschen.

Dat huet domat ze dinn... Do kann ee sech froen: Ma wéi dann, sinn déi dann alleguer geckeg? Neen! Mä dat huet domat ze dinn, datt de Maart blann ass par rapport zu esou Konsequenzen. De Maart ass e gutt Instrument fir d'Schafung vu Räichtümer. Mä de Maart ass komplett blann par rapport zu sozialen, ekologeschen oder gesellschaftspolitesche Konsequenze vun deem, wat geschitt. A wann een e Maart net reguléiert, dann ass et relativ kloer, da leeft e blannmännercher mat an d'Katastroph. Well et geet just drëms, de kuerzfristige Profit ze maximieren. A wann d'öffentlech Hand keng Regele schafft, gëtt dat net gesinn.

Historesch Beispiller gëtt et genuch. Mir haten der am leschte Jorhonnert vill ze vill, déi grausam, grausamst Konsequenze fir d'Mënschheit haten! Wat war dann d'Konsequenz vun 1929, well jo ëmmer de Parallelismus gezu gëtt zu där Kris hei par rapport zu där? Mä d'Konsequenz, dat war de Faschismus an den Zweete Weltkrich!

Mir sinn natierlech net elo um Virowend vum Faschismus oder vum Zweete Weltkrich, dat wëll ech net behaupten, mä et muss een awer wëssen - wat ech vidru gesot hunn -, datt, wann d'Politik net versteet, datt d'Politik erëm muss d'Iwwerhand gewannen an déi Mäert do regulieren an derfir suergen, datt d'Gerechtheit erëmkennt, datt och Emverdeelungsgerechtheit erëmkennt, da kënne mer awer ganz séier an déi Situatioun kommen.

Duerfir ass eis Meinung, datt dat, wat mer elo hei maachen, sécherlech e kleng Fortschritt ass, well mer eigentlech duerch dat, wat am Juli festgehal ginn ass a wat mer haut wäerte stëmmen, nach méi déi Gemeinschaft zesummeschweessen an effektiv domadder ze verstoe ginn, datt et eigentlech keen anere Wee gëtt. Mä et ass net d'Léisung vum Problem!

Mir hunn och eng Rei Problemer oder Suergen, loosse mer emol esou soen, mat Saachen, déi heideran enthalte sinn. Et ass vidru gesot gi vum Här Bodry, et wier jo elo eng gutt Saach, datt d'EFSD zum Beispill och kéint Statsscholden opkafe goen, dat heescht, dat maachen, wat d'Zentralbank an der Nout elo téschenzäitlech gemaach huet. Dat bedeit dann natierlech ënner dem Stréch, datt, wa spekuléiert gëtt, zum Beispill haaptsächlech géint Länner wéi Spuenien an Italien, dat awer net esou evident gëtt.

Da muss ee sech natierlech d'Fro stellen, ob dee Schierm, dee mer hei opgespaant hunn, wann dat relativ oft gemaach gëtt, wéi séier, wéi laang datt deen nach duerget. An ech mengen och net, datt dat... dat kann ëmmer nëmme eng absolut Noutléisung sinn! Well dat kann net d'Konsequenz dovunner sinn, vun esou enger Regelung, well soss riskiere mer jo wierklech carrément nach ze förderen, datt monter géint Spuenien zum Beispill oder Italien spekuléiert gëtt.

Mä d'Fro, déi ee sech natierlech muss stellen, och wa mer dat hei haut stëmmen, ass, wéi et elo weidergeet. Et geet jo am Moment vill Rieds iwwer de Risiko vun enger neier Rezessioun. Zu Recht, eiser Meinung no, well d'Parametere, déi sinn net ganz glécklech. An alles dat, wat de Moment geschitt, a virun allem och natierlech déi vill Politiker, déi an Europa déi verrécktesten Theorië vertrieben, och dat dréit net zum Vertraue bäi, a sécherlech verschäerft dat éischer d'Situatioun, wéi datt et se be-rouegt.

Mä et kann een awer natierlech och net an d'Zukunft kucken an et weess een och net, wéi et sech weiderentwéckelt. Wat mer awer wëssen, dat ass, wéi Finanzkrisen vun där doter Envergere, vun där, wou mer elo zënter 2008 dra sinn, wéi se sech kënnen entwéckelen, andeems mer an d'Vergaangenheet kucken, andeems mer eis ebe méi wéi eng Kéier an Erënnerung ruffen, wat eben an der Vergaangenheet geschitt ass. An da gesäit een, wat ka passieren oder wat kéint passieren, wat ganz



probabel Zeenarioe sinn. An ech mengen, et ass dat, wat mer eis musse virun Aen halen.

Duerfir weess een och, datt et net eriwwer ass mat der Finanzkris. Nom Platze vun der Kreditblos an der Bankekris koom et eben zur Verlagerung vun de faule Kreditter bei déi öffentlech Hand. Déi si jo net vun haut op muer verschwonnen. Well déi awer a verschiddene Länner... oder well verschidde Länner, losse mer esou soen, iwwer hir Verhältnisser gelieft hunn a well se schonn e Konjunkturprogramm awer decidéiert hu virun zwee Joer, gëtt et elo ze vill Scholden an der öffentlecher Hand. Duerfir ass aus enger Bankekris eng allgemeng Statsschuldokris ginn, zousätzlech. An duerfir brauch ee selbstverständlech eng Léisung. Mä d'Léisung läit net an deem, wou mer am Moment amgaange si vill ze diskutieren, mat verschiddene Ausnahmen, op déi ech nach wäert zrëckkommen.

An Europa musse mer eis d'Fro stellen, ob mer weider un der Iddi vun enger EU wëlle schaffen, déi duerch sozialen Ausgleich, duerch eng gemeinsam an ausgeglichen ekonomesch Entwécklung, duerch Rücksicht op d'Begrenztheet vun de Ressourcen de Friden an de Wuelstand an Europa an doriwwer eraus wëllt erhalen. Dat ass eigentlech déi wesentlech Fro, déi mer eis musse stellen. A mir als Gréng, dat soen ech ganz däitlech, si fir déi dote Variant.

D'Alternativ dozou wier en Zréck an nationalstaatlech Revéieren. Bei der därzäiteger ekonomescher Situatioun, genau wéi an där an den 30er Joren, hätt dat eiser Meenung no dramatesch Konsequenzen a géif eis an d'Katastrophen féieren. Duerfir stinn och déi gréng zu Europa. A mir stinn dozou, datt Griichenland zur Eurozon gehéiert an och weider muss gehéieren. A wa mer an eisen Dreem géifen drun denken, datt Griichenland d'Eurozon kéint verloossen, da wieren dat fir eis éischter déi schlëmmsten Altdreem.

déi gréng stinn allerdéngs och dozou, datt Lëtzebuerg muss solidaresch si mat deem Europa, vun deem et jo leeft, a vill a gutt gelieft huet. Well ouni eis Noperen an ouni d'Eurozon wiere mer haut net do, wou mer sinn! Mir hunn onheemlech - dat musse mer eis emol eng Kéier agestoen, wa mer och op där enger Säit elo déi Finanzliberaliséierung kritisieren -, mir hunn als Lëtzebuerg onheemlech dovun profitiert. Mir sinn dat Land an der Europäescher Unioun, wat de loin am meeschten dovunner profitiert huet.

Dat heescht, mir hunn eis eigentlech an deene leschten 30 Joer hei zu Lëtzebuerg net genuch oder net wëlle mat de Risiken an negative Konsequenzen dovun beschäftegen, well et eis op d'Käschten dovunner ganz gutt gaangen ass. An duerfir hu mer och, eiser Meenung no, haut eng besonnesch Responsabilitéit a mir musse besonnesch bereet sinn, och eppes Klenges wéinstens dovunner zrëckzeginn, wat mer kritt hunn.

Mä mir mengen awer, datt an der Europäescher Unioun, no der Ausweitung elo vum EFSF, misst iwwer eng ganz Rei konkret Saachen diskutiert ginn. Ech wëll och direkt däitlech maachen, dat, wat eis am mannsten interesséiert, dat ass déi Diskussioun, déi elo entstanen ass, déi wochelaang oder - jo, wochelaang kann ee soen - sämtlech Zeitungen a Medien an Europa beschäftegt, nämlech: Bleift den Här Juncker nach nom Hierscht President vun der Eurozon oder kréie mer en europäesche Finanzminister? A wie soll dat ginn? An da gi 50 Nimm zitëiert an esou weider.

Dat interesséiert eis - an dat huet elo näischt mat eisem Premierminister ze dinn - eigentlech rose weineg, well de Problem léist sech jo net, andeem mer ee Kapp duerch een aneren ersetzen an Europa oder respektiv em en neien Titel ginn, oder ob mer an der Kommissioun en usiedelen oder wou och ëmmer. Dat ass sécherlech och eng institutionell Diskussioun, déi ee ka féieren, mä dat ass awer déi allerlescht an déi allermannst eigentlech wichtegst, fir ze féieren.

Déi wichtegst, déi ze féieren ass, dat sinn déi inhaltlech Froen, déi ze kläre sinn. An déi inhaltlech Froen, dat ass, éischten, d'Regulatioun vun de Finanzmärkt. Zweetens, eng europäesch Wirtschafts- a Sozialpolitik ze kréie mat enger europäescher Wirtschafts- a Sozialregierung, fir och inhaltlech ze definieren, wat dat ass.

An dann, drëttens, d'„Euro-Bonds“ seriö ze huelen, natierlech net einfach esou, mä ënner ganz kloer Konditiounen, mat Spillregeln, mat strenge Spillregeln, wou natierlech net méi jiddweree ka maachen, wat e wëllt. Well, wann ech vun enger gemeinsamer wirtschaftlecher Politik oder Finanzpolitik, also Wirtschaftspolitik schwätzen, dann heescht dat natierlech och, datt verschiddene national Souveränitéitspillraim musse agéengt ginn, soss kann et net fonctionnéieren!

Wa mer weider mengen, mir kéinte just elo do zwee, dräi Leit iergendwou hisetzen an d'Europäesch Unioun an déi géifen dann do grousse Theorien zum Beschte ginn, an ënnert dem Stréch, national, maache mer all weider - deen een huet e Kierperschaftssteuersatz vun 8% an deen aneren ee vu 44%, an d'Bemessungsgrundlag vun der Betriebsbesteuerung, déi wier an deem enge Land e Schwäizer Kéis an an deem anere Land wier se enk gestrafft -, dann ire mer eis!

Duerfir sinn dat déi Froen, déi fir eis déi wichtegst sinn an iwwert déi misst intensiv diskutiert ginn. An net, ob de Mister x oder de Mister y oder d'Madame y, fir dann awer och emol eng Fra an d'Spill ze bréngen, deen een oder deen anere Poste kritt.

Da kommen ech bei den drëtte Punkt. D'Betriebsbesteuerung an d'Besteuerung vu Kapitalgesellschaften, haaptsächlech d'Bemessungsgrundlag a virun allem och d'Fixatioun, eiser Meenung no, vu minimale Steuersatz misst en Thema ginn. Mir sinn net der Meenung, datt kee Wettbewerb méi soll an Europa kënnen spillen. Et ass sécherlech esou, datt an Europa duerchweegs nach kënnen Spillraim bestoen. A mir mengen net, datt alles iwwer ee Leescht muss gezu ginn. Mä et musse awer minimal Konditiounen geschafe ginn, déi fir jiddwereen eenegermoossen d'nämlech sinn, well soss profitéiere mer ëmmer een op d'Käschte vun deem aneren, während enger kuerzer Zäit, a mir riichten eis awer ënnert dem Stréch gemeinsam zugronn. Dat ass d'Konsequenz dovun.

Dann natierlech d'Finanztransaktionssteuer; et ass och fir eis wichteg, datt iwwert déi geschwat gëtt. A last but not least eng ekologesche Steuerreform, déi natierlech fir eis méi ze dinn huet mat der Problematik, wou ech virdu gesot hunn, kuerz ugedeit hunn, vun der Begrenztheet vun de Ressourcen, mä déi awer och eng sozial- a wirtschaftspolitesch wichteg Connotatioun huet. Well, wa mer dann zrëckkommen och emol eng Kéier zur Realeconomie: D'Marché vum 21. Jorhonnert sinn déi, déi am Beräich vun der Ressourceneffizienz leien! An iwwer ekologesche Steuerreforme kënnen mer sécherlech och dozou bäidroen an hëlfehen, datt déi gefördert ginn.

Duerfir, Här President, mir stëmmen dëst Gesetz mat, mä mir stëmmen et mat ënner all deene Reserven, wou ech lech elo just hei grad erkläert hunn.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bausch. Als nächste Riedner ass den Här Gast Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Éischt och e Merci un de Kolleeg Michel Wolter als Rapporteur vun dësem Projet. E Rapport, dee kuerz, awer korrekt war.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, den 1. Juli d'lescht Joer huet d'Chamber hei e Gesetz gestëmmt, wou de Lëtzebuerg Stat eng Statsgarantie iwwerholl huet am Kader vun engem europäeschen Instrument, EFSF genannt, fir d'Stabilisation vun der Eurozon. Dëst Gesetz, wat der EFSF erlaabt huet, Empruntë bis zu enger Héicht vu 440 Milliarden opzehuelen, a wou de Lëtzebuerg Stat mat 1,15 Milliarde säin Deel garantéiert huet, ass ouni Géigestëmm hei am Parlament ugeholl ginn. E gutt Joer elo méi spéit soll dëst Gesetz ofgeännert ginn an dem Stat seng Garantie vun 1,15 Milliarden op 2 Milliarde gehéicht ginn. D'ADR wäert dësem Gesetz net méi zoustëmmen, an dat aus enger Rei vun Ursachen.

Virun engem Joer huet et hei bei den Debatten, déi relativ kuerz waren, geheescht, datt dës Garantie méi e symbolesche Charakter hätten an a priori sollen dozou dëngen, eng zitieren de Rapporteur: „Fir datt den Euro bei der nächster Reeschauer am Dréchen bleift a fir ze verhënnern, datt d'Finanzmärkt den Euro an de Keller spekuléieren.“ A weider sot hien, datt d'Instrument nëmme géif agesat ginn, ech zitieren, wann „wirklich“ - wéi déi Däitsch soen - „alle Stricke reißen!“ An de Finanzminister huet an darselwechter Debatt gesot: „Et kann een hoffen, datt dat Instrument vläicht iwwerhaupt net brauch a Kraaft ze trieden.“

D'Realitéit ass awer, wéi mer all konnte feststellen, just de Contraire. D'Finanzmärkt konnten net berouegt ginn, an d'Instrument ass gebraucht ginn an a Kraaft getratt. D'„Tageblatt“ vun haut, a sengem Leitartikel, resuméiert dat an deem enge Satz: „Ein gutes Jahr später ist klar, das maßgeblich vom Eurogruppenchef Jean-Claude Juncker entwickelte SPV namens EFSF hat sich verrannt, steckt im Schulden-sumpf fest!“ Dat huet de Leitartikler vum „Tageblatt“ haut geschriwwen, nodeems en e Gespräich mam Parteipresident vun der LSP gefouert hat.

A well déi finanziell Kreditléit vu verschiddene Eurostaten déi net ass, oder net méi ass, wéi se ugangs ugeholl ginn ass, musse déi eenzel Eurostaten, fir datt den EFSF iwwerhaupt kann Emprunt op de Finanzmärkt ophuelen, hir Garantie vun 120% op 165% eropsetzen. Dat heescht, datt dem Lëtzebuerg Stat seng Garantie vis-à-vis vun där Zomm vu 440 Milliarde vun 1,15 op 2 Milliarde klëmmt. Et ass also alles aneschtens komm, wéi et eis virun engem Joer hei vu Regierungssäit erkläert ginn ass.

Griichenland war virun engem Joer den Haapt-diskussionsthema. Griichenland krit déi Gelder nëmme enner strenge Konditiounen. Déi Konditiounen, wéi se sinn a wéi se agehale ginn, kënnen mer all Dag erliwien. D'griichescht Vollek, wat keng Schold un deem Mísär huet, kritt alles auszellafelen. D'griichescht Vollek gëtt ausgequëtscht bis op déi lescht Dréps. Et gëtt e grenzenlose Sozialofbau an deem Land bedriwwen. An déi Räich a Griichenland bezuelen haut och nach ëmmer keng Steieren.

Och hei huet eise Premier, dee sech heiheem esou gären e soziale Mäntelchen undeet, d'Muskele spille gelooss, fir datt de sozialen Ofbau a Griichenland misst duerchgezu ginn. Den 1. März 2010 huet de Jean-Claude Juncker am „Handelsblatt“ gesot, fir de Fall, wou d'Griichen net de „Spuerprogramm Sozialofbau“ géife realisieren, sot hien: „Sie können sicher sein, wir haben die Folterwerkzeuge im Keller und wir zeigen sie, wenn es nötig ist.“

Griichenland gëtt futtigespuert an dat Land kritt all finanziell Substanz entzunn, fir iwwerhaupt nach eng Kéier e Wuesstum ze erreechen. Dat beweisen och déi aktuell Chifferen. Esou sollt Griichenland dëst Joer maximal Emprunt an der Héicht vu 17 Milliarde maachen, huet awer an den éischte sechs Méint schonns misse 16 vun deene 17 Milliarde Schold ophuelen.

D'Steierrecettë sollten an d'Luucht goen a sinn a Wierklechkeet an den éischte sechs Méint awer vun 28,7 op 26,8 Milliarden zrëckgaangen. D'Statsdépensë sollten zrëckgoen, sinn awer am Géigesaz vun 38,2 Milliarden d'lescht Joer op 40,9 Milliarden an den éischte sechs Méint an d'Luucht gaangen. De Statsdefizit gëtt also net méi kleng, mä en ass an den éischte sechs Méint vun 12,45 d'lescht Joer op 15,77 Milliarden dëst Joer geklommen.

D'Griichen haten e Wirtschaftswuesstum vu minus 3,8 fir dëst Joer virgesinn, an no deenen éischte sechs Méint läit e bei 7,5%. An déi neiste Chifferen, déi dës Woch publizéiert si ginn, schwätze fir Enn dës Joer vun engem Wirtschaftswuesstum vu minus 10%.

De Chômage ass op 16,6% geklommen a wäert bis Enn dës Joers bei 18% a Griichenland leien. D'Regierung wëllt, wéi mer dëser Deeg konnten erfueren, nach weider Zéngdausende vun Aarbechtsplazen a Griichenland ofbauen. D'Jugendarbeitslosigkeit ass op 40% momentan geklommen.

Hei, léif Kolleeginnen a Kolleegen, tickt eng Zäitbomm! D'Fro bleift hei, wéi laang d'griichescht Vollek dat doten nach ka matmaachen, wéi laang déi Leit, déi keng Schold un deem ganze Mísär hunn a schonn net vill hunn, nach bereet sinn, weider e Sozialofbau ze bedriwwen.

Mir hunn als ADR virun zwee Méint proposéiert, Griichenland sollt eiser Meenung no aus dem Euro austrieden. Mir wëssen alleguer, datt ee Land net kann dozou verflücht ginn, mä datt e Land dat selwer muss decidieren. Mä mir soten awer och, datt déi aner Länner dem griichesche Stat an de Banke musse finanziell hëlfehen, fir datt se kënnen op de Wee goen, an déi finanziell Hëllef soll eng Konditioun sinn, fir datt se op dee Wee ginn. Soss erkrutt Griichenland sech net méi an zitt aner Länner no.

Méi däitlech, wéi den däitsche Bundespräsident Wulff et zu Recht gesot huet an d'Fro gestallt huet: „Wer rettet am Ende die Retter?“ An där Politik, déi mer elo maachen, gëtt doudsicher ee Land no deem aneren nogezunn, an da stellt wierklech d'Fro sech herno, wien dann nach déi Länner rett, déi elo am Ufank déi aner sollte retten, wat awer net gegléckt ass.

„Mir hëlfehen de Griichen“, gëtt ëmmer gesot. Neen, mir hëlfehen net de Griichen. Mir hëlfehen de Banken, déi de Griiche Geld geléint hunn! D'Banken hu Risikogeschäfte mat de Griiche gemaach an och duerfir méi héich Zënse akaséiert. An elo, wou de Risiko antrëtt, gëtt de Risiko vun de Banken op d'Allgemengheet - dat heescht: de Steierzueler - transféiert, nom Motto: D'Benefisser gi fir d'Bankkapital privatiséiert an d'Defiziter an d'Risikoe gi verstaatlecht an op de Steierzueler gewälzt.

Zwee Drëttel vun de Scholden, déi d'Griiche bei de Banken hate virun der Kris, sinn an der Zwëschenzäit emgwalzt ginn op d'Europäesch Zentralbank, den Internationale Währungsfond an op d'Eurostaten. D'Griichen hunn awer u

sech nach eemol esou vill Schold wéi virun. Deen eenzege Virdeel, dee se kéinten heiraus zéien, dat ass, datt se vis-à-vis vun deene virgenannten Organisatiounen manner Zënse musse bezuele respektiv elo méi eng laang Lafzäit kréien.

Et ass un éischter Stell also net de Griichen, mä de Banken, déi de Griiche Gelder geléint hunn, gehollef ginn. An an deem Zesammenhang däréi een d'Hedgefongen net vergiessen, déi zum Beispill nach dëst Joer den 19. Juli nach séier griichesche Statsobligatiounen kaaft hunn an dräi Deeg méi spéit se fir 10% bis 15% Profit weiderverkaaft hunn. Mir musse d'Länner retten, net d'Banken an d'Spekulanten aus den Hedgefongen aus der Responsabilitéit befreien. Duerfir hu mir en „roll over“ proposéiert, domadder missten d'Hedgefongen nieft de Banken och mat un der Hëllef fir Griichenland participieren.

E weidere Punkt, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass Finnland. Wéi mer aus der internationaler Press - net vun onser Regierung, mä aus der internationaler Press - erfuer hunn, kritt Griichenland (veuillez lire: Finland) am Kader vun dësem Gesetz, wat hir Säit ubelaangt, eng Garantie: eng Garantie, déi hir Garantie soll ofdecken. A wat fir enger Form dat geschitt, ass net kloer.

An der Finanzkommissioun sot de Finanzminister eis, hie wier domadder net averstanen. D'Stats- an d'Regierungschefen hunn awer - och laut internationaler Press - hir Zoustëmmung zu dëser Ofsecherung vis-à-vis vu Finnland ginn. Hei hu mer also an eiser Regierung zwou Meenungen: e Statsminister, deen zougestëmmt huet, ee Finanzminister, deen net domadder averstanen ass. Et ass also eng Oppositioun hei tëschent deenen zwee Haaptleit, wat dësen Dossier ubelaangt, an der Regierung.

Eis interesséiert awer: Wann hei d'Parlament esou e Vote hëlt iwwer esou e Gesetz, wéi gëtt Finnland dann elo wierklech behandelt? Gëtt et an Europa zweeërlee Mooss? Kritt ee Land Garantie fir déi Garantien, déi se hei iwwerhuelen, an déi aner Länner net? Dat kann et an däréi eiser Meenung no net sinn! Mä d'Regierung ass eis bis haut nach de Bewäis schëlleg bliwwen oder d'Erklärung schëlleg bliwwen, wéi Griichenland (veuillez lire: Finland) behandelt gëtt an ob se Garantie kréien oder net. An och dat misst, mengen ech, hei kloer gesot gi vun der Regierungssäit virun engem Vote, wéi Finnland behandelt gëtt, ob déi eng Extrawurscht an dësem Dossier gebrode kréien oder ob ee Land wéi dat anert behandelt gëtt.

Mä do dernieft gëtt et och nach aner Länner, wou et iwwerhaupt net sécher ass, datt si dësem Rettungsschirm zoustëmmen. Zum Beispill d'Slowakei wëllt dem Rettungsschirm - esou, wéi et haut ausgesäit, a laut den Aussoe vun hirem Chambers- a Parlamentspräsident - net zoustëmmen, mat dem Argument, datt Europa sech net u seng Kritäre gehalten hätt an d'Europäesch Zentralbank net d'Recht hätt, fir faul Statsscholdschäiner opzekafen.

Et weess also iwwerhaupt keen, ob dese Rettungsschirm jeemools kann a Kraaft trieden. Mir hätten och duerfir nach Zäit gehat fir ofzewaarden, wat anere Länner geschitt. Mir hätten net missen onbedéngt an der Summer-vakanz zesummentrieden, well déi aner Parlamentarier och eréischt am Oktober doriwwer decidieren.

Här President, dann nach e puer Wiederer zum Sommet vun der Madame Merkel an dem Här Sarkozy elo am Laf vum Mount August zu Paräis. Si hunn dräi Punkte festgehalten. Eischten: Et soll eng international Finanztransaktionssteuer agefouert ginn. Zweetens: All Memberlänner vun Eurogroup sollen an hirer Verfassung eng Scholdebremms aschreiwien. Drëttens: Si wëllen eng Wirtschaftsregierung fir den Euro, an dës Wirtschaftsregierung soll vum EU-Rotspräsident, dem Här Hermann Van Rompuy, gefouert ginn.

Elong schonn d'Tatsaach, datt den Här an d'Dame Merkel a Sarkozy ëmmer méi am Virfeld decidieren, wat duerno op engem europäesche Sommet nach just offiziell decidéiert gëtt, léisst déif blécken, wéi Europa fonctionnéiert. D'Madame Merkel an den Här Sarkozy si sécherlech d'Handlanger vun hire grousse däitschen a fransésche Banken. An d'Stats- a Regierungschefe sinn neierdengs dann erëm d'Handlanger vun der Madame Merkel an dem Här Sarkozy, nom Schema: Groussbanke ginn ofgeséichert an d'Risikoe ginn op d'Steierzueler transféiert, verbonne mat engem Sozialofbau.

Dat ass Europa, een Europa, wat mir esou net wëllen! An all déi, déi haut dësem Gesetz zou-





stëmme, maache sech och zu Handlanger an zum Kompliz vun där Politik.

Zu deenen dräi Punkten, wat de Sommet Merkel/Sarkozy ugeet - d'Finanzsteuer: D'ADR seet jo zu enger Finanztransaktionssteuer, wa se international geregelt ass, an am beschten um Niveau vum G20. D'Banken hu bis haut nach näischt vun där vun hinne verschëlltener Kris bäigedroen.

Zweetens: d'Schuldebremms. Viraus muss een de Stil huelen, ech géif souguer soen, d'Arroganz, d'Iwwerhieflechkeet, datt e Statspräsident an eng Bundeskanzlerin sech d'Recht huelen, fir anere Länner wëlle virzeschreien, wat si an hire Verfassunge misste verankeren. Wann et eng Souveränitätsfro gëtt, dann ass et eiser Meenung no d'Constitution, d'Verfassung vun engem Land. An do kann och kee franséische President a keng däitsch Bundeskanzlerin engem Land Virschreife maachen, wat se an hire Verfassung ze schreien hunn oder net!

D'ADR huet am Kader vun de leschte Budgetsdebatten och esou eng an der Verfassung verankert Scholdebremms an d'Diskussion bruecht. Mä et muss een awer och wëssen - dat hu mer gesot -, datt laut de Maastricht-Kritäre mer schonn eng Scholdebremms hunn. A meng Virriedner hunn hei - de Kolleg Alex Bodry - och erkläert, wéi an anere Länner, wou esou Scholdebremms bestinn, wéi se wierken, oder besser gesot, wéi se an der wierklecher Situatioun, wou et eescht gëtt, net wierken. Et gëtt also hei, um Niveau vun de Maastricht-Kritäre gëtt et Stabilitéitskritären. Si si just net agehale ginn!

Mir kënnen ons nach alleguer erënneren, wéi eise Statsminister a senger Fonctioun als Eurogroup-President mat vollem Mond deklaréiert huet, et géif näischt un deene Stabilitéitskritäre geännert ginn. Si géifen net opgeweecht ginn. Si géifen zu honnert Prozent respektéiert ginn. Et géife keng Exzeptiounen gedult ginn. Dat war esou laang richtig, bis verschiddé grouss Länner d'Kritären net méi erfëllt hunn. A bis haut hunn déi verschidden Eurostaten zesummen d'Stabilitéitskritäre ronn 80-mol verletzt, all Kéiers mat der Zoustëmmung vun de Stats- a Regierungschefen.

Si hu sech géigesäitig d'Absolutioun ginn, fir eben d'Stabilitéitskritären ze violéieren. A well se hir Aarbecht net gemaach hunn an drop gehalen hunn, datt d'Stabilitéitskritäre respektéiert misste ginn, doduerch, datt se bestoend Texter iwwert d'Stabilitéitskritären net applizéiert hunn, hätt se elo - an dat ass de Combel! - gären duerfir méi Pouvoir.

D'Stats- a Regierungschefe si mat schold un där aktueller Situatioun, well si selwer zougelooos hunn, datt d'Stabilitéitskritären violéiert si ginn. D'ADR ass dergéint, weider Souveränitätsrechter un en onsozialt Europa ofzefrieden, dat iwwert déi a Punkt 3 virgeschloe Wirtschaftsregierung.

Dës Wirtschaftsregierung, wéi de Sommet Merkel/Sarkozy iwwerhaupt, hat nëmme zum Zweck, fir eise Premier Jean-Claude Juncker ze entmuechten. Et ass kloer no deem Sommet, datt dem Jean-Claude Juncker seng europäesch Zukunft an der Vergaangenheet läit. Hie weess dat och an huet duerfir d'Flucht no vir ergraff, andeems hie säi Posten zur Verfügung stellt, wann dese Posten duerch en haaptamtliche President géif besat ginn.

Mä och wa keen haaptamtliche President gesat gëtt, gëtt de Posten awer nei besat, an ouni hien. Hei ass och dee beschte Bewäis, wéi Europa fonctionnéiert: Merkel/Sarkozy décidéieren, a wien eng aner Meenung huet - ob se richtig oder falsch ass, ass emol net wichteg -, dee gëtt einfach liquidéiert. Ob ee vill Aarbecht mécht - wéi eise Premier sécherlech an deene leschte Méint a Joren am Zesammenhang mam Euro gemaach huet - oder net, dat gëtt net respektéiert. Wann et net deenen zwou Persounen an de Krom passt, da gëtt een einfach an Europa liquidéiert. Sou ass nun emol eben an Europa haut d'Politik!

Och nach ee Wuert zu de bilaterale Prëten, déi de Lëtzebuurger Stat Griichenland ginn huet. Lëtzebuerg soll Griichenland 200 Milliounen ginn. Duvunner sinn elo 60% ausbezuelte, an eng nächst Tranche ass elo fälleg. Da si 70% oder 140 vun deenen 200 Milliounen bezuelte. Mä wat elo nei gëtt, an dat ass och aneschtens wéi dat, wat am Ufank duergestallt ginn ass: D'Lafzäit ass net méi - wéi dat am Ufank war - dräi Joer, mä an Zukunft ass déi Lafzäit 15 Joer. A fir déi nei Tranche sinn d'Zësen och net méi iwwer 5%, mä fir déi nei Tranche sollen nach 3,5% bezuelte ginn. De Rescht, wat dann nach bleift bis déi 200 Milliounen, gëtt an Zukunft vun der EFSF finanziert.

Fir eis ass kloer, datt mer déi dote Suen ni méi wäerten erëmkréien. An eise Finanzminister erkläert de Lëtzebuurger nach ëmmer, mir géife mat deenen dote Suen ee Geschäft maachen. D'Griiche géifen eis schliesslech Zësen duerfir bezuelen. Wat de Finanzminister vergiess huet, de Lëtzebuurger awer ze soen, ass, datt déi Suen, déi mer de Griiche léinen, datt mir déi selwer léine gaange si bei eng Bank an datt mir dann och hei Zëse bezuelen. Ech erënneren drun, datt mer d'lescht Joer zwou Milliarde léine waren.

Et kann een also net nëmme soen: „Mir kréien Zësen“, mä et muss ee gläichzäitig awer och soen, datt mer fir déi Suen, déi mer de Griiche ginn, hei Zëse muss bezuelen. An da bleift ënnert dem Stréch näischt méi Rescht. Also kann een net soen, mir géife mat de Griichen e Geschäft maachen. A wann ee ganz éierlech ass, da misst een de Lëtzebuurger och nach soen, datt mer déi Suen, déi mer de Griiche ginn, sécherlech, méi wéi sécher net méi wäerten zrëckkréien.

Nach ee Wuert zur Europäescher Zentralbank. Ech mengen, wann do de Chefökonomist demissionéiert, well e mat der Politik net méi averstanen ass, da léisst dat déif blécken. Vill Spezialisten a Juriste soen, datt och d'Europäescher Zentralbank iwwerhaupt net hätt kënnen oder dierfen déi faul Statspabeieren oder Obligatiounen opkafen.

Et ass kloer: D'Kapital vun der Zentralbank ass och Geld, wat den eenzelne State gehéiert. Et gehéieren hir also och Gelder, déi den eenzelne Steierzueler gehéieren. An all dat Geld, wat hei opkaaft ginn ass, dat muss eng Kéier erëm rekapitaliséiert ginn, an och do wäert de Lëtzebuurger Stat iergendwann eng Kéier erëm, wéi all déi aner Stäten, zur Keess gebiede ginn. An och hei muss de Steierzueler an d'Täsch gräifen.

Europa leit ënnert deene groussen Diskussiounen, souwuel wat seng Glafwierdegkeet wéi wat d'Ve Trauen ubelaangt. Wann Europa weiderfiert, just de Banken ze hëllefen an d'Risikoer op d'Bierger ze transféieren, wann Europa weiderfiert, fir sozialen Ofbau ze bedreien an ze priedegen - ech erënneren nëmme drun, och dee Bréif, dee mir kritt hunn -, sief et an der Fro vum Index, sief et an der Fro vun de Renten, da verléiert Europa - mat Recht, soen ech - u Glafwierdegkeet, well d'Leit wëlle keen esou een Europa, wat just fir d'Spekulanten do ass a wat d'Risikoer op seng Bierger, op d'Sozialpolitik ëmwälzt. Mir hätt gären en Europa, wat sozial ass, en Europa, wat sozial a fiskal Mindestnorme festhält.

Zum Schluss, Här President, soen ech: Mir bezuelen hei vill Geld, dat soll een de Leit soen! Dat Geld, wat d'Europäesch Zentralbank verpufft huet, bezuele mer. Déi Gelder, déi mer hei iwwert de Fong ausginn, bezuele mer doudsicher eng Kéier, well déi Garantié ginn dann ageléist. An déi Prëten, déi mer Griichenland iwwer bilateral Prët ginn hunn, déi bezuele

mer och. Griichenland kann déi Suen, déi et elo aus där sougenannter Hëllef kritt huet, einfach net méi zrëckbezuelen. Dat ass, wéi wann ee Geld...

► **M. le Président.**- Här Gibéryen, Dir misst zum Schluss kommen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Här President, et mengt ee grad, Dir hätt op mäi Blat hei gekuckt, well ech si wierklech elo um leschte Saz.

► **M. le Président.**- Majo, dat ass wonnerbar!

(Hilarité)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Duerfir lauschtert dann nach wann ech gelift, Här President, de leschte Saz gutt no: Dat ass, Griichenland, dat ass, wéi wann ee Geld géif an e schwaarzt Lach, e Faass ouni Buedem schëden. Dat huet näischt méi mat Solidaritéit ze dinn. Dat ass ganz einfach Kamikazepolitik, an duerfir wäert d'ADR géint dëst Gesetz stëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Gibéryen. Als nächste Riedner ass den Här André Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, absolut d'accord mat europäescher Solidaritéit. Mir bräichten der nach vill méi! Ekonomesch, sozial Solidaritéit am Kader vun enger staarker Integratioun, am Kader vun enger Wirtschafts-, Fiskal-, Sozialunion mat enger staarker demokratischer Legitimitatioun.

Dat Bild, dat Bild do, dat ass awer en anert Europa wéi dat, wat am Moment besteet! Wat ass dat da fir eng Solidaritéit, wa se verbonnen ass mat Konditiounen, déi drop erauslafen, dass deene Leit, déi schaffen, hir Léin, hir sozial Rechter ofgebaut ginn an dass am Endeffekt d'Finanzindustrie dovun profitéiert?

Et ass schonn e speziell Gespan, dat Europa. Um Bock vum Kutscher sëtze manifestement net déi politesch Responsabel, mä d'Banken an d'Hedgefongen an d'Pensionsfongen an d'Spekulanten! Et sinn déiselwech Kutscher, déi d'Kar an d'Kris gedriwwen hunn!

Awer amplaz se vum Bock erofzegeheien - „de Primat vun der Politik“, géif een dat nennen -, léisst Europa sech dreie wéi verstéiert Päerd, eemol hü, eemol hott, awer leschten Enns eigentlech ëmmer an déi Richtung, déi si, déi Kutscher do, gären hätten. Dobäi gëtt munches zertrampelt, vum europäesche Sozialstat bis zur europäescher Demokratie.

Fir dass se net erfieren, hunn d'Päerd nawell oft Scheiklappen un. An et géif jo tatsächlech hei Grond ginn, ze erfieren. Mir stiechen an

enger déiwer Systemkris, aus där mer net nohaltege erauskommen, ouni grondsätzlech d'Logik vun der gesellschaftlecher Entwécklung ze änneren.

„Ich beginne zu glauben, dass die Linke recht hat“, titelt een, deen éischer zum Här Frieden sengem Veräin gehéiert, nämlech den Erausgeber vun der grousser konservativer Zeitung „Frankfurter Allgemeine“. An e fiert dann ënnert deem Titel weider: „Es zeigt sich - wie die Linke immer behauptet hat -...“, domat si mir net laang gemengt, mä die Linke am Allgemeinen oder wien och ëmmer lénks. „Es zeigt sich - wie die Linke immer behauptet hat -, dass ein System, das angetreten ist, das Vorankommen von vielen zu ermöglichen, sich zu einem System pervertiert hat, das die wenigen bereichert.“

Dir misst eis also soen, léif europäesch Politiker, och léiwe Minister, wéi Dir där Perversioun en Enn wëllt setzen, wéi Der déi enorm Konzentration vu privatem Räichtum wëllt ofbauen. Dir misst eis soen, well dat hänkt jo direkt domadder zesummen, wéi Der d'Muecht vun de Finanzmäert wëllt brieche. Dir misst eis soen, wéi Der laangfristeg d'ekonomesch Entwécklung a budgetär Gläichgewichter wëllt errechen, wann Der systematesch d'Kafkraft an d'Nofro ofwiergt. Dir misst eis soen, wéi Der sozial Gerechtigkeet wëllt errechen ouni vun uewen no ënnen ze verdeelen.

„Die Verteilungsfrage muss vor der Wachstumsfrage gelöst sein“, seet den Heiner Flassbeck, Ökonomist vun der UNO-Entwicklungsorganisation. Dir misst eis soen, wéi Der den ekologeschen Embau vun der Gesellschaft wëllt finanzéieren, wann Der den europäesche Staaten eng drastesch Austeritéitspolitik opzwéngt. Dir misst eis soen, wéi Der d'Aarbeitslosigkeit wëllt ofbauen, ouni ëmmer méi onsécher a prekär Aarbeitsplazen ze schafen, vun deenen ee kaum nach mënschewierdeg liewe kann.

Dir misst eis soen, wéi mer eng politesch Union sollten hikréien, déi mir gären hätten, mat enger staarker demokratischer Legitimitatioun, déi se bräicht, wa mer de Leit hir sozial Rechter ofbauen, iwwer hir Käpp ewech, an d'Populatiounen vun Europa géintenaner ausspülen.

Wann Dir d'Vetraue vun de Biergerinnen a Bierger vun Europa méi héich géift schätze wéi d'Vetraue vun de Finanzmäert, da misst Der all déi Froen do beäntweren, méiglechst kloer, méiglechst schnell.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Hoffmann. Als leschte Riedner ass den Här Ben Fayot agedroen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Ben Fayot (LSAP).**- Här President, ech si frou iwwert dës Debatt, déi an der Plénière stattfënt, an ech hoffen, dass mer der och



# Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op  
**www.chd.lu**  
mat de Rubriken

- *Actualité*
- *Organisation et fonctionnement*
- *Travail à la Chambre*
- *La Chambre et l'UE*
- *La Chambre et vous*



## Chambre des Députés

### Compte rendu officiel

#### Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuenger Journal, Zeitung vum Lëtzebuenger Vollek

#### Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés  
Service des relations publiques de la Chambre des Députés  
Tél. 466 966-1

#### Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic Communication SA, Differdange

#### Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

nach weider kréien, well et ass wesentlech, dass mer dobausse virum Vollek iwwert dat, wat mer hei decidéieren, an och dat, wat mer matdroen, Rechenschaft ofleeën.

Här President, trotz dem Pessimismus, deen dorëmmer grasséiert, trotz dem Euro-„bashing“, deen dorëmmer stattfënn, muss ee soen, dass den Euro jo eng Erfolgsgeschicht ass, dass en eng wesentlech Roll am Banne-maart spillt an dass en och als Weltwährung d'Stäerkt vun Europa no baussen elo dokumentéiert a festegt. An dofir muss een dat am Kapp behalen, wann een iwwert d'Rettung vun deem engen oder deem anere Land am Kader vun der Scholdekrise hei schwätzt. Et sinn also Dimensionen ze kucken fir d'Eischt, éier een op Kritiken op deem engen oder op deem anere Plang usetzt.

Den Euro, dat europäesch Geld, ass geschaf ginn ouni eng gemeinsam Wirtschaftspolitik. Eng Zäit laang huet dat jo funktionéiert. D'Mäert hunn un den Euro gegleef an hunn den eenzelne Länner méi oder wéineger deiselwecht Zënse fir hir Emprunté gefrot. Mä no der Kris vun 2008 war dat net méi wouer, an d'Finanzmäert hu méi genee op déi eenzel Länner gekuckt. An domat ass d'Scholdekrise vu verschidde Länner an der Eurozon entstanden.

Déi Geschicht weist eppes: An Europa ginn d'Memberlänner sech oft ambitiéis Ziler, gi sech och eng Partie Mëttelen, fir se ze errechen, mä ginn net bis un d'Enn vun hirer Logik. Firwat? Mä well eben d'Europäesch Unioun nach ëmmer eng Unioun vu fräien, souveräne Länner ass, keng Sowjetunioun, mä eng Unioun vu fräie Länner, déi besonnesch och an der Finanz- a Budgetpolitik souverän bleiwe wëllen.

An de Grad vun der Souveränitéit, dee se wëllen erhalen, hänkt vun der grondleeënder Approche vun der Zesummenaarbecht of. Et gëtt dofir zwee verschidde Konzepter vun der Zesummenaarbecht an Europa. Et muss een ëmmer dorunner erënneren, well dat ass fundamental fir dat, wat mer hei diskutéieren. Dat eent, dat ass méiglechst vill europäesch Länner an engem grouse Maart ouni Grenzen zesummenzuebréngen an den Handel ze entwéckelen. All aner Politikfelder bleiwen dann national. Dat anert Konzept, dat ass d'Konvergenz-prozess rivaliséierend Länner zesummeschaffen ze doen.

Et ass dofir einfach ze verstoen, firwat d'Veere-negt Kinnekräich den Euro net matmécht, an och Schweden an Dänemark net. Länner, déi den Euro kéinte kréien, mä déi en net wëllen, well se de Prozess vun der konvergierende Zesummenaarbecht net matmaache wëllen. An an anere Länner, déi trotzdeem bereet sinn, den Euro matzemaachen: Elo komme Populiste vu riets a vu léns, fir d'Grenzen ënnert dem Virwand vun der Démondialisierung erëm zoumaachen ze wëllen, an doduerch gëtt natierlech och an deene Länner d'Veerdüung, d'Zesummeckelen, d'Konvergenz méi schwéier.

An dofir hänkt d'Fro, Här President, wéi et mam Euro weidergoe soll, enk dermat zesummen, wéi Europa sech weiderentwéckelt a wéi staark de politesche Wëlle vun de Länner a besonnesch den Eurolänner ass, den europäesche Prozess weiderzedreiwten.

Et ass eigentlech iwwerflësseg ze soen, mä et muss een et ëmmer erëm soen, dass Lëtzebuerg déi europäesch Integratioun brauch, fir ze iwwerliewen. Mir sinn net hei an enger technokratischer Diskussioun. Mir sinn an enger politescher Diskussioun iwwert d'Liewe vu Lëtzebuerg an Europa. Et ass eng Existenzfro fir Lëtzebuerg a fir Europa. An eng Europa - dat wëll ech awer nach eng Kéier hei gesot hunn - zwëschen 30 bis 40 Länner, op dat mer

histeieren, Länner aus dem Westbalkan, déi wëllen an Europa kommen, Länner aus Osteuropa, d'Türkei, wéi et op ons duerkënnt, wäert wuel kee staark integréiert Europa ginn.

Déi verstärkt Zesummenaarbecht, déi de Vertrag vu Lissabon virgesäit, wäert wuel méi wéi eng Kéier zur Uwendung komme mussen. An en Europa mat verschidde Vitessen ass virprogramméiert. Déi héchste Vitese muss déi vun der Eurozon als Kärstéck vun der europäescher Integratioun sinn. Dofir mussen all déi Konsequenze gezu ginn, déi eng gemeinsam Währung verlaangt. An dat heescht eng méi intensiv Zesummenaarbecht.

D'Stäerkt an d'Stabilitéit vun der Währung hänken of vun der Wirtschaftskraft, vun der budgetärer Soliditéit a vun politeschen Zesummenhalt vun de Länner, dee se hunn. An de politeschen Zesummenhalt gëtt garantéiert duerch d'Solidaritéit. Fir ons Sozialisten ass e staarkt Europa net nëmme en Europa vum fräie Wuere-, Déngschtleeschungs- a Kapitalverkéier, et ass virun allem e solidarescht Europa. Dat heescht, Solidaritéit ënnert de Länner a Solidaritéit an de Länner.

Solidaritéit ënnert de Länner, dat war säit jeehier eng fundamental Errungenschaft vun der Europäescher Unioun, säitdeem se besteet; nämlech aarme Länner a Géigenden an Europa duerch gemeinsam Hëllef, duerch gemeinsam Zesummenaarbecht lues a lues op e méi héijen Niveau eropzuebréngen. An dat ass zu engem groussen Deel, et muss een et trotzdeem och hei soen, gelongen.

A wien haut den Austréit vu Griichenland oder iergendengem anere Land aus dem Euro freet, muss wëssen, dass e sech domat fundamental géint déi europäesch Logik stellt, nämlech déi vun engem solidareschen Europa. Dofir kann den Austréit vu Griichenland aus dem Euro keng Optioun sinn, ofgesinn dovun, dass de Vertrag dat net erméiglecht.

Trotz alle Kritiken, déi en natierlech och Griichenland kann adresséieren, an déi Zuelen, déi mä Virriedner, oder de Gast Gibéryen virdu genannt huet, sinn natierlech..., maachen nodenklech, selbstverständlech. An dofir verstinn ech och d'Finanzministeren an d'Regierungschefen an och de President vum Eurogroup, dass se Griichenland oft e béise Fanger maachen.

Wann dat Land awer seng al Währung géif erëmhuelen, géif dat eng staark Geldentwärtung fir dat Land bedengen, e massive Verloscht vu Kafkraaft a Präiserhéijunge fir all importéiert Wuere, eng sozial Katastroph fir déi meescht Mënschen a besonnesch fir déi kleng Leit an deem Land.

E solidarescht Europa heescht och, sozial gerecht an all eenzelne Land. Den Effort, fir Scholden ofzebauen a Budgeten ze équilibréieren, wann dat da muss sinn, muss dofir iwwerall do, wou et noutwendeg ass, fir d'Eischt déi treffen, déi méi wéi genuch hunn.

An e solidarescht Europa kann och net dora bestoen, dass fir déi zukünftige Generatiounen net méi investéiert gëtt. Dofir muss een d'Europäesch Unioun an d'Europäesch Investitiounsbank félicitéieren, dass se e massive Bäitrag fir d'Investitiounen an Europa maachen. An et muss een drun erënneren, dass zum Beispill 2010 d'Europäesch Investitiounsbank fir 70 Milliarden Euro Emprunten opgeholl huet, déi an de Memberlänner investéiert ginn.

A schliesslech géifen d'Leit dobaussen net verstoen, dass de Stat d'Banke rett an d'Banke kee Bäitrag zur Léisung vun der Kris géife maachen. All déi Créancierien, déi duerch d'Spekulatioun op Statsscholde massiv verdéngt hunn a massiv

verdéngen, mussen bei der Hëllef fir héich verschüllte Länner matmaachen.

Um Sommet vum 21. Juli 2011 gouf decidéiert, dass d'griichesche Emprunten op fräiwëlleger Basis ëmgetosch kënnen ginn. An et wär interessant ze héieren vum Här Finanzminister, wou mer mat der Ëmsetzung vun där Decisioun vun de Stats- a Regierungschefen haut dru sinn.

Här President, d'politesch Diskussioun an Europa leeft op ville Pläng, an de Länner wéi an Europa. Si ass fir d'Bierger dobausse schwéier ze duerkucken. Hektik prägt dës Diskussioun. Noriichten iwwert d'Boursse bis zur Panik maachen d'Leit dronken. Et muss virun allem no bausse kloer sinn, an ech mengen, all Politiker, dee responsabel ass, muss sech dat op den Hutt schreiwen, op wéi engem Niveau dat och ëmmer ass, dass d'Politik de Cap hält an dass jiddwereen an déiselwecht Richtung geet.

Ech wëll e bëssen op déi politesche Diskussioun agoen, op déi verschidde Elementer an där politescher Diskussioun.

Éischtens, déi Politik, déi vum Europäesche Rot, vum ECOFIN, vun der Europäescher Zentralbank, vun der Kommissioun a vun dem Eurogroup duerchgefouert gëtt, geet onser Meinung no an déi richteg Richtung. Dofir droe mir, dat ass jo vum Virriedner Alex Bodry gesot ginn, déi Opstockung vum europäesche Stabiliséierungsinstrument mat.

Et ass kee Wonnermëttel, dat mat engem Coup d'État an der Scholdekrise bréngt géif. Grundsätzlech besteet déi Politik - nach eng Kéier, fir et ze widderhuelen - an enger solidarischer Behandlung vun de Länner, déi aus eegener Kraaft hir Schold net Meeschter ginn.

Dozou gehéieren den Europäesche Rettungsfond an d'Interventioun vun der Europäescher Zentralbank fir Statspabeieren ze kafen. Dat ass e Schrëtt hin zur Vergemeinschaftung vun de Scholde vu Länner, déi aus eegener Kraaft déi Schold net Meeschter ginn. An 2013 soll jo och dann dee Rettungsfond an en „Mécanisme européen de stabilité“ ëmgewandelt ginn, fir deem och nach weider Méiglechkeeten ze ginn, d'Scholdekrise ze maistriséieren.

Zweete Punkt: De Wee vun der weiderer Integratioun vu finanziellen Instrumenter ass an där Logik, déi ageschloen ginn ass vun den europäeschen Autoritéiten. Ech zitieren zum Beispill, wat den Europadeputéierte Robert Goebbels proposéiert huet, fir zum Beispill e gemeinsam europäescht Emissiounsinstitut ze schafen, wouduerch och e gemeinsamen europäesche Maart vu Statsobligatiounen geschaf géif ginn, amplaz dass mer elo 27 national fragmentéiert Mäert hunn. Dat kéint e flëssege Maart mat niddregen Zënse sinn, wou den Handel vun deene Pabeiere ganz lieweg wär.

Mir sinn och, selbstverständlech, fir „Euro-Bonds“, esou wéi déi Häre Juncker an Tremonti se virgeschloen hunn, déi mat den néidege Kontroll- a Bremsmechanismen ausgestattet ginn, fir dass se net erëm weider zu enger neier Scholdefal ginn.

En interessante Modell ass och dee vun europäeschen Obligatiounen, déi op Investissemter cibléiert sinn, wéi se vun den europäeschen Sozialisten am Europaparlament proposéiert ginn. Schonn elo sinn d'Emprunté vun der Europäescher Investitiounsbank esou eng Aart europäesch Obligatioun, an et ass sécher, dass och eng weider Iwwerleeung déi vun engem europäesche Währungsfond ass, deen aus dem europäesche Stabiliséierungsmechanismus erwuesse kéint.

Drëtte Punkt an der Diskussioun: Zwëschent dem Europaparlament an dem Conseil fënn augenblécklech e Bras de fer statt iwwert de sougenannten „sixpack“, dat heescht déi Texter iwwert d'Governance économique. Déi fundamental Fro an deem Bras de fer ass, wat fir Mëttelen et gëtt, fir d'Länner ze zwéngen, dat, wat se mat decidéiert hunn, bei sech och duerchzeféieren.

D'Länner ergräifen net gäre Sanktiounen géint eent vun hinnen, well si kéinte jo och emol selwer an de Fall kommen, dass anerer géint si wéilte Pressioun ausüben. Déi sougenannt „peerpressure“ ass eigentlech soft, fir en internationalt Wuert ze gebrauchen, an all Land behält op ville Pläng, och an der Wirtschafts-, Finanz- a Budgetpolitik, méi oder wéineger seng voll Souveränitéit, op déi kee verzichte wëllt, och net Lëtzebuerg. Mä et ass net akzeptabel, dass Regeln a sachlech Virgaben - sachlech Virgaben, net politesche Virgaben, mä sachlech Virgaben, déi gemeinsam opgestallt ginn - net ëmmer esocht geholl ginn.

Bei der Ausenansetzung elo am Europaparlament zwëschent dem Rot an dem Europaparlament iwwert déi Governance geet et an der Haaptsaach ëm d'Fro vun der Automaticitéit vun Interventiounen respektiv Sanktiounen géint e Memberland, dat sech net u gemeinsam Regeln hält. D'Europaparlament freet keng voll

Automaticitéit, mä et géif gären dem Ministerrot et méi schwéier maachen, eng Propositioun vun der Kommissioun géint e Land ze verwerfen. Dofir d'Iddi vun der Majorité qualifizéiert inversée, also méi enger héijer Majoritéit, fir eng Sanktioun géint e Land ofzelehnen.

Mir sinn d'accord mat den Europadeputéierten, och mat de Lëtzebuenger Europadeputéierten, deenen hir Positioun ech mer ugekuckt hunn, fir den Drock op déi Länner ze erhéijen, déi sech net un d'Virgaben an d'Objektiver vun der Budgets- a Finanzpolitik halen.

Allerdéngs ass eng vollstänneg Automaticitéit net akzeptabel fir ons. Et kann een d'Interventioun vun den nationale Parlamenter net einfach court-circuitéieren. Si mussen an der Budgetpolitik dat lescht Wuert behalen. Grad ewéi et wichteg ass, dass d'nationale Parlamenter duerch de Semestre européen hiert Wuert matzuschwätze sollen a mussen. Un hinnen ass et, un ons Parlament ass et, an dëser wichtiger Etapp mat agebonnen ze ginn a matzuschaffen, fir ze wëssen, ëm wat dass et geet a wat mer herno mat decidéieren.

Véierte Punkt: Kann de Prozess hin zu enger méi effikasser europäescher Wirtschaftsregierung am Kader vun deem heitege Vertrag stattfannen? Oder muss de Vertrag geännert ginn? Munnech Leit schwätze scho vun engem federalen Europa, fir dat besser hinzekréien. Musse vertraglech nei Institutione geschaf ginn? Musse weider Kompetenzüwerroung vun de Memberlänner zur EU stattfannen?

Ech sinn - a meng Partei och - iwwert déi Perspektiv éischer skeptesch. Fir de Vertrag vu Lissabon hu mer aacht Joer gebraucht, mat engem Konvent an e puer Referenden - déi ausgaange sinn, wéi mer wëssen. Virun allem léisen nei Institutione per se keng Problemer.

Dofir mengen ech, solle mer déi Energie, déi mer dofir asetze géifen, gebrauchen, fir hic et nunc politesch Kompromësser am Kader vun bestehende Vertragsrahmen ze fannen. Ech mengen, mir sinn um gudden Wee dohinner, wa mer de politesche Wëllen hunn. A wann de politesche Wëllen an de Länner net besteet, dann, mengen ech, bréngt och eng Vertragsännerung nawell keng Léisung, ofgesinn dovun, dass mer dann iwwerhaupt net dozou kommen.

Fënnefte Punkt: Parallell zu der Stabiliséierung vun Euro muss d'Wirtschafts- a Finanzpolitik vun de Memberlänner méi enk zesummeckelen. Dat ass sécher dat Schwiergste vun der ganzer Entreprise. Mir hunn am Summer hei als Sozialiste gesot, dass mer déi gemeinsam Zilsetzung iwwert d'Reduktioun vu Budgetsdefiziter an den Ofbau vun der Schold zesumme mussen ugoen. Mir mengen awer, dass jiddwer Land d'Recht behale muss, säi Wee dobäi selwer festzeleeën, well Europa, d'europäesch Länner, dat ass kee politesche neutrale Grond. Et ass e Grond, an deem verschidde Politike kënnen gemaach ginn, an do muss all Land no deem, wéi seng Politik ausgeriicht ass, seng Mëttelen kënnen asetzen.

De Geescht vun enger enker Zesummenaarbecht an Europa soll sech allerdéngs net dorop, op d'Wirtschafts- a Finanzpolitik beschränken. Ech hu viru kuerzem, virun e puer Deeg de Jacques Delors gehéiert, deen nach erëm eng Kéier ënnerstrach huet, dass et drëm geet, fir vill méi enk um europäesche Plang op ville Pläng zesummenzueckelen, ob dat Energie, Energieversuergung, Immigratioun, Fuerschung, Investitiounen fir Infrastrukturen an esou weider, Ausbau vun sozialen Europa an esou weider sinn. Also: méi europäesche Geescht vis-à-vis vun deem Populismus an deem Skeptizismus, deen ëmmer méi iwwer Europa ausgeschott gëtt.

Sechstens, sechste Punkt: Et gëtt och gesicht, iwwer institutionell Weeër ouni Vertragsännerung eng Léisung ze fannen. Et geet Rieds vun engem europäesche Finanzminister, deen eng Verwaltung kréich, déi de Chef vun Eurogroup jo elo net huet. Vu verschidde Regierunge gëtt dann den Här Van Rompuy virgeschloen, de President vum Conseil européen als Chef vum Euro, iwwert de Wee vum Conseil européen. Et geet Rieds vun engem „Stühlerücken“ zwëschent europäesche Finanzministeren als Chef vum Eurogroup.

Sécher ass et ze begrëissen, dass d'Regierungschefen, a besonnesch zwee vun hinnen, zwee vun deene gréissten, mathëllefe wëllen, d'Eurokrise ze léisen. Mä mir hunn als Lëtzebuenger ëmmer méi op dat Communautéit gesat, éischer wéi op dat Intergouvernementaal. An d'Dérive, Här President, hin zum Intergouvernementalen ass am Augenbléck extrem staark an Europa. Dofir, mengen ech, solle mer ons och als Lëtzebuenger Regierung an den





europäeschen Institutionen derfir asetzen, dass d'Kommissioun eng wichteg Roll behält.

Siwent Remarque nach schlussendlech iwwert déi faméis „règle d'or“, déi den Alex Bodry scho behandelt huet. Déi besteet jo doranner, dass d'Länner an hiert iewescht Gesetz, an hir Verfassung eng Scholdegrenz aschreiwen. Och déi Iddi entspréngt d'ärselwechter Frostellung, déi ech nach erëm rappeléieren: Wéi e Land obligéieren, d'Scholdegrenz net ze iwwerschreiden? Wa schonns d'Europäesch Unioun d'Länner net disziplinéieren kann, da solle se dat selwer iwwer hiert eegent Gesetz maachen. Dat ass jo d'Iddi, déi derhannert stécht.

Esou logesch dat och schéngt, ass dat och keng Garantie, dass et fonctionnéiert. Den Alex Bodry huet et gewisen. All Land mécht do mat senger Verfassung, wat et wëllt. An dass et näischt bruecht huet, weise jo vill Beispiller, an éischer Linn och Däitschland selwer.

Här President, fir ofzeschlëssen: Mir dären net vergiessen, dass d'Scholdekrise a verschiddeenen Eurolänner an d'Rezessioun vun 2008 duerch déi weltwäit Turbulenzen op den internationale Finanzmäert entstanen sinn. Soulaang déi global Finanzmäert net disziplinéiert ginn, sinn och eng Weltwährung, wéi den Euro se haut ass, oder aner Währungen net virun neie Problemer gefeit.

Trotz Rettungsaktiounen vun de Banken, obwuel d'Staten, also d'Politik, also d'Leit alleguer d'Banken an d'Finanzwelt a leschter Instanz iwwer Waasser gehalen hunn, hunn d'Staten et net fäerdeg bruecht: éischtens, déi Finanzwelt ze reguléieren; zweetens, déi iwwerdriwwen Bonussen ze encadréieren; drëttens, eng Transaktionssteuer anzeféieren; véiertens, de Ratingagencen entweder hir Pouvoiren ze beschneiden oder eng europäesch Ratingagence - onofhängeg Ratingagence - op de Wee ze bréngen, a fénneftens, d'Finanzacturen op déi

Créneuen ze beschränken, fir déi se eng Expertise hunn, a Finanzprodukten ze verbidden, déi ze vill Risiko enthalten.

Do si mer trotz G7, trotz G20 nach net weiderkomm. An ech mengen schonn, dass dat politesch eng absolut wesentlech Prioritéit fir d'Länner alleguerten ass. Soulaang mer dat politesch an Europa an also och zu Lëtzebuerg net upaken an net an d'Diskussioun erëm kommen och mat der Finanzwelt selwer, bleiwe mer op hallwem Wee stoen.

Dofir mengen ech schonn, dass dat hei, dës Diskussioun éischer soll en Ufank si wéi en Enn, mä selbstverständlech droe mer dee Rettungspak hei mat. A mir hoffen, dass ons Regierungen an déi lewescht an Europa, ob dat an der Kommissioun ass oder och am Conseil européen, endlech mat enger Stëmm schwätzen an de Cap halen, fir dass dobaussen d'Finanzwelt an d'Mënschen erëm Vertraue kréien an dat, wat se maachen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Fayot. Domadder wiere mer um Enn vun der Diskussioun. Elo kritt d'Wuert den Här Finanzminister Luc Frieden.

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.** - Här President, Dir Damm an Dir Hären Deputéiert, dat lescht Gespréich, wat ech mam Kolleeg Deputéierte Lucien Thiel gefouert hunn, war iwwert dës Projet de loi. Duerfir erlaabt mer, him, deen och an dëser Legislaturperiode dee Rapporteur war vu Projeten, déi ech am Numm vun der Regierung abruecht hunn, deen am heefegste Rapporteur vu menge Projet-de-loi war, och him eng Kéier kollektiv hei fir nach eng Kéier Merci ze soen!

Merci natierlech och dem President vun der Finanzkommissioun a Rapporteur, deen direkt agesprongen ass, fir déi Aufgab ze iwwerhuelen, dee sech awer souwiesou mat där Aufgab beschäftigt hätt, dem Michel Wolter, well en, wéi gesot, déi Kommissioun leet, déi dës Projet schnell am Summer und gekuckt huet. An duerfir och Merci dem ganze Parlament an de Membere vun der Finanzkommissioun, déi och iwwert déi Summerméint sech ëm dës Matière bekümmert hunn.

Et schéngt mer och en Zeeche vu Responsabilitéit vun dësem Haus ze sinn, datt, obschonns d'parlamentaresch Rentrée vun der Plenarsitzung ëmmer eréischt am Oktober ass, mer - sou wéi déi aner Parlamentarier an Europa - kucken, datt d'Beschlëss vum Conseil européen vum 21. Juli bis Enn September ëmgesat ginn. Well nëmme dann hu mer all déi Instrumenter en place, fir kënnen dat Beschtméiglecht ze maachen, fir d'Wirtschafts- a Währungsunioun an dës schwieerege Zäite virunzebréngen.

Dës ass kee flott Gesetz. Dës ass net e Gesetz, wat ee mat grousser Freed hei virbréngt, mä et ass e Gesetz, wat noutwendeg ass. Et ass e Gesetz, wat noutwendeg ass an engem méi breede Kontext, deen hei och de Mëtteg, fannen ech, vu bal alle Fraktiounen op eng responsabel an zukunftsorientéiert Aart a Weis belicht ginn ass.

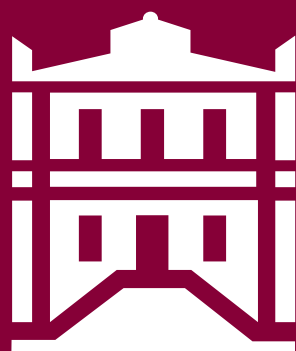
Et geet schlussendlech hei ëm eng Wirtschafts- a Währungsunioun, déi mer alleguerten wollten, déi mer wollten, well mer e Bannemaart hunn a well mer an engem Land wunnen - an dat ass och de Mëtteg hei vu verschidde Riedner rappeléiert ginn -, deem se enorm vill bruecht huet. Et huet eisem Land vill bruecht an der Stolindustrie, där hiren honnertsten Anniversaire zu Lëtzebuerg mer haut gefeiert hunn. Et huet eisem Land vill bruecht bei der Finanzplatz, déi, wéi keng aner, vun internationalen, also grenzüwwerschreidenden Aktivitéite leeft.

An et ass do, als fundamentaalt Element vun engem Bannemaart, wou mer der Meenung waren, iwwert déi lescht Joren, datt mer och eng gemeinsam Währung bräichten. An och déi gemeinsam Währung, mat alle Suergen, déi mer an dësen Deeg doriwwer hunn, huet eis iwwert déi lescht zéng Joer, zwielef Joer - zéng Joer, wou et se a Form vu Schäiner gëtt, 1999, wou se formell agefouert ginn ass - enorm Avantage bruecht.

Dévaluatiounen, déi ëmmer konkurrenzuel Avantage enger Economie kënnen schafen, gëtt et net méi. Et gëtt keng Transaktionskäschte méi. Et gëtt keng Ennerscheeder méi vu Wieselcoursen, déi vun haut op muer d'Präisser vu Produkter kënnen fundamental änneren. An och d'Inflatioun war déi lescht zéng Joer an Europa, an der Eurozon historesch niddreg, wat en Avantage ass, vun deem mer alleguerten, a virun allem déi Leit mat klengen Revenuen, enorm profitéiert hunn, well se net déi Suen, déi se ugespuert hunn, vun der Inflatioun opgeknabbert kritt hunn.

Mä et ass richtig, datt net alles geklappt huet. An dat huet domadder ze doen, engersäits, datt mer eng Währungsunioun gemaach hunn, mä keng politesch Unioun a keng Wirtschaftsunioun, op d'mannst net mat all hiren Attribute, wéi dat an enger normaler... an engem Land mat enger Währung mat sengen Instrumenter um politeschen a wirtschaftleche Plang soss besteet. An dat Zweet ass, datt mer eis an enger Währungsunioun Regele ginn hunn, déi iwwer Jore vun enger ganzer Rei vun de Membere vun där Währungsunioun net respektéiert gi sinn.

Et ass och net richtig ze soen, datt nëmme duerch d'Agräffer vun de Staten an der Finanza Wirtschaftskris 2008 bis 2010 d'Defiziter an d'Scholdegrenzen an d'Scholdegrenzen iwwerschratt gi sinn. Neen, eng ganz Rei Länner



CHAMBRE DES DÉPUTÉS

# Chamber TV

weist all  
öffentlech  
Sëtzung  
live an integral

An der Stad  
um Kanal S29 (Coditel) oder  
um Kanal S40 (Eltrona/Siemens)

Zu Esch  
um Kanal S24 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Déifferdang  
um Kanal S29

An der Gemeng Diddeleng  
um Kanal S32

An der Gemeng Nidderaanwen  
Kanal S29

An der Gemeng Bartreng  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Walfer  
um Kanal S29 / 367.25 Mhz

Zu Biwer an zu Wecker  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bous  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bërmereng  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Konter  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dippech  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dikrech  
um Kanal S19 / 287.25 MHZ

Zu Iermsdref  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Esch-Sauer  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Nidder- an Uewerfeelen  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Gréiwemaacher  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hieffenech  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hesper  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Kielen (& Brameschhaff),  
Keespelt, Meespelt,  
Ollem an Nouspelt  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Mamer  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Manternach  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Medernach  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz





hunn och scho virun 2008 sech net un d'Kritäre vun der Wirtschafts- a Währungsunion gehalen. Mä duerch déi noutwendeg Agrëffer, bei der Rettung vun de Finanzinstituter virun allem, hiren Clienten a bei de Konjunkturprogrammer, ass natierlech dee Scholdestand méi héich ginn.

Wa mer haut an der Eurozon e Scholdestand hu vun eppes 88% vum Bruttoinlandsprodukt, ass dat evident, datt dat enorm vill laangfristeg Problemer och opwerft, well en Defizit, dee kann ee reduzéieren, wann en een-, zweemol stattfënnt. Eng Schold, déi op esou engem héijen Niveau ass, kann een nëmmen iwwer Joren ofbauen an et verlaangt, datt een zugläich Strukturreform mécht, fir datt d'Wirtschaft an deene Länner ka wuessen.

An där Situatioun, wou mer sinn, gëtt et keng einfach an evident Léisung. An ech soen lech, soss wier se och scho laang do. Et gëtt net eng Léisung, wou ee seet, mir maachen dat do an dann ass et dat. Duerfir fannen och déi sëllege Sitzung vum de Stats- a Regierungschefen engersäits, vun de Finanzministeren anerersäits statt. An do gëtt et och logescherweis Kontradiktiounen, well déi eng an déi aner, géif ech bal soen, Recht hunn.

Jo, mir mussen den Defizit an d'Schold reduzéieren. Wa mer dat awer ze schnell oder an alle Länner d'nämlech maachen, kann dat och dozou féieren, datt mer deen noutwendeg konjunkturellen Opschwung och bremsen. Den Équilibrium do ze fannen ass schwierig. Mä deene Länner ze soen, déi elo schonn eng ganz héich Schold a ganz héijen Defizit hunn, Dir brauch net ze spueren, Dir musst d'Suen ausginn, fir Är Ökonomie unzekerbelen, deene muss een dann awer och soen, wou se déi Sue sollen hierhuelen. Déi Sue sinn net do, also muss se vun iergendwou kommen.

Duerfir menge mer, datt mer mussen an deene Länner, déi fundamental Feeler an hirer Wirtschaft- a Finanzpolitik déi lescht Jore gemaach hunn, datt déi mussen wuel temporär gehollef kréien, mä zugläich awer iwwert déi nächst puer Joer substanzuell Reduktioun vum hiren Schold a vun hirem Defizit maachen. Maache se dat net, da muss mir alleguer laang nach dofir bezuelen, ouni de fundamentale Problem vun deene Länner geléist ze hunn. Et kann een net iwwer laang Joren ewech méi Suen ausginn, wéi een der erakritt.

De Wee dohinner ass schwierig, an ech hu gesot, et gëtt keng einfach Léisung. An et gëtt och net nëmmen eng Léisung, déi reng finanztechnesch ass, ouni wëllen ofzestreden, datt mer iwwer eng ganz Rei konnex Sujeten och mussen diskutieren.

Mä d'Afféierung vun enger Finanztransaktionssteuer oder eng Limitatioun vu verschidene Finanzprodukter - iwwregens ass an deem Beräich an deene leschte Jore ganz vill geschitt, ouni datt dat grouss Medienattention kritt huet; d'Finanzmaatreguléierung ass e gutt Stéck weiderkomm, och opgrond vun där Aarbecht, déi d'Europäesch Kommissioun an de Conseil vun de Finanzministeren gemaach huet -, mä alles dat léist net déi fundamentale Noutwendegkeet, fir elo ze kucken an deene Länner, wou de Problem am gréissten ass, wéi mer kënnen agräifen a wéi mer kënnen e Message vu Vertrauen un d'Marchéen, un d'Investisseuren - wat ganz oft normal Bierger och sinn, déi State Sue geléint hunn; a ganz vill Bierger och an deem Land hu Statsobligatiounen kaaft -, wéi mer kënnen kucken, datt déi am Vertraue kënnen investéieren, an déi, déi investéiert hunn, datt déi hir Suen zréckbezuelt kréien.

An deem Kontext ass ze gesinn, engersäits, deen Rettungsschiem, iwwert dee mer de Mëtteg hei diskutieren, wou mer d'Leincapacitéit vun deem Instrument vergrësseren, esou wéi de Rapporteur Michel Wolter dat virduun exposéiert huet, an anerersäits d'Hëlfelefen u Griichenland.

Ech wëll hei nach eng Kéier rappeléieren - och der ADR, deen zum Schluss gesot huet, mir gi Griichenland keng Suen, duerfir stëmme mer géint d'Gesetz, in etwa -: Dat hei ass näischt, wat direkt mat Griichenland ze doen huet. Ech kommen op Griichenland zréck. Mir stëmme hei en fait en Instrument, wat schonn d'Chamber eng Kéier approvüiert huet, deem mer méi Kraaft ginn, fir och ze weisen, datt d'Politik méi staark ass wéi d'Finanzmäert an datt, wann eppes geschitt, mir eng Zort europäesch Währungsfong hunn, deen d'Suen huet, fir kënnen ze léinen, ze léinen enner strikte Konditiounen.

Fir datt e ka mat där voller Kraaft déi 440 Milliarden léinen, datt en zugläich och de Statut vun engem „triple A“ huet, dat heescht, datt e kreditwürdig ass, datt en zu engem niddregen Taux geléint kritt, duerfir mussen mer déi Garantien, déi mer ginn, erhéien. An duerfir wëll ech hei och nach eppes derbäifügen, wat largelement an der Debatt net de Mëtteg gesot ginn ass. Lëtzebuerg gëtt hei eng Garantie vun zwou Milliarden Euro. Dat ass eng Garantie, déi fir de

Moment absolut net vun deem Fong, vun där Gesellschaft gebraucht gëtt. Déi Gesellschaft huet fir de Moment eréischt 48 Milliarden Euro versprach un Irland an u Portugal.

D'Lëtzebuerg Garantie, déi sech beleeft op eppes 0,25% vum Deel, dee mir am Kapital vun der Europäescher Zentralbank hunn, beleeft sech also an deem dote Kontext fir de Moment op theoretisch 125 Milliarden Euro. Vu datt vun deenen 48 Milliarden fir Irland a Portugal der eréischt néng ausbezuelt gi sinn, ass eisen Deel un der Garantie fir de Moment 25 Milliarden Euro. Och déi Garantie ass nach net bezu ginn. Déi Garantie hu mer ginn.

Duerfir, wann d'Fro zu Recht de Mëtteg opgeworf ginn ass: Wat hu mer dann hei ze bezuelen? Fir de Moment hu mer fir den EFSF nach näischt bezuelt. Eis reell Garantie, déi fir de Moment engagiert ass, ass 125 Milliarden. Dovunner, wéi gesot, op deenen ausbezueltene Suen, 25 Millioune Garantie. Mä dee Gesamtvolumen, theoretisch bis wuer den EFSF ka goen, gëtt opgrond vun deenen Arrangementen, déi haut hei zum Vote stinn, op zwou Milliarden fixéiert.

An deem Kontext och eng Prezisioun betreffend Griichenland, well déi Fro och heiansdo gestallt gëtt. Bei Griichenland - well mer deemools nach net déi Struktur hei vum EFSF haten - hu mer gesot, do maachen all d'Länner bilateral Prëten. Déi bilateral Prëten, déi Lëtzebuerg am Kontext vun där Gesamtveloppe vum griicheschen Hëlfelefen, dee sech op 80 Milliarden Euro an Europa an 30 Milliarden IWF beleeft, do ass de Lëtzebuerg Deel 206 Milliarden Euro. Vun deem Prêt hu mir bis elo 124 Milliarden Euro ausbezuelt an déi nächst Tranche ass fir den Oktober virgesinn. An et ass un enger Décisioun vun de Finanzministeren, opgrond vun engem Rapport, deen d'Europäesch Zentralbank, den IWF an d'Kommissioun maachen, fir ze kucken, ob d'Konditiounen erfëllt sinn, gëtt decidéiert, ob déi nächst Tranche bezuelt gëtt oder net.

Kee kann haut soen, ob d'Griichen et packen. Mä ech soen, wa mer net probéieren ze hëlfelefen, datt se et packen, an dat ass, firwat mer et maachen, ass de Risiko vum Chaos a vun der Ustiechung op aner Länner vill méi grouss.

Duerfir, déi, déi hei behaupten, ech hätt gesot, déi Sue gi mer, mer kréie se bezuelt a mer kréie se erëm: Esou een naiven Discours hunn ech ni gefouert. Mir soen, jo et si Problemer do, mir hanken all enorm zesummen an deem Europa - zu Recht, well mer jo och dovunner profitéieren, datt mer e grouse Bannemaart hunn -, also muss mer och an deem Moment Solidaritéit weisen, gebonnen u Konditiounen, an dann alles maachen, fir datt et geet.

Wa mer direkt soen, et funktionnéiert net, da brécht oder riskéiert esou vill zesammenzubrechen. An duerfir wär dat keng responsabel Haltung.

Dee gréisste Risiko, wann an engem Land eppes Substantielles geschitt, ass dee vun der Contagion, vun der Ustiechung op aner Länner an domadder op Problemer, déi ganz schwierig an de Grëff ze kréie sinn.

Mir kënnen net all Problemer mateneen hei léisen, mä de griichesche Problem mussen mer bilateral an zum Deel iwwer EFSF léisen. Duerno mussen mer kucken, deem EFSF an no 2013 dem europäesche Stabilitéitsmechanismus, mat deem mer an d'Chamber och an deenen nächste Wochen a Méint kommen; dee permanenten europäesche Währungsfong muss d'Instrumenter hunn, fir heiansdo kënnen Suen ze léinen.

Natierlech mussen mer och weider un der Ëmsetzung vun de Beschlëss vum 21. Juli vun de Stats- a Regierungschefen schaffen, an dat maache mer, wéi zum Beispill der Participatioun vum Privatsecteur, der Participatioun vun de Banken. Do hunn eng ganz Rei Sitzungen och enner der Autoritéit vun dem Eurogroup-Chef, dem Lëtzebuerg Statsminister - dem Här Junker -, stattfonnt. Dat geet ganz gutt virun. An déi wäerte sech dorunner bedeelegen. Grad esou wéi déi Diskussiounen weiderginn iwwer méiglech Garantiearrangementen.

Mä dozou och just e Wuert. Et gëtt absolut keng Divergence de vue tëschent dem Eurogroup-Chef a mir iwwer méiglech Garantien un Drëtstaaten. D'Konklusiv vum Conseil europäen soen, do, wou et appropriéiert ass, kënnen Garantiemechanismen agefouert ginn. Déi Diskussiounen, déi an der Press duergestalt gi sinn, wéi wa just Finland do kéint Garantie kréien, droen net der Realitéit Rechnung. Déi meescht Länner, wann net allegueren, waren dergéint, datt ee Land géif eng Sonderbehandlung kréien. Mä wann am Kader vu verschidene Arrangementen, technesch Arrangementen ee Land wéi Finland esou eppes kritt, da muss dat och aneren ugebuede ginn.

Wéi dat genee ausgesäit, kann ech haut nach net soen, well mir muer respektiv den Owend a

## Sommaire des séances publiques n<sup>os</sup> 45, 46 et 47

Débat de consultation sur les conclusions du Conseil de l'Union européenne relatives au Programme de stabilité et de croissance et au Programme national de réforme	p. 620-626
6266 - Projet de loi complétant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée	p. 627-628
Résolution relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à l'efficacité énergétique et abrogeant les directives 2004/8/CE et 2006/32/CE (COM(2011)370) - Art. 168 (5) du Règlement de la Chambre des Députés	p. 628
Interpellation de M. Claude Meisch sur la crise de la dette européenne	p. 629-636
Discours de M. le Président	p. 636
Hommage à la mémoire de M. René Putzeys, Député honoraire	p. 637
Hommage à la mémoire de M. le Député Lucien Thiel	p. 637-638
Communications	p. 638-639
Résolution relative au Livre vert «Moderniser la directive sur les qualifications professionnelles» (document COM (2011) 367) - Art. 169 du Règlement de la Chambre des Députés	p. 639
Ordre du jour	p. 639
6314 - Projet de loi modifiant la loi du 9 juillet 2010 relative à l'octroi de la garantie de l'État dans le cadre de l'instrument européen de stabilisation de la zone euro	p. 639-647
Dépôt d'un projet de loi et de deux arrêtés grand-ducaux de retrait par Mme Octavie Modert, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative	p. 639

Polen fueren, de Statsminister an ech, well do ass eng Sitzung vun de Finanzministeren vun der Eurozon, wou grad iwwert déi dote Problematik diskutiert gëtt. Et ka ganz gutt sinn, datt Finnland en Element vun Deelgarantie kritt. Dat gëtt dann och deenen aneren ugebuede. Mä en Contrepartie héchstwahrscheinlech kréie se da keng Rémunéeratioun oder aner Arrangementen net. Mä déi meescht Finanzministeren sinn der Meenung, datt, wann Arrangementen kommen, da mussen déi zur Dispositioun vun alle Länner stoen.

Finland huet dat gefrot. Duerfir stoung Finland hei an der Fënster. Mä et gëtt keng Sonderbehandlungen, well soss kann dee ganze Mechanismus à la longue net funktionnéieren.

Mir mussen also dee Rettungsschiem hei hunn. Et ass net d'Léisung zu alle Problemer. Et gëtt net eng Léisung. Mä ech mengen, wa mer dat heiten net maachen, da riskéiere mer ganz viles derbäi. Mir mussen esou Instrumenter, wéi där Sociéitéit EFSF, wéi dem europäesche Stabilitéitsmechanismus, d'Elementer ginn, fir kënnen schnell anzegräifen. An duerfir mussen d'Staten do derhannert stoen. An den Euro ass fir eis a bleift fir eis e wichteg Instrument.

Duerfir awer och d'Noutwendegkeet, datt déi Diskussiounen tëschent dem Conseil, der Kommissioun an dem Europaparlament iwwert d'ekonomesch Governance vun Europa schnell virukommen, datt de Stabilitéitspakt reforcéiert gëtt virun allem a sengem preventiven Deel. A Lëtzebuerg huet do eng ganz konstruktiv Roll gespillt. Aus dem Euro eraustrieden, och dat wëll ech nach eng Kéier soen, ass absolut keng Léisung fir e Land, wat esou vill Handel mat anere Länner aus der Eurozon mécht.

An ech wëll derbäi och soen: Souguer déi, déi ausserhalb vun der Eurozon sinn, gesinn haut, wéi interdépendant mer sinn. An d'Beispill vun der Schwäiz, déi enner engem enorme Problem kämpft, fir där iwwerméisseger Stärkt vum Schwäizer Frang entgéintzewierken, well dat dem Export schuet, beweist, datt och e Land ausserhalb vun der Eurozon mat de Länner vun der Eurozon, ob et dran ass oder net, enorm vill ze doen huet.

Fir eis ass den Euro e Stéck Europa. A vill vun de Problemer, déi mer hunn, vill vun den Erausforderungen, och deene positiven, déi mer hunn, déi kann een nëmme léisen, wann een zesumme Saache mécht. D'Nationalstate si gutt a wichteg, mä si bréngen et net eleng fäerdeg, d'Problemer an d'Défië vun eiser Gesellschaft ze léisen. Net, wann et em Krich a Fridde geet. Net bei Energie- an Ëmweltfroen. Net an der Kriminalitéitsbekämpfung. Net an der Immigratioun an och net bei den Handels- a Wirtschaftsfroen.

Duerfir, mir als klengt Land, wat éiweg en Intérêt hat un Europa an all deene Sujeten do an och deenen neien, déi derbäikomm sinn, huet een Intérêt do, fir matzestalten d'Zukunft vun deem Europa.

An duerfir sinn ech am Fong, bei aller Suerg em dat, wat an deenen Deeg geschitt - a mir sinn nach laang net aus de Schwierigkeeten eraus, och net, wa mer dat Gesetz hei stëmme -, bei aller Suerg dorëm, sinn ech awer frou am Fong

iwwert déi responsabel Haltung, déi mer de Mëtteg hei gesinn hunn an den Interventiounen vun de Kollege vun der CSV, der LSAP, der DP a vun deene Gréngen, net, well se de Mëtteg e Projet vun der Regierung ennerstézt hunn - natierlech och dowéinst -, mä well, wann et em den Intérêt vun eise Land a vun Europa geet, datt mer da wëssen, wou eis Intérète sinn a wéi mer mussen zesummestoen.

An duerfir wollt ech am Numm vun der Regierung Merci soen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Finanzminister Luc Frieden. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. De Vote par procuratioun. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6314 ass uegell mat 54 Jo Stëmme, géint 5 Nee-Stëmme.

*Ont voté oui:* Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Christine Doerner), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupt, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. François Bausch), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

*Ont voté non:* MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(**Assentiment**)

Et ass also esou decidéiert.

Mir sinn elo um Schluss vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung si fir den 11., 12. an 13. Oktober virgesinn.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(**Fin de la séance publique à 17.23 heures**)



## Compte rendu n°1

Composition des organes de la Chambre des Députés p. 1  
Discours de M. le Président p. 1-2  
Ordre du jour p. 2  
Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution et d'une proposition de loi p. 2

6119 - Projet de loi instituant le recours en matière de marchés publics p. 2-4  
Communications p. 4-6

Résolution relative à l'adoption par la Chambre des Députés de l'avis politique de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural sur la réforme du cadre législatif européen de l'autorisation des OGM p. 6-7

6163 - Projet de loi

- portant renforcement du cadre légal en matière de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme,

- portant organisation des contrôles du transport physique de l'argent liquide entrant au, transitant par ou sortant du Grand-Duché de Luxembourg,

- relative à la mise en œuvre des résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies et des actes adoptés par l'Union européenne comportant des interdictions et mesures restrictives à l'encontre de certains États, régimes politiques, personnes, entités et groupes,

- modifiant:

1. le Code pénal,  
2. le Code d'instruction criminelle,  
3. la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire,

4. la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme,

5. la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie,

6. la loi modifiée du 11 avril 1985 portant approbation de la Convention sur la protection physique des matières nucléaires, ouverte à la signature à Vienne et à New York en date du 3 mars 1980,

7. la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne,

8. la loi du 20 juin 2001 sur l'extradition,  
9. la loi du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union européenne,

10. la loi du 8 août 2000 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale,

11. la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier,

12. la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier,

13. la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances,

14. la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat,

15. la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat,

16. la loi modifiée du 10 juin 1999 relative à l'organisation de la profession d'expert-comptable,

17. la loi du 18 décembre 2009 relative à la profession de l'audit,

18. la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives,

19. la loi modifiée du 17 mars 1992 portant approbation de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, faite à Vienne, le 20 décembre 1988,

20. la loi modifiée du 14 juin 2001 portant approbation de la Convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime, faite à

Strasbourg, le 8 novembre 1990, 21. la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'administration de l'enregistrement et des domaines;

6017 - Projet de loi portant

1. approbation de la Convention du 29 mai 2000 relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne

2. approbation du Protocole du 16 octobre 2001 à la Convention relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne

3. modification de certaines dispositions du Code d'instruction criminelle et de la loi du 8 août 2000 sur l'entraide judiciaire en matière pénale

et

6168 - Projet de loi

- portant approbation de la Convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime, faite à Rome le 10 mars 1988 et du Protocole pour la répression d'actes illicites contre la sécurité des plates-formes fixes situées sur le plateau continental, fait à Rome le 10 mars 1988;

- et modifiant la loi du 14 avril 1992 instituant un code disciplinaire et pénal pour la marine p. 7-18

## Compte rendu n°2

Allocution de bienvenue p. 19

Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés p. 19

Communications p. 19

6205 - Proposition de révision de l'article 52 de la Constitution

et

6206 - Proposition de loi portant modification de la loi électorale modifiée au 18 février 2003 p. 19

Ordre du jour p. 19

Résolution «zum beschleunigten Ausbau der Moselschleusen» p. 19-20

Résolution relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 97/9/CE du Parlement européen et du Conseil relative aux systèmes d'indemnisation des investisseurs - COM (2010) 371 p. 20

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°81 du 19 octobre 2010 de M. Mill Majerus relative à l'utilisation des couloirs pour bus par le personnel soignant des réseaux «Help» et «Stëftung Hëllef Doheem», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 20-21

- Question n°82 du 18 octobre 2010 de M. Fernand Etgen relative aux critiques des syndicats du secteur agricole luxembourgeois sur la situation critique dans laquelle se trouvent un bon nombre d'exploitants, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural p. 21

- Question n°83 du 19 octobre 2010 de M. Marc Lies relative à l'aménagement du ban de Gasperich sur le trafic dans la commune de Hesperange, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 21-22

- Question n°84 du 19 octobre 2010 de M. Camille Gira relative à l'impôt commercial, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région p. 22

- Question n°85 du 19 octobre 2010 de Mme Martine Mergen relative à l'introduction d'un examen médical préventif à l'âge de 50 ans chez l'homme, qui remplacerait l'ancien examen obligatoire pour la prolongation de la validité du permis de conduire, adressée à M. le Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale p. 22

- Question n°86 du 19 octobre 2010 de M. Jean Colombero relative aux autorisations de transfert à l'étranger, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale p. 22-23

- Question n°87 du 18 octobre 2010 de M. Eugène Berger relative à la pollution

des sols dans les alentours de l'aire de Berchem, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 23

- Question n°88 du 19 octobre 2010 de M. Claude Adam relative à la prise en charge des élèves affectés d'un handicap et à besoins éducatifs spéciaux par l'Éducation différenciée, le nombre d'enfants inscrits et l'évolution prévue de cette filière, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle p. 23

Question avec débat n°14 de M. Jean Colombero relative à l'utilisation thérapeutique du cannabis p. 23-24

5939 - Projet de loi portant réorganisation de la Chambre de Commerce (second vote constitutionnel) p. 24-25

Interpellation de M. Gast Gibéryen sur le corps des sapeurs-pompiers: analyse de la situation actuelle et des défis majeurs résultant d'un environnement économique et social en mutation. Ébauche des initiatives politiques et législatives qui s'imposent p. 25-33

Débat de consultation au sujet des lignes directrices de la réforme des classes supérieures de l'enseignement secondaire et secondaire technique p. 33-44

Ordre du jour p. 44

Débat de consultation sur le nouveau concept stratégique de l'OTAN p. 44-50

6136 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la Bosnie-et-Herzégovine, d'autre part et de l'Acte final, signés à Luxembourg, le 16 juin 2008 p. 50-51

6156 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République de Serbie, d'autre part et de l'Acte final, signés à Luxembourg, le 29 avril 2008 p. 51

## Compte rendu n°3

6136 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la Bosnie-et-Herzégovine, d'autre part et de l'Acte final, signés à Luxembourg, le 16 juin 2008 (suite) p. 52

6156 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République de Serbie, d'autre part et de l'Acte final, signés à Luxembourg, le 29 avril 2008 (suite) p. 52

Débat d'orientation n°6193 sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État

et

Débat d'orientation sur les projets d'infrastructures p. 52-64

## Compte rendu n°4

Résolution relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil établissant un espace ferroviaire unique européen (document COM (2010) 475 final) p. 65-66

Résolution relative à la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant le premier programme en matière de politique du spectre radio-électrique - COM (2010) 471 p. 67

Ordre du jour p. 67

Déclaration de politique européenne et étrangère présentée par M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères p. 67-71

Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés p. 71

Communications p. 72

Débat sur la politique européenne et étrangère p. 72-84

Communication

- Remplacement d'un Conseiller à la Cour des Comptes p. 85

Question urgente n°1014 de M. Félix Braz relative au budget de l'OLAI p. 85-86

6137 - Projet de loi relatif à l'aménagement du boulevard Raiffeisen et du boulevard Kockelscheuer dans le cadre de la construction du réseau routier du ban de Gasperich

et

6146 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire p. 86-90

Constitution de la «Sous-commission Création d'un droit européen des contrats pour les consommateurs et les entreprises de la Commission juridique (SCC)» p. 90

5993 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement de la construction à Gasperich de nouveaux bâtiments pour l'École Française de Luxembourg et pour le Lycée et Collège Vauban p. 90-93

5976 - Projet de loi relative à l'introduction des normes comptables internationales pour les entreprises modifiant

1. la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises;

2. la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;

3. l'article 13 du Code de Commerce p. 93-94

Heure d'actualité demandée par le groupe DP sur le plan d'action national en matière d'énergies renouvelables p. 94-98

Heure d'actualité demandée par le groupe déi gréng sur la stratégie du Gouvernement en relation avec la réorganisation des réseaux de distribution d'énergie au Luxembourg p. 98-100

Question avec débat n°15 de M. Robert Weber relative au Conseil supérieur de la Mutualité (CSM) p. 100-101

Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil portant modification du règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) (document COM (2010) 537 final) p. 102-103

Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n°73/2009 du Conseil établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct en faveur des agriculteurs dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs (document COM (2010) 539) p. 103

Résolution relative aux propositions de règlement du Parlement européen et du Conseil

- modifiant le règlement (CE) n°1467/97 du Conseil visant à accélérer et à clarifier la mise en œuvre de la procédure concernant les déficits excessifs (COM (2010) 522),

- sur la mise en œuvre efficace de la surveillance budgétaire dans la zone euro (COM (2010) 524),

- modifiant le règlement (CE) n°1466/97 relatif au renforcement de la surveillance des positions budgétaires ainsi que de la surveillance et de la coordination des politiques économiques (COM (2010) 526), ainsi que d'une proposition de directive du Conseil sur les exigences applicables aux cadres budgétaires des États membres (COM (2010) 523) p. 103-104

Communications p. 104

Ordre du jour p. 104

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°89 du 30 novembre 2010 de M. Roger Negri relative aux récents développements concernant l'installation d'un radar sol à l'aéroport de Findel, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 104-105

- Question n°90 du 29 novembre 2010 de M. Fernand Etgen relative aux délégués de sécurité dans les établissements scolaires communaux, adressée à M. le



Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative p. 105

- Question n°91 du 24 novembre 2010 de M. Gast Gibéryen relative aux conducteurs de train, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 105

- Question n°92 du 29 novembre 2010 de M. André Bauler relative à la carte de légitimation des médecins, adressée à M. le Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale p. 105

- Question n°93 du 29 novembre 2010 de M. Eugène Berger relative au revêtement obligatoire de pneus d'hiver, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 105-106

- Question n°94 du 29 novembre 2010 de M. Xavier Bettel relative aux observations et filatures des services de sécurité de l'Ambassade des États-Unis et la protection des données à caractère personnel, adressée à M. le Ministre des Communications et des Médias p. 106

6145 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques p. 106-110

6198 - Projet de loi portant approbation du Protocole modifiant le Protocole sur les dispositions transitoires annexé au Traité sur l'Union européenne, au Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et au Traité instituant la Communauté Européenne de l'Énergie Atomique, fait à Bruxelles, le 23 juin 2010 p. 111

6186 - Projet de loi portant approbation des Amendements aux Annexes II et III de la Convention de Paris du 22 septembre 1992 pour la protection du milieu marin de l'Atlantique du Nord-Est (OSPAR) relatifs au stockage des flux de dioxyde de carbone dans les formations géologiques, adoptés lors de la réunion de la Commission OSPAR, qui s'est tenue à Oostende (Belgique) du 25 au 29 juin 2007 p. 112-113

6192 - Projet de loi concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) n°1007/2009 du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 sur le commerce des produits dérivés du phoque p. 114-115

#### Compte rendu n°5

6118 - Projet de loi relative à la sécurité des jouets p. 116-120

Dépôt d'une motion par M. Lucien Thiel p. 120-121

6135 - Projet de loi établissant un cadre pour la fixation d'exigences en matière d'écoconception applicables aux produits liés à l'énergie et modifiant la loi du 19 décembre 2008 établissant un cadre pour la fixation d'exigences en matière d'écoconception applicables aux produits consommateurs d'énergie p. 121

6203 - Projet de loi fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques et modifiant

1. la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementant l'octroi des indemnités de chômage complet;

2. la loi modifiée du 23 décembre 2004 1. établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre; 2. créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto; 3. modifiant l'article 13bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés;

3. la loi du 1<sup>er</sup> août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité;

4. la loi du 1<sup>er</sup> août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel p. 122-123

6153 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2009 p. 123-125

6223 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2009 p. 125-126

Résolution approuvant les comptes de la Cour des Comptes pour l'exercice 2009 p. 126

6166 - Projet de loi portant introduction des mesures fiscales relatives à la crise financière et économique et portant

1. modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

2. modification de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant

1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet; 3. introduction d'une contribution de crise et

6167 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 28 juin 2002

1. adaptant le régime général et les régimes spéciaux de pension;

2. portant création d'un forfait d'éducation;

3. modifiant la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti p. 126-141

Dépôt d'une motion par M. Fernand Kartheiser p. 141

Communications p. 141

Ordre du jour p. 141

6200 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2011

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget p. 141-145

- Exposé de M. Luc Frieden, Ministre des Finances p. 146-151

#### Compte rendu n°6

6200 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2011 (suite) p. 152-176

Communications p. 176

Ordre du jour p. 176-177

6196 - Projet de loi portant réforme du système de soins de santé et modifiant:

1. le Code de la Sécurité sociale;

2. la loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers p. 177-190

Motion de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire relative au système e-go p. 190-191

Motion de M. Fernand Kartheiser relative à la libération du sergent Gilad Shalit p. 191-192

Établissement d'une liste de trois candidats pour le poste de conseiller de la Cour des Comptes p. 193

6217 - Projet de loi portant ajustement des pensions et rentes accident au niveau de vie de 2009 p. 193-198

6177 - Projet de loi portant introduction d'un taux de cotisation unique dans l'assurance accident et modifiant:

1. le Code de la Sécurité sociale;

2. la loi modifiée du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural p. 198-200

#### Compte rendu n°7

Ordre du jour p. 201-203

6222 - Projet de loi modifiant les articles L.222-4 et L.222-9 du Code du travail p. 203-207

Dépôt d'une motion par M. Félix Braz p. 207-208

6196 - Projet de loi portant réforme du système de soins de santé et modifiant:

1. le Code de la Sécurité sociale;

2. la loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers p. 208-209

6208 - Projet de loi modifiant la loi du 11 novembre 2009:

1. concernant certaines mesures temporaires visant à atténuer les effets de la crise économique sur l'emploi des jeunes;

2. modifiant certaines dispositions du Code du travail p. 209-212

6170 - Projet de loi concernant les organismes de placement collectif et

- portant transposition de la directive 2009/65/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant certains organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) (refonte);

- portant modification:

- de la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif;

- de la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés;

- de l'article 156 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu p. 213-215

6183 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée et portant transposition

- de l'article 3 de la directive 2008/8/CE du Conseil du 12 février 2008 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne le lieu des prestations de services;

- de la directive 2009/69/CE du Conseil du 25 juin 2009 modifiant la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée en ce qui concerne la fraude fiscale liée aux importations;

- de la directive 2009/162/UE du Conseil du 22 décembre 2009 modifiant diverses dispositions de la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée;

- de la directive 2010/66/UE du Conseil portant modification de la directive 2008/9/CE définissant les modalités du remboursement de la taxe sur la valeur ajoutée, prévu par la directive 2006/112/CE, en faveur des assujettis qui ne sont pas établis dans l'État membre du remboursement, mais dans un autre État membre p. 215-216

Questions parlementaires - Article 80(5) du Règlement de la Chambre des Députés

- Question n°2458 du 9 avril 2008 de M. Xavier Bettel relative à l'engagement budgétaire pris par le Ministre du Trésor et du Budget dans le cadre de l'acquisition de terres du Grand-Duc près du Château de Colmar-Berg, adressée à M. le Ministre des Finances p. 216

- Question n°664 de M. François Bausch du 20 mai 2010 relative aux recettes et dépenses engendrées pour le budget d'État par l'application d'une tranche indiciaire, adressée à M. le Ministre des Finances p. 216

- Question n°925 de M. Xavier Bettel du 28 septembre 2010 relative au paquet de mesures d'économies, adressée à M. le Ministre des Finances p. 216-217

Déclaration de M. Luc Frieden, Ministre des Finances, relative aux mesures décidées lors de la bipartite du 15 décembre 2010 p. 217-222

Discours de fin d'année de M. le Président p. 222-223

Déclaration du Gouvernement sur les propos d'un membre du Gouvernement dans le cadre d'une enquête policière

p. 224-229

Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés p. 229

Communications p. 229

Changement de dénomination de l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne p. 229-230

Ordre du jour p. 230

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°95 du 25 janvier 2011 de M. Ali Kaes relative à la participation personnelle en cas d'admission en policlinique dans un hôpital, adressée à M. le Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale

et

Question n°96 du 25 janvier 2011 de M. Félix Braz relative à la participation de 2,5 euros à charge des assurés pour le passage en «policliniques», adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale p. 230

- Question n°97 du 25 janvier 2011 de M. Ben Scheuer relative au récent braquage informatique du marché des échanges de quota CO<sub>2</sub>, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 230-231

- Question n°98 du 21 janvier 2011 de M. Eugène Berger relative à la situation de l'Administration de la Navigation aérienne, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 231

- Question n°99 du 25 janvier 2011 de M. Roger Negri relative aux travaux préparatifs liés à la mise en place d'un tram léger dans la ville de Luxembourg, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 231

- Question n°100 du 25 janvier 2011 de M. Fernand Kartheiser relative aux récentes prises de position des professeurs de français, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle p. 231-232

- Question n°101 du 21 janvier 2011 de M. André Bauler relative à la construction des nouveaux bâtiments pour les besoins de l'Administration de la Nature et des Forêts à Diekirch, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 232

- Question n°102 du 24 janvier 2011 de M. Fernand Etgen relative à la construction d'un nouveau hangar pour les besoins de Luxembourg Air Rescue, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 232

Motion de M. Ben Fayot concernant la liberté d'expression et d'information dans l'UE

et

Résolution de M. Ben Fayot relative au soutien de la Chambre des Députés au peuple tunisien p. 233-235

Motion de M. Félix Braz concernant la prolongation de la mission en Afghanistan p. 235-236

Nomination d'un réviseur d'entreprises pour l'Entreprise des Postes et Télécommunications p. 236

6221 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative aux propositions de loi;

6228 - Proposition de modification de l'article 167 du Règlement de la Chambre des Députés

et

6229 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés

p. 236-237

Heure d'actualité du groupe DP au sujet de la problématique du suicide au Luxembourg p. 237-240

Heure d'actualité du groupe déi gréng au sujet de la protection des enfants contre la maltraitance et les abus sexuels p. 240-245

#### Compte rendu n°8

Allocution de M. le Président à l'occasion de la visite officielle de SEM Pavel Gantar, Président de l'Assemblée nationale de la République de Slovaquie p. 246

6201 - Projet de loi modifiant:

1. la loi modifiée du 21 mai 1999 concernant la fonction de candidat dans les carrières enseignantes de l'enseignement postprimaire

2. la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État p. 246-249

6215 - Projet de loi portant modification

1. de l'article 3, paragraphe a) de la loi du 27 mai 2010 portant

1. modification de la loi du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique,

2. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,

3. modification de la loi du 9 juillet 2007 portant

1) création d'un lycée à Luxembourg-Dommeldange

2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,

4. abrogation de la loi du 10 août 1991 portant

1) création de la fonction d'instituteur d'économie familiale;

2) modification de la loi modifiée du 10 août 1912 concernant l'organisation de l'enseignement primaire;

3) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;

4) modification de la loi du 6 septembre 1983 portant

a) réforme de la formation des instituteurs;

b) création d'un Institut supérieur d'études et de recherches pédagogiques;



# Table analytique

c) modification de l'organisation de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire;

2. des articles 42 et 46 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental p. 249-251

Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet de l'engagement et de la formation des chargés d'éducation p. 251-254

Heure d'actualité demandée par le groupe DP sur l'éducation morale et sociale dans l'enseignement fondamental p. 254-257

6151 - Projet de loi modifiant la loi du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyses médicales p. 257-259

Dépôt d'une demande de convocation d'une réunion jointe de deux commissions parlementaires par M. Félix Braz p. 260

Dépôt d'une motion par M. Claude Adam p. 260

5858 - Projet de loi portant modification de:

1. la loi communale modifiée du 13 décembre 1988

2. la loi électorale modifiée du 18 février 2003 p. 260-268

6126 - Projet de loi portant modification de l'article 457-3 du Code pénal p. 268-270

6104 - Projet de loi renforçant les moyens de lutte contre la corruption et portant modification

1) du Code du Travail

2) de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État

3) de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

4) du Code d'instruction criminelle et

5) du Code pénal p. 270-271

6149 - Projet de loi sur les réseaux et les services de communications électroniques

et

6180 - Projet de loi modifiant la loi du 30 mai 2005 portant organisation de la gestion des ondes radioélectriques

p. 271-273

Communications p. 273-274

Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n°1234/2007 du Conseil en ce qui concerne les normes de commercialisation (COM (2010) 738 final) - Art. 168 (5) du Règlement de la Chambre p. 274

Ordre du jour p. 274

p. 275

p. 276

p. 277

Dépôt d'une motion par M. André Hoffmann p. 274-275

6144 - Projet de loi modifiant et complétant la loi du 20 avril 2009 portant création du Centre des technologies de l'information de l'État p. 275-276 p. 280

6220 - Projet de loi portant approbation de la Convention-cadre du Conseil de l'Europe sur la valeur du patrimoine culturel pour la société, faite à Faro, le 27 octobre 2005 p. 276-277 p. 279-280

Dépôt d'une motion par Mme Lydie Err p. 277

6060 - Projet de loi relative à la reconnaissance de jugements en matière pénale ayant prononcé des peines ou des mesures privatives de liberté aux fins de leur exécution dans un autre État membre de l'Union européenne p. 277-279

Motion de M. Claude Adam relative à l'implantation du nouvel «Agrarcenter» à Colmar-Berg p. 280-281

Interpellation de M. Gast Gibéryen sur la problématique du nombre important de faillites au Luxembourg p. 281-289

## Compte rendu n°9

6210 - Projet de loi portant exécution du règlement (CE) n°443/2009 du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 établissant des normes de performance en matière d'émissions pour les voitures particulières neuves dans le cadre de l'approche intégrée de la Communauté visant à réduire les émissions de CO<sub>2</sub> des véhicules légers p. 290-293

Interpellation de M. Gast Gibéryen sur la problématique du nombre important de faillites au Luxembourg (suite) p. 293

5331 - Proposition de loi sur les enquêtes parlementaires

6240 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés sur les enquêtes parlementaires p. 293-296

Interpellation de M. André Hoffmann sur l'évolution de la pauvreté et des inégalités sociales au Luxembourg ainsi que sur les politiques menées et à mener pour réduire cette pauvreté et ces inégalités p. 296-306

Motion de M. André Hoffmann sur le soutien des forces luttant pour la démocratie en Égypte p. 306-308

Motion de Mme Lydie Err sur le traitement inhumain de personnes et le trafic illicite d'organes humains au Kosovo - Soutien de l'EULEX p. 308-309

Interpellation de M. Fernand Kartheiser sur la situation des hommes divorcés et, en particulier, des pères divorcés au Luxembourg

Interpellation de Mme Lydie Err sur la situation des femmes divorcées au Luxembourg p. 309-321

Question avec débat n°16 de M. Jean Huss relative aux suites de l'affaire Mediator

Question parlementaire n°1227 de M. Jean Colombera relative aux suites de l'affaire Mediator p. 321-322

6219 - Projet de loi portant approbation du Protocole, signé à Luxembourg, le 24 juin 2010 modifiant l'Accord de transport aérien entre les États-Unis d'Amérique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, signé les 25 et 30 avril 2007 p. 322

6195 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques p. 322-323

Communications p. 323-324

Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur agricole et dispositions spécifiques en ce qui concerne certains produits de ce secteur (règlement «OCM unique»), proposition législative émanant de la Commission européenne (COM (2010) 799) - Art. 168 (5) du Règlement de la Chambre

p. 324-325

Rôle des affaires de la Chambre des Députés p. 325

Ordre du jour p. 325

p. 326

Hommage à M. Jean-Louis Schiltz p. 325

Vérification des pouvoirs et assermentation de Mme Diane Adehm p. 325-326

Composition du Bureau p. 326

Composition de la Conférence des Présidents p. 326

Composition des commissions parlementaires et des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales p. 326

Question urgente n°1297 de M. Xavier Bettel relative aux sanctions à l'encontre du Colonel Kadhafi et de ses proches p. 326-327

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°103 du 8 mars 2011 de M. Marc Angel relative aux prix des taxis, adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur p. 327-328

- Question n°104 du 4 mars 2011 de M. André Bauler relative au futur site du Nordstad-Lycée, adressée à M. le Ministre

délégué au Développement durable et aux Infrastructures p. 328

- Question n°105 du 7 mars 2011 de M. Roger Negri relative aux mesures visant à inclure sur le marché de l'emploi les élèves ayant quitté l'école sans diplôme, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration p. 328-329

- Question n°106 du 8 mars 2011 de M. Claude Adam relative à la nomenclature des différents cycles de l'école fondamentale, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle p. 329

- Question n°107 du 8 mars 2011 de M. Marc Angel relative aux dangers des pointeurs laser pour les différents modes de transport et les sanctions éventuelles, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures p. 329

- Question n°108 du 8 mars 2011 de M. Gast Gibéryen relative aux prix élevés des carburants, adressée à M. le Ministre des Finances p. 329-330

- Question n°109 du 8 mars 2011 de M. André Hoffmann relative à la législation nationale concernant les sanctions envers des pays tiers, notamment en ce qui concerne les transactions financières, adressée à M. le Ministre des Finances p. 330

Débat d'orientation sur la gouvernance économique au sein de l'UE et sur le pacte de convergence et de compétitivité projeté p. 330-338

6182 - Projet de loi relative aux garanties du Trésor en matière de droits de succession p. 338

6194 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Argentine, signée à Alcalá de Henares, le 13 mai 2010 p. 338-339

## Compte rendu n°10

Dépôt d'un projet de loi p. 340

Débat d'orientation sur le projet de programme national de réforme du Grand-Duché de Luxembourg dans le cadre de la stratégie «Europe 2020» p. 340-353

Heure d'actualité du groupe DP sur l'aide à l'enfance p. 354-358

## Compte rendu n°11

Hommage à la mémoire de M. le Député Mill Majerus p. 359-360

Communications p. 360-361

Changement de composition d'une délégation internationale p. 361

Retraits du rôle des affaires de la Chambre des Députés p. 361

6263 - Proposition de loi

1. portant modification de la loi du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques;

2. portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 p. 361

Ordre du jour p. 361

6265 - Projet de loi adaptant certaines modalités d'application de l'échelle mobile des salaires et traitements et modifiant l'article 11 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État p. 361-364

5881A - Projet de loi portant introduction d'un Code de la consommation p.364-367

6165 - Projet de loi portant

- transposition de la directive 2009/111/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 modifiant les directives 2006/48/CE, 2006/49/CE et 2007/64/CE en ce qui concerne les banques affiliées à des institutions centrales, certains éléments de fonds propres, les grands risques, les dispositions en matière de surveillance et la gestion de crises;

- transpositions pour les établissements de crédit de la directive 2009/49/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2009 modifiant les directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil en ce qui concerne certaines obligations de publicité pour les sociétés de taille moyenne et l'obligation d'établir des comptes consolidés;

- parachèvement de la transposition de la directive 2009/14/CE du Parlement et du Conseil du 11 mars 2009 modifiant la directive 94/19/CE relative aux systèmes de garantie et le délai de remboursement;

- modification de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

- modification de la loi modifiée du 17 juin 1992 relative aux comptes des établissements de crédit;

- modification de la loi du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;

- modification de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés;

- modification de la loi modifiée du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers;

- modification de la loi du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence sur les émetteurs de valeurs mobilières;

- modification de la loi du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement p. 367-368

6211 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre la pollution de l'atmosphère p. 368-371

6224 - Projet de loi portant certaines modalités d'application et sanction du règlement (CE) n°850/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 concernant les polluants organiques persistants et modifiant la directive 79/117/CEE p. 371-372

6235 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Moldavie en matière de sécurité sociale, signée à Luxembourg, le 14 juin 2010 p. 372

Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État p. 373-378

Débat sur l'état de la nation p. 378-405

## Compte rendu n°12

Communications p. 406

Ordre du jour p. 406

Vérification des pouvoirs et assermentation de Mme Tessy Scholtes p. 407

Composition des commissions parlementaires et des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales p. 407

Dépôt d'une proposition de loi par M. Ben Fayot p. 407

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°110 du 3 mai 2011 de M. Jean-Paul Schaaf relative à l'utilisation des défibrillateurs externes automatiques, adressée à M. le Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale p. 407-408

- Question n°111 du 2 mai 2011 de M. Eugène Berger relative à l'information périodique des assurés de la Caisse Nationale de Santé, adressée à M. le Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale p. 408

- Question n°112 du 3 mai 2011 de M. Ben Fayot relative à l'état d'avancement de la nouvelle bibliothèque nationale, annoncée par M. le Premier Ministre dans sa déclaration du 5 mai 2010, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 408

- Question n°113 du 3 mai 2011 de M. François Bausch relative à la vente de parts de la société anonyme Cargolux à la compagnie aérienne Qatar Airways, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

et

Question n°1416 du 2 mai 2011 de M. André Hoffmann relative à la participation de Qatar Airways dans le capital de Cargolux, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur p. 408-409

- Question n°114 du 3 mai 2011 de Mme Nancy Arendt relative à l'application de la loi du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac, adressée à M. le Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale p. 409

- Question n°115 du 3 mai 2011 de M. Eugène Berger relative au projet d'une gare au Pfaffenthal et aux répercussions sur les concepts de mobilité intégrés «mobilité.lu» et «mobil 2020», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 409-410

- Question n°116 du 3 mai 2011 de M. Marc Angel relative à la mise en œuvre des plans d'action de lutte contre le bruit,



adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 410

- Question n°117 du 3 mai 2011 de M. Claude Haagen relative aux aides financières aux installations de biogaz liées aux tarifs d'injection, adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur p. 410

Question avec débat n°18 de M. Eugène Berger au sujet des dangers et nuisances découlant du trafic de transit de poids lourds lié au tourisme à la pompe au Luxembourg p. 410-412

6022 - Projet de loi relative aux services dans le marché intérieur p. 412-417

6128 - Projet de loi concernant l'exercice de certains droits des actionnaires aux assemblées générales de sociétés cotées et portant transposition de la directive 2007/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 juillet 2007 concernant l'exercice de certains droits des actionnaires de sociétés cotées p. 417

Heure d'actualité du groupe DP sur la rareté croissante des ressources naturelles non renouvelables et ses répercussions sur l'économie luxembourgeoise p. 417-420

Interpellation de M. Henri Kox au sujet de la stratégie énergétique du Gouvernement à court et à long terme, y compris le rôle de l'énergie nucléaire p. 420-430

Allocution de M. le Président à l'occasion de la visite officielle de SE Mme Irena Degutienė, Présidente du Seimas de la République de Lituanie p. 421

6278 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection p. 430-435

Communications p. 435-436

Ordre du jour p. 436

Dépôt d'une motion par M. Camille Gira p. 436

6139 - Projet de loi portant fusion des communes d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen;

6197 - Projet de loi portant fusion des communes d'Ermsdorf et de Medernach;

6245 - Projet de loi portant modification de la loi du 28 mai 2009 portant fusion des communes de Clervaux, de Heinerscheid et de Munshausen;

6246 - Projet de loi portant fusion des communes de Burmerange, de Schengen et de Wellenstein;

6247 - Projet de loi portant fusion des communes de Consthum, de Hoscheid et de Hosingen

et

6248 - Projet de loi portant fusion des communes de Bascharage et de Clemency p. 436-444

6176 - Projet de loi portant réalisation du pont provisoire et des accès au chantier dans le cadre de la réhabilitation du pont Adolphe à Luxembourg p. 444-448

6179 - Projet de loi portant:

1. transposition de la directive 2005/47/CE du Conseil du 18 juillet 2005 concernant l'accord entre la Communauté européenne du rail (CER) et la Fédération européenne des travailleurs des transports (ETF) sur certains aspects des conditions d'utilisation des travailleurs mobiles effectuant des services d'interopérabilité transfrontalière dans le secteur ferroviaire;

2. modification du Code du Travail p. 448-449

### Compte rendu n°13

Allocution de M. le Président à l'occasion de la visite officielle de SE Mme Barbara Prammer, Présidente du Nationalrat d'Autriche p. 450

Heure d'actualité du groupe déi gréng au sujet du plan sectoriel «stations de base - communications mobiles» p. 450-453

Dépôt d'une motion par M. Félix Braz p. 453

Question avec débat n°19 de M. Jean Colombera au sujet des détenus pour problèmes de délits sexuels p. 453-454

6254 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions d'ordre administratif p. 454-455

Résolution relative à la proposition de directive du Conseil concernant une assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés (ACCIS) - COM (2011) 121 - Art.

168 (5) et (7) du Règlement de la Chambre p. 456

5888 - Projet de loi relative à la chasse p. 457-471

Dépôt d'une motion par M. Jean Huss p. 471

Dépôt d'une motion par M. Ben Fayot p. 471

6164 - Projet de loi

- portant transposition:

- de la directive 2009/110/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 concernant l'accès à l'activité des établissements de monnaie électronique et son exercice ainsi que la surveillance prudentielle de ces établissements, modifiant les directives 2005/60/CE et 2006/48/CE et abrogeant la directive 2000/46/CE;

- de la directive 2009/44/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 mai 2009 modifiant la directive 98/26/CE concernant le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres et la directive 2002/47/CE concernant les contrats de garantie financière, en ce qui concerne les systèmes liés et les créances privées;

- portant modification:

- de la loi du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement, à l'activité d'établissement de monnaie électronique et au caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres;

- de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière;

- de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme;

- de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

- de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier p. 471-472

6212 - Projet de loi portant approbation de la Convention relative au dédouanement centralisé, concernant l'attribution des frais de perception nationaux qui sont conservés lorsque les ressources propres traditionnelles sont mises à la disposition du budget de l'UE, signée à Bruxelles, le 10 mars 2009 p. 472

Hommage à la mémoire de M. Léon Bollendorff, Président honoraire p. 474

Communications p. 474

6280 - Proposition de loi modifiant la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation p. 474

Ordre du jour p. 474-475

Dépôt d'un document par M. François Bausch p. 475

Motion de M. Ben Fayot sur les prisonniers palestiniens p. 475-477

6258 - Projet de loi portant approbation

- de la Convention 185 révisant la Convention sur les pièces d'identité des gens de mer, 1958, adoptée par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail dans sa quatre-vingt-onzième session, qui s'est tenue à Genève et qui a été déclarée close, le 19 juin 2003, et

- de la Convention du travail maritime, adoptée par la Conférence internationale du Travail (maritime) à sa quatre-vingt-quatorzième session, qui s'est tenue à Genève le 7 février 2006 p. 477-478

6257 - Projet de loi portant

1. approbation du Protocole et de l'échange de lettres y relatif, signés à Luxembourg, le 25 janvier 2010, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Japon tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et/ou d'un certain autre impôt, signée à Luxembourg le 5 mars 1992;

2. approbation de l'Avenant et du Protocole additionnel, signés à Lisbonne, le 7 septembre 2010, en vue de modifier la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Portugaise tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Bruxelles le 25 mai 1999;

3. approbation de l'Avenant et de l'échange de lettres y relatif, signés à Hong Kong, le 11 novembre 2010, en vue de modifier la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Région administrative spéciale de Hong Kong de la République Populaire de Chine tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Hong Kong le 2 novembre 2007;

4. approbation du Protocole et de l'échange de lettres y relatif, signés à Bruxelles, le 7 septembre 2010, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Suède tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Stockholm le 14 octobre 1996;

5. approbation du Protocole et de l'échange de lettres y relatif, signés à Rome, le 18 septembre 2009, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Saint-Marin tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Luxembourg le 27 mars 2006;

6. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Barbade tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et la fortune, ainsi que l'échange de lettres y relatif, signés à Londres le 1<sup>er</sup> décembre 2009;

7. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Panama tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Luxembourg le 7 octobre 2010;

et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande p. 478-479

Heure d'actualité du groupe déi gréng sur la gestion par les pays de l'Union européenne de la crise de la dette publique en Europe p. 479-482

Débat d'orientation au sujet des relations entre l'État et les communes d'une part et les cultes religieux d'autre part p. 482-494

et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande p. 478-479

Heure d'actualité du groupe déi gréng sur la gestion par les pays de l'Union européenne de la crise de la dette publique en Europe p. 479-482

Débat d'orientation au sujet des relations entre l'État et les communes d'une part et les cultes religieux d'autre part p. 482-494

et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande p. 478-479

Heure d'actualité du groupe déi gréng sur la gestion par les pays de l'Union européenne de la crise de la dette publique en Europe p. 479-482

Débat d'orientation au sujet des relations entre l'État et les communes d'une part et les cultes religieux d'autre part p. 482-494

et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande p. 478-479

Heure d'actualité du groupe déi gréng sur la gestion par les pays de l'Union européenne de la crise de la dette publique en Europe p. 479-482

Débat d'orientation au sujet des relations entre l'État et les communes d'une part et les cultes religieux d'autre part p. 482-494

et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande p. 478-479

Heure d'actualité du groupe déi gréng sur la gestion par les pays de l'Union européenne de la crise de la dette publique en Europe p. 479-482

Débat d'orientation au sujet des relations entre l'État et les communes d'une part et les cultes religieux d'autre part p. 482-494

et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande p. 478-479

Heure d'actualité du groupe déi gréng sur la gestion par les pays de l'Union européenne de la crise de la dette publique en Europe p. 479-482

Débat d'orientation au sujet des relations entre l'État et les communes d'une part et les cultes religieux d'autre part p. 482-494

et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande p. 478-479

Heure d'actualité du groupe déi gréng sur la gestion par les pays de l'Union européenne de la crise de la dette publique en Europe p. 479-482

Débat d'orientation au sujet des relations entre l'État et les communes d'une part et les cultes religieux d'autre part p. 482-494

et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande p. 478-479

Heure d'actualité du groupe déi gréng sur la gestion par les pays de l'Union européenne de la crise de la dette publique en Europe p. 479-482

Débat d'orientation au sujet des relations entre l'État et les communes d'une part et les cultes religieux d'autre part p. 482-494

et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande p. 478-479

Heure d'actualité du groupe déi gréng sur la gestion par les pays de l'Union européenne de la crise de la dette publique en Europe p. 479-482

Débat d'orientation au sujet des relations entre l'État et les communes d'une part et les cultes religieux d'autre part p. 482-494

et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande p. 478-479

Heure d'actualité du groupe déi gréng sur la gestion par les pays de l'Union européenne de la crise de la dette publique en Europe p. 479-482

Débat d'orientation au sujet des relations entre l'État et les communes d'une part et les cultes religieux d'autre part p. 482-494

et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande p. 478-479

Heure d'actualité du groupe déi gréng sur la gestion par les pays de l'Union européenne de la crise de la dette publique en Europe p. 479-482

Débat d'orientation au sujet des relations entre l'État et les communes d'une part et les cultes religieux d'autre part p. 482-494

et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande p. 478-479

Heure d'actualité du groupe déi gréng sur la gestion par les pays de l'Union européenne de la crise de la dette publique en Europe p. 479-482

Débat d'orientation au sujet des relations entre l'État et les communes d'une part et les cultes religieux d'autre part p. 482-494

et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande p. 478-479

Heure d'actualité du groupe déi gréng sur la gestion par les pays de l'Union européenne de la crise de la dette publique en Europe p. 479-482

Débat d'orientation au sujet des relations entre l'État et les communes d'une part et les cultes religieux d'autre part p. 482-494

et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande p. 478-479

Heure d'actualité du groupe déi gréng sur la gestion par les pays de l'Union européenne de la crise de la dette publique en Europe p. 479-482

Débat d'orientation au sujet des relations entre l'État et les communes d'une part et les cultes religieux d'autre part p. 482-494

et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande p. 478-479

Heure d'actualité du groupe déi gréng sur la gestion par les pays de l'Union européenne de la crise de la dette publique en Europe p. 479-482

Débat d'orientation au sujet des relations entre l'État et les communes d'une part et les cultes religieux d'autre part p. 482-494

technique agricole, du Lycée technique Mathias-Adam de Pétange, du Lycée technique de Lallange, du Lycée Nic-Biever à Dudelange et du Lycée technique pour professions éducatives et sociales;

2. complétant l'article 15 de la loi modifiée et complétée du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée pilote;

3. complétant la loi du 12 mai 2009 modifiant et complétant

a) la loi du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée pilote;

b) la loi du 12 janvier 2004 portant création d'un établissement d'enseignement secondaire technique à Redange-sur-Attert, dénommé par la suite «Atert-Lycée» p. 508-509

Débat d'orientation sur le rapport de la Commission nationale de contrôle et d'évaluation de l'application de la loi sur l'euthanasie p. 509-515

Motion de M. Jean Huss sur la lutte anti-tabac p. 515-517

6138 - Projet de loi portant incrimination des entraves à l'exercice de la justice et portant modification du Code pénal et du Code d'instruction criminelle p. 517-520

6218 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration et la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection p. 520-525

et

Question n°119 du 24 juin 2011 de M. Fernand Etgen relative à l'implantation de l'«Agrarcenter», adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures p. 527-528

- Question n°120 du 28 juin 2011 de Mme Claudia Dall'Agnol relative à la réforme des services de secours, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région p. 528

- Question n°121 du 28 juin 2011 de Mme Viviane Loschetter relative au projet de directive européenne relative au congé de maternité, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration p. 528-529

- Question n°122 du 28 juin 2011 de M. Norbert Hauptert relative à l'incidence de la réduction du contingent de l'armée belge en Afghanistan sur le contingent luxembourgeois, adressée à M. le Ministre de la Défense p. 529

- Question n°123 du 27 juin 2011 de M. André Bauler relative à la prise en charge des élèves subissant des mesures disciplinaires, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle p. 529

- Question n°124 du 28 juin 2011 de M. Roger Negri relative à la liaison ferroviaire entre Bruxelles et Bâle, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 529

- Question n°125 du 28 juin 2011 de M. Claude Haagen relative au problème des champs électromagnétiques autour du Centre de radiodiffusion de Marnach, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration p. 530

6046 - Projet de loi portant:

1. approbation

a) de la Convention du Conseil de l'Europe pour la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels ouverte à la signature à Lanzarote les 25-26 octobre 2007

www.chd.lu



# Table analytique

b) du Protocole facultatif à la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants

2. modification de certains articles du Code pénal et du Code d'instruction criminelle p. 530-532

6273 - Projet de loi

1) portant approbation de l'Amendement à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires, adopté à Vienne, le 8 juillet 2005;

2) modifiant la loi modifiée du 11 avril 1985 portant approbation de la Convention sur la protection physique des matières nucléaires, ouverte à la signature à Vienne et à New York en date du 3 mars 1980 p. 532-533

6276 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération concernant la navigation par satellite entre l'Union européenne et ses États membres et le Royaume de Norvège, fait à Bruxelles, le 22 septembre 2010 p. 533

6275 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de sécurité entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume d'Espagne concernant l'échange et la protection réciproque des Informations classifiées, signé à Luxembourg, le 12 novembre 2009 p. 533-534

Heure d'actualité du groupe déi gréng au sujet de l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes p. 534-537

6202 - Projet de loi relative à la construction de la Maison du Nombre, de la Maison des Arts et des Étudiants, du Centre de calculs et de la première unité de production de froid à Belval;

6255 - Projet de loi relative à la construction de la Maison du Livre à Belval;

6256 - Projet de loi relative à la réalisation des aménagements urbains et à la création d'espaces de parcage dans la Cité des Sciences à Belval

et

6260 - Projet de loi relatif à la construction de la Maison de l'Innovation à Belval p. 538-544

Question avec débat n°17 de M. André Bauler sur le logement encadré pour personnes âgées p. 544-545

Motion de M. Félix Braz relative au projet de loi n°6261 modifiant la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement p. 545-546

5972 - Projet de loi portant organisation de l'Institut national de la statistique et des études économiques et modifiant la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État p. 547-549

6271 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications p. 549-551

5816 - Projet de loi relative à la concurrence p. 551-553

Débat de consultation sur le «Paquet climat» p. 553-562

Communications p. 562

Résolution relative à la proposition de directive du Conseil modifiant la directive 2003/96/CE du Conseil restructurant le cadre communautaire de taxation des produits énergétiques et de l'électricité (document COM (2011) 169)

- Art. 168 (5) du Règlement de la Chambre des Députés p. 562-563

6299 - Proposition de loi modifiant

- la loi modifiée du 27 mars 1986 fixant les conditions et les modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut se faire changer d'administration,

- la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État et

- la loi électorale du 18 février 2003

p. 563

Ordre du jour

p. 563

Dépôt d'une motion par M. Fernand Kartheiser p. 563

6023 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain et modifiant

1. la loi communale modifiée du 13 décembre 1988,

2. la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales,

3. la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles,

4. la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau p. 563-570

Hommage à M. Jean Huss p. 570-571

## Compte rendu n°16

Vérification des pouvoirs et assermentation de Mme Josée Lorsché p. 572-573

Composition des commissions parlementaires et des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales p. 573

6023 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain et modifiant

1. la loi communale modifiée du 13 décembre 1988,

2. la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales,

3. la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles,

4. la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau (suite) p. 573

6238 - Projet de loi portant réorganisation de la Chambre des Métiers et modifiant la loi du 26 octobre 2010 portant réorganisation de la Chambre de Commerce p. 573-576

6171 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés p. 576-580

Question urgente n°1558 de M. Camille Gira relative aux listes électorales p. 580

Interpellation de M. Camille Gira sur l'approvisionnement en eau potable du pays p. 581-586

Composition des commissions parlementaires et des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales (suite) p. 586

Motion de M. Fernand Kartheiser relative au soutien des mouvements démocratiques dans les pays islamiques, au soutien du processus de paix au Moyen-Orient et à l'intervention auprès des Gouvernements où des Chrétiens ont été victimes de violence pour des raisons religieuses p. 586

Communications p. 587

Ordre du jour p. 587-588

Dépôt d'une motion par M. Claude Adam p. 588

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°126 du 11 juillet 2011 de Mme Anne Brasseur relative au Musée de la Forteresse, adressée à Mme la Ministre de la Culture p. 588

- Question n°127 du 11 juillet 2011 de Mme Josée Lorsché relative au rapport de «Greenpeace» sur les risques sanitaires et environnementaux de l'herbicide «glyphosate», adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural p. 588

- Question n°128 du 12 juillet 2011 de M. Fernand Kartheiser relative à l'enseignement des langues dans la division supérieure de l'enseignement secondaire, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle p. 588

- Question n°129 du 12 juillet 2011 de M. Eugène Berger relative au projet d'implantation d'un centre commercial et d'un stade de football à Livange, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région p. 588-589

- Question n°130 du 12 juillet 2011 de M. Henri Kox relative à l'avancement de la mise en place d'un label «sans OGM» pour le lait, la viande et les œufs, adressée

à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural p. 589

Question avec débat n°21 de M. André Bauler sur la mise en place d'une école bilingue p. 589-590

6251 - Projet de loi visant l'accès aux qualifications scolaires et professionnelles des élèves à besoins éducatifs particuliers et portant modification

a) de la loi modifiée du 14 mars 1973 portant création d'instituts et de services d'éducation différenciée;

b) de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques p. 590-593

6243 - Projet de loi portant modification

1) de la loi modifiée du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques;

2) de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel;

3) de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;

4) du Code de la consommation p. 593-595

6178 - Projet de loi portant modification de la loi du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union européenne p. 595-596

6209 - Projet de loi portant:

- transposition de la directive 2008/51/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008 modifiant la directive 91/477/CEE du Conseil relative au contrôle de l'acquisition et de détention d'armes, et

- modification de la loi modifiée du 15 mars 1983 sur les armes et munitions p. 596-597

6227 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et portant transposition de la directive 2009/109/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 modifiant les directives 77/91/CEE, 78/855/CEE et 82/891/CEE du Conseil ainsi que la directive 2005/56/CE en ce qui concerne les obligations en matière de rapports et de documentation en cas de fusions ou de scissions p. 597

6237 - Projet de loi portant mise en application du Règlement (CE) n°4/2009 du 18 décembre 2008 relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions et la coopération en matière d'obligations alimentaires, modifiant le Nouveau Code de procédure civile p. 597-599

6304A - Projet de loi portant modification des articles 24 et 39 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire p. 599

Question avec débat n°22 de M. Roger Negri sur le développement des transports publics dans le cadre de la lutte contre les changements climatiques p. 600-601

Motion de M. Claude Adam relative au Comité de concertation «Campus Walferdange» p. 601-602

Question urgente n°1571 de M. François Bausch relative à la volonté de Qatar Airways de renégocier une série de contrats antérieurs à leur prise de participation dans Cargolux

et

Question urgente n°1572 de M. Gast Gibéryen relative à la volonté de Qatar Airways de renégocier une série de contrats antérieurs à leur prise de participation dans Cargolux p. 602

Motion n°2 de M. Camille Gira relative à la réforme de l'Administration de l'Environnement (projet de loi 6171) p. 602-603

6141 - Projet de loi portant

1. approbation de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, faite à New York, le 13 décembre 2006

2. approbation du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits des personnes handicapées relatif au Comité des droits des personnes handicapées, fait à New York, le 13 décembre 2006

3. désignation des mécanismes indépendants de promotion, de protection et de

suivi de l'application de la Convention relative aux droits des personnes handicapées p. 603-609

6162 - Projet de loi portant modification de la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique et de la loi du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille p. 609-611

6262 - Projet de loi portant transposition de la directive 2002/15/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2002 relative à l'aménagement du temps de travail des personnes exécutant des activités mobiles de transport routier pour les conducteurs indépendants p. 612

6158 - Projet de loi réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales et

- modifiant l'article 542-2 du Code du Travail;

- modifiant la loi modifiée du 16 juillet 1987 concernant le colportage, la vente ambulante, l'étalage de marchandises et la sollicitation de commandes;

- modifiant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative à la profession d'expert-comptable;

- portant abrogation de la loi modifiée du 21 février 1976 ayant pour objet d'instaurer un jour de fermeture hebdomadaire dans les stations de vente de carburant et de lubrifiant pour véhicules automoteurs p. 612-617

6259 - Projet de loi concernant l'indication, par voie d'étiquetage et d'informations uniformes relatives aux produits, de la consommation en énergie et en autres ressources des produits liés à l'énergie p. 617-618

6289A - Proposition de modification de l'article 16 du Règlement de la Chambre des Députés;

6298 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative au statut et au régime des traitements des fonctionnaires de la Chambre des Députés

et

6301 - Proposition de modification de l'article 82 du Règlement de la Chambre des Députés p. 618-619

## Compte rendu n°17

Débat de consultation sur les conclusions du Conseil de l'Union européenne relatives au Programme de stabilité et de croissance et au Programme national de réforme p. 620-626

6266 - Projet de loi complétant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée p. 627-628

Résolution relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à l'efficacité énergétique et abrogeant les directives 2004/8/CE et 2006/32/CE (COM(2011)370) - Art. 168 (5) du Règlement de la Chambre des Députés p. 628

Interpellation de M. Claude Meisch sur la crise de la dette européenne p. 629-636

Discours de M. le Président p. 636

Hommage à la mémoire de M. René Putzeys, député honoraire p. 637

Hommage à la mémoire de M. le Député Lucien Thiel p. 637-638

Communications p. 638-639

Résolution relative au Livre vert «Moderniser la directive sur les qualifications professionnelles» (document COM(2011)367) - Art. 169 du Règlement de la Chambre des Députés p. 639

Ordre du jour p. 639

6314 - Projet de loi modifiant la loi du 9 juillet 2010 relative à l'octroi de la garantie de l'État dans le cadre de l'instrument européen de stabilisation de la zone euro p. 639-647

Dépôt d'un projet de loi et de deux arrêtés grand-ducaux de retrait par Mme Octavie Modert, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative p. 639

## Heures de questions au Gouvernement:

### Compte rendu n°2

- Question n°81 du 19 octobre 2010 de M. Mill Majerus relative à l'utilisation des



couloirs pour bus par le personnel soignant des réseaux «Help» et «Stëftung Hëllef Doheem», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 20-21

- Question n°82 du 18 octobre 2010 de M. Fernand Etgen relative aux critiques des syndicats du secteur agricole luxembourgeois sur la situation critique dans laquelle se trouvent un bon nombre d'exploitants, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural p. 21

- Question n°83 du 19 octobre 2010 de M. Marc Lies relative à l'impact de l'aménagement du ban de Gasperich sur le trafic dans la commune de Hesperange, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 21-22

- Question n°84 du 19 octobre 2010 de M. Camille Gira relative à l'impôt commercial, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région p. 22

- Question n°85 du 19 octobre 2010 de Mme Martine Mergen relative à l'introduction d'un examen médical préventif à l'âge de 50 ans chez l'homme, qui remplacerait l'ancien examen obligatoire pour la prolongation de la validité du permis de conduire, adressée à M. le Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale p. 22

- Question n°86 du 19 octobre 2010 de M. Jean Colombera relative aux autorisations de transfert à l'étranger, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale p. 22-23

- Question n°87 du 18 octobre 2010 de M. Eugène Berger relative à la pollution des sols dans les alentours de l'aire de Berchem, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 23

- Question n°88 du 19 octobre 2010 de M. Claude Adam relative à la prise en charge des élèves affectés d'un handicap et à besoins éducatifs spéciaux par l'Éducation différenciée, le nombre d'enfants inscrits et l'évolution prévue de cette filière, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle p. 23

#### Compte rendu n°4

- Question n°89 du 30 novembre 2010 de M. Roger Negri relative aux récents développements concernant l'installation d'un radar sol à l'aéroport de Findel, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 104-105

- Question n°90 du 29 novembre 2010 de M. Fernand Etgen relative aux délégués de sécurité dans les établissements scolaires communaux, adressée à M. le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative p. 105

- Question n°91 du 24 novembre 2010 de M. Gast Gibéryen relative aux conducteurs de train, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 105

- Question n°92 du 29 novembre 2010 de M. André Bauler relative à la carte de légitimation des médecins, adressée à M. le Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale p. 105

- Question n°93 du 29 novembre 2010 de M. Eugène Berger relative au revêtement obligatoire de pneus d'hiver, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 105-106

- Question n°94 du 29 novembre 2010 de M. Xavier Bettel relative aux observations et filatures des services de sécurité de l'Ambassade des États-Unis et la protection des données à caractère personnel, adressée à M. le Ministre des Communications et des Médias p. 106

#### Compte rendu n°7

- Question n°95 du 25 janvier 2011 de M. Ali Kaes relative à la participation personnelle en cas d'admission en policlinique dans un hôpital, adressée à M. le Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale

et

Question n°96 du 25 janvier 2011 de M. Félix Braz relative à la participation de 2,5 euros à charge des assurés pour le passage en «policliniques», adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale p. 230

- Question n°97 du 25 janvier 2011 de M. Ben Scheuer relative au récent braquage informatique du marché des échanges de quota CO<sub>2</sub>, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 230-231

- Question n°98 du 21 janvier 2011 de M. Eugène Berger relative à la situation de l'Administration de la Navigation aérienne, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 231

- Question n°99 du 25 janvier 2011 de M. Roger Negri relative aux travaux préparatifs liés à la mise en place d'un tram léger dans la ville de Luxembourg, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 231

- Question n°100 du 25 janvier 2011 de M. Fernand Kartheiser relative aux récentes prises de position des professeurs de français, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle p. 231-232

- Question n°101 du 21 janvier 2011 de M. André Bauler relative à la construction des nouveaux bâtiments pour les besoins de l'Administration de la Nature et des Forêts à Diekirch, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 232

- Question n°102 du 24 janvier 2011 de M. Fernand Etgen relative à la construction d'un nouveau hangar pour les besoins de Luxembourg Air Rescue, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 232

#### Compte rendu n°9

- Question n°103 du 8 mars 2011 de M. Marc Angel relative aux prix des taxis, adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur p. 327-328

- Question n°104 du 4 mars 2011 de M. André Bauler relative au futur site du Nordstad-Lycée, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures p. 328

- Question n°105 du 7 mars 2011 de M. Roger Negri relative aux mesures visant à inclure sur le marché de l'emploi les élèves ayant quitté l'école sans diplôme, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration p. 328-329

- Question n°106 du 8 mars 2011 de M. Claude Adam relative à la nomenclature des différents cycles de l'école fondamentale, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle p. 329

- Question n°107 du 8 mars 2011 de M. Marc Angel relative aux dangers des peintures laser pour les différents modes de transport et les sanctions éventuelles, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures p. 329

- Question n°108 du 8 mars 2011 de M. Gast Gibéryen relative aux prix élevés des carburants, adressée à M. le Ministre des Finances p. 329-330

- Question n°109 du 8 mars 2011 de M. André Hoffmann relative à la législation nationale concernant les sanctions envers des pays tiers, notamment en ce qui concerne les transactions financières, adressée à M. le Ministre des Finances p. 330

#### Compte rendu n°12

- Question n°110 du 3 mai 2011 de M. Jean-Paul Schaaf relative à l'utilisation des défibrillateurs externes automatiques, adressée à M. le Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale p. 407-408

- Question n°111 du 2 mai 2011 de M. Eugène Berger relative à l'information périodique des assurés de la Caisse Nationale de Santé, adressée à M. le Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale p. 408

- Question n°112 du 3 mai 2011 de M. Ben Fayot relative à l'état d'avancement de la nouvelle bibliothèque nationale, annoncée par M. le Premier Ministre dans sa déclaration du 5 mai 2010, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 408

- Question n°113 du 3 mai 2011 de M. François Bausch relative à la vente de parts de la société anonyme Cargolux à la compagnie aérienne Qatar Airways, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

et

Question n°1416 du 2 mai 2011 de M. André Hoffmann relative à la participation de Qatar Airways dans le capital de Cargolux, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur p. 408-409

- Question n°114 du 3 mai 2011 de Mme Nancy Arendt relative à l'application de la loi du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac, adressée à M. le Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale p. 409

- Question n°115 du 3 mai 2011 de M. Eugène Berger relative au projet d'une gare au Pfaffenthal et aux répercussions sur les concepts de mobilité intégrés «mobilité.lu» et «mobil 2020», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 409-410

- Question n°116 du 3 mai 2011 de M. Marc Angel relative à la mise en œuvre des plans d'action de lutte contre le bruit, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 410

- Question n°117 du 3 mai 2011 de M. Claude Haagen relative aux aides financières aux installations de biogaz liées aux tarifs d'injection, adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur p. 410

#### Compte rendu n°15

- Question n°118 du 28 juin 2011 de M. Félix Eischen relative au transfert d'une partie de l'Agrocenter à Perl en Allemagne, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures

et

Question n°119 du 24 juin 2011 de M. Fernand Etgen relative à l'implantation de l'«Agrarcenter», adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures p. 527-528

- Question n°120 du 28 juin 2011 de Mme Claudia Dall'Agnol relative à la réforme des services de secours, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région p. 528

- Question n°121 du 28 juin 2011 de Mme Viviane Loschetter relative au projet de directive européenne relative au congé de maternité, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration p. 528-529

- Question n°122 du 28 juin 2011 de M. Norbert Hauptert relative à l'incidence de la réduction du contingent de l'armée belge en Afghanistan sur le contingent luxembourgeois, adressée à M. le Ministre de la Défense p. 529

- Question n°123 du 27 juin 2011 de M. André Bauler relative à la prise en charge des élèves subissant des mesures disciplinaires, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle p. 529

- Question n°124 du 28 juin 2011 de M. Roger Negri relative à la liaison ferroviaire entre Bruxelles et Bâle, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 529

- Question n°125 du 28 juin 2011 de M. Claude Haagen relative au problème des champs électromagnétiques autour du Centre de radiodiffusion de Marnach, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration p. 530

#### Compte rendu n°16

- Question n°126 du 11 juillet 2011 de Mme Anne Brasseur relative au Musée de la Forteresse, adressée à Mme la Ministre de la Culture p. 588

- Question n°127 du 11 juillet 2011 de Mme Josée Lorsché relative au rapport de «Greenpeace» sur les risques sanitaires et environnementaux de l'herbicide «glyphosate», adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural p. 588

- Question n°128 du 12 juillet 2011 de M. Fernand Kartheiser relative à l'enseignement des langues dans la division supérieure de l'enseignement secondaire, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle p. 588

- Question n°129 du 12 juillet 2011 de M. Eugène Berger relative au projet d'implantation d'un centre commercial et

d'un stade de football à Livange, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région p. 588-589

- Question n°130 du 12 juillet 2011 de M. Henri Kox relative à l'avancement de la mise en place d'un label «sans OGM» pour le lait, la viande et les œufs, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural p. 589

#### Questions avec débat:

Question avec débat n°14 de M. Jean Colombera relative à l'utilisation thérapeutique du cannabis p. 23-24

Question avec débat n°15 de M. Robert Weber relative au Conseil supérieur de la Mutualité (CSM) p. 100-101

Question avec débat n°16 de M. Jean Huss relative aux suites de l'affaire Mediator et

Question parlementaire n°1227 de M. Jean Colombera relative aux suites de l'affaire Mediator p. 321-322

Question avec débat n°17 de M. André Bauler sur le logement encadré pour personnes âgées p. 544-545

Question avec débat n°18 de M. Eugène Berger au sujet des dangers et nuisances découlant du trafic de transit de poids lourds lié au tourisme à la pompe au Luxembourg p. 410-412

Question avec débat n°19 de M. Jean Colombera au sujet des détenus pour problèmes de délits sexuels p. 453-454

Question avec débat n°21 de M. André Bauler sur la mise en place d'une école bilingue p. 589-590

Question avec débat n°22 de M. Roger Negri sur le développement des transports publics dans le cadre de la lutte contre les changements climatiques p. 600-601

#### Questions urgentes:

Question urgente n°1014 de M. Félix Braz relative au budget de l'OLAI p. 85-86

Question urgente n°1297 de M. Xavier Bettel relative aux sanctions à l'encontre du Colonel Kadhafi et de ses proches p. 326-327

Question urgente n°1558 de M. Camille Gira relative aux listes électorales p. 580

Question urgente n°1571 de M. François Bausch relative à la volonté de Qatar Airways de renégocier une série de contrats antérieurs à leur prise de participation dans Cargolux et

Question urgente n°1572 de M. Gast Gibéryen relative à la volonté de Qatar Airways de renégocier une série de contrats antérieurs à leur prise de participation dans Cargolux p. 602

#### Questions parlementaires:

Question n°2458 du 9 avril 2008 de M. Xavier Bettel relative à l'engagement budgétaire pris par le Ministre du Trésor et du Budget dans le cadre de l'acquisition de terres du Grand-Duc près du Château de Colmar-Berg, adressée à M. le Ministre des Finances p. 216

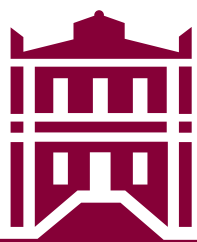
Question n°664 de M. François Bausch du 20 mai 2010 relative aux recettes et dépenses engendrées pour le budget d'État par l'application d'une tranche indiciaire, adressée à M. le Ministre des Finances p. 216

Question n°925 de M. Xavier Bettel du 28 septembre 2010 relative au paquet de mesures d'économies, adressée à M. le Ministre des Finances p. 216-217

Question avec débat n°16 de M. Jean Huss relative aux suites de l'affaire Mediator et

Question parlementaire n°1227 de M. Jean Colombera relative aux suites de l'affaire Mediator p. 321-322





### Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet			
1432	Fernand Kartheiser	Réunion concernant l'Euro au Château de Senningen le 6 mai 2011	1590	Marcel Oberweis	Développement du télétravail
1449	Marc Spautz	Hall des soufflantes	1591	Marc Spautz	Disparités sociales de mortalité
1512	Ben Scheuer	Résidus de médicaments dans l'eau	1592	Nancy Arendt	Usage de compléments nutritionnels chez les sportifs
1514	Camille Gira	Réorganisation des services de secours	1593	Nancy Arendt	Accidents de la route causés par une tierce personne
1535	François Bausch	Accidents de cyclistes	1595	Jean Colombera	Contrats à durée déterminée dans le secteur de la santé
1536	Jean Colombera	Protection des animaux	1596	Jean Colombera	Ruptures de stock de certains médicaments
1537	Jean Colombera	Crèches	1597	Jean Colombera	Libéralisation du secteur de la santé
1542	François Bausch et Henri Kox	Décision de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) de libérer une partie des réserves de pétrole de leurs États membres	1598	Jean Colombera	Infomations sur les ordonnances médicales
1543	André Hoffmann	Enseignements et actions de réparation suite aux traitements inhumains subis par un citoyen tunisien expulsé du Luxembourg	1599	Jean Colombera	Aides pour les chercheurs indépendants
1547	Fernand Etgen	Panne à la centrale de télécommunication de la Police grand-ducale le 1 <sup>er</sup> juin 2011	1600	Jean Colombera	Installation d'un réseau Internet sans fil dans plusieurs salles de classe du Lycée technique Joseph Bech à Grevenmacher
1550	Félix Eischen	Taux de rémunération pour l'électricité produite à partir de biogaz	1601	André Hoffmann	Convention relative aux droits des personnes handicapées dans le cadre de l'aménagement communal
1552	Marcel Oberweis	Engagement financier suite au sommet de l'environnement à Cancun en décembre 2010	1603	Carlo Wagner	Revêtement obligatoire de pneus d'hiver pendant la saison hivernale
1553	Ben Fayot	Site du Marienthal	1604	Robert Weber	Rééducateur en psychomotricité
1554	Fernand Kartheiser	Symboles politico-religieux dans les salles de classe	1605	Carlo Wagner	Faillite probable d'une grande entreprise luxembourgeoise de construction
1555	Fernand Kartheiser	Camp de réfugiés d'Ashraf	1608	Jean Colombera	Introduction de «Diagnosis Related Groups» (DRGs)
1557	Claudia Dall'Agnol	Institut grand-ducal	1609	Jean Colombera	Prévention d'accès de folie meurtrière, de prises d'otages et d'attentats
1560	Gilles Roth	Obligation de prudence incombant à un conducteur d'un véhicule	1610	Fernand Etgen	Fermeture d'agences régionales de la Caisse Nationale de Santé (CNS)
1561	Marcel Oberweis	Décentralisation de l'approvisionnement en énergie	1611	André Bauler	Mesures de sécurité à prendre le long de la route reliant les villes de Diekirch et d'Ettelbruck (E421)
1562	André Hoffmann	Crèches en forêt	1612	Gilles Roth	Activité de l'ambassadeur luxembourgeois auprès de la Grèce
1565	Jean Colombera	Chercheurs luxembourgeois	1614	Fernand Etgen	Mesures en faveur des petites et moyennes entreprises (PME)
1566	Fernand Kartheiser	Droit d'information de parents divorcés	1615	André Bauler	Mise en place d'internats dans l'enseignement fondamental
1567	Fernand Kartheiser	Perte de la fonction de «comptable extraordinaire» de l'ambassadeur du Luxembourg à Athènes	1618	Jean Colombera	Protection des animaux
1568	Claude Adam	Système de rémunération des ayants-droit pour le prêt public des bibliothèques étatiques, communales et associatives	1619	Fernand Kartheiser	Reproches formulés contre l'actuel ambassadeur du Luxembourg à Athènes
1569	Marcel Oberweis	Autorisation de la culture OGM	1620	Jean Colombera	Médecin référent
1570	André Bauler	Distribution des manuels scolaires	1622	Jean Colombera	Service d'urgences
1574	André Bauler	Chemin vicinal «An der Bëlz»	1625	Gilles Roth	Déductibilité des frais de formation professionnelle
1576	Tessy Scholtes	Acquisition de la nationalité luxembourgeoise	1626	Gilles Roth	Réduction de l'indemnité de poste de l'ambassadeur luxembourgeois en Grèce
1577	Emile Eicher et Marcel Oberweis	Extension des pistes cyclables transfrontalières au nord du Luxembourg	1630	Fernand Etgen	Travaux de renouvellement de l'OA127 à Schieren
1578	Henri Kox	Inventaire des sites potentiels pour éoliennes au Grand-Duché établi par la Société Électrique de l'Our (SEO)	1631	Alex Bodry	Accords bilatéraux dans le cadre des aides accordées à la Grèce
1580	Jean Colombera	Feu couvant dans la déchetterie du Sidec	1635	Fernand Kartheiser	Application de la loi du 9 mai 2008 relative aux chiens
1581	Henri Kox	Travaux effectués à la centrale hydroélectrique de Rosport et conséquences de la baisse abrupte du niveau d'eau de la Sûre	1637	André Hoffmann	Demande d'adhésion de l'État de Palestine à l'ONU
1582	Marc Spautz	Critiques émises à l'encontre des autorités luxembourgeoises suite aux réparations effectuées à un barrage de régulation de Rosport	1640	Félix Braz	Transfert progressif de services du secrétariat du Parlement européen vers Bruxelles
1583	André Bauler	Risque de cancer lié au gaz naturel radon	1644	Léon Gloden	Règlement grand-ducal du 14 décembre 1976 portant réorganisation du casier judiciaire aux personnes morales
1584	André Bauler	Mise sur le marché simultanée d'«apps» concernant la mobilité au Luxembourg par les CFL et la CdT	1647	André Hoffmann	Transbordement ou stockage de bombes à sous-munitions à l'Aéroport de Luxembourg
1586	André Bauler	Problème du «littering»	1661	André Hoffmann	Grève de la faim de réfugiés irakiens
1587	Claude Adam	Offre bilingue des formations professionnelles	1665	Fernand Kartheiser	Légalité de la publication du sondage «Politmonitoring» à moins de 30 jours des élections communales
1588	Claude Adam	Droits d'auteur des œuvres vidéo			
1589	Claude Adam	Inclusion des enfants à besoins spécifiques dans l'école			

#### Question 1432 (10.5.2011) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant la réunion concernant l'Euro au Château de Senningen le 6 mai 2011:

En date du 6 mai 2011, une réunion concernant l'Euro, et plus particulièrement la situation de la Grèce, s'est tenue au château de Senningen. Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre.

1. Qui a pris l'initiative pour la réunion du 6 mai? Est-il exact que cette idée a été lancée par

Madame Christine Lagarde, Ministre français des Finances?

2. Comme le Luxembourg s'oppose par principe à des réunions restreintes, par exemple dans le format G4, et insiste régulièrement sur un traitement égal de tous les États conformément au droit international et aux Traités européens, pourquoi Monsieur le Premier Ministre a-t-il dérogé à cette règle pour privilégier les grands États membres de la zone Euro par rapport aux autres? Monsieur le Premier Ministre ne craint-il pas qu'une telle manière de procéder nuise aux intérêts luxembourgeois

dans d'autres enceintes en «légitimant» en quelque sorte la marginalisation des moyens et petits États?

3. Quels étaient les critères objectifs pour sélectionner les participants à la réunion de Senningen?

4. Dans d'autres pays européens membres de la zone Euro, comme par exemple aux Pays-Bas, en Autriche et en Finlande, d'éminents hommes politiques se sont montrés irrités du fait que leur pays respectif n'a pas été invité à ladite réunion. Monsieur le Premier Ministre ne

craint-il pas que son comportement en qualité de Président de l'Eurogroupe puisse nuire aux relations bilatérales entre le Luxembourg et ces pays?

5. Monsieur le Premier Ministre sera-t-il encore candidat à la Présidence de l'Eurogroupe en 2012?



6. Monsieur le Premier Ministre est-il conscient que les faux démentis apportés par le Gouvernement luxembourgeois dans le contexte de la réunion de Senningen ont nui à sa crédibilité comme à celle du Gouvernement et de la politique en général? N'estime-t-il pas qu'une politique d'information respectueuse de la vérité serait la seule option valable pour un Gouvernement d'un État de droit?

7. Monsieur le Premier Ministre est cité dans la presse avec des déclarations tendant à justifier le mensonge en politique. Quelle est la position du Premier Ministre sur l'utilisation du mensonge comme moyen politique?

**Réponse** (15.9.2011) de **M. Jean-Claude Juncker**, Premier Ministre, Ministre d'Etat:

Il me tient à cœur de m'excuser auprès de l'honorable Monsieur Fernand Kartheiser de répondre avec un retard excessivement long à la question qu'il m'a posée en date du 10 mai 2011.

Ad question 1:

L'initiative pour la réunion du 6 mai 2011 a été prise par Madame Christine Lagarde en sa qualité de Président en exercice du G7/G20 des Ministres des Finances.

Ad questions 2 et 3:

La réunion du 6 mai 2011 a réuni les membres européens (zone euro) du G7/G20-Finances, en l'occurrence Allemagne, France, Espagne, Italie, Commission européenne, Banque centrale européenne et Président de l'Eurogroupe. La réunion a été organisée dans la foulée des réunions annuelles du Fonds monétaire international, du G7-Finances et du G20-Finances qui ont eu lieu à Washington le 14-16 avril 2011. Lors de ces réunions, les partenaires non européens avaient exprimé certaines critiques à l'égard de la gouvernance économique en Europe, et notamment en ce qui concerne la gestion de la crise de la dette souveraine. La réunion a donc été convoquée pour apporter une réponse européenne concertée à ces critiques et pour informer le Gouvernement grec, par l'intermédiaire de son Ministre des Finances, de ces critiques.

La réunion du 6 mai 2011 n'était donc pas une réunion de l'Eurogroupe en format restreint. Par ailleurs, je continue à m'opposer à toutes sortes de réunions «européennes» en format restreint et auxquelles les 17 membres de la zone euro ou les 27 membres de l'Union européenne ne soient pas tous invités ou consultés.

Ad question 4:

Je ne partage pas ces craintes pour les raisons exprimées supra.

Ad question 5:

Je me formerai une opinion sur cette question lorsqu'elle sera d'actualité, c'est-à-dire vers la moitié de l'année 2011 et je le ferai à la lumière des évolutions qu'auront connues les règles entourant la gouvernance de la zone euro d'ici-là.

Ad question 6:

J'estime que la politique d'information des Gouvernements et des institutions internationales doit être respectueuse de la vérité. En même temps, je rends attentif au fait que des informations sorties de leur contexte spécifique ou des fausses nouvelles (comme, par exemple, l'information parue le 6 mai 2011 sur le site Internet de «Der Spiegel» sur une sortie de la Grèce de la zone euro) risquent de perturber sérieusement les marchés financiers et de déstabiliser des économies nationales et l'économie européenne voire internationale et qu'il convient dès lors de faire un usage responsable des informations dûment vérifiées.

Ad question 7:

La citation à laquelle fait référence l'honorable Député est sortie de ce contexte spécifique (cf. supra.). J'estime en effet que l'utilisation du mensonge est inadmissible en politique.

**Question 1449** (18.5.2011) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant le **hall des soufflantes**:

Fin 2010, Madame la Ministre de la Culture avait déclaré que l'affectation future du hall des soufflantes à Esch/Belval dépendrait d'une étude d'experts sur l'état de la structure métallique et du toit.

Dans la presse écrite de ce jour, le directeur du Service des sites et monuments nationaux vient

de révéler que la restauration du hall engendrerait des coûts importants et s'est par conséquent prononcé contre une conservation du hall.

Vu les développements ci-dessus, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

- Madame la Ministre peut-elle m'informer si cet avis du directeur du Service des sites et monuments nationaux est partagé par le Gouvernement?

- Quels seraient les coûts de la conservation du hall des soufflantes?

**Réponse** (18.8.2011) de **Mme Octavie Modert**, Ministre de la Culture:

En réponse aux questions de Monsieur le Député Marc Spautz concernant le hall des soufflantes à Esch/Belval, j'ai l'honneur d'apporter les informations suivantes:

L'étude que j'avais demandée à la fin de l'année passée sur l'état de la structure métallique et du toit a été analysée par mes services. Si la structure en acier ainsi que les fondations du hall se trouvent dans un état acceptable, il échet de constater que le recouvrement du toit ainsi que certaines parties de la façade devront être entièrement refait. Ces travaux de réaménagement s'avèrent être indispensables notamment afin de protéger le hall contre les effets d'intempérie et pour garantir une sécurité adéquate aux personnes fréquentant le hall et passant sur ses abords.

Le bureau d'ingénieur en charge de l'étude sous revue évalue les travaux de restauration nécessaires (notamment toit et façades) pour permettre l'accès du grand public aux espaces utilisés dans le cadre de l'organisation d'événements et de conférences à quelque 3,875 millions d'euros. En élargissant ces travaux à l'ensemble du hall, compte tenu des dimensions monumentales de l'infrastructure, le coût total s'élèverait à quelque 4,870 millions d'euros. Considérant ces investissements importants à engager pour les travaux de sécurisation, il convient de faire remarquer que la dotation du programme pluriannuel du Fonds pour les monuments historiques ne permettra pas de procéder à une restauration comprenant un aménagement intérieur intégral du hall. Ceci dit, un réaménagement de fond en comble de l'intérieur de ce hall ne me paraît guère souhaitable, puisqu'il en altérerait par trop le caractère brut et industriel. Les fonds disponibles permettront en principe de financer les travaux de conservation et de sécurisation.

Je suis d'avis qu'il convient d'œuvrer à une conservation de cet édifice industriel qui reflète, par sa monumentalité, l'ampleur des activités sidérurgiques au Luxembourg. Lors d'une visite récente des lieux, les agents de mon Ministère et du Service des sites et monuments nationaux, le président de l'AGORA ainsi qu'un bureau d'architecte allemand, lequel avait déjà assisté à l'époque le Gouvernement dans le cadre des travaux de préparation des plans d'aménagement du site intégral de Belval, ont tous partagé mon idée que ce hall industriel pourrait parfaitement se prêter à attirer des activités et du public sur le site de Belval.

Dans ce contexte, le bureau d'architecte allemand en question s'est proposé d'élaborer une préétude sans engagement financier sur des possibilités d'affectation future du hall des soufflantes qui présente, je tiens à le rappeler, une surface de quelque 12.000 m<sup>2</sup> au seul rez-de-chaussée. Ce n'est qu'au vu des résultats de cette préétude que l'on pourra tirer les conclusions quant à l'affectation future du hall des soufflantes ainsi que quant aux travaux de conservation à réaliser le cas échéant.

**Question 1512** (9.6.2011) de **M. Ben Scheuer** (LSAP) concernant les **résidus de médicaments dans l'eau**:

Depuis le début de juin, les Ministères français en charge de l'Environnement et de la Santé ont lancé un Plan national pour lutter contre les résidus de médicaments dans l'eau. Entre autres, une campagne nationale de mesure dans l'eau potable et les eaux servant à en faire avait été confiée en 2009 par le Ministère en charge de la Santé au Laboratoire d'Hydrologie de Nancy (Anses), avec l'appui des agences régionales de santé. Les résultats en ont été rendus publics en février 2011.

Cette étude montre qu'un quart des échantillons d'eau testés contiennent des traces de médicaments (caféine, antiépileptiques et anxiolytiques sont les plus représentés). Elles proviennent principalement du rejet des eaux usées et des déjections des animaux d'élevage, mais aussi de médicaments périmés qui n'ont pas été traités de façon correcte. En France, sur

près de 30.000 tonnes de médicaments non utilisés par an, seules 13.000 tonnes sont récupérées dans les pharmacies.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Selon les estimations de Monsieur le Ministre de la Santé, quelle est la quantité de médicaments vendus au Luxembourg, respectivement celle des médicaments non utilisés? Quelle est la quantité récupérée par les centres de recyclage?

- Monsieur le Ministre de l'Intérieur peut-il me dire si des contrôles spécifiques sont effectués afin de détecter les résidus de médicaments dans les eaux de surface ou dans l'eau potable distribuée au Luxembourg? Dans l'affirmative, quels sont les résultats de ces analyses? Le niveau de pollution est-il comparable à celui qui existe dans nos pays voisins?

- Est-ce que, à l'instar du plan national lancé en France, les Ministères luxembourgeois coopèrent afin de prendre des mesures concrètes pour lutter contre les résidus de médicaments dans l'eau? Est-ce qu'il existe des moyens techniques pour réduire l'impact de ces résidus dans le cadre de l'assainissement des eaux? Dans quelle mesure les stations d'épuration au Luxembourg sont-elles équipées à cet effet?

**Réponse commune** (1.8.2011) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, et de **M. Mars Di Bartolomeo**, Ministre de la Santé:

La question parlementaire de l'honorable Député Ben Scheuer a pour objet la problématique des substances pharmaceutiques dans les eaux de surface, les eaux souterraines ainsi que les eaux potables.

Un ensemble de sources est susceptible de contribuer aux rejets environnementaux des médicaments parmi lesquels figurent les utilisations en médecine humaine, les prescriptions médicales ou celles dispensées sous conseil par les pharmaciens ainsi que les utilisations en médecine vétérinaire des animaux d'élevage et domestiques.

En 2009, l'utilisation en médecine humaine ambulatoire des médicaments prescrits se chiffre aux alentours de 8,6 millions d'emballages. La classe de médicaments la plus prescrite est celle ayant trait au système nerveux central (SNC) avec 1,95 millions d'emballages, dont environ un million d'emballages regroupant les antidépresseurs, tranquillisants et hypno-sédatifs. Le poids de la classe SNC se chiffre à 16 tonnes en matière de principes actifs purs.

La classe des médicaments antibiotiques se chiffre à environ 0,5 millions d'emballages prescrits en ambulatoire. Ceci équivaut à une consommation en poids de 3,3 tonnes de principes actifs d'antibiotiques. En milieu hospitalier, le poids des antibiotiques utilisés équivaut à 0,75 tonnes.

Au Luxembourg comme dans d'autres pays, une partie des médicaments dispensés aux patients reste inutilisée et ce pour de multiples raisons: non-observance du traitement par les malades, taille de conditionnement non adaptée au traitement prescrit, arrêt du traitement en raison d'effets indésirables, décès du patient. À l'heure actuelle, il n'existe pas de données objectives provenant d'enquêtes effectuées auprès des foyers pour déterminer le pourcentage des personnes menant à terme leur traitement et celles qui gardent les médicaments non utilisés jusqu'à la date de péremption pour les jeter dans les ordures ménagères ou les ramener par retour aux pharmacies.

Les pharmacies luxembourgeoises acceptent le retour des médicaments non utilisés et font un tri parmi les médicaments périmés ou non. Les médicaments dotés d'une date de péremption à échéance adéquate sont envoyés à une organisation non gouvernementale agréée.

La présence de médicaments dans le cycle urbain de l'eau résulte de la faible dégradation de ces substances dans les stations de traitement des eaux usées. Ce sujet a fait l'objet de nombreux projets de recherche au courant des dernières années et a incité à la création de multiples groupes de travail internationaux, notamment auprès de la Commission internationale pour la protection du Rhin, dans lesquels le Grand-Duché du Luxembourg est représenté par des fonctionnaires de l'Administration de la Gestion de l'Eau. Dans sa réponse à la question parlementaire n°0449 de l'honorable Député Marcel Oberweis (cf. *compte rendu n°11/2010-2011*), le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région a donné de plus amples détails sur ces travaux.

Bien que les substances pharmaceutiques ne fassent pas l'objet de contrôles de routine, l'Administration de la Gestion de l'Eau participe à des projets de recherche initiés par les Centres de Recherche Publics Gabriel Lippmann et

Henri Tudor afin de générer des données représentatives pour le Luxembourg. En 2009, le Luxembourg a également participé à des campagnes d'échantillonnage d'eaux de surface et d'eaux souterraines organisées par le Centre commun de recherche de la Commission européenne dans 23 États membres de l'Union européenne. Les résultats ont confirmé que de nombreuses masses d'eau de surface sont influencées par les activités anthropiques. Les substances pharmaceutiques détectées dans le cadre de cette campagne correspondent à celles trouvées dans les autres pays. Il s'agit par exemple de substances anti-épileptiques (carbamazépine), d'anti-inflammatoires non stéroïdiens (diclofenac, ibuprofène et kétoprofène), de hypocholestérolémiants (bézafibrate et gemfibrozil), d'antibiotiques (sulfaméthoxazole) et de caféine. Il est important de noter que la présence de caféine est surtout due à la consommation de boissons contenant de la caféine. Certaines hormones telle l'éthynil estradiol de la pilule contraceptive ont également été détectées au cours d'une période de crue dans le cadre d'une étude réalisée par le Centre de Recherche Public Gabriel Lippmann. Les classes de substances ainsi que les substances individuelles détectées reflètent une situation tout à fait comparable à celle de nos pays voisins. Pour certaines substances telles l'ibuprofène et la caféine les concentrations retrouvées dans les eaux de surface sont plus élevées que celles indiquées dans nombreuses publications scientifiques. Ceci est dû entre autres au fait qu'au Luxembourg les masses d'eau réceptrices des rejets des stations d'épuration ont souvent un débit relativement faible par rapport au volume d'eau rejeté par la station. Ainsi la dilution des substances médicamenteuses dans les eaux de surface est moins importante que pour une station d'épuration située en aval d'un grand bassin versant. Ainsi, en fonction du débit des rivières, les concentrations de certaines substances médicamenteuses peuvent atteindre des concentrations de plusieurs centaines de nanogrammes par litre (un nanogramme étant un milliardième d'un gramme). Ces concentrations, tout en restant largement en dessous des seuils présentant des effets toxiques pour l'homme, peuvent avoir une influence négative sur les écosystèmes aquatiques.

Dans les eaux souterraines les fréquences de détection ainsi que les concentrations de substances pharmaceutiques sont fortement réduites en comparaison avec les eaux de surface. Ceci s'explique par le fait que les substances ont tendance à être retenues lors de leur passage dans le sol et que seuls les aquifères directement influencés par les eaux de surface peuvent présenter des traces de ces substances. En janvier 2011 l'Administration de la Gestion de l'Eau a analysé 24 forages potentiellement influencés par des eaux de surface. Lors de cette campagne la caféine a été détectée dans 55% des forages analysés et ceci à de très faibles concentrations (20 à 80 ng/L). Dans la même campagne, une seule autre substance pharmaceutique, à savoir le/la carbamazépine (à raison de 20 ng/L) a été détectée.

Pour la production d'eau potable, les concentrations retrouvées dans les eaux de surface ne posent pas de problèmes, car les substances sont éliminées par les techniques de traitement employées dans la potabilisation des eaux de surface. En vue du renouvellement de la station de traitement des eaux du lac de la Haute-Sûre, l'Administration de la Gestion de l'Eau en coopération avec le SEBES et un consultant technique a réalisé des essais d'élimination de substances pharmaceutiques et phytopharmaceutiques par les différentes techniques préconisées pour la nouvelle station de traitement des eaux du lac de la Haute-Sûre. Ces essais ont permis de faire une présélection des techniques membranaires afin d'assurer une élimination efficace des polluants d'origine anthropique susceptibles de se retrouver dans l'eau brute amenée vers la station de traitement.

Quant à la coopération interministérielle, il faut souligner que les eaux destinées à la consommation humaine font partie des attributions du Ministre de la Santé ainsi que du Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région; par conséquent, il existe déjà une coopération des différents services techniques ainsi qu'un échange régulier sur les sujets d'actualité. Il faut cependant aussi relever que le Centre de Recherche Public Henri Tudor avait, à deux reprises, proposé en collaboration avec l'Administration de la Gestion de l'Eau, le Service du contrôle des médicaments et le CEPS/INSTEAD de réaliser un projet de recherche visant à mieux évaluer la variabilité des concentrations des médicaments et leur influence sur l'écologie de nos eaux de surface au Fonds national de recherche. Malheureusement, le projet n'a pas été retenu par le Fonds national de recherche au motif qu'il était trop ambitieux.

Il est certain que le moyen le plus efficace de lutter contre la présence de médicaments dans





le cycle de l'eau consiste dans la réduction de l'émission de ces substances. Les efforts actuellement en cours pour remplacer le système d'évacuation des eaux unitaires par un système séparatif permettent de réduire de façon significative les quantités d'eau non traitées rejetées dans les eaux de surface par les déversoirs d'orage. Ainsi, il peut être assuré qu'au moins les substances pharmaceutiques pouvant être éliminées par les stations d'épuration soient vraiment acheminées vers ces stations. L'élimination de la plupart des substances pharmaceutiques au niveau des stations d'épuration nécessite cependant une quatrième étape de traitement. En Suisse les premières stations d'épuration biologiques ont été équipées d'un traitement à l'ozone suivi d'une filtration sur charbon actif. Ce traitement quaternaire a permis une réduction significative des concentrations des substances xénobiotiques, dont également les médicaments. Un programme de mesures accepté par l'Assemblée fédérale de la Suisse prévoit d'étendre ce traitement quaternaire à une centaine de stations d'épuration. L'extension concerne, d'une part, toutes les stations de plus de 10.000 équivalents habitants, d'autre part, les stations situées dans des régions vulnérables, par exemple celles rejetant dans des rivières avec faible débit. Les coûts d'investissement sont estimés à un milliard d'euros avec une augmentation des frais de fonctionnement de l'ordre de 5 à 10% pour les grandes stations et de l'ordre de 15 à 25% pour les plus petites stations. Actuellement aucune des stations de traitement luxembourgeoises n'est équipée d'une étape d'ozonation et les projets d'extension en discussion ne prévoient pas de traitement quaternaire. Il faut également noter que les coûts de fonctionnement supplémentaires occasionnés par une extension du traitement devraient être récupérés à travers une adaptation de la tarification des eaux usées.

Une dernière approche consiste à mettre en place des traitements avancés aux endroits engendrant les effluents à forte teneur en résidus pharmaceutiques comme ceux en provenance d'hôpitaux ou de maisons de soins. Le projet PILLS (Pharmaceutical Input and Elimination from Local Sources) cofinancé par le Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) dans le cadre du programme Interreg IVb a pour objectif d'évaluer l'efficacité économique et écologique de ces systèmes de traitement décentralisés. Les partenaires du projet sont le syndicat Emschergerossenschaft (Allemagne), le Centre de Recherche Public Henri Tudor, la Waterschap Groot Salland (Pays-Bas), l'institut EAWAG (Suisse), la Glasgow Caledonian University (Grande-Bretagne) et l'Université de Limoges (France), l'Administration de la Gestion de l'Eau est représentée dans le comité d'accompagnement du projet. Dans le contexte de ce projet le Centre de Recherche Public Henri Tudor a installé une station de traitement pilote au site du Centre Hospitalier Emile Mayrisch à Esch-sur-Alzette pour trouver une technique optimisée pour ce type d'effluents.

**Question 1514** (14.6.2011) de **M. Camille Gira** (*déi gréng*) concernant la **réorganisation des services de secours**:

Dans le cadre de la réforme des services de secours, Monsieur le Ministre avait annoncé la création de nouveaux centres de première intervention, des centres d'incendie et de secours et des centres de renfort.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures:

- À l'état actuel, combien d'agents professionnels sont affectés aux différents centres de secours en service?

- Dans le cadre de la réorganisation des services de secours, suivant quels critères les emplacements des nouveaux centres sont-ils déterminés?

- Dans le futur, quels seront l'équipement matériel et le nombre ainsi que la qualification des agents professionnels des différents nouveaux centres?

**Réponse** (2.9.2011) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député Camille Gira fait référence à la création de nouveaux centres de secours dans le cadre de la réforme des services de secours.

Il y a tout d'abord lieu de préciser que dans le cadre de la réforme des services de secours, il est prévu d'établir une hiérarchisation entre les différents centres de secours existants, plutôt que de créer de nouveaux centres de secours. Cette hiérarchisation s'appuie sur un maillage

serré du territoire et un pyramidage des missions, où chaque centre se voit confier la protection d'un secteur géographique déterminé en fonction de l'analyse des risques existants et des objectifs de couverture fixés par les autorités politiques.

Le collège des experts-consultants, que j'avais chargé de mener une réflexion à ce sujet, a proposé dans son rapport trois niveaux pour mettre en œuvre cette hiérarchisation:

- Les centres de première intervention (CPI)

Leur mission consiste à assurer un premier niveau de réponse pour une première action visant à stabiliser la situation dans les domaines de la lutte contre l'incendie, des opérations techniques et du secours à personnes notamment par la mise en œuvre des défibrillateurs automatiques externes. Le réseau de CPI est constitué des corps de sapeurs-pompiers locaux qui assurent déjà un maillage étroit du territoire avec des délais d'intervention courts.

- Les centres d'incendie et de secours de renfort (CIS-R)

Ils sont chargés des mêmes missions que les CPI dans leur commune d'implantation et d'apporter un renfort aux CPI d'un secteur de 1<sup>er</sup> appel dans les domaines de la lutte contre l'incendie et des opérations techniques ainsi que de la mise en œuvre des ambulances.

- Les centres d'incendie et de secours d'appui (CIS-A)

Ils sont chargés des mêmes missions que les CIS-R dans leur propre secteur et apportent en outre, dans un secteur couvrant plusieurs CIS-R, un renfort spécialisé dans la couverture des risques particuliers.

Le collège des experts-consultants avait conclu dans son rapport que les CIS-R et CIS-A seraient notamment à désigner sur la base des centres de protection civile existants en les regroupant avec les corps de sapeurs-pompiers locaux. Des ajustements pourraient être nécessaires en raison de considérations liées aux risques à couvrir ou à l'organisation locale. Les experts n'ont pas exclu la création de quelques centres d'incendie et de secours de renfort (CIS-R) supplémentaires pour optimiser la couverture des risques courants.

Actuellement, un groupe de travail composé de membres des différentes parties prenantes concernées (Administration des Services de Secours, Comité des sages de la Protection civile, Fédération nationale des corps de sapeurs-pompiers, Inspectorat du service d'incendie et de sauvetage, Syvicol) est en train de concrétiser les propositions des experts en ce qui concerne l'analyse et la couverture des risques. Il appartient à ce groupe de travail de proposer les critères qui détermineront la future hiérarchisation des centres de secours, ainsi que leur équipement. On peut cependant d'ores et déjà affirmer qu'un des critères déterminant sera le délai d'intervention.

Concernant les agents professionnels des services de secours, l'Administration des Services de Secours dispose actuellement de 22 agents répartis dans les centres de secours comme suit:

- Dudelange: 2 agents
- Esch-sur-Alzette: 11 agents
- Lintgen: 2 agents
- Merttert: 2 agents
- Nordstad (centres de secours d'Ettelbruck et de Diekirch): 5 agents

À noter que dans la mesure du possible, les agents affectés aux centres de secours d'Esch-sur-Alzette et de la Nordstad peuvent être mis à disposition des autres centres de secours du pays en cas de manque d'effectifs d'ambulanciers volontaires. Le recrutement de trois agents professionnels supplémentaires est actuellement en cours, ce qui permettra de renforcer les effectifs avant la fin de l'année. Les travaux actuellement en cours dans le cadre de la réforme devront déterminer le nombre des agents professionnels supplémentaires nécessaires pour garantir une disponibilité permanente de nos services de secours.

Concernant la qualification des agents professionnels, un profil professionnel est en cours d'être établi en collaboration avec les acteurs concernés. Ce profil professionnel concerne à la fois les activités de secours à personne, de sauvetage et de lutte contre l'incendie et déterminera la future carrière des agents professionnels des services de secours.

**Question 1535** (21.6.2011) de **M. François Bausch** (*déi gréng*) concernant les **accidents de cyclistes**:

Suite à deux accidents graves de cyclistes qui attendaient aux feux rouges à droite d'un véhicule lourd sans y avoir été remarqués par les conducteurs, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable:

1. Est-ce que Monsieur le Ministre prévoit de lancer une campagne d'information et de sensibilisation pour cyclistes et automobilistes en relation avec la problématique décrite ci-dessus?

2. Est-ce que Monsieur le Ministre envisage d'installer systématiquement des sas pour bicyclettes aux carrefours réglés aux feux rouges?

3. Est-ce que Monsieur le Ministre estime que des mesures techniques (retroviseur supplémentaire à optique élargie) s'imposent aux véhicules d'une certaine envergure (poids lourds, autobus, etc.)?

**Réponse** (7.9.2011) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert sur les accidents de deux cyclistes avec des poids lourds et les mesures éventuelles à entreprendre pour éviter de tels accidents dans le futur.

Dans ce contexte, il y a lieu de relever qu'au mois de mai 2011, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures - département des Transports, a lancé la campagne de sensibilisation «Du bass net eleng op der Strooss, denk drun. Denk mat!». Cette campagne, qui avait comme groupe cible les usagers vulnérables de la route notamment, les deux-roues (cyclistes, motocyclistes), tout en s'adressant aux autres usagers de la route, avait les objectifs suivants:

- Incitation au respect mutuel et à la prudence sur la route.

- Encourager les cyclistes et motocyclistes à se rendre visibles.

- Rappeler aux automobilistes d'adapter leur conduite à la réapparition par beau temps des usagers vulnérables (vélos, motocyclettes) sur la route.

- Attirer, par des exemples concrets, l'attention, tant du groupe cible que des autres usagers (conducteurs), sur des situations de conflits potentiels qui peuvent résulter dans des accidents et qu'il s'agit dès lors d'éviter (p. ex.: «angle mort»).

- Encourager tous les usagers de la route à anticiper les comportements des autres usagers.

Un des éléments visés par la campagne était donc la visibilité des cyclistes, tant de la perspective du cycliste que de celle des autres usagers de la route.

En ce qui concerne l'équipement technique des véhicules par des rétroviseurs destinés à réduire l'«angle mort», il y a lieu de souligner que ces dispositions découlent de textes européens qui ont été repris dans la réglementation nationale.

Dans ce contexte, il me paraît utile de rappeler l'initiative que les trois pays du Benelux avaient prise à cet égard en 2005. En effet, alors que dans les années 2000 à 2005 il y avait eu de nombreux accidents du même genre que ceux malheureusement intervenus récemment au Luxembourg, les pays du Benelux avaient saisi à l'époque la Commission européenne d'une proposition de directive visant à rendre obligatoire l'équipement des poids lourds par des dispositifs de vision indirects (soit des rétroviseurs «grand angle» et/ou des caméras) supplémentaires afin d'augmenter ainsi le champ de vision des conducteurs et de renforcer par-là la sécurité des autres usagers de la route, et particulièrement celle des usagers vulnérables (piétons, cyclistes) se trouvant dans l'alentour direct des véhicules en question.

L'initiative Benelux a finalement trouvé ses retombées dans la directive 2003/97/CE, concernant le rapprochement des législations des États membres relatives à la réception ou l'homologation des dispositifs de vision indirecte et des véhicules équipés de ces dispositifs qui a rendu obligatoire l'équipement de tous les véhicules poids lourds neufs mis en circulation à partir du 26 janvier 2007 avec des dispositifs de vision conformes aux exigences de cette directive, soit avec des dispositifs assurant une extension sensible du champ de vision des conducteurs de ces véhicules;

la directive 2007/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 juillet 2007 concernant le montage a posteriori de rétroviseurs sur les poids lourds immatriculés dans la Communauté a introduit l'obligation d'équiper également tous les véhicules poids lourds en circulation au moment de la mise en vigueur de cette directive et ayant été immatriculés après le 1<sup>er</sup> janvier 2000 de dispositifs conformes à la directive 2003/97/CE précitée. Cette prescrip-

tion est devenue applicable le 31 mars 2009. Ainsi, environ 5.500 poids lourds ont dû être équipés a posteriori (entre 2007 et 2009) de dispositifs de vision supplémentaires au Luxembourg.

Depuis le 1<sup>er</sup> avril 2009, la conformité des véhicules concernés aux exigences de la directive 2003/97/CE précitée est vérifiée par la Société Nationale de Contrôle Technique lors du contrôle technique périodique, en application de la directive 2007/38/CE précitée.

Enfin, en ce qui concerne la question relative à une éventuelle installation systématique de sas pour bicyclettes aux carrefours réglés aux feux rouges, il y a lieu de noter qu'à l'intérieur des agglomérations, le pouvoir réglementaire en matière de circulation revient aux administrations communales de sorte que l'installation de tels sas pour bicyclettes relève de la compétence des autorités communales.

**Question 1536** (21.6.2011) de **M. Jean Colombera** (*ADR*) concernant la **protection des animaux**:

Mehrere Fälle von brutalsten Pferdequälereien, wie in Bauschleiden, Kruchten, Schieren, Wiltz und Diekirch, haben in den letzten Wochen für viel Aufregung gesorgt. Mehreren Pferden, die sich auf der Weide aufhielten, wurden mit einem scharfen Gegenstand tiefe Schnittwunden zugefügt. Pferdebesitzer versuchen nun, durch eine Plakataktion auf diese schrecklichen Missstände hinzuweisen und bitten die Bevölkerung weitere Taten zu verhindern und gegebenenfalls bei der Ermittlung der Täter zu helfen.

Deshalb möchte ich folgende Fragen an den Herrn Minister stellen:

1) Gibt die Polizei in solchen Fällen Empfehlungen aus, zum Beispiel was die Mithilfe der Bevölkerung betrifft?

2) Welche präventiven Maßnahmen hat die Polizei in diesem konkreten Fall in Gang gesetzt, um solche Taten zu unterbinden?

3) Bietet die aktuelle Gesetzgebung genügend Mittel, um gegen solche Fälle von Tierquälerei vorzugehen? Wenn nein, in welchen Punkten müsste das Gesetz verbessert werden, und wird die Regierung der Abgeordnetenkammer diese Änderungen vorschlagen?

**Réponse** (8.8.2011) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

Die Polizei hat in den letzten sechs Monaten vier Klagen in Betreff Pferdemisshandlung entgegengenommen respektive derartige Straftaten festgestellt.

Neben der Entgegennahme der Klagen, welche an die zuständige Staatsanwaltschaft gerichtet wurden, hat die Polizei mehrere zweckdienliche Hinweise aus der Bevölkerung erhalten, dies nach einem allgemeinen Medienaufruf in der Presse sowie auf der Internetseite der Polizei [www.police.lu](http://www.police.lu).

Der Artikel 538 des Strafgesetzbuches sowie die Gesetzgebung über den Tierschutz erlauben eine angemessene Strafverfolgung.

**Question 1537** (21.6.2011) de **M. Jean Colombera** (*ADR*) concernant les **crèches**:

Le Ministère de la Famille a accordé de nombreux «agréments» pour des crèches, notamment à des organisations de type commercial. Suite notamment à des plaintes de parents et des reportages dans la presse, certaines de ces structures sont mises en cause pour privilégier le côté lucratif à l'esprit initial du législateur, qui consiste à ce que l'encadrement des tout jeunes enfants puisse être garanti dans une atmosphère sereine.

Dans ce cadre, je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille:

1. Le Ministère a-t-il reçu des plaintes significatives concernant l'accueil dans les crèches? Quelle est l'évolution du nombre de ces plaintes depuis 2005? Quels sont les principaux motifs de plainte?

2. Quelle est la procédure au niveau des parents souhaitant porter plainte? Existe-t-il des registres ad hoc? Le Ministère de la Famille publie-t-il un numéro de téléphone et une adresse





de courrier électronique pour permettre aux parents concernés de déposer leurs plaintes?

3. Quelles sont les démarches faites au niveau du ministère consécutives à la demande d'une plainte? Les parents sont-ils le cas échéant informés des suites qui y sont données?

4. Des agréments ont-ils été retirés suite à des plaintes de parents? Si oui, combien et pour quels motifs?

5. Quel est, en ordre général, le suivi du Ministère de la Famille vis-à-vis des crèches - publiques et privées - agréées? Y a-t-il un suivi régulier, et si oui à quelle fréquence?

6. Madame la Ministre est-elle satisfaite de la qualité des crèches et quelles améliorations pourraient être apportées pour y assurer un meilleur accueil?

7. Quelle est l'attitude de Madame la Ministre au regard du problème du personnel des crèches non conventionnées, qui n'ont pas besoin de respecter la convention collective du secteur des travailleurs sociaux, ce qui conduit à une grande rotation du personnel, source de déstabilisation des enfants admis aux crèches?

**Réponse** (1.8.2011) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

1. L'offre totale de places en services d'éducation et d'accueil pour enfants de 0 à 12 ans a quadruplé de 2004 (7.712 places) à 2010 (32.342 places). De l'année 2009 à l'année 2010 l'offre totale de places a progressé de 34%.

Pendant cette même période le secteur des crèches à but lucratif dites crèches commerciales a augmenté de 2.369 à 4.425 places, donc une progression de 87% en une année.

Étant donné que les services agréés d'éducation et d'accueil pour enfants de 0 à 12 et notamment le secteur des crèches commerciales sont en pleine expansion, le nombre de plaintes relatives à ces structures est également en augmentation. Pour le 1<sup>er</sup> semestre de l'année 2011 nous avons reçu 17 plaintes.

Ces réclamations se répartissent principalement en trois thèmes:

- L'alimentation: la qualité des repas et l'encadrement pendant la prise des repas

- Le ratio d'encadrement (nombre d'enfants par professionnel)

- La facturation (litiges entre des parents et la structure)

2. Les crèches commerciales sont des entreprises privées à but lucratif agréées par l'État.

Le Gouvernement a déclaré soutenir le développement de la qualité. Dans un souci de qualité et dans l'intérêt supérieur de l'enfant, le Ministère de la Famille et de l'Intégration a notamment mis en place un site Internet, le portail accueil enfance ([www.kannerbetreuung.lu](http://www.kannerbetreuung.lu)) ayant pour objectif de permettre aux parents de se renseigner sur les structures d'éducation et d'accueil, de comparer leurs offres et de s'informer sur les détails de fonctionnement du chèque-service accueil.

Sur ce site les crèches commerciales sont invitées à présenter leur offre socio-éducative. En outre, les parents peuvent y trouver des recommandations au niveau du contrat d'accueil à signer entre les parents et la crèche commerciale.

La liste de tous les services d'éducation et d'accueil agréés se trouve sur les sites:

- [www.guichet.lu](http://www.guichet.lu) ([www.guichet.public.lu/fr/citoyens/publications/famille/liste-creches-non-conventionnees/liste-creches-non-conventionnees.pdf](http://www.guichet.public.lu/fr/citoyens/publications/famille/liste-creches-non-conventionnees/liste-creches-non-conventionnees.pdf))

- [www.mfi.public.lu](http://www.mfi.public.lu) ([www.mfi.public.lu/monde\\_associatif/organismes\\_agrees/CrechesNonConvAgr.pdf](http://www.mfi.public.lu/monde_associatif/organismes_agrees/CrechesNonConvAgr.pdf))

Ces listings sont actualisés toutes les six semaines.

En cas de réclamations concernant la qualité du service, le premier interlocuteur des parents est la direction ou le propriétaire de la crèche commerciale.

Au-delà du recours devant les responsables de l'entreprise gérant la crèche commerciale, les parents ont la possibilité de contacter le «service conciliation vie familiale-vie professionnelle du Ministère de la Famille et de l'Intégration» par téléphone, par mail ou par courrier. Au sein de ce service, une «cellule plainte et réclamation» composée de professionnels du domaine socio-éducatif, assure la suite des plaintes, dont les modalités sont précisées ci-après (cf. point 3).

3. Toute réclamation ou plainte concernant les services d'éducation et d'accueil privés - conventionnés ou commerciaux - est prise en charge par un membre de la «cellule plainte et réclamation».

En cas de besoin une visite d'inspection est organisée par les agents du Ministère pour déterminer les mesures à prendre. Les mesures sont prises en fonction de la gravité de la situation:

- Ainsi «en cas de risque imminent pour la santé physique ou morale de l'utilisateur d'un service, le ministre compétent ou le fonctionnaire délégué à cet effet peut prendre toute mesure appropriée ou saisir l'autorité compétente en vue de la protection de l'utilisateur concerné» (cf. art. 6 de la loi du 8 septembre réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique).

S'il s'agit d'une situation portant atteinte à la santé physique ou psychique d'un enfant, le plaignant est informé de la possibilité de déposer une plainte auprès de la police. Parallèlement une visite d'inspection est organisée par les agents du Ministère, si nécessaire en collaboration avec la police ou tout autre service concerné.

- Au cas où la plainte a trait à une situation où les conditions légales ou réglementaires ne sont pas ou plus remplies, le Ministère a la possibilité de prendre une décision de refus ou de retrait de l'agrément en vertu d'un arrêté dûment motivé (cf. art. 4 de la loi du 8 septembre réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique). Dans ce cas une mise en demeure sera prononcée. Pendant la période de mise en demeure, la structure a la possibilité de se conformer aux exigences de la loi. En cas de non-respect, l'agrément peut être retiré.

En ce qui concerne l'information des parents, il convient de noter que tout retrait d'agrément est publié au Mémorial.

Sur demande expresse, les parents peuvent obtenir des renseignements généraux les concernant.

4. Depuis 2001, plusieurs mises en demeure ont été prononcées. Motifs: infrastructures non conformes au règlement en vigueur, gestion irresponsable de la nutrition des enfants, nombre d'enfants accueillis dépassant le nombre d'enfants agréés.

5. Un suivi régulier des crèches conventionnées existe sous forme de réunions d'échange et d'information qui ont lieu trimestriellement. Pour l'ensemble des crèches - commerciales et conventionnées - les conditions d'agrément sont vérifiées régulièrement.

6. Dans l'accord de coalition le Gouvernement a déclaré développer la qualité au niveau des organismes et leurs services et élaborer un cadre de référence national précisant les objectifs d'une éducation de qualité.

À l'heure actuelle l'élaboration d'un tel curriculum pédagogique national d'éducation et d'accueil d'enfants de 0 à 12 ans est en train de se faire en collaboration avec l'Université du Luxembourg, des experts internationaux ainsi qu'avec le concours actif des communes et des organisations œuvrant dans ce domaine.

Par ailleurs, au-delà de l'élaboration d'un tel curriculum, des efforts constants sont entrepris pour améliorer la qualité des services d'éducation et d'accueil des enfants, à savoir:

- publication d'un manuel sur l'assurance de qualité: «Pädagogische Qualität von Anfang an. Leitfaden für Fachkräfte zur Konzeptentwicklung in Kinderbetreuungsstrukturen,

- mise en place du site [www.enfancejeunesse.lu](http://www.enfancejeunesse.lu); ce portail donne une vue d'ensemble de la formation continue s'adressant au personnel éducatif des services du domaine de l'éducation non formelle des enfants et des jeunes, et

- mise en valeur et publication des «modèles de bonne pratique».

7. Nous constatons une fluctuation au niveau du personnel socio-éducatif du secteur des crèches commerciales, ce que nous regrettons car les jeunes enfants ont besoin de relations stables. Les raisons de cette rotation sont multiples. Toutefois c'est un fait que la convention collective de travail pour les employés privés du secteur d'aide et de soins et du secteur social signée en date du 17 juillet 1998, déclarée d'obligation générale par règlement grand-ducal, n'est pas applicable pour les sociétés commerciales qui exploitent des structures d'éducation et d'accueil pour enfants.

Nous tenons à ce que les exploitants de crèches commerciales respectent les conditions de l'agrément et de la loi du travail en vigueur.

**Question 1542** (24.6.2011) de **MM. François Bausch** et **Henri Kox** (*déi gréng*) concernant la **décision de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) de libérer une partie des réserves de pétrole de leurs États membres**:

Pour la troisième fois dans l'histoire, l'Agence internationale de l'énergie a décidé de débloquer des réserves stratégiques de pétrole. Concrètement, les 28 pays membres de l'AIE ont convenu de libérer deux millions de barils de pétrole par jour disponibles dans leurs stocks d'urgence sur une période initiale de 30 jours. Plus de 4,1 milliards de barils de brut sont stockés par les pays membres de l'AIE, dont 1,6 milliards de barils constituent des stocks publics détenus exclusivement à des fins d'urgence.

Alors qu'en principe le déblocage des réserves pétrolières n'est prévu qu'en cas de crise ou de conflits, cette décision de l'AIE a pour motif principal le combat de la hausse du prix du pétrole. Face à une demande toujours croissante et une stagnation de la production pétrolière le risque de l'inflation des prix pétroliers est bien réel.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quelle était la position du Luxembourg face à cette décision de l'AIE?

- La période de déblocage pourra-t-elle être prolongée? Quelles sont les conditions prévues dans la décision de l'AIE?

- Quelle est la lecture que le Gouvernement fait de ces événements?

- Le Luxembourg est-il concerné par la décision de l'AIE de débloquer les réserves stratégiques? Dans l'affirmative, quelle sera la contribution du Luxembourg?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que face à cette crise pétrolière un changement de la politique énergétique devient de plus en plus urgent?

**Réponse** (2.8.2011) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

Un déblocage des réserves de l'AIE est effectué dans le cadre de l'accord relatif à un programme international de l'énergie qui définit notamment les règles de fonctionnement de l'AIE.

Une mesure d'urgence de l'AIE ne peut être décidée que sur base d'une constatation émise par le secrétariat de l'AIE si une réduction d'une certaine envergure des approvisionnements en pétrole se produit ou si une telle réduction est raisonnablement susceptible de se produire respectivement si une réduction des approvisionnements en pétrole pourrait causer de sérieux dégâts économiques. Cette constatation est basée sur une analyse du marché pétrolier détaillée de l'AIE.

Sur base des analyses de marché de l'AIE et tenant compte de la constatation émise en juin 2011 par l'AIE, qui a retenu que les approvisionnements provenant de la Libye restent coupés et que les marchés de pétrole internationaux restent tendus dans un futur proche, le Luxembourg a déclaré soutenir l'action collective de l'AIE et a également attesté son consentement au plan initial de réponse tel que proposé par l'AIE, plan qui ne prévoyait à ce stade pas de rôle actif du Luxembourg en ce qui concerne le déblocage des stocks.

La période initiale de déblocage de réserves stratégiques de pétrole, telle que décidée par l'AIE, s'étend sur 30 jours si les marchés restent tendus à la suite d'un approvisionnement toujours coupé. L'AIE n'exclut pas la proposition d'un déblocage de stockage supplémentaire, déblocage qui pourrait également engager d'autres membres de l'AIE.

Je tiens à souligner que je partage les analyses de l'AIE qui constatent qu'il subsiste des tensions au Moyen Orient et en Afrique du Nord, notamment en Libye, où les exportations de pétrole sont à l'arrêt depuis le début de l'année. S'y ajoute que la demande en produits pétroliers reste forte, poussée notamment par la demande de la Chine et de l'Inde.

Au cours des dernières années, j'ai réorganisé de façon fondamentale le secteur de l'énergie de manière à augmenter la sécurité d'approvisionnement et la compétitivité des prix de l'énergie sans perdre de vue les défis à long terme qui sont: le développement de l'efficacité énergétique et le recours aux énergies renouvelables.

**Question 1543** (28.6.2011) de **M. André Hoffmann** (*déi Lénk*) concernant les **enseignements et actions de réparation suite aux traitements inhumains subis par un citoyen tunisien expulsé du Luxembourg**:

Après une vaste opération de police le 31 mars 2003 et des perquisitions dans les milieux musulmans au Luxembourg, Monsieur Salmi Taoufik Kalifi, ayant la double nationalité tunisienne et bosniaque, fut arrêté et accusé d'appartenir à un réseau islamiste terroriste. Pourtant, on ne sortit aucune preuve des activités criminelles présumées. Monsieur Taoufik fut expulsé le 4 avril 2003 vers la Tunisie. Un avis détaillé de la Commission consultative des droits de l'Homme de décembre 2003 a fortement critiqué l'opération de police, l'expulsion - et le manque de collaboration des instances responsables pour son enquête. À une question parlementaire de Monsieur le Député Serge Urbany du 6 août 2003: «Le Gouvernement estime inopportun de répondre» (réponse du 17 septembre 2003), en raison notamment de «la protection des secrets intéressant la sécurité extérieure de l'État» (cf. *compte rendu n°1/2003-2004*).

Les violations des droits de l'Homme par le régime tunisien étaient déjà bien documentées par des ONG comme Amnesty International, et les dangers que l'expulsé devait encourir auraient dû être connus. Et en effet, Salmi Taoufik fut arrêté à l'aéroport par la police tunisienne, détenu au secret, longuement torturé, et finalement condamné en 2006 par un tribunal militaire à six ans de prison. Sorti de prison en 2009, il restait pourtant sous surveillance de la police. Le reportage récent dans un hebdomadaire luxembourgeois rappelle les souffrances subies par Salmi Taoufik et sa famille et leurs séquelles («Folter auf Lebenszeit») et précise que celui-ci entend demander des comptes aux responsables - inclusivement à l'État luxembourgeois.

Je voudrais donc prier Messieurs les Ministres de répondre aux questions suivantes:

1. Le Gouvernement est-il prêt à rouvrir le dossier et fournir toutes les informations concernant les perquisitions et les expulsions de 2003? Et notamment:

2. Y eut-il des inculpations, des condamnations - respectivement des dédommagements de familles «perquisitionnées»?

3. D'où émanaient les informations concernant le prétendu réseau islamiste?

4. Qui disposait de quelles preuves concernant ce réseau?

5. Les autorités luxembourgeoises ont-elles collaboré dans cette affaire avec les autorités tunisiennes, et si oui, en quoi consistait cette collaboration?

6. Pourquoi le ou les suspects ne furent-ils pas soumis à la juridiction nationale?

7. Après l'expulsion et les premières informations faisant état de la détention et des tortures, le Gouvernement est-il intervenu auprès des autorités tunisiennes, si oui, par quels moyens, et avec quels résultats?

8. Le Gouvernement envisage-t-il une réparation morale et matérielle des torts affligés à Monsieur Salmi Taoufik et sa famille?

9. La réparation morale éventuelle inclura-t-elle une enquête fournie des événements de 2003, dont les résultats seraient accessibles aux personnes concernées et au public?

10. Actuellement, un ressortissant de la République démocratique du Congo, défenseur des droits de l'Homme, craignant pour sa sécurité et sa vie dans son pays d'origine, en est - après deux refus - à sa troisième demande d'asile. Les enseignements de l'affaire Salmi Taoufik ne devraient-ils pas inciter à plus de circonspection en ce qui concerne le traitement de telles demandes?

**Réponse commune** (3.8.2011) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*, de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice*, et de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*:

Une instruction a été ouverte à la demande du Ministère public contre Monsieur Taoufik Ben Mohammed Salmi, alias Mohammed Kalifi alors qu'il existait des indices graves et concordants, provenant de différentes sources, que l'intéressé s'adonnait en groupe à des activités contraires à la loi. L'instruction a été menée à charge et à décharge.

Dans le cadre de cette instruction une perquisition a été ordonnée par le juge d'instruction.

Comme il n'y a pas eu d'inculpation à la suite de cette perquisition, les juridictions luxembourgeoises



bourgeoises n'ont pas été saisies et il n'y a par conséquent pas eu de condamnation.

Il convient encore de signaler que Monsieur Taoufik Salmi, alias Mohammed Kalifi avait introduit une demande en vue d'être reconnu comme réfugié et que cette demande a été rejetée le 12 septembre 2000. Tant le tribunal administratif, saisi d'un recours contre ce refus, que la Cour administrative, sur appel, ont rejeté le recours comme n'étant pas fondé.

Au terme de cette procédure, Monsieur Kalifi s'est trouvé en situation irrégulière sur le territoire national. Il a fait l'objet d'un refus d'entrée et de séjour et a été rapatrié dans son pays d'origine. À noter encore qu'un recours introduit devant le tribunal administratif contre la décision de refus d'entrée et de séjour a été rejeté le 18 décembre 2003 et que la Cour administrative a confirmé cette décision le 13 mai 2004.

Le Luxembourg n'a pas d'emprise sur le déroulement des procédures judiciaires dans lesquelles Monsieur Kalifi a pu être impliqué en Tunisie.

En ce qui concerne les perquisitions du 31 mars 2003, les personnes lésées ont fait valoir leurs droits à indemnisation devant la justice civile luxembourgeoise et ont eu gain de cause. Monsieur Salmi Taoufik Kalifi quant à lui n'a pas demandé une réparation d'un préjudice qu'il aurait subi.

Enfin, quant au cas de la (troisième) demande d'asile d'un ressortissant de la République démocratique du Congo, il y a lieu de souligner qu'elle est appréciée à l'instar de toute demande d'asile, tant par les agents du Ministère que par les juridictions administratives, au cas par cas et avec la précaution nécessaire en tenant compte des faits rapportés par le demandeur tels que placés dans le contexte politique général de son pays d'origine.

#### Question 1547 (29.6.2011) de M. Fernand Etgen (DP) concernant la panne à la centrale de télécommunication de la Police grand-ducale le 1<sup>er</sup> juin 2011:

Il me revient qu'en date du 1<sup>er</sup> juin 2011 le numéro d'appel d'urgence 113 de la police ainsi que la radiocommunication de la police n'ont pas été opérationnels pendant plus d'une heure. Les appels entrants n'ont pas non plus été déviés sur un numéro alternatif, et la police n'a pas fait de communication à la presse pour en avertir la population.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer les faits relatés ci-dessus?

- Dans l'affirmative, quelles étaient les causes de cette panne?

- Quelles conséquences Monsieur le Ministre entend-il tirer de cet incident?

- Comment se fait-il que la nouvelle centrale de télécommunication de la Police grand-ducale ne dispose pas d'un dispositif de sauvegarde en cas de panne?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que la police devrait dans des cas de figure similaires en informer le public?

Réponse (5.8.2011) de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

Le 1<sup>er</sup> juin 2011, un défaut technique sur l'installation électrique au niveau du tableau général de basse tension (TGBT) a provoqué une coupure partielle de l'alimentation de courant vers 13.28 heures. D'abord relayés par des batteries de secours, une procédure manuelle de basculement des appels 113 a été immédiatement initiée. À 14.08 heures, le défaut technique a été détecté et réparé.

Le numéro d'appel 113 a été hors service pendant 32 minutes, des centres d'intervention de la police relayant le 113. Un contact permanent avec le 112 a également été assuré.

Une analyse ultérieure a montré que neuf appels du public vers le 113 n'ont pas abouti. La radiocommunication de la police n'a à aucun moment été touchée par la panne.

Toutes les précautions prises pour sécuriser l'ensemble des nouveaux composants techniques intégrés au Centre d'intervention de la police ayant été prises, la police a immédiatement pris toutes les mesures aussi bien au niveau de l'installation électrique que du central téléphonique qui s'imposent. Une communication au public aurait, vu la très courte durée de la panne, risqué de créer la confusion.

#### Question 1550 (29.6.2011) de M. Félix Eischen (CSV) concernant le taux de rémunération pour l'électricité produite à partir de biogaz:

26 Biogasanlage beliwieren den Ament hei zu Lëtzebuerg 45.000 Stéit siwen Deeg op siwe mat Stroum. Am Règlement grand-ducal vum 8. Februar 2008 betreffend d'Aspeisetariffer an d'Stroumnetz gëtt fir d'Bedreiwler vun de Biogasanlage Folgendes festgehalten:

Fir an de Genoss vun den neien Aspeisetariffer (déi tëscht 12 a 15 ct de KW/Stonn leien) ze kommen, mussen d'Anlagen:

1. hir elektresch Leeschtung, schwätz instaléiert Leeschtung, em 20% eropgesat hunn,
2. opgrond vun enger Referenzrechnung iwwer dräi Joer (vum zweete Joer un) déi netto Stroumproduktioun em 40% gehéicht hunn.

Nodeems d'Anlagen erneiert goufen, kënnen awer eng Rëtsch vu Bedreiwler dësen Ufuerderungen net nokommen. Bei enger Steigerung vun 20% Leeschtung kommen eng etlech Anlagen net automatesch op eng 40% Steigerung vum Output. Hei muss mat Motorleeschunge vun 22 Stonnen den Dag gerechent ginn, wat extrem héich ass.

Duerch d'Wiederemstänn an de leschte Wochen, dat heescht duerch déi laang Drécheperiod an de Méint Abrëll a Mee, hu vill Bedreiwler net genuch Biomass fir d'Anlagen, esou dass déi gefuerdert 40% och dacks net erreicht ginn.

Ass dëst de Fall a realiséiert den Opérateur och nëmme minimal manner Leeschtung wei déi virgeschriwwen Quoten, da fällt hien automatesch zréck op de Basistarif vu 7 ct, mat deem keng Anlag fonctionnéiere kann.

Bekannt sinn och schonn zwee Härtefäll vu Bedreiwler, déi grouss Betrag mussen zréckbezuelen.

Bei engem Opérateur gouf des Weideren um Netz geschafft, esou dass hie während enger Zäit net konnt aspeisen, folglich de Produktionsdefizit och net a senger Kompetenz louch.

An deem Kader wéilt ech dem Här Minister vun der Wirtschaft dës Fro stellen:

- Denkt de Minister opgrond vun dëse Virgaben, déi op recherchéierte Fakte berouen, drun, déi gefuerdert Produktionssteigerung vu 40% op 20% zréckzefueren a wa jo, a vu d'Urgence, wéi gedenkt de Minister ze reagieren, fir dës Situatioun esou séier wei méiglech ze änneren?

- Wéi gedenkt de Minister bis dohinne bei Härtefäll ze reagieren?

Réponse (8.8.2011) de M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

Als Äntwert op d'parlamentaresch Fro vum honorabelen Deputéierte Félix Eischen betreffend d'Kritäre fir Erneierungen an Erweiderunge vu Biogasanlagen am Kader vun den Aspeisetariffer kann ech lech folgend Informatioun matdeelen:

Den „Règlement grand-ducal du 8 février 2008 relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables“ (weiderhin „d'Reglement“) gesäit a sengem Artikel 6, Paragraph 2 vir, dass enner bestëmmte Konditiounen eng Biogasanlag, déi erneiert respektiv erweidert gëtt, méi laang wéi 15 Joer a maximal bis zu 20 Joer vum Aspeisetarif ka profitieren. D'Kritären, déi esou eng Anlag muss erfüllen, sinn am Virfeld vun der Erstellung vum Règlement mat de betraffene Secteuren diskutiert ginn, mat dem Zil, den Ausbau vun de Biogasanlagen zu Lëtzebuerg weiderzbréngen an dobäi enner anerem op d'Erfahrung vun de schonn aktiven Anlagebedreiwler ze setzen. Op der Basis vum Règlement ass effektiv d'Produktioun vu Stroum aus Biogasanlagen an d'Luucht gaangen, net zulescht och duerch d'Investitiounen an de bestoenden Anlagen.

Et ass natierlech ëmmer méiglech, dass aus deem engen oder anere Grond eng Anlag d'Kritäre fir een oder méi Joren net erfüllt. Fir dat Joer kritt déi betreffend Anlag dann een Aspeisetarif dee manner héich ass wei deem aus dem Règlement. Et besteet awer d'Méiglechkeet, dass dës Anlag am doropfolgende Joer de Kritär nees erfüllt an domadder och erëm déi méi héich Aspeisetariffer fir hir Produktioun kritt. Dofir muss all Ausbau vun enger Anlag an deem Sënn geplangt ginn, dass se méiglechst ëmmer d'Kritären erfëlle kann, déi vum Règlement virgesi sinn. Et läit an deem Sënn och am Ermiesse vum Bedreiwler, mat wéi engem Risiko hien d'Neterfëllung vun de Kritären bei dem Ausbau vu senger Anlag berücksichtegt.

Eng Ännerung vun de Kritären zitt och eng Ännerung vun dem Règlement mat sech, fir déi

déi reglementaresch Prozedur substanzuell ass. An deem Sënn ass et schwéier virstellbar, d'Reglement kuerzfristig unzepassen.

Am Kader vun der Ëmsetzung vun dem lëtzebuergeschen Erneierbar-Energien-Plang gëtt am Moment um Règlement geschafft an et ass virgesinn, dëst op verschiddene Punkten unzepassen, och am Beräich vun de Biogasanlagen. Am Kader vun dëser Revisioun ginn dann och d'Kritären nach eng Kéier méi genee analyséiert, an ech wäert versichen, d'Doléancë vun de betraffenen Acteuren ze berücksichtegen an, no Méiglechkeet, déi betreffend Kritären réckwierkend unzepassen, dëst am Aklang mat de bestoenden nationalen an europäesche Regele.

#### Question 1552 (29.6.2011) de M. Marcel Oberweis (CSV) concernant l'engagement financier suite au sommet de l'environnement à Cancun en décembre 2010:

Lors du sommet de l'environnement à Cancun des Nations Unies en décembre 2010, les pays industrialisés ont promis aux pays du Sud de mettre à disposition le montant de 30 milliards de dollars d'aide d'urgence par an et ceci pendant la période 2010-2012.

Cette aide est destinée aux pays en voie de développement qui leur permettra à réaliser des politiques d'atténuation et d'adaptation au changement climatique. L'Union européenne s'est engagée à contribuer à hauteur de 7,2 milliards d'euros.

Suite aux délibérations, trois stratégies ont été recommandées, à savoir: le financement des besoins prioritaires communs aux pays cibles (eau, agriculture), le financement des projets d'atténuation permettant de bénéficier de fonds supplémentaires via les marchés du carbone et le financement de la formation des ressources humaines dans le but d'élaborer des cahiers des charges dans le cadre de projets à soumettre aux pays bailleurs.

Dans ce contexte, je voudrais poser la question suivante à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures.

- Quel est l'engagement du Luxembourg dans cette aide destinée aux pays en voie de développement durant la période 2010-2012?

Réponse (4.8.2011) de M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député, Monsieur Marcel Oberweis, j'ai l'honneur de vous communiquer les informations reprises ci-après:

L'assistance financière que les pays industrialisés se sont engagés, lors de la 16<sup>e</sup> conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (fin 2010 à Cancun), à fournir aux pays en développement comporte les trois volets suivants:

- «financement de mise en œuvre rapide»

L'engagement collectif pris par les pays industrialisés lors de la conférence des parties précédente de fournir 30 milliards de \$ US durant la période 2010 à 2012 aux pays en développement a été confirmé à Cancun. La contribution de l'Union européenne s'élève à 2,4 milliards d'euros.

- financement à long terme de la lutte contre le changement climatique dans les pays en développement.

L'engagement collectif des pays industrialisés de fournir 100 milliards de \$ US par an à partir de 2020 a également été confirmé à Cancun.

- création du «Green Climate Fund» pour appuyer les actions d'adaptation dans les pays en développement.

Il convient de noter que la question des sources de financement de ce fonds, dont la gestion sera effectuée pendant les trois premières années par la Banque mondiale, devra encore être réglée.

La contribution du Luxembourg au «financement de mise en œuvre rapide» (période 2010-2012) s'élève à neuf millions d'euros, montant strictement additionnel à l'aide publique au développement existante.

#### Question 1553 (29.6.2011) de M. Ben Fayot (LSAP) concernant le site du Marienthal:

Le site du Marienthal est en travaux depuis un certain temps. Les passants observent que des démolitions importantes y sont en cours, à côté

de quelques réfections à l'église de l'ancien couvent des Pères blancs.

Aussi voudrais-je savoir de la part de Monsieur et de Mesdames les Ministres:

- s'il est toujours prévu d'installer une ferme pédagogique, dépendant du Service National de la Jeunesse, dans l'ancienne ferme du couvent et quand elle pourra commencer ses activités.

- quels seront les ressources humaines et les moyens en termes de bâtiments et d'installations agricoles prévus pour cette ferme pédagogique;

- si les démolitions en cours actuellement sont dirigées et surveillées par le Service des Sites et Monuments et ne touchent qu'à ce qui est absolument nécessaire pour une rénovation respectueuse de l'ensemble historique;

- où en sont les fouilles archéologiques entamées depuis un certain temps dans l'enceinte du couvent.

Réponse commune (10.8.2011) de M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, et de Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture:

Par sa question parlementaire, Monsieur le Député Ben Fayot souhaite avoir des informations sur les travaux effectués sur le site du Marienthal.

La mise en place d'une ferme pédagogique, dépendant du Service National de la Jeunesse, fait partie du programme de construction conformément à ce qui a été décrit dans l'exposé des motifs de la loi du 30 mai 2008 relatif à la transformation et à la rénovation du Centre Marienthal.

La ferme proprement dite sera installée à l'endroit de l'ancienne ferme du monastère, plus particulièrement dans le bâtiment «grande grange». Des salles supplémentaires pour le travail éducatif avec les groupes de jeunes sont prévus dans le bâtiment «petite grange». Les besoins en ressources humaines et les moyens financiers nécessaires au fonctionnement de la ferme pédagogique ont été décrits préalablement. La décision finale sera prise dans le cadre de la loi sur le budget de l'État dès que la question de la réouverture se pose.

La ferme pourra commencer ses activités dès la fin des travaux de rénovation.

Par ailleurs, l'honorable Député se demande «si les démolitions en cours actuellement sont dirigées et surveillées par le Service des Sites et Monuments et ne touchent qu'à ce qui est absolument nécessaire pour une rénovation respectueuse de l'ensemble historique».

Nous avons l'honneur de confirmer à Monsieur le Député que le projet de réaménagement du site de l'ancien monastère du Marienthal, classé monument national depuis le 13 septembre 2002, a reçu l'approbation du Ministère de la Culture en date du 21 septembre 2009 après examen et avis du Service des Sites et Monuments et de la Commission des sites et monuments nationaux. Selon les informations reçues de la part de l'Administration des Bâtiments publics et du Service des Sites et Monuments Nationaux, les travaux de démolition en cours sont réalisés conformément aux plans approuvés. L'on précise que le suivi et le contrôle des travaux sont assurés par le Service des Sites et Monuments Nationaux qui veille au respect de la substance bâtie historique.

Il importe de souligner dans ce contexte que le Service des Sites et Monuments Nationaux assume lui-même le rôle de maître d'ouvrage pour les travaux de réfection de la toiture et de la restauration des fresques de l'église de l'ancien couvent des Pères blancs.

Monsieur le Député souhaite également avoir des renseignements par rapport à l'état d'achèvement des fouilles archéologiques dans l'enceinte du couvent.

Les nombreuses substractions mises au jour grâce aux fouilles archéologiques réalisées depuis 1998 dans l'enceinte du couvent sous la direction d'une conservatrice du service d'archéologie médiévale et postmédiévale au Musée National d'Histoire et d'Art nous permettent de retracer une image globale du site par rapport à la reconstitution du couvent tel qu'il se présentait au début du 18<sup>e</sup> siècle.

Les connaissances sur l'évolution du site étaient assez rudimentaires du chef de la destruction quasi complète du couvent suite à sa sécularisation pendant la Révolution Française et se basaient uniquement sur des sources historiques



et iconographiques. Les résultats des fouilles ont cependant démontré que l'évolution de ce site était beaucoup plus riche et complexe qu'initialement présumé. Il semble que le couvent ait été déplacé à un certain moment de son existence. Ainsi, une attention particulière est portée à la question de l'emplacement initial du couvent au 13<sup>e</sup> siècle.

Il reste dès lors encore un nombre considérable d'investigations à effectuer aussi bien sur le terrain, qu'en bibliothèque et en archives. Chaque intervention, chaque aménagement du site devra être accompagné par des recherches archéologiques préliminaires. Des sondages diagnostiques délimités permettent de recevoir des informations indispensables au complément de l'histoire du site et d'évaluer le potentiel archéologique des endroits destinés à être réaffectés ou transformés. Un maximum de structures historiques peut ainsi être sauvé tout en réduisant au minimum des arrêts des travaux de réaménagement du site.

Ce site particulièrement riche en éléments historiques est également un terrain propice pour l'organisation de camps archéologiques. Ces camps organisés régulièrement par le Service Nationale de la Jeunesse depuis l'an 2000 sont très populaires auprès d'un jeune public intéressé, car ils lui offrent l'opportunité de vivre un chapitre de l'histoire de son pays natal.

Nous tenons à assurer l'honorable Député de l'étroite collaboration entre les services archéologiques du Musée National d'Histoire et d'Art, le Service des Sites et Monuments, l'Administration des Bâtiments publics, le Service National de la Jeunesse, et les responsables du site à ce projet d'une grande importance nationale au niveau historique, archéologique et pédagogique.

**Question 1554** (30.6.2011) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les **symboles politico-religieux dans les salles de classe**:

Am Kontext vun der Scolaritéit vun eise Kanner ginn dacks a gär Begrëffer wéi z.B. „Integratioun“, „Kohärenz“ a „Wäerter“ benotzt. D'Fro stellt sech, ob a wéi esou Ziler an enger konkreter Symbolik an de Klassen duergestallt ginn.

Dowéinst wollt ech d'Madame Minister froen:

1. Muss an all Klassenall eng Foto vum Groussherzog hänken? Wa jo, gétt dës Obligatioun och agehal a kontrolléiert?

2. Muss an all Klassenall e Kruzifix hänken? Wa jo, gétt dës Obligatioun och agehal a kontrolléiert?

**Réponse** (4.8.2011) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

No Concertatioun mat anere concernéierte Ministère kann ech lech matdeelen, dass et keng Bestëmmung gétt, déi virschreift, dass eng Foto vum Groussherzog oder e Kruzifix an de Klassen all hänke muss.

**Question 1555** (30.6.2011) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant le **camp de réfugiés d'Ashraf**:

La situation autour du camp d'Ashraf en Irak suscite de nombreuses inquiétudes. Ainsi, le Haut représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères, Madame Catherine Ashton, et de nombreuses autres personnalités ont déjà fait connaître publiquement leur position sur cette question. La position de l'UE est soutenue par le Luxembourg.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères:

1. Monsieur le Ministre est-il disposé à intervenir d'urgence et à titre national auprès du Gouvernement de l'Irak, auprès du Comité international de la Croix-Rouge, auprès du Gouvernement des États-Unis d'Amérique et auprès du Haut Commissariat pour les Réfugiés des Nations Unies et d'autres instances intéressées afin que la sécurité et les droits fondamentaux des habitants du camp d'Ashraf soient entièrement protégés?

2. Est-ce que la diplomatie luxembourgeoise suit de près l'évolution en Irak et en particulier la situation dans le camp d'Ashraf?

**Réponse** (3.8.2011) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères*:

L'application des droits de l'Homme et des principes de l'État de droit est à la base de la politique étrangère luxembourgeoise et les événements au camp d'Ashraf n'y font pas exception. C'est ainsi que le Gouvernement luxembourgeois soutient la position européenne défendue par le Haut Représentant Madame Ashton.

Une des innovations les plus tangibles du Traité de Lisbonne a été la mise en place du Service européen pour l'action extérieure et l'extension des prérogatives du Haut Représentant. Les procédures améliorées permettent aux États membres de l'UE d'agrèger leurs positions nationales, renforçant ainsi leur impact et leur portée.

La diplomatie luxembourgeoise se tient informée sur la situation au camp d'Ashraf et ailleurs, entre autres grâce aux canaux de communication interinstitutionnels.

**Question 1557** (1.7.2011) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant l'**Institut grand-ducal**:

Dans la réponse de Madame la Ministre de la Culture à ma question parlementaire n°0189 du 16 octobre 2009 (cf. *compte rendu n°4/2009-2010*), il est précisé: «Conscient des mérites que l'Institut grand-ducal a acquis, le Gouvernement a toujours l'intention de reloger les six sections avec leurs bibliothèques dans un espace qui leur sera spécialement réservé au sein de la nouvelle Bibliothèque nationale et universitaire. Le projet prévoit toujours de leur donner de meilleures conditions de travail et de réunion que celles dont elles disposent actuellement.»

Étant donné que le programme de construction pour la future BNL à Luxembourg-Bricherhaff semble avoir été arrêté lors d'une récente réunion du Gouvernement en Conseil, et qu'il ne semble pas être prévu d'intégrer les bibliothèques patrimoniales - certaines très volumineuses - des sections de l'Institut grand-ducal dans la future bibliothèque universitaire à Belval, je me permets de poser la question suivante à Madame la Ministre:

- Est-il toujours prévu d'intégrer les bibliothèques des sections de l'Institut grand-ducal dans la future Bibliothèque nationale au site Bricherhaff?

**Réponse** (5.8.2011) de **Mme Octavie Modert**, *Ministre de la Culture*:

L'honorable Députée Madame Dall'Agnol s'enquiert, dans le contexte de la construction d'une nouvelle Bibliothèque nationale, s'il n'est plus prévu d'intégrer les bibliothèques des sections de l'Institut grand-ducal dans la future Bibliothèque nationale au site du Bricherhaff, «étant donné que le programme de construction pour la future BnL à Luxembourg-Bricherhaff semble avoir été arrêté lors d'une récente réunion du Gouvernement en Conseil».

Les informations dont semble disposer l'honorable Députée en relation avec les bibliothèques des sections de l'IGDL sont manifestement erronées. J'avais en effet tenu à ce que les sections de l'Institut grand-ducal puissent également être intégrées au nouvel immeuble de la BnL.

Je puis ainsi confirmer à l'honorable Députée que le Conseil de Gouvernement a retenu, dans sa séance du 27 mai 2011, sur proposition conjointe des Ministres du Développement durable et de la Culture, un site au lieu-dit Bricherhaff à Luxembourg-Kirchberg pour la construction du nouveau bâtiment de la Bibliothèque nationale. J'avais pris l'initiative à la suite de la formation du Gouvernement en 2009 de proposer à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures un site alternatif pour l'implantation d'une nouvelle Bibliothèque nationale, en raison des délais qui se sont par trop allongés pour permettre une planification raisonnable des travaux de construction d'une nouvelle demeure pour la BnL.

Nos services ont collaboré à l'élaboration du programme qui prévoit, comme par le passé, que les six sections de l'Institut grand-ducal ainsi que la Société préhistorique, avec leurs bibliothèques respectives, seront hébergées dans le futur bâtiment de la Bibliothèque nationale.

**Question 1560** (7.7.2011) de **M. Gilles Roth** (CSV) concernant l'**obligation de prudence incombant à un conducteur d'un véhicule**:

Il s'avère qu'un nombre important d'accidents de circulation sont dus à un manque de prudence des conducteurs. L'article R412-6 du Code de la Route français dispose que tout conducteur doit se tenir constamment en état et en position d'exécuter commodément et sans délai toutes les manœuvres qui lui incombent. Ses possibilités de mouvement et son champ de vision ne doivent pas être réduits par le nombre ou la position des passagers, par les objets transportés ou par l'apposition d'objets non transparents sur les vitres.

Cette disposition permet notamment de repréhender les conducteurs qui mangent ou boivent des cannettes en conduisant.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes au Gouvernement:

- Est-ce qu'une disposition analogue existe dans le Code de la Route luxembourgeois permettant de repréhender notamment le fait de manger ou de boire tout en conduisant un véhicule?

- Dans la négative, est-ce que le Gouvernement envisage d'introduire une telle disposition dans le Code de la Route?

**Réponse** (7.9.2011) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député Monsieur Gilles Roth s'enquiert sur l'existence d'une disposition dans le Code de la Route permettant d'appréhender les conducteurs qui conduisent leur véhicule tout en mangeant ou buvant.

Tout d'abord, il y a lieu de noter qu'aucune disposition spécifique n'existe dans le Code de la Route (arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques) prohibant de manger ou de boire au volant, ni de fumer d'ailleurs.

Cependant, le Code de la Route prévoit en son article 140 que «tout conducteur doit conduire de façon à rester constamment maître de son véhicule».

Par conséquent, cette disposition est susceptible de sanctionner tout conducteur qui, par le fait de manger ou de boire au volant, constitue un danger pour les autres usagers de la circulation sous réserve qu'il ne reste pas maître de son véhicule en lâchant par exemple le volant de ses deux mains.

**Question 1561** (7.7.2011) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant la **décentralisation de l'approvisionnement en énergie**:

Die luxemburgische Regierung hat sich bereits vor einigen Jahren dazu verpflichtet, den Anteil erneuerbarer Energien am Gesamtverbrauch bis zum Jahre 2020 auf 11% anzuheben. Die Integration jener Energieträger setzt jedoch voraus, dass die Energieversorgung dezentralisiert wird. So sollen 20.000 Photovoltaikanlagen, 90 Windenergieanlagen, 125 Biogasanlagen sowie 30.000 Solarkollektoranlagen bis zum Jahr 2020 installiert werden.

Außerdem werden wegen der starken Produktionschwankungen der erneuerbaren Energieträger Speicherelemente wie z. B. Akkumulatorenstützpunkte, Elektromobiflotte oder Blockheizkraftwerke benötigt. Diese können durch die Speicherung der elektrischen Energie elektrische Leistung während der Spitzenlastzeiten gewährleisten. In diesem Zusammenhang bestand bis vor einigen Jahren ein großherzogliches Reglement, das für die eingespeiste Spitzenleistung eine Vergütung von 111,55 Euro pro kW vorsah.

In diesem Zusammenhang möchte ich dem Herrn Minister für nachhaltige Entwicklung und Infrastrukturen sowie dem Herrn Minister für Wirtschaft folgende Fragen stellen:

- Welche konkreten Schritte sind in Bezug auf die Erhöhung des Anteils erneuerbarer Energien an der nationalen Energieversorgung mittelfristig geplant? Wird diesbezüglich ein „plan sectoriel de l'implantation des sites d'énergies renouvelables“ erstellt?

- Welche Möglichkeiten der dezentralen Speicherung sind vorgesehen?

- Wird das frühere großherzogliche Reglement bezüglich der Vergütung der eingespeisten elektrischen Spitzenleistung aus dezentralen Produktionseinheiten überarbeitet?

- Welche Abschnitte entlang der Autobahnen werden für die Errichtung von Schallschutzwänden mit integrierten Photovoltaikanlagen ausgewählt?

- Wie können sich die Einwohner unseres Landes finanziell an einem Ausbau der Nutzung von erneuerbaren Energien beteiligen?

**Réponse commune** (10.8.2011) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

Als Antwort auf die parlamentarische Anfrage des ehrenwerten Abgeordneten Marcel Oberweis betreffend die zukünftige Energieversorgung Luxemburgs können wir Ihnen folgende Informationen mitteilen:

Im Juli 2010 wurde der Luxemburger Aktionsplan für erneuerbare Energie (nachfolgend „der Plan“), welcher im Rahmen der Richtlinie 2009/28/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. April 2009 zur Förderung der Nutzung von Energie aus erneuerbaren Quellen (nachfolgend „die Richtlinie“) erstellt werden muss, durch den Regierungsrat verabschiedet und anschließend an die Europäische Kommission gesendet. Der Plan sieht bis 2020 einen starken Zuwachs in sämtlichen Technologien erneuerbarer Energien vor. So ist beispielsweise ein Zuwachs von ca. 20.000 Photovoltaikanlagen, 30.000 solarthermischen Anlagen, 50 Windrädern, 100 Biogasanlagen, 10.000 Wärmepumpen und 15 Wasserkraftwerken (eine größere Anlage und 14 mittlere Anlagen) bis zum Jahre 2020 notwendig, um die gesteckten Ziele zu erreichen. In Kapitel 4 des Plans werden die Maßnahmen zur Verwirklichung der Ziele der Richtlinie aufgelistet und beschrieben. In der Liste in Kapitel 4.1 werden 37 Strategien und Maßnahmen zur Förderung der Nutzung von Energie aus erneuerbaren Quellen beschrieben. Diese Maßnahmen sind derzeit in Ausarbeitung, sehen allerdings nicht die Erstellung eines „plan sectoriel de l'implantation des sites d'énergies renouvelables“ vor. Die gewählte Strategie orientiert sich an den Erfahrungen anderer Länder, die durch einen angemessenen Förderrahmen geeignete Rahmenbedingungen für die Entwicklung von wirtschaftlichen Projekten durch private und öffentliche Akteure ermöglichen. In diesem Zusammenhang laufen derzeit Arbeiten, um die Förderprogramme in allen betroffenen Bereichen zu überarbeiten.

Mit dem weiteren Ausbau der erneuerbaren Energien in Europa wird aufgrund der immer stärkeren Fluktuationen in der Produktion ein stark steigender Bedarf an Speicherung von elektrischer Energie entstehen. Hier werden primär Pumpspeicherkraftwerke eine Rolle spielen. Durch den Ausbau des Pumpspeicherkraftwerks in Vianden, der im Jahre 2013 abgeschlossen werden soll, wird Luxemburg einen wesentlichen Beitrag zur Erweiterung der Speicherkapazitäten in Europa leisten. Erst in einer späteren Phase können im Rahmen des Einsatzes von intelligenten Zählern und intelligenten Stromnetzen die Voraussetzungen geschaffen werden, um eine Elektromobiflotte zu Speicherzwecken zu nutzen. Derzeit werden im Rahmen der Überarbeitung des Gesetzes über die Organisation des Strommarktes die Grundlagen für die Einführung von intelligenten Zählern gelegt. Was die Vergütungsregeln von Strom aus Kraft-Wärme-Kopplungsanlagen auf Basis von fossilen Energien (im Allgemeinen Erdgas) angeht, so werden die Prioritäten in der Zukunft auf die erneuerbare Kraft-Wärme-Kopplung gelegt. In diesem Zusammenhang hat der Regierungsrat Mitte Juli eine Reform der großherzoglichen Verordnung über die Vergütung von Strom aus Kraft-Wärme-Kopplung auf den Weg gebracht.

Betreffend die Frage zur Errichtung von Schallschutzwänden mit integrierten Photovoltaikanlagen hat die Straßenbauverwaltung den Auftrag festzustellen, an welchen Stellen entlang der Autobahn größere Photovoltaikanlagen errichtet werden können. Im Rahmen dieser Studie sollen auch die Aspekte der Verkehrssicherheit und der Wirtschaftlichkeit betrachtet werden. Die Resultate dieser Studie liegen jedoch noch nicht vor und somit können zurzeit noch keine spezifischen Abschnitte zur Errichtung solcher Schallschutzwände angegeben werden.

Betreffend die Frage zur finanziellen Beteiligung der Einwohner Luxemburgs am Ausbau von erneuerbaren Energien ist zu erwähnen, dass das Ministerium für nachhaltige Entwicklung und Infrastrukturen mit dem „Règlement grand-ducal du 20 avril 2009 instituant un régime d'aides pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des énergies renouvelables“ finanzielle Anreize geschaffen hat, um Investitionen von Privatpersonen in Photovoltaikanlagen, solarthermische Anlagen, Biomasseanlagen (beispielsweise Pellets- und Holzhackschnittelanlagen), Erd- und Luftwärmepumpen zu unterstützen. Des Weiteren garantiert das unter der Verantwortung des Ministeriums für Wirtschaft und Außenhandel stehende „Règlement grand-ducal du 8 février 2008 relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables“ einen Einspeisetarif für die Produktion von Strom aus Sonnenenergie, Biogas, Klärgas, fester Biomasse, Holzabfällen, Wasserkraft und Windenergie über 15 Jahre. Mit diesen Förderanreizen



zen wird den Einwohnern Luxemburgs die Möglichkeit gegeben, wirtschaftliche Investitionen im Bereich der erneuerbaren Energien durchzuführen. Die vorgenannten Förderprogramme werden derzeit analysiert und gegebenenfalls angepasst, um eine verstärkte Entwicklung der erneuerbaren Energien sowie die Ziele des Plans erreichen zu können.

**Question 1562** (7.7.2011) de **M. André Hoffmann** (*déi Lénk*) concernant les **crèches en forêt**:

La première crèche en forêt du Luxembourg («Bëschcrèche») démarra en 2002 à Esch-sur-Alzette. Sa valeur éducative, son apport pour l'épanouissement, pour la santé physique et psychique des enfants et pour leur intégration sociale ne fait guère de doute. La crèche en forêt permet aussi plus de flexibilité qu'une institution traditionnelle. Les parents expriment leur satisfaction et la «liste d'attente» est longue. Pourtant, peu d'initiatives similaires ont suivi. La commune de Schifflange a récemment inauguré sa propre «Bëschcrèche», mais il me semble évident que la demande actuelle et potentielle dépasse largement l'offre.

C'est pourquoi je voudrais prier Madame la Ministre de bien vouloir répondre aux questions suivantes:

1. Combien y a-t-il (à sa connaissance) de crèches en forêt au Luxembourg, avec combien de places et combien d'enfants inscrits?
2. Quel est le statut des crèches en forêt existantes: communales, associatives conventionnées, privées... et le cadre du personnel éducatif?
3. Madame la Ministre est-elle en mesure d'estimer l'envergure de la demande?
4. Quelles sont les mesures actuelles et/ou envisagées par le Ministère pour favoriser la création d'autres crèches en forêt?
5. Madame la Ministre envisage-t-elle notamment de sensibiliser voire d'inciter les communes et les structures conventionnées existantes à créer de nouvelles crèches en forêt?

**Réponse** (23.8.2011) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

1. & 2. À l'heure actuelle, les trois services ci-après énumérés sont agréés et conventionnés en tant que «crèches en forêt»:

- Maison relais Fielser Bëschcrèche (no. d'agrément: MR 400/2)	
Adresse:	L-7620 Larochette, 79, rue de Mersch
groupe cible:	enfants de 0-3 ans
capacité d'accueil max.:	24 enfants
enfants inscrits:	24
Statut:	convention signée entre État (Ministre de la Famille et de l'Intégration) et l'administration communale de Larochette
Gestionnaire:	Administration communale de Larochette
Prestataire:	Maison Relais vun de Fielser Biddestöpp a.s.b.l.
Personnel socio-éducatif:	130 heures/semaine (éducatrices graduées, éducatrices, infirmière)

- Maison relais Schifflange - Bëschcrèche (no. d'agrément: MR 409/2)	
Adresse:	L-3872 Schifflange, 38, rue du Parc
groupe cible:	enfants de 4 - 12 ans
capacité d'accueil max.:	24 enfants
enfants inscrits:	35
Statut:	convention signée entre État (Ministre de la Famille et de l'Intégration) et l'administration communale de Schifflange
Gestionnaire:	Administration communale de Schifflange
Prestataire:	Association pour la Promotion des Activités Socio-Éducatives (APASE) a.s.b.l.
Personnel socio-éducatif:	80 heures/semaine (éducatrice graduée, éducatrices)

- «Bëschcrèche» am Ellergronn (no. d'agrément: FJ 01002002)	
Adresse postale:	B.P. 417, L-4005 Esch-sur-Alzette
groupe cible:	enfants 2-4 ans
capacité d'accueil max.:	15 enfants
enfants inscrits:	20 enfants pour 2011 (46 enfants pour 2012)
Statut:	convention signée entre État (Ministre de la Famille et de l'Intégration) et l'association sans but lucratif APASE
Gestionnaire:	
Prestataire: APASE asbl	Association pour la Promotion des Activités Socio-Éducatives (APASE) a.s.b.l.
Personnel socio-éducatif:	128 heures/semaine (éducatrices, agent non diplômé 30 hrs/sem.)

3. Le Ministère de la Famille et de l'Intégration ne dispose pas de données précises concernant les demandes de parents pour des crèches en forêt. Dans le cadre de différentes maisons relais pour enfants existantes, il existe des projets en planification similaires au concept d'une crèche en forêt (par exemple à Beaufort).

Au niveau national, l'offre totale de places en services d'éducation et d'accueil pour enfants de 0 à 12 ans (crèche, maison relais, assistance parentale) a quadruplé de 2004 (7.712 places) à 2010 (32.342 places). De l'année 2009 à l'année 2010, l'offre totale de places a progressé de 34%. Pour l'année 2011, une augmentation de 8.000 places supplémentaires en services d'éducation et d'accueil pour enfants de 0 à 12 ans subventionnés par l'État est prévue.

4. & 5. La petite enfance est une période d'apprentissage intense au cours de laquelle se forment des compétences et des bases décisives pour la vie. Les jeunes enfants ont donc besoin de liberté et d'autonomie tant au niveau de «temps» que «d'espace». Des concepts pédagogiques tels que «la crèche en forêt» en tiennent parfaitement compte et trouvent donc le soutien du Ministère de la Famille et de l'Intégration.

En collaboration avec l'Université du Luxembourg ainsi qu'avec le concours actif des communes et des organisations œuvrant dans le domaine de l'éducation et de l'accueil de l'enfance, le Ministère est en train d'élaborer un Curriculum pédagogique national d'éducation et d'accueil des jeunes enfants. Basé sur ce cadre de référence, chaque commune respectivement chaque gestionnaire pourra développer sa conception pédagogique spécifique adaptée au contexte socioculturel et géographique.

Des efforts constants sont entrepris pour améliorer la qualité des services d'éducation et d'accueil des enfants, à savoir:

- mise en place du site [www.enfancejeunesse.lu](http://www.enfancejeunesse.lu); ce portail donne une vue d'ensemble de la formation continue s'adressant au personnel éducatif des services du domaine de l'éducation non formelle des enfants et des jeunes;
- mise en valeur et publications des «modèles de bonne pratique»;
- organisation de conférences avec des chercheurs internationaux.

Par le biais de ces outils de communication, le Ministère en collaboration avec les organismes gestionnaires et l'Université du Luxembourg veut inciter les prestataires à présenter leurs conceptions diverses et à développer leurs pro-

jets en tenant compte des expériences nationales et internationales.

**Question 1565** (11.7.2011) de **M. Jean Colombero** (*ADR*) concernant les **chercheurs luxembourgeois**:

Ein erklärtes Ziel der nationalen Luxemburger Forschungspolitik besteht darin, junge, talentierte Fachkräfte für die hiesige Forschung zu gewinnen und vor allem sesshaft zu machen. Schüler aus dem Luxemburger Sekundarunterricht, ob Lycée oder Lycée technique, sollen gefördert und motiviert werden, um den Weg in die Forschung anzutreten.

Für viele Studenten scheint es noch immer schwierig, als Forscher mit abgeschlossenem Doktorstudium hierzulande eine angemessene Arbeit zu finden. Auch die Enttäuschung in Bezug auf die Verdienstmöglichkeiten scheint manche PhD-Titelinhaber dazu zu bewegen, sich früh in der Arbeitswelt umzuorientieren. So sind Fälle bekannt, in denen PhD-Titelinhaber sich schlussendlich für ein Lehramt in höheren Schulen der Sekundarstufe entscheiden, weil dort die Gehaltsstrukturen klarer und strukturierter sind und der Verdienst attraktiver scheint, als in der Forschung.

Dazu möchte folgende Fragen an den Herrn Minister für Hochschulwesen und Forschung stellen:

- 1) Sind in unserem Land bereits unabhängige Untersuchungen der oben beschriebenen Phänomene gemacht worden?
- 2) Wie viele junge PhD/Doktorat-Inhaber haben in den letzten fünf Jahren in nationalen öffentlichen Forschungszentren postuliert, wie viele haben eine feste Anstellung bekommen, wie viele sind in Zeitkontrakte gestellt worden und wie viele sind nach fünf Jahren noch aktiv in einem dieser öffentlichen Forschungszentren?
- 3) Wie viele dieser PhD/Doktorat-Inhaber haben in den öffentlichen Dienst gewechselt, um eine Stelle als Lehrer anzunehmen oder eine Stelle als Beamter außerhalb der wissenschaftlichen Forschung?
- 4) Wie sieht das Gehalt von PhD/Doktorat-Inhabern in der nationalen Forschungswelt aus im Vergleich mit dem Lehramt in der Sekundarstufe?
- 5) Welche Programme gibt es, um den jungen Forschern zu helfen, sich nachhaltig in der nationalen Forschungswelt anzusiedeln, und um ihnen zu erlauben, eine Karriere aufzubauen?
- 6) Gibt es einen Sanktionskatalog gegen öffentliche Forschungszentren, wenn sie gewisse Prinzipien der proaktiven und nachhaltigen Integration von jungen Forschern aus Luxemburg nicht erkennbar und effektiv respektieren?

**Réponse** (22.9.2011) de **M. François Biltgen**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

Die Anfrage des ehrwürdigen Abgeordneten erweckt den Eindruck, die Entwicklungsmöglichkeiten eines jungen Forschers seien auf Arbeitsplätze in der Forschung beschränkt. Die Möglichkeiten, die sich einem Forscher mit Doktoratsausbildung bieten, sind jedoch sehr vielfältig. So können Forscher sich an Hochschulen oder öffentlichen Forschungszentren der Grundlagenforschung oder stärker auftragsorientierten Projekten widmen. Sie können aber ebenso in staatlichen Laboratorien oder in privaten Unternehmen, z. B. im Technologietransfer oder in der Produkt- und Prozessinnovation tätig sein.

Laut Angaben der Europäischen Kommission fehlen allein in Europa für diese Arbeitsfelder etwa 700.000 Forscher.

Demzufolge ist die Lehreraufbahn in der Sekundarstufe in Luxemburg sicher nicht als primäres Ziel der Ausbildung von jungen Doktoranden anzusehen. Allerdings ist es nicht ausgeschlossen, dass junge Promovierte sich aufgrund der attraktiven Bedingungen für diese Laufbahn entscheiden. Soweit dem Ministerium für Hochschule und Forschung bekannt, wurden aber bislang keine unabhängigen Untersuchungen durchgeführt hinsichtlich der „Abwanderung“ von jungen Promovierten in die Beamten- oder Lehrbeauftragtenlaufbahn.

An der Universität Luxemburg und in den Forschungszentren spielt die Nationalität bei der Rekrutierung junger Forscher im Vergleich zu Ausbildung, Erfahrung und Kompetenz eine untergeordnete Rolle. Mit durchschnittlich 5% ist der Anteil der Luxemburger Doktoratsinhaber, die sich um eine Stelle an den öffentlichen Forschungsinstituten bewerben, sehr gering, erklärt sich zum Teil aber aus dem im Vergleich zum Ausland wesentlich kleineren Reservoir an

jungen Promovierten. Dabei ist zu vermerken, dass dieser Anteil in Bezug auf Neuanstellungen respektive das Angestelltenverhältnis nach fünf Jahren relativ konstant bleibt. In der Regel verfügen diese Forscher nach spätestens fünf Jahren über einen unbefristeten Arbeitsvertrag.

Das Bruttomonatsgehalt eines jungen Promovierten, dem vom Fonds national de la recherche eine Forschungsförderung zugesprochen wird, liegt bei 3.870 €. Bei Karrierebeginn stehen einem jungen Sekundarlehrbeauftragten monatlich 320 Indexpunkte zu, dies entspricht einem Bruttomonatsgehalt von 5.370 €.

In den letzten Jahren hat der Fonds national de la recherche zwei neue Programme ins Leben gerufen, die Forschern erlauben, eine Karriere in Luxemburg aufzubauen. Das Programm PEARL richtet sich an etablierte Wissenschaftler, während ATTRACT jungen erfolversprechenden Forschern die Möglichkeit bietet, ihre Forschungskarriere innerhalb eines nationalen Forschungsinstituts aufzubauen. Diese Maßnahmen ergänzen so das Forschungsbeihilfe-Programm „Aides à la formation-recherche“, welches sich auf die Förderung von Doktoranden und jungen Promovierten bezieht.

Aus ihrer eigenen Arbeitserfahrung heraus haben die Forschungseinrichtungen die Notwendigkeit einer proaktiven und nachhaltigen Integration von jungen Forschern erkannt. Die Erstellung eines Sanktionskataloges erscheint daher nicht notwendig.

**Question 1566** (11.7.2011) de **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*) concernant le **droit d'information de parents divorcés**:

Il me revient que la Caisse Nationale de Santé aurait refusé à un père divorcé de lui donner un historique médical pour un de ses enfants pour le motif qu'il ne disposerait pas de l'autorité parentale.

Or, si tel est bien le cas, une telle attitude de la part d'une instance officielle me semble inacceptable. Il doit être clair de nos jours que les deux parents, même divorcés, doivent toujours avoir les mêmes droits et devoirs sur leurs enfants communs, indépendamment de leur état civil. Le législateur introduira d'ailleurs l'autorité parentale conjointe comme règle générale.

Même du point de vue de la situation légale actuelle, une telle attitude ne me semble pas admissible et ce, entre autres, en raison de l'arrêt de la Cour Constitutionnelle 47/08 du 12 décembre 2008.

Par conséquent, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

1. Quelle est la pratique de la Caisse Nationale de Santé envers les parents divorcés? Est-ce que les deux parents sont toujours traités de façon strictement égale et non discriminatoire?

2. Monsieur le Ministre peut-il garantir en particulier qu'aucun parent divorcé ne se verra plus refuser un historique médical concernant un de ses enfants?

**Réponse** (4.8.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

En réponse à la question parlementaire en question, je tiens à vous informer que les parents divorcés sont traités par la Caisse Nationale de Santé de façon égale et non discriminatoire en ce qui concerne la mise à disposition de l'historique médical de leurs enfants.

Cet historique médical est mis à disposition sur demande d'un des parents et il est envoyé à l'adresse du demandeur indiquée dans le système informatique de l'assurance maladie/assurance dépendance.

Comme les procédures de la Caisse Nationale de Santé prévoient l'égalité de traitement à ce sujet, je pense qu'il est superfluateur de donner des garanties supplémentaires à ce niveau.

**Question 1567** (11.7.2011) de **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*) concernant la **perte de la fonction de «comptable extraordinaire» de l'ambassadeur du Luxembourg à Athènes**:

Suite à la réponse que Monsieur le Ministre des Affaires étrangères a bien voulu apporter à ma question parlementaire n°1516 du 14 juin 2011



(cf. *compte rendu n°14/2010-2011*), j'ai l'honneur de revenir à la situation à l'ambassade du Luxembourg à Athènes.

En effet, j'ai appris qu'on aurait retiré à l'actuel ambassadeur à Athènes la qualité de «comptable extraordinaire» suite à des irrégularités financières commises par celui-ci. Un tel développement aurait même été une première dans les annales de la diplomatie luxembourgeoise.

Par conséquent, j'ai l'honneur de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères:

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer que l'ambassadeur du Luxembourg à Athènes n'est plus en charge des finances de son ambassade et qu'on lui a retiré la fonction de «comptable extraordinaire»?

2. Si oui, quelles ont été les raisons précises pour cette décision?

3. Est-ce que le fait de retirer à l'ambassadeur du Luxembourg à Athènes ses traditionnelles coaccréditations en Géorgie et en Roumanie est en rapport avec les problèmes financiers qui semblent s'être produits à l'ambassade à Athènes?

4. Quelles sont les conséquences que Monsieur le Ministre prendra pour réagir aux dysfonctionnements à l'ambassade à Athènes?

**Réponse (21.7.2011) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères:**

1. Oui.

2. L'ambassadeur du Luxembourg à Athènes ayant dû s'absenter pour une période prolongée, le chancelier de l'ambassade a assumé la charge de «comptable extraordinaire».

3. Je renvoie l'honorable Député à ma réponse à la question parlementaire n°1516.

4. La gestion financière des ambassades est soumise à un mécanisme de contrôle strict qui encadre les recettes et dépenses de nos postes, du moment où elles sont décidées jusqu'à leur exécution. Ce contrôle est exercé par des instances internes et externes au Ministère. Toute irrégularité constatée est examinée et suivie, le cas échéant, des mesures appropriées.

**Question 1568 (11.7.2011) de M. Claude Adam (déi gréng)** concernant le **système de rémunération des ayants-droit pour le prêt public des bibliothèques étatiques, communales et associatives:**

Dans son arrêt du 30 juin 2011 concernant l'affaire C-271/10, la Cour européenne de Justice s'est prononcée sur une affaire opposant l'État belge à la société de gestion de droits d'auteurs belge VEWA et a déclaré non conforme une disposition-clé du système de rémunération belge des titulaires des droits d'auteur en matière de prêt public d'œuvres protégées. Vu l'existence d'une disposition légale similaire au Luxembourg, on peut en déduire que la législation luxembourgeoise peut elle aussi être contestée juridiquement (règlement grand-ducal du 8 janvier 2007 relatif à la rémunération équitable pour prêt public).

La Cour précise que la rémunération versée aux auteurs des œuvres mises à disposition du public par des bibliothèques et autres établissements de prêt ne doit non seulement être fixée en fonction du nombre d'usagers, mais également en fonction du nombre d'œuvres disponibles au titre de prêt. Par-là, les grands établissements de prêt public devraient verser une indemnité plus importante que les établissements plus petits.

«L'article 5, paragraphe 1, de la directive 92/100/CEE du Conseil, du 19 novembre 1992, relative au droit de location et de prêt et à certains droits voisins du droit d'auteur dans le domaine de la propriété intellectuelle, s'oppose à une législation, telle que celle en cause au principal (l'arrêté royal belge du 25 avril 2004 relatif aux droits à rémunération pour prêt public des auteurs, des artistes-interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des producteurs de premières fixations de films), qui institue un système selon lequel la rémunération due aux auteurs en cas de prêt public est calculée exclusivement en fonction du nombre d'emprunteurs inscrits dans les établissements publics, sur la base d'une somme forfaitaire fixée par emprunteur et par an.»

«38. Ainsi, plus le nombre d'objets protégés mis à disposition par un établissement de prêt public est élevé, plus l'atteinte aux droits d'auteurs est large. Il s'ensuit que le montant de la rémunération à acquitter par un tel établissement devrait prendre en compte le nombre d'objets mis à la disposition du public et que, par conséquent, les grands établissements de prêt public devraient verser une rémunération plus importante que les établissements plus petits.»

Je tiens à rappeler qu'au Luxembourg les grandes bibliothèques - pour la plupart sous tutelle de l'État - sont exemptées du paiement de la rémunération susmentionnée en tant qu'institutions de recherche, scolaires ou ne s'adressant qu'à un public restreint. Les petites bibliothèques de lecture publique, sous tutelle de communes et d'associations sans but lucratif, sont donc les principales «rémunératrices».

Dans ce contexte, et en me référant à ma question parlementaire du 6 novembre 2006 (cf. *compte rendu n°6/2006-2007*), je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

1. Est-ce que le Gouvernement partage l'avis que cet arrêt implique également une adaptation de la législation luxembourgeoise?

2. Est-ce que le Gouvernement reste satisfait de la discrimination entre grandes institutions de prêt exemptées de l'obligation de rémunération et les petites bibliothèques de prêt public non exemptées?

3. Ne faudrait-il pas réformer au niveau européen et national le système de rémunération des droits d'auteur en matière de prêt public afin de permettre une exemption plus large, voire générale des établissements de prêt public?

4. À défaut, est-ce qu'un modèle de rémunération basé sur une contribution étatique globale (pour les bibliothèques étatiques, communales et associatives) ne pourrait pas servir de modèle?

**Réponse commune (13.9.2011) de Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture, et de M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:**

1. Tout en rappelant «qu'il n'existe aucune raison objective justifiant la fixation par le juge communautaire de modalités précises de détermination d'une rémunération uniforme» et qu'«il appartient aux seuls États membres de déterminer, sur leur territoire, les critères les plus pertinents pour assurer, dans les limites imposées par le droit communautaire le respect de cette notion (la notion de «rémunération due aux auteurs en cas de prêt public») - marge d'appréciation des États membres d'ailleurs formellement prévue à l'article 5, paragraphe 1, de la directive 92/100/CEE suivant lequel les États peuvent fixer le montant de la rémunération due aux auteurs en cas de prêt public en fonction de leurs propres objectifs de promotion culturelle - l'arrêt intervenu a retenu deux critères permettant, au regard des juges européens, de tenir compte au mieux des éléments constitutifs du préjudice que subit un auteur en raison de l'utilisation de son œuvre sans son autorisation, à savoir:

- le nombre d'œuvres protégées mis à la disposition du public par l'établissement de prêt public, d'un côté, et

- le nombre d'emprunteurs inscrits dans cet établissement, de l'autre côté.

Cette décision est intervenue sur question préjudicielle portant sur la conformité aux directives 92/100/CEE et 2006/115/CE d'un arrêté royal de droit belge prévoyant une rémunération forfaitaire de un euro par an par personne majeure inscrite dans un établissement de prêt pour autant qu'elle ait au moins fait un emprunt durant la période de référence et de 0,5 euro par an par personne mineure inscrite dans un établissement de prêt pour autant qu'elle ait au moins fait un emprunt durant la période de référence à titre de prêt public.

Il faut relever à ce titre que l'État belge a interprété la rémunération à verser à titre de prêt public en vertu de la directive 92/100/CEE, voire de la directive 2006/115/CE, comme purement symbolique, raison pour laquelle celle-ci a été fixée à niveau très réduit. Or, dans son arrêt du 30 juin 2011, la Cour de Justice de l'Union européenne a retenu que du fait que la rémunération à fixer par les États doit pouvoir permettre aux auteurs de percevoir un revenu approprié, son montant ne saurait être purement symbolique.

Un système forfaitaire tel que celui mis en place en Belgique, système forfaitaire d'ailleurs non contesté dans son principe par les juges européens, a également été mis en place au Luxembourg.

Le système luxembourgeois diffère cependant du système belge en ce qu'il prévoit un montant forfaitaire par usager inscrit par établissement de prêt public et ayant effectué au moins un emprunt pendant l'année civile écoulée qui s'élève à deux euros sans différenciation en fonction de l'âge de l'utilisateur. Ce système de rémunération des auteurs pour le prêt public de leurs œuvres, basé sur le nombre d'emprunteurs inscrits dans un établissement de prêt public, à l'exclusion du nombre d'œuvres protégées mises à la disposition du public par l'établissement de prêt public n'est pas défavorable aux auteurs dans la mesure où le nombre d'œuvres protégées disponibles au prêt public dans les établissements luxembourgeois, qui sont de taille petite et moyenne, s'avère être beaucoup plus restreint que celui des œuvres proposées dans les établissements de prêt publics étrangers équivalents, telles que les institutions de prêt belges. De ce fait, le risque d'un déséquilibre entre la rémunération des auteurs pour le prêt de leurs œuvres protégées et le nombre d'œuvres prêtées est très limité.

En ce qui concerne la répartition de la rémunération pour prêt public au Luxembourg, l'organisme de gestion en charge, à savoir Luxorr a.s.b.l., procède à une ventilation des sommes dues en fonction des œuvres réellement empruntées par les usagers. Par cette clef de répartition, malgré l'absence d'une prise en compte directe du nombre d'œuvres protégées mis à la disposition du public par un établissement de prêt public, la rémunération versée en fin de compte à un auteur d'une œuvre protégée n'est pas totalement dissociée des éléments constitutifs du préjudice subi par ce dernier du fait de l'utilisation de son œuvre sans son autorisation.

Un système de rémunération qui accorderait trop d'importance au nombre d'exemplaires mis à la disposition du public par l'établissement de prêt public, c'est-à-dire détenus par ce dernier, entraînerait, du moins pour certaines bibliothèques avec des fonds volumineux, une explosion des frais et sans doute une politique d'acquisition et de prêt plus restrictive, ce qui serait finalement préjudiciable aux livres imprimés et à leurs ayants droit.

Il convient donc d'analyser les conséquences que cet arrêt engendrera en Belgique, voire dans d'autres États membres avant de pouvoir se prononcer sur d'éventuelles modifications ou adaptations de notre législation en matière de prêt public. Dans l'immédiat et au vu des considérations qui précèdent une adaptation de la législation luxembourgeoise ne s'impose pas.

2. L'État luxembourgeois, à l'instar de l'État belge et d'autres États membres, a, conformément aux dispositions de l'article 5 de la directive 92/100/CEE et de l'article 6 de la directive 2006/115/CE, instauré une exemption du paiement de la rémunération pour prêt public, exemption figurant à l'article 65 de la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données. Les établissements de prêts exemptés se trouvent définis à l'article 3 du règlement grand-ducal du 8 janvier 2007 relatif à la rémunération équitable pour prêt public, règlement complété par l'arrêté grand-ducal du 31 mars 2008 désignant les institutions et établissements pratiquant le prêt public en tant que mise à disposition pour l'usage, exempts du paiement de la rémunération pour prêt public.

Cet arrêté donne l'énumération détaillée des institutions et établissements exempts du paiement de la rémunération pour prêt public afin de les délimiter de ceux qui ne sont pas exempts.

Les critères d'exemption retenus à l'article 3 du règlement grand-ducal du 8 janvier 2007 relatif à la rémunération équitable pour prêt public visent à exclure «certaines catégories d'établissements» de prêt de l'obligation du paiement de la rémunération, tel que le prévoit la directive, sans pour autant en exempter la quasi-totalité voire la totalité des établissements qui procèdent à de tels prêts. Une telle exemption priverait les auteurs d'une rémunération leur permettant d'amortir leurs investissements et ne manquerait pas d'avoir des répercussions sur l'activité de création d'œuvres nouvelles.

En ce faisant, la législation nationale respecte les obligations de la directive.

La Commission européenne a en effet précisé dans son rapport sur le droit de prêt public dans l'Union européenne que «si un État membre exemptait (...) toutes les bibliothèques publiques du paiement de la rémunération (...), il exempterait la majorité des établissements de prêt de l'application du droit de prêt public. (...) Cette situation serait contraire à l'intention du législateur communautaire de prévoir un droit de prêt public».

Par ailleurs la Cour de Justice de l'Union européenne a eu l'occasion de préciser que l'expression «certaines catégories d'établissements» qui figure à l'article 5, paragraphe 3 de la directive 92/100/CEE doit être entendue en ce sens qu'elle se réfère à une notion à caractère quantitatif. Ainsi, seul un nombre limité de catégories d'établissements potentiellement tenus de verser une rémunération est susceptible d'être exempté de ladite obligation (arrêt du 26 octobre 2006, Commission/Espagne, C-36/05, Rec. p. I-10313).

L'exemption de la rémunération pour prêt public au Luxembourg a ainsi été axée sur les institutions et établissements pratiquant le prêt spécialisé, thématique ou ouvert à un public ciblé, et dont le répertoire se compose d'œuvres spécialisées susceptibles de n'intéresser qu'un public restreint.

Les bibliothèques communales ainsi que la Bibliothèque nationale ne répondent pas à ces critères et constituent d'ailleurs les principales bibliothèques publiques au Luxembourg, raison pour laquelle elles ne figurent pas sur la liste détaillée des institutions et établissements exempts.

Un équilibre a ainsi été recherché entre les intérêts des titulaires de droits qui ne peuvent interdire le prêt public tout en ayant droit à une rémunération ainsi que la promotion des objectifs culturels de l'État.

L'intention du législateur était de respecter au maximum les droits des titulaires sur leurs œuvres, raison pour laquelle les seuls établissements de prêt à cercles d'usagers restreints ont été exemptés de la rémunération pour prêt public alors que l'obligation de rémunération des auteurs doit demeurer la règle générale.

Pour cette raison, il n'est pas justifié de parler de discrimination dans ce contexte.

Finalement, il échet de relever que bon nombre de bibliothèques à vocation régionale bénéficient de subsides de l'État. En effet, conformément à l'article 4 du règlement grand-ducal du 4 juillet 2010 portant exécution de la loi du 24 juin 2010 relative aux bibliothèques publiques, l'État prend en charge, dans certaines limites, les frais de personnel et autres frais de fonctionnement des bibliothèques publiques parmi lesquels sont expressément énumérés les frais liés au paiement de la rémunération équitable pour prêt public telle qu'elle est prévue au règlement grand-ducal du 8 janvier 2007 relatif à la rémunération équitable pour prêt public.

3. Les auteurs, artistes interprètes ou exécutants voire leurs ayants droit disposent du droit exclusif d'autoriser ou d'interdire la location et le prêt de leurs œuvres. La seule dérogation à ce droit exclusif est constituée par le prêt public de leurs œuvres licitement rendues accessibles au public, et le droit à rémunération pour prêt public, appelé licence légale, a été introduit au niveau communautaire afin de compenser cette impossibilité d'interdiction du prêt public desdites œuvres.

Une exemption générale à cette licence légale n'est actuellement pas prévue par les textes nationaux et communautaires et ne pourrait être décidée qu'au niveau communautaire et interviendrait incontestablement au détriment des titulaires de droits sur les œuvres sujets à prêt public.

Toute contrepartie de l'impossibilité du refus de prêt public de leurs œuvres serait ainsi refusée auxdits titulaires, rompant de sorte l'équilibre entre intérêts étatiques de promotion d'objectifs culturels et ceux des titulaires se voyant spoliés de manière absolue d'un droit sur leurs œuvres.

4. Un modèle de rémunération basé sur une contribution étatique globale s'avérerait extrêmement difficile voire impossible à élaborer en raison des fluctuations des différentes données variables de calcul à respecter, à savoir le nombre d'établissements de prêt concernés, le nombre d'emprunteurs inscrits par établissement et ayant effectué au moins un emprunt au courant de l'année civile écoulée voire même, eu égard à l'arrêt C-271/10 de la Cour de Justice de l'Union européenne, le nombre d'objets mis à la disposition par établissement public.

À ceci s'ajouterait la problématique de l'autonomie communale et les aspects d'aides d'État.

Finalement, une prise en charge de la rémunération pour prêt public par l'État au moyen d'un paiement forfaitaire déresponsabiliserait les bibliothèques et leurs usagers de la problématique du respect de la propriété intellectuelle, à laquelle il nous paraît néanmoins important d'éduquer le public. Un tel modèle forfaitaire serait d'ailleurs en contradiction avec l'esprit de l'arrêt belge précité qui vise une rémunération proportionnelle et non pas forfaitaire et globale.



**Question 1569** (12.7.2011) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant l'autorisation de la culture OGM:

Face à une opposition persistante de l'opinion publique à l'utilisation des OGM dans l'agriculture, le Parlement européen a proposé dans un texte approuvé mardi 5 juillet 2011 d'ouvrir à chaque État membre de l'Union européenne la possibilité de décider de l'autorisation des OGM dans son agriculture nationale. Jusqu'à présent, les décisions d'interdiction ou d'autorisation avaient été prises au niveau communautaire sous l'égide de l'EFSA (Agence européenne de sécurité des aliments).

Le Parlement européen a dans ce contexte proposé plusieurs motifs qui pourraient servir de base pour de telles interdictions par les États membres, à savoir la mise en danger de la biodiversité, le risque d'un développement de la résistance aux pesticides pour certaines plantes, la possibilité de croisement de variétés génétiquement modifiées avec des espèces domestiques.

La Commission européenne quant à elle admet tous les motifs à part les motifs de santé ou d'environnement dont l'évaluation reste du domaine de l'EFSA.

À l'heure actuelle, la culture de deux OGM est autorisée au sein de l'Union européenne. Pourtant, certains pays invoquent des clauses de sauvegarde pour ne pas ouvrir la culture de ces deux OGM, qui sont le maïs MON810 de Monsanto et la pomme de terre OGM Amflora du groupe allemand BASF.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Environnement, Monsieur le Ministre de l'Agriculture:

- Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois face à l'attribution de la compétence de l'autorisation des OGM aux États membres?

**Réponse commune** (24.8.2011) de **M. Romain Schneider**, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, de **M. Claude Wiseler**, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, et de **M. Mars Di Bartolomeo**, Ministre de la Santé:

La Commission européenne a adopté en juillet 2010 la proposition législative modifiant la directive 2001/18/CE, qui prévoit de donner aux États membres la possibilité d'interdire ou de restreindre de façon permanente la culture des plantes OGM sur leur territoire, et ceci sur base d'une liste limitative d'arguments invocables.

En juillet 2011, le Parlement européen a adopté son avis en première lecture sur cette proposition. Les discussions au sein du Conseil des Ministres de l'Union européenne sont actuellement bloquées.

Le Gouvernement luxembourgeois, fidèle à son approche basée sur l'application du principe de précaution, soutient l'idée de permettre aux États membres d'interdire de façon permanente la culture des plantes OGM sur leur territoire.

Ce concept n'aura cependant de portée réelle que si la proposition initiale de la Commission européenne est modifiée dans le sens d'une plus grande flexibilité accordée aux États membres quant aux arguments qu'ils pourront invoquer pour interdire ou restreindre la culture des plantes OGM.

Ainsi, le Gouvernement luxembourgeois a proposé d'élargir la liste des raisons invocables par les points suivants:

- l'efficacité insuffisante des mesures de coexistence pour garantir l'absence de contamination des produits ou filières sans OGM, tout particulièrement en présence d'une structure parcelle très morcelée;

- les motifs environnementaux ayant trait à la protection de la faune et flore régionales et complémentaires à ceux qui ont été pris en considération dans le cadre de l'évaluation des risques par l'EFSA;

- les arguments liés aux impacts agronomiques et phytosanitaires de la mise en culture d'OGM, notamment l'apparition de résistances aux pesticides;

- les motifs de santé publique.

Les arguments supplémentaires mis en avant par le Gouvernement luxembourgeois rejoignent en fait en grande partie le contenu des amendements votés par le Parlement européen.

Finalement, le Gouvernement luxembourgeois continue de demander, en cohérence avec les conclusions du Conseil des Ministres européens de l'Environnement de décembre 2008:

- la réalisation des cinq actions prioritaires définies dans ces conclusions;

- et plus particulièrement une réforme de la procédure d'autorisation et d'évaluation communautaire des OGM, pour qu'elle prenne aussi en compte les effets sanitaires et environnementaux à moyen et à long terme, de même que des facteurs socio-économiques.

**Question 1570** (12.7.2011) de **M. André Bauler** (DP) concernant la distribution des manuels scolaires:

Il me revient que la livraison des manuels scolaires à une adresse unique dans les communes a mené depuis plusieurs années, surtout depuis l'augmentation du nombre des manuels édités par le MENFP, à des retards considérables de distribution si bien que bon nombre d'enfants ne disposaient pas de leurs manuels au moment de la rentrée scolaire.

En effet, les administrations communales, surtout celles des communes ayant plusieurs établissements scolaires sur leur territoire, se voient confrontées à un énorme surplus de travail en devant organiser la répartition exacte des manuels sur les différentes écoles.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, ces dernières années, combien d'élèves ne disposaient pas de leurs manuels au moment de la rentrée?

- Madame la Ministre n'estime-t-elle pas qu'au vu des problèmes susmentionnés le système de distribution des manuels scolaires devrait être revu et simplifié?

**Réponse commune** (13.9.2011) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, et de **Mme Octavie Modert**, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative:

Le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ne dispose pas d'informations ou de réclamations de la part des écoles concernant une distribution tardive des manuels scolaires.

Il est vrai que la distribution des manuels scolaires aux différents bâtiments scolaires à l'intérieur d'une commune d'une certaine taille nécessite des travaux administratifs et logistiques importants de la part de l'administration communale. Si cette distribution «intracommunale» était assurée par les soins de la division Imprimés et Fournitures de bureau (anciennement Service Central des Imprimés de l'État) du CTIE (Centre des Technologies de l'Information de l'État), celle-ci devrait être entièrement réorganisée, tant au niveau du traitement des commandes et de la facturation qu'au niveau de la distribution. Une telle réorganisation nécessiterait la mise en place de nouvelles ressources matérielles, techniques et humaines au niveau de l'État et créerait des dépenses supplémentaires.

Pour illustrer la charge de travail liée à la rentrée scolaire, ci-après les données pour la rentrée 2010-2011. La division Imprimés et Fournitures de bureau du CTIE a durant la période de fin juillet à octobre 2010 organisé la livraison auprès des communes de plus de 450.000 livres et manuels scolaires de l'enseignement fondamental.

Les livraisons se sont faites en plusieurs fois étant donné l'indisponibilité de divers titres lors de la livraison initiale.

Permettre aux communes de scinder leurs commandes par bâtiment scolaire multiplierait le nombre de livraisons, et donc de commandes à préparer, par ce nombre de bâtiments (nombre total de bâtiments scolaires d'enseignement fondamental au Luxembourg suivant les chiffres du Statec de 2008: 402).

Une autre difficulté relève du fait que la distribution des livres scolaires se fait au courant des vacances d'été. En règle générale, les écoles sont fermées durant cette période, ce qui n'est pas le cas pour les administrations communales. Or, il s'avère impossible que, pour assurer la bonne réception et le contrôle des livraisons, les responsables au niveau de la division Imprimés et Fournitures de bureau fixent plusieurs centaines de rendez-vous individuels avec les membres des comités d'école, tout en essayant de respecter leur disponibilité pendant une période de congé. Au vu de ces considérations, il paraît actuellement impossible de procéder à une réorganisation des procédures en vigueur pour la distribution des manuels sco-

laires, car au lieu de résoudre des problèmes, cela ne ferait au contraire que les aggraver.

Finalement, il convient de souligner qu'à côté de la distribution des manuels scolaires aux communes, la division Imprimés et Fournitures de bureau du CTIE assure également l'approvisionnement des lycées et des librairies et ceci avant la rentrée scolaire. Le fractionnement des commandes conduirait inévitablement à une prolongation des délais de livraison de sorte que la fourniture des manuels ne puisse se faire en deçà des délais raisonnables, mettant ainsi en danger le bon déroulement de l'enseignement et des classes.

**Question 1574** (13.7.2011) de **M. André Bauler** (DP) concernant le chemin vicinal «An der Bëlz»:

Depuis des années un nombre croissant d'automobilistes empruntent le chemin vicinal («An der Bëlz») reliant le village d'Erpeldange/Ettelbruck à la localité de Warken, en passant par la rue du Château, la rue de la Croix et la rue du Pont à Erpeldange. Tout comme le CR351, passant par le «Goldknapp», les ruelles étroites du secteur protégé d'Erpeldange sont utilisées comme itinéraire de délestage, voire comme contournement improvisé, ce qui provoque des nuisances et des situations intenable sur le plan de la sécurité. Il va sans dire que ce trafic intense, notamment aux heures de pointe, est dû aux problèmes de circulation, dont souffre en particulier la ville d'Ettelbruck, et aux mouvements pendulaires qui ont lieu au sein de la Nordstad.

Il n'est donc pas surprenant que les conseils communaux d'Erpeldange (13 septembre 2004) et d'Ettelbruck (20 décembre 2004) aient proposé à Monsieur le Ministre des Travaux publics de l'époque d'étudier la possibilité de connecter le CR348 (Warken-Bourscheid) au giratoire d'Erpeldange par une nouvelle voie routière qui pourrait relier l'Hôpital Saint-Louis, la seule clinique du Nord ayant un service d'urgence 24hrs/24hrs, par une voie alternative au réseau routier national. Entre-temps les communes de la Nordstad ont décidé d'élaborer, en collaboration étroite avec le Ministère du Développement durable et des Infrastructures, un concept de mobilité dont les résultats seraient publiés en automne 2011.

Voilà pourquoi je m'empresse de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des précisions sur l'évolution du nombre de véhicules qui traversent tous les jours les ruelles concernées d'Erpeldange, le chemin repris «Goldknapp» et le chemin vicinal («An der Bëlz») depuis 2001?

- L'ancien Ministère des Travaux publics avait-il fait établir une étude de faisabilité d'une telle liaison routière? Dans l'affirmative, quelles en auraient été les conclusions?

- À quelle stratégie Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures préfère-t-il réserver la priorité en vue de pallier ces problèmes de circulation graves?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que seul le concept de mobilité élaboré pour la Nordstad sera susceptible d'endiguer ces mouvements pendulaires?

**Réponse** (1.9.2011) de **M. Claude Wiseler**, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député Monsieur André Bauler s'enquiert sur le trafic croissant dans les petites ruelles d'Erpeldange.

Le dernier comptage effectué à ces endroits date de 2000 et avait révélé un trafic journalier plutôt modéré de 300 voitures en 24 heures dans la rue de Hämrich (CR351 entre Diekirch et Erpeldange) et de 600 voitures en 24 heures «An der Bëlz». Par conséquent, il n'est pas possible de se prononcer pour le moment sur l'évolution du nombre de véhicules sur les tronçons de route évoqués par l'honorable Député André Bauler.

De façon générale, l'on précise que tous les projets d'infrastructure routiers, ferroviaires et destinés aux autobus urbains et interurbains à l'étude ont été analysés dans le cadre de l'élaboration du «projet de plan sectoriel transport». Le projet de plan retient les infrastructures qui sont considérées adéquates dans le concept global de la mobilité au Grand-Duché.

En particulier, quant à une éventuelle nouvelle voie routière partant du giratoire d'Erpeldange en direction de la «Haart» respectivement en direction du CR348 (avenue Salentiny/Hôpital Saint-Louis à Ettelbruck), l'Administration des

Ponts et Chaussées avait analysé divers tracés possibles. Il s'est pourtant vite cristallisé que pour surmonter les grandes différences de niveau, il faudrait d'importants ouvrages sous forme de ponts et de tunnels. Pour cette raison, la connexion du CR348 (Warken-Bourscheid) au giratoire d'Erpeldange n'a pas été retenue dans le projet de plan.

Il est cependant évident que cette problématique ponctuelle de trafic sera analysée dans le cadre du concept de mobilité «Nordstad» qui est en cours d'élaboration. Le concept de mobilité devra émettre des propositions de solution pour tous les points critiques dans la Nordstad. À noter que le projet de réaménagement du réseau routier à Ettelbruck dans le cadre du projet multimodal de la gare, devrait apporter une nette amélioration à la situation du trafic à l'entrée d'Ettelbruck et dans l'avenue Salentiny.

Aussi, il échet de se rendre compte que le concept de mobilité à lui seul ne résout pas la problématique mentionnée. Il proposera un ensemble de mesures ainsi qu'un plan d'action pour les concrétiser. Un des objectifs majeurs est le renforcement considérable des quotes-parts transport public et mobilité douce («modal split»).

Il peut également s'avérer justifié, le cas échéant, après cette première étape, d'envisager des infrastructures supplémentaires qui ne sont pas, à l'heure actuelle, prévues dans le «projet de plan sectoriel transport».

Enfin, il ne faut pas perdre de vue qu'à l'heure actuelle déjà sont prévus dans le cadre du développement de la «Nordstad» le contournement d'Ettelbruck moyennant raccordement de la N7 à la N15 direction Niederfeulen, le contournement Nord de Diekirch et comme indiqué ci-dessus le projet multimodal de la gare d'Ettelbruck permettant une réorganisation du réseau routier, projets qui constituent un investissement de plus de 100 millions d'euros.

**Question 1576** (14.7.2011) de **Mme Tessa Scholtes** (CSV) concernant l'acquisition de la nationalité luxembourgeoise:

Selon l'article 6, paragraphe (2), de la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise, une personne souhaitant profiter de la naturalisation doit disposer d'une autorisation de séjour au Grand-Duché de Luxembourg depuis au moins sept années consécutives précédant immédiatement la demande de naturalisation et y avoir résidé effectivement pendant la même période.

Or, le Luxembourg est un petit pays caractérisé par une forte mobilité internationale de sa population. Parmi les 44% de non-luxembourgeois qui résident actuellement au Luxembourg, nombreux sont ceux qui, tout en ayant passé une grande partie de leur vie au Grand-Duché, quittent le pays pour se rendre pour quelques années à l'étranger afin d'y exercer, par exemple, une profession tout en décidant par la suite de retourner au Luxembourg.

L'article 6, paragraphe (2), de la loi du 23 octobre 2008 oblige ces personnes, qui souvent ont vécu au Luxembourg pour une période bien supérieure à sept ans, d'attendre à nouveau sept ans afin de pouvoir introduire une demande en naturalisation.

- C'est dans ce contexte que j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Justice s'il n'estime pas que la législation de 2008 devrait tenir compte de la réalité décrite ci-dessus et partant, s'il ne faudrait pas moduler l'exigence concernant la durée de résidence par exemple en permettant la prise en compte d'une résidence de sept ans fractionnée dans le temps?

**Réponse** (20.9.2011) de **M. François Biltgen**, Ministre de la Justice:

Pour être admis à la naturalisation, l'article 6(2) de la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise prévoit une résidence effective et légale pendant une durée d'au moins sept années. Ces sept années doivent être consécutives et précéder immédiatement la demande en naturalisation. L'application de l'article précité aboutit au résultat suivant:

Après avoir passé une grande partie de leur vie au Grand-Duché, les personnes, qui partent à l'étranger pour des raisons professionnelles ou autres et qui retournent au pays, doivent attendre sept années, à compter de la date du retour, avant de pouvoir présenter une demande en naturalisation.





Une modulation de la condition de résidence, telle que suggérée par l'honorable Députée, nécessiterait une modification de la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise.

Vu que cette législation est seulement en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009 et vu qu'elle a permis une augmentation substantielle du nombre de naturalisations, une modification législative me semble être prématurée.

**Question 1577** (18.7.2011) de **MM. Emile Eicher** et **Marcel Oberweis** (CSV) concernant l'**extension des pistes cyclables transfrontalières au nord du Luxembourg**:

Gemäß Artikel 80 der Geschäftsordnung der Abgeordnetenversammlung bitte ich Sie, die parlamentarische Anfrage betreffend den grenzüberschreitenden Ausbau der Fahrradwege im Norden des Landes an die Frau Ministerin für Tourismus weiterzuleiten.

Die luxemburgische, belgische und deutsche Eifel-Ardennen-Ösling-Region ist der größte grenzüberschreitende Naturpark in der Großregion. Zahlreiche Rad- und Wanderwege sind in den vergangenen Jahren eingerichtet worden und bieten den Touristen faszinierende Einblicke in unterschiedliche Landschaften. Für die Großregion ergibt sich daraus ein hoher wirtschaftlicher Mehrwert sowie die Schaffung von neuen Arbeitsplätzen. Um dieses Potenzial noch weiter auszunutzen, sollte der Ausbau der bestehenden Rad- und Wanderwege unterstützt werden. Das touristische Angebot könnte so erweitert werden und der grenzüberschreitende Kultur- und Umwelttourismus gefördert werden.

In diesem Zusammenhang ist vorgesehen, die stillgelegte Vennbahntrasse auszubauen. Dadurch würde eine 130 km lange grenzüberschreitende Route entstehen, die sowohl Wanderer als auch Radfahrer anziehen soll. Durch die Verbindung mit anderen vorhandenen Fahrradwegen in Belgien, in Deutschland und den Niederlanden würde der Norden Luxemburgs an ein weit verzweigtes europäisches Netz angebunden werden.

Ein wichtiges Element des Vennbahn-Route-Projektes stellt einerseits das Teilstück von 7 km auf der belgischen Seite und andererseits dasjenige zwischen Ufflingen über Huldigen bis an die belgische Grenze auf der luxemburgischen Seite dar.

In diesem Zusammenhang möchte ich der Frau Ministerin für Tourismus folgende Fragen stellen:

- In welchem Stadium befinden sich die Arbeiten auf dem Teilstück der Fahrradpiste zwischen Ufflingen über Huldigen bis an die belgische Grenze?

- Wird man diese Fahrradpiste grenzüberschreitend an die Vennbahn-Route anbinden?

- Ist vorgesehen, diese Fahrradpiste an die bestehenden Fahrradwegen PC20 und PC21 anzubinden?

**Réponse** (7.9.2011) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Durch die parlamentarische Anfrage wollen die Abgeordneten Oberweis und Eicher Informationen über die Vennbahn im Norden des Landes.

Bei dem durch das Interreg-IV-Förderprogramm mit finanziellen Mitteln unterstützten Projekt der Vennbahn-Route handelt es sich um einen 130 km langen grenzüberschreitenden Radweg von Aachen (D) nach Troisvierges (L), der überwiegend über die stillgelegte Bahntrasse der Vennbahn durch die Eifel-Ardennen-Ösling-Region verläuft. Rund 7 km der Gesamtlänge der Vennbahn-Route verlaufen über das Territorium des Großherzogtums Luxemburg und sind Bestandteil der Fahrradpiste PC21, die von Kautenbach nach Schmett führt.

Das 7 km lange Projekt auf luxemburgischem Territorium wurde in zwei Bauabschnitte aufgeteilt. Die Arbeiten am ersten Teilstück, das auf einer Länge von 4,2 km von Troisvierges nach Goedange führt, werden voraussichtlich im November dieses Jahres abgeschlossen. Die Arbeiten zum 2,8 km langem zweiten Bauabschnitt zwischen Goedange und der belgischen Grenze in Richtung Lengeler mit einem 775 m langen Grenzlandtunnel, befinden sich momentan in der Ausschreibung und werden noch im Herbst

dieses Jahres in Angriff genommen. Die Eröffnung der gesamten Vennbahn-Route ist für die touristische Saison 2012 vorgesehen.

Da die Vennbahn-Route auf luxemburgischem Territorium Bestandteil der Fahrradpiste PC21 ist, ist deren Anschluss an diesen Radweg des luxemburgischen Radwegenetzes garantiert. In Kautenbach wird die PC21 dann an die Fahrradpiste PC20 anschließen, die in ost-westlicher Richtung von Kautenbach nach Schleif bis hin zur belgischen Grenze verläuft.

**Question 1578** (19.7.2011) de **M. Henri Kox** (déi gréng) concernant l'**inventaire des sites potentiels pour éoliennes au Grand-Duché établi par la Société Électrique de l'Our (SEO)**:

Suivant mes informations la Société Électrique de l'Our (SEO) dispose d'un inventaire des sites potentiels pour éoliennes sur le territoire du Grand-Duché. Cet inventaire est l'outil de base de cette société pour étudier et lancer des projets pour la construction de parcs éoliens.

L'État luxembourgeois compte parmi les deux plus grands actionnaires de la SEO et détient 40,3% des parts de la société.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que l'État a contribué au financement de l'inventaire de la Société Électrique de l'Our?

- Dans l'affirmative, est-ce que l'inventaire en question peut également être consulté par d'autres acteurs?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il serait utile que l'État dispose également d'un tel instrument de planification et de le rendre accessible à d'autres acteurs afin de dynamiser ainsi ce secteur des énergies renouvelables?

- Est-ce que Monsieur le Ministre envisage de faire établir un plan sectoriel de l'énergie éolienne par lequel les différents sites potentiels pourraient être déclarés d'utilité public?

**Réponse** (7.9.2011) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Henri Kox concernant l'inventaire des sites potentiels pour éoliennes au Grand-Duché de Luxembourg établi par la Société Électrique de l'Our (SEO), je puis vous communiquer les informations ci-après:

En ce qui concerne la question relative à un inventaire des sites potentiels pour éoliennes sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg de la Société Électrique de l'Our (SEO), j'aimerais préciser que la SEO m'a informé qu'elle s'est en effet procuré des données éoliennes à travers une société spécialisée dans ce domaine. Ces données pourraient être considérées comme un inventaire des sites potentiels de l'énergie éolienne au Luxembourg. Je tiens à préciser que l'État n'a pas contribué financièrement à l'établissement des données prémentionnées de la SEO.

Pour ce qui est de la question sur l'utilité pour l'État de disposer d'un inventaire des sites potentiels comme instrument de planification qui soit également accessible à d'autres acteurs, je tiens à souligner que la stratégie choisie par le Gouvernement pour avancer de façon conséquente dans le développement des énergies renouvelables est celle de créer, comme dans la grande majorité des autres États membres de l'Union européenne, un cadre d'incitatifs financiers stable et adapté permettant de créer un climat d'investissement pour les acteurs économiques qui mène à la réalisation des objectifs tels que prévus par le plan d'action national en matière des énergies renouvelables. Dans cette logique, il n'est pas prévu d'établir - ni pour l'énergie éolienne ni pour les autres technologies renouvelables comme la photovoltaïque, le biogaz et la biomasse - un inventaire des sites potentiels d'implantation. En effet, je suis d'avis que l'établissement de tels inventaires respectivement de plans sectoriels pour les énergies renouvelables en général et pour l'énergie éolienne en particulier risque de ne pas générer les effets escomptés voire même de freiner le développement de ces technologies du fait du temps à compter pour leur établissement et de leurs effets potentiels négatifs sur les acteurs économiques ayant des intérêts en matière de terrains ou autres.

Afin d'avancer dans le développement des énergies renouvelables sur le territoire national, je suis en train de préparer une réforme de la réglementation concernant les tarifs d'injection pour l'électricité produite à partir des énergies renouvelables. En outre, il faut préciser que le Gouvernement a documenté, par l'adoption du

plan d'action national en matière des énergies renouvelables, une certaine priorité pour le développement des énergies renouvelables au niveau national. Comme il a déjà été précisé dans la réponse à la question parlementaire n°1311 du 11 mars 2011 de Monsieur le Député Marcel Oberweis (cf. *compte rendu n°12/2010-2011*), le Ministre en charge de l'Environnement utilise généralement, lors des procédures d'autorisation pour les installations basées sur les énergies renouvelables, sa marge d'interprétation en faveur de la réalisation des objectifs en matière des énergies renouvelables.

**Question 1580** (19.7.2011) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant le **feu couvant dans la déchetterie du Sidec**:

Nach einem Schmelbrand auf der Sidec-Deponie auf dem Fridhaff konnte der Umweltminister am 14. Februar 2011 Entwarnung geben was die Zwischendichtung angeht. Zu bemerken sei, dass seit 2001 weitere acht Schmelbrände in dieser Deponie verzeichnet sind. Aktuell wurde ein weiterer Schmelbrand geortet, sodass die Sidec-Verantwortlichen eine Probebohrung an einer kritischen Stelle der Zwischendichtung vornehmen mussten, um überhaupt die Brandstelle zu finden. Auffällig ist, dass die Bevölkerung nicht über den aktuellen Schmelbrand informiert wird.

Deshalb möchte ich folgende Fragen an den Herrn Minister für nachhaltige Entwicklung und an den Herrn Innenminister richten:

1. Welche Erkenntnisse gibt es über den aktuellen respektive rezenten Schmelbrand?

2. Ist die Vergrößerung der Deponiekapazität nach diesem Zwischenfall noch zu verantworten?

3. Wie steht es mit dem Sanierungskonzept?

4. Wieso ist es den Beschäftigten der Sidec-Deponie verboten über Zwischenfälle auf der Sidec-Deponie zu berichten?

**Réponse** (12.9.2011) de **M. Marco Schank**, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*:

ad 1: Der Umweltverwaltung wurde ein aktualisierter Zwischenbericht über den Brandherd des im Dezember 2010 entdeckten Deponiebrandes eingereicht. Während der Aushubarbeiten am Brandherd wurde festgestellt, dass noch Brandgeruch und Rauch an dieser Stelle auftraten. Nachdem der Betreiber durch Tiefenbohrungen den Bereich erhöhter Temperatur festgelegt hatte, wurden diese Abfälle ausgekoffert und im Bereich der Deponie auf einer Lehmschicht ausgebreitet. Der Brandherd des Schmelbrandes von Dezember 2010 ist demnach ausgehoben und gelöscht worden.

Die Zwischenabdichtung ist zwecks Begutachtung an dieser Stelle freigelegt worden. Es hat sich herausgestellt, dass die Zwischenabdichtung augenscheinlich Schaden erlitten hat. Der vom Organisme agréé ausgearbeitete Arbeitsplan (cf. Punkt 3) legt die weiteren zu unternehmenden Schritte fest (definieren des zu sanierenden Bereiches, Vorgehensweise bei der Sanierung, usw.).

ad 2: Zurzeit liegt dem Minister für nachhaltige Entwicklung und Infrastrukturen kein Antrag über eine eventuelle Vergrößerung der Sidec-Deponiekapazität vor. Sollte Sidec eine solche Vergrößerung realisieren wollen, muss diese entsprechend den Bestimmungen des modifizierten Abfallgesetzes vom 17. Juni 1994 und dem modifizierten Gesetz vom 10. Juni über klassifizierte Betriebe einer Genehmigungsprozedur unterworfen werden. Im Rahmen dieser Prozedur ist, auf Basis der vorzulegenden Informationen und Gutachten, zu prüfen, ob eine entsprechende Vergrößerung genehmigt werden kann.

ad 3: Der Arbeitsplan über die Vorgehensweise bei der Sanierung der Zwischenabdichtung aus Asphalt ist der Umweltverwaltung vom Organisme agréé am 9. Mai 2011 zwecks Abstimmung zugestellt worden, so wie dies vom Gesetz vom 21. April 1993 über die „Organismes agréés“ vorgesehen ist. Am 7. Juli 2011 ist der Arbeitsplan für die Sanierung der Zwischenabdichtung und der in diesem Zusammenhang notwendigen Mülllagerung von der Umweltverwaltung gutgeheißen worden.

ad 4: Entsprechend den Bestimmungen des Artikels 8, Paragraph 2 des modifizierten Gesetzes vom 17. Juni 1994 über die Vermeidung und Bewirtschaftung von Abfällen ist der Betreiber einer Anlage zur Bewirtschaftung von Abfällen, also auch einer Deponie, verpflichtet alle Schäden oder Unfälle, die die geordnete Funktion der Anlage oder des Standortes beeinträchtigen können oder die potentielle Gefahren für den Mensch oder die Umwelt darstellen, der Umweltverwaltung anzuzeigen.

Inwiefern es den Beschäftigten der Sidec-Deponie verboten ist, über Zwischenfälle auf der Deponie zu berichten, entzieht sich meinen Kenntnissen und liegt ausschließlich im Kompetenzbereich der Sidec-Verantwortlichen.

**Question 1581** (20.7.2011) de **M. Henri Kox** (déi gréng) concernant les **travaux effectués à la centrale hydroélectrique de Rosport et les conséquences de la baisse abrupte du niveau d'eau de la Sûre**:

Dans le contexte des travaux d'entretien à la centrale hydroélectrique de Rosport, le niveau d'eau du barrage a été baissé de deux mètres. En conséquence les bras secondaires de la Sûre ont été mis au sec et un grand nombre de poissons sont morts, de même que les mulettes (moule perlière d'eau douce).

La centrale hydroélectrique appartient à la SEO dont l'État luxembourgeois détient 40,3% des parts.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

1. Est-ce que l'impact de la baisse du niveau de la Sûre a été évalué au préalable?

2. Qui a coordonné les travaux entre les différents acteurs concernés (Administration de la Gestion de l'Eau, Ponts et Chaussées, SEO, Fédération luxembourgeoise des pêcheurs sportifs)? Comment est-ce que le Ministre évalue cette coordination?

3. Quelle coordination a été mise en œuvre avec les autorités allemandes concernées? Ont-elles été informées dans des délais raisonnables de l'envergure et de l'impact des travaux?

4. Est-ce que la SEO a prévu des mesures de restauration de la faune et de la flore endommagées?

**Réponse commune** (1.9.2011) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*, et de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Henri Kox concernant les travaux d'entretien effectués à la centrale hydroélectrique de Rosport et des conséquences de la baisse abrupte du niveau d'eau de la Sûre, nous vous communiquons les informations ci-après:

D'emblée il y a lieu de préciser que les travaux effectués au barrage de Rosport sur la Sûre frontalière se situent dans le contexte de la mise en œuvre des dispositions de la loi du 13 mai 2009 relative à la réhabilitation des installations hydroélectriques de Rosport et la mise en conformité de la continuité de la Sûre à Rosport. Cette loi a été votée à l'unanimité par la Chambre des Députés en date du 23 avril 2009 et les documents parlementaires du projet de loi y afférent (n°5940) décrivent en détail le projet tout en précisant que l'Administration des Ponts et Chaussées y agit en tant que maître d'ouvrage.

Les installations hydroélectriques de Rosport ont été construites entre 1957 et 1960 par l'État luxembourgeois sur la Sûre frontalière conformément à la convention entre l'État Rhénan-Palatin et le Luxembourg du 25 avril 1950 et exploitées jusqu'en 2003 par le Service de l'Énergie de l'État, la responsabilité de surveillance et d'entretien des ouvrages de génie civil incombant à l'Administration des Ponts et Chaussées. Suite à une convention signée le 3 avril 2003, l'État a cédé l'exploitation de ses centrales hydroélectriques à la société Soler S.A., la Société luxembourgeoise des énergies renouvelables, créée le 27 juin 2001 par la Société Électrique de l'Our (SEO) avec Cegedel-Participations. Partant, la responsabilité des travaux réalisés incombe exclusivement à l'État luxembourgeois.

L'élaboration des deux volets du projet en question, à savoir la remise en état de l'ouvrage hydroélectrique datant du début des années 1960 ainsi que le rétablissement de la continuité écologique au droit du barrage de Rosport a fait l'objet d'une concertation étroite entre le maître d'ouvrage et les autorités compétentes. Étant donné que ces installations se trouvent en partie sur le condominium qui se trouve sous la souveraineté partagée entre l'Allemagne (Rhénanie-Palatinat) et le Luxembourg depuis le 26 juin 1816, date de signature du traité des limites entre les Royaumes des Pays-Bas et de Prusse, l'Administration des Ponts et Chaussées en tant que maître d'ouvrage a associé à ces réunions tant les autorités luxembourgeoises (Administration de la Gestion de l'Eau et Administration de la Nature et des Forêts) que les autorités rhénano-palatinnes (Struktur- und Genehmigungsdirektion Nord). Les





autorisations en matière de gestion et de protection de l'eau ainsi que de protection de la nature ont été dûment délivrées par les ministres compétents.

Étant donné qu'un abaissement temporaire partiel du plan d'eau de courte durée (18 juillet au 28 juillet 2011) s'est avéré indispensable pour la réalisation des travaux, l'Administration des Ponts et Chaussées en tant que maître d'ouvrage et l'Administration de la Gestion de l'Eau se sont concertées au préalable en vue d'envisager des dispositions permettant la protection de la faune et de la flore aquatiques. Dans ce contexte, il y a lieu de rappeler que la vidange de la retenue de Rosport était prévue de façon explicite dans le document parlementaire n°5940.

En ce qui concerne la mise en œuvre de mesures d'urgence sur le terrain, il convient de souligner que les services étatiques, à savoir l'Administration de la Gestion de l'Eau, l'Administration de la Nature et des Forêts, l'Administration des Ponts et Chaussées, les services de l'administration communale de Rosport et de la ville d'Echternach, ainsi que les services de secours ont fait tout leur possible pour assurer le maintien et pour rétablir la qualité des habitats touchés par l'incident technique. Les autorités rhénano-palates ont été informées vers midi le 19 juillet 2011 par l'Administration de la Gestion de l'Eau qui a assuré la coordination de ces mesures de concert avec les responsables des services de secours.

L'échange d'informations entre les autorités luxembourgeoises et allemandes est une pratique courante qui se base sur une tradition de presque 200 ans. Suite aux événements récents il a été convenu lors d'une rencontre bilatérale entre les autorités luxembourgeoises (Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région, Ministère du Développement durable et des Infrastructures, Administration de la Gestion de l'Eau, Administration de la Nature et des Forêts, Administration des Ponts et Chaussées) et rhénano-palates (Ministerium für Umwelt, Landwirtschaft, Ernährung, Weinbau und Forsten, Struktur- und Genehmigungsdirektion Nord) d'améliorer encore davantage la coopération bilatérale. Ainsi les procédures administratives au niveau des cours d'eau formant le condominium vont faire l'objet d'une analyse critique et il est envisagé de les arrêter de façon écrite. S'y ajoute qu'un comité d'accompagnement bilatéral permanent va être mis en place pour le chantier de la centrale de Rosport.

Étant donné que les travaux encourus tombent sous la compétence exclusive de l'État luxembourgeois, ni la Société Électrique de l'Our (SEO) en tant que copropriétaire de la société Soler, ni la société Soler en tant que telle ne sont concernées par des mesures de restauration de la faune et de la flore endommagées. Lors d'une entrevue entre les autorités luxembourgeoises (Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région, Ministère du Développement durable et des Infrastructures, Administration de la Gestion de l'Eau, Administration de la Nature et des Forêts, Administration des Ponts et Chaussées) et rhénano-palates (Ministerium für Umwelt, Landwirtschaft, Ernährung, Weinbau und Forsten, Struktur- und Genehmigungsdirektion Nord) avec les ONG luxembourgeoises (natur&emwelt et Mouvement écologique) et allemandes (BUND für Umwelt und Naturschutz, Landesverband Rheinland-Pfalz et NABU-Naturschutzbund Deutschland, Rheinland-Pfalz) et la Fédération Luxembourgeoise des Pêcheurs Sportifs (F.L.P.S.) il a été convenu de mandater un expert d'une étude de suivi (monitoring) en vue d'établir un bilan écologique de l'incident et de déterminer, le cas échéant, des mesures de rétablissement d'un point de vue écologique. Conformément au principe du pollueur-payeur les frais de cette étude sont pris en charge par l'État luxembourgeois.

**Question 1582 (20.7.2011) de M. Marc Spautz (CSV) concernant les critiques émises à l'encontre des autorités luxembourgeoises suite aux réparations effectuées à un barrage de régulation de Rosport:**

Suite aux travaux effectués au niveau d'un barrage de régulation près de la centrale hydroélectrique de Rosport, le niveau de la Sûre a baissé de près de deux mètres. Des milliers de poissons sont morts d'un déficit d'oxygène notamment parce que les autorités luxembourgeoises ont décidé de débrancher une pompe. Au-delà de cette décision que la «Fédération Luxembourgeoise des Pêcheurs Sportifs (FLPS)» juge irresponsable voire scandaleuse selon les affirmations d'un de ses responsables cité dans le «Luxemburger Wort» de ce matin, les autorités luxembourgeoises auraient également mal

géré la suite des événements. On reproche<sup>1</sup> entre autres aux autorités luxembourgeoises un manque de communication avec les autorités allemandes concernées qui n'auraient été alertées que tardivement et ne seraient intervenues que hier en fin d'après-midi. À noter que ce n'est pas la première fois qu'un tel incident - mort de milliers de poissons - se produit suite à des travaux de réparation ou d'entretien de barrages ou de centrales hydrauliques.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Les critiques formulées à l'égard des autorités luxembourgeoises et sub-mentionnées sont-elles pertinentes?

- Le Ministre peut-il indiquer à quel moment les autorités allemandes ont été contactées?

- La réaction des autorités luxembourgeoises est-elle conforme au procédé habituel?

- Où se trouve défini un tel procédé?

- Ne faudrait-il pas, à la lumière des incidents survenus en début d'année au niveau de la Moselle et de ceux récents au niveau de la Sûre, prévoir un autre modus operandi plus efficace?

**Réponse (2.9.2011) de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:**

La question parlementaire de l'honorable Député Marc Spautz a pour objet les critiques émises à l'encontre des autorités luxembourgeoises suite aux réparations effectuées à un barrage de régulation de Rosport.

Les travaux effectués au barrage de Rosport sur la Sûre frontalière se situent dans le contexte de la mise en œuvre des dispositions de la loi du 13 mai 2009 relative à la réhabilitation des installations hydroélectriques de Rosport et la mise en conformité de la continuité de la Sûre à Rosport telles que décrites en détail dans les documents parlementaires du projet de loi y afférent (n°5940).

L'élaboration des deux volets du projet en question, à savoir la remise en état de l'ouvrage hydroélectrique datant du début des années 1960 ainsi que le rétablissement de la continuité écologique au droit du barrage de Rosport a fait l'objet d'une concertation étroite entre le maître d'ouvrage et les autorités compétentes. Étant donné que ces installations se trouvent en partie sur le condominium qui se trouve sous la souveraineté partagée entre l'Allemagne et le Luxembourg depuis le 26 juin 1816, date de signature du traité des frontières entre les Royaumes des Pays-Bas et de Prusse, l'Administration des Ponts et Chaussées en tant que maître d'ouvrage a associé à ces réunions tant les autorités luxembourgeoises (Administration de la Gestion de l'Eau et Administration de la Nature et des Forêts) que les autorités rhénano-palates (Struktur- und Genehmigungsdirektion Nord) et des autorisations en matière de gestion et de protection de l'eau ainsi que de protection de la nature ont été dûment délivrées.

En vue de réaliser les travaux susmentionnés, un abaissement temporaire partiel du plan d'eau de courte durée (18 juillet au 28 juillet 2011) s'est avéré indispensable. Cette mesure a fait l'objet d'une concertation entre l'Administration des Ponts et Chaussées en tant que maître d'ouvrage et l'Administration de la Gestion de l'Eau et des dispositions permettant la protection de la faune et de la flore aquatiques ont été envisagées. Ainsi la capture de poissons dans les bras alluvionnaires créés l'année passée aux environs de Steinheim (L) et Edingen (D) dans le contexte de la mise en œuvre d'une mesure anti-crues à haute valeur écologique a été organisée même si elle s'est avérée très difficile suite aux dépôts de sédiments encourus lors de la crue trentennale de janvier 2011.

Un pourcentage réduit de poissons est mort lors de cet incident, il s'agit notamment d'environ 400 individus d'espèces de poisson de petite taille (3-12 cm) telles que la loche franche, (Bachschmerle, Barbatula barbatula) et l'épi-noche (Dreistacheliger Stichling, Gasterosteus aculeatus). Le nombre de poissons juvéniles qui ont succombé s'est avéré très réduit, ainsi environ 50-100 alevins de chevaines (Döbel, Leuciscus cephalus, 1-2 cm) et d'alevins de carpes communes (Karpfen, Cyprinus carpio, 3-4 cm) ont péri. Des poissons de taille plus importante n'ont pas subi de dommages. Du côté de Steinheim une grande partie de la population piscicole a su s'échapper dans le courant principal de la Sûre tandis qu'une partie plus réduite est restée saine et sauve dans le bras secondaire peu profond alimenté en eau de façon quasi permanente par le biais de pompes. Dans le bras secondaire du côté d'Edingen, les petits poissons ayant survécu dans des petits plans

<sup>1</sup> Voir «Trierischer Volksfreund» de ce matin qui titre un de ses articles «Luxemburger lassen die Sauer ab und Tausende Fische sterben - Offenbar Kommunikationsprobleme mit deutschen Behörden».

d'eau ainsi que les moules d'eau douce (Anadonta anatina) ont été amassés et également remis dans le courant principal de la Sûre.

En ce qui concerne la mise en œuvre de mesures d'urgence sur le terrain, il convient de souligner que les services étatiques, à savoir l'Administration de la Gestion de l'Eau, l'Administration de la Nature et des Forêts, l'Administration des Ponts et Chaussées, les services de l'administration communale de Rosport et de la ville d'Echternach, ainsi que les services de secours ont fait tout leur possible pour assurer le maintien et pour rétablir la qualité des habitats touchés par l'incident technique. Les autorités rhénano-palates ont été informées vers midi le 19 juillet 2011 par l'Administration de la Gestion de l'Eau.

L'échange d'informations entre les autorités luxembourgeoises et allemandes est une pratique courante qui se base sur une tradition de presque 200 ans. Suite aux événements récents il a été convenu lors d'une rencontre bilatérale entre les autorités luxembourgeoises (Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région, Ministère du Développement durable et des Infrastructures, Administration de la Gestion de l'Eau, Administration de la Nature et des Forêts, Administration des Ponts et Chaussées) et rhénano-palates (Ministerium für Umwelt, Landwirtschaft, Ernährung, Weinbau und Forsten und der Struktur- und Genehmigungsdirektion Nord) d'améliorer encore davantage la coopération bilatérale. Ainsi les procédures administratives au niveau des cours d'eau formant le condominium vont faire l'objet d'une analyse critique et il est envisagé de les arrêter de façon écrite. S'y ajoute qu'un comité d'accompagnement bilatéral permanent va être mis en place pour le chantier de la centrale de Rosport.

**Question 1583 (20.7.2011) de M. André Bauler (DP) concernant le risque de cancer lié au gaz naturel radon:**

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) informe que le radon, un gaz naturel inerte et radioactif dépourvu d'odeur, de couleur ou de goût, constitue la deuxième cause de cancer pulmonaire dans beaucoup de pays. À en croire l'OMS, ce gaz, qui provient de la désintégration radioactive naturelle de l'uranium, situé par exemple dans les roches, serait responsable de 3 à 14% des cancers du poumon, selon la concentration moyenne dans les pays concernés. L'OMS met en évidence que le radon constitue entre autres la première cause de cancer pulmonaire chez les non-fumeurs. Face aux risques liés au radon, il n'est donc pas surprenant qu'elle recommande que les États développent des programmes ayant pour objet de diminuer les dangers encourus par la population en baissant, notamment les risques pour les citoyens qui sont confrontés à des concentrations élevées.

Dans ce contexte, je viens d'apprendre que des concentrations élevées de radon (> 100 Bq/l) ont été également détectées dans certaines contrées de l'Eifel, région voisine des Ardennes luxembourgeoises.

Partant je m'empresse de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des précisions sur les concentrations de radon dans les différentes contrées du Grand-Duché de Luxembourg?

- Dans l'affirmative, quelles sont les régions qui, te cas échéant, seraient exposées à de fortes concentrations?

- Existe-t-il des études en la matière qui analysent surtout la fréquence de cancers pulmonaires par canton ou par région?

- Le Luxembourg peut-il compter sur les conseils d'un laboratoire isotopique? Si tel est le cas, quelles sont ses constatations? Le public en aurait-il déjà été informé?

- Par quelles actions concrètes le Gouvernement entend-il sensibiliser les habitants exposés à d'éventuelles concentrations élevées? Le Gouvernement aurait-il éventuellement l'intention de proposer des mesures visant à réduire les concentrations dans les logements des personnes concernées?

**Réponse (16.9.2011) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé:**

Le radon est un gaz radioactif naturellement présent à la surface de la Terre. Il est quantifié en becquerels (nombre de désintégrations par seconde) par mètre cube d'air (Bq/m<sup>3</sup>).

Depuis le début des années 90, le Ministère de la Santé a démarré un programme de mesure des taux du gaz radioactif radon dans les habitations privées. Les résultats ont révélé une

concentration moyenne du radon dans les habitations de 60 Bq/m<sup>3</sup> au Gutland et de 150 Bq/m<sup>3</sup> dans l'Oesling.

Il est néanmoins très difficile de différencier les cancers pulmonaires liés au tabagisme de ceux qui sont liés au radon. Ainsi, une étude, par canton ou par région, qui se limiterait forcément sur un nombre limité de cas, ne serait pas appropriée. Les effets sanitaires dus à l'exposition au radon sont toutefois très bien documentés dans la littérature. Au lieu d'étudier le nombre des cancers, des mesures du radon sur les lieux d'exposition représentent un outil beaucoup plus ciblé et plus fiable pour permettre de contrôler voire réduire l'exposition et donc de protéger la santé.

La direction de la Santé du Ministère de la Santé est dotée d'un laboratoire de radiophysique intégré au sein de la Division de la radioprotection. Ce laboratoire est, entre autres, spécialisé dans la mesure du radon dans l'air dans les habitations privées, écoles, crèches et dans certains lieux de travail. Les informations relatives aux activités dudit laboratoire sont accessibles via le site Internet du Ministère de la Santé.

Des mesures du radon sont réalisées en permanence par la Division de la radioprotection et elles permettent de sensibiliser le public ainsi que les professionnels à cette thématique. Ceci fut le cas lors de la campagne de mesures de 2006 à 2007 qui a eu lieu dans les écoles primaires et préscolaires du Nord du pays. Citons également l'atelier relatif à la problématique du radon au Luxembourg organisé en décembre 2006 par le laboratoire de la Division de la radioprotection et qui s'adressait aux membres de l'Ordre des architectes luxembourgeois. De plus, la Division de la radioprotection fournit les conseils pour réduire toutes concentrations élevées de radon.

**Question 1584 (20.7.2011) de M. André Bauler (DP) concernant la mise sur le marché simultanée d'«apps» concernant la mobilité au Luxembourg par les CFL et la CdT:**

Le développement d'applications («apps») pour les smartphones est actuellement en vogue. Dans ce contexte, il est étonnant de voir apparaître simultanément deux «apps» pratiquement concurrentes pour l'information sur la mobilité au Luxembourg. Il s'agit en effet de l'offre smartphone des CFL (CFL mobile) et de l'«app» de la Communauté des Transports (CdT).

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Monsieur le Ministre peut-il fournir des précisions sur les coûts de développement de ces deux «apps»?

2. Quels sont les coûts (internes et externes) d'entretien et de mise à jour annuels des «apps» en question?

3. Pourquoi les CFL et la CdT, qui se trouvent directement ou indirectement sous la tutelle de votre Ministère, ont-ils choisi de développer séparément des «apps» qui, à la fin du compte, ne diffèrent que marginalement? Qui a été le développeur de ces applications?

4. Monsieur le Ministre est-il disposé à intervenir auprès des CFL et de la CdT afin d'éviter à l'avenir de tels doubles emplois tout en développant d'éventuelles synergies?

**Réponse (7.9.2011) de M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:**

Par sa question parlementaire n°1584 du 20 juillet 2011, l'honorable Député André Bauler souhaite s'informer au sujet des applications pour smartphones des CFL et du Verkiersverbond.

Les applications pour smartphones représentent l'extension logique des sites Internet et constituent un moyen de communication moderne, efficace et nécessaire avec les clients. Il est donc évident que chaque entreprise et chaque établissement se positionne individuellement à ce sujet pour garder et développer son identité et son image de marque.

L'application du Verkiersverbond «mobilité.lu» pour smartphones a été développée par la société HaCon. Cette société a développé toute la gamme de produits que le Verkiersverbond





exploite depuis 2006 dans le cadre des services en relation avec l'horaire intégré national des transports publics.

Les frais liés au développement de l'application pour l'iPhone s'élèvent à 27.000 euros. Les frais annuels de maintenance s'élèvent à 7.700 euros. Au-delà le Verkeiersverbond a fait développer une version spécifique pour l'iPad, des applications pour les smartphones de type Android, Blackberry, Symbian ainsi qu'une version générique pouvant être utilisée sur la plupart des smartphones.

L'application des CFL couvre plusieurs fonctionnalités:

1. l'information sur les horaires nationaux et internationaux («TripPlanner», «Departures»)
2. l'information du client sur des perturbations planifiées (p. ex. chantiers) ou imprévues (p. ex. incidents d'exploitation) dans le trafic ferroviaire («CFL Trafic Infos»)
3. l'information du client sur des offres commerciales (p. ex. promotions), des trains spéciaux à l'occasion de certaines manifestations culturelles et sportives ou encore des nouvelles de l'entreprise («CFL News»)
4. la possibilité pour le client de transmettre en direct des réclamations et suggestions («Feedback»).

En ce qui concerne le renseignement sur les horaires, les CFL ont recherché des synergies avec le Verkeiersverbond. Ainsi, les applications des CFL et du Verkeiersverbond se basent sur une même application (HAFAS mobile) développée par la société HaCon qui est utilisée aussi par d'autres opérateurs ferroviaires et associations de transport public en Allemagne, Belgique, Suisse, Autriche, Danemark et Suède, ainsi que dans les villes de Berlin et Zurich.

Pour le trafic national (train et bus), les applications des CFL et du Verkeiersverbond utilisent la même base de données, garantissant ainsi les synergies à ce niveau. Cette base de données n'est pas spécifique aux applications mobiles mais sert aussi et surtout à alimenter le site Internet du Verkeiersverbond. Pour l'application des CFL, ces données sont ensuite enrichies par les données ferroviaires internationales, qui pour des raisons contractuelles ne peuvent pas être mises à disposition du Verkeiersverbond. Ces informations supplémentaires sont essentielles pour la clientèle des CFL.

Les fonctionnalités 2. à 4. précitées sont spécifiques aux CFL et les CFL comptent les développer davantage au futur.

Les frais de développement de l'application CFL étaient de l'ordre de 35.000 euros. Les frais de maintenance annuels sont de 18.000 euros et couvrent également la mise à jour régulière des données horaires nationales et internationales.

La recherche de synergies entre les CFL et le Verkeiersverbond a ainsi permis de réduire au minimum les frais de développement et de maintenance des applications mobiles.

**Question 1586** (22.7.2011) de **M. André Bauler** (DP) concernant le **problème du «littering»:**

Début juillet le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures a présenté la campagne de sensibilisation «Keen Dreck op d'Strooss». Cette campagne vise à sensibiliser les utilisateurs des réseaux routiers nationaux au problème du «littering», à encourager les citoyens à adopter une attitude plus respectueuse de l'environnement et à changer ainsi leur comportement. Il est un fait que le «littering» le long des voies routières ou dans des espaces publics va croissant depuis quelques années. À en croire le Ministère, ce phénomène déplorable est le plus fréquemment lié à la consommation de boissons, de nourriture et de cigarettes.

Voilà pourquoi je m'empresse de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des précisions sur les mesures qu'il se propose d'entamer après la phase de sensibilisation à proprement parler?
- Le Ministère envisage-t-il de collaborer intensément avec les lycées et écoles fondamentales afin de sensibiliser en particulier les jeunes à cette problématique?
- Monsieur le Ministre peut-il me dire si le Gouvern

nement serait disposé à sanctionner le comportement du «littering» en infligeant des amendes aux citoyens concernés, notamment à ceux qui jettent des déchets sur le bord des voies routières ou dans des espaces publics?

- Les contrôles effectués par la Police grand-ducale seront-ils renforcés à l'avenir en vue de combattre le fléau du «littering»?

**Réponse** (30.8.2011) de **M. Marco Schank**, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

La question parlementaire du Député Monsieur André Bauler relève la problématique du «littering» en bordure de route. Dans ce contexte, les réponses suivantes peuvent être données:

Après la première phase de sensibilisation «Keen Dreck op d'Strooss» en 2011, une deuxième phase de la campagne est prévue en 2012.

La campagne pourrait être étendue à l'espace urbain en collaboration avec les municipalités, cela après accord du Syvicol, partenaire de l'action de sensibilisation lors de la première phase.

Après concertation avec le Ministère de l'Éducation nationale, une collaboration avec des écoles pourrait être convenue pour la deuxième phase de la campagne.

L'article 36 de la directive européenne 2008/98/CE relative aux déchets dit que: «Les États membres prennent les mesures nécessaires pour interdire l'abandon, le rejet ou la gestion incontrôlée des déchets». Ce même article précise que des sanctions effectives proportionnées et dissuasives sont mises en œuvre.

Afin de satisfaire à ces obligations, le projet de loi n°6288, transposant en droit luxembourgeois cette directive européenne prévoit dans son article 42 que tout abandon, rejet ou gestion incontrôlée des déchets sont interdits. L'article 48 se propose d'introduire une base juridique pour d'éventuels avertissements taxis.

L'acte du «littering» ne peut être constaté qu'en flagrant délit et donc lors de la présence des agents contrôleurs sur le réseau routier (à voir aussi réponse du Ministère de l'Intérieur).

**Question 1587** (25.7.2011) de **M. Claude Adam** (*déi gréng*) concernant l'**offre bilingue des formations professionnelles:**

L'école luxembourgeoise rassemble d'un côté un grand nombre d'élèves n'ayant pas le luxembourgeois comme langue maternelle et de l'autre côté un nombre important d'élèves ayant des faiblesses dans l'une ou l'autre langue d'enseignement, à savoir le français ou l'allemand. Madame la Ministre a d'ailleurs évoqué de nombreuses fois les problèmes liés à l'importance des langues lors de la présentation des projets de réforme, notamment en ce qui concerne l'enseignement secondaire.

Selon mes informations, la réalité linguistique n'est par contre pas suffisamment prise en compte lors de la réforme de la formation professionnelle, qui combine heures d'école et de stage en entreprise. En dépit de l'annonce du Ministère de vouloir offrir les différentes formations professionnelles menant aux diplômes de CCP (anciennement CITP et CCM), de DAP (anciennement CATP) et de technicien aussi bien en allemand qu'en français, l'offre réelle se révèle être très largement dominée par des formations unilingues allemandes. Un certain nombre de formations professionnelles sont d'ailleurs offertes hors de nos frontières, en coopération avec des centres de formation de nos pays voisins. Cette situation a pour conséquence un nombre élevé d'élèves qui choisissent, voire qui se voient contraints de choisir un apprentissage professionnel non pas en fonction de leurs intérêts et talents, mais en fonction de l'offre de formation dans leur langue forte.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Est-ce que Madame la Ministre partage mon appréciation que l'absence d'offre de formations parallèle dans les deux langues contraint les apprentis à choisir leur futur métier non pas en fonction de leurs intérêts ou talents, mais en fonction de l'offre linguistique et que cela risque de créer des élèves-apprentis démotivés?
- Combien de formations professionnelles furent offertes en langue française et combien en langue allemande au cours de l'année scolaire 2010/2011, année de début de la réforme? Combien de formations germanophones et francophones seront offertes durant

les deux années scolaires à venir, phase finale de la réforme?

- Combien de formations furent organisées parallèlement en allemand et en français lors de l'année scolaire 2010/2011? Lesquelles? Combien de formations seront organisées parallèlement en français et en allemand au cours des deux prochaines années scolaires? Lesquelles?

- Est-ce que les formations professionnelles offertes par exemple à Arlon (en français) ou à Bitburg (en allemand) sont également offertes dans l'autre langue véhiculaire, soit au Luxembourg, soit en apprentissage transfrontalier?

- Quelles sont les raisons pour le manque de formations en langue véhiculaire française? Est-ce que les lycées n'ont pas les moyens pour offrir ces formations? Est-ce qu'il y a éventuellement un manque d'enseignants ou de matériel didactique en langue française?

- Quels sont les moyens prévus pour remédier à cette situation?

**Réponse** (30.8.2011) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

D'un point de vue historique, la formation professionnelle au Grand-Duché de Luxembourg trouve ses sources dans un enseignement essentiellement basé sur la langue allemande. Au fil des années, le nombre croissant d'élèves présentant des difficultés avec un enseignement en langue allemande a amené le Ministère à introduire des formations à régime linguistique spécifique (RLS) où tous les cours, à l'exception des cours de langues, sont dispensés exclusivement en langue véhiculaire française. Outre l'offre de classes RLS, de nombreux lycées sont en mesure d'organiser des classes bilingues dans lesquelles l'enseignement se fait en langue véhiculaire française aussi bien qu'en langue allemande. Ces classes présentent une réelle chance de réussite aux élèves francophones.

Le Ministère est cependant dans l'impossibilité matérielle et infrastructurelle d'offrir toutes les formations professionnelles initiales dans les deux langues véhiculaires. L'organisation des classes se fait toujours en fonction du nombre d'élèves intéressés et ceci indépendamment de la langue véhiculaire. Dans le cas où une classe ne peut être organisée dû à un nombre insuffisant d'élèves, ces élèves sont orientés, dans la mesure du possible, vers des formations transfrontalières dans la langue de leur choix.

Avec l'introduction de la réforme professionnelle, le Ministère entend augmenter à moyen terme l'offre de classes RLS. Pour la rentrée scolaire 2011/2012, l'offre en formations en langue véhiculaire française est identique à celle de l'avant-réforme.

Pendant l'année scolaire 2010/2011, 548 élèves ont suivi une classe à régime linguistique spécifique pour les formations suivantes: aide-soignant, coiffeur, conseiller en vente, cuisinier, électricien, électronicien en communication, employé administratif et commercial (cours du soir), installateur chauffage, installateur sanitaire, mécanicien d'autos et de motos, mécanicien d'usinage, serrurier de construction, technicien administratif et commercial, technicien électrotechnique (section communication), vendeur, vendeur-magasinier. Il s'y ajoute un certain nombre d'élèves francophones ayant suivi une classe bilingue.

**Question 1588** (25.7.2011) de **M. Claude Adam** (*déi gréng*) concernant les **droits d'auteur des œuvres vidéo:**

Tandis que le régime luxembourgeois de rémunération des titulaires des droits d'auteur en matière de prêt public d'œuvres protégées prévoit des dispositions claires et que des sociétés de gestion de droits d'auteur existent pour les livres et la musique (Luxxor, Sacem), il ne semble y avoir ni de dispositions précises ni de société de gestion des droits en matière d'œuvres vidéo. Indépendamment des critiques qu'on peut adresser à un tel système de valorisation des droits d'auteur, cette situation provoque de la confusion dans le secteur du prêt public.

Tandis que le CNA a négocié lui-même des accords en matière de droits d'auteur avec des sociétés de production luxembourgeoises couvrant ces activités, certaines bibliothèques hésitent toujours à offrir un service de prêt public d'œuvres vidéo et notamment des films luxembourgeois (p. ex. sur DVD) afin d'éviter un conflit éventuel avec la loi.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

1. Est-ce que le Gouvernement peut confirmer qu'il n'existe pas de société de gestion des droits d'auteur luxembourgeoise sur le modèle de Sacem ou de Luxorr en matière de prêt public d'œuvres vidéo?

2. Est-ce que toute bibliothèque étant reconvenue comme institution de recherche, scolaire ou ne s'adressant qu'à un public restreint est exemptée du paiement de la rémunération pour prêt public en ce qui concerne les œuvres vidéo protégées?

3. Quelles sont les options qui s'offrent actuellement aux bibliothèques luxembourgeoises - publiques et privées - pour proposer une activité de prêt public d'œuvres vidéo en accord avec la législation en matière de rémunération équitable pour prêt public?

**Réponse commune** (15.9.2011) de **Mme Octavie Modert**, *Ministre de la Culture*, et de **M. Jeannot Krecke**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

1. Il n'existe pas de société de gestion collective pour gérer les droits sur les œuvres audiovisuelles fixées sur support (DVD, blue-ray) (documentaire, fiction, vidéomusique...) à Luxembourg. Il en existe très peu à l'étranger, sauf quelques-unes pour certaines catégories d'œuvres audiovisuelles. La raison en est que les différents droits des différents détenteurs de droits (scénariste, interprète, chorégraphe, réalisateur, etc.) sont, dans la plupart des cas, cédés au producteur, sauf les droits sur les œuvres musicales. Cet état des choses est reflété dans l'article 24 de la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données: «Sauf stipulation contraire, les auteurs et les autres créateurs de l'œuvre audiovisuelle sont présumés céder au producteur à titre exclusif tous les droits d'exploitation audiovisuelle de l'œuvre, à l'exception des créateurs des compositions musicales. Cette cession comprend les droits nécessaires à cette exploitation tels les droits d'ajouter des sous-titres ou de doubler l'œuvre.»

La société de gestion collective Luxorr gère toutes les œuvres de prêt public et, suivant un accord entre Luxorr et la société de gestion collective Sacem Luxembourg, redistribue les rémunérations pour prêt public sur les œuvres musicales, y compris les œuvres musicales intégrées dans une œuvre audiovisuelle, à Sacem Luxembourg. Cette façon de procéder a l'avantage pour tous les acteurs de diminuer les charges administratives.

2. Toute bibliothèque est exemptée du paiement de la rémunération pour prêt public si elle se retrouve sur la liste de l'arrêté grand-ducal du 31 mars 2008 désignant les institutions et établissements pratiquant le prêt exemptés du paiement de la rémunération équitable pour prêt public. L'arrêté précité ainsi que le règlement grand-ducal du 8 janvier 2007 relatif à la rémunération équitable pour prêt public sur base duquel il a été adopté ne différencient pas les différentes catégories d'œuvres protégées par le droit d'auteur.

Il n'en reste pas moins que toute bibliothèque - publique ou privée - désireuse de commencer ou de continuer une activité de prêt d'œuvres vidéo doit s'acquitter des droits liés à l'acquisition de cette œuvre, sachant que cet acquittement prend la forme d'un prix plus élevé que dans le commerce (généralement 200% du prix de vente dans le commerce) lorsque l'œuvre est destinée à faire l'objet d'un prêt public (i.e. d'une mise à disposition pour l'usage et non pour un avantage économique ou commercial direct ou indirect) et qu'il ne couvre que la licence du producteur de l'œuvre à l'exclusion des droits sur les œuvres musicales faisant partie intégrante des œuvres audiovisuelles comme expliqué sous 1.

3. Les options qui s'offrent aux bibliothèques luxembourgeoises - publiques et privées - sont les suivantes:

- acquérir, comme le font notamment le CNA ou la BNL, des œuvres vidéo auprès des fournisseurs officiels ou centrales d'achat (allemands ou français) pour bibliothèques qui ont identifié, négocié et rémunéré les différents droits d'auteur en amont en y incluant le territoire du Grand-Duché de Luxembourg;
- demander aux fournisseurs ou centrales d'achat ne travaillant pas avec le Luxembourg d'inclure un avenant à leurs contrats avec les producteurs/distributeurs afin d'acquérir les droits pour notre territoire;
- étant donné que les producteurs détiennent dans la très grande majorité des cas les droits sur les œuvres audiovisuelles (sauf sur les œuvres musicales faisant partie intégrante des œuvres audiovisuelles comme expliqué sous 1), s'adresser directement aux différents producteurs afin de payer directement, moyennant un contrat de gré à gré, la rémunération pour prêt public.





À noter aussi qu'actuellement le Conseil supérieur des bibliothèques publiques, institué par la loi du 24 juin 2010 relative aux bibliothèques publiques, s'efforce de préparer une activité de conseil et d'assistance aux bibliothèques publiques («bibliothèques publiques») dans le sens de bibliothèques ayant obtenu l'agrément ministériel en tant que «bibliothèque publique» et non pas dans le sens de «bibliothèques financées par une collectivité publique») ainsi qu'aux bibliothèques qui se trouvent en phase transitoire en vue d'un agrément en tant que bibliothèque publique qui entendent élargir leur offre par un choix significatif d'œuvres vidéo luxembourgeoises et/ou étrangères. Le Conseil, à travers son groupe de travail audiovisuel, entend en cette occasion amorcer un dialogue entre les responsables des bibliothèques et les producteurs audiovisuels luxembourgeois. Cette première rencontre sera organisée après une réunion entre le Conseil supérieur des bibliothèques publiques et les responsables des bibliothèques précitées prévue en octobre 2011.

**Question 1589** (25.7.2011) de **M. Claude Adam** (*déi gréng*) concernant l'**inclusion des enfants à besoins spécifiques dans l'école:**

À la différence du personnel de l'ancien SREA, les nouvelles équipes multi-professionnelles n'ont plus pour mission d'accompagner les enfants à besoins spécifiques dans les écoles privées. Les élèves ne peuvent donc plus recevoir d'aide spécifique dans les écoles privées et perdent donc le libre choix entre école privée et école publique pour la poursuite de leur cursus scolaire.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de l'Éducation nationale:

- Est-ce que Madame la Ministre peut confirmer cette situation?

- Dans l'affirmative, est-ce que cette modification ne constitue pas une discrimination des enfants à besoins spécifiques qui - à la différence des autres enfants - n'ont plus le libre choix entre enseignement public et enseignement privé?

- Est-ce que cette modification n'enfreint pas le principe d'école inclusive pour les écoles privées?

- Est-ce que Madame la Ministre entend modifier cette situation, notamment suite à la ratification récente de la Convention de l'ONU relative aux droits des personnes handicapées, texte qui rejette la ségrégation et impose le principe d'inclusion des personnes handicapées dans l'école «normale»?

**Réponse** (7.9.2011) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

La loi du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé définit les conditions que les établissements privés, qui appliquent les programmes de l'enseignement public luxembourgeois, doivent respecter afin de pouvoir bénéficier d'une contribution de l'État. Chaque année le Ministre détermine le coût moyen par élève en se référant au budget de l'exercice en cours et en prenant en compte l'intervention de l'État dans les rémunérations du personnel enseignant, y compris les charges sociales. Il est entendu que les écoles privées sont libres d'offrir en sus de leurs obligations légales des services et prestations supplémentaires, notamment envers des enfants présentant des déficiences sensorielles et des besoins particuliers.

Le service rééducatif ambulatoire assumant des fonctions d'appui et d'aide a été créé par arrêté grand-ducal du 9 janvier 1998 dans le cadre de l'Éducation différenciée, une institution étatique regroupant des écoles et des services publics instaurés en faveur des enfants à besoins spécifiques. Ce service public a été intégré dans les équipes multiprofessionnelles avec le vote de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental. Les prestations de l'ancien service rééducatif ambulatoire ont donc toujours visé l'enseignement public pour aider les enfants de l'école publique qui ont un besoin spécifique.

Des actions de coopération et d'aide entre l'ancien service rééducatif ambulatoire et les écoles privées sont possibles, notamment dans des situations où une haute spécificité de profils professionnels est nécessaire et fait défaut dans un établissement privé.

Ainsi le tutorat d'agents de l'enseignement privé peut être assuré par des intervenants spécialisés de l'Éducation différenciée pouvant se prévaloir des expériences professionnelles affé-

rentes. Il est également prévu de soutenir des titulaires de l'enseignement privé par des conseils ponctuels relatifs à des méthodes d'enseignement individualisées ou à l'aménagement de la salle de classe, dans le cas où l'installation d'équipements spéciaux est requise. Par ailleurs, les formations continues offertes en matière de pédagogie spéciale sont accessibles aux intéressés de l'enseignement privé.

Une coopération entre les professionnels du service de l'Éducation différenciée et les écoles privées peut donc avoir lieu en sus des contributions allouées aux établissements privés appliquant les programmes de l'enseignement public.

Reste à noter que dans un souci d'amélioration de la qualité des prises en charge des élèves à besoins éducatifs spécifiques, la concentration de ressources humaines et matérielles spécialisées sur un nombre limité de sites scolaires peut s'avérer indispensable.

Puisque la loi du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé demeure inchangée, je ne puis constater une modification voire une discrimination nouvelle des enfants à besoins spécifiques dans les écoles privées et les questions 2, 3 et 4 ne se posent pas.

**Question 1590** (26.7.2011) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant le **développement du télétravail:**

Le travail à domicile est déjà bien répandu dans de nombreux pays. Alors qu'il dépasse 30% en Finlande, en Suède ou aux États-Unis et atteint 18% en moyenne en Europe, le télétravail accuse encore un grand retard au Luxembourg.

L'article 19bis de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État prévoit que «le fonctionnaire peut être autorisé par le chef d'administration à réaliser une partie de ses tâches à domicile par télétravail en ayant recours aux technologies de l'information». Les conditions et modalités de cette forme de travail seront fixées par règlement grand-ducal.

À la fin de l'année 2009, le règlement relatif au télétravail a atteint sa phase finale d'élaboration. Il ressort du rapport d'activité 2010 du Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative que le Gouvernement s'est engagé à mettre en vigueur rapidement la nouvelle réglementation en la matière.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Le règlement grand-ducal en question a-t-il déjà été adopté?

- Dans l'affirmative, quelles sont les conditions et modalités de cette nouvelle forme de travail?

- Combien de fonctionnaires ont déjà profité de cette nouvelle réglementation?

- Existe-t-il des données statistiques quant à l'application du télétravail dans le secteur privé?

**Réponse** (7.9.2011) de **Mme Octavie Modert**, *Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative:*

Monsieur le Député Marcel Oberweis s'enquiert du développement du télétravail dans la fonction publique et voudrait plus particulièrement savoir si le règlement grand-ducal y relatif a déjà été adopté. Dans ce cas, il voudrait connaître les conditions et modalités d'application du télétravail et le nombre de fonctionnaires bénéficiant de cette nouvelle réglementation. L'honorable Député voudrait également savoir s'il existe des statistiques quant à l'application du télétravail dans le secteur privé.

En réponse, je voudrais informer l'honorable Député qu'actuellement le département de la Fonction publique prépare des amendements au projet de règlement grand-ducal déterminant les conditions générales relatives à l'exercice du télétravail dans la fonction publique afin de tenir compte d'un certain nombre de remarques formulées par le Conseil d'État et la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics dans leurs avis respectifs.

À part les quelques modifications résultant des amendements à venir, je peux à ce stade informer l'honorable Député que dans ses grandes lignes les conditions et modalités d'application du télétravail seront les suivantes:

- les fonctionnaires de l'État et les employés de l'État engagés à durée indéterminée pourront bénéficier du télétravail, sous réserve que leur tâche s'élève au moins à 50% d'une tâche complète et exception faite des agents occupant un poste de direction et des fonctionnaires stagiaires;

- le candidat-télétravailleur devra pouvoir se prévaloir d'au moins cinq années de service;

- le nombre des emplois par carrière pouvant être aménagés et exercés sous forme de télétravail sera limité à 15% de l'effectif total de l'administration concernée; cette limite pourra être augmentée jusqu'à 25% dans des cas exceptionnels et si l'intérêt du service le permettra;

- l'agent souhaitant bénéficier du télétravail devra introduire sa demande écrite au moins six mois à l'avance et la décision y relative lui sera notifiée au moins trois mois avant la date à partir de laquelle le télétravail est demandée;

- une convention à conclure entre l'État et l'agent concerné règlera le détail des conditions relatives à l'organisation du télétravail, à savoir une définition du lieu de prestation du télétravail et de la configuration de la station de travail y installée, une description de la tâche du télétravailleur, avec le cas échéant les objectifs à atteindre, l'existence éventuelle d'un dispositif de surveillance, le rappel des obligations incombant au télétravailleur notamment en matière de confidentialité ainsi que la détermination de l'horaire de travail;

- le télétravailleur bénéficiera d'une formation appropriée avant le début de cette nouvelle forme de travail;

- il continuera de bénéficier des droits et d'être soumis aux devoirs découlant du statut général des fonctionnaires de l'État;

- il bénéficiera d'un appui technique ainsi que d'une prise en charge des coûts directement liés au télétravail et d'une éventuelle perte ou détérioration des équipements utilisés;

- l'administration prendra les mesures nécessaires pour assurer la protection des données;

- le télétravailleur devra être présent dans les locaux de son administration au moins 20% du temps de travail normal mensuel;

- l'autorisation de télétravail sera accordée pour une période de deux ans et sera assortie d'une période d'essai de deux mois; elle pourra être renouvelée pour des périodes de deux ans;

- un retour vers la formule de travail antérieure pendant la période accordée de télétravail ne pourra en principe se réaliser que par voie consensuelle entre les deux parties; toutefois, le chef d'administration pourra y mettre fin lorsque l'intérêt du service l'exigera, en cas de baisse notable de la performance du télétravailleur ou en cas de négligences de l'intéressé dûment constatées.

Finalement, en réponse à sa dernière question, je voudrais informer l'honorable Député que le département de la Fonction publique ne dispose pas de statistiques au sujet de l'application du télétravail dans le secteur privé.

**Question 1591** (27.7.2011) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant les **disparités sociales de mortalité:**

Selon une récente publication du CEPS intitulée «Disparités sociales de mortalité au Luxembourg», il paraît que les inégalités sociales de mortalité persistent au 21<sup>e</sup> siècle. On meurt de manière différente en fonction du régime professionnel et de la nationalité. Bien que les inégalités soient de manière générale plutôt modérées tant chez les hommes que chez les femmes, des différences ont pu être notées. Ainsi p. ex., c'est parmi les personnes appartenant au régime professionnel des employés privés que l'on retrouve le pourcentage le plus élevé de décès par tumeurs, viennent ensuite les fonctionnaires et les ouvriers. Les personnes employées dans le domaine de l'agriculture sont beaucoup moins touchées par les maladies tumorales, alors qu'elles sont davantage concernées par les maladies cardio-vasculaires ou du système respiratoire. La nationalité détermine aussi le mode de décès. L'étude met en avant des disparités pour les cinq principales causes de décès. Il ressort de ladite publication du CEPS que les Portugais meurent davantage de cancers que les Luxembourgeois. Ventilé par sexe, ce sont les hommes de nationalité italienne qui décèdent le plus souvent de tumeurs, alors que chez les femmes, les tumeurs sont les principales causes de décès des résidentes françaises.

De l'aveu des auteurs de la publication susmentionnée, leur étude est assez sommaire et approximative faute de données fiables. Un groupe de travail a d'ailleurs été créé au niveau du Ministère de la Santé afin d'améliorer de manière générale l'information sanitaire au Luxembourg et notamment le système des données sanitaires.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre de la Santé:

- Depuis quand le groupe de travail existe-t-il?

- Le groupe est-il déjà parvenu à des conclusions d'amélioration? Dans l'affirmative, quelles suites le Gouvernement entend-il donner à ces conclusions?

- Dans la négative, le Gouvernement peut-il me renseigner sur la date probable de conclusion des travaux dudit groupe?

**Réponse** (7.9.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé:*

L'honorable Député se réfère dans sa question parlementaire à la publication de Monsieur Anastase Tchicaya et Madame Nathalie Lorentz intitulée «Disparités sociales de mortalité au Luxembourg» (CEPS-INSTAD, working paper n°2011-37) qui peut être consultée à l'adresse Internet suivante: <http://www.ceps.lu/pdf/3/art1654.pdf>

Comme l'a très justement remarqué l'honorable Député dans sa question parlementaire, la prédite étude est assez «sommaire et approximative» alors que les auteurs de celle-ci se sont basés sur des indicateurs qui ne sont ni fiables, ni pertinents pour pouvoir effectuer une analyse des disparités socioéconomiques en matière de mortalité au Luxembourg. Ainsi, par exemple, la nationalité des personnes résidentes au Luxembourg, sans l'associer à d'autres indicateurs, ne peut à elle seule pas être révélatrice du niveau socioéconomique de ces personnes. Il en est de même pour l'affiliation à une caisse de maladie (anciennement ouvrier, employé privé etc.) qui ne peut pas être considérée comme un indicateur fiable et constant permettant d'en déduire le niveau socioéconomique d'une personne.

Sous l'impulsion de la direction de la Santé, plusieurs groupes de travail interdisciplinaires (notamment membres du Ministère de la Santé, de la direction de la Santé, de l'IGSS, du Statec, du CRP-Santé etc.) ont été créés il y a quelques années et leurs travaux ont comme objectif commun d'améliorer l'information sanitaire en général et comme objectifs spécifiques:

- d'actualiser les systèmes de recueil de données (registre des causes de décès, registre médical des naissances etc.);

- d'améliorer le système d'information sanitaire en général;

- d'améliorer le système de production de données de mortalité en particulier.

Les efforts qui ont été entrepris jusqu'à présent par ces différents groupes de travail dans le but d'améliorer le système de collecte d'informations, de données sanitaires de même que l'étude de facteurs directs et indirectes sur la santé au Luxembourg ont permis l'élaboration d'un certain nombre de publications dans le domaine sanitaire, dont notamment «La mortalité au Luxembourg: évolution historique, situation actuelle et perspectives futures du système national de surveillance de la mortalité», «Surveillance de la santé périnatale au Luxembourg: 2001-2003», «Enquête sur la situation des personnes atteintes de maladies rares au Luxembourg» etc. Ces publications peuvent toutes être consultées sur le site Internet <http://www.sante.public.lu>

Une réflexion sur les disparités économiques a été intégrée dans ces travaux. Néanmoins, la difficulté d'élaborer des indicateurs socioéconomiques fiables et comparables en matière de mortalité n'est pas une difficulté spécifique au Luxembourg, mais elle se pose également au niveau européen, comme l'a souligné l'étude d'Eurostat «Analysing the socioeconomic determinants of health in Europe: new evidence from EU-SILC», qui est également consultable sur Internet à l'adresse suivante: [http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY\\_OFFPUB/KS-RA-10-016/EN/KS-RA-10-016-EN.PDF](http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_OFFPUB/KS-RA-10-016/EN/KS-RA-10-016-EN.PDF)

**Question 1592** (27.7.2011) de **Mme Nancy Arendt** (CSV) concernant l'**usage de compléments nutritionnels chez les sportifs:**

De nombreux compléments alimentaires pour sportifs sont proposés sur Internet avec des allégations prometteuses sur les performances, qui ne reposent cependant souvent sur aucune justification scientifique ou médicale, alors qu'ils peuvent avoir des effets néfastes sur la santé.

En plus, ces produits peuvent être contaminés par des substances non signalées sur l'emballage qui risquent d'influencer un contrôle antidopage.



Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de la problématique susmentionnée et du danger potentiel de produits commandés par Internet où il est difficile de retracer les pays d'origine?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre envisage-t-il de mener une campagne d'information en direction des sportifs de compétition et de haut niveau sur les effets nocifs possibles sur la santé et sur les effets que certains compléments nutritionnels peuvent avoir sur les résultats des contrôles antidopage?

- Comment les élèves du «Sportlycée» sont-ils sensibilisés en la matière?

**Réponse (30.8.2011) de M. Romain Schneider, Ministre des Sports:**

Par question parlementaire du 27 juillet 2011, vous avez attiré mon attention sur la vente de compléments alimentaires pour sportifs par Internet.

Le fléau des compléments alimentaires de provenance non identifiée, de composition et d'étiquetage non conforme à la réglementation est un problème connu pour les effets néfastes sur la santé des sportifs et le risque de contrôle antidopage positif par des produits contaminés.

Le service médico-sportif du département ministériel des Sports en informe les sportifs et donne des conseils diététiques lorsqu'ils passent les examens médico-sportifs périodiques.

Quant au problème des produits contaminés, j'ai confiance dans le travail de l'Agence Luxembourgeoise Antidopage (ALAD) qui, au Luxembourg, est en charge de tout ce qui se passe de près dans la lutte antidopage. Le Ministère des Sports en tant que membre fondateur de l'ALAD est d'ailleurs représenté au sein du conseil d'administration par trois membres.

Depuis sa création, l'agence a mis beaucoup d'importance sur l'éducation, la sensibilisation et la prévention dans la lutte antidopage.

Elle a créé un site Internet qui renseigne sur les substances et méthodes interdites, mais également sur les produits non prohibés qui permettent de se soigner en toute sécurité et elle fait référence à un nombre de liens pour des renseignements utiles.

Nombreuses sont les conférences tenues par les responsables de l'ALAD à la demande de fédérations, clubs, associations, communes et communautés scolaires sur la lutte antidopage. En 2011, pas moins de 60 entraîneurs ont suivi un cours sur la problématique du dopage lors de leur formation initiale.

Parler aujourd'hui de la lutte antidopage sans évoquer les dangers inhérents aux suppléments alimentaires n'est plus imaginable. Les responsables de l'ALAD ne se lassent de rappeler aux sportifs que l'utilisation de suppléments nutritionnels est dans la majorité des cas superflue et que nombreux sont les produits contaminés accidentellement ou volontairement par des substances interdites.

Il est d'ailleurs possible de s'adresser par téléphone ou mail à l'ALAD en cas de questions sur des médicaments ou suppléments alimentaires et de se procurer du matériel d'information (listes, brochures...).

À mon sens, il n'y a donc pas lieu de mener une campagne spéciale car le processus de sensibilisation est déjà bien entamé; il faut continuer sur la voie engagée.

Quant aux élèves du «Sportlycée», ils sont instruits dans l'application d'un «e-learning program» comprenant sept modules dont un est spécialement consacré aux suppléments alimentaires. Ceci s'avère être le moyen le plus efficace d'intervention auprès des jeunes afin qu'ils apprennent dans un milieu qui est le leur.

Lors de l'examen médico-sportif périodique, les jeunes sportifs talentueux doivent en outre remplir un questionnaire sur leur alimentation et tout particulièrement sur les suppléments alimentaires dont ils feraient éventuellement usage. Le médecin peut ainsi aborder le sujet du dopage dès le début des carrières sportives et il peut donner des conseils diététiques aux sportifs pour réaliser des performances sans avoir recours ni à des suppléments ni à des substances dopantes. Cette démarche sensibilise aux dangers des suppléments alimentaires et procure des informations sur les produits et méthodes interdites. Une brochure énumérant des médicaments avec lesquels on peut se soigner en toute sécurité est distribuée par la même occasion.

Les responsables de l'ALAD ne se limitent pas aux seuls sportifs du «Sportlycée». Ainsi, des journées de prévention ont été organisées avec d'autres lycées dont notamment l'Athénée et le Lycée de Dudelange.

Briser la conduite dopante amène à nous occuper de l'individu: le rendre fort, sûr de soi, de ses moyens, de son entourage, de son entraînement, de son alimentation, de sa récupération. Il faut non pas se pencher sur les produits, mais plutôt sur les consommateurs potentiels, sur les sportifs.

Je dois d'ailleurs relever en terminant qu'au sein de l'Union européenne, le contrôle d'un étiquetage approprié des médicaments et des suppléments alimentaires est une des préoccupations de l'intervention communautaire dans la lutte antidopage, de même que s'en occupe l'Agence mondiale antidopage (AMA) par des accords nombreux de coopération avec l'industrie pharmaceutique.

**Question 1593 (27.7.2011) de Mme Nancy Arendt (CSV) concernant les accidents de la route causés par une tierce personne:**

Chaque année, des dizaines de personnes sont blessées voire tuées dans des accidents routiers provoqués par une tierce personne.

Je voudrais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Existe-t-il des statistiques sur ce type d'accident et le cas échéant Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur la catégorie d'âge des personnes ayant causé dommage à autrui?

- Combien de personnes ont été blessées respectivement tuées dans de tels accidents?

- Quelle a été l'origine des accidents (vitesse, malaise, alcool etc.)?

- Sachant qu'à partir de l'âge de 50 ans les automobilistes doivent se soumettre à un examen médical en vue du renouvellement de leur permis de conduire, combien de personnes se sont vu refuser le prolongement de leur permis de conduire?

- Combien de fois la commission médicale du département ministériel des Transports a-t-elle décidé de soumettre des personnes à un contrôle pratique afin d'évaluer leurs capacités de conduite et quels ont été les résultats de ces tests?

**Réponse (7.9.2011) de M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:**

Dans sa question parlementaire, l'honorable Députée souhaite avoir des précisions sur les accidents de la route causés par une tierce personne ainsi que sur le renouvellement des permis de conduire.

En ce qui concerne les accidents de la route causés par une tierce personne, il convient de rappeler tout d'abord qu'en 2010 le nombre de personnes tuées ou blessées dans des accidents de la circulation s'élève à:

	Tués	Blessés graves	Blessés légers	Total
Conducteurs de véhicules automoteurs	23	99	448	570
Motocyclistes	1	50	39	90
Conducteurs de c.m.a (<50 cm <sup>3</sup> )	0	4	17	21
Cyclistes	1	10	24	35
Piétons	1	47	95	143
Passagers de véhicules	6	36	181	223
Passagers de motocycles	0	3	5	8
Passagers de c.m.a	0	0	1	1
<b>Total</b>	<b>32</b>	<b>249</b>	<b>810</b>	<b>1.091</b>

Source: Statec, Police grand-ducale

alors que le nombre de personnes tuées ou blessées, victimes d'une tierce personne, équivaut à:

	Tués	Blessés graves	Blessés légers	Total
Conducteurs de véhicules automoteurs	2	21	146	169
Motocyclistes	0	9	7	16
Conducteurs de c.m.a (<50 cm <sup>3</sup> )	0	0	5	5
Cyclistes	0	4	8	12
Piétons	0	22	51	73
Passagers de véhicules	6	36	181	223
Passagers de motocycles	0	3	5	8
Passagers de c.m.a	0	0	1	1
<b>Total</b>	<b>8</b>	<b>95</b>	<b>404</b>	<b>507</b>

Source: Statec, Police grand-ducale

La classe d'âge des personnes ayant causé dommage à autrui se présente comme suit:

	classe d'âge	en%
18-24 ans	27	18.6
25-34 ans	32	22.1
35-44 ans	25	17.2
45-54 ans	21	14.5
55-64 ans	9	6.2
65-74 ans	2	1.4
75 ans et plus	5	3.4
inconnu	24	16.6
<b>Total</b>	<b>145</b>	<b>100.0</b>

Source: Statec, Police grand-ducale

Pour l'année 2010, les causes présumées de ces accidents sont:

	délit	en%
Vitesse excessive	42	29.0
Non-observation de la ligne de sécurité	11	7.6
Suivre de trop près le véhicule précédent	11	7.6
Faute de dépassement	10	6.9
Non-observation des panneaux de circulation	6	4.1
Conduite du côté interdite	5	3.4
Non-observation du droit de priorité	5	3.4
Autres fautes	55	38.0
<b>Total</b>	<b>145</b>	<b>100.0</b>

Source: Statec, Police grand-ducale

Dans ce contexte, il convient de relever encore que dans 83 des 145 cas, le test d'alcoolémie a été également positif.

Ensuite l'honorable Députée s'enquiert sur le renouvellement des permis de conduire.

Dans ce contexte, il convient de relever qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2010, les permis de conduire des catégories A (motocycles) et B (voitures automobiles à personnes) sont valables jusqu'à l'âge de 60 ans du titulaire. C'est à partir de ce moment que les personnes concernées doivent se soumettre à un premier examen médical en vue du renouvellement de la durée de validité de leur permis de conduire.

En 2010, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures a traité 1.684 demandes en renouvellement du permis de conduire, dont 30 ont fait l'objet d'un refus.

Pendant cette même période, 64 examens de contrôle pratique ont été effectués, pour vérifier si l'état de santé des personnes concernées est tel qu'elles peuvent participer en toute sécurité à la circulation routière. À noter qu'il s'agit en l'occurrence du nombre total des examens effectués, certaines personnes ayant dû se présenter à plusieurs reprises.

Suite à ces examens de contrôle pratique:

- dix personnes ont eu leur permis de conduire renouvelé sans restriction;

- douze personnes ont fait l'objet d'une restriction de leur droit de conduire;

- huit personnes se sont vu retirer le permis de conduire.



**Question 1595** (27.7.2011) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant les **contrats à durée déterminée dans le secteur de la santé**:

Die Verträge auf Zeit, sogenannte CDDs (contrat à durée déterminée) haben im Gesundheits- und Sozialwesen hierzulande Einzug erhalten. Ein Blick in die Arbeitsangebote der nationalen Tageszeitungen zeigt die Ausweitung dieses neuzeitlichen Phänomens. Aber auch in persönlichen Gesprächen im alltäglichen Kontakt mit betroffenen Gesundheitsberuflern wird dieses Thema angesprochen und auf die negativen Folgen hingewiesen.

Dabei ist gewusst, dass Sozial- und Gesundheitswesen normalerweise in der Gesellschaft verwurzelte Bereiche sind, in denen krisensicher, über Zeit kontinuierlich Pflege- und Versorgungskräfte gebraucht werden. In demselben Maße müsste es möglich sein, über lange Zeitphasen den Bedarf an Pflege- und Versorgungspersonal strategisch wie operationell vorzuplanen und so den bediensteten Arbeitnehmern Kontraktssicherheit zu gewährleisten. Dem scheint aber immer weniger in diesem Sektor der Wirtschaft der Fall zu sein.

Das neue Phänomen trifft dann in erster Linie Frauen, junge Arbeitnehmerinnen, Menschen, die gerade in das Arbeitsleben eingetreten sind und ihre Lebenspläne realisieren wollen, die zum Beispiel Familien gründen oder ein Zuhause einrichten wollen.

Mit der Ungewissheit eines Arbeitskontraktes auf Zeit geht dann ein in vielen Hinsichten prekäres soziales Statut im Leben einher. Beispielsweise bei der Bank, wenn ein Darlehen für die Anschaffung eines Hauses versprochen wird. Oft ist der CDD-Arbeitsvertrag dann der erste Beweggrund der Bank, die Anfrage negativ zu bewerten.

Aber auch im Gesundheits- und Sozialwesen selbst macht die Praxis der CDDs keinen Sinn. Hier werden neue Mitarbeiter/innen in CDDs eingestellt, sie laufen durch initiale Schulungsmaßnahmen, erwerben eine ganze Menge Wissen und Erfahrung über Abläufe in diesen Strukturen und werden dann am Ende des Zeitkontraktes dann doch nicht weiterbeschäftigt mit der Konsequenz, dass dieses Wissen und das damit verbundene Investment quasi für den Arbeitgeber wie auch für die Arbeit gebende Struktur verloren gehen.

Deshalb möchte ich folgende Fragen an den Herrn Minister für soziale Sicherheit stellen:

1) Gibt es Statistiken, die das neue Phänomen belegen? Wie sieht die Progressionsrate der Arbeitsverträge vom Typ „Contrat à durée déterminée“ hierzulande im Gesundheits- und Sozialwesen aus über den Zeitraum der letzten zehn Jahre?

2) Welche Personen sind betroffen? Wie viele Personen werden nach Ablauf der Fristen im Rahmen eines Zeitkontraktes fest eingestellt? Wie viele werden nach Ablauf der Fristen aus dem Arbeitsverhältnis entlassen und müssen nach einer neuen Arbeitsstelle suchen?

3) Welche Motive werden angegeben, um dieses neue Phänomen zu rechtfertigen? Inwiefern ist das kanadische Bewertungssystem der Arbeitsbelastung (PRN - Projet de recherche en nursing) mitverantwortlich für die sprunghaften Einstellungs- und Entlassungspraktiken und das Zurückgreifen auf die für den Arbeitgeber „flexibleren“ Zeitverträge?

4) Wie sieht der zuständige Minister das Phänomen und die damit verbundenen sozialen Nachteile und seine mittel- und langfristigen Konsequenzen auf die Beschäftigten im Gesundheits- und Sozialsektor dieses Landes?

5) Was denkt der Minister zu unternehmen, um diese Praxis im Gesundheits- und Sozialsektor einzudämmen, um der Qualität und Menschlichkeit in den Arbeitsverhältnissen in diesen wichtigen Bereichen unserer Wirtschaft wieder den Vorrang zu geben?

**Réponse** (31.8.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

Das Ministerium für soziale Sicherheit verfügt über keine aufgeschlüsselten Daten, was die Entwicklung der Art der Arbeitsverträge in den Bereichen Pflegeversicherung und Spitäler zwischen 2000 und 2010 angeht. In den Budgetverhandlungen der Gesundheitskasse mit den Spitälern und der COPAS, welche die Dienstleister im Bereich der Pflegeversicherung vertritt, wird nur über Vollzeitposten diskutiert, die Art der Arbeitsverträge steht nicht zur Diskussion.

Für die Entwicklung der Zahl der befristeten Arbeitsverträge in diesen Bereichen gibt es verschiedene Erklärungen, welche zu einem großen Teil sicher mit dem Ersetzen von abwesen-

den Beschäftigten zu tun haben (Ersetzen von Mutterschaftsurlaub, von Elternurlaub, Ersetzen von Teilzeitarbeit im Anschluss an eine Geburt usw.). Gerade in den Bereichen der Pflegeversicherung und des Spitalswesens ist die Zahl der Mitarbeiter in den letzten zehn Jahren stark gestiegen und der Anteil der weiblichen Beschäftigten sehr hoch. Zudem war die Notwendigkeit, Fehlzeiten der Arbeitnehmer und Arbeitnehmerinnen zu ersetzen, im Pflege- und Spitalsbereich schon immer höher als in anderen Berufssparten und es wäre möglich, dass die 2001 erfolgte Nachbesserung in Sachen Mutterschutz zu einer verstärkten Notwendigkeit geführt hat, verlängerte Abwesenheitszeiten insbesondere von Arbeitnehmerinnen im Mutterschutzurlaub mit unbefristetem Arbeitsvertrag durch Personen mit befristetem Arbeitsvertrag zu ersetzen.

Nicht alle Arbeitsplätze eines Spitals werden durch den PRN begründet, obwohl die Anzahl der davon abhängigen Posten einen Großteil der Gesamtzahl der Arbeitsplätze in diesem Bereich betrifft. Der PRN hat aber in den letzten Jahren eine große Stabilität aufgewiesen, und wenn es Schwankungen gab, so gingen sie im gesamten Spitalsbereich eher nach oben als nach unten. Die Unsicherheit gegenüber der Entwicklung des PRN-Faktors kann also nicht allein als verantwortlich für die Änderung der Einstellungspolitik, wenn es eine solche denn gegeben hätte, angesehen werden.

**Question 1596** (27.7.2011) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant les **ruptures de stock de certains médicaments**:

Les pharmaciens font régulièrement état de ruptures de stock sur des médicaments. Récemment, tel est le cas pour les produits «Singulier 5 mg», «dehydro sanol tri» ou «Clexane». Les pharmaciens se trouvent ainsi dans l'impossibilité de délivrer des médicaments prescrits par les médecins. Cette rupture de stock va de plusieurs jours à des périodes supérieures à un mois. Certains pharmaciens n'hésitent pas à sacrifier leurs marges et à s'approvisionner en dehors des circuits habituels afin de satisfaire leurs clients.

Or, ce problème a été soulevé dès 2007 lors de la publication de l'étude «Indice européen 2007 des consommateurs des soins de santé». Un communiqué de presse indiquait alors: «Pourquoi l'accès aux nouveaux médicaments est-il si médiocre alors que le système bénéficie de très bons financements? Je suggérerais au Luxembourg de s'aligner sur certains des systèmes les plus rapides et non sur le plus lent d'Europe occidentale, c'est à dire le système belge», a déclaré Mr. Johan Hjertqvist, président de la société Health Consumer Powerhouse, lors de l'analyse des résultats de l'indice au Luxembourg.

Les raisons de certaines difficultés d'approvisionnement ont ainsi été identifiées depuis un certain nombre d'années, et sont liées à une trop grande dépendance du circuit d'approvisionnement belge.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que le Luxembourg est régulièrement confronté à des ruptures de stock et autres problèmes d'approvisionnement sur certains médicaments?

2) Si oui, quelles en sont les raisons et pourquoi une solution durable n'a-t-elle pas encore été trouvée?

3) De quels pays le Luxembourg importe-t-il ses médicaments? Quelles sont les «parts de marchés» par pays d'importation?

4) Monsieur le Ministre peut-il recourir à une «Cellule de vigilance» qui surveille l'approvisionnement en médicaments, recueille des informations sur de potentielles ruptures de stock et réagit à ces situations en diversifiant les sources d'approvisionnement?

5) Quelles mesures concrètes Monsieur le Ministre propose-t-il de mettre en œuvre pour apporter une solution durable à ces problèmes récurrents? Est-il par exemple proposé de mettre fin à certaines situations de «monopole de fait» et de diversifier les sources d'approvisionnement?

6) Existe-t-il un portail Internet permettant de signaler les médicaments en rupture de stock et de fournir aux médecins, aux pharmaciens et aux patients des stratégies pour parer à ces ruptures?

**Réponse commune** (31.8.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale*:

1) Sans pouvoir parler d'un phénomène régulier, il y a lieu de constater que le Luxembourg n'est pas à l'abri des problèmes d'approvisionnement sur certains médicaments.

2) Sans pouvoir identifier de façon exhaustive tous les facteurs générateurs de chaque pénurie, il y a lieu de remarquer que le problème provient notamment de l'exiguïté du marché luxembourgeois, ce qui fait que d'éventuels goulets d'étranglement se font sentir immédiatement. En effet, le contingentement calculé par l'industrie pharmaceutique pour le marché luxembourgeois est calculé en fonction de la population cible. Par ailleurs, le phénomène de la production «just in time» et la dépendance du marché luxembourgeois des grandes multinationales et surtout des réseaux de distribution belges ne rendent pas la situation moins précaire.

3) Le Luxembourg importe principalement de la Belgique et de l'Allemagne. En 2010, les parts de marché en fonction du montant net (date prestation) étaient les suivantes:

Allemagne: 11%

Belgique: 87%

4) Au Luxembourg, ce sont les grossistes luxembourgeois qui recueillent et gèrent ces informations.

5) Le projet de règlement grand-ducal relatif au statut du grossiste en médicaments est supposé remédier à ces problèmes. En ce qui concerne toutefois le monopole de fait et la diversification du marché, il faut se rendre compte que ce sont les grandes multinationales qui imposent l'approvisionnement du marché luxembourgeois, ce qui rend difficile voire impossible toute tentative de diversification.

6) Même si un tel site Internet n'existe pas, les pharmaciens ont très souvent la possibilité de substituer un médicament équivalent au médicament en rupture de stock.

**Question 1597** (27.7.2011) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant la **libéralisation du secteur de la santé**:

Mit der im Jahre 2013 eintretenden Liberalisierung der Gesundheitsdienste im europäischen Gesundheitsmarkt, die im Rahmen der „neuen europäischen Richtlinie zu grenzüberschreitenden Gesundheitsdienstleistungen“ erfolgt, wird sich für das nationale Gesundheitssystem konkret die Frage stellen, wie es mit ausländischer Konkurrenz umgehen will und kann, nachdem es bisweilen durch ein konsequent betriebenes Regulationssystem weitgehend „in der abgeschirmten Isolierung“ arbeiten konnte.

In einer rezenten Ausgabe des von den Ministerien für Gesundheit und Soziales herausgegebenen Informationsblattes „InSight SantéSécu“ wurde auf diese wichtigen Herausforderungen hingewiesen, ohne jedoch eingehender auf die konkreten Fragen einzugehen, die sich bereits heute dringend stellen. So wurde auf Folgendes hingewiesen:

„Luxemburg ist als kleines Land besonders von dieser Richtlinie betroffen. Ein wenn auch kleiner Teil der Luxemburger sowie Versicherte mit Luxemburger Krankenversicherung lassen sich im Ausland medizinisch versorgen. Umgekehrt interessieren sich auch die Bewohner der Grenzregion verstärkt für das Luxemburger Gesundheitswesen. So bringt die Richtlinie für das Großherzogtum wichtige Herausforderungen mit sich, aber auch Chancen für die Patientenversorgung und den nationalen Gesundheitssektor.“

Wenn sich die politisch Verantwortlichen auch der Herausforderungen bewusst zu sein scheinen, so stellen sich dennoch konkret Fragen. So beispielsweise die Frage betreffend die Zulassung von ausländischen Versorgungsleistern, von Medizinern über Pflegefachkräfte, Gesundheitsberuflern (u. a. Physiotherapeuten) oder auch kommerzielle Anbieter im Bereich der ambulanten Dienste, seien diese aktiv in der Pflege beim Patienten zuhause oder im Rahmen von medizinischen Zentren.

Umgekehrt natürlich besteht auch die Möglichkeit für luxemburgische Dienstleister, im nahen ausländischen Grenzgebiet Aktivitäten zu entwickeln. Vor allem kann angenommen werden, dass, wenn sich einmal die Zulassungsbedingungen auf dem hiesigen Gesundheitsmarkt ändern, sich ein Schneeballeffekt einstellen könnte, mit Konsequenzen unter anderem auf die derzeitigen Lohnniveaus für qualifizierte Gesundheitsfachkräfte hierzulande.

Deshalb möchte ich folgende Fragen an den Herrn Minister für soziale Sicherheit stellen:

1) Welche konkreten Maßnahmen werden bereits heute von Seiten der zuständigen Ministerien genommen, um die nationalen Dienstleister im Gesundheits- und Sozialwesen auf diese neue Herausforderung vorzubereiten?

2) Gibt es bereits heute Anfragen für neue Dienstleistungen, die grenzüberschreitend angeboten werden und von denen Versicherte der CNS profitieren könnten? Was kann der Minister bereits zu diesem Zeitpunkt über Verhandlungsergebnisse mitteilen?

3) Gibt es zu diesem Zeitpunkt Aktivitäten von Dienstleistern im Bereich der Versorgung (Gesundheit und Soziales), die im Ausland etabliert sind und nach ausländischen Lohnvorgaben ihre in Luxemburg tätigen Mitarbeiter bezahlen? Wäre diese Praxis heute legal?

4) Wie steht es mit der Homologation (Autorisation d'exercer/Droit d'établissement) ab 2013 mit der konkreten Umsetzung der europäischen Richtlinie? Bleibt dem nationalen Regulator eine Möglichkeit erhalten, über die Ablehnung der Akkreditierung respektive der Homologation um den nationalen Markt zu ordnen?

5) Bleibt dem zuständigen nationalen Minister demnach noch eine Möglichkeit, regulierend national einzugreifen, oder besteht der offene europäische Markt? Wenn ja, welche Mechanismen respektive Stellschrauben könnten dennoch zum Einsatz kommen?

6) Welche Auswirkungen wird das Phänomen auf die hier in Luxemburg gezahlten Löhne im Gesundheits- und Sozialwesen haben? Wie kann der zuständige Minister gegen Dumping vorgehen?

7) Gibt es heute ein nationales öffentliches Internetportal, auf dem die europäische Richtlinie zu grenzüberschreitenden Gesundheitsleistungen aus der nationalen Perspektive heraus aufgearbeitet wird und die betroffenen nationalen Dienstleister und Arbeitnehmer sich eingehend informieren können, um für sich selbst und für das nationale Gesundheitswesen quasi „proaktiv und präventiv“ konstruktive Beiträge bei der Umsetzung leisten zu können?

**Réponse** (31.8.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

Es scheint hier eine Vermischung der Richtlinie über Dienstleistungen im Binnenmarkt (2006/123/EG), auch Bolkestein-Direktive genannt, und der Richtlinie über die Ausübung der Patientenrechte in der grenzüberschreitenden Gesundheitsversorgung (2011/24/EU) vorzuliegen.

Die erste hat zum Ziel, die Bedingungen, unter welchen Dienstleistungsbetriebe aus einem Mitgliedstaat grenzüberschreitend in einem anderen Mitgliedstaat arbeiten können, zu vereinfachen, die zweite richtet sich an die Versicherten und ihr vorrangiges Ziel ist es, die Rechte der Patienten zu klären durch eine bessere Informationspolitik im Rahmen der grenzüberschreitenden Gesundheitsversorgung, durch die Klärung der Bedingungen, welchen die Vorabgenehmigung bestimmter grenzüberschreitender Gesundheitsdienstleistungen unterliegt, durch die Schaffung von nationalen Kontaktstellen für die grenzüberschreitende Gesundheitsversorgung und durch eine Kostentrückstellung, welche in der Höhe derjenigen entspricht, welche im Mitgliedstaat selbst rückerstattet worden wäre.

Die Gesundheitsversorgung ist von der Richtlinie über Dienstleistungen im Binnenmarkt (2006/123/EG) explizit durch Artikel 17, Punkt 7 ausgeschlossen:

„Artikel 17 - Weitere Ausnahmen von der Dienstleistungsfreiheit

Artikel 16 findet keine Anwendung auf: (...)

7. die Angelegenheiten, die unter die Verordnung (EWG) Nr.1408/71 fallen;(...)"

Die Umsetzung der Richtlinie über die Ausübung der Patientenrechte in der grenzüberschreitenden Gesundheitsversorgung (2011/24/EU) muss bis spätestens zum 25. Oktober 2013 erfolgt sein. Eine diesbezüglich zusammengestellte interministerielle Arbeitsgruppe trifft sich regelmäßig. Auf europäischer Ebene treffen sich in einem von der EU-Kommission eingesetzten Ausschuss Vertreter der Mitgliedstaaten und der Kommission. Eine bilaterale Unterredung zwischen den Mitgliedern der EU-Kommission und Vertretern Luxemburgs hat bereits stattgefunden.

Die Verwaltungen unterziehen zurzeit die Richtlinie einer fundierten Analyse, um ihre Auswirkungen auf die bestehende Gesetzgebung und Reglementierung sowie auf die aktuelle Verwaltungstechnische Praxis einschätzen zu können und um ihre Texte und Prozesse den Anforderungen der Richtlinie entsprechend abzuändern.



**Question 1598** (27.7.2011) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant les **informations sur les ordonnances médicales**:

Falls ein Patient sich mit einer „Ordonnance médicale“ in die Apotheke begibt, um sich Material für eine Wundversorgung zu besorgen, kann dieses Unterfangen zunächst einmal an administrativen Hürden scheitern.

Immer wieder werden Mediziner mit ihren ausgestellten ärztlichen Verordnungen konfrontiert, die nach Angaben der Apotheker nicht ganz den Vorschriften der CNS entsprechen sollen und so nicht abgerechnet werden können, also de facto das Rezept abgeändert respektive ergänzt werden muss.

So beispielsweise bei der Bezeichnung von Material, das bei der Versorgung von Wunden, Stomien, Kathetern und anderen therapeutischen Vorgängen benutzt wird. Dieser Vorgang ist zeitraubend für den betroffenen Patienten, den behandelnden Arzt wie auch Apotheker und verzögert nicht zuletzt die Aufnahme der Therapie des Patienten zu Hause und ist dabei noch kostenintensiv für alle Beteiligten.

Nun ist gewusst, dass die Apotheken bereits heute über ein elektronisches Programm verfügen, welches die genauen Bezeichnungen dieses selben Materials bis ins letzte Detail aufweist.

Auf der anderen Seite stehen dem verschreibenden Arzt diese Mittel zurzeit nicht zur Verfügung. Der Anspruch der CNS auf präzise Information zu den verordneten Materialien und die Realität in Sachen zur Verfügung stehender Mittel zur Detaillierung der Verschreibung von Material klaffen demnach oft auseinander.

Es ginge also wohl in erster Linie darum, den Mediziner die Mittel und Ressourcen zu verschaffen, um Rezepte ausstellen zu können, die den hohen Anforderungen der CNS genügen können.

Deshalb möchte ich folgende Fragen an den Herrn Minister für Gesundheit und soziale Sicherheit stellen:

- 1) Wie kann nach Meinung des zuständigen Ministers die Effizienz in der Ausstellung von Rezepten verbessert werden?
- 2) Denkt der Minister nicht auch, dass die Zurverfügungstellung von elektronischen Mitteln durch die CNS die Schreibe der Mediziner erleichtern würde und gleichzeitig die von der CNS eingeforderten Informationen auf der „Ordonnance médicale“ erbringen könnte?
- 3) Gibt es Statistiken im nationalen Gesundheitssystem, welche die Rate der „revidierten Ordonnances médicales“ beziffern?
- 4) Kann der Minister Angaben darüber geben, wie die genaue Quote der Rezepte ist, die über informatische Medien erstellt wurden, gegenüber dem Anteil an konventionellen handgeschriebenen Rezepten?
- 5) Wie steht es hierzulande mit dem sogenannten „ePrescribing“, bei dem das Rezept elektronisch erstellt wird und papierlos bis zum Apotheker weitergeleitet wird?
- 6) Gibt es ein konkretes Einführungsdatum dieses Pilotprojektes in Sachen „ePrescribing“ für das nationale Gesundheitssystem?
- 7) Was sind die konkreten Vorgaben des strategischen nationalen Plans zur Umsetzung von „eHealth“ in dieser Hinsicht?

**Réponse commune** (31.8.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale*:

Die von den Mediziner beim Erstellen eines ärztlichen Rezeptes zu beachtenden Regeln sind sowohl in dem Abkommen mit den Ärzten (Artikel 26-47) als auch in den Statuten der Gesundheitskasse dokumentiert. Diese Bestimmungen können auf elektronischem Wege abgefragt werden in der Rubrik „Législation“ der Webseite der Gesundheitskasse: [www.cns.lu](http://www.cns.lu). Die Statuten der Gesundheitskasse beinhalten unter anderem im Anhang die „Liste positive des médicaments“ sowie die Listen der von der Gesundheitskasse übernommenen medizinischen Leistungen. So kann der Arzt über alle notwendigen Informationen verfügen, damit seine Rezepte ohne Beanstandungen von der Gesundheitskasse rückerstattet werden. Außerdem sind die Medikamentendaten in elektronischer Form aus der Datei CEFIP abrufbar.

Gemäß Artikel 34 des Codex der medizinischen Berufspflicht „muss der Arzt seine Verschreibun-

gen mit der notwendigen Klarheit formulieren, darauf achten, dass sie für den Patienten und sein Umfeld verständlich sind“.

Artikel 25 desselben Codex bestimmt, dass „die Ausübung des Arztberufes für den Mediziner von ihm gemachten Diagnosen entsprechend die Erstellung von Zertifikaten, Attesten und Berichten beinhaltet, welche vom Gesetz oder den Verordnungen vorgesehen sind. Diese Dokumente müssen in einer korrekten und lesbaren Weise erstellt werden, datiert sein, die Identifizierung des Unterzeichners ermöglichen sowie seine Unterschrift tragen. (...)“.

Die Konvention zwischen der Gesundheitskasse und der Ärztereinigung behandelt nicht nur in den Artikeln 26 bis 47, welche die Regeln der Erstellung von ärztlichen Rezepten beinhalten, die Pflicht des Arztes, sich der Wichtigkeit seiner Verschreibungen bewusst zu sein, sondern ebenfalls in Artikel 91, der besagt, dass die statutarischen Bestimmungen den Ärzten entgegengehalten werden können, und in Artikel 87, welcher bestimmt, dass der Arzt die Pflicht hat, die die Gesundheitsversorgung und die soziale Sicherheit betreffende Gesetzgebung zu kennen, insoweit sie ihn betrifft.

Es bestehen weder Statistiken über die Anzahl der rektifizierten Rezepte, noch über den Prozentsatz der handschriftlich erstellten Rezepte gegenüber den elektronisch erstellten Rezepten.

Ein Projekt „ePrescribing“ muss man im Zusammenhang mit Datenschutzaufgaben und mit den Schwierigkeiten, welche es bei der gesicherten Speicherung und Übermittlung der Daten zu lösen gilt, sehen.

**Question 1599** (27.7.2011) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant les **aides pour les chercheurs indépendants**:

Meistens wird die Forschung in den Betrieben oder in öffentlichen Institutionen vorangetrieben. Hierbei kann der Forscher auf Beihilfen sei es durch die Betriebe oder durch seine Institution zählen. Viele dieser Forschungsprojekte werden vom Fonds national de recherche (FNR) unterstützt.

Unabhängige Forscher, die nicht in einer Institution oder in einem Betrieb arbeiten, haben aber größere Schwierigkeiten, um in den Genuss einer Beihilfe vom FNR zu kommen, um Projekte durchzuführen. Die einzige Möglichkeit ist eine Post-Doktorat-Börse, die aber zum Beispiel an die Bedingung geknüpft ist, dass die Doktorarbeit nicht länger als acht Jahre zurückliegt. Falls der unabhängige Forscher die Uni anspricht und sie bittet, ein Forschungsprojekt zu unterstützen, um somit in den Genuss der Beihilfe des FNR zu kommen, dann muss die Uni das Projekt bewilligen, was nicht immer der Fall ist, da hier verschiedene Professoren vielleicht eine andere Meinung vertreten und das Forschungsprojekt als solches nicht akzeptieren. Das „Monopol“ von den wenigen Institutionen kann so die unabhängige Forschung verhindern.

Deshalb möchte ich folgende Fragen an den Herrn Minister für Hochschulwesen und Forschung stellen:

- 1) Gibt es Möglichkeiten für unabhängige Forscher, die nicht in einem Betrieb oder einer Institution arbeiten, an die Forschungsgelder vom FNR zu kommen, ohne dass die Uni vermittelt? Wenn ja, welche?
- 2) Warum gibt es nur eine Post-Doktorat-Börse, wenn der Dokortitel nicht mehr als acht Jahre zurückliegt, wissend dass die Erfahrung mit der Lebensdauer zunimmt und es nicht ungewöhnlich ist, dass ein älterer Forscher ein gutes Projekt starten kann?
- 3) Ist die Regierung gewillt, das Gesetz über die Beihilfen vom FNR zu verbessern, um die Arbeit von unabhängigen Forschern zu erleichtern?

**Réponse** (22.9.2011) de **M. François Biltgen**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

Forscher, die keiner Institution angehören, sind in Europa und Amerika eher selten, da die zur Forschung benötigten Rahmenbedingungen eine institutionelle Anbindung oft unabdingbar machen. Wissenschaftliche Arbeit ist in der Regel geprägt durch den intensiven fachlichen Austausch mit Kollegen, sowohl in der täglichen Arbeit als auch auf Kongressen und Tagungen. In diesem Sinne fördert der Fonds national de la recherche überwiegend Forschungsvorhaben von Forschungsgruppen sowie von Kooperationen mit Forschungsinstitutionen im Ausland.

Gleiches gilt für das Instrument zur Förderung von Doktoranden und Promovierten „Aides à la formation-recherche“ (AFR), welches im Jahr

2008 das seit 1987 bestehende Forschungsstipendien-Programm abgelöst hat und im Besonderen darauf abzielt, Karriereanfängern den Eintritt in eine Forschungskarriere zu erleichtern. Dabei wurde gesetzlich im Sinne einer qualitativ hochwertigen Ausbildung der Nachwuchsforscher festgehalten, dass Kandidaten nur in Zusammenarbeit mit einer Forschungsinstitution von diesen Fördermaßnahmen profitieren können. Zu den Voraussetzungen einer solchen hochwertigen Ausbildung gehören die wissenschaftliche Begleitung des Stipendiaten durch einen qualifizierten Betreuer an der Gastinstitution, der tägliche wissenschaftliche Austausch mit Fachkollegen, die Einbindung in Formationszyklen sowie die Einführung in die Arbeitsabläufe in wissenschaftlichen Institutionen (z. B. Übernahme von Lehraufträgen, Betreuung von Studenten und Doktoranden etc.). Diese Voraussetzungen sind bei einem unabhängigen arbeitenden Forscher kaum gegeben.

Ich verweise darauf, dass die AFR-Fördermaßnahme in erster Linie dazu dient, Kandidat(inn)en bei Karrierebeginn in ihrer Ausbildung zum Forscher zu unterstützen. Aus diesem Grund gibt es eine zeitliche Einschränkung für die Vergabe der Forschungsförderung an Post-Doktoranden. In zahlreichen anderen europäischen Ländern gelten derartige Fördermaßnahmen für Post-Doktoranden lediglich bis ca. vier Jahre nach dem Doktorat. Ab diesem Zeitpunkt wird erwartet, dass sie die Möglichkeit haben, über die Einbindung in das Projekt einer Forschungsgruppe ihre wissenschaftliche Arbeit in einem geregelten Arbeitsverhältnis weiterzuführen.

Forscher in einem solchen geregelten Arbeitsverhältnis sind im Übrigen nicht von der AFR-Förderung ausgeschlossen. Dabei muss jedoch sichergestellt sein, dass sie mindestens 50% ihrer Arbeitszeit an dem geförderten Forschungsprojekt arbeiten und die oben erwähnten Kriterien der AFR-Fördermaßnahme erfüllen. Die Höhe der AFR-Förderung wird an die spezifischen Begebenheiten angepasst.

Zurzeit sehe ich keinen Anlass, die gesetzlichen Bestimmungen bezüglich der AFR-Fördermaßnahmen abzuändern.

**Question 1600** (27.7.2011) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant **l'installation d'un réseau Internet sans fil dans plusieurs salles de classe du Lycée technique Joseph Bech à Grevenmacher**:

Selon mes informations, plusieurs salles de classe du Lycée technique Joseph Bech à Grevenmacher devraient être prochainement équipées avec un réseau Internet sans fil Wi-Fi.

De multiples rapports attirent l'attention sur les risques d'une exposition continue aux rayonnements électromagnétiques. Tant le Ministère de la Santé que le Ministère de l'Éducation nationale semblent d'ailleurs sensibilisés à cette problématique. Récemment, en date du 12 juillet 2011, dans une réponse commune à la question parlementaire n°1487 (cf. *compte rendu n°15/2010-2011*), on peut ainsi lire: «Lors de la planification de nouveaux bâtiments scolaires ou de la rénovation des bâtiments existants l'équipement technique des salles de classe prévoit toujours des réseaux informatiques câblés. (...) En règle générale, il est recommandé de prendre des mesures afin de limiter l'exposition des élèves aux ondes des téléphones portables et autres technologies tel le Wi-Fi respectivement d'en faire une utilisation raisonnable.»

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et à Monsieur le Ministre de la Santé:

- 1) Est-il exact que plusieurs salles de classe du Lycée technique Joseph Bech à Grevenmacher vont être prochainement équipées avec un réseau Wi-Fi?
- 2) Si oui, pour quelles raisons les recommandations communes formulées dans la réponse à la question parlementaire n°1487 ne sont-elles pas appliquées au Lycée technique Joseph Bech?
- 3) Est-il encore possible, avant la rentrée 2011/2012, d'installer un réseau câblé au Lycée technique Joseph Bech? Madame la Ministre de l'Éducation nationale donnera-t-elle des instructions en ce sens?
- 4) Quelles mesures le Gouvernement va-t-il mettre en œuvre pour imposer le «principe de précaution» dans la problématique des rayonnements électromagnétiques (réseau Wi-Fi, antennes «GSM»,...) plus particulièrement dans les lieux fréquentés par les enfants et les adolescents?

**Réponse commune** (12.9.2011) de **Mme Mady Delvaux-Stehes**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*,

et de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Le Lycée technique Joseph Bech à Grevenmacher (LTJBG) participe avec six autres lycées au développement à la mise en place d'un livre de classe électronique («Klassebuch (eKB)») actuellement en phase pilote. Après la mise en place d'une infrastructure «hardware» centralisée auprès du Centre de technologies de l'Éducation, plusieurs solutions «hardware» de déploiement dans les lycées sont en train d'être étudiées.

Dans le cadre de la phase pilote du projet, la direction du LTJBG a opté pour un modèle d'exploitation de l'eKB basé sur l'introduction de tablettes tactiles (iPads ou autres) comme support électronique. Étant donné que ces tablettes ne peuvent être connectées que via un réseau local de type Wi-Fi, l'utilisation de ce dernier est incontournable. Par conséquent, l'installation d'un réseau câblé dans les salles de classe n'apporterait pas de plus-value opérationnelle pour la mise en œuvre de cette initiative pédagogique locale.

Il convient de rappeler à l'honorable Député la réponse commune du Ministre de la Santé et de la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle à la question parlementaire n°1487 de Monsieur le Député Jean Huss relative aux rayonnements cancérogènes des portables.

Comme indiqué dans cette réponse, le Ministère de la Santé applique depuis plusieurs années le principe de précaution en ce qui concerne les rayonnements électromagnétiques en général. Ainsi, au printemps 2009 fut édité, conjointement avec le Ministère du Travail et de l'Emploi, un dépliant intitulé «Informations relatives au rayonnement des téléphones mobiles et des stations de base», publié en trois langues (français, anglais et allemand) et distribué entre autres dans les lycées. Ce dépliant fournit un certain nombre de conseils aux utilisateurs de téléphones portables dans le but de minimiser, dans un esprit de précaution, l'exposition aux ondes électromagnétiques.

D'autre part, des campagnes de sensibilisation concernant les champs électromagnétiques et notamment les hautes fréquences ont été réalisées dans différents établissements scolaires (par exemple au Lycée Aline Mayrisch à Luxembourg en 2007, à l'école primaire de Sanem en 2008 ou encore au Lycée Josy Barthel à Mamer en 2011) par les services de la direction de la Santé et ce à la demande des enseignants ou responsables. Les agents de la direction de la Santé se tiennent à la disposition de tous les enseignants ainsi que de tous les responsables d'établissements scolaires qui souhaiteraient procéder à une campagne de sensibilisation similaire.

Par ailleurs, les services compétents de la direction de la Santé mesurent depuis plusieurs années les intensités des champs électromagnétiques de hautes fréquences à l'intérieur des bâtiments qui sont fréquentés par des enfants ou adolescents tels que des crèches, foyers, écoles, lycées, etc.

De telles mesures d'intensité sont également effectuées de manière «préventive» afin d'optimiser l'emplacement des antennes internes et minimiser l'exposition de toute personne aux champs électromagnétiques. Les experts de la direction de la Santé suivent aussi l'avancement des études scientifiques en la matière et ils appliquent à titre de précaution le principe «Alara» (as low as reasonably achievable) de sorte que les intensités des champs électromagnétiques mesurées dans les établissements scolaires restent nettement en dessous des limites en vigueur.

Suite au classement des ondes électromagnétiques de hautes fréquences émanant des téléphones mobiles comme potentiellement cancérogènes en mai 2011 par l'IARC (International Agency Research for Cancer), il est envisagé d'élaborer ensemble avec le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle des recommandations informant sur les risques en relation avec des technologies de communication à haute fréquence et donnant des conseils techniques «préventifs» relatifs aux mesures à mettre en œuvre face à de tels risques.

**Question 1601** (27.7.2011) de **M. André Hoffmann** (*déi Lénk*) concernant la **convention relative aux droits des personnes handicapées dans le cadre de l'aménagement communal**:

La Chambre des Députés vient de voter le 13 juillet le projet de loi portant approbation de la Convention relative aux droits des personnes handicapées. Selon l'exposé des motifs, l'accès-



sibilité au sens large du terme est un «grand pilier de la Convention». Et en effet, dans l'article 9 de la Convention, les États Parties s'engagent à prendre toutes les mesures pour garantir cette accessibilité, notamment «l'identification et l'élimination des obstacles et barrières à l'accessibilité» ainsi que l'élaboration de «normes nationales minimales...». Il me semble aller de soi que la mise en œuvre de telles mesures devrait être l'une des priorités de l'aménagement communal. Or, ni la loi sur l'aménagement communal et le développement urbain de 2004, ni la version modifiée récemment, ni les règlements grand-ducaux en vigueur, ni les projets de règlements grand-ducaux connus ne contiennent des dispositions précises et contraignantes concernant cette accessibilité. Voilà pourquoi je voudrais prier Monsieur le Ministre de répondre aux questions suivantes:

1. Monsieur le Ministre envisage-t-il d'introduire dans les nouveaux règlements grand-ducaux concernant l'aménagement communal des dispositions précises et obligatoires concernant le droit d'accès des personnes handicapées, de manière à leur permettre de «participer pleinement à tous les aspects de la vie» (article 9 de la Convention)?

2. Entend-il notamment inscrire, dans «l'étude préparatoire» au PAG, une identification systématique de tous les obstacles et de toutes les barrières qui entravent, pour les personnes handicapées, l'accès aux différentes activités de la vie, et dans la «stratégie de développement», un plan tout aussi systématique pour l'élimination de ces obstacles?

3. Monsieur le Ministre entend-il prescrire des mesures analogues aussi pour les plans d'aménagement particulier (PAP)?

4. La Convention insistant à juste titre sur la participation active des personnes handicapées et des organisations qui les représentent, Monsieur le Ministre voudra-t-il prescrire aussi, par voie de règlement grand-ducal ou de circulaire, qu'une telle participation doit être garantie lors de l'élaboration et de l'exécution des PAG et des PAP?

**Réponse** (24.8.2011) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

S'il est vrai que ni la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ni ses règlements d'exécution ne prévoient des dispositions spécifiques en matière de mesures et dispositions à prendre dans le cadre d'un plan d'aménagement général en vue d'identifier et d'étendre l'accessibilité en faveur des personnes handicapées, il n'en reste pas moins que le respect des objectifs visés peut être poursuivi en exécutant diverses dispositions générales des textes existants.

À noter que les questions plus spécifiques relatives à la sécurité, la salubrité et l'hygiène publiques, qui figurent parmi les objectifs poursuivis par la loi précitée, seront désormais traitées au niveau d'un règlement communal sur les bâtisses (article 39 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain).

Un règlement type en la matière, qui sera mis à disposition des communes, est actuellement en cours d'élaboration au sein de mon département ministériel.

Ce document contiendra des dispositions détaillées relatives à l'accessibilité des bâtisses de nature publique et privée pour personnes à mobilité réduite. Y seront notamment abordés des aspects tels que le nombre d'emplacements de stationnement réservés aux personnes à mobilité réduite, l'accessibilité extérieure aux bâtisses, la signalétique particulière, le dimensionnement des portes d'entrée, des couloirs, des ascenseurs, des pièces d'eau, des chambres, des cabines d'essayage, les équipements des guichets publics, le nombre de logements à réserver aux personnes à mobilité réduite, etc.

En application du principe d'autonomie communale, les communes disposent d'un pouvoir réglementaire certain en la matière, pouvoir qui peut néanmoins être restreint par d'éventuels règlements grand-ducaux, pris en vertu de la loi portant approbation de la Convention précitée.

S'agissant de la participation active des personnes handicapées et des organisations qui les représentent pendant la phase d'élaboration des projets d'aménagement général et particulier, je me permets de vous renvoyer aux dispositions des articles 10 à 16 ainsi qu'à l'article 30 de la loi susmentionnée. Ces articles prévoient notamment une procédure d'enquête publique ouverte à toute personne physique, morale ainsi qu'à toutes les associations intéressées. Au cours de cette enquête publique, toute personne intéressée est à même de faire part de ses doléances, objections et réclamations.

**Question 1603** (29.7.2011) de **M. Carlo Wagner** (DP) concernant le **revêtement obligatoire de pneus d'hiver pendant la saison hivernale**:

Au début de l'année Monsieur le Ministre avait annoncé que ses services étudierait la possibilité de mettre en place un cadre législatif prévoyant le revêtement obligatoire de pneus d'hiver pendant la saison hivernale. Selon mes informations, une solution ne semble pas encore être en vue.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- À quel stade se trouvent actuellement les travaux de préparation concernant la mise en place d'un cadre législatif prévoyant le revêtement obligatoire de pneus d'hiver?

- Dans quels délais pourra-t-on s'attendre à la mise en place du cadre législatif afférent?

- Est-ce que les travaux pourront encore être finalisés avant la prochaine saison hivernale comme Monsieur le Ministre l'avait annoncé initialement?

**Réponse** (15.9.2011) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert sur l'état d'avancement des travaux de préparation concernant la mise en place d'un cadre législatif prévoyant le revêtement obligatoire de pneus d'hiver pendant la saison hivernale.

À cet égard, il y a lieu de relever qu'en sa séance du 29 juillet 2011, le Conseil de Gouvernement a entériné un avant-projet de règlement grand-ducal, disposant qu'en cas de conditions météorologiques hivernales, seuls les véhicules automoteurs munis de pneus d'hiver peuvent être conduits sur la voie publique.

Le Conseil d'État a été demandé en son avis en date du 8 août 2011.

La date d'entrée en vigueur du projet de règlement grand-ducal en instance de procédure est fixée au 1<sup>er</sup> octobre 2012 sous réserve de l'obtention de l'avis du Conseil d'État avant cette date.

Pour l'hiver 2011/2012, le département des Transports lancera une campagne de sensibilisation, dans le cadre de la sécurité routière, relative à la nécessité d'utiliser des pneus adaptés aux conditions météorologiques afférentes.

**Question 1604** (29.7.2011) de **M. Robert Weber** (CSV) concernant le **rééducateur en psychomotricité**:

Le règlement grand-ducal du 7 juin 2007 déterminant pour la profession de rééducateur en psychomotricité

1. les études en vue de l'obtention du diplôme,
2. les modalités de reconnaissance des diplômés étrangers et
3. l'exercice de la profession

soulève certaines questions:

1) selon l'article 6. ... le Ministre ayant l'Éducation nationale dans ses attributions peut imposer au requérant soit:

- de se soumettre à une épreuve d'aptitude ou un stage d'adaptation, au choix du requérant.

- Quels sont les critères qui incitent Madame la Ministre à imposer au requérant une épreuve ou un stage?

- Pourquoi les étudiants issus de la Haute École Léonard de Vinci Marie Haps de Bruxelles doivent-ils se soumettre à une épreuve ou un stage tandis que les étudiants ayant suivi leurs études en France n'ont ni l'une ni l'autre obligation? Tous les deux comptabilisent 180 point ECTS.

2) L'article 8 prévoit que le programme de l'épreuve d'aptitude porte notamment sur la législation luxembourgeoise concernant les professions de santé. Or, certains étudiants ayant terminé une formation en psychomotricité ont suivi, lors de leur parcours scolaire au Luxembourg, le programme de la législation luxembourgeoise concernant les professions de santé (et sanctionné par un examen). Pourquoi alors ce double emploi?

Et quelle est la différence qui existe en Belgique et en France par rapport à la législation luxembourgeoise concernant les professions de santé?

3) L'article 10 dit que le Ministre fixe le début et la fin du stage. Pourquoi le stage est-il en général d'office d'une durée d'une année?

4) Concernant ce stage, beaucoup d'étudiants ont fait un ou plusieurs stages dans le cadre de leur programme de formation. Beaucoup d'entre eux ont fait des stages au Luxembourg. Quelle est donc la différence entre le stage dans le cadre de leur formation et le stage pour la reconnaissance de leur diplôme?

5) Pouvez-vous me communiquer une liste des places vacantes pour effectuer un stage selon l'article 14 dudit règlement?

6) Madame, Messieurs les Ministres, ne croyez-vous pas que traiter les étudiants issus de Belgique et issus de France en matière de reconnaissance des diplômes de façon différente est discriminatoire quant aux directives européennes? Tous les résidents luxembourgeois suivant une formation en psychomotricité et qui réussissent à leurs examens disposent de diplômes étrangers.

**Réponse commune** (7.9.2011) de **Mme Mady Delvaux-Stehes**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*, de **M. François Biltgen**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*, et de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Conformément aux dispositions de la directive 2005/36/CE relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles, qui a été transposée en droit luxembourgeois par la loi du 19/06/2009 ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36/CE pour ce qui est a. du régime général de reconnaissance des titres de formation et des qualifications professionnelles b. de la prestation temporaire de service, l'examen d'une demande de reconnaissance d'un diplôme étranger tombant sous les dispositions du système général peut faire apparaître des différences substantielles entre la formation sanctionnée par le diplôme étranger et les exigences nationales en matière de formation. Ainsi, lorsque de telles différences substantielles existent, le requérant se voit octroyé le choix, soit de démontrer son aptitude à exercer la profession moyennant une épreuve, soit de se soumettre à un stage d'adaptation afin de combler d'éventuelles lacunes.

La décision sur l'existence ou non de différences substantielles n'est prise qu'après un examen particulier de chaque demande de reconnaissance, permettant d'analyser individuellement le dossier de chaque requérant. Sont ainsi pris en considération tant le titre de formation qu'une éventuelle expérience professionnelle. Cet état de fait explique pourquoi certains requérants reçoivent une reconnaissance directe de leur diplôme tandis que d'autres, même issus du même établissement de formation, doivent se soumettre à un stage d'adaptation ou une épreuve.

Par ailleurs, nous tenons à souligner que la comptabilisation d'un nombre égal d'ECTS n'implique pas forcément que deux formations sont équivalentes quant à leur contenu. Ainsi, et contrairement aux diplômes français de psychomotricien qui sanctionnent une formation portant pendant trois années sur la psychomotricité, la formation d'assistant en psychologie dispensée à la Haute École Léonard de Vinci Marie Haps de Bruxelles, dont l'honorable Député fait mention, ne porte que pendant les deux dernières années principalement sur la rééducation en psychomotricité, tandis que la première année porte sur la psychologie en général. Or, étant donné que la réglementation nationale exige une formation de trois années consacrée à la psychomotricité, il échoit de constater pour le diplôme en question l'existence de différences substantielles avec les exigences nationales en ce qui concerne la durée d'études requise.

Au vu de ce qui précède, il ne saurait donc être question de faire état de différences de traitement discriminatoire entre les demandes de reconnaissance de diplômes délivrés dans différents pays.

En ce qui concerne le volet des épreuves d'aptitude portant sur la législation luxembourgeoise concernant les professions de santé, il convient de noter que celle-ci porte sur des aspects spécifiques de la législation sanitaire luxembourgeoise, dont plus particulièrement entre autres le règlement grand-ducal du 7 juin 2007 déterminant pour la profession de rééducateur en psychomotricité: 1. les études en vue de l'obtention du diplôme, 2. les modalités de reconnaissance des diplômes étrangers, et 3. l'exercice de la profession, et que ces textes ne font pas l'objet d'un enseignement dispensé lors du parcours scolaire luxembourgeois général. Il ne s'agit donc nullement d'un double emploi, mais bien plus d'une garantie essentielle en vue d'assurer que les futurs rééducateurs en psychomotricité disposent des connaissances nécessaires pour exercer correctement leur profession.

Finalement, il convient de relever que les stages d'adaptation suivis dans le cadre d'une procédure de reconnaissance ont une toute autre fi-

nalité que les stages accomplis lors de la formation professionnelle. Ainsi, ces derniers font partie intégrante des études en psychomotricité et tendent à conférer à l'étudiant des notions de pratique sur le terrain. Les stages d'adaptation par contre ont pour vocation de combler d'éventuelles lacunes par rapport aux exigences nationales et de permettre au requérant de se familiariser avec les spécificités du milieu socio-professionnel luxembourgeois. Il n'existe d'ailleurs pas de liste des places vacantes pour effectuer un stage d'adaptation en raison de la multitude des terrains de stage potentiels et l'impossibilité de planifier une telle matière qui reste soumise à des fluctuations permanentes du nombre des demandeurs.

**Question 1605** (29.7.2011) de **M. Carlo Wagner** (DP) concernant la **faillite probable d'une grande entreprise luxembourgeoise de construction**:

Depuis quelques jours, la faillite probable d'une grande entreprise luxembourgeoise de construction fait la une dans la presse nationale.

En date du 28 juillet, Monsieur le Ministre a reçu, ensemble avec Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, une délégation des salariés de l'entreprise concernée. Dans le cadre de cette entrevue, Monsieur le Ministre a donné sa parole que tout serait entrepris afin de maintenir les emplois menacés («On ne va pas vous laisser tomber. Je vous le garantis.»).

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Est-ce que Monsieur le Ministre s'était concerté au préalable de sa déclaration avec Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur?

- Étant donné que la faillite de l'entreprise semble être inévitable, comment Monsieur le Ministre entend-il réaliser ses promesses faites vis-à-vis des salariés de l'entreprise en question?

**Réponse** (18.8.2011) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*:

En réponse à la question parlementaire relative à la faillite d'une grande entreprise de construction luxembourgeoise, je peux informer l'honorable Député que les actions suivantes ont été mises en œuvre:

D'abord, contrairement à ce qui est insinué, jamais promesse n'a été donnée de maintenir les emplois dans l'entreprise en question, car il s'est avéré très vite que la faillite de l'entreprise fortement endettée était devenue inévitable.

Compte tenu de cette situation, deux priorités ont été fixées:

Premièrement, le paiement rapide des salaires des mois de juin et de juillet dus au personnel de la société dès la mise en faillite étant donné qu'ils n'avaient plus touché leurs salaires. Comme la procédure normale prévue à l'article L126-1 du Code du Travail aurait retardé ce paiement encore de plusieurs mois, il a été pris recours à une garantie de l'État qui permet le versement par un établissement financier de ces salaires dès cette semaine. Les salaires du mois d'août pourront être payés ultérieurement.

Deuxièmement, tous les efforts sont d'ores et déjà déployés par une cellule de l'ADEM coordonnée par le consultant en charge du secteur de la construction pour replacer les salariés de la société auprès d'autres employeurs. Des contacts sont déjà établis avec plusieurs entreprises du secteur ainsi qu'avec les fédérations. De même seront ouvert rapidement les droits au chômage pour tous ceux qui n'auront pas pu être placés dans les plus brefs délais. Ils pourront le cas échéant être intégrés dans le programme Fit4génie civil en vue d'une réinsertion professionnelle.

**Question 1608** (2.8.2011) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant l'**introduction de «Diagnosis Related Groups» (DRGs)**:

In der Diskussion um die Reform der Gesundheitsversorgung, die im vergangenen Jahr intensiv geführt wurde, schien die Frage der not-



wendigen Einführung von „Diagnosis Related Groups“ (DRGs) in der öffentlichen Diskussion kaum bis keine Rolle gespielt zu haben.

Dabei erschien es allemal interessant festzustellen, dass das Luxemburger Gesundheitswesen wohl das letzte ausstehende Gesundheitssystem zu sein scheint, das bis zum heutigen Tag nicht die eine oder andere Form von DRG-basierten Anwendungen betreibt.

Auf der anderen Seite etabliert sich langsam aber sicher der europäische Gesundheitsmarkt. Durch die Anforderungen, die mit der Umsetzung der europäischen Direktive für grenzüberschreitende Versorgung nunmehr unausweichlich auf das nationale Gesundheitswesen zu kommen, wie beispielweise mit der von der Direktive erwarteten Einführung einer analytischen Buchhaltung im Gesundheitswesen, stellen sich insbesondere eine Reihe Fragen.

Deshalb möchte ich folgende Fragen an den Herrn Minister für Gesundheit und soziale Sicherheit stellen:

1) Wieso hat das Luxemburger Gesundheitswesen bis zum heutigen Zeitpunkt die Einführung und Verwendung von DRGs (Fallpauschalen) konsequent verweigert?

2) Ist der Minister der Ansicht, dass sich Luxemburg der Einführung von DRGs auf Zeit entziehen kann, auch und insbesondere mit Blick auf die Entwicklungen im europäischen Gesundheitsmarkt?

3) Was sind die Erkenntnisse auf der Ebene der zuständigen Ministerien bezüglich der Nützlichkeit respektive Notwendigkeit des Betriebs von DRG-basierten Datensystemen im nationalen Gesundheitssystem? Gibt es eine entsprechende Studie?

4) Was bewegte die Regierungskoalition 2004-2009 dazu, die angekündigte Studie über die „Groupes homogènes“ nicht in konkrete Schritte zur Einführung von DRGs in Luxemburg weiterzutreiben?

5) Kann das Luxemburger Gesundheitswesen auch ohne DRGs effizient arbeiten? Was sind die alternativen Mechanismen (zu DRG-basierten Fallpauschalen), die heute im nationalen Gesundheitswesen zum Zuge kommen? Welche Länder haben solchen alternativen Mechanismen den Vorzug gegeben und sie bis heute beibehalten?

6) Welche konkreten Anpassungen in der nationalen Dateninfrastruktur des Gesundheitswesens müssten vorgenommen werden, um das Gesundheitssystem „DRG-kompatibel“ zu machen?

**Réponse (16.9.2011) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale:**

Die meisten EU-Länder gehen zu einem vergleichbaren Finanzierungsmodus des Spitalwesens über. Allerdings muss man sich bewusst sein, dass in keinem anderen Land die Anzahl der Spitäler so niedrig ist wie in Luxemburg und dass die Inbetriebnahme und Instandhaltung eines DRG-Systems nicht einfach ist und hohe Kosten verursacht. In Deutschland und in Frankreich liegt die Zahl der betroffenen Spitäler zwischen 2.000 und 3.000, in den Vereinigten Staaten zwischen 4.000 und 5.000, die luxemburgische Situation ist also nicht vergleichbar.

Zudem kann man nicht einfach das in einem anderen Staat angewandte System kopieren, weder das deutsche noch das französische, da diese ihre Eigenheiten und Besonderheiten haben und auch an die Gegebenheiten im Land angepasst wurden. So wurde das deutsche System zum Beispiel aus einer australischen Abwandlung eines amerikanischen Basiskonzepts weiterentwickelt. Das französische System T2A ist eine Tarifierung der Leistungen, die an die spezifische Situation des französischen Gesundheitswesens angepasst wurde.

In Luxemburg wird die Frage sich nicht anders stellen. Man wird nicht ohne weiteres ein ausländisches System kopieren können, sondern man wird es an das luxemburgische Spitalwesen anpassen müssen, da es sich von denjenigen der Nachbarländer zumindest dadurch unterscheidet, dass die Ärzte im Spitalbereich größtenteils als liberale Mediziner arbeiten.

Bis zum 25. Oktober 2013 muss Luxemburg jedoch die Richtlinie (2011/24/EU) über die grenzüberschreitende Gesundheitsversorgung umgesetzt haben und muss also über ein Rückerstattungssystem der Behandlungskosten in einem ausländischen Spital verfügen, das in der Lage sein muss, in allen Fällen spezifische Behandlungskosten aufzustellen.

Demzufolge wird Luxemburg allen praktischen Schwierigkeiten und finanziellen Zwängen zum Trotz nicht umhin kommen, sich dem Studium aller Fragen bezüglich anzuwendender Referenzsysteme oder des Anwendungsumfanges dieser Pauschalen zu widmen, um sein Finanzierungssystem der Leistungen des Spitalbereiches transparent zu gestalten.

Zurzeit basiert das luxemburgische Finanzierungssystem des Spitalwesens auf einer Budgetisierung der Tätigkeiten. Die Reform der Gesundheitsversorgung, welche durch das Gesetz vom 17. Dezember 2010 erfolgte, sieht verschiedene Anpassungsmaßnahmen dieses Finanzierungsmodells vor, so z. B. die Einführung einer einheitlichen, analytischen Buchhaltung, welche auf der Identifizierung des Patienten oder der erbrachten Leistung als Kostenfaktor aufbaut. Diese Arbeiten dürften die benötigten Daten liefern, um die Notwendigkeit und die Machbarkeit der Einführung eines Tarifierungssystems der Spitaltätigkeiten zu prüfen.

**Question 1609 (2.8.2011) de M. Jean Colombera (ADR) concernant la prévention d'accès de folie meurtrière, de prises d'otages et d'attentats:**

Die dramatischen Ereignisse vom Freitag, den 22. Juli 2011 in Norwegen zeigen wieder einmal, dass es keine absolute Sicherheit gibt. Dennoch zeigen die Vorkommnisse auch, dass es Täterprofile gibt, die bereits im Vorfeld einer Verbrechen im Rahmen einer Rasterüberwachung präventiv ausgemacht werden könnten.

Oft genug hat sich auch in der Vergangenheit gezeigt, dass Menschen, die zu solchen Taten fähig waren, in ihren Bekanntenkreisen bereits vor der Tat als seltsam, bizarr oder absonderlich beschrieben wurden. Zudem kann angenommen werden, dass eine ganze Reihe von Aktionen, Verhaltensweisen, Interessen sowie Tätigkeiten dieser Kategorie von potenziellen Tätern bei den Sicherheitsleuten eine gewisse Aufmerksamkeit erwecken könnte und dadurch auf deren „Liste“ einer eingehenden Überwachung unterzogen würden.

Auf der anderen Seite ist es erstaunlich, dass Waffenscheine an quasi jeden, der minimale Bedingungen erfüllt, ohne kontinuierlich den Beweis erbringen zu müssen, auf Dauer in der Lage zu sein, in allen Lebens- und Gemütslagen einen vernünftigen und stets überlegten Gebrauch dieses Privilegs des Waffenbesitzes oder von deren Benutzung zu machen, ausgestellt werden.

Es ist noch in Erinnerung, wie im Rahmen des Prozesses gegen den Geiselnahmer von Wasserbillig der behandelnde Psychiater darauf hingewiesen hat und die potenzielle Gefahr schilderte, die von diesem „Psychopathen“ in seiner damaligen Gemütslage ausging.

Deshalb möchte ich folgende Fragen an die Herren Innen- und Justizminister stellen:

1) Wäre es nicht im Sinne der Präventionsarbeit von öffentlichem Interesse, Besitzer von Waffen und Antragsteller eines Waffenscheins einem obligatorischen Psychotest zu unterziehen, um so ein Persönlichkeitsprofil zu erstellen? Sollen Waffenscheine für eine begrenzte Zeit ausgestellt werden?

2) Wie wird in Luxemburg eine entsprechende Präventionsarbeit gemacht, z. B. um auf die Gefahr von potenziellen Amokläufern hinzuweisen und Verhaltensregeln aufzustellen im Falle solch einer Gefahrensituation?

3) Welche konkreten Lehren wurden aus der Geiselnahme im Jahre 2000 im „Spatzenascht“ in Wasserbillig gezogen?

**Réponse commune (15.9.2011) de M. François Biltgen, Ministre de la Justice, et de M. Jean-Marie Haldorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:**

Einleitend ist zu bemerken, dass laut dem abgeänderten Waffengesetz vom 15. März 1983 und der Durchführungsverordnung vom 13. April 1983 alle Waffengenehmigungen nur für eine begrenzte Dauer ausgestellt werden und jede Verlängerung einer Genehmigung eine Überprüfung des Antragstellers voraussetzt.

In diesem Sinne ist auch die Vermischung der drei in der parlamentarischen Anfrage angesprochenen Themen (Terrorismus, Geiselnahme und legaler Waffenbesitz) als irreführend anzusehen. Terroristen und Geiselnahmer greifen im Regelfall nicht auf legal genehmigte Waffen zurück, da sie verhindern möchten, im Vorfeld ihrer Tat aktenkundig zu werden. Dies trifft jedenfalls auf den Geiselnahmer von Wasserbillig aus dem Jahre 2000 wie auch auf den Geiselnahmer vom 17. August 2011 in Luxemburg

zu. Für die Verhinderung von terroristischen Attentaten und Geiselnahmen wäre also eine ernst zu nehmende medizinisch-psychologische Untersuchung (MPU) im Rahmen von Waffengenehmigungen nicht zielführend.

Was die systematische Durchführung einer MPU bei der allgemeinen Genehmigung von Waffen betrifft, so muss hervorgehoben werden dass, eine solche auch nicht generell in den Ländern eingeführt wurde, die von Amokläufern heimgesucht worden sind, beziehungsweise dass auch Länder nicht von Amokläufern verschont worden sind, obwohl die einschlägige Gesetzgebung eine MPU bereits vorgesehen hat. In diesem Sinne kann hingewiesen werden auf das deutsche Waffengesetz vom 11. Oktober 2002, § 6 (3), das ein fachärztliches Eignungszeugnis systematisch nur für Antragsteller unter 25 Jahren vorsieht, oder das französische Dekret Nr.95-589 vom 6. Mai 1995, Artikel 40, das eine systematische MPU nur vorsieht, wenn eine Person bereits in einem psychiatrischen Krankenhaus behandelt worden ist, oder auch das belgische Waffengesetz vom 8. Juni 2006, Artikel 11 § 3, Nr.6, in Verbindung mit § 4, Absätze 5 und 6, das zwar im Prinzip eine MPU vorsieht, jedoch eine ganze Reihe von Antragstellern, z. B. Jäger und Sportschützen, die auch in Belgien die Mehrheit der Waffenbesitzer darstellen, von dieser Pflicht ausnimmt.

Dies lässt sich sicherlich begründen durch die sehr schwierige Machbarkeit sowie den erheblichen Aufwand, die eine auch nur ansatzweise zuverlässige MPU voraussetzen würde:

- Bei rund 18.000 legalen Waffenbesitzern in Luxemburg würde die Zahl der in Frage kommenden Fachärzte, die eine MPU durchführen könnten, schon ein Problem darstellen, da z. B. Allgemeinmediziner, Hausärzte etc. davon natürlich ausgeschlossen werden müssten.

- Hinzu kommt, dass eine ernst zu nehmende MPU nicht nach einem einmaligen Termin erstellt werden könnte und sich dementsprechend über Wochen und Monate hinziehen würde. Wenn eine solche längere Wartezeit bei einem erstmaligen Antrag - das heißt, bevor die Person im Besitz von Waffen ist - noch zu bewerkstelligen wäre, so würde sie bei Personen, die bereits im Besitz von Waffen sind (bei Verlängerungen z. B.) eine ganze Reihe von schwierigen Fragen aufwerfen.

- Da sich der psychologische Zustand einer Person in einem relativ kurzen Zeitraum durch besondere Einflüsse stark ändern kann, sowohl positiv wie auch negativ, müsste für jeden Waffenbesitzer eine MPU in relativ kurzen Zeitabständen wiederholt werden.

- Die Durchführung einer systematischen MPU würde die ärztliche Schweigepflicht ernsthaft in Frage stellen und das deontologisch geschützte Vertrauensverhältnis zwischen Arzt und Patient beeinträchtigen, es sei denn, die MPU müsste von einem Facharzt ausgestellt werden, der den Antragsteller noch nie behandelt hat; das würde natürlich wieder die Zuverlässigkeit der MPU in Frage stellen, da sie dann von einem Arzt durchgeführt werden würde, der weder die Person noch ihre Vorgeschichte kennt.

Eine ernst zu nehmende MPU wäre also im Allgemeinen im Rahmen von Waffengenehmigungen dementsprechend auch nicht zielführend.

Sollte sich allerdings bei einem Antrag auf Genehmigung oder auf Verlängerung einer Genehmigung für Waffenbesitz herausstellen, dass die geistige Gesundheit des Antragstellers einer Genehmigung entgegensteht, so wird gemäß Artikel 16 Absatz 2 des Waffengesetzes vom 15. März 1983 der Antrag natürlich abgelehnt und die Waffen werden gegebenenfalls sichergestellt.

Seit Dezember 2010, in enger Zusammenarbeit mit dem Ministerium für Erziehung und Berufsausbildung und auf Anfrage der jeweiligen Direktoren, hat die Polizei Professoren, Lehrpersonal und verschiedene Mitarbeiter der jeweiligen SPOS im Bereich „Amok“ ausgebildet, und zwar wie folgt:

- präventive Maßnahmen sowie technisch mögliche Maßnahmen,
- Täterprofil und Vorgehensweise des Täters,
- Zusammenarbeit zwischen der jeweiligen Schule und der Polizei,
- direkt zu ergreifende Maßnahmen.

Des Weiteren ist es wichtig zu unterstreichen, dass die Polizei permanent die Einsatzkonzepte analysiert und die Ausbildungen des Personals dementsprechend anpasst.

Spezifische „Amok“-Ausbildungen sind sowohl bei der Grundausbildung wie bei der Weiterbildung vorgesehen.

Die Geiselnahme Wasserbillig fällt in einen anderen Einsatzbereich wie der Amoklauf.

**Question 1610 (3.8.2011) de M. Fernand Etgen (DP) concernant la fermeture d'agences régionales de la Caisse Nationale de Santé (CNS):**

Plusieurs agences régionales de la Caisse Nationale de Santé (CNS) ont été fermées au cours des dernières années. Il me revient que la CNS aurait l'intention de fermer encore davantage, sinon la totalité de ses agences.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quels seraient les motifs pour cette décision?

- Quelles seraient, le cas échéant, les agences affectées par cette mesure? Quand est-ce que les agences concernées seraient fermées?

**Réponse (31.8.2011) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale:**

En réponse à la question parlementaire en question, je tiens à vous informer que depuis la fusion des caisses de maladie et de l'Union des caisses de maladie et la création de la Caisse Nationale de Santé (CNS) une seule agence au sens propre du terme a fermé ses portes. Il s'agit de l'agence Schlussgoart à Esch en novembre 2009. Le motif de cette décision était la faible fréquentation de cette agence. Il faut savoir qu'il y a encore une autre grande agence à Esch-sur-Alzette.

La CNS n'a pas l'intention de fermer d'autres agences.

**Question 1611 (3.8.2011) de M. André Bauler (DP) concernant les mesures de sécurité à prendre le long de la route reliant les villes de Diekirch et d'Ettelbruck (E421):**

La route reliant les villes de Diekirch et d'Ettelbruck (E421) présente en certains endroits de sérieux problèmes de sécurité. Ainsi, par exemple, au centre d'Ingeldorf, en face de l'entrée de la rue du Berger, le passage pour piétons permettant de franchir la ligne ferroviaire (PN111) est mal sécurisé si bien que les personnes venant du CR359 (rue du Cimetière) et voulant traverser la route d'Ettelbruck se voient exposées à des risques élevés. En effet, la bande séparant le chemin de fer et la route en question est étroite et n'est pas du tout sécurisée. Or, il se trouve que le PN111 est utilisé par bon nombre de piétons souhaitant accéder soit au cimetière d'Ingeldorf soit aux surfaces commerciales situées de l'autre côté de la voie ferrée, le bruit du trafic routier empêchant notamment les personnes âgées d'entendre à temps un train approchant le passage à niveau.

Voilà pourquoi je m'empresse de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- En attendant le réaménagement de l'axe central entre Diekirch et Ettelbruck (boulevard urbain prévu dans le «Masterplan Nordstad») et le nouveau concept de mobilité pour la région, Monsieur le Ministre peut-il me dire s'il est disposé à prendre des mesures provisoires de sécurisation à cet endroit précis de la route d'Ettelbruck? Dans l'affirmative, quelles pourraient être ces mesures?

- Monsieur le Ministre peut-il renseigner sur l'évolution du nombre de véhicules automoteurs roulant tous les jours sur l'axe central reliant Diekirch à Ettelbruck (depuis 2002)?

- L'ancien Ministre des Transports avait annoncé - avant les élections législatives de 2009 - qu'il ferait étudier l'aménagement éventuel de deux arrêts supplémentaires sur l'antenne ferroviaire Diekirch-Ettelbruck afin d'accroître l'attractivité de cette dernière. Quelles sont les conclusions de cette étude et qui l'a réalisée?

- Monsieur le Ministre peut-il indiquer d'autres mesures que le département des Travaux publics se propose de mettre en œuvre à court terme le long de la route d'Ettelbruck en vue de sécuriser davantage les endroits ou passages critiques?

**Réponse (7.9.2011) de M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:**

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député s'inquiète de sérieux problèmes de sécurité au niveau du passage pour piétons à la hauteur du passage à niveau PN111 de l'antenne ferroviaire Diekirch-Ettelbruck.



Tout d'abord, l'on précise que le passage à niveau PN111 est conforme au règlement général de la Signalisation RGS 03 du 19 mars 1992. La sécurité de la traversée ferroviaire repose sur la visibilité des trains (et non sur l'ouïe) qui est largement donnée vers les deux côtés. La signalisation et l'accès par portillons limite matériellement l'accès aux seuls piétons tout en les empêchant de traverser les voies hors connaissance de cause.

En outre, il faut évoquer que le passage pour piétons cité se trouve endéans les panneaux de localisation, donc à l'intérieur de l'agglomération d'Ingeldorf, mais sur un tronçon de route plutôt en zone de transition avec une limitation de la vitesse maximale à 70 km/h. Un îlot central avec refuge pour piétons est aménagé à la hauteur du passage pour piétons de façon que les piétons puissent traverser la route N7 en toute sécurité en deux étapes. La sécurité des piétons désirant traverser la route devrait donc être garantie en ces lieux.

À noter qu'en juillet 2011 le marquage horizontal sur la route N7 entre Diekirch et Ettelbruck a été refait en grandes parties dans l'intérêt de la sécurité des usagers de la route. Ce renouvellement de la signalisation horizontale est aussi à la base des limitations de la vitesse maximale de 50 km/h soit de 70 km/h actuellement en place sur un tronçon de route assez fréquenté mais tout de même peu accidentogène.

Toutefois l'Administration des Ponts et Chaussées ne se ferme pas à prendre contact avec les autorités communales d'Erpeldange pour envisager des mesures de sécurisation supplémentaires sur la route N7, toutes réalisables à court terme.

Quant à l'évolution du nombre de véhicules automoteurs roulant tous les jours sur l'axe central reliant Ettelbruck à Diekirch, on note un trafic journalier de 20.000 passages de véhicules en jours ouvrables en 2010.

Enfin, en ce qui concerne l'aménagement éventuel de deux arrêts supplémentaires sur l'antenne ferroviaire Ettelbruck-Diekirch, l'on précise qu'une étude de faisabilité à ce sujet a été effectuée par la SNCFL. Or, les conclusions y afférentes seront intégrées dans l'étude globale relative au concept de mobilité Nordstad.

#### Question 1612 (8.8.2011) de M. Gilles Roth (CSV) concernant l'activité de l'ambassadeur luxembourgeois auprès de la Grèce:

Il me revient que l'ambassadeur du Luxembourg auprès de la République hellénique s'est pendant une période prolongée absenté de son poste à Athènes et n'a partant pas assumé ses fonctions sur place.

Je voudrais dans ce contexte poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères:

1. Est-ce que l'ambassadeur a continué à percevoir son indemnité de poste durant sa période d'absence?

2. Si oui, est-ce que le Gouvernement n'est pas d'avis que les faits reprochés au fonctionnaire en question soient répréhensibles d'une tentative de concussion, sinon d'éventuelles autres infractions pénales?

3. Dans l'affirmative, est-ce que le procureur d'État en a été avisé en vertu de l'obligation de dénonciation incombant aux fonctionnaires et autorités constituées sur base de l'article 23 alinéa 2 du Code d'instruction criminelle?

4. Quels sont les frais engendrés annuellement par l'État luxembourgeois pour assurer une représentation diplomatique en Grèce?

#### Réponse (18.8.2011) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères:

1. L'indemnité de poste dont jouit le fonctionnaire détaché à l'étranger au service de l'État est réduite conformément à l'article 6 du règlement grand-ducal du 1<sup>er</sup> août 1998 fixant le statut financier des missions diplomatiques et consulaires à l'étranger et de leurs agents lorsque le fonctionnaire concerné est absent de son poste. Cette réduction a été appliquée à l'indemnité de poste de l'ambassadeur en Grèce comme elle l'est pour tous les fonctionnaires dans le même cas de figure.

2. Sans objet

3. Sans objet

4. Les frais engendrés par l'État luxembourgeois pour assurer le fonctionnement de la représentation diplomatique à Athènes se sont élevés à 473.870,91 € en 2009 et, selon le compte provisoire, à 487.677,50 € en 2010. À noter à cet endroit que l'ambassade du Luxembourg à Athènes est conçue comme une ambassade ré-

gionale permettant des coaccréditations dans au moins deux autres pays. L'effectif total de ce poste est de huit personnes à plein-temps, dont les deux diplomates luxembourgeois, ainsi que d'une demi-tâche.

#### Question 1614 (8.8.2011) de M. Fernand Etgen (DP) concernant les mesures en faveur des petites et moyennes entreprises (PME):

Ces derniers jours ont été publiés les résultats d'une enquête sur le développement des petites et moyennes entreprises (PME) dans la Grande Région. Selon l'étude en question, les PME luxembourgeoises obtiennent dans la plupart des catégories (performance, positionnement, compétitivité, politique gouvernementale, facteurs externes, etc.) de plus mauvais résultats que leurs concurrents de la Grande Région. Ainsi, seulement 14% des dirigeants d'une PME installée au Grand-Duché sont d'avis que la politique gouvernementale a un effet positif sur le développement de leur entreprise.

Sachant que les PME constituent un pilier important de l'économie luxembourgeoise, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Classes moyennes et du Tourisme:

- Quelles sont les mesures du plan d'action PME, voté en 2008 par la Chambre des Députés, qui ont déjà été mises en pratique?

- Quelles sont les mesures qui tardent encore d'être réalisées? Quelles sont les raisons pour ces retards?

- Au vu des résultats assez mauvais des PME luxembourgeoises, est-ce que le Gouvernement prévoit d'autres mesures en faveur des PME que celles prévues par le plan d'action?

#### Réponse (15.9.2011) de Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre des Classes moyennes et du Tourisme:

L'étude de PWCLuxembourg sur la compétitivité des PME en Grande Région à laquelle l'honorable Député fait implicitement référence a été réalisée au cours du dernier trimestre 2010 et publiée le 12 mai dernier. Le projet conduit au Luxembourg auprès d'une soixantaine d'entreprises ainsi qu'en Lorraine, en Rhénanie-Palatinat, en Sarre et en Wallonie permet d'avoir une perception des défis auxquels les entrepreneurs doivent faire face et reflète le point de vue des entrepreneurs de cette époque. Il faut relever qu'au moment de la réalisation des enquêtes, les PME luxembourgeoises étaient moins optimistes que les PME allemandes.

La lecture de cette étude corroborée par un entretien de mes services avec PWCLuxembourg ne m'a pas permis de tirer les mêmes conclusions que l'honorable Député quant aux mauvais résultats qu'obtiendraient les PME luxembourgeoises dans les catégories relatives à la performance, au positionnement, à la compétitivité mais par contre m'a permis de découvrir de nouvelles données intéressantes mais peu connues comme l'évolution positive du nombre d'entreprises familiales du Luxembourg qui mettent en œuvre des stratégies de développement dynamique (de 45% en 2007 à 61% en 2010). Pour rappel, l'étude souligne que «même si les PME familiales ont été touchées par la crise, elles sont en moyenne plus souvent bénéficiaires que les autres PME». J'ai noté également que les PME luxembourgeoises sont les premières pour la mise en œuvre de ressources suffisantes pour le développement de l'entreprise grâce à la combinaison de la qualité et de la quantité des actifs financiers et humains, même si le problème du recrutement des salariés et notamment des cadres supérieurs et dirigeants est une difficulté réelle pour les entreprises. Enfin, je relève avec satisfaction que désormais 59% des PME disposent d'une stratégie de succession. Notons qu'au Luxembourg, contrairement aux pays avoisinants, «les successions en ligne directe se font sans droits de succession».

En ce qui concerne le chiffre de 14% de PME luxembourgeoises qui trouvent que les actions menées par le Gouvernement ont eu un impact positif, il serait utile de compléter ce constat par la remarque des auteurs de l'étude, à savoir: «au-delà de l'effet de ces mesures, il semble qu'un effort de communication des autorités soit essentiel pour convaincre les entrepreneurs de la pertinence de ces dispositions». J'en ai pris bonne note et je remercie l'honorable Député de me donner l'occasion de me livrer à un exercice de communication en procédant à un rapide récapitulatif des mesures les plus récentes.

En effet, la mise en œuvre des mesures du troisième plan d'action en faveur des PME élaboré

en étroite collaboration avec les chambres et fédérations professionnelles et adopté en 2008, est largement réalisée. Sont notamment réalisées les mesures qui concernent les aides étatiques, le financement et le droit d'établissement. La consultation des rapports d'activités 2009 et 2010 du Ministère des Classes moyennes et de la partie des rapports européens concernant le Luxembourg et plus précisément de la SBA (Small Business Act) fiche technique du Luxembourg 09 (la fiche 2010/2011 devant être publiée sous peu par la Commission européenne) permet de se faire une opinion sur l'ampleur des mesures en faveur des PME. À titre d'exemples, puisque je n'entends pas commenter chacun des points des 21 pages du plan d'action, voici quelques-unes des dernières mesures prises:

Refonte du droit d'établissement: La loi entrera en vigueur en septembre 2011. Son objectif est d'adapter le droit d'établissement aux réalités du marché. La nouvelle loi n'est pas une énième modification du texte de base existant - la loi d'établissement du 28 décembre 1988 - mais une refonte complète, cohérente et novatrice. Elle apporte des changements tant fonctionnels que sur le fond, destinés à stimuler, à faciliter et à accompagner la volonté d'entreprendre, qui en constitue le véritable fil rouge.

En matière commerciale, la loi prévoit de revaloriser la formation de base CATP/DAP qui suffit à l'accès à la profession. Il en va de même d'une pratique professionnelle de trois années, quelle que soit la nature de cette occupation, ou, comme auparavant, de l'accomplissement avec succès de la formation accélérée organisée par la Chambre de Commerce ou toute formation considérée comme équivalente.

En matière artisanale, il est prévu de maintenir l'exigence d'un brevet de maîtrise pour les activités «liste A»/métiers principaux, mais de nouvelles passerelles d'équivalence sont créées:

- pour les titulaires d'un DAP/CATP qui ont travaillé au moins six années dans des fonctions dirigeantes dans l'activité artisanale de liste A pour laquelle l'autorisation est sollicitée, ou dans une partie essentielle de celle-ci,

- pour les artisans qui possèdent une autorisation d'établissement pour l'exercice d'une activité nécessitant un brevet de maîtrise, s'ils ont travaillé dans une partie essentielle d'une activité artisanale connexe pendant trois années.

Pour les professions libérales, la loi prévoit d'intégrer les notions de grades du processus de Bologne, les anciens diplômes étant acceptés s'ils peuvent être considérés comme équivalents.

Le délai d'obtention d'une autorisation d'établissement a été réduit à 10 jours (7 jours lorsque la nouvelle loi d'établissement sera appliquée) grâce à la mise en place d'une gestion informatisée des demandes qui permettra également aux administrés de consulter de manière interactive leur dossier à partir de l'automne 2011. Par son insertion dans la partie entreprises du site Internet «de Guichet», qui entre-temps est devenu une source d'informations unique pour les entreprises, elle constituera d'ailleurs un des piliers de ce qui sera un portail unique électronique «one-stop-shop» qui permettra de traiter pratiquement toutes les demandes et procédures administratives qu'une entreprise est amenée à effectuer au cours de son existence. Pour garantir un service de qualité, le Ministère a adopté la norme ISO 9000; les enquêtes de satisfaction que nous réalisons dans ce contexte nous confirment que nous sommes sur la bonne voie avec un taux de satisfaction qui est supérieur à 87%.

Financement des entreprises: L'instrument du prêt de création en faveur de projets visant la création de PME a été mis en place.

Par ailleurs, le prêt de reprise en faveur de projets visant la reprise d'actifs par des PME (dans le cadre d'une transmission d'une PME) a été mis en place par la SNCI.

Une majoration importante de certaines aides étatiques à l'investissement dans les petites et moyennes entreprises a été effectuée. Par ailleurs, certaines activités, jusqu'à présent exclues du bénéfice de la loi du 30 juin 2004 portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes, ont été ajoutées à la liste de bénéficiaires de la loi en question.

Les taux d'intervention en matière de soutien financier pour les mesures de formation professionnelle continue ont été augmentés.

Le soutien aux Mutualités du Commerce et de l'Artisanat a été prolongé. Il s'agit d'une intervention financière accordée aux mutualités pour couvrir jusqu'à 50% de leurs pertes. Ceci aura pour conséquence un partage du risque entre partenaires privés et publics. Cette mesure permettra d'assurer la disponibilité de crédits et de moyens de financement pour les

PME, palliant d'éventuels problèmes de liquidités.

Autres mesures: Suite à plusieurs réunions avec les partenaires sociaux, une dérogation temporaire a été accordée à tous les commerçants du pays pour pouvoir ouvrir leurs magasins jusqu'à 20:00 heures tous les samedis et certaines veilles des jours fériés, à l'exception des 24 et 31 décembre 2010 et 2011.

À l'initiative du Ministère un réseau de femmes ambassadrices de l'entrepreneuriat (FEALU), conformément au projet européen en la matière, a été mis sur pied.

Le Test PME et le principe «Think small first» sont appliqués. Ce test issu des lignes de force du SBA ou Small Business Act for Europe est un des critères d'analyse du «Mieux légiférer» à respecter lors de l'élaboration d'une nouvelle législation. Il consiste à évaluer l'impact sur les PME de toute nouvelle proposition législative ou administrative. Les auteurs de nouveaux textes réglementaires et législatifs sont tenus d'examiner s'ils peuvent exempter les PME de charges superflues et prévoir des procédures allégées dans leur cas, en particulier pour les déclarations et les obligations d'information. Le respect de ce principe est régulièrement vérifié par les avis du Comité de coordination simplification du DSA dans la procédure ex ante.

L'obligation de produire des copies conformes à l'original a été abrogée.

Parmi les mesures qui sont en cours de réalisation, je tiens à signaler notamment:

- Le lancement officiel de l'assistant électronique pour les demandes d'autorisation d'établissement au courant du mois de septembre (quelque centaines de dossiers en provenance des chambres professionnelles ont déjà pu être traités avec succès de cette façon depuis le mois d'avril dernier). L'utilisation de ce service est sécurisée par une carte Luxtrust.

- Le Luxembourg s'est engagé comme les autres États membres de l'UE à réduire d'un quart le fardeau administratif d'ici à 2012. Le temps nécessaire pour démarrer une nouvelle société ne devrait pas dépasser une semaine et le délai maximum pour obtenir des licences et permis d'exploitation ne devrait pas être supérieur à un mois.

#### Question 1615 (8.8.2011) de M. André Bauler (DP) concernant la mise en place d'internats dans l'enseignement fondamental:

Dans sa réponse à ma question orale du 7 juin 2010 concernant la mise en place d'internats dans l'enseignement fondamental, Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle m'avait confirmé que le Gouvernement était en train de réfléchir sur la création de telles structures en collaboration étroite avec le Ministère de la Famille et de l'Intégration. Il m'avait été signalé qu'un tel internat pourrait ouvrir ses portes dans la commune de Goesdorf. Cette structure servirait, le cas échéant, de modèle à d'autres internats dans l'enseignement fondamental. Madame la Ministre m'avait également informé qu'un groupe de travail aurait été créé afin d'élucider les questions se posant dans ce contexte.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ainsi qu'à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Mesdames les Ministres peuvent-elles me fournir des informations sur les travaux du groupe de travail institué ad hoc? Au cas où le groupe aurait clôturé ses travaux, quelles sont ses conclusions, voire ses recommandations?

- Quels sont les sites qui pourraient être envisagés en vue de la mise en place de tels internats spécifiques?

- Quand le projet modèle à réaliser dans la commune de Goesdorf pourrait-il se concrétiser?

- Le Gouvernement est-il disposé à prévoir à cette fin des moyens financiers dans le budget de l'année 2012?

#### Réponse commune (16.9.2011) de Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre de l'Égalité des chances, et de Mme Mady Delvaux-Steinhilber, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:



- Une structure formelle de coopération entre les deux ministères a été créée en 2010 pour mettre en œuvre des missions communes du programme gouvernemental. Il s'agit entre autres de l'intensification de la collaboration entre les maisons relais et les écoles. Un règlement grand-ducal commun a été élaboré et soumis au Conseil de Gouvernement en juillet 2011.

Dans un esprit de rapprochement des structures et de recherche de synergies, le groupe suit également de près l'évolution des internats sociofamiliaux pour l'accueil des enfants de l'enseignement fondamental. Il existe, sur le plan national, un besoin croissant d'offres d'accueil temporaires pour des enfants qui rencontrent de graves problèmes dans leur milieu familial et social. L'observation de comportements difficiles en classe et le constat de problèmes psychologiques et sociaux des élèves, amène à prendre en compte, non seulement la situation scolaire de ces enfants, mais de considérer leur situation sociale, familiale et relationnelle à l'intérieur de la famille. Souvent ces enfants sont en grande détresse et ce sont les problèmes difficiles qu'ils vivent à leur domicile qui sont à l'origine de situations d'échec scolaire et de comportements difficiles en classe. Des mesures d'éloignement temporaires de leur milieu familial et social, avec un accueil institutionnel permettent d'alléger ces situations difficiles.

Afin d'améliorer la situation tant scolaire que familiale des enfants et de permettre leur réinsertion dans la famille et leur milieu social d'origine le plus rapidement possible, une étroite collaboration, voire une mise en réseau de l'école et des services sociaux, ainsi qu'un encadrement des enfants et des parents est de mise.

- Actuellement, il existe deux internats pour élèves de l'école fondamentale, un à Luxembourg-ville, un deuxième à Troisvierges.

Outre le site de Goesdorf, un autre projet est prévu au centre du pays.

Pour 2012, la création d'un internat supplémentaire a été planifiée dans le sud du pays, à Dudelange. Le gestionnaire responsable en sera la Fondation Pro Familia.

- Étant donné que les infrastructures scolaires et parascolaires n'ont plus répondu aux besoins de la population grandissante de la commune de Goesdorf, les responsables ont pris l'initiative de repenser leurs infrastructures dans une démarche globale, répondant à la situation spécifique de la commune et à l'évolution de la société en général. Le projet dénommé Interact vise la mise en place d'un ensemble d'institutions telles que crèche, école fondamentale, maison relais, internat et hall sportif et aussi un lieu de rencontre avec le monde adulte, notamment avec les personnes du troisième âge. Les responsables veulent mettre l'accent sur la création de synergies entre ces différentes institutions, par l'architecture des lieux et par une coopération structurée entre tous les acteurs. Les lignes directrices de ce projet sont une approche globale des enfants et de leur entourage, l'intégration de toutes les institutions impliquées, un lieu encourageant, la démocratie, la coopération, l'estime des autres et un travail par projets.

Dans le contexte de l'ouverture de l'école vers d'autres institutions, le projet Interact vise deux principaux partenaires de coopération qui sont l'internat sociofamilial Sacprim et l'antenne familiale, un service de consultation et d'assistance familiale. La coopération étroite entre ces trois institutions optimise les chances de réussite des enfants à besoins spécifiques et de leurs familles.

Le gestionnaire des structures extrascolaires est la Fondation Lëtzebuurger Kannerduerf.

Le futur internat spécialisé compte accueillir douze à 16 enfants, qui, sur recommandation d'un assistant social doivent être temporairement sortis du milieu familial ou social. Le projet prévoit l'installation de la structure d'accueil avec séjour pour enfants scolarisés dans les locaux de l'actuelle école fondamentale de Nother. Lors de l'achèvement des travaux de construction du site de Dahl et du déménagement de l'école fondamentale, l'installation de l'internat spécialisé pourra être réalisée, ce qui, cependant, ne saura se faire avant l'année 2013. Les crédits nécessaires seront à prévoir au niveau du budget 2013.

Le projet de la commune de Goesdorf et de la Fondation Lëtzebuurger Kannerduerf a été présenté et discuté dans son ensemble par le groupe interministériel.

- Vu que la mise en œuvre de ces projets n'est pas prévue pour l'année en cours, des moyens financiers spécifiques ne sont pas prévus pour 2012. Mais le budget du Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle prévoit les moyens nécessaires pour l'engagement d'experts chargés d'élaborer un concept pour le suivi scolaire des élèves concernés.

**Question 1618** (10.8.2011) de **M. Jean Colomera** (ADR) concernant la **protection des animaux:**

Auf die parlamentarische Frage Nr.1536 in Sachen Pferdemitshandlung (cf. ci-dessus) hat der Innen- und Polizeiminister mitgeteilt, dass die Polizei in den letzten sechs Monaten vier Klagen in Betreff Pferdemitshandlung entgegengenommen respektive derartige Straftaten festgestellt hat. Die Klagen wurden an die zuständige Staatsanwaltschaft gerichtet.

Deshalb erlaube ich mir, folgende Fragen an den Herrn Justizminister zu richten:

1. Hat der Staatsanwalt in dieser Sache aufgrund von Artikel 538 des Strafgesetzbuches sowie der Gesetzgebung über den Tierschutz ermittelt?
2. Wenn ja, mit welchem Ergebnis? Konnten die Tierquälerei ermittelt werden?
3. Allgemein, wie oft wurden seit 2000 die Gerichte mit Strafsachen aufgrund von Artikel 538 des Strafgesetzbuches sowie der Gesetzgebung über den Tierschutz befasst? Welche Strafen wurden ausgesprochen?

**Réponse** (15.9.2011) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice:*

1. L'article 538 du Code pénal auquel se réfère la question parlementaire sanctionne pénalement le seul empoisonnement des chevaux ou autres bêtes de voiture ou de charge. Or, comme la question vise le mauvais traitement des animaux en général, les recherches du Parquet de Luxembourg ont porté plus généralement sur toutes les infractions entrant en ligne de compte et figurant soit dans le Code pénal, soit dans des lois spéciales.

2. Sur base de ces textes, entre le 1<sup>er</sup> janvier 2011 et le 15 août 2011, 16 affaires ont été enregistrées au Parquet de Luxembourg. Le sort suivant a été réservé à ces affaires:

Classées surseoir auteur inconnu (SAI):	8
Classées ad acta:	2
En cours de fixation à l'audience:	2
Enquêtes en cours:	4

Sont compris dans ces affaires deux dossiers de cruauté envers les chevaux, dont un dossier a été classé sans suite, l'auteur étant resté inconnu, l'autre dossier se trouvant au stade de l'enquête.

À noter qu'au Parquet de Diekirch, un dossier a été enregistré et a été classé sans suite, l'auteur étant resté inconnu.

Pendant la même période, aucun dossier n'a été enregistré sur base de l'article 538 du Code pénal.

3. Entre le 1<sup>er</sup> janvier 2009 et le 31 décembre 2010, 37 affaires ont été enregistrées au Parquet de Luxembourg. Le sort suivant a été réservé à ces affaires:

Classées surseoir auteur inconnu (SAI):	7
Classées ad acta:	10
Instructions au Cabinet d'instruction en cours:	1
Enquêtes en cours/Substitut:	7
Fixées à l'audience:	1
Jugements au correctionnel:	6
Jugements après renvoi au Tribunal de Police:	5

Est compris dans ces affaires un dossier de cruauté envers les chevaux, l'enquête étant toujours en cour à l'heure actuelle. Aucun dossier n'a été enregistré sur base de l'article 538 du Code pénal.

En ce qui concerne les peines prononcées au cours de cette période par le tribunal correctionnel (six jugements) respectivement le Tribunal de Police (cinq jugements), le détail est le suivant:

A) Tribunal correctionnel:

- 1) Interdiction de tenir des poneys et chevaux pendant dix ans  
Amende: 1.500 euros  
Prison: trois mois avec sursis total
  - 2) Confiscation de chien  
Amende: 1.500 euros
  - 3) Interdiction de tenir des animaux pendant 15 ans  
Amende: 1.500 euros  
Prison: trois mois
  - 4) Interdiction de tenir des animaux de compagnie pendant trois ans  
Confiscation de chiens  
Amende: 2.000 euros
  - 5) Interdiction de tenir des animaux  
Confiscation des animaux  
Amende: 2.500 euros
  - 6) Amende: 500 euros  
Rétablissement des lieux
- B) Tribunal de Police
- 1) Confiscation de chien
  - 2) Interdiction de tenir des animaux de compagnie pendant dix ans
  - 3) Acquittement
  - 4) En cours de fixation au Tribunal de Police
  - 5) En cours de fixation au Tribunal de Police

**Question 1619** (10.8.2011) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les **reproches formulés contre l'actuel ambassadeur du Luxembourg à Athènes:**

Dans un article paru dans un hebdomadaire luxembourgeois en date du 5 août 2011, un nombre de reproches graves ont été formulés à l'encontre de l'actuel ambassadeur du Luxembourg à Athènes. Le journal, qui affirme avoir fait ses recherches en collaboration avec des collègues sur place, a concrétisé les «irrégularités», dont l'existence a été admise entre-temps en termes généraux par Monsieur le Ministre des Affaires étrangères.

Ainsi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères:

1. Dans sa réponse du 14 juillet 2011 à ma question parlementaire n°1567 (cf. ci-dessus), Monsieur le Ministre affirme que l'ambassadeur aurait «du s'absenter» pour des périodes prolongées. Quelles étaient les raisons pour ces absences prolongées? Ces absences avaient-elles été autorisées préalablement par le Ministre des Affaires étrangères?
2. Est-il exact que l'ambassadeur a été absent sans autorisation de son poste et qu'il a de fait résidé ou vécu pendant des périodes prolongées à Berlin?
3. Est-il exact que l'ambassadeur a instruit ses collaborateurs à l'ambassade à prétendre que le chef de la mission serait présent à Athènes alors qu'il était à l'étranger?
4. Est-il exact que l'ambassadeur s'est servi de façon assez systématique de son téléphone cellulaire pour répondre à des appels destinés au chef de la mission diplomatique en Grèce à partir de Berlin? Si oui, qui a payé ses communications?
5. Est-il exact que cet ambassadeur aurait essayé de procurer un emploi à son partenaire au sein de l'ambassade?
6. Est-il exact que des faits similaires se seraient déjà produits lorsque ce fonctionnaire était encore chef de la mission diplomatique en Pologne?

**Réponse** (17.8.2011) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères:*

Je renvoie l'honorable Député à ma réponse du 14 juillet à la question parlementaire n°1567, en date du 11 juillet 2011 (cf. ci-dessus), ainsi qu'à ma réponse du 11 août 2011 à la question parlementaire n°1612, en date du 8 août 2011 (cf. ci-dessus).

**Question 1620** (10.8.2011) de **M. Jean Colomera** (ADR) concernant le **médecin référent:**

La Chambre des Salariés a émis de sérieuses objections au sujet du règlement grand-ducal déterminant les modalités de désignation, de reconduction, de changement et de remplacement en cas d'absence du médecin référent que chaque assuré doit avoir. Apparemment, l'assuré n'est pas obligé de se référer à un mé-

decin référent, mais l'assuré qui conclut une convention avec le médecin référent bénéficie du tiers payant. L'exposé des motifs du projet de loi mentionnait déjà, dans certains cas à définir par la CNS, la possibilité d'un remboursement préférentiel des honoraires d'un médecin spécialiste si l'assuré y était dirigé par le médecin référent.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

1. Le règlement grand-ducal concernant le médecin référent ne viole-t-il pas le principe du libre choix pour l'assuré et en même temps le principe du libre exercice des professions médicales ainsi que le principe de l'égalité de traitement des assurés?
2. Ces dispositions n'auront-elles pas un effet de progression des dépenses de maladie, étant donné que l'assuré sera tenté de consulter systématiquement le médecin référent, avant de se rendre chez un médecin spécialiste, pour bénéficier des avantages au niveau du remboursement par la CNS?
3. Quels sont les critères de la qualification, de la formation professionnelle et de la formation professionnelle continue nécessaires pour devenir médecin référent?
4. Le Gouvernement va-t-il organiser des formations spécifiques pour les médecins au préalable de la mise en vigueur du règlement grand-ducal? Si oui, quand ces cours seront-ils organisés? Quelle en sera la durée et la matière proposée?
5. De quelle manière le Gouvernement informera-t-il la population sur les modalités, les avantages voire la nécessité de conclure un contrat avec un médecin référent?

**Réponse** (31.8.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale:*

La loi du 17 décembre 2010 portant réforme du système de soins de santé prévoit l'introduction du médecin référent au 1<sup>er</sup> janvier 2012. Dans le cadre des discussions préalables au vote de cette loi, le choix d'opter pour un système de médecin référent volontaire, servant de médecin de confiance et assurant la fonction d'un guide dans le parcours de soins, a trouvé un large consensus. Le libre choix du médecin n'est donc pas mis en cause. La volonté de renforcer les soins primaires dans notre système trop souvent axé sur les soins hospitaliers et de revaloriser le rôle des médecins de premier recours tels que le médecin généraliste ou le médecin pédiatre est une priorité centrale du projet de réforme, qui suit dans ce domaine également l'exemple de beaucoup d'autres pays européens. Pour les autres arguments ayant amené le législateur à introduire le médecin de référence dans le dispositif de santé national, il est renvoyé aux documents parlementaires du projet de loi n°6196, notamment au rapport final de la Commission parlementaire Santé et Sécurité sociale.

Étant donné que la Constitution définit la santé comme matière réservée à la loi, les missions du médecin référent sont fixées à l'article 19bis du Code de la sécurité sociale, comme l'a d'ailleurs exigé le Conseil d'État dans son avis. Dès lors, le projet de règlement grand-ducal en question avisé par la Chambre des Salariés mais non encore pas le Conseil d'État, se limite à des modalités très précises, à savoir la désignation, la reconduction, le changement et le remplacement en cas d'absence du médecin référent. Comme pour maints domaines de notre système de soins de santé, les dispositions pratiques devront être réglées aux niveaux conventionnel et statutaire, voire au niveau des nomenclatures des professions de santé, laissant ainsi un important champ d'initiative aux discussions et aux négociations entre les représentants de l'État, les partenaires sociaux réunis au sein de la Caisse Nationale de Santé (CNS) et les prestataires de soins.

Dès l'entrée en vigueur de la réforme, les acteurs précités se sont appliqués de façon motivée dans la mise en œuvre du dispositif du médecin référent. Ainsi, les discussions avec l'Association des médecins et médecins-dentistes (AMMD) et le Cercle des médecins généralistes ont permis de clarifier l'action du médecin référent par exemple dans le cadre de programmes de prévention. Ces dispositions, tout comme les obligations et qualifications professionnelles du médecin référent ou encore le traitement administratif seront intégrées dans un projet de convention à conclure entre la CNS et l'AMMD. Il est également clair que l'introduction du médecin référent nécessitera une campagne d'information adaptée à l'attention du corps médical et des assurés. L'introduction du médecin référent, qui va certainement se faire de façon progressive, sera évaluée de façon continue en ce qui concerne son impact sur le système de la santé.





**Question 1622** (11.8.2011) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant le **service d'urgences**:

- 1) Wie viele Menschen nehmen diesen Dienst durchschnittlich pro Jahr in Anspruch, und wird statistisch erfasst, um welche Krankheiten oder Unfälle es sich handelt?
- 2) Gibt es Einschätzungen, um wie viele wirkliche Notsituationen es sich überhaupt handelt?
- 3) Kann der Minister bestätigen, dass die Patienten zum Notdienst gehen, weil sie sonst monatelang warten müssen, um einen Termin beim Spezialisten zu bekommen?
- 4) Wie viele Menschen wurden letztes Jahr nach einer Aufnahme im Notdienst in ein Krankenhaus eingewiesen?
- 5) Wie ist die Auslastung des Notdienstes, und was sind die Wartezeiten für die Patienten?
- 6) Gibt es Unterschiede zwischen den einzelnen Kliniken, und wird hier eine Statistik geführt?
- 7) Ist dem Minister bekannt, dass Patienten im Notdienst schnell „abgefertigt“ wurden und es dann zu Komplikationen gekommen ist?
- 8) Wurden in diesem Zusammenhang Beschwerden beim Ministerium eingereicht?
- 9) Wie sieht der Minister die Qualität des Notdienstes?
- 10) Besteht nicht die Gefahr, dass in den Notdiensten gespart wird und dies dann zu Lasten der Qualität geht?

**Réponse** (16.9.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Je voudrais tout d'abord informer l'honorable Député que mes services ne disposent à l'heure actuelle pas de statistiques détaillées quant au nombre de personnes qui se sont présentées aux services d'urgence des différents établissements hospitaliers à travers le pays, quant aux pathologies qui ont amené ces mêmes personnes à recourir à un tel service d'urgence ainsi que quant aux délais d'attente dans les différents services d'urgence.

Le futur système de documentation de l'activité médicale devrait permettre de produire des statistiques plus précises.

Je peux néanmoins indiquer à l'honorable Député que j'ai été saisi de 16 plaintes durant l'année 2010 et de neuf plaintes durant l'année 2009 qui ont trait aux services d'urgence des établissements hospitaliers luxembourgeois.

Étant donné le nombre élevé de passages en polyclinique et aux services d'urgence des hôpitaux, il n'est pas surprenant qu'il y ait de temps en temps des problèmes, même si je les regrette autant que les responsables et les prestataires des établissements concernés.

À tous les niveaux nous avons comme objectif de limiter ces inconvénients au strict minimum et de faire en sorte qu'ils restent sans conséquences dommageables pour les patients. Mais il nous tient aussi à cœur de les éviter et de les prévenir, notamment en les anticipant à partir des leçons que nous pouvons tirer des signalements, suggestions et doléances dûment portés à notre connaissance de sorte à nous permettre de les identifier et d'intervenir, notamment là où ils se sont produits, pour en tirer les conclusions et mettre en place les mesures et améliorations qui s'imposent.

En matière de ressources et de compétences, les statistiques et leur comparaison internationale (carte sanitaire, OEDC etc.) montrent que les hôpitaux luxembourgeois sont dotés d'un personnel suffisant et bien qualifié. Par ailleurs ils disposent, dans quasi toutes les spécialités, d'un nombre suffisant de médecins pour assurer des services continus et conformes à tous les niveaux, y compris au service d'urgence. En ce qui concerne ce dernier, il convient toutefois de signaler qu'il est inhérent à sa nature de devoir faire face à des pics aléatoires d'activité qui peuvent expliquer ponctuellement des délais d'attente, notamment dans les cas pour lesquels le degré de l'urgence ou de la gravité de la sollicitation, après tri objectif, n'impose pas une prise en charge prioritaire.

Je peux également rassurer l'honorable Député que les services d'urgence ne font pas l'objet d'économies qui pourraient remettre en cause la qualité des services médicaux qui y sont prestés.

**Question 1625** (18.8.2011) de **M. Gilles Roth** (CSV) concernant la **déductibilité des frais de formation professionnelle**:

Un arrêt récent rendu par la Cour fédérale allemande accepte la déductibilité fiscale des frais de formation engagés en rapport avec l'apprentissage d'une profession future. Les frais d'études et de loyers effectués par un étudiant peuvent désormais être déduits fiscalement comme pertes et être compensés à ce titre avec les revenus professionnels réalisés durant les premières années d'activité professionnelle.

L'arrêt de la juridiction fiscale allemande revêt un intérêt certain pour le Luxembourg dans la mesure où la législation et la jurisprudence fiscales luxembourgeoises sont fortement alignées sur la législation et la jurisprudence fiscales allemandes.

Or, il s'avère qu'actuellement seuls les frais de perfectionnement professionnel sont déductibles au Luxembourg à titre de frais d'obtention mais non pas les frais de formation professionnelle.

Je souhaiterais dans ce contexte poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Quelle est l'incidence de l'arrêt de la Cour fédérale allemande sur la pratique administrative luxembourgeoise consistant à refuser la déductibilité fiscale des frais de formation professionnelle?

- Est-ce que, dans l'intérêt de la sécurité juridique et afin d'éviter une possible série de recours devant les juridictions administratives luxembourgeoises, le Gouvernement entend voir préciser les conditions de déductibilité des frais de formation professionnelle par voie de circulaire administrative?

**Réponse** (16.9.2011) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*:

La législation fiscale allemande prévoit certains mécanismes de prise en considération de pertes générées par un excédent de dépenses déductibles par rapport aux recettes. Une telle mesure est le report, en tant que revenu net négatif, sur une année d'imposition postérieure, de pertes survenues dans des catégories de revenus autres que les bénéfices tels les revenus de location ou encore les revenus d'une occupation salariée. C'est sur ce mécanisme que sont greffés deux arrêts du BFH («Bundesfinanzhof») du 28 juillet 2011, admettant la possibilité de déduction, le premier arrêt, de frais d'études universitaires en médecine consécutives à l'examen de fin d'études secondaires («Abitur»), le second de frais d'une première formation professionnelle, en tant que frais d'obtention antérieurs («vorab entstandene Werbungskosten»). Dès lors, il y aurait lieu de fixer les montants des pertes d'une occupation salariée ainsi générées pour un certain nombre d'années d'imposition précédant celles du début de l'activité professionnelle.

Tout d'abord, il y a lieu de noter que la loi concernant l'impôt sur le revenu luxembourgeoise (L.I.R.) ne connaît aucun mécanisme de report de pertes, survenues dans une catégorie de revenus, sous forme de compensation directe du revenu négatif encouru au cours d'une année d'imposition antérieure avec un revenu positif de la même catégorie au cours d'une année postérieure. Seul le report de pertes sous forme de dépenses spéciales, est permis, sous certaines conditions de forme et de fond. Ce report se limite aux bénéfices visés aux numéros 1 à 3 de l'article 10 L.I.R. (bénéfice commercial, bénéfice agricole et forestier, bénéfice provenant de l'exercice d'une profession libérale). Toutes les autres catégories de revenus en sont partant exclues.

Dans les motifs de son arrêt, le BFH se fonde sur l'assimilation des notions de frais d'obtention et de dépenses d'exploitation admise par la jurisprudence allemande (BFH du 4 mars 1986 VIII R 188/84) pour constater que pour autant que les frais de formation sont provoqués par l'exercice futur de l'activité professionnelle, ils constitueraient des frais d'obtention. Or, cette assimilation est étrangère tant à la législation qu'à la jurisprudence luxembourgeoises, la notion de frais d'obtention se confinant aux dépenses faites directement en vue d'acquiescer, d'assurer et de conserver les recettes. Il en résulte que les raisonnements du BFH ne sauraient être suivis en ce qui concerne les frais d'obtention. S'il est vrai que la loi luxembourgeoise définit les dépenses d'exploitation des trois premières catégories de revenus comme dépenses provoquées exclusivement par l'entreprise, il n'en reste pas moins que la formulation allemande n'exige pas expressis verbis que ces dépenses soient exclusivement provoquées par l'entreprise. Il n'est de plus pas envisageable, en l'état de notre législation, d'admettre un report de pertes sous forme de dépenses spéciales dès avant la création même de l'entreprise alors que les entreprises existantes se voient liées à des conditions de forme exigeantes pour l'octroi du report et notamment une comptabilité régulière durant l'exercice au cours duquel la perte est survenue.

L'approche générale du législateur allemand en la matière diffère encore de la conception luxembourgeoise par l'admission, à la déduction en tant que dépenses spéciales, des frais de formation personnelle jusqu'au montant de 4.000 €. La jurisprudence luxembourgeoise a été formelle et reste inchangée depuis la création des tribunaux administratifs en 1997. Elle distingue les frais de formation professionnelle des frais de perfectionnement professionnel. Les frais de formation professionnelle, tout comme les frais d'éducation, rentrent dans le cadre des dépenses privées au sens de l'article 12,1 L.I.R. et ne sont dès lors pas déductibles. Les frais de formation englobent toutes les dépenses faites en vue de la préparation à l'exercice d'une profession («Ausbildungskosten»). Ils se distinguent des frais de perfectionnement professionnel, c'est-à-dire des dépenses faites par le contribuable pour perfectionner ses connaissances dans la branche professionnelle dont relève son activité («Fortbildungskosten») qui sont déductibles comme dépenses d'exploitation ou frais d'obtention. Sont à ranger du côté des dépenses de perfectionnement professionnel, les dépenses faites non pas en vue d'un changement fondamental de profession ou de carrière, mais pour faciliter l'avancement dans la profession d'ores et déjà exercée par le contribuable. (Pasicrisie luxembourgeoise, bulletin de jurisprudence administrative 2010, Impôts n°174). Les dépenses en relation avec des études supérieures sont à considérer, par principe, comme des frais de formation professionnelle dès lors qu'il s'agit d'un premier cycle d'études supérieures («Erststudium») (Pasicrisie luxembourgeoise, bulletin de jurisprudence administrative 2010, Impôts n°175). Une jurisprudence récente (TA du 5 octobre 2009, n°24848 du rôle, confirmé par CA du 6 juillet 2010, n°26311C du rôle) refusa la qualification de frais de perfectionnement et dès lors le caractère déductible à des dépenses exposées par un contribuable, employé de banque, pour la formation de «Diplom-Betriebswirt» pour le motif que malgré que cette formation se soit inscrite dans la même branche professionnelle que celle dans laquelle il était déjà engagé professionnellement, elle constitue une formation autonome nouvelle et a permis au demandeur de changer de profession et d'accéder à une carrière supérieure avec un poste à responsabilité supérieure.

En guise de conclusion, il y a lieu de retenir que les arrêts du BFH susvisés en matière de déduction des frais de formation professionnelle ne trouvent pas de répercussion sur la pratique à suivre au Grand-Duché de Luxembourg, les deux législations en la matière divergeant considérablement. Les circulaires et notes de service du directeur de l'Administration des Contributions directes émises en la matière gardent dès lors toute leur validité.

**Question 1626** (18.8.2011) de **M. Gilles Roth** (CSV) concernant la **réduction de l'indemnité de poste de l'ambassadeur luxembourgeois en Grèce**:

Dans sa réponse à ma question parlementaire n°1612 (cf. ci-dessus) Monsieur le Ministre des Affaires étrangères indique que la réduction de l'indemnité de poste de l'ambassadeur en Grèce aurait été appliquée conformément à l'article 6 du règlement grand-ducal du 1<sup>er</sup> août 1988 fixant le statut financier des missions diplomatiques et consulaires à l'étranger et de leurs agents.

Ladite disposition prévoit une réduction d'un quart de l'indemnité de poste dans les cas d'un congé ordinaire, d'un congé extraordinaire respectivement d'un congé de maladie dépassant 30 jours.

Il paraît cependant que l'ambassadeur du Luxembourg auprès de la République hellénique se soit absenté pendant une période prolongée de son poste à Athènes pendant laquelle il n'a partant pas assumé ses fonctions sur place.

Je voudrais dans ce contexte poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères:

- Est-ce que le Gouvernement entend partant confirmer que pendant son absence prolongée de son poste à Athènes, l'ambassadeur était en congé ordinaire et que la durée de son absence n'a pas dépassé la durée du congé annuel de récréation prévu par les dispositions légales et réglementaires applicables en la matière?

- Dans l'affirmative, est-ce que ce congé a été accordé par le supérieur hiérarchique de l'ambassadeur et que le Gouvernement était partant au courant de l'absence de l'ambassadeur en question?

**Réponse** (8.9.2011) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères*:

L'octroi des congés réglementaires est encadré par la loi. Chaque administration est tenue de veiller à ce que la loi soit respectée par ses agents, notamment pour ce qui est de la durée du congé. Le Ministère des Affaires étrangères veille à ce que les fonctionnaires et employés qui en dépendent, bénéficient de leurs congés réglementaires conformément aux dispositions légales et procédurales qui s'imposent à eux, tout en respectant leurs droits en la matière. Ceci vaut également pour l'ambassadeur du Luxembourg à Athènes qui a les mêmes droits et obligations en la matière que ses collègues. Le Ministère s'emploie à les faire respecter sans exceptions.

**Question 1630** (22.8.2011) de **M. Fernand Etgen** (DP) concernant les **travaux de renouvellement de l'OA127 à Schieren**:

Depuis presque un an l'accès à la N7 à Schieren (P.K.28, 150-28, 200) est interdit aux conducteurs dans les deux sens, à l'exception de véhicules et de machines impliqués dans une mission de gestion et/ou de contrôle du chantier. Cet état de choses est non seulement à l'origine de graves problèmes de sécurité dans les rues de déviation, mais a un impact majeur sur la qualité de vie des habitants des rues concernées.

C'est pourquoi, je me vois obligé de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quelles sont les causes qui ont empêché l'Administration des Ponts et Chaussées jusqu'à l'heure actuelle de finaliser les travaux de renouvellement de l'OA127?

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des précisions sur les délais d'exécution et des précisions sur les travaux en souffrance?

- Pour quand la fin des travaux est-elle prévue?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'une année devrait suffire pour finaliser un chantier de cette envergure?

**Réponse** (15.9.2011) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député s'inquiète, suite aux travaux à l'ouvrage d'art OA127 portant la route N7 sur la voie ferrée à Schieren, de graves problèmes de sécurité dans les rues de déviation avec un impact majeur sur la qualité de vie des habitants des rues concernées.

Il y a lieu d'évoquer tout d'abord que les travaux sur l'ouvrage d'art OA127 à Schieren sont de différentes natures, à savoir:

- la reconstruction du tablier de l'ouvrage;

- l'élargissement de l'ouvrage en vue de l'aménagement d'un couloir pour bus de Schieren jusqu'au carrefour à sens giratoire N7/N15 à Ettelbruck dans le but d'avantager les transports en commun vers le centre de développement et d'attraction Nordstad;

- le rehaussement du profil longitudinal de la route N7 suite à la demande de la société nationale CFL de rehausser le gabarit pour les chemins de fer à 6,00 m.

Au vu de la nature des travaux et de la présence de différents intervenants, l'organisation des travaux sur le chantier s'avère très complexe. L'élargissement des culées est techniquement très compliqué et il y a lieu d'entreprendre des travaux de consolidation de talus lors de l'aménagement des fondations de ces culées.

Le fait que le pont OA127 traverse les rails des chemins de fer a comme conséquence que certains travaux ne peuvent être exécutés que lorsque les caténaires sont hors tension, c'est-à-dire lorsqu'il n'y a pas de passages de train.

Or, au motif que l'accès au chantier doit être autorisé à tout moment aux services d'urgence et à la circulation des bus, les travaux doivent être exécutés en deux phases:

La première phase s'étend d'octobre 2010 à décembre 2011 et vise l'élargissement du pont et la reconstruction du tablier direction Ettelbruck. La deuxième phase durera de décembre 2011 à juillet 2012 et concerne la reconstruction du tablier direction Schieren.

La fin des travaux est donc prévue au cours de l'année 2012.



La complexité des travaux et l'envergure du chantier expliquent la durée prolongée de ce chantier alors que mes services s'efforcent de faire exécuter les travaux dans les meilleures conditions possibles.

**Question urgente 1631** (23.8.2011) de **M. Alex Bodry** (LSAP) concernant les **accords bilatéraux dans le cadre des aides accordées à la Grèce**:

Alors que la Chambre des Députés est invitée à débattre et approuver le 15 septembre 2011 un projet de loi relative à l'octroi de la garantie de l'État dans le cadre de l'instrument européen de stabilisation de la zone euro, un accord gréco-finlandais compromet sérieusement la sérénité des discussions autour du soutien financier à accorder à certains États de la zone euro.

- Pour quelles raisons le Luxembourg a-t-il approuvé lors du dernier Conseil européen du 21 juillet 2011 le principe d'accords bilatéraux sur des garanties à côté des règles communes relatives aux aides accordées à la Grèce?

- Est-ce que le Gouvernement estime que l'accord conclu récemment entre la Grèce et la Finlande nécessite l'approbation des autres États de la zone euro?

- Est-ce que le fait de recourir à de telles garanties bilatérales n'affaiblit pas la position de notre pays en cas de défaillance éventuelle de la Grèce face à ses obligations financières?

**Réponse commune** (29.8.2011) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*, et **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*:

La déclaration des chefs d'État ou de Gouvernement et des institutions de l'Union européenne du 21 juillet 2011 prévoit que «le cas échéant (where appropriate), un contrat de garantie sera mis en place de façon à couvrir le risque résultant, pour les États membres de la zone euro, des garanties qu'ils auront fournies au FESF».

À l'instar de la grande majorité des États membres, le Luxembourg estime que l'octroi de garanties «bilatérales» pour couvrir le risque résultant de la participation dans le FESF n'est pas indiqué et le Luxembourg a affirmé son opposition à de tels accords au cours des discussions sur la crise de la dette souveraine en Europe. En effet, l'octroi de garanties supplémentaires soulève de nombreux problèmes techniques et juridiques qui risquent de fragiliser l'efficacité des mesures de stabilisation décidées par les chefs d'État ou de Gouvernement de la zone euro. Par ailleurs, l'octroi de garanties «bilatérales» pose un problème politique dans la mesure où de tels accords ne sont pas compatibles avec le principe du traitement égalitaire de tous les États membres.

Lors du sommet du 21 juillet 2011, les chefs d'État ou de Gouvernement de la zone euro ont néanmoins avalisé la possibilité de tels accords de garantie «bilatéraux» étant donné que pour un État membre, en l'occurrence la Finlande, l'octroi d'une telle garantie est une condition politique préalable à sa participation financière dans le programme d'assistance financière à la Grèce.

Il convient de relever qu'à ce stade, aucune décision quant à l'octroi d'une telle garantie n'a été prise. Les discussions sur les modalités techniques et juridiques d'une telle garantie sont toujours en cours et ces modalités devront être approuvées par tous les États membres de la zone euro.

**Question 1635** (26.8.2011) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant l'**application de la loi du 9 mai 2008 relative aux chiens**:

Selon l'article 24 de la loi du 9 mai 2008 relative aux chiens, chaque commune doit disposer d'une fourrière communale apte à l'accueil des chiens saisis en exécution de ladite loi.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

1. Combien de chiens ont été castrés, saisis, confisqués ou euthanasiés conformément à la loi relative aux chiens depuis son entrée en vigueur et pour quelles raisons?

2. Est-ce que toutes les communes disposent d'une fourrière communale comme prévu à l'article 24? Sinon, quelles sont les communes qui n'ont pas encore une telle fourrière?

3. Est-ce que l'État surveille l'état dans lequel se trouvent ces fourrières?

**Réponse** (20.9.2011) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*:

Les questions de Monsieur le Député appellent les réponses suivantes.

En premier lieu, je tiens à souligner que la loi du 9 mai 2008 relative aux chiens a été introduite afin d'avoir une base légale pour responsabiliser les propriétaires de chien et pouvoir sanctionner ceux qui par leur comportement anormal dérangeant ou même mettent en danger l'ordre public.

Le nombre d'animaux castrés dans le cadre de la loi est inconnu et difficile à évaluer puisqu'un grand pourcentage de chiens, surtout des femelles, est castré pour le confort de leur propriétaire.

La plupart des plaintes qui proviennent à l'Administration des Services vétérinaires concernent le bien-être animal qui est couvert par la législation concernant la protection animale.

À ce jour, trois chiens ont été saisis et transférés à l'Asile national pour animaux de Luxembourg-Gasperich. Ces chiens avaient montré à plusieurs reprises un caractère agressif et leur propriétaire ne faisait aucun effort pour éviter qu'un incident ne se reproduise. L'euthanasie n'est pratiquée que s'il n'y a aucune possibilité de trouver un nouveau propriétaire pour les chiens.

L'article 24 de la loi prévoit que chaque commune doit disposer d'une fourrière ou recourir au service d'une autre commune ou d'une association de protection animale afin de pouvoir héberger les chiens saisis.

L'Administration des Services vétérinaires ne dispose pas d'informations sur le nombre et le nom des communes ne disposant pas de fourrière, puisque dans les rares cas de saisie de chiens nous avons eu recours à l'Asile national pour animaux.

L'Administration des Services vétérinaires ne fait pas de contrôle dans ces fourrières mais fournit à la demande de l'administration communale les exigences prévues par le règlement grand-ducal du 18 mars 2000 déterminant les conditions de confort minima de détention et d'entretien des animaux de compagnie qui sont à respecter.

**Question urgente 1637** (26.8.2011) de **M. André Hoffmann** (*déi Lénk*) concernant la **demande d'adhésion de l'État de Palestine à l'ONU**:

Le 20 septembre 2011, le président palestinien Mahmoud Abbas présentera formellement aux Nations Unies la demande de pleine adhésion de l'État de Palestine, dont les frontières engloberont, conformément au droit international, les territoires palestiniens occupés par Israël en 1967, à savoir la Cisjordanie (y compris Jérusalem-Est) et la Bande de Gaza.

Aujourd'hui, 122 États, soit une nette majorité des membres de l'ONU, reconnaissent la Palestine comme État. Si les États-Unis restent hostiles à une déclaration unilatérale d'indépendance, un certain nombre d'États occidentaux, notamment la France et le Royaume-Uni, se montrent désormais ouvertement favorables à une telle initiative, et ce d'autant plus que le processus de paix marque le pas en raison de la persistance du Gouvernement israélien dans son projet de colonisation des territoires palestiniens occupés. Le Gouvernement luxembourgeois, notamment à travers son Ministre des Affaires étrangères, Monsieur Jean Asselborn, a laissé entendre à plusieurs reprises, notamment lors du Conseil «Affaires étrangères» de l'Union européenne organisé le 20 juin 2011 à Luxembourg, qu'il pourrait également être prêt à soutenir une telle démarche.

S'il est vrai qu'une reconnaissance de l'État de Palestine par le Luxembourg ne serait que la suite logique de la politique menée ces dernières années par le Gouvernement en faveur d'une paix juste et durable au Proche-Orient, sa forte portée symbolique ainsi que ses conséquences juridiques devraient conduire le Gouvernement à revoir certaines zones d'ombre de sa politique étrangère, notamment dans le domaine commercial. Ainsi, le fait qu'Israël soit un pays-cible prioritaire pour le commerce extérieur luxembourgeois, et que le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur refuse d'interdire aux entreprises luxembourgeoises de commercer avec des entreprises israéliennes

implantées dans des colonies en territoire palestinien occupé (cf. notre question parlementaire n°0718 et la réponse du Ministre Krecké) (cf. *compte rendu n°17/2009-2010*), situation déjà illégale à l'heure actuelle, sera impossible à soutenir après une éventuelle reconnaissance de l'État de Palestine par le Luxembourg. Pour rappel: la politique de colonisation israélienne est un acte internationalement illicite, qualifiable de crime de guerre au titre de l'article 49 de la IV<sup>e</sup> Convention de Genève du 12 août 1949 et de l'article 8 du Statut de la Cour pénale internationale du 17 juillet 1998. Le Gouvernement luxembourgeois, et plus particulièrement le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, a l'obligation d'empêcher des entreprises luxembourgeoises à s'en rendre complices, à défaut de quoi il engagera sa responsabilité au niveau international.

Je prierais donc Messieurs les Ministres de répondre aux questions suivantes:

1) Le Gouvernement luxembourgeois reconnaît-il l'État de Palestine dans les frontières de 1967?

2) Le Gouvernement luxembourgeois soutiendrait-il l'adhésion de l'État de Palestine comme membre à part entière de l'ONU, y compris en cas de veto américain, dans le cadre de la procédure dite de la résolution 377 (résolution Acheson), élargissant les compétences de l'Assemblée générale?

3) Quelles seront les conséquences, notamment diplomatiques, d'une telle reconnaissance sur les relations entre le Luxembourg et, respectivement, la Palestine et Israël?

4) Quelle que soit la décision relative à la reconnaissance de l'État de Palestine, le Gouvernement luxembourgeois continuera-t-il à laisser commercer des entreprises luxembourgeoises avec des partenaires israéliens sans vérifier si ceux-ci sont implantés en tout ou partie dans des colonies?

**Réponse commune** (2.9.2011) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères*, et de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

Compte tenu du blocage du processus de paix au Proche-Orient qui persiste depuis presque un an déjà, la question du statut international de la Palestine a acquis une importance majeure au cours des derniers mois. L'ouverture de la 66<sup>e</sup> Assemblée générale de l'ONU, en septembre à New York, pourrait être le théâtre d'une décision à cet égard.

Cela dit, définitivement et officiellement, le contenu d'une démarche palestinienne auprès de l'ONU n'est pas encore connu à l'heure actuelle. Étant donné la complexité des enjeux politiques et juridiques liés à une telle démarche, une prise de position de tous les acteurs concernés ne pourra se faire que le moment venu.

Le Luxembourg participe activement aux processus de prise de décision internationaux. Une réunion informelle des Ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne (Gymnich meeting) aura lieu le 2 et le 3 septembre à Sopot, en Pologne, dans le but de définir une approche cohérente et commune. La position de l'UE dans le contexte d'une éventuelle démarche palestinienne y sera discutée. Au fur et à mesure que le contenu exact de la démarche palestinienne se concrétise, les pays de l'UE vont arrêter leur position.

Les tractations et démarches seront très certainement nombreuses lors des semaines de l'AGNU.

Le Luxembourg soutiendra les droits du peuple palestinien à l'ONU et ailleurs. Le Luxembourg œuvrera ainsi pour une position européenne unifiée, qui reflète le concept d'une solution à deux États, avec un État palestinien indépendant et viable sur base des frontières de 1967. Le droit du peuple palestinien de vivre dans un État souverain, en paix avec Israël, demeure le fondement de l'approche du Gouvernement luxembourgeois.

En ce qui concerne le point 4 de la question de Monsieur le Député, il est renvoyé à la réponse à la question parlementaire n°0718 du 22 juin 2010 de Monsieur le Député qui n'est pas affectée sur le fond par une éventuelle reconnaissance d'un État palestinien.

**Question 1640** (1.9.2011) de **M. Félix Braz** (*déi gréng*) concernant le **transfert progressif de services du secrétariat du Parlement européen vers Bruxelles**:

Selon des informations qui me sont parvenues, on peut constater depuis la mi-2009 un transfert progressif de services du secrétariat du Parlement européen vers Bruxelles.

Pourtant, l'accord de siège conclu jadis entre le Gouvernement luxembourgeois et le Parlement européen avait prévu que le secrétariat du Parlement européen resterait à Luxembourg.

Or, selon mes informations, le nouveau secrétaire général du Parlement aurait transféré ses bureaux à Bruxelles, et seulement six parmi 28 fonctionnaires de son cabinet resteraient à Luxembourg.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Quelle est la situation actuelle du personnel du secrétariat du Parlement européen et notamment de son secrétaire général en termes de présence permanente au Luxembourg?

2. Quelles mesures entendez-vous prendre afin d'assurer le respect de l'accord de siège?

**Réponse** (15.9.2011) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères*:

Luxembourg est, à côté de Bruxelles, la ville-siège la plus importante de l'Union européenne en tant que siège unique de la Cour des Comptes et du pôle judiciaire de l'UE avec la Cour de Justice, le Tribunal et le Tribunal de la Fonction publique de l'Union européenne. Elle abrite en outre la Banque européenne d'investissement qui joue un rôle important en tant qu'organe financier de l'Union.

Luxembourg accueille également, durant trois mois par an, les sessions ministérielles du Conseil de l'UE et héberge certains services de la Commission européenne ainsi que le Secrétariat général du Parlement européen.

D'un point de vue juridique, la question du siège des Institutions est réglée depuis la Décision des représentants des gouvernements des États membres sur l'installation provisoire des institutions de 1965 et repris dans le «Protocole portant sur la fixation des institutions et de certains organes, organismes et services de l'Union européenne», annexé au Traité de Lisbonne.

Le nombre de personnes employées par les institutions européennes à Luxembourg - en constante augmentation - avoisine aujourd'hui, tous statuts confondus, le chiffre de 11.000.

1) En ce qui concerne, plus particulièrement, le personnel du Secrétariat général du Parlement européen, il convient de noter que l'accord Juncker-Fontaine, intervenu en 2000, en fixe le nombre minimal à 2086, hors élargissement. Actuellement, le nombre de postes affectés est de 2.410 unités environ.

Il faut cependant rappeler que si le Parlement européen a son siège dans la capitale alsacienne, il a, en tout, trois lieux de travail: Strasbourg, Luxembourg et Bruxelles. Le fait que le secrétaire général, ainsi qu'une partie de son cabinet, ait, pour des raisons fonctionnelles, des bureaux à Bruxelles et à Strasbourg n'est pas incompatible avec sa présence permanente à Luxembourg.

L'engagement du Parlement européen à Luxembourg s'inscrit dans le long terme comme le démontre la construction en cours d'un nouveau bâtiment de 120.000 m<sup>2</sup>, le Konrad Adenauer 2, au Kirchberg, qui regroupera tous les agents du Parlement dont le lieu de travail se trouve statutairement à Luxembourg.

2) Le Luxembourg est vigilant quant au respect des traités et décisions en matière de siège des institutions européennes, y compris celles qui garantissent la présence du Secrétariat général du Parlement européen. Les accords Juncker-Hänsch de 1996 et Juncker-Fontaine de 2000 sont l'expression de la volonté du Gouvernement de rester mobilisé quant à l'évolution des effectifs du Parlement européen à Luxembourg.

Par le passé, certaines interprétations du Parlement des décisions de base concernant son siège ont obligé le Luxembourg, en désaccord avec le Parlement, à saisir la Cour de Justice. Actuellement, le Luxembourg s'est constitué en appui d'un recours introduit par la France devant la Cour à l'encontre d'une décision du Parlement européen visant à réorganiser son calendrier des séances aux dépens de Strasbourg. La France estime cette réorganisation non conforme aux accords de siège. Le Luxembourg appuie sa démarche pour des raisons de principe tenant à l'obligation de respecter les décisions touchant au siège des institutions.

Enfin, le Ministère des Affaires étrangères, par le biais du Comité de coordination pour l'installation d'Institutions et d'Organismes européens à Luxembourg, entretient des contacts réguliers avec toutes les institutions installées au Luxembourg et assure le suivi de l'évolution des effectifs à Luxembourg tout en veillant au respect des traités en la matière. C'est dans ce cadre que le président du Comité rencontre régulièrement le Secrétaire général du Parlement, pour aborder, entre autres, les questions liées à la présence du Secrétariat à Luxembourg.





**Question 1644** (2.9.2011) de **M. Léon Gloden** (CSV) concernant le **règlement grand-ducal du 14 décembre 1976 portant réorganisation du casier judiciaire aux personnes morales:**

Depuis l'introduction en droit luxembourgeois de la responsabilité pénale des personnes morales par la loi du 3 mars 2010, les personnes morales ayant fait l'objet d'une condamnation bénéficient du régime de la réhabilitation de droit et de la réhabilitation judiciaire prévus aux articles 646 à 658 du Code d'instruction criminelle.

Dans son avis du 19 janvier 2010 relatif au projet de loi introduisant la responsabilité pénale des personnes morales dans le Code pénal et dans le Code d'instruction criminelle, le Conseil d'État attire «(...) l'attention des auteurs du projet de loi sur la nécessité d'adapter le règlement grand-ducal modifié du 14 décembre 1976 portant réorganisation du casier judiciaire rédigé dans la logique d'une condamnation des seules personnes physiques».

Le règlement grand-ducal du 14 décembre 1976 ne mentionne en effet que le «condamné» sans préciser qu'il peut s'agir d'une personne physique ou d'une personne morale et les dispositions relatives aux données personnelles du condamné ne se réfèrent qu'aux personnes physiques.

- C'est dans ce contexte que j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Justice s'il est prévu de modifier le règlement grand-ducal du 14 décembre 1976 afin de tenir compte de l'avis précité du Conseil d'État.

Une modification du règlement grand-ducal du 14 décembre 1976 me paraît essentielle en vue de garantir la sécurité juridique des personnes morales.

**Réponse** (20.9.2011) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice:*

L'honorable Député s'enquiert de la situation de l'inscription au casier judiciaire des condamnations prononcées à l'égard de personnes morales.

Actuellement, des travaux sont en cours afin de transposer en droit interne la décision-cadre 2009/315/JAI du Conseil du 26 février 2009 concernant l'organisation et le contenu des échanges d'informations extraites du casier judiciaire entre les États membres.

Par ces travaux, le règlement grand-ducal modifié du 14 décembre 1976 portant réorganisation du casier judiciaire sera également adapté afin que les condamnations prononcées à l'égard de personnes morales reçoivent également inscription au casier judiciaire.

Un avant-projet de loi relatif à l'organisation du casier judiciaire et aux échanges d'informations extraites du casier judiciaire entre les États membres sera déposé d'ici fin de l'année.

**Question 1647** (4.9.2011) de **M. André Hoffmann** (*déi Lénk*) concernant le **transbordement ou stockage de bombes à sous-munitions à l'Aéroport de Luxembourg:**

Parmi les dépêches des ambassades des États-Unis qui viennent d'être publiées par WikiLeaks, il y en a trois (découvertes d'abord par des journalistes attentifs de la radio 100,7) classées comme «confidentielles», qui concernent les positions du Gouvernement luxembourgeois par rapport à l'interdiction des bombes à sous-munitions (BASM - Streubomben).

Je me permets de rappeler que Monsieur le Ministre des Affaires Étrangères a signé le 3 décembre 2008 à Oslo la convention internationale interdisant les bombes à sous-munitions, entrée finalement en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2010, que la Chambre des Députés a approuvé à l'unanimité le 7 mai 2009 cette convention («Loi du 4 juin 2009 portant approbation de la Convention sur les armes à sous-munitions, ouverte à la signature à Oslo le 3 décembre 2008») et que cette loi interdit explicitement en son article 2 «de détenir, de transporter, de transférer, de stocker ou de conserver des armes à sous-munitions...».

Or, les dépêches de l'ambassade des États-Unis publiées par WikiLeaks révèlent une attitude

surprenante du Gouvernement luxembourgeois par rapport à la question des BASM et soulèvent des interrogations sérieuses sur le respect et de la loi et de la convention par le Gouvernement.

Ainsi, selon la dépêche du 5 mai 2007, dès avant la signature de la Convention d'Oslo, un haut fonctionnaire du Ministère des Affaires étrangères aurait assuré à l'ambassade des États-Unis que l'opposition du Luxembourg aux BASM ne permettrait pas d'interférer avec son engagement comme membre de l'OTAN et que ni le survol du Luxembourg ni l'utilisation de l'aéroport pour l'expédition de BASM ne seraient touchés par une interdiction ou des restrictions éventuelles. «He specifically states that neither the flight over Luxembourg territory nor the use of Findel International Airport for shipments of CM (Cluster Bombs) would be affected by any such ban or restrictions.»

Selon une deuxième dépêche du 13 décembre 2007, un autre haut fonctionnaire du Ministère des Affaires étrangères aurait confirmé que l'engagement du Luxembourg dans l'OTAN impliquerait qu'une législation éventuelle ne devrait pas empêcher le transbordement des BASM à l'Aéroport de Findel: «nothing in the legislation would interfere with Luxembourg's responsibilities as a NATO member.»

Enfin, le 2 décembre 2008, la veille du départ de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères à Oslo pour la signature de la convention, une dépêche confirme que rien dans la convention ne saurait toucher les obligations du Luxembourg comme membre de l'OTAN.

Ces révélations soulèvent, bien entendu, quelques questions fondamentales, auxquelles je voudrais prier Messieurs les Ministres de bien vouloir répondre.

1. Comment le Gouvernement peut-il justifier un engagement international sur le contenu, la portée ou l'interprétation d'une convention ou d'une loi avant que celles-ci n'aient été finalisées respectivement votées par la Chambre des Députés?

2. Comment l'appartenance à l'OTAN peut-elle déterminer l'application du droit international et du droit national?

3. Après l'entrée en vigueur de la loi du 4 juin 2009, le Gouvernement a-t-il maintenu son engagement de ne pas entraver l'utilisation de l'Aéroport de Findel pour le transbordement ou le stockage des BASM - dans ce cas en violation manifeste de la loi et de la convention?

4. Monsieur le Ministre peut-il fournir des détails sur de tels transbordements ou stockages de BASM à l'Aéroport de Findel?

5. Qu'en sera-t-il de l'application de l'article 4 de la loi du 4 juin 2009 qui prévoit des sanctions fortes (réclusion de cinq à dix ans et amende de 25.000 à 1.000.000 euros) pour toute personne physique ou morale qui aurait sciemment commis l'une des infractions aux dispositions des articles 2 et 3 de la loi, donc aussi la participation au transport ou au stockage de BASM?

6. Enfin, le Gouvernement est-il prêt à s'engager de façon vérifiable à omettre tout acte, toute autorisation contraire à la loi du 4 juin 2009 et empêcher de façon conséquente toute infraction à cette loi par qui que ce soit sur le territoire du Luxembourg?

**Réponse commune** (7.9.2011) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice*, et de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères:*

Les dépêches auxquelles Monsieur le Député Hoffmann se réfère, divulguées sur Internet par WikiLeaks, n'engagent que leurs auteurs.

En tant que Ministre des Affaires étrangères, et cela vaut pour les fonctionnaires travaillant sous mon autorité, je n'ai jamais dévié de ma détermination, entérinée par le Conseil de Gouvernement, de contribuer à l'adoption rapide de la Convention sur les armes à sous-munitions, de la signer pour le Grand-Duché, de solliciter le vote de ratification de la Chambre des Députés et de la promouvoir auprès des États non encore parties.

J'ajouterais que nous fûmes parmi les premiers à signer, puis, à ratifier cette convention.

1. La procédure définie par la loi fondamentale qui détermine la signature et la ratification d'un accord international par le Grand-Duché a été respectée en tous points. L'engagement pris par le Gouvernement est celui qui a été adop-

tée par la Chambre.

2. L'article 21 de la Convention sur les armes à sous-munitions, telle qu'elle a été adoptée par la Chambre, permet à un État partie de la convention de s'engager dans une coopération et des opérations militaires avec des États non-parties de la convention. Le Luxembourg est donc en parfaite conformité, tant avec ses obligations qui découlent de la loi du 4 juin 2009 qu'avec celles liées à son appartenance à l'OTAN.

3. À partir de l'entrée en vigueur de la loi de ratification de la convention, le 4 juin 2009, jusqu'à présent, le Gouvernement a appliqué à la lettre les dispositions de celle-ci.

4. Mon Administration ne dispose d'aucune information attestant ou pouvant faire croire que l'Aéroport de Luxembourg, soit en sa capacité d'infrastructure pouvant être utilisée dans le cadre de l'OTAN, soit à un quelconque autre titre, ait été utilisé à une fin prohibée par la Convention sur les armes à sous-munitions.

5. Il va de soi que, dans l'hypothèse d'une violation de la Convention sur les armes à sous-munitions dûment constatée par les autorités compétentes, des poursuites sont susceptibles d'être engagées. Ceci étant, il ne m'appartient pas de préjuger de l'action de l'ordre judiciaire qui agit dans l'indépendance que notre Constitution lui garantit.

6. En signant et en ratifiant la Convention sur les armes à sous-munitions, le Luxembourg a pris un engagement. Cet engagement sera tenu par le Gouvernement et les administrations chargées d'en assurer l'application, dans le cadre des moyens légaux de contrôle et de sanction à leur disposition.

**Question urgente 1661** (19.9.2011) de **M. André Hoffmann** (*déi Lénk*) concernant la **grève de la faim de réfugiés irakiens:**

Depuis le 1<sup>er</sup> septembre, donc depuis bientôt trois semaines, quatre ressortissants de l'Iraq, au nom d'un groupe de réfugiés et demandeurs d'asile irakiens, font la grève de la faim à la Place Clairefontaine. Dans la crainte de devoir retourner dans un pays déchiré par la violence, vivant depuis bien longtemps dans une incertitude douloureuse quant à leur sort futur, ils demandent simplement une réponse concernant leur demande d'asile. Par leur grève de la faim, forme d'action déjà - pour ainsi dire - classique et non violente, ils veulent ainsi attirer l'attention sur leur détresse en espérant que leur demande sera entendue.

Dans ce contexte, je voudrais donc prier Monsieur le Ministre de répondre aux questions suivantes:

- Quelle est la raison des très longs délais dans les procédures de demandes d'asile - ne serait-ce que pour un premier entretien?

- Comment Monsieur le Ministre envisage-t-il de remédier à cette situation, sans pourtant recourir à des procédures expéditives, et donc en garantissant un traitement approfondi individuel des demandes d'asile?

- Dans quels délais Monsieur le Ministre compte-t-il donner une réponse concrète aux demandeurs d'asile irakiens?

- Monsieur le Ministre entend-il offrir aux quatre demandeurs d'asile de la Place Clairefontaine une assistance ou un accompagnement médical afin d'éviter des nuisances physiques ou psychiques graves liées à leur grève de la faim?

**Réponse** (22.9.2011) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

J'aimerais répondre comme suit aux différentes questions de l'honorable Député.

Depuis le début de cette année, quelque 1.270 personnes ont déposé une demande d'asile au Luxembourg, dont la majorité de nationalité serbe (543 personnes) et macédonienne (217 personnes). En date du 31 août 2011, 996 demandes d'asile étaient en cours de traitement, parmi lesquelles 596 personnes n'étaient pas encore auditionnées.

Face à cette arrivée massive de demandeurs de protection internationale, et au vu des retards d'ores et déjà accumulés dans le traitement des dossiers, le Conseil de Gouvernement, lors de

sa séance du 1<sup>er</sup> septembre 2011, a décidé le recrutement, à durée déterminée, de six agents supplémentaires dont deux seront affectés aux auditions et quatre aux décisions. Dès lors, lorsque ces nouvelles recrues seront pleinement opérationnelles, le service des réfugiés comptera neuf agents en charge des auditions, de même que neuf agents en charge des décisions et de la rédaction des mémoires à déposer dans le cadre de recours contentieux devant les juridictions administratives. Je suis confiant que ce renforcement permettra de rattraper progressivement le retard accumulé depuis plus d'un an.

Concernant les 37 personnes d'origine irakienne, mes services procéderont à leur audition entre le 22 septembre et le 8 décembre 2011. Les intéressés ont été informés en conséquence. Il est acquis que les demandes bénéficieront d'un traitement individuel approfondi. Mais j'espère qu'elles seront clôturées au plus tard au printemps 2012 au niveau de la Direction de l'Immigration.

Étant donné que les «demandeurs d'asile de la Place Clairefontaine» ont reçu une indication précise quant à la date de leur audition, j'espère qu'ils en tireront les conséquences et mettront fin à leur action, évitant ainsi toute nuisance physique et psychique.

**Question urgente 1665** (21.9.2011) de **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*) concernant la **légalité de la publication du sondage «Politmonitoring» à moins de 30 jours des élections communales:**

Parmi les personnalités nommées, plusieurs sont candidates aux élections communales. Or, l'article 97 de la loi électorale stipule que: «pendant le mois qui précède le jour des élections européennes, législatives et communales ainsi que pendant le déroulement de celles-ci, la publication, la diffusion et le commentaire de tout sondage d'opinion ayant un rapport direct ou indirect avec ces élections, par quelque moyen que ce soit, sont interdits. Ceux qui ont contrevenu aux dispositions du présent alinéa sont punis d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 500 à 12.500 euros».

Par conséquent, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

1. Monsieur le Ministre estime-t-il que la loi a été enfreinte par la publication de ce sondage?

2. Si oui, quelles sont les mesures que Monsieur le Ministre désire prendre?

**Réponse** (22.9.2011) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

L'honorable Député pose la question de la légalité d'un sondage dénommé «Politmonitoring» au regard de l'article 97 de la loi électorale.

Ledit article prévoit que «pendant le mois qui précède le jour des élections européennes, législatives et communales ainsi que pendant le déroulement de celles-ci, la publication, la diffusion et le commentaire de tout sondage d'opinion ayant un rapport direct ou indirect avec ces élections, par quelque moyen que ce soit, sont interdits. Ceux qui ont contrevenu aux dispositions du présent alinéa sont punis d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 500 à 12.500 euros».

Le sondage visé par l'honorable Député a été publié en date des 18 et 19 septembre 2011, donc à une date postérieure à la date limite fixée par l'article précité.

Encore s'agit-il de savoir si, par sa nature, ledit sondage contrevient aux interdictions prévues à l'article 97 de la loi électorale.

Or, je viens d'être informé que dans la suite de la publication des résultats du sondage en question, une enquête préliminaire a été ouverte par Monsieur le Procureur d'État près le Tribunal d'arrondissement de Luxembourg.

Dès lors, en raison de la saisine des autorités judiciaires il n'appartient pas aux autorités administratives de se prononcer sur la légalité du sondage précité et ceci d'autant plus que l'article 97 précité est de nature essentiellement pénale.